



Digitized by the Internet Archive  
in 2010 with funding from  
University of Ottawa







CSP  
COLLECTION GÉNÉRALE  
DES LOIX,  
PROCLAMATIONS, INSTRUCTIONS  
ET AUTRES ACTES  
DU POUVOIR EXÉCUTIF



COLLECTION GÉNÉRALE  
DES LOIX,  
PROCLAMATIONS, INSTRUCTION  
ET AUTRES ACTES

DU POUVOIR EXÉCUTIF,

PUBLIÉS pendant l'Assemblée Nationale constituante & législative, de  
la convocation des États-généraux jusqu'au 31 décembre 1791

*AVEC Tables chronologiques & de Matières.*

---

TOME PREMIER. I.<sup>re</sup> PARTIE.

---

*Juillet 1788 — Mars 1790.*



A PARIS,  
DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

---

M. DCC. XCII.

CSF

D

1115

AC

1172

11/1



## AVERTISSEMENT.

CE Recueil authentique que les besoins de l'administration & le vœu du public sollicitoient, bien différent de ceux qui ont été annoncés jusqu'ici, contient, outre le texte exact des *Loix sur décrets, Actes du Corps législatif non sujets à la sanction, &c.* qui ont été promulgués, toutes les *Proclamations, Instructions & autres Actes du Pouvoir exécutif*, publiés pendant l'Assemblée nationale constituante & législative, depuis la convocation des états-généraux, jusqu'au 31 décembre 1791. On y a joint dans leur intégrité, les *Tableaux & Modèles* relatifs à ces différentes pièces, objet très-essentiel, sur-tout aux personnes attachées à l'administration, & chargées de faire mettre les loix à exécution.

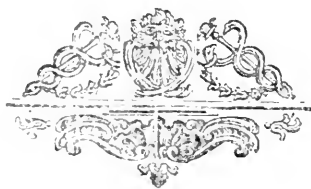
Dans la vue d'accélérer la publicité de cette Collection, on a fait marcher de front l'impression de tous les volumes. Il en est résulté qu'ils n'ont pu être distribués d'une manière bien égale pour éviter la coupure des mois, & que plusieurs loix qui n'avoient pas encore reçu la sanction ou la promulgation, n'ont pu être placées à leur date : ces pièces ont été rejetées au dernier volume par forme de supplément.

On a cru devoir conserver les numéros de chancellerie qui ont été originairement attachés à la plupart des loiz, pour la commodité des personnes habituées à les distinguer par ces numéros.

Chaque volume porte en tête une table chronologique des pièces qu'il renferme, avec la date des décrets & de leur sanction ou acceptation, sur deux colonnes.

A cette première facilité pour les recherches, on a joint une table générale & raisonnée des matières rangées méthodiquement sous différentes classes, & avec beaucoup d'étendue & de clarté.

On donnera chaque année la suite de cette Collection.





# TABLE CHRONOLOGIQUE

*Des Loix , Proclamations , Règlemens , Instructions ,  
contenus dans la première Partie du Tome I.<sup>er</sup>*

DATES des LOIX, &c.	TITRES DES LOIX, &c.	DAT de DÉCR
1788.		
5 Juillet.	ARRÊT du conseil d'état du roi, concernant la convocation des états-généraux.....Page 1. <sup>re</sup>	
8 Août.	ARRÊT du conseil d'état du roi, qui fixe au 1 <sup>er</sup> mars prochain la tenue des états-généraux du royaume, & suspend jusqu'à cette époque le rétablissement de la cour plénière.....6.	
23 Septemb.	DÉCLARATION du roi, qui ordonne que l'assemblée des états-généraux aura lieu dans le courant de janvier de l'année 1789, & que les officiers des cours reprendront l'exercice de leurs fonctions.....9.	
5 Octobre.	ARRÊT du conseil d'état du roi, pour la convocation d'une assemblée de notables au 3 novembre prochain.....13.	
1 Décemb.	ARRÊT du conseil d'état du roi, portant convocation d'une assemblée des anciens états de Franche-comté. 18.	
27 Décemb.	RÉSULTAT du conseil d'état du roi tenu à Versailles le 27 décembre 1788.....20.	
Décembre.	RAPPORT fait au roi dans son conseil par le ministre des finances.....21.	
1789.		
4 Janvier.	ARRÊT du conseil d'état du roi, portant nomination de commissaires pour régler, en conséquence du résultat du conseil du 27 décembre dernier, ce qui a rapport à la convocation des états-généraux.....45.	
27 Avril.	LETTRE du roi pour la convocation des états-généraux.....47.	
24 Janvier.	RÈGLEMENT fait par le roi, pour l'exécution des lettres de convocation.....49.	

TES es , &c.	TITRES DES LOIX, &c.	DATES des DÉCRETS.
89.		1789.
Fevrier.	ARRÊT du conseil d'état du roi, qui casse & annule toutes les délibérations qui ont été ou qui pourroient être prises relativement aux états-généraux, ailleurs que dans les communautés & dans les bailliages assemblés selon les formes établies par sa majesté... Page 69.	
Mars.	RÈGLEMENT fait par le roi, pour l'exécution de ses lettres de convocation aux états-généraux dans sa bonne ville de Paris, & dans la prévôté & vicomté de Paris. 71.	
Avril.	RÈGLEMENT fait par le roi, en interprétation & exécution de celui du 28 mars dernier concernant la convocation des trois états de la ville de Paris.....76.	
Mai.	RÈGLEMENT fait par le roi, pour accorder une quatrième députation à la prévôté & vicomté de Paris, <i>extra muros</i> .....84.	
Mai.	RÈGLEMENT fait par le roi, concernant les suppléans. 85.	
Mai.	RÈGLEMENT fait par le roi, pour le payement des dépenses des assemblées de bailliages & sénéchaussées, relatives à la convocation des états-généraux....87.	
Juin.	SÉANCE tenue par le roi aux états-généraux, le 23 juin 1789.....93.	
Juin.	DÉCLARATION du roi, concernant la présente tenue des états-généraux.....94.	
Juin.	RÈGLEMENT fait par le roi, concernant les mandats des députés aux états-généraux.....106.	
Juillet.	RÈGLEMENT fait par le roi, pour la réunion de ses conseils.....114.	
Juillet.	LETTRE du roi aux officiers & soldats de son armée. 119.	
Juillet.	DÉCLARATION du roi, concernant un emprunt de trente millions.....121.	9 Août.
Août.	ORDONNANCE du roi, concernant la main-forte à donner par les troupes, & le serment à prêter par elles.....116.	10 Août.

DATES des LOIX, &c.	TITRES DES LOIX, &c.	DATE des DÉCRET
1789.		1789.
14 Août.	DÉCLARATION du roi, pour le rétablissement de l'ordre & de la tranquillité dans son royaume..... Page 124.	10 Août.
28 Août.	DÉCLARATION du roi, concernant un emprunt national de quatre-vingt millions, payables moitié en argent, moitié en effets royaux..... 127.	27 Août.
20 Septemb.	ARRÊT du conseil d'état du roi, portant autorisation aux directeurs des monnoies de recevoir la vaisselle qui sera portée librement aux hôtels des monnoies. 131.	
21 Septemb.	DÉCRETS de l'assemblée nationale des 4, 6, 7, 8 & 11 août 1789, qui détruisent entièrement le régime féodal..... 108.	4, 6, 7 & 11 Ao
21 Septemb.	ARRÊT du conseil d'état du roi, pour ordonner la libre circulation des grains dans l'intérieur, & en défendre provisoirement l'exportation hors du royaume... 133.	29 Août, Septembre.
27 Septemb.	DÉCLARATION du roi sur les impositions..... 136.	26 Septe
27 Septemb.	DÉCLARATION du roi, concernant la perception des impôts & la réduction du prix du sel à six sous la livre, & règlement pour l'exécution dudit décret..... 139.	23 Septe
27 Septemb.	RÈGLEMENT fait par le roi, concernant la perception des impôts, & la réduction du prix du sel à six sous la livre..... 143.	
27 Septemb.	DÉCLARATION du roi, concernant la sortie & la circulation des grains..... 146.	
30 Septemb.	ARRÊT du conseil d'état du roi, portant suppression de la commission de Valence..... 149.	23 Septe
4 Octobre.	ARRÊT du conseil d'état du roi, qui règle l'ordre & l'administration des travaux de la clôture de Paris. 151.	
Octobre.	LETTRES patentes du roi, concernant la circulation des grains..... 155.	5 Octo.
Octobre.	LETTRES patentes du roi, en forme d'édit, sur la réformation de quelques points de la jurisprudence criminelle..... 158.	8 & 9
Octobre.	LETTRES patentes du roi, en forme d'édit, pour l'abolition des droits de franc-fiefs ouverts, & la cessation	29 Septe

DATES des LOIX, &c.	TITRES DES LOIX, &c.	DATES des DÉCRETS.
1789.	absolue de toutes recherches ou poursuites sur cet objet..... Page 167.	1789.
Octobre.	PROCLAMATION du roi, concernant sa résidence à Paris.....169.	
Octobre.	PROCLAMATION du roi, concernant le Mont-de- piété.....170.	
Octobre.	PROCLAMATION du roi, concernant la contribution patriotique.....172.	6 Octobre.
Octobre.	PROCLAMATION du roi, concernant la contribution patriotique.....179.	
Octobre.	INSTRUCTION publiée par ordre du roi, relativement à la contribution patriotique.....181.	
Octobre.	TARIF pour l'évaluation des vaiselles & bijoux d'or portés aux hôtels des monnoies, rédigé d'après les prix fixés par le décret de l'assemblée nationale du 6 octobre 1789, & la proclamation du roi.....198.	
Octobre.	HÔTEL-DE-VILLE de Paris. Contribution patrio- tique.....205.	
Octobre.	PROCLAMATION du roi, pour l'exécution des articles XXI & XXII du décret de l'assemblée nationale du 6 octobre 1789, relatif aux vaiselles.....217.	
Octobre.	LETTRES patentes du roi, concernant le prêt à in- térêt.....221.	3 Octobre.
Octobre.	PROCLAMATION du roi, pour la confection des rôles de supplément sur les ci-devant privilégiés, pour les six derniers mois 1789, dans les pays ci-devant connus sous la dénomination de pays d'élection.....223.	
Octobre.	PROCLAMATION du roi, pour la répartition des im- positions ordinaires de l'année 1790, dans les pays ci- devant connus sous la dénomination de pays d'élec- tion.....232.	
Octobre.	ORDONNANCE du roi, concernant les droits d'entrée à Paris, sur les consommations du roi & de la famille royale.....242.	

DATES des LOIX, &c.	TITRES DES LOIX, &c.	DATE des DÉCRET
1789.		1789.
21 Octobre.	DÉCLARATION du roi, pour l'établissement d'une loi martiale..... Page 244.	21 Octobre.
25 Octobre.	PROCLAMATION du roi, concernant les passeports & les suppléans des députés..... 248.	15 Octobre.
27 Octobre.	PROCLAMATION du roi, portant que nulle convocation ou assemblée par ordre ne pourra avoir lieu. 250.	26 Octobre.
27 Octobre.	PROCLAMATION du roi, qui surseoit à toute convocation de provinces & états..... 251.	20 Octobre.
	INSTRUCTION sur la réception des déclarations pour la contribution patriotique dont les gardes & syndics des corps & communautés seront chargés, & pour établir leur comptabilité..... 253.	
1 Novemb.	LETTRES patentes du roi, concernant l'émission des vœux dans tous les monastères de l'un & de l'autre sexe ..... 257.	28 Octobre.
3 Novemb.	LETTRES patentes du roi, qui ordonnent l'envoi aux tribunaux, municipalités & autres corps administratifs, des décrets de l'assemblée nationale qui ont été acceptés ou sanctionnés par sa majesté. ( <i>Lesdits décrets y sont insérés</i> ) ..... 259.	20 Octobre.
3 Novemb.	PROCLAMATION du roi, pour la conservation des forêts & bois..... 309.	
3 Novemb.	DÉCLARATION du roi, portant que tous les parlemens du royaume continueront de rester en vacances... 311.	3 Novemb.
4 Novemb.	PROCLAMATION du roi, concernant les biens ecclésiastiques ..... 313.	2 Novemb.
5 Novemb.	PROCLAMATION du roi, pour accorder des primes à l'importation des grains..... 314.	
6 Novemb.	LETTRES patentes du roi, sur le décret de l'assemblée nationale concernant l'envoi & la transcription des décrets sur les registres des cours, tribunaux, corps administratifs & municipalités..... 316.	5 Novemb.
6 Novemb.	LOI constitutionnelle (contenant divers articles de constitution)..... 318.	7 & 10 C

ATÉS des IX, &c.	TITRES DES LOIX, &c.	DATES des DÉCRETS.
1789.		1789.
Novemb.	LETTRES patentes du roi, portant règlement provisoire pour la police de la ville de Paris..... Page 321.	5 Novemb.
Novemb.	LETTRES patentes du roi, concernant la nomination des suppléans..... 325.	5 Novemb.
Novemb.	PROCLAMATION du roi, qui subroge la municipalité de la ville de Paris aux pouvoirs relatifs aux rentes. 327.	
Novemb.	PROCLAMATION du roi, qui pourvoit au paiement des intérêts des remboursemens suspendus..... 330.	
Novemb.	PROCLAMATION du roi, qui autorise les municipalités à recevoir les bijoux & vaisselle d'or & d'argent, pour les transmettre aux directeurs des monnoies. 335.	
	INSTRUCTION sur la manière de procéder à la recette des bijoux & vaisselles, rédigée en exécution de l'article III de la proclamation du roi, du 15 novembre 1789..... 338.	
Novemb.	LETTRES patentes du roi, portant que tous les titulaires de bénéfices, & tous supérieurs de maisons & établissemens ecclésiastiques, seront tenus de faire dans deux mois la déclaration de tous les biens dépendant desdits bénéfices & établissemens..... 341.	13 Novemb.
Novemb.	PROCLAMATION du roi, qui autorise les comités de district de la ville de Paris à recevoir les bijoux d'or & d'argent, pour les transmettre aux directeurs de la monnoie..... 343.	
Novemb.	LETTRES patentes du roi, concernant la conservation des biens ecclésiastiques & celle des archives & bibliothèques des monastères & chapitres..... 345.	7 & 14 Nov.
Novemb.	LETTRES patentes du roi, concernant la confiscation des grains & farines saisis en contravention..... 347.	16 Novemb.
Novemb.	LETTRES patentes du roi, qui prohibent la disposition de tous bénéfices, à l'exception des cures..... 348.	9 Novemb.
Novemb.	LETTRES patentes du roi, portant que les ci-devant privilégiés seront imposés pour les six derniers mois 1789 & pour 1790, en raison de leurs biens, non dans	28 Novemb.

DATÉS  
des  
LOIX, &c.

TITRES DES LOIX, &c.

DATÉS  
des  
DÉCRETS.

1789.

1789.

le lieu où ils ont leur domicile, mais dans celui où  
lesdits biens sont situés..... Page 349.

29 Novemb.

27 Novemb.

LETTRES patentes du roi, portant qu'il ne sera plus  
permis à aucun agent de l'administration, ni à ceux  
qui exercent quelques fonctions publiques, de rien  
recevoir à titre d'étrennes, gratifications, vin de ville,  
ou sous quelque autre dénomination que ce soit. 350.

29 Novemb.

16 Novemb.

LETTRES patentes du roi, portant qu'il ne sera plus  
expédié de provisions d'offices de judicature, sauf à  
être provisoirement expédié des commissions dans le  
cas de nécessité ..... 352.

Décembre.

14 Novemb.

LETTRES patentes du roi, pour la constitution des  
municipalités ..... 354.

14 Décemb.

INSTRUCTION de l'assemblée nationale, sur la forma-  
tion des nouvelles municipalités dans toute l'étendue  
du royaume..... 367.

Décembre.

LETTRES patentes du roi, concernant les délits qui se  
commettent dans les forêts & bois ..... 283.

Décembre.

24 Décemb.

LETTRES patentes du roi, pour l'admission des non-  
catholiques dans l'administration & dans tous les em-  
plois civils & militaires..... 385.

2 Décemb.

30 Novemb.

LETTRES patentes du roi, concernant les Corfès fugi-  
tifs ..... 386.

3 Décemb.

2 Décemb.

LETTRES patentes du roi, concernant les municipa-  
lités ..... 387.

13 Décemb.

LETTRES patentes du roi, qui prorogent jusqu'au 1<sup>er</sup>  
janvier 1791, le délai prescrit par l'article XXI de  
l'édit du mois de novembre 1787..... 388.

16 Décemb.

12 Décemb.

LETTRES patentes du roi, concernant la perception en  
Bretagne des impositions & des droits connus dans cette  
province, sous le nom de *devoirs, impôts, billots &*  
*droits y joints*..... 390.

19 Décemb.

17 Décemb.

LETTRES patentes du roi, concernant les formes &

DATES des LOIX, &c.	TITRES DES LOIX, &c.	DATES des DÉCRETS.
1789.	modes de répartition à l'égard des taillables de la province de Champagne, pour les impositions ordinaires de 1790, & de ceux des provinces de taille personnelle & mixte, où les départemens de ladite année 1790 ne sont pas encore faits . . . . . Page 394.	1789.
27 Décemb.	PROCLAMATION du roi, sur l'imposition des biens privilégiés en Languedoc . . . . . 396.	
10 Décemb.	LETTRES patentes du roi, portant que les officiers municipaux qui vont être élus, exerceront par provision les fonctions de la juridiction contentieuse & volontaire, dans les provinces où ils étoient en possession de les exercer . . . . . 400.	28 Décemb.
10 Décemb.	LETTRES patentes du roi, portant qu'il sera accordé un délai de deux mois pour faire les déclarations prescrites par le décret du 6 octobre dernier, concernant la contribution patriotique, & que la liste des noms des contribuables patriotes & des sommes qu'ils se feront soumis à payer, sera imprimée . . . . . 401.	26 Décemb.
11 Décemb.	LETTRES patentes du roi, concernant le jugement des contestations relatives à la perception & au recouvrement des impositions de la ville de Paris, de 1789 & années antérieures . . . . . 403.	15 Décemb.
1790. Janvier.	LETTRES patentes du roi, pour la constitution des assemblées primaires & des assemblées administratives . . 405.	22 Décemb.
8 Janvier.	INSTRUCTION de l'assemblée nationale, sur la formation des assemblées représentatives & des corps administratifs . . . . . 424.	1790.
Janvier.	LETTRES patentes du roi, qui affranchissent de la formalité du contrôle & des droits du timbre tous les actes relatifs à la constitution des municipalités & autres corps administratifs, & qui déterminent l'état des villes & communautés mi-parties entre différentes provinces . . . . . 457.	18 & 20 Janv.
Janvier.	LETTRES patentes du roi, portant que les Juifs connus	22 Janvier.



DATES des LOIX; &c.	TITRES DES LOIX, &c.	DATES des DÉCRETS.
1790.	en France sous le nom de Juifs Portugais, Espagnols & Avignonois, y jouiront des droits de citoyens actifs..... Page 459.	1789.
Janvier.	LETTRES patentes du roi, concernant la caisse d'es- compte, & portant établissement d'une caisse de l'ex- traordinaire.....460.	19 & 21 Déc.
Janvier.	LETTRES patentes du roi, contenant diverses disposi- tions relatives aux municipalités.....464.	29 & 30 Déc.
Janvier.	LETTRES patentes du roi, portant que l'île de Corse fait partie de l'empire François.....467.	30 Novemb.
Janvier.	LETTRES patentes du roi, concernant les condamna- tions prononcées pour raison de délits & crimes...468.	21 Janv. 1790
6 Janvier.	LETTRES patentes du roi, qui ordonnent la convoca- tion des assemblées pour la composition des municipa- lités.....470.	29 Décemb.
14 Janvier.	PROCLAMATION du roi, concernant les déclarations pour la contribution patriotique.....471.	6 Octobre
14 Janvier.	LETTRES patentes du roi, concernant les pensions, trai- temens conservés, &c. la suspension de tout payement même provisoire desdites pensions, & de tous appoin- temens à l'égard des François actuellement absens sans mission expresse, des revenus des bénéficiers, &c. 476.	4 & 5 Janvier 1790.
15 Janvier.	LETTRES patentes du roi, concernant les prisonniers détenus en vertu d'ordres particuliers.....479.	12 Janvier
16 Janvier.	LETTRES patentes du roi, relatives aux conditions exi- gées pour être citoyen actif.....480.	15 Janvier
16 Janvier.	LETTRES patentes du roi, portant que nonobstant toute attribution, tous juges ordinaires peuvent & doivent informer de tous crimes.....482.	12 Janvier
17 Janvier.	PROCLAMATION du roi, qui nomme les personnes qui doivent signer les reconnoissances données en exé- cution de la proclamation du 11 novembre 1789, & les coupons d'intérêts attribués auxdites reconnois- sances.....483.	
21 Janvier.	LETTRES patentes du roi, portant que les commissaires	12 Janvier

DATES des LOIX, &c.	TITRES DES LOIX, &c.	DATES des DÉCRETS.
1790.	intermédiaires des pays d'états, sont autorisés à rendre exécutoires les rôles d'impositions. . . . . Page 484.	1790.
24 Janvier.	LETTRES patentes du roi, qui prorogent jusqu'au 1 <sup>er</sup> mars prochain, le délai pour la déclaration des biens ecclésiastiques. . . . . 485.	16 Janvier.
24 Janvier.	PROCLAMATION du roi, portant que le droit de péage perçu à l'Isle-Barbe sur la Saône, continuera de l'être. . . . . 486.	30 Déc. 1789.
27 Janvier.	LETTRES patentes du roi, concernant la compensation des quittances de décimes payées par les contribuables auxdites décimes pour les six derniers mois 1789, avec les sommes auxquelles ils se trouveront imposés dans les rôles de supplément des impositions ordinaires, sur les ci-devant privilégiés pour les mêmes six derniers mois 1789. . . . . 487.	23 Janvier.
31 Janvier.	LETTRES patentes du roi, concernant le payement des octrois, droits d'aides de toute nature, & autres droits y réunis, sans aucun privilège, exemption ni distinctions personnelles quelconques. . . . . 489.	28 Janvier.
3 Février.	LETTRES patentes du roi, concernant diverses dispositions relatives aux assemblées de communautés & aux assemblées primaires. . . . . 491.	2 Février.
3 Février.	LETTRES patentes du roi, concernant les recouvrements & versements dans la forme existante, des impositions ordinaires & directes de l'exercice de 1790 & des exercices antérieurs. . . . . 494.	28 Janvier.
4 Février.	LETTRES patentes du roi, portant établissement d'une cour supérieure provisoire à Rennes. . . . . 497.	3 Février.
12 Février.	LETTRES patentes du roi, portant que tous possesseurs de bénéfices ou de pensions sur bénéfices, ou sur des biens ecclésiastiques quelconques, seront tenus d'en faire leurs déclarations, & en outre suppression de maisons religieuses de chaque ordre. . . . . 501.	5 Février.
12 Février.	LETTRES patentes du roi, concernant la détermination de la valeur locale de la journée de travail, d'après laquelle doit se former la liste des citoyens actifs. 503.	11 Février.

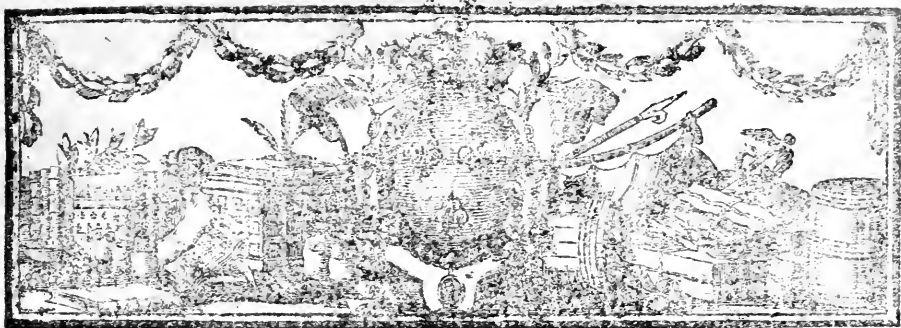
LETTRES

DATES des LOIX, &c.	TITRES DES LOIX, &c.	DATE des DÉCRETS
1790.		1790.
19 Février.	LETTRES patentes du roi, qui prohibent en France les vœux monastiques de l'un & de l'autre sexe. Page 505.	13 Février
26 Février.	LETTRES patentes du roi, qui fixent le traitement des religieux qui sortiront de leurs maisons..... 507.	19 & 20 F
26 Février.	LETTRES patentes du roi, relatives aux délibérations des assemblées représentatives, municipales & administratives..... 509.	11 Février
26 Février.	LETTRES patentes du roi, concernant la sûreté des personnes, des propriétés, & la perception des impôts..... 510.	23 Février
4 Février.	DISCOURS prononcé par le roi à l'assemblée nationale..... 512.	
11 Février.	EXTRAIT du procès-verbal de l'assemblée nationale, du 11 février 1790. (Adresse aux François).... 520.	
3 Mars.	LETTRES patentes du roi, qui portent que dans le Dauphiné & dans les autres provinces sujettes au même régime, les quittances de la moitié des décimes de 1789, ne seront reçues qu'en compensation de la capitation personnelle & de la taille & impositions accessoires auxquelles les contribuables aux décimes auront été cotisés dans les rôles des supplémens des six derniers mois 1789, pour leurs fonds nobles précédemment exempts..... 531.	26 Février
4 Mars.	LETTRES patentes du roi, qui ordonnent la division de la France en 83 départemens..... 533.	15 Janvier & 26 Février
7 Mars.	LETTRES patentes du roi, portant qu'il sera sursis à l'exécution de tous jugemens définitifs rendus par les juridictions prévôtales..... 571.	
7 Mars.	LETTRES patentes du roi, sur un décret de l'assemblée nationale, qui autorise les comités de ladite assemblée à demander dans les dépôts des départemens, ceux des cours & autres dépôts publics, toutes les pièces qu'ils jugeront nécessaires à leurs travaux..... 572.	18 Février
10 Mars.	PROCLAMATION du roi (concernant la chambre des vacations du parlement de Bretagne)..... 573.	10 Février
10 Mars.	PROCLAMATION du roi, concernant les colonies. 574.	8 Mars

DATES des LOIX, &c.	TITRES DES LOIX, &c.	DATES des DÉCRETS.
1790.		1790.
	LETTRE du roi à ses bons & amés fujets les colons des îles sous le vent ..... Page 577.	
	LETTRE du roi à ses bons & amés fujets les colons des îles du vent ..... 579.	
1 Mars.	LETTRES patentes du roi, portant qu'il sera établi dans la ville d'Abbeville sur tous les citoyens payant deux livres de capitation & plus, une taxe égale à celle de leur capitation, pour le foulagement des ouvriers in- digenes de cette ville ..... 581.	4 Mars.
4 Mars.	LETTRES patentes du roi, qui ordonnent que l'expor- tation des bois continuera d'avoir lieu dans la pro- vince de Lorraine Allemande ..... 583.	27 Février.
5 Mars.	PROCLAMATION du roi, concernant le serment à prêter par les gardes nationales ..... 584.	7 Janvier.
7 Mars.	LETTRES patentes du roi, qui autorisent la ville de Poitiers à imposer sur les habitans qui payent un écu d'impositions & au-dessus, la somme de 12,000 livres, pour ladite somme être employée au paiement des pauvres valides occupés aux travaux de charité, & à la subsistance des mendiens invalides ..... 585.	13 Mars.
23 Mars.	PROCLAMATION du roi concernant l'armée .... 586.	28 Février.
	EXPLICATIONS données par le comité de constitution, sur quelques articles du décret concernant les muni- cipalités ..... 590.	
4 Mars.	LETTRES patentes du roi concernant la suppression du droit de marque des fers à la fabrication & au trans- port dans l'intérieur du royaume, à compter du 1. <sup>er</sup> avril 1790, & à l'abonnement dudit droit, provisoirement & pour la présente année 1790 seulement ..... 596.	22 Mars.
4 Mars.	LETTRES patentes du roi, concernant la suppression du droit sur la fabrication des amidons, à compter du 1. <sup>er</sup> avril 1790, & l'établissement d'une contribution sur toutes les villes du royaume, provisoirement & pour la présente année 1790 seulement ..... 598.	22 Mars.

DATES des LOIX, &c.	TITRES DES LOIX, &c.	DATES des DÉCRETS
1790.		1790.
24 Mars.	LETTRES patentes du roi, concernant l'abonnement général des droits sur les huiles à la fabrication, & sur les huiles & savons au passage d'une province dans une autre du royaume, provisoirement & pour la présente année 1790 seulement..... Page 600.	22 Mars.
24 Mars.	LETTRES patentes du roi, concernant la suppression de l'exercice du droit de marque des cuirs, à compter du 1. <sup>er</sup> avril 1790, & l'abonnement général du droit, provisoirement & pour la présente année 1790 seulement..... 602.	22 Mars.
24 Mars.	LETTRES patentes du roi, concernant l'aliénation à la municipalité de Paris & à celles du royaume, de quatre cent millions de biens domaniaux ecclésiastiques. • 604.	17 Mars.
26 Mars.	LETTRES patentes du roi, concernant les religieux. • 606.	20 Février, & 20 Mars.
26 Mars.	LETTRES patentes du roi, concernant les personnes détenues en vertu d'ordres particuliers ..... 609.	16 Mars.
26 Mars.	LETTRES patentes du roi, comprenant les dispositions pour prévenir & arrêter les abus relatifs aux bois & forêts domaniaux & dépendant d'établissmens ecclésiastiques ..... 614.	18 Mars.
26 Mars.	LETTRES patentes du roi, portant établissement d'une administration provisoire dans la province de Languedoc, afin d'y assurer la perception & le recouvrement des impositions..... 618.	23 Mars.
28 Mars.	LETTRES patentes du roi, portant que les dépenses ordinaires de l'année courante seront acquittées mois par mois, & qu'il sera suris au payement des créances arriérées..... 621.	22 Janv. & Mars.
28 Mars.	LETTRES patentes du roi, concernant les droits féodaux ..... 624.	15 Mars.
30 Mars.	LETTRES patentes du roi, qui annullent les procès commencés à raison de la perception de différens droits..... 643.	22 Mars.
30 Mars.	LETTRES patentes du roi, interprétatives de celles du	18 Mars.

DATES des LOIX, &c.	TITRES DES LOIX, &c.	DATES des DÉCRETS.
1790.	7 mars 1790, concernant les jugemens définitifs émanés des juridictions prévôtales ..... Page 644.	1790.
10 Mars.	PROCLAMATION du roi, concernant les pouvoirs des commissaires nommés par sa majesté, pour la formation des assemblées primaires & administratives... 645.	19 Mars.
10 Mars.	LETTRES patentes du roi, concernant la suppression de la gabelle, à compter du 1. <sup>er</sup> avril 1790, le remplacement des impositions pour la présente année, & l'extinction des procès criminels relatifs à la gabelle..... 647.	14, 15, 18, 20 & 21 Mars.
	<i>Fin de la Table du Tome I, première partie.</i>	



# ARRÊT

## DU CONSEIL D'ÉTAT DU ROI,

*Concernant la convocation des ÉTATS-GÉNÉRAUX  
du royaume.*

Du 5 juillet 1788.

*Extrait des registres du conseil d'état.*

LE ROI ayant fait connoître, au mois de novembre dernier, son intention de convoquer les états-généraux du royaume, sa majesté a ordonné aussitôt toutes les recherches qui peuvent en rendre la convocation régulière & utile à ses peuples.

Il résulte du compte que sa majesté s'est fait rendre des recherches faites jusqu'à ce jour, que les anciens procès-verbaux des états présentent assez de détails sur leur police, leurs séances & leurs fonctions; mais qu'il n'en est pas de même sur les formes qui doivent précéder & accompagner leur convocation.

Que les lettres de convocation ont été adressées, tantôt aux baillis & sénéchaux, tantôt aux gouverneurs des provinces.

Que les derniers états, tenus en 1614, ont été convoqués par

bailliages , mais qu'il paroît aussi que cette méthode n'a pas été commune à toutes les provinces ; que depuis il est arrivé de grands changemens dans le nombre & l'arrondissement des bailliages ; que plusieurs provinces ont été réunies à la France , & qu'ainsi on ne peut rien déterminer par l'usage à leur égard ; qu'enfin rien ne constate d'une façon positive la forme des élections , non plus que le nombre & la qualité des électeurs & des élus.

Sa majesté a cependant considéré que si ces préliminaires n'étoient pas fixés avant la convocation des états-généraux , on ne pourroit recueillir l'effet salutaire qu'on en doit attendre ; que le choix des députés pourroit être sujet à des contestations ; que leur nombre pourroit n'être pas proportionné aux richesses & à la population de chaque province ; que les droits de certaines provinces & de certaines villes pourroient être compromis ; que l'influence des différens ordres pourroit n'être pas suffisamment balancée ; qu'enfin , le nombre des députés pourroit être trop ou trop peu nombreux , ce qui pourroit mettre du trouble & de la confusion , ou empêcher la nation d'être suffisamment représentée.

Sa majesté cherchera toujours à se rapprocher des formes anciennement usitées ; mais lorsqu'elles ne pourront être constatées , elle ne veut suppléer au silence des anciens monumens qu'en demandant , avant toute détermination , le vœu de ses sujets , afin que leur confiance soit plus entière dans une assemblée vraiment nationale par sa composition comme par ses effets.

En conséquence , le roi a résolu d'ordonner que toutes les recherches possibles soient faites dans tous les dépôts de chaque province , & sur tous les objets qui viennent d'être énoncés ;

Que le produit de ces recherches soit remis aux états provinciaux & assemblées provinciales & de district de chaque province , qui feront connoître à sa majesté leurs vœux , par des mémoires ou observations qu'ils pourront lui adresser.

Sa majesté recueille avec satisfaction un des plus grands avantages qu'elle s'est promis des assemblées provinciales : quoi-



qu'elles ne puissent pas , comme les états provinciaux, députer aux états-généraux, elles offrent cependant à sa majesté un moyen facile de communiquer avec ses peuples, & de connoître leur vœu sur ce qui les intéresse.

Le roi espère ainsi procurer à la nation la tenue d'états la plus régulière & la plus convenable; prévenir les contestations qui pourroient en prolonger inutilement la durée; établir dans la composition de chacun des trois ordres la proportion & l'harmonie qu'il est si nécessaire d'y entretenir; assurer à cette assemblée la confiance des peuples, d'après le vœu desquels elle aura été formée; enfin, la rendre ce qu'elle doit être, l'assemblée d'une grande famille, ayant pour chef le père commun. A quoi voulant pourvoir : ouï le rapport; LE ROI ÉTANT EN SON CONSEIL, a ordonné & ordonne ce qui suit :

#### ARTICLE PREMIER.

Tous les officiers municipaux des villes & communautés du royaume, dans lesquelles il peut s'être fait quelques élections aux états-généraux, seront tenus de rechercher incessamment dans les greffes desdites villes & communautés tous les procès-verbaux & pièces concernant la convocation des états, & les élections faites en conséquence, & d'envoyer sans délai lesdits procès-verbaux & pièces, savoir, aux syndics des états provinciaux & assemblées provinciales, dans les provinces où il n'y a pas d'assemblée subordonnée auxdits états provinciaux ou aux assemblées provinciales; & dans celles où il y a des assemblées subordonnées, aux syndics desdites assemblées subordonnées, ou à leurs commissions intermédiaires.

#### II.

SERONT tenus les officiers des juridictions de faire la même recherche dans les greffes de leur juridiction, & d'en envoyer le résultat à M. le garde des sceaux, que sa majesté a chargé de communiquer ledit résultat auxdits syndics & commissions intermédiaires.

## I I I.

SA majesté invite , dans chacune des provinces de son royaume , tous ceux qui auront connoissance desdits procès-verbaux, pièces ou renseignemens relatifs à ladite convocation, à les envoyer pareillement auxdits syndics.

## I V.

L'INTENTION de sa majesté est que de leur côté lesdits syndics & commissions intermédiaires fassent à ce sujet les recherches nécessaires; & seront lesdites recherches mises sous les yeux desdits états & assemblées , pour être par elles formé un vœu commun, & être adressé un mémoire sur les objets contenus auxdites recherches, lequel sera envoyé par lesdits syndics à M. le garde des sceaux.

## V.

DANS les provinces où il y a des assemblées subordonnées ; le vœu desdites assemblées sera remis avec toutes les pièces qui y seront jointes à l'assemblée supérieure , qui remettra pareillement son vœu , & l'enverra , comme il est dit , à M. le garde des sceaux, avec le vœu , les mémoires & les pièces qui lui auront été remises par les assemblées subordonnées.

## V I.

AU cas où toutes lesdites recherches ne seroient pas parvenues auxdits syndics avant la tenue prochaine des états & assemblées, sa majesté, voulant que les résultats qu'elle demande lui parviennent au plus tard dans les deux premiers mois de l'année prochaine, entend qu'à raison du défaut desdites pièces & renseignemens, lesdites assemblées, tant subordonnées que supérieures, ne puissent se dispenser de former un vœu & de dresser un mémoire sur les objets relatifs au présent arrêt, sauf aux syndics & commissions intermédiaires à envoyer, après la séparation desdites assemblées, les pièces nouvelles & intéressantes qui pourroient leur parvenir.

## V I I.

SI dans quelques-unes desdites assemblées il y avoit diversité d'avis, l'intention de sa majesté est que les avis différens soient énoncés avec les raisons sur lesquelles chacun pourroit être appuyé ; autorise même sa majesté tout député desdites assemblées à joindre au mémoire général de l'assemblée tous mémoires particuliers en faveur de l'avis qu'il aura adopté.

## V I I I.

SA majesté invite en même-temps tous les savans & personnes instruites de son royaume, & particulièrement ceux qui composent l'académie des inscriptions & belles-lettres de sa bonne ville de Paris, à adresser à M. le garde des sceaux tous les renseignemens & mémoires sur les objets contenus au présent arrêt.

## I X.

Aussi-tôt que lesdits mémoires, renseignemens & éclaircissemens seront parvenus à M. le garde des sceaux, sa majesté s'en fera rendre compte, & se mettra à portée de déterminer d'une manière précise ce qui doit être observé pour la prochaine convocation des états-généraux, & pour rendre leur assemblée aussi nationale & aussi régulière qu'elle doit l'être.

FAIT au conseil d'état du roi, sa majesté y étant, tenu à Versailles le cinq juillet mil sept cent quatre-vingt-huit.

*Signé* LE B.<sup>ON</sup> DE BRETEUIL.

## A R R Ê T

## DU CONSEIL D'ÉTAT DU ROI,

*QUI fixe au 1.<sup>er</sup> mai prochain la tenue des États-Généraux du royaume, & suspend jusqu'à cette époque le rétablissement de la Cour plénière.*

Du 8 août 1788.

*Extrait des registres du conseil d'état.*

LE ROI, en ordonnant par l'arrêt de son conseil, du 5 juillet dernier, que les résultats prescrits audit arrêt lui fussent remis dans les deux premiers mois de l'année 1789, sa majesté a voulu se mettre à portée de convoquer les états-généraux de son royaume immédiatement après qu'elle se seroit fait rendre compte desdits résultats; & elle ne pouvoit choisir une époque plus rapprochée, puisqu'avant & pour cette convocation il étoit nécessaire d'assembler les états provinciaux dans les provinces où ils existent, de les rétablir dans quelques provinces où ils étoient suspendus, & de déterminer les préliminaires des élections, sur-tout dans les provinces réunies à la France depuis 1614; enfin, de prendre une saison plus commode que l'hiver pour le transport & la réunion des députés de toutes les parties du royaume. Depuis que cet arrêt a été rendu, sa majesté a pris des éclaircissements, tant sur le lieu que sur le temps auquel lesdits états-généraux peuvent être assemblés. Elle n'a pas encore déterminé le lieu où ils se tiendront; mais elle peut annoncer à ses sujets que leur assemblée est fixée au 1.<sup>er</sup> mai prochain; & c'est avec satisfaction que sa majesté envisage le moment où elle se trouvera environnée des représentans de la nation généreuse & fidèle qu'elle a le bonheur de

gouverner. Assurée de recueillir les heureux effets de leur zèle & de leur amour, elle jouit d'avance du consolant espoir de voir des jours sereins & tranquilles succéder à des jours d'orage & d'inquiétude, l'ordre renaître dans toutes les parties, la dette publique être entièrement consolidée, & la France jouir sans altération du poids & de la considération que lui assurent son étendue, sa population, ses richesses & le caractère de ses habitans. Sa majesté a en même-temps considéré que, les états-généraux devant être assemblés au 1.<sup>er</sup> mai, cinq mois au plus s'écouleront entre cette époque & celle à laquelle est fixée l'assemblée de la cour plénière, dont elle a ordonné le rétablissement; que, pendant ce court espace de temps, & à la veille des états-généraux, aucune loi commune à tout le royaume ne seroit envoyée à cette cour; qu'ainsi elle seroit, pendant ces cinq mois, sans exercice & sans fonctions; & comme sa majesté est en même-temps informée que le rétablissement de cette cour a excité parmi un grand nombre de ses sujets des alarmes & des inquiétudes que sa bonté la portera toujours à calmer, lors même qu'elles sont sans fondement, elle a résolu de suspendre ce rétablissement jusqu'à la tenue des états-généraux, & d'attendre sur l'existence de cette cour, ainsi que sur sa composition & son pouvoir, les représentations qu'ils pourront lui adresser. Après avoir ainsi avancé & déterminé l'époque des états-généraux, après avoir suspendu jusqu'à cette époque le rétablissement de la cour plénière, sa majesté a la confiance que si avec fermeté & constance, quoiqu'avec les restrictions & modifications nécessaires & que peuvent exiger les besoins de certains ressorts & les privilèges de certaines provinces, elle continue à poursuivre, comme elle se le propose, l'exécution de ce qu'elle a ordonné pour la réformation de la justice dans son royaume, il ne restera aucun doute à ses sujets qu'elle ne soit uniquement occupée de leurs intérêts : c'est à eux qu'il importe que les juges soient rapprochés des justiciables; que les degrés de juridiction & les tribunaux ne soient pas indistinctement multipliés; enfin, que le pauvre ne soit pas dans l'impossibilité d'obtenir justice, par l'impossibilité d'y avoir

recours. Aussi sa majesté ne négligera-t-elle rien pour procurer ces avantages à ses peuples ; & fidèle au système dont l'intérêt public , encore plus que celui de son autorité , ne lui permet pas de s'écarter , elle ne tolérera pas qu'aucuns corps particuliers transgressent les bornes qui leur sont prescrites , en même-temps qu'elle se plaît à remettre la nation dans l'entier exercice de tous les droits qui lui appartiennent. A quoi voulant pourvoir : ouï le rapport ; LE ROI ÉTANT EN SON CONSEIL , a déclaré & déclare que les états-généraux de son royaume seront assemblés au 1.<sup>er</sup> mai prochain , dans le lieu qui sera à cet effet déterminé par sa majesté. Ordonne de nouveau sa majesté , que les résultats qu'elle a demandés par l'arrêt du 5 juillet dernier lui soient remis au plus tard au terme prescrit par ledit arrêt , pour être , aussi-tôt après ladite remise , expédié les lettres de convocation nécessaires ; & jusqu'à ce que lesdits états soient assemblés , sa majesté a suspendu & suspend le rétablissement de la cour plénière ordonné par l'édit du mois de mai dernier. Ordonne sa majesté que le présent arrêt sera imprimé , publié & affiché dans tout le royaume. Enjoint au sieur lieutenant général de police de la ville de Paris , & aux sieurs intendans & commissaires départis dans les provinces , d'y tenir la main. FAIT au conseil d'état du roi , sa majesté y étant , tenu à Versailles le huit août mil sept cent quatre-vingt-huit,

*Signé* LAURENT DE VILLEDEUIL.

## DÉCLARATION DU ROI,

*Qui ordonne que l'assemblée des États-Généraux aura lieu dans le courant de janvier de l'année 1789, & que les officiers des Cours reprendront l'exercice de leurs fonctions*

Donnée à Versailles, le 23 Septembre 1788.

*Registrée en parlement, le 25 desdits mois & an.*

**L**OUIS, PAR LA GRACE DE DIEU, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE : A tous ceux qui ces présentes lettres verront ; SALUT. Animés constamment par le désir d'opérer le bien de l'état, nous avons adopté les projets qui nous avoient été présentés pour rendre l'administration de la justice plus simple, plus facile & moins dispendieuse. Ce sont ces différentes vues qui avoient été le motif des loix enregistrées en notre présence le 8 mai dernier ; nous n'avions eu pour but, en adoptant ces loix, que la perfection de l'ordre & le plus grand avantage de nos peuples : ainsi, les mêmes sentimens ont dû nous engager à prêter toute notre attention aux diverses représentations qui nous ont été faites conformément aux vues que nous avons toujours annoncées ; elles ont servi à nous faire connoître des inconvéniens qui ne nous avoient pas d'abord frappés ; & puisque différentes considérations nous ont engagés à rapprocher le terme des états-généraux, & qu'incessamment nous allons jouir du secours des lumières de la nation, nous avons cru pouvoir renvoyer jusqu'à cette époque prochaine l'accomplissement de nos vues bienfaisantes. Rien ne pourra nous détourner de la ferme intention où nous sommes de diminuer les frais des contestations civiles, de simplifier les formes des procédures, & de remédier aux inconvéniens inséparables de

l'éloignement où sont plusieurs provinces des tribunaux supérieurs ; mais , comme nous ne tenons essentiellement qu'au plus grand bien de nos peuples , aujourd'hui que le rapprochement des états-généraux nous offre un moyen d'atteindre à notre but avec cet accord qui naît de la confiance publique , nous ne changeons point , mais nous remplissons plus sûrement nos intentions , en remettant nos dernières résolutions jusqu'après la tenue des états-généraux. C'est par ce motif que nous nous déterminons à rétablir tous les tribunaux dans leur ancien état , jusqu'au moment où , éclairés par la nation assemblée , nous pourrions adopter un plan fixe & immuable. Nous n'attendrons pas cette époque pour réformer quelques dispositions de la jurisprudence criminelle qui intéressent notre humanité , & nous enverrons incessamment à nos cours une loi où , en profitant des observations qui nous ont été faites , nous satisferons le vœu de notre cœur d'une manière plus étendue que nous ne l'avions fait dans celle du 8 mai , & nous éviterons en même-temps les inconvéniens attachés à l'une des dispositions que nous avons adoptées. Le bien est difficile à faire ; nous en acquérons chaque jour la triste expérience , mais nous ne nous lasserons jamais de le vouloir & de le chercher : nous invitons nos cours à seconder les diverses intentions que nous venons de manifester , en nous éclairant elles-mêmes sur les moyens les plus efficaces pour perfectionner l'administration de la justice ; & nous nous confions assez à la pureté de leur zèle pour être persuadés qu'elles ne seront arrêtées par aucune considération personnelle. Le moment est venu où tous les ordres de l'état doivent concourir au bien public , & nos cours se plaisent à donner l'exemple de cette impartialité qui peut seule conduire à une fin si désirable. Nous comptons parmi les devoirs essentiels de notre justice de prendre sous notre protection la plus spéciale ceux de nos sujets qui , par leur zèle & leur obéissance , ont concouru à l'exécution des volontés que nous avons manifestées ; & quand nous éloignons de notre souvenir tout ce qui pourroit nous distraire des véritables intérêts de nos sujets , nous ne pourrions supporter qu'aucun sentiment étranger au bien public vînt contrarier les vues



de sagesse , de justice & de bonté que nous avons consignées dans cette loi , & que nos cours doivent adopter avec une fidelle reconnoissance. A CES CAUSES, & autres à ce nous mouvant , de l'avis de notre conseil , & de notre certaine science , pleine puissance & autorité royale, nous avons dit , déclaré & ordonné , & par ces présentes signées de notre main , disons , déclarons & ordonnons , voulons & nous plaît ce qui suit :

## A R T I C L E P R E M I E R.

N O U S voulons & ordonnons que l'assemblée des états-généraux ait lieu dans le courant de janvier de l'année prochaine.

## I I.

ORDONNONS en conséquence que tous les officiers de nos cours , sans aucune exception , continuent d'exercer , comme ci-devant , les fonctions de leurs offices.

## I I I.

VOULONS pareillement qu'il ne soit rien innové dans l'ordre des juridictions, tant ordinaires que d'attribution & d'exception, tel qu'il étoit établi avant le mois de mai dernier.

## I V.

PRESCRIVONS néanmoins que tous les jugemens , soit civils , soit criminels , qui pourroient avoir été rendus dans les tribunaux créés à cette époque , soient exécutés suivant leur forme & teneur.

## V.

N'ENTENDONS point cependant interdire aux parties la faculté de se pourvoir par les voies de droit contre lesdits jugemens.

## V I.

IMPOSONS un silence absolu à nos procureurs-généraux & autres nos procureurs , en ce qui concerne l'exécution des précédens édits.

## V I I.

AVONS dérogé & dérogeons à toutes choses contraires à notre présente déclaration. Si donnons en mandement à

nos amés & féaux confeillers les gens tenant notre cour de parlement à Paris, que ces présentes ils aient à faire lire, publier & enregistrer, & le contenu en icelles exécuter selon sa forme & teneur, cessant & faisant cesser tous troubles & empêchemens, & nonobstant toutes choses à ce contraires : car tel est notre plaisir ; en témoin de quoi nous avôns fait mettre notre scel à cesdites présentes. DONNÉ à Versailles le vingt-troisième jour du mois de septembre, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-huit, & de notre règne le quinzième. Signé LOUIS. Et plus bas, par le roi. Signé LAURENT DE VILLEDEUIL. Et scellée du grand sceau de cire jaune.

*La cour, persistant dans les principes qui ont dicté ses arrêtés des 3 & 5 mai dernier, & dans ses délibérations subséquentes, ouï & ce requérant le procureur-général du roi, ordonne que ladite déclaration sera enregistrée au greffe de la cour, pour être exécutée selon sa forme & teneur, sans que l'on puisse induire du préambule, ni d'aucuns des articles de ladite déclaration, que la cour eût besoin d'un rétablissement pour reprendre des fonctions que la violence seule avoit suspendues ; sans que le silence imposé au procureur-général du roi, relativement à l'exécution des ordonnances, édits & déclarations du 8 mai dernier, puisse empêcher la cour de prendre connoissance des délits que la cour seroit dans l'obligation de poursuivre ; sans que l'on puisse induire des articles IV & V, que les jugemens y mentionnés ne soient pas sujets à l'appel ; & sans qu'aucuns de ceux qui n'auroient pas subi examen & prêté serment en la cour, suivant les ordonnances, arrêts & réglemens de ladite cour, puissent exercer les fonctions de juges dans les tribunaux inférieurs : & ne cessera ladite cour, conformément à son arrêté du 3 mai dernier, de réclamer pour que les états-généraux, indiqués pour le mois de janvier prochain, soient régulièrement convoqués & composés, & ce suivant la forme observée en 1614 ; & copies collationnées de ladite déclaration envoyées aux bailliages & sénéchaussées du ressort, pour y être pareillement lue, publiée & enregistrée : enjoint aux substituts du procureur-général du roi esdits sièges d'y tenir la main, & d'en certifier la cour dans le mois, suivant l'arrêt de ce jour. A Paris, en parlement, toutes les chambres assemblées, les pairs y étant, le vingt-cinq septembre mil sept cent quatre-vingt-huit.*

Signé LEBRET.

# A R R Ê T

## DU CONSEIL D'ÉTAT DU ROI,

*Pour la convocation d'une assemblée de Notables au  
3 novembre prochain.*

Du 5 Octobre 1788.

*Extrait des registres du conseil d'état.*

**L**E ROI, occupé de la composition des états-généraux que sa majesté se propose d'assembler dans le cours du mois de janvier prochain, s'est fait rendre compte des diverses formes qui ont été adoptées à plusieurs époques de la monarchie, & sa majesté a vu que ces formes avoient souvent différé les unes des autres d'une manière essentielle.

Le roi auroit désiré que celles suivies pour la dernière tenue des états-généraux eussent pu servir de modèle en tous les points; mais sa majesté a reconnu que plusieurs se concilieroient difficilement avec l'état présent des choses, & que d'autres avoient excité des réclamations dignes au moins d'un examen attentif.

Que les élections du tiers-état avoient été concentrées dans les villes principales du royaume, connues alors sous le nom de *bonnes villes*, en sorte que les autres villes de France, en très-grand nombre, & dont plusieurs sont devenues considérables depuis l'époque des derniers états-généraux, n'eurent aucun représentant.

Que les habitans des campagnes, excepté dans un petit nombre de districts, ne paroissent pas avoir été appelés à

concourir par leurs suffrages à l'élection des députés aux états-généraux.

Que les municipalités des villes furent principalement chargées des élections du tiers-état; mais dans la plus grande partie du royaume, les membres de ces municipalités, choisis autrefois par la commune, doivent aujourd'hui l'exercice de leurs fonctions à la propriété d'un office acquis à prix d'argent.

Que l'ordre du tiers fut presque entièrement composé de personnes qualifiées nobles dans les procès-verbaux de la dernière tenue en 1614.

Que les élections étoient faites par bailliages, & chaque bailliage avoit à-peu-près le même nombre de députés, quoiqu'ils différaient considérablement les uns des autres en étendue, en richesse & en population.

Que les états-généraux se divisèrent, à la vérité, en douze gouvernemens, dont chacun n'avoit qu'une voix; mais cette forme n'établissoit point une égalité proportionnelle, puisque les voix, dans chacune de ces sections, étoient recueillies par bailliage, & qu'ainsi le plus petit & le plus grand avoient une même influence.

Qu'il n'y avoit même aucune parité entre les gouvernemens, plusieurs étant de moitié au-dessous des autres, soit en étendue, soit en population.

Que les inégalités entre les bailliages & sénéchaussées sont devenues beaucoup plus grandes qu'elles ne l'étoient en 1614, parce que, dans les changemens faits depuis cette époque, on a perdu de vue les dispositions appropriées aux états-généraux; & l'on s'est principalement occupé des convenances relatives à l'administration de la justice.

Que le nombre des bailliages ou sénéchaussées, dans la seule partie du royaume soumise en 1614 à la domination Françoisse, est aujourd'hui considérablement augmenté.

Que les provinces réunies au royaume depuis cette époque, en y comprenant les Trois-Évêchés, qui n'eurent point de députés aux états-généraux, représentent aujourd'hui près de la septième partie du royaume,

Qu'ainsi, la manière dont ces provinces doivent concourir aux élections pour les états-généraux ne peut être réglée par aucun exemple ; & la forme usitée pour les autres provinces peut d'autant moins y être applicable, que dans la seule province de Lorraine il y a trente-cinq bailliages, division qui n'a aucune parité avec le petit nombre de bailliages ou sénéchaussées dont plusieurs généralités du royaume sont composées.

Que les élections du clergé eurent lieu d'une manière très-différente, selon les districts & selon les diverses prétentions auxquelles ces élections donnaient naissance.

Que le nombre respectif des députés des différens ordres ne fut pas déterminé d'une manière uniforme dans chaque bailliage ; en sorte que la proportion entre les membres du clergé, de la noblesse & du tiers-état, ne fut pas la même pour tous.

Qu'enfin, une multitude de contestations relatives aux élections consumèrent une grande partie de la tenue des derniers états-généraux, & qu'on se plaignit fréquemment de la disproportion pour la répartition des suffrages.

Sa majesté, frappée de ces diverses considérations & de plusieurs autres moins importantes, mais qui réunies ensemble méritent une sérieuse attention, a cru ne devoir pas resserrer dans son conseil l'examen d'une des plus grandes dispositions dont le gouvernement ait jamais été appelé à s'occuper. Le roi veut que les états-généraux soient composés d'une manière constitutionnelle ; que les anciens usages soient respectés dans tous les réglemens applicables au temps présent, & dans toutes les dispositions conformes à la raison & aux vœux légitimes de la plus grande partie de la nation. Le roi attend avec confiance des états-généraux de son royaume la régénération du bonheur public & l'affermissement de la puissance de l'empire François. L'on doit donc être persuadé que son unique désir est de préparer à l'avance les voies qui peuvent conduire à cette harmonie, sans laquelle toutes les lumières & toutes les bonnes intentions deviennent inutiles. Sa majesté a donc pensé qu'après cent soixante & quinze ans d'interruption des états-généraux, & après de grands changemens survenus dans plusieurs parties

essentielles de l'ordre public, elle ne pouvoit prendre trop de précautions, non-seulement pour éclairer sûrement ses déterminations, mais encore pour donner au plan qu'elle adoptera la sanction la plus imposante. Animée d'un pareil esprit, & cédant uniquement à cet amour du bien qui dirige tous les sentimens de son cœur, sa majesté a considéré comme le parti le plus sage d'appeler auprès d'elle, pour être aidée de leurs conseils, les mêmes notables assemblés par ses ordres au mois de janvier 1787, & dont le zèle & les travaux ont mérité son approbation & obtenu la confiance publique.

Ces notables ayant été convoqués la première fois pour des affaires absolument étrangères à la grande question sur laquelle le roi veut aujourd'hui les consulter, le choix de sa majesté manifeste encore davantage cet esprit d'impartialité qui s'allie si bien à la pureté de ses vues. Le nombre des personnes qui composeront cette assemblée ne retardera pas leurs délibérations, puisque ce nombre même affermira leur opinion par la confiance qui naît du rapprochement des lumières; & sans doute qu'elles donneront leur avis avec la noble franchise que l'on doit naturellement attendre d'une réunion d'hommes distingués, & comptables uniquement de leur zèle pour le bien public. Sa majesté apperçoit plus que jamais le prix inestimable du concours général des sentimens & des opinions; elle veut y mettre sa force; elle veut y chercher son bonheur; & elle secondera de sa puissance les efforts de tous ceux qui, dirigés par un véritable esprit de patriotisme, seront dignes d'être associés à ses intentions bienfaisantes.

A quoi voulant pourvoir : où le rapport, LE ROI ÉTANT EN SON CONSEIL, a ordonné & ordonne, que toutes les personnes qui ont formé en 1787 l'assemblée des notables seront de nouveau convoquées pour se trouver réunies en sa ville de Versailles, le 3 du mois de novembre prochain, suivant les lettres particulières qui seront adressées à chacune d'elles, pour y délibérer uniquement sur la manière la plus régulière & la plus convenable de procéder à la formation des états-généraux

de 1789; à l'effet de quoi sa majesté leur fera communiquer les différens renseignemens qu'il aura été possible de se procurer sur la constitution des précédens états-généraux, & sur les formes qui ont été suivies pour la convocation & l'élection des membres de ces assemblées nationales, de manière qu'elles puissent présenter un avis dans le cours dudit mois de novembre; & sa majesté se réserve de remplacer par des personnes de même qualité & condition ceux d'entre les notables de l'assemblée de 1787 qui sont décédés, ou qui se trouveroient valablement empêchés.

FAIT au conseil d'état du roi, sa majesté y étant, tenu à Versailles le cinq octobre mil sept cent quatre-vingt-huit.

*Signé* LAURENT DE VILLEDEUIL.

## A R R Ê T

## DU CONSEIL D'ÉTAT DU ROI,

*Portant convocation d'une assemblée des anciens  
États de Franche-Comté.*

Du 1.<sup>er</sup> Novembre 1788.

*Extrait des registres du conseil d'état.*

LE ROI ayant voulu confirmer aux provinces de son royaume une partie de leur administration intérieure, & se servir du zèle & des lumières de leurs représentans pour remplir sûrement ses vues de bienfaisance, avoit formé le projet d'établir dans chacune d'elles une assemblée provinciale; mais ses sujets de la Franche-Comté ont montré le vœu d'obtenir, par préférence, leurs anciens états provinciaux: & sa majesté considérant que ses intentions peuvent être remplies sous l'une & l'autre forme, & ayant égard aux représentations qui lui ont été faites, notamment par son parlement de Besançon, elle avoit fait inviter quelques personnes notables des trois ordres de se réunir pour lui présenter un projet de nouvelle formation d'états, qui, en se rapprochant autant qu'il seroit convenable de l'ancienne constitution du pays, se conciliât néanmoins avec les diverses dispositions qu'un changement dans l'ordre des choses paroît exiger; & comme, durant cet examen, la chambre ecclésiastique de la province & la noblesse assemblées, avec la permission du roi, pour concourir au même but, ont supplié sa majesté de convoquer les états du pays dans leur ancienne forme, afin d'avoir un avis encore plus éclairé sur la meilleure manière de constituer dorénavant cette assemblée, le roi a bien voulu adhérer à leur demande, d'après la connoissance que sa majesté a prise de leur délibération, laquelle annonce la ferme intention de proposer



des changemens conformes aux vues de justice & de sagesse qui animent sa majesté, & notamment d'admettre dans l'ordre du clergé un certain nombre de curés qui, par leur état & par leurs obligations journalières, se trouvent à portée de faire connoître les besoins de la classe la plus indigente du peuple; d'avoir égard aux droits de la noblesse établie en Franche-Comté depuis 1666; d'admettre indistinctement dans les états des représentans de toutes les villes du pays, & notamment de Besançon, ville impériale en 1666, & qui, devenue la capitale de la province, doit avoir une juste influence sur les affaires communes; d'appeler aussi dans une proportion équitable les habitans des campagnes; & enfin de proposer dans toutes les parties un plan fondé sur les principes qui doivent diriger des établissemens de cette importance. Le roi, rempli de confiance dans ces dispositions positivement énoncées dans la lettre du clergé & dans le procès-verbal de la noblesse, qui ont été vus dans son conseil, s'est déterminé à permettre l'assemblée des états de Franche-Comté, conformément aux vœux qui lui ont été présentés. A quoi voulant pourvoir : ouï le rapport, LE ROI ÉTANT EN SON CONSEIL, agréé & permet que les états de Franche-Comté soient convoqués à Besançon le 26 du présent mois, dans la même forme qu'en 1666, à l'effet de délibérer sur la qualité & le nombre de représentans qu'il conviendra de donner désormais à chaque partie de la province, sur la forme & l'époque des élections, l'ordre des séances, le rang entre les députés, la manière de voter & de délibérer, & sur toutes les autres dispositions qui peuvent concourir à la plus parfaite organisation des assemblées de cette nature, & au plus grand bien de la province; de tout quoi il sera dressé un plan ou projet de formation qui sera présenté à sa majesté, pour y être statué en son conseil, ainsi qu'il appartiendra.

FAIT au conseil d'état du roi, sa majesté y étant, tenu à Versailles le premier novembre mil sept cent quatre-vingt-huit. Signé DE LOMÉNIE, C.<sup>te</sup> DE BRIENNE.

# R É S U L T A T

## DU CONSEIL D'ÉTAT DU ROI,

*Tenu à Versailles le 27 Décembre 1788.*

**L**E ROI ayant entendu le rapport qui a été fait dans son conseil par le ministre de ses finances, relativement à la convocation prochaine des états-généraux, sa majesté en a adopté les principes & les vues, & elle a ordonné ce qui suit :

1°. Que les députés aux prochains états-généraux seront au moins au nombre de mille.

2°. Que ce nombre sera formé, autant qu'il sera possible, en raison composée de la population & des contributions de chaque bailliage.

3°. Que le nombre des députés du tiers-état sera égal à celui des deux autres ordres réunis, & que cette proportion sera établie par les lettres de convocation.

4°. Que ces décisions préliminaires serviront de base aux travaux nécessaires pour préparer sans délai les lettres de convocation, ainsi que les autres dispositions qui doivent les accompagner.

5°. Que le rapport fait à sa majesté sera imprimé à la suite du présent résultat. FAIT à Versailles, le roi étant en son conseil, le vingt-sept décembre mil sept cent quatre-vingt-huit. *Signé* LAURENT DE VILLEDEUIL.

---

R A P P O R T

FAIT AU ROI, DANS SON CONSEIL,

PAR LE MINISTRE DE SES FINANCES.

S I R E ,

LES notables, convoqués par vos ordres, se sont livrés avec application à l'examen des diverses questions sur lesquelles ils avoient été consultés par votre majesté, & à mesure qu'ils ont avancé dans leurs recherches, ils ont découvert plusieurs difficultés qu'il étoit important de résoudre. Leur travail a donc répandu un grand jour sur divers détails essentiels; & en fixant ainsi beaucoup d'incertitudes, en dissipant plusieurs obscurités embarrassantes, ils ont éclairé la marche de l'administration.

Votre majesté, qui a pris connoissance du procès-verbal des différens bureaux, a pu juger par elle-même de la vérité de ces observations.

Elle a vu en même-temps que trois questions importantes avoient donné lieu à un partage d'opinions; & puisque l'une, sur-tout, fixe aujourd'hui l'attention & l'intérêt de tout le royaume, il est indispensable de les soumettre particulièrement à la décision de votre majesté.

Les trois questions dont je viens de parler sont celles-ci :

1°. Faut-il que le nombre des députés aux états-généraux soit le même pour tous les bailliages indistinctement, ou ce nombre doit-il être différent selon l'étendue de leur population ?

2°. Faut-il que le nombre des députés du tiers - état soit égal à celui des deux autres ordres réunis, ou ce

nombre ne doit-il composer que la troisième partie de l'ensemble?

3°. Chaque ordre doit-il être restreint à ne choisir des députés que dans son ordre?

*Sur la première question.*

LA majorité des notables a été d'avis que le nombre des députés devoit être le même pour chaque bailliage; mais plusieurs bureaux paroissent avoir adopté cette opinion, parce qu'on n'avoit pas pu mettre sous leurs yeux des connoissances suffisantes sur la population comparative de chaque bailliage. Un travail très-étendu, que la brièveté du temps n'avoit pas permis de finir, avoit été présenté aux notables dans un état d'imperfection; il est complet actuellement, & je suis persuadé que sous cette nouvelle forme, il auroit changé le cours des réflexions de la plupart des notables.

Un respect rigoureux pour les formes suivies en 1614 a fixé l'opinion de ceux qui ont pensé que les grands bailliages devoient avoir le même nombre de députés, sans égard à la diversité de leur étendue & de leur population. Cependant il est impossible de douter qu'en 1614 on n'eût fait de plus fortes réclamations contre la grande inégalité de la représentation entre les provinces, si la force de l'habitude, l'ignorance où l'on étoit de la population respective du royaume, & quelquefois un défaut d'intérêt pour les objets qui devoient être traités aux états-généraux, n'avoient pas distrait l'attention de ces disparités; mais aujourd'hui que les lumières se sont étendues & perfectionnées, aujourd'hui qu'on est attaché davantage aux règles de l'équité proportionnelle, on exciteroit les réclamations de plusieurs provinces, sans en contenter aucune, si l'on consacroit de nouveau des inégalités contraires aux règles les plus communes de la justice. Ces inégalités sont grandes, ainsi qu'on a déjà eu occasion de le faire remarquer.

La fénéchauffée de Poitiers contient. . . . 692,810 ames.

Le bailliage de Gex. . . . . 13,052.

Le bailliage de Vermandois. . . . . 674,504.

Celui de Dourdan. . . . . 7,462.

Il n'y a qu'une seule opinion dans le royaume, sur la nécessité de proportionner, autant qu'il sera possible, le nombre de députés de chaque bailliage à sa population; & puisque l'on peut en 1788 établir cette proportion d'après des connoissances certaines, il seroit évidemment déraisonnable de délaïsser ces moyens de justice éclairée, pour suivre servilement l'exemple de 1614.

Je ne m'arrêterai pas aux raisonnemens trop métaphysiques dont on s'est servi pour soutenir que les intérêts généraux de la nation seroient aussi bien représentés par les députés d'un petit bailliage que par les députés d'un grand; & qu'ainsi les représentans de ces deux bailliages pouvoient rester en nombre égal, sans inconvénient, & jouir ainsi d'une influence pareille dans l'assemblée des états-généraux. Il suffit pour faire sentir l'imperfection de ce raisonnement, de le pousser à l'extrême, & de demander si le député d'une paroisse devroit, dans une province, avoir le même suffrage, le même degré d'influence que les représentans de deux ou trois cents communautés. Les esprits ne se prêtent point à des distinctions subtiles, quand il est question des plus grands principes & des plus grands intérêts.

On peut observer, à la vérité, que si dans chaque ordre aux états-généraux on opine par bailliages & non par têtes, l'ancienne disparité, à laquelle on propose au roi de remédier, subsisteroit également; mais tout ce que votre majesté peut faire, c'est de mettre les états-généraux à portée d'adopter l'une ou l'autre délibération. D'ailleurs, en supposant même que les opinions se réglassent par bailliages, les plus considérables d'entre ces districts ayant une grande diversité d'intérêts à faire connoître, il seroit encore raisonnable de leur accorder plus de représentans qu'aux bailliages dont l'étendue & la population seroient infiniment moins importantes.

*Sur la seconde question.*

FAUT-IL que le nombre des députés du tiers-état soit égal à celui des deux autres ordres réunis ? ou ce nombre doit-il composer simplement la troisième partie de l'ensemble ?

Cette question, la plus importante de toutes, divisée en ce moment le royaume. L'intérêt qu'on y attache est peut-être exagéré de part & d'autre ; car, puisque l'ancienne constitution ou les anciens usages autorisent les trois ordres à délibérer & voter séparément aux états-généraux, le nombre des députés dans chacun de ces ordres ne paroît pas une question susceptible du degré de chaleur qu'elle excite. Il seroit sans doute à désirer que les ordres se réunissent volontairement dans l'examen de toutes les affaires où leur intérêt est absolument égal & semblable ; mais cette détermination même dépendant du vœu distinct des trois ordres, c'est de l'amour commun du bien de l'état qu'on doit l'attendre.

Quoi qu'il en soit, toute question préliminaire qui peut être considérée sous divers points de vue, & semer ainsi la discorde entre les trois ordres de l'état, est sous ce rapport seul de la plus grande importance ; & votre majesté doit découvrir avec peine qu'elle ne pourra prendre aucun parti sur le nombre des députés du tiers-état, sans mécontenter une partie des trois ordres de la nation, & vos ministres, que l'on aime souvent à juger avec sévérité, ne doivent pas se dissimuler les difficultés qui les attendent ; mais leur devoir n'est pas moins d'exprimer leurs sentimens avec la plus parfaite vérité.

C'étoit sans doute une grande tâche que d'avoir à présenter aux états-généraux l'embarras des affaires & les divers moyens qui pouvoient rétablir les finances ; mais avec de l'harmonie, cette tâche s'allégeoit à mes yeux. Faut-il, à l'aspect des divisions qui s'élèvent, commencer à perdre courage ? non, sans doute, il s'en faut bien ; mais il est permis d'être péniblement affecté de ces nouveaux obstacles.

L'on

L'on compte en faveur de l'opinion qui réduit le nombre des députés du tiers-état à la moitié des représentans des deux autres ordres réunis,

- 1°. La majorité décidée des notables.
- 2°. Une grande partie du clergé & de la noblesse.
- 3°. Le vœu prononcé de la noblesse de Bretagne.
- 4°. Le sentiment connu de plusieurs magistrats, tant du conseil du roi que des cours souveraines.
- 5°. Une sorte d'exemple tiré des états de Bretagne, de Bourgogne & d'Artois, assemblées divisées en trois ordres, & où cependant le tiers-état est moins nombreux que la noblesse & le clergé.

6°. Enfin, plusieurs princes du sang dont les sentimens se sont manifestés d'une manière positive.

On voit, d'un autre côté, en faveur de l'admission du tiers-état dans un nombre égal à celui des deux autres ordres réunis,

1°. L'avis de la minorité des notables, entre lesquels on compte plusieurs personnes distinguées par leur rang dans la noblesse & dans le clergé.

2°. L'opinion de plusieurs gentilshommes qui n'étoient pas dans l'assemblée des notables.

3°. Le vœu des trois ordres du Dauphiné.

4°. La demande formée par diverses commissions ou bureaux intermédiaires des administrations provinciales; demande que ces administrations auroient vraisemblablement appuyée, si elles avoient tenu leurs séances cette année.

5°. L'induction qu'on peut tirer de l'ancienne constitution des états de Languedoc, & de la formation récente des états de Provence & du Hainaut, où le tiers-état est en nombre égal aux deux autres ordres.

6°. Le dernier arrêté du parlement de Paris, où, sans prononcer sur l'égalité du nombre entre le tiers-état & les deux autres ordres, le parlement s'explique de la manière suivante :  
« A l'égard du nombre, celui des députés respectifs n'étant  
» déterminé par aucune loi, ni par aucun usage constant pour

» aucun ordre, il n'a été ni dans le pouvoir, ni dans l'intention de la cour d'y suppléer; ladite cour ne pouvant, sur cet objet, que s'en rapporter à la sagesse du roi sur les mesures nécessaires à prendre pour parvenir aux modifications que la raison, la liberté, la justice & le vœu général peuvent indiquer ».

70. Enfin, & par-dessus tout, les adresses sans nombre des villes & des communes du royaume, & le vœu public de cette vaste partie de vos sujets connue sous le nom de tiers-état.

Je pourrais ajouter encore ce bruit sourd de l'Europe entière, qui favorise confusément toutes les idées d'équité générale.

Après avoir rapproché les autorités pour & contre, & les divers appuis de deux opinions si opposées, je rappellerai en peu de mots à votre majesté les différens motifs qui peuvent éclairer sa décision.

Et d'abord, l'on cite contre l'admission régulière du tiers-état dans un nombre égal aux deux premiers ordres réunis, l'exemple de 1614 & de plusieurs tenues d'états précédens: les lettres de convocation portoient, *un de chaque ordre*.

On représente que si votre majesté se croyoit en droit de changer cet ordre de choses, on ne sauroit déterminer la mesure des altérations que le souverain pourroit apporter aux diverses parties constitutives des états-généraux.

Votre majesté, ayant assemblé les notables de son royaume, & leur ayant demandé leurs avis, trouveroit sûrement une sorte de satisfaction & de convenance à suivre l'opinion qu'ils ont adoptée à la grande pluralité des voix; il seroit agréable à votre majesté de pouvoir donner une marque de déférence à une assemblée composée de personnes recommandables à tant de titres, & qui, en discutant les questions soumises à leur examen, se sont livrées avec zèle & sincérité à la recherche du point de décision le plus juste & le plus conforme au bien de l'état.

L'on ajoute qu'en ne ménageant pas les droits ou les prétentions des deux premiers ordres, l'on contrarie les anciens



principes du gouvernement François, & l'on blesse en quelque manière l'esprit de la monarchie.

On peut dire que ces deux premiers ordres sont liés au souverain, par leur supériorité même sur le troisième, puisque cette supériorité est maintenue par toutes les gradations d'états dont le monarque est à-la-fois le conservateur & le dernier terme.

On présume que le tiers-état, en mettant un grand intérêt à être égal en nombre aux députés des deux premiers ordres, annonce le dessein d'amener les états-généraux à délibérer en commun.

On observe, dans un autre sens, que si ce genre de délibération devoit convenable en certaines occasions, on rendroit plus incertain l'assentiment des deux premiers ordres à une pareille disposition, si le nombre des députés du tiers-état étoit égal à ce lui des deux premiers ordres.

On demande ce qu'il faut de plus au tiers-état que l'abolition des privilèges pécuniaires, & l'on annonce cette abolition comme certaine, en citant le vœu formel à cet égard d'un grand nombre de notables dans la noblesse & dans le clergé.

On croit que le tiers-état, & alors on l'appelle *le peuple*, est souvent inconsideré dans ses prétentions, & que la première une fois satisfaite, une suite d'autres demandes pourront se succéder, & nous approcher insensiblement de la démocratie.

On met trop d'importance, dit-on quelquefois, aux réclamations du tiers-état : il est considérable en nombre ; mais, épars & distrait par diverses occupations lucratives, il ne prend aux questions politiques qu'un intérêt momentané ; il a besoin d'être soutenu par des écrits, & il se lasse de la continuation des mêmes débats. Les deux premiers ordres, comme toutes les associations dont l'étendue est circonscrite, sont, au contraire sans, cesse éveillés par l'intérêt habituel qui leur est propre ; ils ont le temps & la volonté de s'unir, & ils gagnent insensiblement des voix par l'effet de leur crédit & par l'ascendant de leur état dans le monde.

On fait des calculs sur le nombre des citoyens qui composent

le tiers-état, & l'on resserre ce nombre en séparant de sa cause, ou plutôt de son parti, tous ceux qui, par ignorance ou par misère, ne sont que les serviteurs des riches de tous les états, & se montrent absolument étrangers aux contestations politiques. Peut-être même que la plupart des hommes de cette dernière classe feroient plus à la suite des seigneurs ecclésiastiques & laïcs avec lesquels ils ont des liens de dépendance, qu'ils ne feroient attachés aux citoyens qui défendent les droits communs de tous les non-privilégiés.

Les deux premiers ordres, qui n'ont rien à acquérir, & qui sont contents de leurs privilèges & de leur état politique, ont moins d'intérêt que le tiers-état à la réunion des trois ordres en états-généraux; ainsi, s'ils n'étoient pas entraînés par un sentiment public, équitable & généreux, ils adopteroient facilement les mesures qui éloigneroient par des oppositions, ou par tout autre moyen, la tenue de ces états.

Enfin, les deux premiers ordres connoissent mieux que le troisième la cour & ses orages; & s'ils le vouloient, ils concerteroient avec plus de sûreté les démarches qui peuvent embarrasser le ministère, fatiguer sa constance, & rendre sa force impuissante.

Je crois avoir indiqué les principales considérations qui peuvent favoriser auprès du roi les prétentions contraires à la demande du tiers-état: je vais parcourir de même en abrégé celles qui en doivent être l'appui; elles fixeront pareillement l'attention de votre majesté.

On accuse le tiers-état de vouloir empiéter sur les deux premiers ordres, & il ne demande qu'autant de représentans, autant de défenseurs pour les communes soumises à toutes les charges publiques, que pour le nombre circonscrit des citoyens qui jouissent de privilèges ou d'exceptions favorables.

Il resteroit encore aux deux premiers ordres tout l'ascendant qui naît de la supériorité d'état & des diverses graces dont ils sont les distributeurs, soit par leurs propres moyens, soit par leur crédit à la cour & près des ministres.

Cette dernière observation est tellement juste, que dans les assemblées d'états où les trois ordres délibèrent quelquefois en

commun, il est connu par expérience qu'aux momens où le tiers-état se sent intimidé par l'opinion de ceux qu'il est dans l'habitude de respecter, il demande à se retirer dans sa chambre, & c'est en s'isolant ainsi qu'il reprend du courage & retrouve ses forces.

Le titre des lettres de convocation de 1614 & des précédentes assemblées nationales est contraire à la demande du tiers-état ; mais les faits y sont favorables, puisqu'en réalité le nombre des députés de cette classe de citoyens a toujours passé la troisième partie du nombre général des députés.

Au commencement du quatorzième siècle, Philippe-le-Bel, guidé par une vue simplement politique, a pu introduire le tiers-état dans les assemblées nationales ; votre majesté, à la fin du dix-huitième, déterminée seulement par un sentiment d'équité, n'auroit-elle pas le droit de satisfaire au vœu général des communes de son royaume, en leur accordant un petit nombre de représentans de plus qu'elles n'ont eu à la dernière tenue, époque loin de nous de près de deux siècles ?

Cet intervalle a apporté de grands changemens à toutes choses. Les richesses mobilières & les emprunts du gouvernement ont associé le tiers-état à la fortune publique ; les connoissances & les lumières sont devenues un patrimoine commun ; les préjugés se sont affoiblis ; un sentiment d'équité général a été noblement soutenu par les personnes qui avoient le plus à gagner au maintien rigoureux de toutes les distinctions. Par-tout les âmes se sont animées, les esprits se sont exhaussés, & c'est à un pareil effort que la nation doit en partie le renouvellement des états-généraux ; il n'eût point eu lieu, ce renouvellement, si, depuis le prince jusqu'aux sujets, un respect absolu pour les derniers usages eût paru la seule loi.

L'ancienne délibération par ordre ne pouvant être changée que par le concours des trois ordres & par l'approbation du roi, le nombre des députés du tiers-état n'est jusques-là qu'un moyen de rassembler toutes les connoissances utiles au bien de l'état ; & l'on ne peut contester que cette variété de connoissances appartient sur-tout à l'ordre du tiers-état, puisqu'il est

une multitude d'affaires publiques dont lui seul a l'instruction, telles que les transactions du commerce intérieur & extérieur, l'état des manufactures, les moyens les plus propres à les encourager, le crédit public, l'intérêt & la circulation de l'argent, l'abus des perceptions, celui des privilèges, & tant d'autres parties dont lui seul a l'expérience.

La cause du tiers-état aura toujours pour elle l'opinion publique, parce qu'une telle cause se trouve liée aux sentimens généreux, les seuls que l'on puisse manifester hautement; ainsi, elle sera constamment soutenue, & dans les conversations & dans les écrits, par les hommes animés & capables d'entraîner ceux qui lisent ou qui écoutent.

Votre majesté a été touchée de l'amour, de la confiance, de l'abandon dont le tiers-état fait profession pour elle dans toutes les supplications des villes & des communes qui lui ont été adressées. Votre majesté a sans doute d'autres manières de répondre à tant de dévouement que par l'admission des députés du tiers-état aux états-généraux dans un nombre plus ou moins étendu; cependant il est juste, naturel & raisonnable que votre majesté prenne en considération particulière l'intérêt qu'une si nombreuse partie de ses sujets attache à la décision de cette question.

On dit que dans l'assemblée des états-généraux, les deux premiers ordres examineront la pétition du tiers-état, & que peut-être alors ils y accéderont; mais si, selon l'avis de plusieurs publicistes & selon l'arrêté du parlement de Paris, le nombre respectif des trois ordres opinant séparément peut être légitimement déterminé par le roi, seroit-il absolument égal que le tiers-état obtint de votre majesté ou des deux autres ordres de son royaume le succès de ses sollicitations? & peut-il être indifférent à votre majesté d'être la première à lui accorder une justice ou un bienfait?

Il est remarquable que le Languedoc, la Provence, le Haynaut, le Dauphiné, enverront nécessairement, selon leurs formes constitutives, autant de députés du tiers-état que des deux premiers ordres,

Ces deux ordres n'ont pas fait attention, peut-être, que dans le tiers-état beaucoup de personnes sont associées en quelque manière aux privilèges de la noblesse ; ce sont les habitans des villes connues sous le nom de *villes franches*, villes en très-grand nombre aujourd'hui, & où la taille n'existe plus, parce qu'elle y a été convertie en des droits sur les consommations, payés également par toutes les classes de citoyens.

On peut supposer, contre la vraisemblance, que, les trois ordres venant à faire usage réciproquement de leurs droits d'opposition, il y eût une telle inaction dans les délibérations des états-généraux, que, d'un commun accord, & sollicités par l'intérêt public, ils désirassent de délibérer en commun, fût-ce en obtenant du souverain que leur vœu pour toute innovation exigeât une supériorité quelconque de suffrages. Une telle disposition, ou toute autre du même genre, quoique nécessitée par le bien de l'état, seroit peut-être inadmissible ou sans effet, si les représentans des communes ne composoient pas la moitié de la représentation nationale.

La déclaration généreuse que viennent de faire les pairs du royaume, si elle entraîne le suffrage de la noblesse & du clergé aux états-généraux, assurera à ces deux ordres de l'état des hommages de reconnoissance de la part du tiers-état ; & le nombre de ces hommages sera pour eux un tribut d'autant plus glorieux & plus éclatant. Cependant, lors même qu'il ne subsisteroit aucune inégalité dans la répartition des impôts, il y auroit encore de la convenance à donner au tiers-état une représentation nombreuse, puisqu'il importeroit que la sagesse des délibérations des états-généraux, que la bonté & la justice du souverain, fussent annoncées & expliquées dans tout le royaume par une diversité d'interprètes & de garans suffisante pour éclairer & pour affermir la confiance de vingt-quatre millions d'hommes.

On place encore ici une réflexion : la défaveur auprès des deux premiers ordres peut perdre facilement un ministre. Les mécontentemens du troisième n'ont pas cette puissance, mais ils affoiblissent quelquefois l'amour public pour la personne du souverain.

Enfin , le vœu du tiers-état , quand il est unanime , quand il est conforme aux principes généraux d'équité , s'appellera toujours le vœu national ; le temps le consacrera , le jugement de l'Europe l'encouragera : & le souverain ne peut que régler dans sa justice ou avancer dans sa sagesse ce que les circonstances & les opinions doivent amener d'elles-mêmes.

Votre majesté , qui a lu attentivement tous les écrits remarquables publiés sur la question soumise à son jugement , aura présentes à l'esprit toutes les considérations qui ne lui sont pas rappelées dans ce mémoire.

Obligé maintenant , pour obéir à ses ordres , de donner mon avis avec les autres ministres de sa majesté , sur l'objet essentiel traité dans ce moment , je dirai donc qu'en mon ame & conscience , & en fidèle serviteur de votre majesté , je pense décidément qu'elle peut & qu'elle doit appeler aux états généraux un nombre de députés du tiers-état égal en nombre aux députés des deux autres ordres réunis , non pour forcer , comme on paroît le craindre , la délibération par têtes , mais pour satisfaire le vœu général & raisonnable des communes de son royaume , dès que cela se peut sans nuire aux intérêts des deux autres ordres.

On a dit que si les communautés envoyoient d'elles-mêmes un nombre de députés supérieur à celui qui seroit déterminé par les lettres de convocation , on n'auroit pas le droit de s'y opposer. Que signifieroit donc l'autorité du souverain , s'il ne pouvoit pas mettre la règle à la place du désordre ? car c'en seroit un véritable , que la pleine liberté laissée au tiers-état de se conformer ou non aux lettres de convocation , pour le nombre de ses députés. La noblesse & le clergé , qui ont maintenant fixé leur attention sur la quotité respective du nombre des représentans de chaque ordre , ne manqueroient pas d'excéder aussi , dans leur députation , le nombre prescrit ; & par une rivale imitation , il arriveroit peut-être aux états-généraux une foule de députés qui produiroit le désordre & la confusion.

Votre majesté a des intentions droites , & ne veut que la justice envers tous & le bonheur de ses peuples ; & ce n'est

pas selon la rigueur d'une ancienne forme & d'une forme diversement entendue, diversement interprétée, qu'elle voudra décider d'une question intéressante pour la tranquillité publique. Que l'on ait pris de vaines alarmes, que l'on conçoive de faux ombrages, votre majesté les dissipera en se montrant le gardien des droits de tous les ordres de son royaume; elle ne se déterminera dans la question présente, que par un sentiment de justice; & ce même sentiment deviendra le garant de toutes les propriétés, & servira de défense à tous les ordres de l'état. Ce seroit faire tort aux sentimens élevés de la noblesse, ce seroit mal juger de l'esprit de justice & de paix qui appartient au clergé, d'imaginer une résistance de leur part à la décision que donnera votre majesté sur une question long-temps débattue, & dont le résultat ne doit conduire avec justice à aucune conséquence importante.

*P R O P O S I T I O N.*

JE crois que le nombre de mille députés ou environ est le plus convenable; il ne présente pas la crainte d'une trop grande confusion, & en même-temps il devient nécessaire pour représenter suffisamment la nation dans une circonstance si grave & si majeure, & où les plus grands intérêts de l'état pourront être traités.

Ce nombre de représentans des trois ordres devoit être réparti entre les grands bailliages, en raison combinée de leur population & de leurs contributions, & en assignant un nombre proportionnel à chaque pays d'états qui est dans l'usage de choisir des députés dans ses propres assemblées.

La manière la plus raisonnable de répartir mille députés entre les différens ordres de l'état seroit peut-être d'en accorder deux cents à l'ordre du clergé, trois cents à l'ordre de la noblesse, & cinq cents aux communes du royaume; mais comme votre majesté, sans le concours des états-généraux, ne veut apporter aux anciennes formes que les changemens les plus indispensables, on propose à votre majesté de ne point s'écarter de la parité établie entre les deux ordres

privilégiés; & alors les mille députés qu'elle appelleroit aux états-généraux devroient être composés de deux cent cinquante du clergé, de deux cent cinquante de la noblesse, & de cinq cents du tiers-état.

On a rendu compte à votre majesté des diverses modifications qui pouvoient concilier ce doublement du tiers-état avec une sorte de ménagement pour l'ancienne teneur des lettres de convocation; ces lettres appeloient aux états-généraux *un de chaque ordre* : ainsi on auroit pu maintenir la même formule, en répartissant l'élection de la moitié des députés du tiers-état entre les villes principales du royaume; mais l'avantage particulier que ces villes obtiendroient deviendroit un sujet de jalousie pour toutes celles dont l'importance seroit à peu-près semblable, & cette même disposition pourroit encore exciter la réclamation des autres communautés du royaume. Quelques objections naîtroient aussi de ce que les trois ordres se trouvant réunis & confondus dans les communes des villes, il faudroit par des réglemens nouveaux & particuliers séparer le tiers-état des autres classes de la société; & de pareils réglemens appliqués à un nombre très-considérable de villes entraîneroient de grands embarras & de grandes longueurs.

Il étoit bien naturel & bien digne de la protection que votre majesté accorde également à tous les ordres de son royaume, de chercher avec attention & avec suite tous les moyens qui pouvoient lui donner l'espérance de concilier leurs diverses prétentions & leurs différens intérêts; mais, dans la circonstance où se trouvent les affaires publiques, toute modification nouvelle qui n'auroit pas été motivée ou par un principe évident de justice, ou par l'expression générale de l'opinion publique, exposeroit peut-être à des contradictions difficiles à surmonter.

Votre majesté, en augmentant le nombre des députés du tiers-état aux assemblées nationales, cédera principalement à un sentiment d'équité; & puisqu'en toutes choses la manière la plus simple est la plus assortie à la dignité royale, c'est sous une telle forme qu'il faut livrer à la garde du temps une déli-



bération qui fera quelque jour une des époques glorieuses du règne de votre majesté.

On proposeroit donc à votre majesté d'exprimer ses intentions dans les lettres de convocation mêmes.

On doit observer cependant, que si votre majesté veut accorder une députation particulière au très-petit nombre de villes qui ont joui de ce privilège en 1614, il faudroit les astreindre pour leurs élections aux dispositions qui seront suivies dans les bailliages, afin que le nombre des députés du tiers-état ne puisse jamais excéder le nombre des députés des deux premiers ordres.

### *Sur la troisième question.*

Chaque ordre doit-il être restreint à ne choisir des députés que dans son ordre ?

Les lettres de convocation, ayant toujours porté *un de chaque ordre*, annonçoient par cette expression, que les députés choisis par un ordre devoient en faire partie. Cependant le parlement de Paris, aux termes de son arrêté du 5 décembre, semble penser que la plus parfaite liberté dans l'élection de chaque ordre est constitutionnelle. Il paroît donc douteux que, pour la prochaine assemblée des états-généraux, l'on fût en droit de s'opposer à tel usage que chaque ordre pourroit faire de cette liberté ; & cette considération doit engager le tiers-état à diriger son choix avec d'autant plus d'attention vers les personnes qui lui paroîtront le plus dignes de sa confiance. La plus grande partie du tiers-état désire que ses députés soient nécessairement pris dans son ordre ; mais si les électeurs dans quelque bailliage pensoient différemment, & préféreroient pour leur représentant un membre de la noblesse, ce seroit peut-être aller bien loin que de s'élever contre une pareille nomination, du moment qu'elle seroit l'effet d'un choix parfaitement libre. Le tiers-état doit considérer :

Que les nobles choisis par lui, pour ses représentans, ne pourroient abandonner ses intérêts sans s'avilir.

Qu'il est dans la noblesse plusieurs personnes aussi zélées pour la cause du tiers-état & aussi habiles à la défendre, que des députés choisis dans ce dernier ordre.

Peut-être aussi que dans le moment où la noblesse & le clergé paroissent véritablement disposés à renoncer aux privilèges pécuniaires dont ils jouissent, il y auroit quelque convenance de la part du tiers-état à ne pas excéder les bornes raisonnables de la défiance, & à voir ainsi sans regret l'admission de quelques gentilshommes dans son ordre, si cette admission avoit lieu par l'effet d'un choix parfaitement libre.

On doit ajouter qu'au milieu des mœurs Françaises, ce mélange, dans une proportion mesurée, auroit des avantages pour le tiers-état, & seroit peut-être le premier principe d'une union d'intérêts si nécessaire.

Il est très-possible, à en juger par les dispositions des deux premiers ordres, que la prochaine tenue des états-généraux soit la dernière où le tiers-état attachera une grande importance à n'avoir que des députés pris dans son ordre; car, si les privilèges pécuniaires qui séparent les intérêts des diverses classes de la société étoient une fois supprimés, le tiers-état pourroit indifféremment choisir pour représentant un gentilhomme ou un autre citoyen. On ne peut douter qu'à l'époque où la répartition sera égale entre tous les ordres, qu'à l'époque où seront abolies ces dénominations de tributs, qui rappellent à chaque instant au tiers-état son infériorité & l'affrontent inutilement, à cette heureuse époque enfin si juste & si désirable, il n'y aura plus qu'un vœu commun entre tous les habitans de la France. Qu'est-ce donc alors qui pourroit séparer les intérêts du tiers-état des intérêts des deux premiers ordres? le tiers-état, comme la noblesse, comme le clergé, comme tous les Français, n'a-t-il pas intérêt à l'ordre des finances, à la modération des charges publiques, à la justice des loix civiles & criminelles, à la tranquillité & à la puissance du royaume, au bonheur & à la gloire du souverain? Il n'entrera jamais dans l'esprit du tiers-état de chercher à diminuer les prérogatives seigneuriales ou honorifiques qui distinguent les deux premiers

ordres, ou dans leurs propriétés, ou dans leurs personnes : il n'est aucun François qui ne sache que ces prérogatives sont une propriété aussi respectable qu'aucune autre ; que plusieurs tiennent à l'essence de la monarchie, & que jamais votre majesté ne permettroit qu'on y portât la plus légère atteinte.

Que les ministres de la religion ne voient donc dans le nombre des représentans du tiers-état aux états-généraux que les représentans, les indicateurs des besoins multipliés d'un grand peuple. Que la noblesse, à l'aspect de ces nombreux députés des communes, se rappelle avec satisfaction & avec gloire qu'elle doit aux vertus & aux exploits de ses ancêtres d'avoir sur les intérêts généraux de la nation une influence égale aux députés de tout un royaume. Que ces députés, à leur tour, ne pensent jamais que ce soit par le nombre, ni par aucun moyen de contrainte, mais par la persuasion, par l'éloquence de la vérité, qu'ils peuvent obtenir le redressement des griefs de leurs constituans. Mais très-certainement, sire, les communes de votre royaume n'ont aucune autre idée, & c'est à votre protection, c'est à l'appui de votre justice qu'elles se confient principalement. Leurs sentimens sont manifestés dans les supplications innombrables qu'elles ont adressées à votre majesté, & qui contiennent toutes la profession la plus expressive d'un dévouement sans bornes, & à votre majesté, & au secours de l'état. Il faut croire à ce sentiment national qui honore le règne de votre majesté, & qui consacre ses vertus & l'amour de ses peuples.

Ah ! que de toutes parts on veuille enfin arriver au port ! qu'on ne rende pas les efforts de votre majesté inutiles, par un esprit de discorde, & que chacun fasse un léger sacrifice pour l'amour du bien ! Votre majesté peut l'attendre avec confiance de l'ordre de son clergé ; c'est à lui d'inspirer par-tout l'amour de la paix ; c'est à lui de croire aux vertus de son roi & d'en pénétrer ceux qui l'écoutent. C'est à l'ordre de la noblesse de ne pas se livrer à des alarmes chimériques, & de soutenir les efforts généreux de votre majesté au moment où elle est uniquement occupée d'assurer le bonheur général, au mo-

ment où elle voudroit appeler tous les esprits & tous les cœurs à féconder ses vues bienfaisantes. Ah! sire, encore un peu de temps & tout se terminera bien; vous ne direz pas toujours, je l'espère, ce que je vous ai entendu prononcer en parlant des affaires publiques : *Je n'ai eu, disiez-vous, je n'ai eu depuis quelques années que des instans de bonheur*; touchantes paroles quand elles sont l'expression d'une ame sincère & des sentimens d'un roi si digne d'être aimé! Vous le retrouverez ce bonheur, sire, vous en jouirez : vous commandez à une nation qui fait aimer, & que des nouveautés politiques auxquelles elle n'est pas encore faite distrayent pour un temps de son caractère naturel; mais fixée par vos bienfaits & affermie dans sa confiance par la pureté de vos intentions, elle ne pensera plus ensuite qu'à jouir de l'ordre heureux & constant dont elle vous fera redevable. Elle ne fait pas encore, cette nation reconnoissante, tout ce que vous avez dessein de faire pour son bonheur. Vous l'avez dit, sire, aux ministres qui sont honorés de votre confiance; non-seulement vous voulez ratifier la promesse que vous avez faite de ne mettre aucun nouvel impôt sans le consentement des états-généraux de votre royaume, mais vous voulez encore n'en proroger aucun sans cette condition : vous voulez de plus assurer le retour successif des états-généraux, en les consultant sur l'intervalle qu'il faudroit mettre entre les époques de leur convocation, & en écoutant favorablement les représentations qui vous seront faites, pour donner à ces dispositions une stabilité durable. Votre majesté veut encore prévenir, de la manière la plus efficace, le désordre que l'inconduite ou l'incapacité de ses ministres pourroient introduire dans ses finances. Vous vous proposez, sire, de concerter avec les états-généraux les moyens les plus propres à vous faire atteindre à ce but; & dans le nombre des dépenses dont vous assurerez la fixité, vous ne voulez pas même, sire, distinguer celles qui tiennent plus particulièrement à votre personne. Ah, que sont ces dépenses pour le bonheur! ai-je entendu dire à votre majesté. Et en effet, chacun le fait, votre majesté a prescrit elle-même plusieurs réductions très-importantes

dans cette partie de ses finances , & elle veut qu'on lui propose encore les économies dont les mêmes objets seront susceptibles.

Votre majesté , portant ses regards sur toutes les dispositions qui peuvent concourir au bonheur public , se propose aussi d'aller au-devant du vœu bien légitime de ses sujets , en invitant les états-généraux à examiner eux-mêmes la grande question qui s'est élevée sur les lettres de cachet , afin que votre majesté , par le concours de leurs lumières , connoisse parfaitement quelle règle doit être observée dans cette partie de l'administration.

Vous ne souhaitez , sire , que le maintien de l'ordre , & vous voulez abandonner à la loi tout ce qu'elle peut exécuter.

C'est par le même principe que votre majesté est impatiente de recevoir les avis des états-généraux sur la mesure de liberté qu'il convient d'accorder à la presse & à la publicité des ouvrages relatifs à l'administration , au gouvernement ou à tout autre objet public.

Enfin , sire , vous préférerez avec raison aux conseils passagers de vos ministres les délibérations durables des états-généraux de votre royaume ; & quand vous aurez éprouvé leur sagesse , vous ne craignez point de leur donner une stabilité qui puisse produire la confiance & les mettre à l'abri d'une variation dans les sentimens des rois vos successeurs.

Vous avez encore d'autres vues pour le bonheur de vos sujets , ou plutôt , sire , vous n'avez que cette seule vue sous différentes modifications , & c'est sur-tout par ce genre de rapport avec vos peuples que votre autorité vous est chère ; & comment n'en connoîtriez-vous pas le prix dans ce moment extraordinaire , où vous en répandez l'influence , non-seulement pour la félicité des sujets qui vous ont été confiés , mais pour l'avantage encore de toutes les générations futures ! Ce sont vos sentimens , sire , que j'ai essayé d'exprimer ; ils deviennent un nouveau lien entre votre majesté & l'auguste princesse qui partage vos peines & votre gloire. Je n'oublierai jamais qu'elle me disoit , il y a peu de temps : « Le roi ne se refusera point aux sacrifices qui » pourront assurer le bonheur public ; nos enfans penseront

» de même, s'ils sont sages; & s'ils ne l'étoient pas, le roi auroit  
» rempli un devoir en leur imposant quelque gêne ».

Belles & louables paroles, que je priai sa majesté avec émotion de me permettre de retenir.

Sire, je n'ai point de doute sur la destinée de la France, ni sur sa puissance au-dehors, si, par un juste partage des sentimens qui vous animent, on s'empresse à faire servir la circonstance actuelle au rétablissement de l'harmonie intérieure & à la construction d'un édifice inébranlable de prospérité & de bonheur.

Vous avez encore, sire, le grand projet de donner des états provinciaux, au sein des états-généraux, & de former un lien durable entre l'administration particulière de chaque province & la législation générale. Les députés de chaque partie du royaume concerteront le plan le plus convenable, & votre majesté est disposée à y donner son assentiment, si elle le trouve combiné d'une manière sage & propre à faire le bien sans discord & sans embarras.

Votre majesté une fois contente du zèle & de la marche régulière de ces états, & leurs pouvoirs étant bien définis, rien n'empêcheroit votre majesté de leur donner des témoignages de confiance fort étendus, & de diminuer, autant qu'il est possible, les détails de l'administration première.

Votre majesté est encore déterminée à appuyer de son autorité tous les projets qui tendront à la plus juste répartition des impôts; mais en secondant les dispositions généreuses qui ont été manifestées par les princes, les pairs du royaume, & par les notables du clergé & de la noblesse, votre majesté désire cependant que, dans l'examen des droits & des faveurs dont jouissent les ordres privilégiés, on montre des égards pour cette partie de la noblesse qui cultive elle-même ses champs, & qui souvent, après avoir supporté les fatigues de la guerre, après avoir servi le roi dans ses armées, vient encore servir l'état, en donnant l'exemple d'une vie simple & laborieuse,

& en honorant par ses occupations les travaux de l'agriculture.

Je ne rappellerai pas d'une manière plus étendue à votre majesté tous les projets qui promettent à ses intentions bien-faisantes un avenir digne de sa sollicitude paternelle & de son amour du bien public. Seroit-il possible que des craintes spéculatives, que des raisonnemens prématurés vinssent mettre obstacle à cette harmonie sans laquelle les assemblées nationales ne sont plus propres à seconder l'administration ? Est-ce dans un moment de crise qu'il faut se désunir ? est-ce au moment où l'incendie a gagné l'édifice, qu'il faut perdre du temps en vaines disputes ? Eh quoi ! les François qu'on a vu fléchir, dans d'autres temps, devant la simple parole d'un ministre impérieux, n'auroient-ils de résistance qu'aux tendres efforts d'un roi bienfaisant ! Ah ! que chacun de vous soit tranquille, oserois-je leur dire : le plus droit, le plus intègre des princes environnera de son esprit les délibérations des états-généraux ; & son désir le plus ardent, c'est que la prospérité de l'état ne soit due qu'au zèle empresse de tous les ordres du royaume. Toute défiance anticipée seroit une véritable injustice. Hélas ! en d'autres temps on se fût approché du trône avec transport, pour inscrire dans un registre national les déterminations de votre majesté, & pour recevoir d'elle ces gages de bonheur, d'une voix unanime & d'un commun accord. Non, je ne désespère point qu'un pareil sentiment ne renaisse encore, & qu'un nouvel ordre de choses, joint à l'impression des vertus de votre majesté, & aux douces & sensibles inclinations des François, ne triomphe enfin de cet esprit de désunion que de malheureux événemens ont semé au milieu de nous, mais qui se perdra dans une suite de beaux jours dont il me fera permis de voir l'aurore.

Je prie votre majesté de me pardonner si je m'abandonne à ces sentimens, en lui adressant la parole : je ne puis mettre de l'ordre dans ces réflexions, au milieu des travaux de tout genre qui me laissent si peu de momens ; mais c'est un guide aussi que le sentiment ; & il seroit à désirer que dans ces

grandes circonstances tout le monde le suivit , & qu'on suspendit pour un temps ces combinaisons d'esprit , ces anticipations exagérées qui égarent si facilement.

Qu'il me soit permis , après avoir entretenu votre majesté d'une question dont la décision est devenue si importante ; qu'il me soit permis , après avoir résumé les diverses intentions de votre majesté , relatives au plus grand avantage de ses peuples ; qu'il me soit permis , dis-je , de m'arrêter un moment sur le bonheur particulier de votre majesté. Il faut en convenir , la satisfaction attachée à un pouvoir sans limites est toute d'imagination ; car , si le souverain ne doit se proposer que le plus grand avantage de l'état & la plus grande félicité de ses sujets , le sacrifice de quelques unes de ces prérogatives , pour atteindre à ce double but , est certainement le plus bel usage de sa puissance ; & c'est même le seul qui ne soit pas susceptible de partage , puisqu'il ne peut émaner que de son propre cœur & de sa propre vertu , tandis que les abus & la plupart des exercices journaliers de l'autorité dérivent le plus souvent de l'ascendant des ministres. Ce sont eux qui , se trouvant presque nuls au milieu d'un ordre constant & invariable , voudroient que tout fût conduit par les volontés instantanées du souverain , bien sûrs d'avoir ainsi une influence proportionnée à la multitude d'intérêts particuliers qui aboutissent à eux , & à la variété des ressorts qu'ils font agir. Mais , si votre majesté arrête son attention sur le présent & sur l'avenir , si elle y réfléchit avec ce jugement impartial & modéré qui fait un des caractères remarquables de son esprit , elle verra que dans le plan général dont elle s'est formé l'idée , elle ne fait qu'assurer simplement l'exécution de la première & de la plus constante de ses volontés , l'accomplissement du bien public ; elle ne fait qu'ajouter à ses vues bienfaisantes des lumières qui ne sont jamais incertaines lorsqu'elles viennent du résultat des vœux d'une assemblée nationale bien ordonnée : alors votre majesté ne sera plus agitée entre les divers systèmes de ses ministres ; elle ne sera plus exposée à revêtir de son autorité une multitude de dispositions dont il est impossible de prévoir toutes les conséquences ; elle



ne fera plus entraînée à soutenir les actes de cette même autorité, long-temps encore après le moment où elle commence à douter de la perfection des conseils qui lui ont été donnés; enfin, par une seule application grande & généreuse de la puissance souveraine, par un seul acte d'une confiance éclairée, votre majesté, en s'entourant des députés de la nation, se délivrera pour toujours de cette suite d'incertitudes & de balancemens, de défiances & de regrets qui doivent faire le malheur d'un prince, tant qu'il demeure sensible au bien de l'état & à l'amour de ses peuples. Les déterminations que votre majesté a prises lui laisseront toutes les grandes fonctions du pouvoir suprême; car les assemblées nationales, sans un guide, sans un protecteur de la justice sans un défenseur des foibles, pourroient elles-mêmes s'égarer; & s'il s'établit dans les finances de votre majesté un ordre immuable; si la confiance prend l'essor qu'on peut espérer; si toutes les forces de ce grand royaume viennent à se vivifier, votre majesté jouira dans ses relations au-dehors d'une augmentation d'ascendant qui appartient encore plus à une puissance réelle & bien ordonnée qu'à une autorité sans règle. Enfin, quand votre majesté arrêtera son attention ou sur elle-même pendant le cours de sa vie, ou sur la royauté pendant la durée des siècles, elle verra que sous l'une & l'autre considération, elle a pris le parti le plus conforme à sa sagesse. Votre majesté aura le glorieux, l'unique, le salutaire avantage de nommer à l'avance le conseil de ses successeurs; & ce conseil sera le génie même d'une nation, génie qui ne s'éteint point & qui fait des progrès avec les siècles; enfin, les bienfaits de votre majesté s'étendront jusque sur le caractère national; car, en le dirigeant habituellement vers l'amour du bien public, elle appuiera, elle embellira toutes les qualités morales que ce précieux amour inspire généralement.

Enfin, si, par des révolutions imprévues, l'édifice élevé par votre majesté venoit à s'écrouler; si les générations suivantes ne vouloient pas du bonheur que votre majesté leur auroit préparé, elle auroit fait encore un acte essentiel de sagesse en calmant, ne fût-ce que pendant son règne, cet esprit de dissension qui s'élève de toutes parts dans son royaume.

Cependant , si une différence dans le nombre des députés du tiers - état devenoit un sujet ou un prétexte de discorde ; si l'on contesloit à votre majesté le droit de donner une décision préliminaire demandée avec tant d'instance par la plus grande partie de ses sujets , & qui conserve en entier les usages constitutifs des états-généraux ; si chacun , se livrant à une impatience déraisonnable , ne vouloit pas attendre de ces états-généraux eux-mêmes la perfection dont chacun se forme une opinion différente ; si l'on ne vouloit faire aucune attention à l'embarras dans lequel se trouve le gouvernement , & au milieu de la fermentation présente , & au milieu de ce combat des usages & de l'équité , des formes & de la raison ; enfin , si chacun , mécontent de ce qui manqueroit à ses desirs , non pas pour toujours , mais pour l'instant le plus prochain , perdoit de vue le bien durable auquel il faut tendre ; si , par des vues particulières , on cherchoit à retarder l'assemblée des états-généraux & à laisser l'honorable constance de votre majesté , & si votre volonté , sire , n'étoit pas suffisante pour vaincre ces obstacles : je détourne mes regards de toutes ces idées , je ne puis m'y arrêter , je ne puis y croire ; alors , cependant , quel conseil pourrois-je donner à votre majesté ! un seul , & ce seroit le dernier , celui de sacrifier à l'instant le ministre qui auroit eu le plus de part à votre délibération.

# A R R Ê T

## DU CONSEIL D'ÉTAT DU ROI,

*Portant nomination de Commissaires pour régler, en conséquence du Résultat du conseil du 27 Décembre dernier, ce qui a rapport à la convocation des États-Généraux.*

Du 4 Janvier 1789.

*Extrait des registres du conseil d'état.*

LE ROI voulant hâter, autant qu'il est possible, l'expédition des lettres de convocation pour l'assemblée prochaine des états-généraux de son royaume; & désirant régler tout ce qui a rapport aux élections, conformément aux proportions établies par le résultat de son conseil du 27 décembre dernier, & de manière à prévenir par des décisions régulières les difficultés qui pourroient naître de différentes circonstances & de plusieurs prétentions qui se sont déjà manifestées, sa majesté, avant de prononcer sur les points qu'il est nécessaire de fixer, a jugé à propos d'en confier l'examen à des magistrats de son conseil; & elle a résolu de suivre la même marche relativement aux questions qui pourroient se présenter successivement concernant cet important objet. A quoi voulant pourvoir : oui le rapport; le roi étant en son conseil, a nommé & nomme les sieurs de la Michodière, d'Ormesson, Vidau de la Tour & de la Galaizière, conseillers d'état, pour, au rapport du sieur Valdec de Lessart, maître des requêtes, que sa majesté a pareillement nommé, prendre connoissance des différens objets

relatifs à l'assemblée des états-généraux qui leur seront renvoyés de la part de sa majesté, à l'effet d'y être par elle statué en son conseil, en présence & de l'avis desdits sieurs commissaires, au rapport dudit sieur Valdec de Lessart.

FAIT au conseil d'état du roi, sa majesté y étant, tenu à Versailles le quatre janvier mil sept cent quatre-vingt-neuf.

*Signé* LAURENT DE VILLEDEUIL.

## L E T T R E D U R O I

*Pour la convocation des États-Généraux, à Versailles,  
le 27 Avril 1789.*

## D E P A R L E R O I.

N O T R E amé & féal, nous avons besoin du concours de nos fidèles fujets pour nous aider à furmonter toutes les difficultés où nous nous trouvons relativement à l'état de nos finances, & pour établir, fuivant nos vœux, un ordre constant & invariable dans toutes les parties du gouvernement qui intéreffent le bonheur de nos fujets & la prospérité de notre royaume. Ces grands motifs nous ont déterminés à convoquer l'assemblée des états de toutes les provinces de notre obéiffance, tant pour nous confeiller & nous affifter dans toutes les chofes qui feront mifes fous fes yeux, que pour nous faire connoître les fouhaits & les doléances de nos peuples; de manière que, par une mutuelle confiance & par un amour réciproque entre le fouverain & fes fujets, il foit apporté le plus promptement poffible un remède efficace aux maux de l'état, & que les abus de tout genre foient réformés & prévenus par de bons & folides moyens qui affurent la félicité publique, & qui nous rendent à nous particulièrement le calme & la tranquillité dont nous fommes privés depuis fi long-temps.

A ces caufes, nous vous avertiffons & fignifions que notre volonté eft de commencer à tenir les états libres & généraux de notre royaume, au lundi 27 avril prochain, en notre ville de Versailles, où nous entendons & défirons que fe trouvent aucuns des plus notables perfonnages de chaque province, bailliage & fénéchauffée. Et pour cet effet, vous mandons & très-expreffément enjoignons qu'incontinent là préfente reçue, vous ayez à convoquer & affembler en notre ville d  
dans le plus bref temps que faire fe pourra, tous ceux des trois

états du bailliage ( ou sénéchaussée ) d pour conférer  
& pour communiquer ensemble , tant des remontrances ,  
plaintes & doléances , que des moyens & avis qu'ils auront  
à proposer en l'assemblée générale de nosdits états ; & ce fait ,  
élire , choisir & nommer

sans plus  
de chaque ordre , tous personnages dignes de cette grande  
marque de confiance , par leur intégrité & par le bon esprit  
dont ils seront animés ; lesquelles convocations & élections  
seront faites dans les formes prescrites pour tout le royaume  
par le règlement annexé aux présentes lettres ; & seront lesdits  
députés munis d'instructions & pouvoirs généraux & suffisans  
pour proposer , remonter , aviser & consentir tout ce qui peut  
concerner les besoins de l'état ; la réforme des abus , l'établisse-  
ment d'un ordre fixe & durable dans toutes les parties de  
l'administration , la prospérité générale de notre royaume , & le  
bien de tous & de chacun de nos sujets , les assurant que  
de notre part ils trouveront toute bonne volonté & affection  
pour maintenir & faire exécuter tout ce qui aura été concerté  
entre nous & lesdits états , soit relativement aux impôts qu'ils  
auront consentis , soit pour l'établissement d'une règle constante  
dans toutes les parties de l'administration & de l'ordre public ;  
leur promettant de demander & d'écouter favorablement leurs  
avis sur tout ce qui peut intéresser le bien de nos peuples , &  
de pourvoir sur les doléances & propositions qu'ils auront  
faites , de telle manière que notre royaume , & tous nos  
sujets en particulier , ressentent pour toujours les effets salu-  
taires qu'ils doivent se promettre d'une telle & si notable  
assemblée.

DONNÉ à Versailles , le vingt-quatre janvier mil sept cent  
quatre-vingt-neuf.

*Signé* LOUIS. *Et plus bas* , LAURENT DE VILLEDEUIL.

## RÈGLEMENT FAIT PAR LE ROI,

*Pour l'exécution des Lettres de convocation.*

Du 24 Janvier 1789.

LE ROI, en adressant aux diverses provinces soumises à son obéissance des lettres de convocation pour les états-généraux, a voulu que ses sujets fussent tous appelés à concourir aux élections des députés qui doivent former cette grande & solennelle assemblée; sa majesté a désiré que des extrémités de son royaume & des habitations les moins connues, chacun fût assuré de faire parvenir jusqu'à elle ses vœux & ses réclamations : sa majesté ne peut souvent atteindre que par son amour à cette partie de ses peuples que l'étendue de son royaume & l'appareil du trône semblent éloigner d'elle, & qui, hors de la portée de ses regards, se fie néanmoins à la protection de sa justice & aux soins prévoyans de sa bonté. Sa majesté a donc reconnu avec une véritable satisfaction, qu'au moyen des assemblées graduelles ordonnées dans toute la France pour la représentation du tiers-état, elle auroit ainsi une sorte de communication avec tous les habitans de son royaume, & qu'elle se rapprocheroit de leurs besoins & de leurs vœux d'une manière plus sûre & plus immédiate. Sa majesté a tâché de remplir encore cet objet particulier de son inquiétude, en appelant aux assemblées du clergé tous les bons & utiles pasteurs qui s'occupent de près & journellement de l'indigence & de l'assistance du peuple, & qui connoissent plus intimément ses maux & ses appréhensions. Le roi a pris soin néanmoins que, dans aucun moment, les paroisses ne fussent privées de la présence de leurs curés, ou d'un ecclésiastique capable de les remplacer; & dans ce but, sa majesté a permis aux curés qui n'ont point de vicaires de donner leur suffrage par procuration.

Le roi appelle au droit d'être élus pour députés de la noblesse, tous les membres de cet ordre indistinctement, propriétaires ou non propriétaires : c'est par leurs qualités personnelles, c'est par les vertus dont ils sont comptables envers leurs ancêtres, qu'ils ont servi l'état dans tous les temps & qu'ils le serviront encore ; & le plus estimable d'entr'eux sera toujours celui qui méritera le mieux de les représenter.

Le roi, en réglant l'ordre des convocations & la forme des assemblées, a voulu suivre les anciens usages autant qu'il étoit possible. Sa majesté, guidée par ce principe, a conservé à tous les bailliages qui avoient député directement aux états-généraux en 1614 un privilège consacré par le temps, pourvu du moins qu'ils n'eussent pas perdu les caractères auxquels cette distinction avoit été accordée ; & sa majesté, afin d'établir une règle uniforme, a étendu la même prérogative au petit nombre de bailliages qui ont acquis des titres pareils depuis l'époque des derniers états-généraux.

Il est résulté de cette disposition, que de petits bailliages auront un nombre de députés supérieur à celui qui leur auroit appartenu dans une division exactement proportionnée à leur population ; mais sa majesté a diminué l'inconvénient de cette inégalité, en assurant aux autres bailliages une députation relative à leur population & à leur importance ; & ces nouvelles combinaisons n'auront d'autre conséquence que d'augmenter un peu le nombre général des députés. Cependant, le respect pour les anciens usages, & la nécessité de les concilier avec les circonstances présentes sans blesser les principes de la justice, ont rendu l'ensemble de l'organisation des prochains états-généraux, & toutes les dispositions préalables très-difficiles, & souvent imparfaites. Cet inconvénient n'eût pas existé, si l'on eût suivi une marche entièrement libre, & tracée seulement par la raison & par l'équité ; mais sa majesté a cru mieux répondre au vœu de ses peuples, en réservant à l'assemblée des états-généraux le soin de remédier aux inégalités qu'on n'a pu éviter, & de préparer pour l'avenir un système plus parfait.

Sa majesté a pris toutes les précautions que son esprit de



sageſſe lui a inſpirées, afin de prévenir les difficultés & de fixer toutes les incertitudes; elle attend des différens officiers chargés de l'exécution de ſes volontés, qu'ils veilleront aſſiduellement au maintien ſi déſirable de l'ordre & de l'harmonie; elle attend ſur-tout que la voix de la conſcience ſera ſeule écoutée dans le choix des députés aux états-généraux. Sa majeſté exhorte les électeurs à ſe rappeler que les hommes d'un eſprit ſage méritent la préférence, & que par un heureux accord de la morale & de la politique il eſt rare que, dans les affaires publiques & nationales, les plus honnêtes gens ne ſoient auſſi les plus habiles. Sa majeſté eſt perſuadée que la confiance due à une aſſemblée repréſentative de la nation entière empêchera qu'on ne donne aux députés aucune inſtruction propre à arrêter ou à troubler le cours des délibérations. Elle eſpère que tous ſes ſujets auront ſans ceſſe devant leurs yeux, & comme préſent à leur ſentiment, le bien inappréciable que les états-généraux peuvent opérer, & qu'une ſi haute conſidération les détournera de ſe livrer prématurément à un eſprit de défiance qui rend ſi facilement injuſte, & qui empêcheroit de faire ſervir à la gloire & à la proſpérité de l'état la plus grande de toutes les forces, l'union des intérêts & des volontés. Enfin, ſa majeſté, ſelon l'uſage obſervé par les rois ſes prédéceſſeurs, s'eſt déterminée à rasſembler autour de ſa demeure les états-généraux du royaume, non pour gêner en aucune manière la liberté de leurs délibérations, mais pour leur conſerver le caractère le plus cher à ſon cœur, celui de conſeil & d'ami. En conſéquence, ſa majeſté a ordonné & ordonne ce qui ſuit :

## A R T I C L E P R E M I E R.

LES lettres de convocation ſeront envoyées aux gouverneurs des différentes provinces du royaume, pour les faire parvenir, dans l'étendue de leurs gouvernemens, aux baillis & ſénéchaux d'épée, à qui elles ſeront adreſſées ou à leurs lieutenans.

## I I.

DANS la vue de faciliter & de ſimplifier les opérations qui

feront ordonnées par le présent règlement, il sera distingué deux classes de bailliages & de sénéchaussées.

Dans la première classe seront compris tous les bailliages & sénéchaussées auxquels sa majesté a jugé que ses lettres de convocation devoient être adressées, conformément à ce qui s'est pratiqué en 1614.

Dans la seconde classe seront compris ceux des bailliages & sénéchaussées qui, n'ayant pas député directement en 1614, ont été jugés par sa majesté devoir encore ne députer que secondairement & conjointement avec les bailliages ou sénéchaussées de la première classe ; & dans l'une & l'autre classe, l'on entendra par bailliages & sénéchaussées tous les sièges auxquels la connoissance des cas royaux est attribuée.

### I I I.

LES bailliages ou sénéchaussées de la première classe seront désignés sous le titre de *bailliages principaux* ou de *sénéchaussées principales*. Ceux de la seconde classe le seront sous celui de *bailliages* ou *sénéchaussées secondaires*.

### I V.

LES bailliages principaux ou sénéchaussées principales, formant la première classe, auront un arrondissement dans lequel les bailliages ou sénéchaussées secondaires, composant la seconde classe, seront compris & répartis, soit à raison de leur proximité des bailliages principaux ou des sénéchaussées principales, soit à raison de leur démembrement de l'ancien ressort desdits bailliages ou sénéchaussées.

### V.

LES bailliages ou sénéchaussées de la seconde classe seront désignés à la suite des bailliages & des sénéchaussées de la première classe dont ils formeront l'arrondissement, dans l'état mentionné ci-après, & qui sera annexé au présent règlement.

## V I.

EN conséquence des distinctions établies par les articles précédens, les lettres de convocation feront adressées aux baillis & sénéchaux des bailliages principaux & des sénéchaussées principales; & lesdits baillis & sénéchaux principaux, ou leurs lieutenans, en enverront des copies collationnées, ainsi que du présent règlement, aux bailliages & sénéchaussées secondaires.

## V I I.

AUSSI-TÔT après la réception des lettres de convocation, les baillis & sénéchaux principaux, ou leurs lieutenans, les feront, sur la réquisition du procureur du roi, publier à l'audience, & enregistrer au greffe de leur siège; & ils feront remplir les formes accoutumées pour leur donner la plus grande publicité.

## V I I I.

LES officiers du siège pourront assister à la publication qui se fera à l'audience, des lettres de convocation; mais ils ne prendront aucune part à tous les actes, jugemens & ordonnances que le bailli ou le sénéchal, ou son lieutenant, ou, en leur absence le premier officier du siège, fera dans le cas de faire & de rendre pour l'exécution desdites lettres. Le procureur du roi aura seul le droit d'assister le bailli ou sénéchal, ou son lieutenant; & il sera tenu, ou l'avocat du roi, en son absence, de faire toutes les réquisitions ou diligences nécessaires pour procurer ladite exécution.

## I X.

LES DITS baillis & sénéchaux principaux, ou leurs lieutenans, feront assigner, à la requête du procureur du roi, les évêques & les abbés, tous les chapitres, corps & communautés, ecclésiastiques rentés, réguliers & séculiers, des deux sexes, & généralement tous les ecclésiastiques possédant bénéfice ou commanderie, & tous les nobles possédant fief dans toute

l'étendue du ressort ordinaire de leur bailliage ou sénéchaussée principal, à l'effet de comparoître à l'assemblée générale du bailliage ou sénéchaussée principal, au jour qui sera indiqué par l'assignation, lequel jour ne pourra être plus tard que le 16 mars prochain.

### X.

EN conséquence, il sera tenu dans chaque chapitre séculier d'hommes une assemblée qui se séparera en deux parties, l'une desquelles, composée des chanoines, nommera un député à raison de dix chanoines présens & au-dessous; deux au-dessus de dix jusqu'à vingt, & ainsi de suite; & l'autre partie, composée de tous les ecclésiastiques engagés dans les ordres, attachés par quelque fonction au service du chapitre, nommera un député à raison de vingt desdits ecclésiastiques présens & au-dessous; deux au-dessus de vingt jusqu'à quarante, & ainsi de suite.

### X I.

Tous les autres corps & communautés ecclésiastiques rentés, réguliers, des deux sexes, ainsi que les chapitres & communautés de filles, ne pourront être représentés que par un seul député ou procureur fondé, pris dans l'ordre ecclésiastique séculier ou régulier.

Les séminaires, collèges & hôpitaux, étant des établissemens publics à la conservation desquels tous les ordres ont un égal intérêt, ne feront point admis à se faire représenter.

### X I I.

Tous les autres ecclésiastiques possédant bénéfice, & tous les nobles possédant fief, seront tenus de se rendre en personne à l'assemblée, ou de se faire représenter par un procureur fondé, pris dans leur ordre.

Dans le cas où quelques-uns desdits ecclésiastiques ou nobles n'auroient point été assignés, ou n'auroient pas reçu l'assignation qui doit leur être donnée au principal manoir de leur bénéfice

ou fief, ils pourront néanmoins se rendre en personne à l'assemblée, ou se faire représenter par des procureurs fondés, en justifiant de leurs titres.

### X I I I.

LES assignations qui seront données aux pairs de France le seront au chef-lieu de leurs pairies, sans que la comparution desdits pairs à la suite des assignations puisse en aucun cas, ni d'aucune manière, porter préjudice aux droits & privilèges de leurs pairies.

### X I V.

LES curés des paroisses, bourgs & communautés des campagnes, éloignés de plus de deux lieues de la ville où se tiendra l'assemblée du bailliage ou sénéchaussée à laquelle ils auront été assignés, ne pourront y comparoître que par des procureurs pris dans l'ordre ecclésiastique, à moins qu'ils n'ayent dans leurs cures un vicaire ou desservant résidant, en état de remplir leurs fonctions; lequel vicaire ou desservant ne pourra quitter la paroisse pendant l'absence du curé.

### X V.

DANS chaque ville, tous les ecclésiastiques engagés dans les ordres & non possédans bénéfice seront tenus de se réunir chez le curé de la paroisse sur laquelle ils se trouveront habitués ou domiciliés; & là, de choisir des députés à raison d'un sur vingt ecclésiastiques présens & au-dessous; deux au-dessus de vingt jusqu'à quarante, & ainsi de suite, non compris le curé, à qui le droit de venir à l'assemblée générale appartient à raison de son bénéfice.

### X V I.

Tous les autres ecclésiastiques engagés dans les ordres, non résidans dans les villes, & tous les nobles non possédans fief, ayant la noblesse acquise & transmissible, âgés de vingt-cinq ans, nés François ou naturalisés, domiciliés dans le

reffort du bailliage , feront tenus , en vertu des publications & affiches des lettres de convocation , de se rendre en personne à l'assemblée des trois états du bailliage ou sénéchaussée , sans pouvoir se faire représenter par procureur.

#### X V I I.

CEUX des ecclésiastiques ou des nobles qui posséderont des bénéfices ou des fiefs situés dans plusieurs bailliages ou sénéchaussées pourront se faire représenter à l'assemblée des trois états de chacun de ces bailliages ou sénéchaussées par un procureur fondé pris dans leur ordre ; mais ils ne pourront avoir qu'un suffrage dans la même assemblée générale de bailliage ou sénéchaussée , quel que soit le nombre des bénéfices ou fiefs qu'ils y possèdent.

#### X V I I I.

LES ecclésiastiques engagés dans les ordres , possédant des fiefs non dépendans de bénéfices , se rangeront dans l'ordre ecclésiastique , s'ils comparoissent en personne ; mais s'ils donnent une procuration , ils seront tenus de la donner à un noble , qui se rangera dans l'ordre de la noblesse.

#### X I X.

LES baillis & commandeurs de l'ordre de Malte seront compris dans l'ordre ecclésiastique. Les novices sans bénéfices seront compris dans l'ordre de la noblesse ; & les servans qui n'ont point fait de vœux , dans l'ordre du tiers-état.

#### X X.

LES femmes possédant divisément , les filles & les veuves , ainsi que les mineurs jouissant de la noblesse , pourvu que lesdites femmes , filles , veuves & mineurs possèdent des fiefs , pourront se faire représenter par des procureurs pris dans l'ordre de la noblesse.

#### X X I.

## X X I.

Tous les députés & procureurs fondés seront tenus d'apporter tous les mémoires & instructions qui leur auront été remis par leurs commettans, & de les présenter lors de la rédaction des cahiers, pour y avoir, tel égard que de raison. Lesdits députés & procureurs fondés ne pourront avoir, lors de ladite rédaction, & dans toute autre délibération, que leur suffrage personnel; mais pour l'élection des députés aux états-généraux, les fondés de procuration des ecclésiastiques possédant bénéfices, & des nobles possédant fiefs, pourront, indépendamment de leur suffrage personnel, avoir deux voix, & ne pourront en avoir davantage, quel que soit le nombre de leurs commettans.

## X X I I.

LES baillis & sénéchaux principaux ou leurs lieutenans feront, à la réquisition du procureur du roi, notifier les lettres de convocation, ainsi que le présent règlement, par un huissier royal, aux officiers municipaux des villes, maires, consuls, syndics, préposés, ou autres officiers des paroisses & communautés de campagne, situées dans l'étendue de leur juridiction pour les cas royaux, avec sommation de faire publier lesdites lettres & ledit règlement au prône des messes paroissiales, & à l'issue desdites messes, à la porte de l'église, dans une assemblée convoquée en la forme accoutumée.

## X X I I I.

LES copies des lettres de convocation, du présent règlement, ainsi que de la sentence du bailli ou sénéchal, seront imprimées & notifiées sur papier non timbré. Tous les procès-verbaux & autres actes relatifs aux assemblées & aux élections, qu'ils soient ou non dans le cas d'être signifiés, seront pareillement rédigés sur papier libre. Le prix de chaque exploit sera fixé à douze sous.

## X X I V.

HUITAINE au plus tard après la notification & publication des lettres de convocation, tous les habitans composant le tiers-état des villes, ainsi que ceux des bourgs, paroisses & communautés de campagne, ayant un rôle séparé d'impositions, seront tenus de s'assembler dans la forme ci-après prescrite, à l'effet de rédiger le cahier de leurs plaintes & doléances, & de nommer des députés pour porter ledit cahier aux lieu & jour qui leur auront été indiqués par l'acte de notification & sommation qu'ils auront reçu.

## X X V.

LES paroisses & communautés, les bourgs, ainsi que les villes non comprises dans l'état annexé au présent règlement, s'assembleront dans le lieu ordinaire des assemblées, & devant le juge du lieu, ou, en son absence, devant tout autre officier public; à laquelle assemblée auront droit d'assister tous les habitans composant le tiers-état, nés François ou naturalisés, âgés de vingt-cinq ans, domiciliés & compris au rôle des impositions, pour concourir à la rédaction des cahiers & à la nomination des députés.

## X X V I.

DANS les villes dénommées en l'état annexé au présent règlement, les habitans s'assembleront d'abord par corporations, à l'effet de quoi les officiers municipaux seront tenus de faire avertir, sans ministère d'huissier, les syndics ou autres officiers principaux de chacune desdites corporations, pour qu'ils aient à convoquer une assemblée générale de tous les membres de leur corporation. Les corporations d'arts & métiers choisiront un député à raison de cent individus & au-dessous, présens à l'assemblée; deux au-dessus de cent; trois au-dessus de deux cents, & ainsi de suite. Les corporations d'arts libéraux, celles des négocians, armateurs, & généralement tous les autres citoyens réunis par l'exercice des mêmes fonctions, & for.



mant des assemblées ou des corps autorisés, nommeront deux députés, à raison de cent & au-dessous; quatre au-dessus de cent; six au-dessus de deux cent, & ainsi de suite.

En cas de difficulté sur l'exécution du présent article, les officiers municipaux en décideront provisoirement, & leur décision sera exécutée, nonobstant opposition ou appel.

## X X V I I.

LES habitans composant le tiers-état desdites villes qui ne se trouveront compris dans aucuns corps, communautés ou corporations s'assembleront à l'hôtel-de-ville au jour qui sera indiqué par les officiers municipaux, & il y sera élu des députés dans la proportion de deux députés pour cent individus & au-dessous, présens à ladite assemblée; quatre au-dessus de cent & au-dessus de deux cents, & toujours en augmentant ainsi dans la même proportion.

## X X V I I I.

Les députés choisis dans ces différentes assemblées particulières se réuniront à l'hôtel-de-ville, & sous la présidence des officiers municipaux, l'assemblée du tiers-état de la ville; dans ladite assemblée ils rédigeront le cahier des plaintes & doléances de ladite ville, & nommeront des députés pour le porter aux lieu & jour qui leur auront été indiqués.

## X X I X.

NULLE autre ville que celle de Paris n'enverra de députés particuliers aux états-généraux, les grandes villes devant en être dédommagées, soit par le plus grand nombre de députés accordé à leur bailliage ou sénéchaussée, à raison de la population desdites villes, soit par l'influence qu'elles feront dans le cas d'avoir sur le choix de ces députés.

## X X X.

CEUX des officiers municipaux qui ne feront pas du tiers-état n'auront dans l'assemblée qu'ils présideront aucune voix,

soit pour la rédaction des cahiers, soit pour l'élection des députés : ils pourront néanmoins être élus ; & il en fera usé de même à l'égard des juges des lieux , ou autres officiers publics qui présideront les assemblées des paroisses ou communautés dans lesquelles ils ne seront pas domiciliés. .

### X X X I.

LE nombre des députés qui seront choisis par les paroisses & communautés de campagne pour porter leurs cahiers sera de deux , à raison de deux cents feux & au-dessous ; de trois au-dessus de deux cents feux ; de quatre au-dessus de trois cents feux , & ainsi de suite. Les villes enverront le nombre de députés fixé par l'état général annexé au présent règlement ; & à l'égard de toutes celles qui ne s'y trouvent pas comprises , le nombre de leurs députés sera fixé à quatre.

### X X X I I.

LES actes que le procureur du roi fera notifier aux officiers municipaux des villes & aux syndics, fabriciens ou autres officiers des bourgs, paroisses & communautés des campagnes, contiendront sommation de se conformer aux dispositions du règlement & de l'ordonnance du bailli ou sénéchal , soit pour la forme de leurs assemblées, soit pour le nombre de députés que lesdites villes & communautés auront à envoyer , suivant l'état annexé au présent règlement, ou d'après ce qui est porté par l'article précédent.

### X X X I I I.

DANS les bailliages principaux ou sénéchaussées principales, auxquels doivent être envoyés des députés du tiers-état des bailliages ou sénéchaussées secondaires, les baillis ou sénéchaux , ou leurs lieutenans en leur absence , seront tenus de convoquer , avant le jour indiqué pour l'assemblée générale, une assemblée préliminaire des députés du tiers-état des villes, bourgs , paroisses & communautés de leur ressort, à l'effet par lesdits députés d'y réduire leurs cahiers en un seul , & de nom-

mer le quart d'entr'eux pour porter ledit cahier à l'assemblée générale des trois-états du bailliage ou sénéchaussée, & pour concourir avec les députés des autres bailliages secondaires tant à la réduction en un seul de tous les cahiers desdits bailliages ou sénéchaussées, qu'à l'élection du nombre de députés aux états-généraux fixé par la lettre du roi.

La réduction au quart ci-dessus ordonnée dans lesdits bailliages principaux & secondaires ne s'opérera pas d'après le nombre des députés présens, mais d'après le nombre de ceux qui auroient dû se rendre à ladite assemblée, afin que l'influence que chaque bailliage doit avoir sur la rédaction des cahiers & l'élection des députés aux états-généraux, à raison de sa population & du nombre des communautés qui en dépendent, ne soit pas diminuée par l'absence de ceux des députés qui ne se feroient pas rendus à l'assemblée.

#### X X X I V.

LA réduction au quart des députés des villes & communautés pour l'élection des députés aux états-généraux, ordonnée par sa majesté dans les bailliages principaux auxquels doivent se réunir les députés d'autres bailliages secondaires, ayant été déterminée par la réunion de deux motifs; l'un, de prévenir des assemblées trop nombreuses dans ces bailliages principaux; l'autre, de diminuer les peines & les frais de voyages plus longs & plus multipliés d'un grand nombre de députés; & ce dernier motif n'existant pas dans les bailliages principaux qui n'ont pas de bailliages secondaires, sa majesté a ordonné que dans lesdits bailliages principaux n'ayant point de bailliages secondaires, l'élection des députés du tiers-état aux états-généraux sera faite immédiatement après la réunion des cahiers de toutes les villes & communautés en un seul, par tous les députés desdites villes & communautés qui s'y seront rendus, à moins que le nombre desdits députés n'excédât celui de deux cents; auquel cas seulement, lesdits députés seront tenus de se réduire audit nombre de deux cents pour l'élection des députés aux états-généraux.

## X X X V.

LES baillis & sénéchaux principaux auxquels sa majesté aura adressé ses lettres de convocation, ou leurs lieutenans, en feront remettre des copies collationnées, ainsi que du règlement y annexé, aux lieutenans des bailliages & sénéchaussées secondaires, compris dans l'arrondissement fixé par l'état annexé au présent règlement, pour être procédé par les lieutenans desdits bailliages & sénéchaussées secondaires, tant à l'enregistrement & à la publication desdites lettres de convocation & dudit règlement, qu'à la convocation des membres du clergé, de la noblesse, pardevant le bailli ou sénéchal principal ou son lieutenant, & du tiers-état, pardevant eux.

## X X X V I.

LES lieutenans des bailliages & sénéchaussées secondaires, auxquels les lettres de convocation auront été adressées par les baillis ou sénéchaux principaux, seront tenus de rendre une ordonnance conforme aux dispositions du présent règlement, en y rappelant le jour fixé par l'ordonnance des baillis ou sénéchaux principaux, pour la tenue de l'assemblée des trois états.

## X X X V I I.

EN conséquence, lesdits lieutenans des bailliages ou sénéchaussées secondaires feront assigner les évêques, abbés, chapitres, corps & communautés, ecclésiastiques rentés, réguliers & séculiers des deux sexes, les prieurs, les curés, les commandeurs, & généralement tous les bénéficiers & tous les nobles possédant fiefs dans l'étendue desdits bailliages ou sénéchaussées secondaires, à l'effet de se rendre à l'assemblée générale des trois états du bailliage ou de la sénéchaussée principale, au jour & lieu fixés par les baillis ou sénéchaux principaux.

## X X X V I I I.

LESDITS lieutenans des bailliages ou sénéchaussées secondaires feront également notifier les lettres de convocation, le

règlement & leur ordonnance aux villes, bourgs, paroisses & communautés situés dans l'étendue de leur juridiction. Les assemblées de ces villes & communautés s'y tiendront dans l'ordre & la forme portés au présent règlement; & il se tiendra devant les lieutenans desdits bailliages ou sénéchaussées secondaires, & au jour par eux fixé, quinzaine au moins avant le jour déterminé pour l'assemblée générale des trois états du bailliage ou sénéchaussée principal, une assemblée préliminaire de tous les députés des villes & communautés de leur ressort, à l'effet de réduire tous leurs cahiers en un seul, & de nommer le quart d'entre eux pour porter ledit cahier à l'assemblée des trois états du bailliage ou sénéchaussée principal, conformément aux lettres de convocation.

## X X X I X.

L'ASSEMBLÉE des trois états du bailliage ou de la sénéchaussée principale sera composée des membres du clergé & de ceux de la noblesse qui s'y seront rendus, soit en conséquence des assignations qui leur auront été particulièrement données, soit en vertu de la connoissance générale acquise par les publications & affiches des lettres de convocation, & des différens députés du tiers-état qui auront été choisis pour assister à ladite assemblée.

Dans les séances, l'ordre du clergé aura la droite, l'ordre de la noblesse occupera la gauche, & celui du tiers sera placé en face. Entend sa majesté que la place que chacun prendra en particulier dans son ordre ne puisse tirer à conséquence dans aucun cas, ne doutant pas que tous ceux qui composeront ces assemblées n'aient les égards & les déférences que l'usage a consacrés pour les rangs, les dignités & l'âge.

## X L.

L'ASSEMBLÉE des trois ordres réunis sera présidée par le bailli ou sénéchal, ou son lieutenant; il sera donné acte aux comparans de leur comparution, & il sera donné défaut contre les non comparans; après quoi il sera passé à la réception du

ferment que feront les membres de l'assemblée, de procéder fidèlement à la rédaction du cahier général & à la nomination des députés. Les ecclésiastiques & les nobles se retireront ensuite dans le lieu qui leur sera indiqué pour tenir leurs assemblées particulières.

#### X L I.

L'ASSEMBLÉE du clergé sera présidée par celui auquel l'ordre de la hiérarchie défère la présidence; celle de la noblesse sera présidée par le bailli ou sénéchal, & en son absence par le président qu'elle aura élu; auquel cas, l'assemblée qui se tiendra pour cette élection sera présidée par le plus avancé en âge. L'assemblée du tiers-état sera présidée par le lieutenant du bailliage ou de la sénéchaussée, & à son défaut par celui qui doit le remplacer. Le clergé & la noblesse nommeront leurs secrétaires; le greffier du bailliage sera secrétaire du tiers.

#### X L I I.

S'IL s'élève quelques difficultés sur la justification des titres & qualités de quelques-uns de ceux qui se présenteront pour être admis dans l'ordre du clergé ou dans celui de la noblesse, les difficultés seront décidées provisoirement par le bailli ou sénéchal, & en son absence par son lieutenant, assisté de quatre ecclésiastiques pour le clergé, & de quatre gentilshommes pour la noblesse, sans que la décision qui interviendra puisse servir ou préjudicier dans aucun autre cas.

#### X L I I I.

CHAQUE ordre rédigera ses cahiers, & nommera ses députés séparément, à moins qu'ils ne préfèrent d'y procéder en commun; auquel cas, le consentement des trois ordres, pris séparément, sera nécessaire.

#### X L I V.

POUR procéder à la rédaction des cahiers, il sera nommé des commissaires qui y vaqueront sans interruption & sans délai;

délai ; & auffi-tôt que leur travail fera fini , les cahiers de chaque ordre feront définitivement arrêtés dans l'assemblée de l'ordre.

## X L V.

LES cahiers feront dressés & rédigés avec le plus de précision & de clarté qu'il fera possible ; & les pouvoirs dont les députés feront munis devront être généraux & suffisans pour proposer , remontrer , aviser & consentir , ainsi qu'il est porté aux lettres de convocation.

## X L V I.

LES élections des députés qui feront successivement choisis pour former les assemblées graduelles ordonnées par le présent règlement seront faites à haute voix ; les députés aux états-généraux seront seuls élus par la voie du scrutin.

## X L V I I.

POUR parvenir à cette dernière élection , il sera d'abord fait choix au scrutin de trois membres de l'assemblée , qui seront chargés d'ouvrir les billets , d'en vérifier le nombre , de compter les voix , & de déclarer le choix de l'assemblée.

Les billets de ce premier scrutin seront déposés par tous les députés successivement dans un vase placé sur une table , au-devant du secrétaire de l'assemblée , & la vérification en sera faite par ledit secrétaire , assisté des trois plus anciens d'âge.

Les trois membres de l'assemblée qui auront eu le plus de voix seront les trois scrutateurs.

Les scrutateurs prendront place devant le bureau , au milieu de la salle de l'assemblée , & ils déposeront d'abord dans le vase à ce préparé leur billet d'élection ; après quoi tous les électeurs viendront pareillement , l'un après l'autre , déposer ostensiblement leurs billets dans ledit vase.

Les électeurs ayant repris leurs places , les scrutateurs procéderont d'abord au compte & recensement des billets ; &

si le nombre s'en trouvoit supérieur à celui des suffrages existant dans l'assemblée, en comptant ceux qui résultent des procurations, il seroit, sur la déclaration des scrutateurs, procédé à l'instant à un nouveau scrutin, & les billets du premier scrutin seroient incontinent brûlés.

Si le même billet portoit plusieurs noms, il seroit rejeté sans recommencer le scrutin; il en seroit usé de même dans le cas où il se trouveroit un ou plusieurs billets qui fussent en blanc.

Le nombre des billets étant ainsi constaté, ils seront ouverts, & les voix seront vérifiées par lesdits scrutateurs à voix basse.

La pluralité sera censée acquise par une seule voix au-dessus de la moitié des suffrages de l'assemblée.

Tous ceux qui auront obtenu cette pluralité seront déclarés élus.

Au défaut de ladite pluralité, on ira une seconde fois au scrutin dans la forme qui vient d'être prescrite; & si le choix de l'assemblée n'est pas encore déterminé par la pluralité, les scrutateurs déclareront les deux sujets qui auront réuni le plus de voix, & ce seront ceux-là seuls qui pourront concourir à l'élection qui sera déterminée par le troisième tour de scrutin; en sorte qu'il ne sera dans aucun cas nécessaire de recourir plus de trois fois au scrutin.

En cas d'égalité parfaite de suffrages entre les concurrens dans le troisième tour de scrutin, le plus ancien d'âge sera élu.

Tous les billets, ainsi que les notes des scrutateurs, seront soigneusement brûlés après chaque tour de scrutin.

Il sera procédé au scrutin autant de fois qu'il y aura de députés à nommer.

#### X L V I I I .

DANS le cas où la même personne auroit été nommée député aux états-généraux par plus d'un bailliage, dans l'ordre du clergé, de la noblesse ou du tiers-état, elle sera obligée d'opter. S'il arrive que le choix du bailliage tombe sur une



personne absente, il fera sur-le-champ procédé dans la même forme à l'élection d'un suppléant pour remplacer ledit député absent, si, à raison de l'option ou de quelque autre empêchement, il ne pouvoit pas accepter la députation.

## X L I X.

TOUTES les élections graduelles des députés, y compris celles des députés aux états-généraux, ainsi que la remise qui leur sera faite, tant des cahiers particuliers que du cahier général, seront constatées par des procès-verbaux qui contiendront leurs pouvoirs.

## L.

MANDE & ordonne sa majesté à tous les baillis & sénéchaux, & à l'officier principal de chacun des bailliages & sénéchaussées compris dans l'état annexé au présent règlement, de procéder à toutes les opérations & à tous les actes prescrits pour parvenir à la nomination des députés, tant aux assemblées particulières qu'aux états-généraux, selon l'ordre desdits bailliages & sénéchaussées, tel qu'il se trouve fixé par ledit état, sans que desdits actes & opérations, ni en général d'aucune des dispositions faites par sa majesté à l'occasion de la convocation des états-généraux, ni d'aucune des expressions employées dans le présent règlement, ou dans les sentences & ordonnances des baillis & sénéchaux principaux qui auront fait passer les lettres de convocation aux officiers des bailliages ou sénéchaussées secondaires, il puisse être induit ni résulter en aucun autre cas aucun changement ou novation dans l'ordre accoutumé de supériorité, infériorité ou égalité desdits bailliages.

## L I.

SA majesté, voulant prévenir tout ce qui pourroit arrêter ou retarder le cours des opérations prescrites pour la convocation des états-généraux, ordonne que toutes les sentences,

ordonnances & décisions qui interviendront sur les citations, les assemblées, les élections, & généralement sur toutes les opérations qui y seront relatives, seront exécutées par provision, nonobstant toutes appellations & oppositions en forme judiciaire, que sa majesté a interdites, sauf aux parties intéressées à se pourvoir pardevant elle, par voie de représentations & par simples mémoires.

FAIT & arrêté par le roi, étant en son conseil, tenu à Versailles le vingt-quatre janvier mil sept cent quatre-vingt-neuf. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, LAURENT DE VILLEDEUIL.

# A R R Ê T

## DU CONSEIL D'ÉTAT DU ROI,

Du 25 Février 1789.

*Extrait des registres du conseil d'état.*

**L**E ROI, informé que dans plusieurs provinces on a cherché & l'on cherche encore à gêner le libre suffrage de ses sujets, en les engageant à adhérer par leurs signatures à des écrits où l'on manifeste différens vœux & diverses opinions sur les instructions qu'il faudroit donner aux représentans de la nation aux états-généraux; & sa majesté considérant que ces instructions ne doivent être discutées & déterminées que dans les assemblées de bailliages où se fera la réduction des cahiers de toutes les communautés, elle ne sauroit tolérer des démarches qui intervertiroient l'ordre établi, & qui, apportant des obstacles à ses vues bienfaisantes, contrarieroiient en même-temps le vœu général de la nation. A quoi voulant pourvoir : oui le rapport, LE ROI ÉTANT EN SON CONSEIL, a ordonné & ordonne ce qui suit :

### A R T I C L E P R E M I E R.

SA majesté casse & annulle toutes les délibérations qui ont été ou qui pourroient être prises, relativement aux états-généraux, ailleurs que dans les communautés & dans les bailliages assemblés selon les formes établies par sa majesté.

### I I.

DÉFEND sa majesté, sous peine de désobéissance, à tous ses sujets indistinctement, de solliciter des signatures &

d'engager d'une ou d'autre manière à adhérer à aucune délibération relative aux états-généraux, laquelle auroit été ou feroit concertée avant les assemblées de bailliages ou communautés, déterminées par le règlement de sa majesté du 24 janvier dernier.

Enjoint sa majesté aux commandans pour son service & aux commissaires départis dans le provinces de son royaume de tenir la main à l'exécution du présent arrêt, lequel sera lu, imprimé, publié & affiché par-tout où besoin sera.

FAIT au conseil d'état du roi, sa majesté y étant, tenu à Versailles le vingt-cinq février mil sept cent quatre-vingt-neuf.  
*Signé* LAURENT DE VILLEDEUIL.

RÈGLEMENT FAIT PAR LE ROI ,  
*Pour l'exécution de ses Lettres de convocation aux  
États - généraux , dans sa bonne ville de Paris &  
dans la Prevôté & Vicomté de Paris.*

Du 28 Mars 1789.

LE ROI, voulant conserver aux citoyens de sa bonne ville de Paris le droit dont ils ont toujours joui de députer directement aux états-généraux, s'est fait rendre compte des difficultés éprouvées lors des précédentes convocations, & que des contestations entre le prévôt de Paris & les prévôt des marchands & échevins viennent de renouveler. Sa majesté a reconnu que les officiers municipaux & la juridiction du châtelet avoient également prétendu au droit de réunir les bourgeois & habitans. Les titres invoqués par le corps de ville, s'il eût été question d'une assemblée de commune, auroient mérité d'être favorablement accueillis ; mais les principes adoptés par sa majesté pour la convocation actuelle des états-généraux ne sont point applicables à une assemblée de ce genre : ces principes établissent une proportion fixe pour le nombre respectif des députés des différens ordres, & ne permettent pas qu'une assemblée composée indistinctement de membres du clergé, de la noblesse & du tiers-état, puisse nommer des députés qui, dans leur qualité de représentans de la commune, ne seroient admissibles aux états-généraux que dans l'ordre du tiers.

Sa majesté n'auroit donc pu attribuer au corps de ville le droit de députer aux états-généraux, qu'autant que les trois ordres auroient eu la faculté de se séparer ; mais ç'eût été détruire son caractère distinctif de commune, & supposer trois intérêts, lorsque sous un pareil rapport il n'en doit exister qu'un seul. Il seroit résulté d'ailleurs de ces dispositions, que

les officiers municipaux auroient exercé un pouvoir & une autorité que la loi n'accorde qu'aux baillis & sénéchaux.

Enfin, sa majesté n'auroit pu, sans exciter de justes réclamations, fixer à l'hôtel-de-ville la rédaction des cahiers du tiers-état & l'élection de ses députés aux états-généraux, tandis que les mêmes opérations seroient faites à la prévôté pour l'ordre du clergé & pour celui de la noblesse, puisque, de cette manière, les trois ordres de la ville du royaume où il se trouve le plus de connoissances & de lumières auroient seuls été privés de l'avantage de pouvoir se réunir pour conférer ensemble, se communiquer leurs cahiers, s'éclairer réciproquement, & concerter tous les moyens capables de préparer les délibérations importantes qui seront soumises aux états-généraux.

Ainsi, l'intérêt des habitans de tous les ordres, & celui du tiers-état en particulier, exigent que sa majesté donne au prévôt de Paris le droit de faire procéder en sa présence, tant à la rédaction des cahiers qu'à l'élection des députés des trois états de la ville de Paris. Et comme la capitale du royaume a fait dans tous les états-généraux, à cause de son excellence & de sa prééminence, un corps à part, sa majesté a voulu que l'assemblée générale de la ville & faubourgs fût séparée de l'assemblée générale de la prévôté & vicomté.

Mais, en modifiant pour cette grande circonstance seulement les droits dont ont joui les prévôt des marchands & échevins, sa majesté leur conservera la prérogative de recevoir d'elle directement des lettres de convocation, de convoquer tout le tiers-état, & de présider au choix des électeurs qui se rendront à la prévôté. Elle y ajoutera, en faveur d'une administration dirigée avec autant de zèle que de sagesse, la faculté de transmettre immédiatement aux états-généraux tout ce qui peut intéresser plus particulièrement les propriétés, les privilèges & les droits de la cité. Elle ordonnera en conséquence que les députés de la ville de Paris élus à la prévôté se rendront, sur l'invitation des prévôt des marchands & échevins, à l'hôtel-de-ville, pour y concourir, avec le corps  
municipal,

municipal, à la rédaction d'un cahier particulier qu'ils seront chargés de porter directement aux états-généraux.

Le roi ne doute pas que les officiers municipaux de sa bonne ville de Paris ne considèrent cette disposition particulière comme une marque de l'attention que sa majesté ne cessera jamais d'apporter à la conservation de leurs droits, & que, pleins de confiance dans sa bienveillance & dans sa protection, ils ne se montrent animés des mêmes sentimens & du même zèle qu'ils ont constamment témoignés pour l'intérêt public, l'avantage de leurs concitoyens & le bien du service du roi.

En conséquence, sa majesté a ordonné & ordonne ce qui suit :

#### A R T I C L E P R E M I E R.

IL sera incessamment envoyé au gouverneur de Paris des lettres de convocation particulières, auxquelles seront annexés le présent règlement & celui du 24 janvier dernier, pour les faire parvenir au prévôt de Paris ou au lieutenant civil, & aux prévôts des marchands & échevins de la ville.

#### I I.

LE prévôt de Paris ou le lieutenant civil sera tenu de convoquer, conformément à ce qui est prescrit par le règlement du 24 janvier dernier, & dans les formes ordinaires du châtelet, tous ceux des trois états de la prévôté & vicomté hors des murs, sans y comprendre les habitans de la ville & faubourgs de Paris, ni même les possédant bénéfices ou fiefs situés dans l'enceinte des murs.

#### I I I.

IL sera également tenu de convoquer dans la forme qui sera approuvée par sa majesté, & à un jour différent de celui qui aura été indiqué pour l'assemblée de la prévôté & vicomté hors des murs, tous les habitans des deux premiers ordres.

#### I V.

LES prévôts des marchands & échevins seront tenus de convoquer tout le tiers-état de la ville & faubourgs, & de

faire procéder au choix de trois cents députés, qui se rendront à l'assemblée générale des habitans de la ville de Paris, au lieu & au jour indiqués par le prévôt de Paris ou le lieutenant civil, pour concourir à la rédaction du cahier & à l'élection des députés chargés de représenter aux états-généraux le tiers-état de ladite ville & faubourgs.

## V.

DANS l'assemblée de la prévôté & vicomté hors des murs, il sera procédé à l'élection de douze députés; savoir, trois de l'ordre du clergé, trois de l'ordre de la noblesse, & six du tiers-état.

## V I.

LES contributions de la ville de Paris, sa population, l'industrie & le commerce de ses habitans, leurs relations nécessaires avec toutes les provinces du royaume, devant lui assurer un nombre de députations proportionné à son importance, à sa richesse & aux ressources qu'offrent en tout genre ses établissemens, il sera procédé, dans l'assemblée générale de ladite ville, à l'élection de quarante députés, dont dix du clergé, dix de la noblesse, & vingt du tiers-état.

## V I I.

ATTENDU l'impossibilité de réunir dans une seule assemblée chacun des ordres qui habitent la ville & les faubourgs de Paris, le prévôt de Paris ou le lieutenant civil, & les prévôts des marchands & échevins remettront incessamment à sa majesté, pour être approuvé par elle, un projet de distribution de différentes assemblées préliminaires, dans lesquelles il sera choisi six cents représentans des trois ordres; savoir, sous l'autorité du prévôt de Paris ou du lieutenant civil, cent cinquante de l'ordre du clergé & cent cinquante de l'ordre de la noblesse; & sous l'autorité des prévôts des marchands & échevins, trois cents du tiers-état.

## V I I I.

ORDONNE sa majesté que le prévôt de Paris & les prévôts



des marchands & échevins se rapprochent , autant qu'il sera possible , des dispositions du règlement du 24 janvier dernier , & qu'ils soient tenus de procéder aux assemblées préliminaires , de manière que l'élection des députés aux états-généraux soit faite au plus tard le 24 avril prochain.

## I X.

LES repréſentans de chaque ordre qui auront été choiſis dans les aſſemblée préliminaires ſeront tenus de ſe rendre au jour & au lieu qui auront été indiqués par le prévôt de Paris ou le lieutenant civil , pour ſon aſſemblée générale de la ville & faubourgs de Paris , & d'y procéder ſéparément ou en commun à la rédaction de leurs cahiers & à l'élection des députés de la ville de Paris aux états-généraux.

## X.

IMMÉDIATEMENT après cette élection , dont il ſera donné connoiſſance aux prévôt des marchands & échevins , ils ſeront tenus de convoquer l'aſſemblée du corps municipal , & d'y inviter les quarante députés de la ville de Paris.

## X I.

DANS cette aſſemblée , il ſera procédé à la rédaction du cahier particulier de l'hôtel-de-ville , qui ſera enſuite remis aux quarante députés pour le porter aux états-généraux.

## X I I.

N'ENTEND ſa majeſté nuire ni préjudicier à autres & plus grands droits du corps municipal , leſquels auront leur plein & entier effet pour tout autre cas & en toute autre circonſtance ; les prévôt des marchands & échevins demeurant autorisés à les faire valoir pour l'avenir , même à l'occaſion d'autres convocations aux états-généraux du royaume.

Fait & arrêté par le roi , étant en ſon conſeil , tenu à Verſailles le vingt - huit mars mil ſept quatre - vingt - neuf.  
*Signé* LOUIS. *Et plus bas*, LAURENT DE VILLEDEUIL.

## RÈGLEMENT FAIT PAR LE ROI,

*En interprétation & exécution de celui du 28 Mars dernier , concernant la convocation des trois États de la ville de Paris.*

Du 13 Avril 1789.

**L**E prévôt de Paris & le lieutenant civil, ainsi que les prévôt des marchands & échevins, ayant présenté au roi, en exécution du règlement du 28 mars dernier, des projets de distribution de différentes assemblées préliminaires, tant pour l'ordre du clergé & pour celui de la noblesse, que pour l'ordre du tiers, sa majesté a reconnu que malgré les soins qui ont été donnés à la division exacte des différens quartiers de Paris entre lesquels les premières assemblées de la noblesse & du tiers-état doivent être partagées, il étoit impossible d'acquérir avec certitude la connoissance du nombre de personnes qui composeront chacune de ces assemblées, & qu'ainsi, en assignant le nombre fixe de représentans que chaque assemblée auroit à choisir, on s'exposeroit à une répartition très-inégale. Sa majesté a donc pensé qu'il étoit plus convenable de proportionner le nombre des représentans à celui des personnes qui seroient convoquées; & que s'il résultoit de cette disposition une obligation de renoncer à une proportion égale pour le nombre respectif des représentans des trois ordres à l'assemblée de la prévôté, proportion qui n'a existé dans aucun bailliage, cet inconvénient seroit compensé par l'accroissement du nombre de ceux qui concourroient à l'élection des députés aux états-généraux, accroissement qui paroît également désiré dans les trois ordres.

Le roi a vu avec satisfaction toutes les précautions prises par le prévôt de Paris & le lieutenant civil, & par les prévôt

des marchands & échevins, pour établir l'ordre dans une opération aussi nouvelle & aussi étendue; & sa majesté espère que les citoyens de sa bonne ville de Paris, apportant dans cette circonstance un esprit sage & de bonnes intentions, faciliteront & accéléreront la dernière des dispositions destinées à préparer l'ouverture des états-généraux, & que leur conduite fera l'augure de cet esprit de conciliation qu'il est si intéressant de voir régner dans une assemblée dont les délibérations doivent assurer le bonheur de la nation, la prospérité de l'état & la gloire du roi.

## A R T I C L E P R E M I E R.

LE règlement du 24 janvier dernier sera exécuté suivant sa forme & teneur, pour la convocation de l'ordre du clergé dans l'intérieur des murs de la ville de Paris; en conséquence, tous les curés de Paris tiendront, dans le lieu qu'ils croiront le plus convenable, le mardi 21 avril, l'assemblée de tous les ecclésiastiques engagés dans les ordres, nés François ou naturalisés, âgés de vingt-cinq ans & domiciliés sur leurs paroisses, qui ne possèdent point de bénéfices dans l'enceinte des murs. Cette assemblée procédera à la nomination d'un secrétaire & au choix de ses représentans, à raison d'un sur vingt présens; deux au-dessus de vingt jusqu'à quarante, & ainsi de suite, non compris le curé, à qui le droit de se rendre à l'assemblée des trois états de la ville de Paris appartient à raison de son bénéfice.

## I I.

LES chapitres séculiers d'hommes tiendront, au plus tard le même jour 21 avril, l'assemblée ordonnée par l'article X du règlement du 24 janvier, & procéderont au choix de leurs représentans dans le nombre déterminé audit article. Tous les autres corps & communautés ecclésiastiques mentionnés en l'article XI dudit règlement feront choix, au plus tard le même jour de leurs fondés de pouvoirs.

## I I I.

Lrs procès-verbaux de nomination des représentans choisis dans les paroisses, ainsi que les actes capitulaires des chapitres & des corps & communautés ecclésiastiques, seront remis le même jour au prévôt de Paris, & par lui déposés au greffe du châtelet, après qu'ils auront servi à l'appel qui sera fait dans l'assemblée des trois états.

## I V.

L'ASSEMBLÉE générale de l'ordre de la noblesse se tiendra le lundi 20 avril; elle sera divisée en vingt parties, suivant les quartiers dont les limites, ainsi que le lieu de l'assemblée, seront déterminés par l'état qui sera annexé à l'ordonnance du prévôt de Paris ou lieutenant civil.

## V.

A chacune des assemblées assistera un magistrat du châtelet, qui aura son suffrage s'il a la noblesse acquise & transmissible. Dès que l'assemblée sera formée, elle se choisira un président; elle pourra aussi nommer un secrétaire, à moins qu'elle ne préfère de se servir pour la rédaction de son procès-verbal du ministère du greffier dont le magistrat du châtelet sera assisté.

## V I.

Tous les nobles possédant fiefs dans l'enceinte des murs seront assignés pour comparoître ou en personne, ou par leurs fondés de pouvoirs, à celle de ces assemblées partielles que présidera le prévôt de Paris, assisté du lieutenant civil & du procureur du roi.

## V I I.

Tous les nobles ayant la noblesse acquise & transmissible, nés François ou naturalisés, âgés de vingt-cinq ans, justifiant de leur domicile à Paris (s'ils sont requis de le faire) par la quittance ou l'avertissement de leur capitation, auront le droit

d'être admis dans l'assemblée déterminée pour le quartier dans lequel ils résident actuellement, & nul ne pourra s'y faire représenter par procureur.

## V I I I.

S'IL s'élève quelque difficulté à raison de la qualité de noble, l'assemblée nommera quatre gentilshommes pour, avec le président qu'elle se fera choisi, assister le magistrat du châtelet qui remplacera le lieutenant civil; la décision qui interviendra sera exécutée par provision, sans pouvoir servir ni préjudicier dans aucun autre cas.

## I X.

EN se présentant pour entrer dans l'assemblée, chacun remettra à la personne préposée à cet effet un carré de papier contenant son nom, sa qualité, le nom de la rue dans laquelle il a son domicile actuel. Ces papiers seront remis au greffier, réunis par lui, & serviront à faire l'appel à haute voix de tous les membres de l'assemblée.

## X.

LE nombre des présens déterminera celui des représentans à nommer, & quand le nombre aura été constaté, on procédera au choix des représentans dans la proportion d'un sur dix; de deux au-dessus de dix jusqu'à vingt, & ainsi de suite. Ils seront choisis parmi les membres de l'assemblée, ou parmi ceux qui, à raison de leur domicile actuel dans le quartier, auroient eu le droit de s'y trouver.

## X I.

LE procès-verbal de l'assemblée contiendra les noms, qualités & demeures des représentans qui auront été choisis; il sera signé par le président, le magistrat du châtelet & le secrétaire ou le greffier, & remis au prévôt de Paris & par lui déposé au greffe du châtelet, quand il aura servi à faire l'appel des représentans de la noblesse de Paris à l'assemblée des trois états.

## X I I.

L'ASSEMBLÉE du tiers-état de la ville de Paris se tiendra le mardi 21 avril ; elle sera divisée en soixante arrondissemens ou quartiers, dont les limites, ainsi que le lieu de l'assemblée, seront déterminés par l'état qui sera annexé au *mandement* des prévôt des marchands & échevins. Les habitans composant le tiers-état, nés François ou naturalisés, âgés de vingt-cinq ans & domiciliés, auront droit d'assister à l'assemblée déterminée pour le quartier dans lequel ils résident actuellement, en remplissant les conditions suivantes, & nul ne pourra s'y faire représenter par procureur.

## X I I I.

POUR être admis dans l'assemblée de son quartier, il faudra pouvoir justifier d'un titre d'office, de grades dans une faculté, d'une commission ou emploi, de lettres de maîtrise, ou enfin de sa quittance ou avertissement de capitation, montant au moins à la somme de six livres en principal.

## X I V.

AVANT d'entrer dans ladite assemblée, chacun sera tenu de remettre à celui qui aura été préposé à cet effet un carré de papier sur lequel il aura écrit ou fait écrire lisiblement son nom, sa qualité, son état ou profession, & le nom de la rue où il a son domicile actuel ; il recevra en échange le billet qui lui servira pour l'élection dont il sera ci-après parlé.

## X V.

Tous les carrés de papier seront réunis par centaine, & remis au sur & mesure au greffier ; ils serviront à faire l'appel à haute voix de toutes les personnes présentes rassemblées, ainsi que de leurs qualités, état & possession.

## X V I.

CHAQUE assemblée sera tenue & présidée par un des officiers du corps municipal, anciens ou actuels, & délégués expressement

expressément à cet effet par le mandement des prévôt des marchands & échevins. Chaque officier sera accompagné d'un greffier ou secrétaire, qui fera les fonctions de secrétaire de l'assemblée.

## X V I I.

L'ASSEMBLÉE commencera ledit jour 21 avril à sept heures du matin, & on y fera admis jusqu'à neuf heures précises que les portes seront fermées. Dès qu'il y aura cent personnes réunies, le président, assisté de quatre notables bourgeois domiciliés depuis plusieurs années dans le quartier, & qu'il aura invités à cet effet, se fera représenter les titres ou la quittance de capitation de ceux qui ne leur seront pas connus, & la décision qui interviendra sera exécutée par provision, sans pouvoir servir ni préjudicier en autre cas.

## X V I I I.

LORSQUE la vérification ci-dessus prescrite aura été achevée, & que les portes auront été fermées, il sera procédé à haute voix à l'appel de tous les membres de l'assemblée, par leurs nom, qualité, état & profession. On comptera le nombre des assistans, & il servira à déterminer le nombre de représentans qui sera choisi dans ladite assemblée : ce nombre sera d'un sur cent présens, de deux au-dessus de cent, de trois au-dessus de deux cents, & ainsi de suite.

## X I X.

QUAND le nombre des représentans à élire aura été déterminé, le président le fera connoître, & annoncera que le choix doit être fait parmi les personnes présentes, ou parmi celles qui, à raison de leur domicile actuel dans le quartier, auroient eu le droit de se trouver à l'assemblée.

## X X.

CHACUN écrira sur le billet qui lui aura été remis en entrant dans l'assemblée autant de noms qu'il doit être choisi de représentans. Le greffier fera l'appel de tous les présens à

haute voix : celui qui aura été appelé se présentera au président & lui remettra son billet ; & quand tous les billets auront été recueillis, le président en fera faire lecture à haute voix. Tous les noms compris dans les billets seront écrits aussi-tôt qu'ils seront proclamés , & ceux qui auront réuni le plus de suffrages seront élus.

## X X I.

LE procès-verbal de l'assemblée contiendra les noms , qualité , état & profession des représentans qui auront été choisis ; il sera signé par le président & le greffier , & remis dans le jour aux prévôt des marchands & échevins.

## X X I I.

Tous les représentans du tiers-état de la ville de Paris se rendront à l'assemblée du corps municipal , qui sera convoquée pour le mercredi 22 avril ; les procès-verbaux faits dans les soixante divisions serviront à en faire l'appel. Il y sera formé une liste de tous lesdits représentans , laquelle sera arrêtée & signée dans la forme usitée à l'hôtel-de-ville , & l'expédition en sera remise aux représentans , qui la déposeront dans le jour au greffe du châtelet , pour servir à l'appel desdits représentans à l'assemblée des trois états.

## X X I I I.

QUOIQUE l'assemblée des trois états de la ville de Paris , composée d'un grand nombre de représentans qui auront obtenu la confiance de leur ordre , donne l'assurance que les cahiers y seront rédigés avec le soin qu'on doit attendre de la réunion des talens , des lumières & du zèle , il sera libre néanmoins à tous ceux qui voudroient présenter des observations ou instructions , de les déposer au châtelet ou à l'hôtel-de-ville , dans le lieu préparé pour les recevoir , & ils seront remis aux commissaires chargés de la rédaction des cahiers.

## X X I V.

L'ASSEMBLÉE des trois états de la ville de Paris se tiendra



le jeudi 23 avril, à huit heures du matin, dans la forme portée au règlement du 24 janvier dernier, & il y sera procédé aux différentes opérations prescrites par ledit règlement.

X X V.

L'UNIVERSITÉ de Paris, ayant joui long-temps de la prérogative d'envoyer des députés aux états-généraux, aura le droit de nommer des représentans qui iront directement à l'assemblée des trois états de la ville de Paris; permet, en conséquence, sa majesté aux quatre facultés qui composent ladite université, de s'assembler dans la forme accoutumée, & de choisir quatre de ses membres, un du clergé, un de la noblesse & deux du tiers-état, qui se rangeront à l'assemblée générale dans leur ordre respectif, & concourront à la rédaction des cahiers & à l'élection des députés aux états-généraux, sans préjudice du droit individuel des membres de ladite université, d'assister à la première assemblée de leur ordre.

X X V I.

ENTEND sa majesté que la place que chacun prendra en particulier dans les assemblées ne puisse tirer à conséquence dans aucun cas; ne doutant pas que ceux qui les composeront n'ayent les égards & les déférences que l'usage a consacré pour les rangs, les dignités & l'âge.

X X V I I.

LE règlement du 24 janvier & celui du 28 mars dernier seront exécutés dans toutes les dispositions auxquelles il n'est pas dérogé par le présent règlement, qui sera adressé au prévôt de Paris ou au lieutenant civil, & aux prévôts des marchands & échevins de Paris, pour être enregistré sur le champ aux greffes du châtelet & de l'hôtel-de-ville, & être exécuté suivant sa forme & teneur.

FAIT & arrêté au conseil d'état du roi, sa majesté y étant, tenu à Versailles le treize avril mil sept cent quatre-vingt-neuf.

*Signé* LAURENT DE VILLEDEUIL.

## RÈGLEMENT FAIT PAR LE ROI,

*Pour accorder une quatrième Députation à la prévôté  
& vicomté de Paris, extrà muros.*

Du 2 Mai 1789.

**L**ES députés de l'assemblée des trois états de la prévôté & vicomté de Paris, *extrà muros*, ont représenté au roi que l'importance, la richesse & la population de cette partie du royaume qui environne la capitale la rendoient susceptible d'un plus grand nombre de députés aux états-généraux que celui fixé par le règlement du 24 janvier dernier; & sa majesté, ayant égard à ces représentations, a ordonné & ordonne que le nombre des députations pour la prévôté & vicomté de Paris, *extrà muros*, fixé à trois par l'état annexé au règlement du 24 janvier, sera porté à quatre, & qu'il sera en conséquence, dans l'assemblée des trois états actuellement tenante, élu quatre députés du clergé, quatre de la noblesse & huit du tiers-état, le tout suivant la forme prescrite par ledit règlement du 24 janvier.

FAIT par le roi étant en son conseil, tenu à Versailles le deux mai mil sept cent quatre-vingt-neuf. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, LAURENT DE VILLEDEUIL.

## RÈGLEMENT FAIT PAR LE ROI,

*Concernant les Suppléans.*

Du 3 Mai 1789.

LE roi a été informé que dans les assemblées de plusieurs bailliages & sénéchaussées il a été nommé des suppléans, autres que ceux dont la nomination étoit autorisée par l'article XLVIII du règlement général du 24 janvier dernier. Sa majesté a remarqué en même-temps que dans quelques assemblées ces nominations ont été faites, tantôt par un seul ordre, tantôt par deux, quelquefois par chacun des trois ordres; que dans d'autres assemblées, un des ordres a nommé un seul suppléant pour les députés de son ordre; qu'ailleurs, on en a nommé autant qu'il y avoit de députés, tandis que dans beaucoup d'assemblées, les ordres se sont exactement conformés aux dispositions du règlement & n'ont point nommé des suppléans. Sa majesté a encore remarqué la même variété dans la mission qui a été donnée aux suppléans; quelques-uns ne doivent remplacer les députés de leur ordre que dans le cas de mort seulement; plusieurs peuvent le faire en cas d'absence, de maladie, ou même d'empêchement quelconque : les uns ont des pouvoirs unis avec les députés qu'ils doivent suppléer; les autres ont des pouvoirs séparés: enfin, plusieurs assemblées ont supplié sa majesté de faire connoître ses intentions à cet égard. Sa majesté, considérant que le peu d'uniformité que l'on a suivi dans ces différentes nominations, établiroit nécessairement une inégalité de représentation & d'influence entre les différens ordres & les différens bailliages, & que la mutation continuelle de députés dans chaque ordre, résultant de la faculté qu'auroient les suppléans d'être admis dans le cas de maladie, d'absence, ou même d'un simple empêchement d'un député, pourroit d'un instant à l'autre troubler l'harmonie des délibérations, en retarder la marche,

& auroit l'inconvénient d'en faire varier sans cesse l'objet & les résultats ; sa majesté a résolu de déterminer la seule circonstance dans laquelle les suppléans pourroient être admis à remplacer aux états - généraux les députés de leur ordre , & elle a pensé qu'il étoit en même-temps de sa justice de pourvoir , dans la même circonstance , au remplacement des députés qui n'ont point de suppléans , afin que tous les bailliages & sénéchaussées jouissent de l'avantage d'être également représentés. En conséquence , le roi a ordonné & ordonne ce qui suit :

#### A R T I C L E R R E M I E R.

LES suppléans qui auront été nommés dans aucun des trois ordres , pour remplacer les députés de leur ordre aux états-généraux , en cas de mort , de maladie , d'absence , ou même d'empêchement quelconque , ne pourront être admis en qualité de députés que dans le cas où le député dont ils ont été nommés suppléans viendrait à décéder.

#### I I.

EN cas de mort d'un des députés auxquels il n'auroit pas été nommé de suppléant , il sera procédé sans délai dans le bailliage dont le député décédé étoit l'un des représentans , à la nomination d'un nouveau député , suivant la forme prescrite par le règlement du 24 janvier dernier ; à l'effet de quoi tous les électeurs de l'ordre auquel appartenait ledit député , & qui avoient concouru immédiatement à son élection , seront rappelés & convoqués pour élire celui qui devra le remplacer.

FAIT par le roi étant en son conseil , tenu à Versailles le trois mai mil sept cent quatre-vingt-neuf. *Signé.* LOUIS. Et plus bas , LAURENT DE VILLEDEUIL.

## RÈGLEMENT FAIT PAR LE ROI,

*Pour le payement des dépenses des assemblées  
de bailliages & sénéchaussées relatives à la  
convocation des États-Généraux.*

Du 30 mai 1789.

## D E P A R L E R O I.

LE ROI, après avoir déterminé par un règlement général, & par plusieurs réglemens particuliers, les formes qui ont dû être suivies dans les assemblées de bailliages ou sénéchaussées, & dans celles des villes & des communautés pour la nomination des députés aux états-généraux, a pensé qu'il seroit de sa justice de pourvoir par un dernier règlement au payement des frais de ces diverses assemblées.

Déjà une partie de ces dépenses a été acquittée sur les revenus des domaines du roi, pour celles d'impression & publication, & sur les deniers communs des villes, pour celles du local des assemblées.

Mais les députés des villes & communautés qui n'ont point été choisis pour les députations aux états-généraux ne sont point encore remboursés de leurs frais de voyages, séjours & retours occasionnés par les mandats dont ils ont dû être chargés.

Le roi a eu avec satisfaction que plusieurs de ces députés, se tenant suffisamment récompensés par l'honneur de la mission qui leur a été confiée, n'ont point requis, & se proposent de ne point réclamer le remboursement de leurs avances.

Mais il peut en être quelques-uns qui, avec le même zèle & la volonté du même désintéressement que doit faire

toujours présumer en eux la confiance publique dont ils ont été dépositaires ; n'auroient pas une fortune qui leur permît le même sacrifice.

Sa majesté a jugé également nécessaire de pourvoir à ce que ces derniers députés soient promptement assurés du remboursement de leurs frais, & que les provinces connoissent, par la publicité de l'état général de ceux qui seroient dus à tous les députés, l'étendue du sacrifice qu'une partie de leurs mandataires auront eu le bonheur de pouvoir faire au soulagement des contribuables.

Le roi s'est occupé en conséquence de déterminer la forme dans laquelle les frais de voyages, séjours & retours des députés des villes & communautés doivent être taxés par les lieutenans généraux de chaque bailliage ou sénéchaussée, & acquittés dans les provinces.

Sa majesté, par cette dernière disposition, aura entièrement satisfait aux vues de justice particulière & locale par lesquelles elle a voulu régler la forme de la convocation des états généraux, & n'aura plus à s'occuper, avec les députés de la nation réunis auprès d'elle, que des grands objets de bien général pour lesquels elle a voulu convoquer cette notable assemblée.

En conséquence, sa majesté a ordonné & ordonne ce qui suit :

#### A R T I C L E P R E M I E R.

IL sera incessamment adressé par les secrétaires d'état des expéditions du présent règlement aux lieutenans généraux de chacun des baillages ou sénéchaussées qui ont été chargés médiatement ou immédiatement de l'exécution des lettres de convocation de sa majesté pour les états-généraux.

#### I I.

EN exécution du présent règlement, & aussi-tôt après sa réception, il sera dressé, par chacun des lieutenans généraux desdits baillages ou sénéchaussées un état, en trois chapitres  
séparés,

séparés, des dépenses auxquelles a donné lieu l'exécution des lettres de convocation dans son ressort.

## I I I.

LE premier chapitre de l'état de frais de chaque bailliage ou sénéchaussée contiendra ceux d'impression & publication faits en exécution des lettres de convocation, sauf la déduction de la portion de ces dépenses qui auroit pu être déjà acquittée sur les revenus des domaines du roi, en exécution d'ordres particuliers de sa majesté; & le roi pourvoira à ce que le surplus ou la totalité, dans les bailliages où il n'en auroit été payé aucune partie, soit acquittée sur les mêmes fonds provenant des revenus de ses domaines.

## I V.

LE second chapitre contiendra les frais qu'ont pu nécessiter les préparatifs & loyers du local des assemblées, & le roi pourvoira à ce que ces dépenses soient acquittées sur les deniers communs des villes, si elles ne l'ont déjà été.

## V.

LE troisième chapitre contiendra la taxe des frais de voyage, séjour & retour de chacun des députés des villes & communautés qui auront composé l'assemblée du tiers-état du bailliage ou sénéchaussée.

## V I.

LES taxes de chaque journée de tous les députés seront faites uniformément, sans distinction de ceux des villes ou des campagnes, & sans autre différence entr'eux que celle du nombre plus ou moins considérable de journées, résultant de la distance des lieux, ou d'un séjour plus ou moins long, nécessité par les affaires de l'assemblée.

Les députés domiciliés dans le lieu même de l'assemblée ne seront taxés que pour les journées qu'ils y auront employées. Les taxes qui pourroient être dues à tous les députés des villes

& communautés du ressort du bailliage feront également comprises dans ce premier état général, soit qu'ils aient ou non requis cette taxe, & quand même ils y auroient expressément renoncé antérieurement. Les lieutenans généraux des bailliages ou sénéchaussées auront soin aussi, dans cet état général, de marquer de quelle généralité dépend chaque paroisse de leur ressort, en cas qu'une partie dépende de généralités différentes.

## V I I.

DANS les bailliges secondaires, les taxes de tous les députés seront comprises dans une seule section, en ayant soin seulement de réunir par des additions particulières les taxes des députés de chaque ville ou communauté, & de ne compter les journées de retour que des seuls députés qui n'auront pas été compris dans le quart destiné à se rendre à l'assemblée du bailliage principal.

## V I I I.

DANS les bailliages principaux qui n'ont point de bailliages secondaires, & dans lesquels les députés des villes & communautés n'auroient pas été réduits au nombre de deux cents, la taxe de voyage, séjour & retour aura lieu pour tous les députés, & fera comprise également en une seule section.

## X I.

DANS les bailliages dans lesquels la réduction des députés à deux cents aura été faite, la taxe des députés sera divisée en deux sections : la première, des députés qui se seront retirés par l'effet de cette réduction ; la seconde, des deux cents députés qui seront demeurés pour l'élection des députés aux états-généraux ; & dont le séjour plus long doit être pris en considération pour leur taxe particulière.

## X.

DANS les bailliages principaux ou sénéchaussées principales, qui ont reçu des députés de bailliages ou sénéchaussées secon-



daïres , le chapitre de la taxe des députés fera pareillement divisé en deux sections.

La première comprendra la taxe des députés des villes & communautés du ressort immédiat du bailliage ou sénéchaussée principal , qui , par l'effet de la réduction au quart , ne seront pas demeurés à l'assemblée générale dudit bailliage ou sénéchaussée principal.

La seconde section , divisée en autant d'articles qu'il aura été reuni de bailliages ou sénéchaussées secondaires à l'assemblée générale du bailliage ou sénéchaussée principal , contiendra la taxe des députés de chaque bailliage ou sénéchaussée qui auront formé l'assemblée générale , depuis leur départ du bailliage ou sénéchaussée secondaire , ou depuis la fin de l'assemblée préliminaire du bailliage ou sénéchaussée principal , jusqu'au jour auquel ils auront pu être rendus chacun dans leur ville ou communauté après la fin de l'assemblée des trois états.

## X I.

D'APRÈS le relevé complet , par les états ci-dessus , de tous les députés des villes & communautés qui se seront rendus à l'assemblée de chaque bailliage ou sénéchaussée , les lieutenans généraux de chacun desdits sièges adresseront aux officiers municipaux , consuls ou syndics de chacune desdites villes ou communautés , un extrait de la fixation de la taxe de leurs députés , avec la distinction de la taxe particulière de chacun d'eux.

## X I I.

LES officiers municipaux , consuls ou syndics , seront tenus de réunir les députés de leur ville ou communauté dans la huitaine de la réception dudit extrait de leurs taxes , en marge duquel chaque député écrira & signera s'il requiert taxe , ou s'il y renonce.

## X I I I.

L'EXTRAIT de taxes des députés de chaque ville ou commu-

nauté, ainsi émarginé par chaque député, sera renvoyé par les officiers municipaux, consuls ou syndics, au lieutenant général du bailliage ou sénéchaussée, dans la huitaine suivante.

#### X I V.

LE lieutenant général du bailliage ou sénéchaussée ajoutera en conséquence à son état général de tous les députés des villes & communautés du ressort médiat ou immédiat du siège, deux colonnes; l'une, des députés qui auront requis leur taxe; l'autre, de ceux qui y auront renoncé.

#### X V.

L'ÉTAT des frais de chaque bailliage ou sénéchaussée, ainsi composé, sera adressé, dans deux mois de la réception du présent règlement au plus tard, par le lieutenant général de chacun desdits sièges, à M. le garde des sceaux.

#### X V I.

APRÈS la réunion de tous lesdits états, sa majesté pourvoira à ce que le montant en soit exactement acquitté; savoir, les dépenses d'impression & publication sur les revenus des domaines; & celle du local des assemblées, sur les deniers communs des villes, comme il a été précédemment ordonné.

Quant aux états des frais des députés, il en fera incessamment adressé des relevés subdivisés par généralités ou pays, aux sieurs intendans & commissaires départis dans chaque province, & aux commissaires intermédiaires de chaque pays d'états ou assemblée provinciale, afin qu'il soit pourvu au remboursement des frais qui auront été réclamés au marc la livre des impositions roturières.

Fait & arrêté par le roi étant en son conseil, tenu à Versailles le trente mai mil sept cent quatre-vingt-neuf. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, LAURENT DE VILLEDEUIL.

## S É A N C E

TENUE PAR LE ROI AUX ÉTATS-GÉNÉRAUX,

*Le 23 juin 1789.*

## DISCOURS DU ROI.

MESSEIERS, je croyois avoir fait tout ce qui étoit en mon pouvoir pour le bien de mes peuples, lorsque j'avois pris la résolution de vous rassembler ; lorsque j'avois surmonté toutes les difficultés dont votre convocation étoit entourée ; lorsque j'étois allé, pour ainsi dire, au-devant des vœux de la nation, en manifestant à l'avance ce que je voulois faire pour son bonheur.

Il sembloit que vous n'aviez qu'à finir mon ouvrage, & la nation attendoit avec impatience le moment où, par le concours des vues bienfaisantes de son souverain & du zèle éclairé de ses représentans, elle alloit jouir des prospérités que cette union devoit lui procurer.

Les états généraux sont ouverts depuis près de deux mois, & ils n'ont point encore pu s'entendre sur les préliminaires de leurs opérations. Une parfaite intelligence auroit dû naître du seul amour de la patrie, & une funeste division jette l'alarme dans tous les esprits. Je veux le croire, & j'aime à le penser, les François ne sont pas changés. Mais pour éviter de faire à aucun de vous des reproches, je considère que le renouvellement des états-généraux, après un si long terme, l'agitation qui l'a précédé, le but de cette convocation si différent de celui qui rassembloit vos ancêtres, les restrictions dans les pouvoirs, & plusieurs autres circonstances, ont dû nécessairement amener des oppositions, des débats & des prétentions exagérées.

Je dois au bien commun de mon royaume, je me dois à moi-même de faire cesser ces funestes divisions. C'est dans cette résolution, messieurs, que je vous rassemble de nouveau autour de moi ; c'est comme le pere commun de tous mes sujets, c'est comme le défenseur des loix de mon royaume, que je viens vous en retracer le véritable esprit, & réprimer les atteintes qui ont pu y être portées.

Mais, messieurs, après avoir établi clairement les droits respectifs des différens ordres, j'attends du zèle pour la patrie des deux premiers ordres, j'attends de leur attachement pour ma personne, j'attends de la connoissance qu'ils ont des maux urgens de l'Etat, que, dans les affaires qui regardent le bien général, ils feront les premiers à proposer une réunion d'avis & de sentimens, que je regarde comme nécessaire dans la crise actuelle, & qui doit opérer le salut de l'Etat.

---

## DÉCLARATION DU ROI,

*Concernant la présente tenue des États - Généraux.*

Du 23 juin 1789.

### ARTICLE PREMIER.

**L**EROI veut que l'ancienne distinction des trois ordres de l'état soit conservée en son entier, comme essentiellement liée à la constitution de son royaume ; que les députés librement élus par chacun des trois ordres, formant trois chambres, délibérant par ordre & pouvant, avec l'approbation du souverain, convenir de délibérer en commun, puissent seuls être considérés comme formant le corps des représentans de la nation. En conséquence, le roi a déclaré nulles les délibérations prises par les députés de l'ordre du tiers-état, le 17 de ce mois, ainsi que

celles qui auroient pu s'ensuivre , comme illégales & inconstitutionnelles.

## I I.

SA majesté déclare valides tous les pouvoirs vérifiés ou à vérifier dans chaque chambre , sur lesquels il ne s'est point élevé ou ne s'élèvera point de contestation : ordonne sa majesté qu'il en sera donné communication respective entre les ordres.

Quant aux pouvoirs qui pourroient être contestés dans chaque ordre , & sur lesquels les parties intéressées se pourvoiroient , il y sera statué pour la présente tenue des états-généraux seulement , ainsi qu'il sera ci-après ordonné.

## I I I.

LE roi casse & annulle , comme anti-constitutionnelles , contraires aux lettres de convocation & opposées à l'intérêt de l'Etat , les restrictions de pouvoir qui , en gênant la liberté des députés aux états-généraux , les empêcheroient d'adopter les formes de délibération prises séparément , par ordre ou en commun , par le vœu distinct des trois ordres.

## I V.

SI , contre l'intention du roi , quelques-uns des députés avoient fait le serment téméraire de ne point s'écarter d'une forme de délibération quelconque , sa majesté laisse à leur conscience de considérer si les dispositions qu'elle va régler s'écarteront de la lettre ou de l'esprit de l'engagement qu'ils auroient pris.

## V.

LE roi permet aux députés qui se croiront gênés par leurs mandats de demander à leurs commettans un nouveau pouvoir ; mais sa majesté leur enjoint de rester en attendant aux états-généraux , pour assister à toutes les délibérations sur les affaires pressantes de l'Etat , & y donner un avis consultatif.

## V I.

SA majesté déclare que dans les tenues suivantes d'états-généraux, elle ne souffrira pas que les cahiers ou les mandats puissent être jamais considérés comme impératifs : ils ne doivent être que de simples instructions confiées à la conscience & à la libre opinion des députés dont on aura fait choix.

## V I I.

SA Majesté ayant exhorté, pour le salut de l'état, les trois ordres à se réunir pendant cette tenue d'états seulement, pour délibérer en commun sur les affaires d'une utilité générale, veut faire connoître ses intentions sur la manière dont il pourra y être procédé.

## V I I I.

SERONT nommément exceptées des affaires qui pourront être traitées en commun, celles qui regardent les droits antiques & constitutionnels des trois ordres, la forme de constitution à donner aux prochains états généraux, les propriétés féodales & seigneuriales, les droits utiles & les prérogatives honorifiques des deux premiers ordres.

## I X.

LE consentement particulier du clergé fera nécessaire pour toutes les dispositions qui pourroient intéresser la religion, la discipline ecclésiastique, le régime des ordres & corps séculiers & réguliers.

## X.

LES délibérations à prendre par les trois ordres réunis sur les pouvoirs contestés, & sur lesquels les parties intéressées  
se

se pourvoiroient aux états-généraux, seront prises à la pluralité des suffrages ; mais si les deux tiers des voix, dans l'un des trois ordres, réclamoient contre la délibération de l'assemblée, l'affaire sera rapportée au roi, pour y être définitivement statué par sa majesté.

## X I.

Si, dans la vue de faciliter la réunion des trois ordres, ils désiroient que les délibérations qu'ils auront à prendre en commun passassent seulement à la pluralité des deux tiers des voix, sa majesté est disposée à autoriser cette forme.

## X I I.

LES affaires qui auront été décidées dans les assemblées des trois ordres réunis seront remises le lendemain en délibération, si cent membres de l'assemblée se réunissent pour en faire la demande.

## X I I I.

LE roi désire que, dans cette circonstance, & pour ramener les esprits à la conciliation, les trois chambres commencent à nommer séparément une commission composée du nombre de députés qu'elles jugeront convenable, pour préparer la forme & la distribution des bureaux de conférences qui devront traiter les différentes affaires.

## X I V.

L'ASSEMBLÉE générale des députés des trois ordres sera présidée par les présidens choisis par chacun des ordres, & selon leur rang ordinaire.

## X V.

LE bon ordre, la décence & la liberté même des suffrages

exigent que sa majesté défende, comme elle le fait expressément, qu'aucunes personnes, autres que les membres des trois ordres composant les états-généraux, puissent assister à leurs délibérations, soit qu'ils les prennent en commun ou séparément.

---

### *D I S C O U R S D U R O I.*

J'AI voulu aussi, messieurs, vous faire remettre sous les yeux les différens bienfaits que j'accorde à mes peuples. Ce n'est pas pour circonscrire votre zèle dans le cercle que je vais tracer; car j'adopterai avec plaisir toute autre vue de bien public qui sera proposée par les états-généraux. Je puis dire, sans me faire illusion, que jamais roi n'en a autant fait pour aucune nation; mais quelle autre peut l'avoir mieux mérité par ses sentimens, que la nation François! Je ne craindrai pas de l'exprimer: ceux qui, par des prétentions exagérées ou par des difficultés hors de propos, retarderoient encore l'effet de mes intentions paternelles, se rendroient indignes d'être regardés comme François.

---

### *D É C L A R A T I O N D E S I N T E N T I O N S D U R O I.*

#### *A R T I C L E P R E M I E R.*

AUCUN nouvel impôt ne sera établi, aucun ancien ne sera prorogé au-delà du terme fixé par les loix, sans le consentement des représentans de la nation.

#### *I I.*

LES impositions nouvelles qui seront établies, ou les anciennes qui seront prorogées, ne le seront que pour l'intervalle qui devra s'écouler jusqu'à l'époque de la tenue suivante des états-généraux.



## I I I.

LES emprunts pouvant devenir l'occasion nécessaire d'un accroissement d'impôt, aucun n'aura lieu sans le consentement des états-généraux, sous la condition toutefois, qu'en cas de guerre ou d'autre danger national, le souverain aura la faculté d'emprunter sans délai jusqu'à la concurrence d'une somme de *cent millions* ; car l'intention formelle du roi est de ne jamais mettre le salut de son empire dans la dépendance de personne.

## I V.

LES états-généraux examineront avec soin la situation des finances, & ils demanderont tous les renseignemens propres à les éclairer parfaitement.

## V.

LE tableau des revenus & des dépenses sera rendu public chaque année, dans une forme proposée par les états-généraux, & approuvée par sa majesté.

## V I.

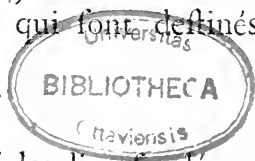
LES sommes attribuées à chaque département seront déterminées d'une manière fixe & invariable, & le roi soumet à cette règle générale, les fonds mêmes qui sont destinés à l'entretien de sa maison.

## V I I.

LE roi veut que, pour assurer cette fixité des diverses dépenses de l'état, il lui soit indiqué par les états-généraux les dispositions propres à remplir ce but ; & sa majesté les adoptera, si elles s'accordent avec la dignité royale & la célérité indispensable du service public.

## V I I I.

LES représentans d'une nation fidèle aux loix de l'honneur &



de la probité ne donneront aucune atteinte à la foi publique, & le roi attend d'eux que la confiance des créanciers de l'état soit assurée & consolidée de la manière la plus authentique.

## I X.

LORSQUE les dispositions formelles annoncées par le clergé & la noblesse, de renoncer à leurs privilèges pécuniaires, auront été réalisées par leurs délibérations, l'intention du roi est de les sanctionner, & qu'il n'existe plus dans le paiement des contributions pécuniaires aucune espèce de privilèges ou de distinctions.

## X.

LE roi veut que pour consacrer une disposition si importante, le nom de *tailles* soit aboli dans son royaume, & qu'on réunisse cet impôt, soit aux vingtièmes, soit à toute autre imposition territoriale, ou qu'il soit enfin remplacé de quelque manière, mais toujours d'après des proportions justes, égales, & sans distinction d'état, de rang & de naissance.

## X I.

LE roi veut que le droit de franc-fief soit aboli du moment où les revenus & les dépenses fixes de l'état auront été mis dans une exacte balance.

## X I I.

TOUTES les propriétés, sans exception, seront constamment respectées, & sa majesté comprend expressément sous le nom de propriétés, les *dîmes*, *cens*, *rentes*, *droits* & *devoirs féodaux* & *seigneuriaux*, & généralement tous les droits & prérogatives utiles ou honorifiques attachés aux terres & aux fiefs, ou appartenant aux personnes.

## X I I I.

LES deux premiers ordres de l'état continueront à jouir de l'exemption des charges personnelles; mais le roi approuvera

que les états-généraux s'occupent des moyens de convertir ces fortes de charges en contributions pécuniaires, & qu'alors tous les ordres de l'état y soient assujettis également.

## X I V.

L'INTENTION de sa majesté est de déterminer, d'après l'avis des états-généraux, quels seront les emplois & les charges qui conserveront à l'avenir le privilège de donner & de transmettre la noblesse. Sa majesté néanmoins, selon le droit inhérent à sa couronne, accordera des lettres de noblesse à ceux de ses sujets qui, par des services rendus au roi & à l'état, se feroient montrés dignes de cette récompense.

## X V.

LE roi, désirant assurer la liberté personnelle de tous les citoyens d'une manière solide & durable, invite les états-généraux à chercher & à lui proposer les moyens les plus convenables de concilier l'abolition des ordres connus sous le nom de *lettres de cachet*, avec le maintien de la sûreté publique & avec les précautions nécessaires soit pour ménager dans certains cas l'honneur des familles, soit pour réprimer avec célérité les commencemens de sédition, soit pour garantir l'état des effets d'une intelligence criminelle avec les puissances étrangères.

## X V I.

LES états-généraux examineront & feront connoître à sa majesté le moyen le plus convenable de concilier la liberté de la presse avec le respect dû à la religion, aux mœurs & à l'honneur des citoyens.

## X V I I.

IL sera établi, dans les diverses provinces ou généralités du royaume, des états provinciaux, composés de deux dixièmes de membres du clergé, dont une partie sera nécessairement choisie dans l'ordre épiscopal; de trois dixièmes de membres de la noblesse, & de cinq dixièmes de membres du tiers-état.

## X V I I I.

LES membres de ces états provinciaux seront librement élus par les ordres respectifs , & une mesure quelconque de propriété sera nécessaire pour être électeur ou éligible.

## X I X.

LES députés à ces états provinciaux délibéreront en commun sur toutes les affaires , suivant l'usage observé dans les assemblées provinciales que ces états remplaceront.

## X X.

UNE commission intermédiaire , choisie par ces états , administrera les affaires de la province pendant l'intervalle d'une tenue à l'autre ; & ces commissions intermédiaires devenant seules responsables de leur gestion , auront pour délégués des personnes choisies uniquement par elles , ou par les états provinciaux.

## X X I.

LES états-généraux proposeront au roi leurs vues pour toutes les autres parties de l'organisation intérieure des états provinciaux , & pour le choix des formes applicables à l'élection des membres de cette assemblée.

## X X I I.

INDÉPENDAMMENT des objets d'administration dont les assemblées provinciales sont chargées , le roi confiera aux états provinciaux l'administration des hôpitaux , des prisons , des dépôts de mendicité , des enfans trouvés , l'inspection des dépenses des villes , la surveillance sur l'entretien des forêts , sur la garde & la vente des bois , & sur d'autres objets qui pourroient être administrés plus utilement par les provinces.

## X X I I I.

LES contestations survenues dans les provinces où il existe d'anciens états , & les réclamations élevées contre la constitution de ces assemblées , devront fixer l'attention des états-généraux ;

& ils feront connoître à sa majesté les dispositions de justice & de sagesse qu'il est convenable d'adopter , pour établir un ordre fixe dans l'administration de ces mêmes provinces.

## X X I V.

LE roi invite les états-généraux à s'occuper de la recherche des moyens propres à tirer le parti le plus avantageux des domaines qui sont dans ses mains , & de lui proposer également leurs vues sur ce qu'il peut y avoir de plus convenable à faire relativement aux domaines engagés.

## X X V.

LES états-généraux s'occuperont du projet conçu depuis long-temps par sa majesté , de porter les douanes aux frontières du royaume , afin que la plus parfaite liberté règne dans la circulation intérieure des marchandises nationales ou étrangères.

## X X V I.

SA majesté désire que les fâcheux effets de l'impôt sur le sel & l'importance de ce revenu soient discutés soigneusement , & que , dans toutes les suppositions , on propose au moins des moyens d'en adoucir la perception.

## X X V I I.

SA majesté veut aussi qu'on examine attentivement les avantages & les inconvéniens des droits d'aides & des autres impôts , mais sans perdre de vue la nécessité absolue d'assurer une exacte balance entre les revenus & les dépenses de l'état.

## X X V I I I.

SELON le vœu que le roi a manifesté par sa déclaration du 23 septembre dernier , sa majesté examinera avec une sérieuse attention les projets qui lui seront présentés relativement à l'administration de la justice , & aux moyens de perfectionner les loix civiles & criminelles.

## X X I X.

LE roi veut que les loix qu'il aura fait promulguer pendant la

tenue & d'après l'avis ou selon le vœu des états-généraux, n'éprouvent pour leur enregistrement & pour leur exécution aucun retardement, ni aucun obstacle dans toute l'étendue de son royaume.

X X X.

SA majesté veut que l'usage de la corvée pour la confection & l'entretien des chemins soit entièrement & pour toujours aboli dans son royaume.

X X X I.

LE roi désire que l'abolition du droit de main-morte, dont sa majesté a donné l'exemple dans ses domaines, soit étendue à toute la France, & qu'il lui soit proposé les moyens de pourvoir à l'indemnité qui pourroit être due aux seigneurs en possession de ce droit.

X X X I I.

SA majesté fera connoître incessamment aux états-généraux les réglemens dont elle s'occupe pour restreindre les capitaineries, & donner encore dans cette partie qui tient de plus près à ses jouissances personnelles un nouveau témoignage de son amour pour ses peuples.

X X X I I I.

LE roi invite les états-généraux à considérer le tirage de la milice sous tous ses rapports, & à s'occuper des moyens de concilier ce qui est dû à la défense de l'état avec les adoucissements que sa majesté désire pouvoir procurer à ses sujets.

X X X I V.

LE roi veut que toutes les dispositions d'ordre public & de bienfaisance envers ses peuples, que sa majesté aura sanctionnées par son autorité pendant la présente tenue des états-généraux, celles entr'autres relatives à la liberté personnelle, à l'égalité des contributions, à l'établissement des états provinciaux, ne puissent jamais être changées sans le consentement des trois ordres pris séparément. Sa majesté les place à l'avance au rang des propriétés nationales, qu'elle veut mettre, comme toutes les autres propriétés, sous la garde la plus assurée.

## X X X V.

SA majesté, après avoir appelé les états-généraux à s'occuper, de concert avec elle, des grands objets d'utilité publique & de tous ce qui peut contribuer au bonheur de son peuple, déclare de la manière la plus expresse qu'elle veut conserver en son entier & sans la moindre atteinte l'institution de l'armée, ainsi que toute autorité, police & pouvoir sur le militaire, tels que les monarques François en ont constamment joui.

*D I S C O U R S D U R O I.*

Vous venez, messieurs, d'entendre le résultat de mes dispositions & de mes vues : elles sont conformes au vif désir que j'ai d'opérer le bien public ; & si, par une fatalité loin de ma pensée, vous m'abandonniez dans une si belle entreprise, seul je ferai le bien mes peuples ; seul, je me considérerai comme leur véritable représentant, & connoissant vos cahiers, connoissant l'accord parfait qui existe entre le vœu le plus général de la nation & mes intentions bienfaisantes, j'aurai toute la confiance que doit inspirer une si rare harmonie, & je marcherai vers le but auquel je veux atteindre avec tout le courage & la fermeté qu'il doit m'inspirer.

Réfléchissez, messieurs, qu'aucun de vos projets, aucune de vos dispositions ne peut avoir force de loi sans mon approbation spéciale. Ainsi je suis le garant naturel de vos droits respectifs, & tous les ordres de l'état peuvent se reposer sur mon équitable impartialité. Toute défiance de votre part seroit une grande injustice. C'est moi jusqu'à présent qui fais tout pour le bonheur de mes peuples, & il est rare, peut-être, que l'unique ambition d'un souverain soit d'obtenir de ses sujets qu'ils s'entendent enfin pour accepter ses bienfaits.

Je vous ordonne, messieurs, de vous séparer tout de suite, & de vous rendre demain matin chacun dans les chambres affectées à votre ordre pour y reprendre vos séances. J'ordonne en conséquence au grand-maitre des cérémonies de faire préparer les salles.

RÈGLEMENT FAIT PAR LE ROI,  
*Concernant les Mandats des députés aux États-  
Généraux.*

Du 27 Juin 1789.

D E P A R L E R O I.

LE roi étant informé que , contre l'esprit & la teneur de ses lettres de convocation, plusieurs députés avoient reçu des pouvoirs impératifs qui ne leur laissoient pas la liberté de suffrage dont doivent essentiellement jouir les membres des états-généraux , sa majesté , par l'article V de sa déclaration du 23 de ce mois , a permis aux députés qui se croiroient gênés par leurs mandats , de demander à leurs commettans un nouveau pouvoir : & sa majesté ayant jugé nécessaire de déterminer la forme dans laquelle sera faite cette demande , elle a ordonné & ordonne ce qui suit :

A R T I C L E P R E M I E R.

CEUX des députés qui se trouveront gênés par leurs mandats, sur la forme de délibérer ou sur les délibérations à prendre aux états-généraux, pourront s'adresser aux baillis ou sénéchaux ou leurs lieutenans , ou en leur absence au plus ancien officier du siège , pour qu'ils aient à convoquer tous les membres de l'ordre auquel lesdits députés appartiennent , & qui auront concouru immédiatement à leur élection.

I I.

LES baillis ou sénéchaux ou leurs lieutenans , en conséquence des demandes qui leur seront formellement adressées par les députés aux états-généraux , rassembleront sans délai ,



& par forme d'invitation seulement, tous les membres de l'ordre qui auront concouru immédiatement à l'élection des députés qui auront formé lesdites demandes; & sur la connoissance qui sera donnée de ces demandes auxdits électeurs ainsi rassemblés, ils prendront les délibérations nécessaires pour donner à leurs députés de nouveaux pouvoirs généraux & suffisans, aux termes des lettres de convocation & sans aucunes limitations, sa majesté les ayant formellement interdites par l'article VI de sa susdite déclaration.

## I I I.

LES baillis ou sénéchaux, ou leurs lieutenans, feront dresser un procès-verbal de ladite assemblée, lequel contiendra la délibération qui aura été prise, & il en sera délivré les expéditions nécessaires aux députés, & envoyé une copie à M. le garde des sceaux, & une autre au secrétaire d'état de la province.

FAIT & arrêté par le roi étant en son conseil, tenu à Versailles le vint-sept juin mil sept cent quatre-vingt-neuf. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, LAURENT DE VILLEDEUIL.

# D É C R E T S

## DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE;

*Des 4, 6, 7, 8 & 11 Août 1789.*

### A R T I C L E P R E M I E R.

L'ASSEMBLÉE nationale détruit entièrement le régime féodal, & décrète que dans les droits & devoirs tant féodaux que censuels, ceux qui tiennent à la main-morte réelle ou personnelle & à la servitude personnelle, & ceux qui les représentent, sont abolis sans indemnité, & tous les autres déclarés rachetables, & le prix & le mode du rachat seront fixés par l'assemblée nationale. Ceux desdits droits qui ne sont point supprimés par ce décret continueront néanmoins à être perçus jusqu'au remboursement.

### I I.

Le droit exclusif des fuies & colombiers est aboli; les pigeons seront enfermés aux époques fixées par les communautés; & durant ce temps, ils seront regardés comme gibier, & chacun aura le droit de les tuer sur son terrain.

### I I I.

Le droit exclusif de la chasse & des garennes ouvertes est pareillement aboli; & tout propriétaire a le droit de détruire & faire détruire seulement sur ses possessions toute espèce de gibier, sauf à se conformer aux loix de police qui pourront être faites relativement à la sûreté publique.

Toutes capitaineries, même royales, & toute réserve de chasse, sous quelque dénomination que ce soit, sont

pareillement abolies, & il sera pourvu, par des moyens compatibles avec le respect dû aux propriétés & à la liberté, à la conservation des plaisirs personnels du roi.

M. le président fera chargé de demander au roi le rappel des galériens & des bannis pour simple fait de chasse; l'élargissement des prisonniers actuellement détenus, & l'abolition des procédures existant à cet égard.

## I V.

TOUTES les justices seigneuriales sont supprimées sans aucune indemnité; & néanmoins les officiers de ces justices continueront leurs fonctions jusqu'à ce qu'il ait été pourvu par l'assemblée nationale à l'établissement d'un nouvel ordre judiciaire.

## V.

LES dîmes de toute nature & les redevances qui en tiennent lieu, sous quelque dénomination qu'elles soient connues & perçues, même par abonnement, *possédées par les corps séculiers & réguliers*, par les bénéficiers, les fabriques & tous gens de main-morte, même par l'ordre de Malte & autres ordres religieux & militaires, même celles qui auroient été abandonnées à des laïcs en remplacement, & pour option de portion congrue, sont abolies, sauf à aviser aux moyens de subvenir d'une autre manière à la dépense du culte divin, à l'entretien des ministres des autels, au soulagement des pauvres, aux réparations & reconstructions des églises & presbytères, & à tous les établissemens, séminaires, écoles, collèges, hôpitaux, communautés & autres, à l'entretien desquels elles sont actuellement affectées.

Et cependant, jusqu'à ce qu'il y ait été pourvu, & que les anciens possesseurs soient entrés en jouissance de leur remplacement, l'assemblée nationale *ordonne* que lesdites dîmes continueront d'être perçues suivant les loix & en la manière accoutumée.

Quant aux autres dîmes, de quelque nature qu'elles soient, elles seront rachetables de la manière qui sera réglée par l'assemblée; & jusqu'au règlement à faire à ce sujet, l'assemblée nationale ordonne que la perception en sera aussi continuée.

## V I.

TOUTES les rentes foncières perpétuelles, soit en nature, soit en argent, de quelque espèce qu'elles soient, quelle que soit leur origine, à quelques personnes qu'elles soient dues, gens de main-morte, domaines apanagistes, ordre de Malte, seront rachetables; les champarts de toute espèce, & sous toute dénomination, le seront pareillement au taux qui sera fixé par l'assemblée. Défenses sont faites de plus à l'avenir créer aucune redevance non remboursable.

## V I I.

LA vénalité des offices de judicature & de municipalité est supprimée dès cet instant. La justice sera rendue gratuitement, & néanmoins les officiers pourvus de ces offices continueront d'exercer leurs fonctions & d'en percevoir les émolumens, jusqu'à ce qu'il ait été pourvu par l'assemblée aux moyens de leur procurer leur remboursement.

## V I I I.

LES droits casuels des curés de campagne sont supprimés, & cesseront d'être payés aussi-tôt qu'il aura été pourvu à l'augmentation des portions congrues & à la pension des vicaires; & il sera fait un règlement pour fixer le sort des curés des villes.

## I X.

LES privilèges pécuniaires personnels ou réels en matière de subsides sont abolis à jamais. La perception se fera sur tous les citoyens & sur tous les biens, de la même manière &

dans la même forme ; & il va être avisé aux moyens d'effectuer le payement proportionnel de toutes les contributions , même pour les six derniers mois de l'année d'impositions courantes.

## X.

UNE constitution nationale & la liberté publique étant plus avantageuses aux provinces que les privilèges dont quelques-unes jouissoient , & dont le sacrifice est nécessaire à l'union intime de toutes les parties de l'empire , il est déclaré que tous les privilèges particuliers des provinces , principautés , pays , cantons , villes & communautés d'habitans , soit pécuniaires , soit de toute autre nature , sont abolis sans retour , & demeureront confondus dans le droit commun de tous les François.

## X I.

Tous les citoyens , sans distinction de naissance , pourront être admis à tous les emplois & dignités ecclésiastiques , civiles & militaires , & nulle profession utile n'emportera dérogeance.

## X I I.

A l'avenir , il ne sera envoyé en cour de Rome , en la vice-légation d'Avignon , en la nonciature de Lucerne , aucuns deniers pour annates ou pour quelqu'autre cause que ce soit ; mais les diocésains s'adresseront à leurs évêques pour toutes les provisions de bénéfices & dispenses , lesquelles seront accordées gratuitement , nonobstant toutes réserves , expectatives & partages de mois , toutes les églises de France devant jouir de la même liberté.

## X I I I.

LES dépôts , droits de côte-morte , dépouilles , *vacat* , droits censaux , deniers de Saint-Pierre & autres de même genre établis en faveur des évêques , archi-diacres , archi-prêtres , chapitres , curés , primitifs & tous autres , sous quelque nom que

ce soit, sont abolis, sauf à pourvoir ainsi qu'il appartiendra à la dotation des archidiaconés & des archiprêtres qui ne seroient pas suffisamment dotés.

## X I V.

LA pluralité des bénéfices n'aura plus lieu à l'avenir, lorsque les revenus du bénéfice ou des bénéfices dont on sera titulaire excéderont la somme de 3000 liv. Il ne sera pas permis non plus de posséder plusieurs pensions sur bénéfices, ou une pension & un bénéfice, si le produit des objets de ce genre que l'on possède déjà excède la même somme de 3000 liv.

## X V.

SUR le compte qui sera rendu à l'assemblée nationale de l'état des pensions, grâces & traitemens, elle s'occupera, de concert avec le roi, de la suppression de ceux qui n'auroient pas été mérités & de la réduction de ceux qui seroient excessifs, sauf à déterminer pour l'avenir une somme dont le roi pourra disposer pour cet objet.

## X V I.

L'ASSEMBLÉE nationale décrète qu'en mémoire des grandes & importantes délibérations qui viennent d'être prises pour le bonheur de la France, une médaille sera frappée, & qu'il sera chanté en action de grâces un *Te Deum* dans toutes les paroisses & églises du royaume.

## X V I I.

L'ASSEMBLÉE nationale proclame solennellement le roi Louis XVI, *restaurateur de la liberté Française*.

## X V I I I.

L'ASSEMBLÉE nationale se rendra en corps auprès du roi, pour présenter à sa majesté l'arrêté qu'elle vient de prendre, lui porter l'hommage de sa plus respectueuse reconnoissance, & la supplier de permettre que le *Te Deum* soit chanté dans sa chapelle, & d'y assister elle-même.

L'ASSEMBLÉE

## X I X.

L'ASSEMBLÉE nationale s'occupera , immédiatement après la constitution , de la rédaction des loix nécessaires pour le développement des principes qu'elle a fixés par le présent arrêté , qui sera incessamment envoyé par MM. les députés dans toutes les provinces , avec le décret du 10 de ce mois ; pour l'un & l'autre y être imprimés , publiés même aux prônes des paroisses , & affichés par-tout où besoin sera.

*Signé* LE CHAPELIER , *président* ; l'abbé STEYES , le comte DE LALLY-TOLLENDAL, FRETEAU, PETION DE VILLENEUVE, l'abbé DE MONTESQUIOU , EMMERY , *secrétaires*.

Le roi ordonne que les susdits arrêtés seront imprimés , pour la publication en être faite dans toute l'étendue de son royaume.

FAIT à Versailles , le vingt-un septembre mil sept cent quatre-vingt-neuf. *Signé* LOUIS. *Et plus bas* , par le roi , DE SAINT-PRIEST.

## RÈGLEMENT FAIT PAR LE ROI,

*Pour la réunion de ses Conseils.*

Du 9 Août 1789.

*Extrait des registres du conseil d'état.*

LE roi ayant reconnu la nécessité de faire régner entre toutes les parties de l'administration cet accord & cette unité si désirables dans tous les temps, & plus nécessaires encore dans les temps difficiles, sa majesté a jugé à propos de réunir au conseil d'état le conseil des dépêches & le conseil royal des finances & du commerce; & pour que les affaires contentieuses, qui étoient portées par les secrétaires d'état au conseil des dépêches, soient à l'avenir vues & discutées dans une forme capable de préserver des variations & des surprises, sa majesté a en même-temps jugé convenable de former, pour ces sortes d'affaires, un comité semblable à celui qui existe pour les affaires contentieuses du département des finances: elle espère trouver dans cet établissement les mêmes avantages & la même utilité que le comité contentieux des finances a constamment procurés depuis son institution.

## A R T I C L E P R E M I E R.

LE conseil des dépêches & le conseil royal des finances & du commerce seront & demeureront réunis au conseil d'état, pour ne former à l'avenir qu'un seul & même conseil, lequel sera composé des personnes que le roi jugera à propos d'y appeler.

## I I.

POUR mettre d'autant plus d'accord dans toutes les parties d'administration, & prévenir l'influence de la faveur ou des prédilections, le roi a ordonné que toutes les nominations aux



charges, emplois ou bénéfices dans l'église, la magistrature, les affaires étrangères, la guerre, la marine, la finance & la maison du roi, seront présentées dorénavant à la décision de sa majesté dans son conseil.

## III.

TOUTES les demandes & affaires contentieuses qui étoient rapportées au conseil des dépêches par les secrétaires d'état seront renvoyées de chaque département à un comité que sa majesté établit sous le titre de *comité contentieux des départemens*.

## IV.

LE comité sera composé de quatre conseillers d'état, & il sera attaché quatre maîtres des requêtes, en qualité de rapporteurs.

## V.

LES avis du comité seront remis au secrétaire d'état du département; & dans le cas où une affaire aura paru d'une nature & d'une importance telle qu'il doive en être rendu un compte particulier au roi, sa majesté appellera à son conseil les conseillers d'état composant ledit comité & le maître des requêtes rapporteur, pour, sur son rapport, être statué par sa majesté.

## VI.

IL en fera usé de même à l'égard du comité contentieux des finances; & sa majesté se réserve en outre d'appeler particulièrement à sondit conseil le contrôleur général de ses finances, toutes les fois que les circonstances pourront l'exiger.

FAIT au conseil d'état du roi, sa majesté y étant, tenu à Versailles le neuf août mil sept cent quatre-vingt-neuf,

Signé DE SAINT-PRIEST.

---

## ORDONNANCE DU ROI,

*Concernant la main-forte à donner par les Troupes ;  
& le serment à prêter par elles.*

---

*Extrait du Décret de l'Assemblée nationale , pour le  
rétablissement de la tranquillité publique.*

Du 10 Août 1789.

« **A**RRÊTE & décrète que toutes les municipalités du royaume,  
» tant dans les villes que dans les campagnes, veilleront au  
» maintien de la tranquillité publique, & que sur leur simple  
» réquisition, les milices nationales, ainsi que les maréchaussées,  
» seront assistées des troupes, à l'effet de poursuivre & d'arrêter  
» les perturbateurs de l'ordre public, de quelque état qu'ils  
» puissent être ;

» Que tous attroupemens séditieux, soit dans les villes,  
» soit dans les campagnes, même sous prétexte de chasse,  
» seront incontinent dissipés par les milices nationales, les  
» maréchaussées & les troupes, sur la simple réquisition des  
» municipalités ;

» Que dans les villes & municipalités des campagnes, ainsi  
» que dans chaque district des grandes villes, il sera dressé un  
» rôle des hommes sans aveu, sans métier ni profession, &  
» sans domicile constant, lesquels seront défarmés ; & que les  
» milices nationales, les maréchaussées & les troupes veilleront  
» particulièrement sur leur conduite ;

» Que toutes les troupes ; savoir, les officiers de tout grade  
» & les soldats, prêteront serment à la nation & au roi, chef  
» de la nation, avec la solemnité la plus auguste ;

» Que les foldats jureront, en présence du régiment entier  
» sous les armes, de ne jamais abandonner leurs drapeaux,  
» d'être fidèles à la nation, au roi & à la loi, & de se confor-  
» mer aux règles de la discipline militaire;

» Que les officiers jureront, à la tête de leurs troupes, en  
» présence des officiers municipaux, de rester fidèles à la  
» nation, au roi & à la loi, & de ne jamais employer ceux  
» qui feront sous leurs ordres contre les citoyens, si ce n'est  
» sur la réquisition des officiers civils ou municipaux, laquelle  
» réquisition sera toujours lue aux troupes assemblées.

» Sa majesté fera suppliée de donner des ordres nécessaires  
» pour la pleine & entière exécution de ce décret. »

En conséquence, le roi a ordonné & ordonne ce qui suit :

## A R T I C L E P R E M I E R.

LES troupes donneront main-forte aux milices nationales & aux maréchaussées, toutes les fois qu'elles en seront requises par les officiers civils ou les officiers municipaux.

### I I.

IL sera prêté par les troupes, ainsi que par les officiers qui les commandent, de quelque grade qu'ils soient, le serment ci-après.

### I I I.

A cet effet, les officiers prêteront leur serment à la tête de leurs troupes, en présence des officiers municipaux.

### I V.

CHAQUE corps de troupes sera assemblé, pour qu'avec la solennité la plus auguste le serment soit prêté par les bas-officiers & soldats sous les armes.

## V.

LE serment des officiers fera : « *Nous jurons de rester fidèles*  
» *à la nation, au roi & à la loi, & de ne jamais employer*  
» *ceux qui seront à nos ordres contre les citoyens, si nous*  
» *n'en sommes requis par les officiers civils ou les officiers*  
» *municipaux.* »

## V I.

LE serment des foldats fera : « *Nous jurons de ne jamais*  
» *abandonner nos drapeaux, d'être fidèles à la nation, au*  
» *roi & à la loi, & de nous conformer aux règles de la discipline*  
» *militaire.* »

MANDE & ordonne sa majesté aux officiers généraux &  
& autres ayant autorité sur ses troupes, ainsi qu'à tous ceux  
qu'il appartiendra, de tenir la main à l'exécution de la présente  
ordonnance.

FAIT à Versailles, le quatorze août mil sept cent quatre  
vingt-neuf. *Signe* LOUIS. *Et plus bas,* LA TOUR-DU-PIN.

## LETTRE DU ROI

*Aux Officiers & aux Soldats de son armée.*

**B**RAVES guerriers, les nouvelles obligations que je vous impose, de concert avec l'assemblée nationale, ne vous feront sûrement aucune peine; vos premiers devoirs sont ceux de citoyens, & ces devoirs seront toujours conformes à l'obéissance que vous me devez, puisque je ne veux jamais employer ma puissance qu'à la protection des loix & à la défense des intérêts de la nation. Les officiers qui commandent mes troupes, quoique certains de toute ma confiance, verront avec plaisir, ainsi que moi, qu'il n'y a aucune incertitude sur le moment où le concours de la force militaire est nécessaire au maintien de l'ordre public.

Le plus grand service que je puis attendre en cet instant de mon armée, c'est de se réunir avec zèle à tous les bons citoyens pour repousser les brigands qui, non contents de jeter le désordre dans mon royaume, essayent de pervertir l'esprit de mes bons & fidèles sujets, pour venir à bout de les associer à leurs violences ou à leurs perfides desseins.

L'honneur doit faire sans doute une partie essentielle de la récompense des guerriers, & tel est le sentiment que mes troupes ont toujours montré; mais je n'ai pas moins désiré d'améliorer le sort des soldats. J'ai commencé à le faire dès l'année dernière, malgré la situation de mes finances, & j'espère que le rétablissement de l'ordre me fournira dans peu de temps le moyen de remplir entièrement mes vœux. Je vois avec une véritable satisfaction que tous les députés à l'assemblée nationale partagent ce sentiment.

J'ai donné ordre au ministre de la guerre de s'occuper de toutes les parties de la discipline militaire qui peuvent

exiger des changemens raisonnables , & de concilier , autant qu'il est possible , le vœu des troupes avec le bien du service.

Je désire sincèrement de prouver aux officiers & aux soldats de mon armée que j'attache un grand prix à leur affection; je ne crains point de la leur demander au nom des sentimens que j'ai toujours eus pour eux , & au nom , s'il le faut , de mes ancêtres , que les vôtres , depuis tant de siècles & au milieu de tous les dangers , n'ont jamais cessé d'environner. Comptez donc sur ma bienveillance , comme je compterai toujours sur votre fidélité. LOUIS.

*L'original est déposé aux archives de la guerre.*

LA TOUR-DU-PIN.

# DÉCLARATION DU ROI,

*Concernant un Emprunt de trente millions.*

Donnée à Versailles, le 12 Août 1789.

**L**E roi ayant fait connoître à l'assemblée nationale le besoin pressant d'un emprunt de *trente millions*, l'assemblée nationale a délibéré cet emprunt par le décret suivant :

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Nationale.*

Du dimanche 9 Août 1789.

L'ASSEMBLÉE nationale, informée des besoins urgents de l'état, décrète un emprunt de *trente millions* aux conditions suivantes :

## A R T I C L E   P R E M I E R.

L'INTÉRÊT sera à quatre & demi pour cent sans aucune retenue.

### I I.

LA jouissance des intérêts appartiendra aux prêteurs, à commencer du jour auquel ils auront porté leurs deniers.

### I I I.

LE premier paiement des intérêts se fera le premier janvier 1790 ; & les autres payemens se feront ensuite tous les six mois par l'administrateur du trésor public.

## I V.

IL fera délivré à chaque prêteur des quittances de finance au porteur , avec promesse de passer contrat , conformément au modèle ci-après.

## V.

AUCUNE quittance ne pourra être passée au-dessous de *mille livres*.

*Signé* LE CHAPELIER , président ; l'abbé SYEYES , LALLY-TOLLENDAL , FRÉTEAU , PETION DE VILLENEUVE , l'abbé DE MONTESQUIOU , EMMERY , secrétaires.

En conséquence , sa majesté autorise le sieur Duruey , administrateur du trésor royal , chargé de la recette & des caisses , à recevoir les fonds des personnes de tout pays & de tout état qui voudront s'intéresser dans cet emprunt , aux clauses & conditions énoncées dans le décret ci-dessus transcrit : & feront , sur la présente déclaration , toutes lettres-patentes nécessaires expédiées. FAIT à Versailles, le douze août mil sept cent quatre-vint-neuf. *Signé* LOUIS. *Et plus bas* , par le roi. *Signé* LE COMTE DE SAINT-PRIEST.



A O U T 1789.

123

MODÈLE DE LA QUITTANCE DE FINANCE.

EMPRUNT NATIONAL DE TRENTE MILLIONS,  
par Décret du mois d'Août 1789.

TRÉSOR ROY

EXERCICE 1789

N.º

N.º

**J**E, JOSEPH DURUEY, conseiller d'état, administrateur du trésor royal, chargé de la recette & des caisses, confesse avoir reçu comptant du porteur la somme de

faisant partie de l'emprunt national de trente millions de livres, du mois d'août 1789, avec faculté, au choix du porteur, de faire passer un contrat de constitution de la somme portée en la présente quittance, & de jouir des intérêts, conformément à ce qui est ordonné. De laquelle somme je promets compter & l'employer au fait de ma charge.

FAIT à Paris, le

*Quittance de l'administrateur du trésor royal, chargé de la recette des caisses.*

Signé **DURUEY.**

M.º

Notaire.

Nota. Il sera remis des coupons d'intérêt payables de mois en six mois, à ceux qui désireront garder les quittances de finance au porteur.

## DÉCLARATION DU ROI,

*Pour le rétablissement de l'ordre & de la tranquillité  
dans son Royaume.*

Donnée à Versailles, le 14 Août 1789.

**L**ES désordres occasionnés dans presque toutes les provinces du royaume par des personnes mal intentionnées ont sensiblement affligé le cœur paternel du roi. Pour en arrêter les funestes progrès, & par l'effet de sa confiance dans les représentans de la nation, sa majesté a déposé ses peines & son inquiétude dans le sein de l'assemblée nationale, qui, animée du même esprit, a pris la délibération suivante, en suppliant sa majesté de donner des ordres nécessaires pour la pleine & entière exécution de son décret.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Nationale.*

Du 10 Août 1789.

### ARRÊTE ET DÉCRÈTE :

QUE toutes les municipalités du royaume, tant dans les villes que dans les campagnes, veilleront au maintien de la tranquillité publique; & que sur leur simple réquisition, les milices nationales, ainsi que les maréchaussées, seront assistées des troupes, à l'effet de poursuivre & d'arrêter les perturbateurs du repos public, de quelqu'état qu'ils puissent être;

Que les personnes arrêtées seront remises aux tribunaux de justice & interrogées incontinent, & que procès leur sera fait; mais qu'il sera sursis au jugement & à l'exécution à l'égard de ceux qui seront prévenus d'être les auteurs des fausses alarmes

& les instigateurs des pillages & violences, soit sur les biens soit sur les personnes; & que cependant copies des informations, des interrogatoires & autres procédures, seront successivement adressées à l'assemblée nationale, afin que sur l'examen & la comparaison de preuves rassemblées des différens lieux du royaume, elle puisse remonter à la source des désordres, & pourvoir à ce que les chefs de ces complots soient soumis à des peines exemplaires qui répriment efficacement de pareils attentats;

Que tous attroupemens féditieux, soit dans les villes, soit dans les campagnes, même sous prétexte de chasse, seront incontinent dissipés par les milices nationales, les maréchaussées & les troupes, sur la simple réquisition des municipalités.

Que dans les villes & municipalités des campagnes, ainsi que dans chaque district des grandes villes, il sera dressé un rôle des hommes sans aveu, métier ni profession, & sans domicile constant, lesquels seront dénoncés; & que les milices nationales, les maréchaussées & les troupes veilleront particulièrement sur leur conduite;

Que toutes les milices nationales prêteront serment entre les mains de leur commandant, de bien & fidèlement servir, pour le maintien de la paix, pour la défense des citoyens & contre les perturbateurs du repos public; & que toutes les troupes, savoir: les officiers de tout grade & soldats, prêteront serment à la nation & au roi, chef de la nation, avec la solennité la plus auguste; que les soldats jureront, en présence du régiment entier sous les armes, de ne jamais abandonner leurs drapeaux, d'être fidèles à la nation, au roi & à la loi, & de se conformer aux règles de la discipline militaire;

Que les officiers jureront, en présence des officiers municipaux, à la tête de leurs troupes, de rester fidèles à la nation, au roi & à la loi, & de ne jamais employer ceux qui seront sous leurs ordres contre les citoyens, si ce n'est sur la réquisition des officiers civils ou municipaux, laquelle réquisition sera toujours lue aux troupes assemblées;

Que les curés des villes & des campagnes feront lecture du présent arrêté à leurs paroissiens réunis dans l'église, & qu'ils emploieront, avec tout le zèle dont ils ont constamment donné des preuves, l'influence de leur ministère, pour rétablir la paix & la tranquillité publique, & pour ramener tous les citoyens à l'ordre & à l'obéissance qu'ils doivent aux autorités légitimes. *Signé* LE CHAPELLIER, *président*; l'abbé SYEYES, LALLY-TOLLENDAL, FRÉTEAU, PÉTION DE VILLENEUVE, l'abbé DE MONTESQUIOU, EMMERY, *secrétaires*.

Le roi, persuadé que l'exécution des mesures délibérées par l'assemblée nationale & le concours de tous les moyens rendront enfin la force aux loix, l'activité aux tribunaux, la sécurité aux citoyens, le calme & la tranquillité à tous ses sujets, mande & ordonne à tous les gouverneurs & commandans dans ses provinces, à tous officiers civils & municipaux, chacun en ce qui les concerne, d'exécuter & faire exécuter les dispositions ci-dessus prescrites; & seront sur la présente déclaration toutes lettres nécessaires expédiées.

Fait à Versailles, le quatorze août mil sept cent quatre-vingt-neuf. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, par le roi. *Signé* le comte DE SAINT-PRIEST.

## DÉCLARATION DU ROI,

*Concernant un emprunt national de Quatre-vingts millions, payables moitié en argent, moitié en effets royaux.*

Donnée à Versailles, le 28 Août 1789.

LE roi ayant fait connoître à l'assemblée nationale les raisons qui doivent l'engager à substituer un autre emprunt à celui qu'elle avoit déterminé le 9 de ce mois, & lui ayant proposé d'adopter par préférence un emprunt de quatre-vingts millions, portant cinq pour cent d'intérêt, remboursables en dix années, & dont la moitié de la mise seroit payée en effets royaux; l'assemblée nationale a délibéré cet emprunt par le décret suivant :

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Nationale.*

Du jeudi 27 Août 1789.

L'ASSEMBLÉE nationale, délibérant sur les propositions qui lui ont été faites au nom du roi, par le premier ministre des finances, déclare l'emprunt de trente millions fermé; décrète l'emprunt de quatre-vingts millions, moitié en argent, moitié en effets publics, tel qu'il a été proposé par le premier ministre des finances; elle en laisse le mode au pouvoir exécutif. L'assemblée renouvelle & confirme ses arrêtés des 17 juin & 13 juillet, par lesquels elle a mis les créanciers de l'état sous la sauve-garde de l'honneur & de la loyauté Française; en conséquence, elle déclare que dans aucun cas & sous aucun prétexte, il ne pourra être fait de nouvelles retenues ni réductions quelconques sur aucune partie de la dette publique.

*Signé* STANISLAS DE CLERMONT - TONNERRE, *président*;  
FRUITEAU, PÉTION DE VILLENEUVE, EMMERY, l'évêque  
D'AUTUN, le comte DE MONTMORENCY, l'abbé DE BARMOND,  
*secrétaires*.

Sa majesté approuvant dans tous les points la délibération & le décret de l'assemblée nationale, a ordonné & ordonne ce qui suit :

#### A R T I C L E P R E M I E R.

IL fera ouvert au trésor royal un emprunt national de quatre-vingts millions, & le sieur Duruey, administrateur chargé de la recette & des caisses, est autorisé à recevoir les fonds des personnes de tout état & de tout pays qui voudront s'y intéresser, & leur en délivrera des quittances de finance au porteur, avec promesse de les convertir en contrats à la volonté des prêteurs.

#### I I.

LES quittances de finance ou les contrats dans lesquels les porteurs seront libres de les convertir, porteront un intérêt de cinq pour cent, dont la jouissance courra du premier jour du quartier dans lequel on aura fait le paiement; & pour cet effet, les quittances de finance qui ne seront pas converties en contrats seront garnies de coupons d'intérêt, payables à bureau ouvert & sans distinction de numéros, au trésor royal, de six en six mois, à commencer du premier janvier prochain.

#### I I I.

ON payera au trésor royal, en argent comptant, la moitié du capital pour lequel on voudra s'intéresser dans l'emprunt, & l'on fournira pour l'autre moitié les effets royaux au porteur de toute nature, & les contrats échus en remboursement; les capitaux seront reçus en compte à raison du denier vingt des intérêts, exempts de retenue, qui y sont attachés.

#### I V.

## I V.

AINSI, pour acquérir, par exemple, une quittance de finance de *mille livres*, il faudra donner cinq cents livres pour la moitié en argent comptant; & pour l'autre moitié, un capital de cinq cents livres en effets à cinq pour cent sans retenue, ou un capital de six cent vingt-cinq livres à quatre pour cent; & dans ces mêmes proportions pour les effets dont les intérêts sont sujets à des retenues.

## V.

LES reconnoissances fournies par le trésor royal à ceux qui se sont intéressés à l'emprunt national de trente millions, seront reçues dans cet emprunt-ci comme argent comptant.

## V I.

LES quittances de finance qui seront délivrées, & les contrats qui seront constitués, seront numérotés à l'effet du remboursement ci-après énoncé.

## V I I.

CE remboursement fera d'un dixième, soit de huit millions chaque année: le premier tirage se fera dans les premiers jours de décembre de l'année prochaine, & les autres successivement d'année en année à la même époque.

## V I I I.

LES intérêts qui pourront être dûs sur les effets qu'on donnera en paiement seront alloués comme comptant jusqu'au jour où l'intérêt du présent emprunt commencera à courir; & quant aux effets dont l'intérêt auroit été payé d'avance, les prêteurs seront obligés de restituer lesdits intérêts depuis le jour où l'intérêt du présent emprunt commencera à courir à leur profit jusqu'à l'échéance des susdits effets.

## I X.

LES effets & contrats qui seront fournis pour moitié dudit emprunt seront constatés par un procès-verbal qui sera dressé par deux commissaires de notre chambre des comptes, que nous nommerons à cet effet; & lorsque l'emprunt sera rempli, les effets au porteur seront par eux incendiés, & le procès-verbal qu'ils en dresseront sera rapporté par ledit sieur Duruey, avec les contrats éteints dans la forme ordinaire, pour justifier des recettes & dépenses dudit emprunt.

Et seront sur la présente déclaration toutes lettres-patentes nécessaires expédiées.

Fait à Versailles, le vingt-huit août mil sept cent quatre-vingt-neuf. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, par le roi. *Signé* LE comte DE SAINT-PRIEST.



# A R R Ê T

## DU CONSEIL D'ÉTAT DU ROI,

*Portant autorisation aux Directeurs des monnoies de recevoir la Vaisfelle qui sera portée librement aux Hôtels des monnoies.*

Du 20 Septembre 1789.

*Extrait des registres du conseil d'état.*

LE ROI est informé que les effets de la rareté excessive du numéraire se font sentir chaque jour davantage. Cette rareté est due aux retards éprouvés dans le recouvrement des impôts, lesquels se payent généralement en argent effectif. Elle est due encore au resserrement qu'excite une défiance exagérée; à la réduction des placemens que les capitalistes étrangers faisoient habituellement en France; à la diminution du commerce d'exportation, & aux achats considérables de blés faits au dehors; enfin, elle est encore occasionnée, & par l'émigration d'un nombre infini de François qui attirent des fonds hors du royaume pour acquitter leurs dépenses, & par la diminution du nombre des voyageurs étrangers que nos troubles intérieurs ont éloignés de France. Ce sont toutes ces causes qui rendent le numéraire effectif tellement rare à Paris & dans les provinces, que l'on est, depuis quelque temps, embarrassé de pourvoir aux dépenses qui doivent se faire nécessairement en argent réel, telles que le prêt des troupes & d'autres objets. Sa majesté, journellement instruite de ces difficultés, a fait remettre à la monnoie toute la partie de sa vaisfelle dont la fonte, en raison du haut prix de la main-d'œuvre, n'occasionneroit pas une trop grande perte. La reine a pris la même détermination; les

ministres ont suivi ces exemples, & le roi est instruit que diverses personnes sont disposées à donner, dans cette circonstance, des marques de leur intérêt au soulagement des finances. En conséquence, oui le rapport, le roi étant en son conseil, a autorisé les directeurs des monnoies à recevoir la vaisselle & les bijoux d'or & d'argent qui leur seront présentés, dont ils donneront des récépissés, contenant la nature & le poids de ces objets. Ces récépissés seront visés par les contrôleurs-contre-gardes, & ils seront remboursables au prix & de la manière qui seront incessamment fixés, d'après le vœu de l'assemblée nationale.

Les vaisselles & bijoux qui auront été portés aux hôtels des monnoies, tant à Paris que dans les provinces, seront sur-le-champ convertis en espèces qui seront versées immédiatement au trésor royal, ou qui resteront à sa disposition; & il sera tenu par les directeurs un double registre des noms des personnes qui auront donné, dans cette occasion, des preuves de leur zèle, l'un desquels registres sera envoyé au premier ministre des finances, pour le mettre sous les yeux de sa majesté.

FAIT au conseil d'état du roi, sa majesté y étant, tenu à Versailles le vingt septembre mil sept cent quatre-vingt-neuf.

*Signé* DE SAINT-PRIEST.

# A R R Ê T

## DU CONSEIL D'ÉTAT DU ROI,

*Portant sanction des Décrets de l'Assemblée Nationale, des 29 août & 18 Septembre 1789, pour ordonner la libre circulation des grains dans l'intérieur, & en défendre provisoirement l'exportation hors du Royaume.*

Du 21 Septembre 1789.

*Extrait des registres du conseil d'état.*

Vu par le roi étant en son conseil le décret de l'assemblée nationale, du 29 août dernier, dont la teneur suit :

» L'assemblée nationale a décrété que la vente & circulation  
» des grains & farines seront libres dans toute l'étendue du  
» royaume;

» Que ceux qui feront transporter des grains ou farines par  
» mer seront tenus de faire leur déclaration exacte pardevant  
» la municipalité du lieu du départ & du chargement, & de  
» justifier de leur arrivée & de leur déchargement au lieu de  
» leur destination, par un certificat de la municipalité desdits  
» lieux;

» Que l'exportation à l'étranger est & demeurera provisoirement défendue.» *Signé* STANISLAS DE CLERMONT-TONNERRE, *président*; EMMERY, PÉTION DE VILLENEUVE, FRÉTEAU, l'abbé DE BARMOND, l'évêque D'AUTUN, le comte DE MONTMORENCY, *secrétaires.*

Vu pareillement le décret du 18 de ce mois, dont la teneur suit :

» L'assemblée nationale convaincue, d'après le rapport qui  
» lui a été fait par le comité des subsistances, que la sûreté du  
» peuple, relativement aux besoins de première nécessité, & sa  
» sécurité à cet égard, si nécessaire à l'entier rétablissement de  
» la tranquillité publique, sont essentiellement attachées en ce  
» moment à une exécution rigoureuse de son décret du 29 août  
» dernier, a décrété & décrète :

» 1°. Que toute exportation de grains & farines à l'étranger,  
» & toute opposition à leur vente & libre circulation dans  
» l'intérieur du royaume, seront considérées comme des atten-  
» tats contre la sûreté & la sécurité du peuple ; & qu'en  
» conséquence, ceux qui s'en rendront coupables seront pour-  
» suivis extraordinairement devant les juges ordinaires des lieux,  
» comme perturbateurs de l'ordre public ;

» 2°. Que ceux qui feront transporter des grains & farines  
» dans l'étendue de trois lieues des frontières du royaume, autres  
» néanmoins que les frontières maritimes, seront assujétis aux  
» formalités prescrites pour les transports par mer, par l'article II  
» du décret du 29 août dernier ;

» 3°. Que dans l'un & l'autre cas, on fera tenu de donner  
» bonne & suffisante caution devant les officiers municipaux du  
» lieu du départ, de rapporter le certificat de déclaration, signé  
» & visé des officiers municipaux des lieux de la destination &  
» déchargement ; lesquels certificats & déclarations seront  
» délivrés sans frais ; & que, faute de rapporter lesdits certificats  
» & déclarations dans tel délai qui sera fixé par les officiers  
» municipaux des lieux du départ, suivant l'éloignement des  
» lieux du déchargement, il sera prononcé contre les contre-  
» venans, par les juges ordinaires, une amende égale à la valeur  
» des grains & farines déclarés ;

» 4°. Que ceux qui contreviendront à l'article II du décret  
» du 29 août & à l'article III ci-dessus encourront la peine  
» de la saisie des grains & farines & de leur confiscation, les  
» frais de saisie & de vente prélevés au profit des hôpitaux des

» lieux ; & fera, au surplus, la connoissance des contraventions  
» prévues par les deux articles ci-dessus attribuée aux juges  
» ordinaires, lesquels y statueront sommairement & sans  
» frais ;

» 5°. Que néanmoins ceux qui auront importé dans le  
» royaume des blés venant de l'étranger, & qui en auront  
» fait constater l'introduction, la quantité, la qualité & le  
» dépôt, par les municipalités des lieux, auront la liberté de les  
» exporter, si bon leur semble, en se conformant aux règles &  
» formalités établies pour les entrepôts.

» Sera sa majesté suppliée de donner les ordres nécessaires  
» pour la pleine & entière exécution du présent décret & de  
» celui du 29 août dernier, dans toutes les villes & municipalités,  
» paroisses & tribunaux du royaume, & d'enjoindre très-  
» expressement à tous les officiers de police, municipaux &  
» autres, de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer  
» au commerce intérieur des grains & farines la liberté, sûreté  
» & protection, & de requérir les milices nationales, les maré-  
» chaussées, & même au besoin les autres troupes militaires,  
» pour prêter main-forte à l'exécution de ces mesures.

» L'assemblée a chargé son président de présenter incessam-  
» ment au roi ce décret, en le suppliant de le revêtir de sa  
» sanction. » *Signe* STANISLAS DE CLERMONT-TONNERRE,  
*président* ; DESCHAMPS, l'abbé D'EYMARD, REDON, le  
vicomte DE MIRABEAU, HENRY DE LONGUEVE, &  
DEMEUNIER, *secrétaires*.

LE ROI ÉTANT EN SON CONSEIL, a sanctionné lesdits  
décrets, pour être exécutés suivant leur forme & teneur :  
enjoint, en conséquence, aux municipalités, aux différens tri-  
bunaux, aux commandans de ses troupes, à ceux des milices  
nationales, à ceux des maréchaussées, & à tous autres qu'il  
appartiendra, de veiller & de concourir à l'exécution desdits  
décrets. Et feront sur le présent arrêt toutes lettres nécessaires  
expédiées.

FAIT au conseil d'état du roi, sa majesté y étant, tenu à  
Versailles le vingt-un septembre mil sept cent quatre-vingt-  
neuf. *Signé* DE SAINT-PIERRE.

## DÉCLARATION DU ROI,

*Portant sanction du décret de l'Assemblée Nationale,  
du 26 septembre 1789, sur les Impositions.*

Du 27 Septembre 1789.

Vu par le roi le décret de l'assemblée nationale, du 26 de ce mois, dont la teneur suit :

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Nationale.*

Du 26 Septembre 1789.

L'ASSEMBLÉE nationale, considérant combien il importe à la sûreté de l'état, au maintien de l'ordre & au rétablissement du crédit, que le recouvrement des deniers publics ne soit interrompu sous aucun prétexte ; persistant dans son décret du 17 juin dernier, par lequel elle a déclaré que les impôts & contributions continueront d'être levés, pendant la présente session, de la même manière qu'ils l'ont été précédemment, & reconnoissant la nécessité de faire travailler promptement aux rôles de 1790 dans la même forme que ci-devant, jusqu'à ce qu'elle puisse faire jouir les contribuables du nouveau mode d'imposition qu'elle ordonnera pour 1791, & dont elle veut avec maturité combiner la répartition ; persistant également dans son décret du 11 août dernier, dont l'article IX a ordonné qu'il seroit avisé aux moyens d'effectuer le paiement proportionnel de toutes les contributions, même pour les six derniers mois de l'année courante, qui, pour ce qui concerne les impositions ordinaires, finit au 30 septembre 1789, elle a ordonné & décrété, ordonne & décrète ce qui suit :

ARTICLE

## ARTICLE PREMIER.

LES rôles des impositions de l'année 1789, & des années antérieures arriérées, seront exécutés & acquittés en leur entier, dans les termes prescrits par les réglemens.

## II.

IL sera fait dans chaque communauté un rôle de supplément des impositions ordinaires & directes, autres que les vingtièmes, pour les six derniers mois de l'année 1789, à compter du premier avril dernier jusqu'au 30 septembre suivant, dans lesquels seront compris les noms & les biens de tous les privilégiés qui possèdent des biens en franchise personnelle ou réelle, à raison de leurs propriétés, exploitations & autres facultés; & leur cottisation sera faite dans la même proportion & dans la même forme qui auront été suivies pour les impositions ordinaires de la même année, vis-à-vis des autres contribuables.

## III.

LES sommes provenant de ces rôles du supplément seront destinées à être réparties en moins imposé sur les anciens contribuables, en 1790, dans chaque province.

## IV.

DANS les rôles de toutes les impositions de 1790, les ci-devant privilégiés seront cottisés avec les autres contribuables, dans la même proportion & la même forme, à raison de toutes leurs propriétés, exploitations & autres facultés.

## V.

A commencer du premier janvier 1790, tous les abonnemens sur les vingtièmes, accordés à divers particuliers, seront révoqués, & aucun contribuable ne pourra se soustraire, sous quelque prétexte que ce soit, à cette imposition.

## V I.

L'ASSEMBLÉE nationale fera connoître , dans le courant de 1790 , la forme qu'elle aura définitivement adoptée pour la conversion & la répartition générale des impositions de 1791 , afin qu'il n'y ait plus à l'avenir qu'un seul & même rôle d'imposition pour tous les contribuables , sans aucune distinction ni pour les personnes ni pour les biens.

*Signé* STANISLAS DE CLERMONT-TONNERRE , *président* ; l'abbé D'AYMARD , le vicomte de MIRABEAU , DEMEUNIER , REDON , DESCHAMPS , HENRY DE LONGUÈVE , *secrétaires*.

Vu pareillement l'arrêté du même jour , par lequel l'assemblée nationale charge son président de présenter le décret ci-dessus transcrit à la sanction royale ;

Le roi a sanctionné ledit décret , pour l'exécution duquel sa majesté fera les dispositions nécessaires relativement aux divers régimes & modes d'impositions suivis jusqu'à ce jour , dans les différentes provinces du royaume.

FAIT à Versailles , le vingt-sept septembre mil sept cent quatre-vingt-neuf. *Signé* LOUIS. *Et plus bas* , par le roi , le comte DE SAINT-PRIEST.



## DÉCLARATION DU ROI,

*Portant sanction du décret de l'Assemblée Nationale, du 23 Septembre 1789, concernant la perception des Impôts, & la réduction du prix du Sel à six sous la livre; & Règlement pour l'exécution dudit décret.*

Du 27 Septembre 1789.

**V**u par le roi le décret de l'assemblée nationale, du 23 de ce mois, dont la teneur suit:

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Nationale.*

Du 23 septembre 1789.

L'ASSEMBLÉE nationale, prenant en considération les circonstances publiques relatives à la gabelle & aux autres impôts, & les propositions du roi énoncées dans le discours du premier ministre des finances, du 27 août dernier; considérant que, par son décret du 17 juin dernier, elle a maintenu la perception dans la forme ordinaire de toutes les impositions qui existent, jusqu'au jour de la séparation de l'assemblée, ou jusqu'à ce qu'il y ait été autrement pourvu; considérant que l'exécution de ce décret importe essentiellement au maintien de l'ordre public & à la fidélité des engagements que la nation a pris sous sa sauve-garde; voulant néanmoins venir, autant qu'il est en elle, au secours des contribuables, en adoucissant dès à-présent le régime des gabelles, elle a décrété & décrète ce qui suit :

## A R T I C L E P R E M I E R.

LES administrations provinciales, les juridictions & les municipalités du royaume, tant dans les villes que dans les campagnes, veilleront aux moyens d'affurer les recouvrements des droits subsistans, que tous les citoyens seront tenus d'acquitter avec la plus grande exactitude ; & le roi sera supplié de donner les ordres les plus exprès pour le rétablissement des barrières & des employés, & pour le maintien de toutes les perceptions.

## I I.

LA gabelle sera supprimée aussi-tôt que le remplacement en aura été concerté & assuré avec les assemblées provinciales.

## I I I.

PROVISOIREMENT, & à compter du premier octobre prochain, le sel ne sera plus payé que trente livres par quintal, poids de marc, ou six sous la livre de seize onces, dans les greniers des grandes & petites gabelles.

Les provinces qui payent le sel un moindre prix n'éprouveront aucune augmentation.

## I V.

LES réglemens qui, dans plusieurs villes, bourgs & paroisses des provinces de grandes gabelles, ont établi le sel d'impôt, n'auront plus lieu à compter du premier janvier prochain.

## V.

LES réglemens qui, dans les mêmes provinces, ont soumis les contribuables imposés à plus de trois livres de taille ou de capitation, à lever annuellement dans les greniers de leur ressort une quantité déterminée de sel, & qui leur

ont défendu de faire de grosses salaisons sans déclaration ; n'auront plus lieu également à compter du premier janvier prochain.

## V I.

TOUT habitant des provinces de grandes gabelles jouira , comme il en est uté dans celles de petites gabelles & dans celles des gabelles locales , de la liberté des approvisionnemens du sel nécessaire à sa consommation , dans tels greniers ou magasins de sa province qu'il voudra choisir.

## V I I.

TOUT habitant pourra appliquer à tel emploi que bon lui semblera , soit de menues , soit de grosses salaisons , le sel qu'il aura ainsi levé ; il pourra même faire à son choix les levées , soit aux greniers , soit chez les regrattiers ; il se conformera , pour le transport , aux dispositions du règlement qui ont été suivies jusqu'à présent.

## V I I I.

LES saisies domiciliaires sont abolies & supprimées ; il est défendu aux employés & commis des fermes de s'introduire dans les maisons & lieux fermés , & d'y faire aucunes recherches ni perquisitions.

## I X.

LES amendes prononcées contre les faux-sauniers coupables du premier faux-saunage , & non payées par eux , ne pourront plus être converties en peines afflictives ; & quant aux faux sauniers en récidive , les loix qui les soumettent à une procédure criminelle & à des peines afflictives sont également révoquées ; ils ne pourront être condamnés qu'à des amendes doubles de celles encourues pour le premier faux-saunage.

## X.

LES commissions extraordinaires & leurs délégations, en quelque lieu qu'elles soient établies, pour connoître de la contrebande, sont dès-à-présent révoquées; en conséquence, les contestations dont lefdites commissions connoissent seront portées pardevant les tribunaux qui en doivent connoître.

*Signé* STANISLAS DE CLERMONT-TONNERRE, *président*;  
l'abbé D'EYMARD, HENRY DE LONGUÈVE, REDON,  
DESCHAMPS, DEMEUNIER, le vicomte DE MIRABEAU,  
*secrétaires.*

Vu pareillement l'arrêté du même jour, par lequel l'assemblée charge son président de présenter le décret ci-dessus transcrit à la sanction royale ;

Le roi a sanctionné ledit décret. FAIT à Versailles, le vingt-sept septembre mil sept cent quatre-vingt-neuf. *Signé* LOUIS.  
*Et plus bas*, par le roi, le comte DE SAINT-PRIEST.

RÈGLEMENT FAIT PAR LE ROI,  
*Concernant la perception des Impôts, & la réduction  
 du prix du Sel à six sous la livre.*

Du 27 Septembre 1789.

L'ASSEMBLÉE nationale ayant fait connoître au roi qu'elle avoit pris en considération les circonstances public relatives à la gabelle & aux autres impôts, & ayant déclaré qu'il importoit essentiellement au maintien de l'ordre public & à la fidélité des engagements que la nation a pris sous sa sauvegarde, que la perception de toutes les impositions qui existent continuât à se faire dans la forme ordinaire, elle a proposé à sa majesté les mesures les plus propres à remplir ce but. Sa majesté a vu en même-temps avec une véritable satisfaction que l'assemblée s'étoit réunie au désir qu'elle lui avoit manifesté, de soulager dès-à-présent ceux de ses sujets à qui la gabelle est la plus onéreuse, en réduisant le prix du sel à six sous la livre, & en adoucissant le régime de cet impôt. Ces motifs ont déterminé sa majesté à accorder sa sanction royale aux dispositions que l'assemblée nationale a décrétées, tant pour ce qui concerne la gabelle que pour le recouvrement exact de toutes les impositions existantes; & elle croit devoir s'empresse d'employer les moyens les plus efficaces pour en assurer l'exécution. En conséquence, LE ROI ÉTANT EN SON CONSEIL, a ordonné & ordonne ce qui suit :

A R T I C L E P R E M I E R.

Tous les habitans du royaume, de quelque rang, qualité & condition qu'ils soient, seront tenus d'acquitter avec exactitude, dans leur entier & sans exception, les droits de toute nature actuellement existans; ordonne, en conséquence, sa majesté aux préposés des fermes & régies de continuer leurs fonctions, ou de les reprendre si elles avoient été inter-

rompues; fait défenses à toutes personnes de les y troubler; à peine de répondre en leur propre & privé nom des pertes & dommages qui pourroient en résulter, & d'être poursuivies aux termes des ordonnances. Enjoint sa majesté aux assemblées provinciales & aux commissions intermédiaires, aux tribunaux & juridictions, aux municipalités, aux milices nationales, aux maréchaussées & aux commandans de ses troupes, de prêter ou faire prêter assistance, main-forte & concours direct aux préposés chargés de la perception des droits, du maintien des barrières & de la vente exclusive du sel & du tabac,

### I I.

LA gabelle sera supprimée aussi-tôt que le remplacement en aura été concerté & assuré avec les assemblées provinciales.

### I I I.

PROVISOIREMENT, & à compter du premier octobre prochain, le sel ne sera plus payé que trente livres par quintal, poids de marc, ou six sous la livre de seize onces, dans les greniers de grandes & petites gabelles, ainsi que dans les gabelles locales; & attendu que, dans les grandes & petites gabelles, la distribution s'est constamment faite, non à raison du poids, mais à la mesure du minot; & attendu encore qu'il faut un certain temps pour garnir les greniers des ustensiles nécessaires à la pesée, le sel continuera à être distribué à la mesure, sera payé au prix de trente livres le minot, & ce jusqu'à ce que l'adjudicataire des fermes ait pu se pourvoir des ustensiles nécessaires à la livraison au poids, ce qui ne pourra être plus tard que le premier janvier prochain.

Les provinces qui payent le sel à un prix inférieur à celui de trente livres le minot, ou de six sous la livre, n'éprouveront aucune augmentation.

### I V.

LES réglemens concernant l'impôt & la vente volontaire du sel dans les greniers dépendant des grandes gabelles n'auront plus lieu à compter du premier janvier prochain.

## V.

A compter du même jour premier janvier prochain , tout habitant des provinces des grandes gabelles pourra , comme il en est usé dans les petites gabelles & gabelles locales , s'approvisionner dans ceux des greniers ou magasins de la province qu'il voudra choisir , ou aux regrats , de la quantité de sel qu'il jugera nécessaire à sa consommation , en se conformant néanmoins pour le transport aux dispositions des réglemens jusqu'à présent suivies. Il pourra aussi , sans qu'il soit tenu de faire aucune déclaration , appliquer ce sel à tel emploi , soit de menues , soit de grosses salaisons que bon lui semblera.

## V I.

DÉFENSES sont faites aux employés & commis des fermes , de s'introduire dans les maisons & lieux fermés pour y faire la recherche & faisie de faux sel.

## V I I.

LA conversion en peines afflictives des amendes prononcées contre les faux-sauniers surpris en premier faux-saunage , demeure dès-à-présent supprimée ; & quant aux faux-sauniers en récidive , ils ne seront condamnés qu'aux amendes doubles de celles encourues pour le premier faux-saunage ; en conséquence , les ordonnances & réglemens qui les soumettoient à une procédure criminelle & à des peines afflictives ne seront plus exécutées.

## V I I I.

SE réserve sa majesté de faire incessamment les dispositions nécessaires pour la suppression des commissions de Valence , Saumur & Reims. Et seront sur le présent règlement toutes lettres nécessaires expédiées.

FAIT & arrêté par le roi étant en son conseil , tenu à Versailles le vingt-sept septembre mil sept cent quatre-vingt-neuf. *Signé* LOUIS. *Et plus bas* , le comte DE SAINT-PRIEST.

## DÉCLARATION DU ROI,

*Pour sanctionner & faire exécuter divers arrêtés de l'Assemblée Nationale, concernant la sortie & la circulation des Grains.*

Donnée à Versailles, le 27 Septembre 1789.

*Registree en parlement, en vacations, le 30 desdits mois & an.*

LOUIS, PAR LA GRACE DE DIEU, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE : A tous ceux qui ces présentes lettres verront ; SALUT. L'assemblée nationale, partageant notre sollicitude & nos alarmes sur la cherté des grains & les difficultés qu'éprouve leur circulation dans l'intérieur du royaume, a cru devoir décréter diverses dispositions par ses arrêtés des 29 août dernier & 18 septembre présent mois, qu'elle nous a supplié de sanctionner : à ces causes & autres à ce nous mouvant, de l'avis de notre conseil & de notre certaine science, pleine puissance & autorité royale, nous avons dit, déclaré & ordonné ; & par ces présentes signées de notre main, disons, déclarons & ordonnons, voulons & nous plaît ce qui suit :

## A R T I C L E P R E M I E R.

LES vente & circulation des grains & farines seront libres dans toute l'étendue de notre royaume. Voulons que toute opposition qui y seroit apportée soit considérée comme un attentat contre la sûreté & la sécurité du peuple, & que ceux qui s'en rendront coupables soient poursuivis extraordinairement, & punis comme perturbateurs de l'ordre & du repos publics.

## I I.

TOUTE exportation de grains & farines hors du royaume sera & demeurera, par provision, défendue jusqu'à ce que par



nous il en ait été autrement ordonné, sous pareille peine contre les contrevenans, d'être poursuivis extraordinairement & punis comme perturbateurs du repos public.

## I I I.

CEUX qui feront transporter des grains & farines dans l'étendue de trois lieues des frontières du royaume, autres néanmoins que les frontières maritimes, seront tenus d'en faire la déclaration exacte par-devant la municipalité du lieu du départ, & de fournir bonne & valable caution par-devant les officiers de ladite municipalité; de justifier, dans un délai fixé, de leur arrivée au lieu de leur destination, par un certificat de la municipalité desdits lieux. Voulons que lesdits certificats & procès-verbaux de déclaration soient délivrés sans frais.

## I V.

FAUTE de faire la déclaration dans la forme ci-dessus prescrite, dans le lieu du départ, les grains & farines seront saisis, confisqués & vendus; & les deniers en provenant, déduction faite des frais de vente, seront appliqués au profit des hôpitaux.

## V.

FAUTE de rapporter les certificats & déclarations nécessaires pour constater l'arrivée des grains aux lieux de leur destination, dans le délai fixé par les officiers municipaux du lieu du départ, il sera prononcé contre les contrevenans une amende égale à la valeur des grains & farines déclarés, laquelle sera pareillement appliquée au profit des hôpitaux.

## V I.

CEUX qui feront transporter des grains & farines par mer seront tenus d'en faire la déclaration exacte par-devant la municipalité du lieu du départ & du chargement, & de justifier de leur arrivée & déchargement au lieu de leur destination, par un certificat de la municipalité desdits lieux, à peine, comme dessus, de saisie, confiscation, ou amende.

## V I I.

LA connoissance des contraventions prévues par les articles ci-dessus appartiendra aux juges ordinaires, lesquels y statueront sommairement & sans frais.

## V I I I.

CEUX qui auront importé dans le royaume des blés venant de l'étranger, & qui auront fait constater la quantité, la qualité & le dépôt par les municipalités des lieux, auront la liberté de les exporter, si bon leur semble, en se conformant aux règles & formalités établies pour les entrepôts. Si donnons en mandement à nos amés & féaux conseillers les gens tenant notre cour de parlement, que ces présentes ils aient à faire registrer, même en temps de vacations, & le contenu en icelles garder, observer & exécuter selon sa forme & teneur, cessant & faisant cesser tous troubles & empêchemens, & nonobstant toutes choses à ce contraires : car tel est notre plaisir ; en témoin de quoi nous avons fait mettre notre scel à cesdites présentes. DONNÉ à Versailles, le vingt septième jour de septembre, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-neuf, & de notre règne le seizième. *Signé LOUIS. Et plus bas*, par le roi, DE SAINT-PRIEST. Et scellées du grand sceau de cire jaune.

*Registree, ouï & ce requérant Pierre de Laurencel, sous-doyen des substitués du procureur général du roi, pour être exécutée selon sa forme & teneur, imprimée, publiée & affichée par-tout où besoin sera ; & copies collationnées de la présente déclaration envoyées aux bailliages & sénéchaussées du ressort, pour y être lues, publiées, registrées & affichées. Enjoint aux substitués du procureur général du roi esdus sièges d'y tenir la main, & d'en certifier la cour dans le mois ; à la charge de réitérer le présent enregistrement au lendemain de Saint-Martin, suivant l'arrêt de ce jour. A Paris, en vacations, le trente septembre mil sept cent quatre-vingt-neuf.*

*Signé Y S A B E A U.*

## A R R Ê T

## DU CONSEIL D'ÉTAT DU ROI,

*Portant suppression de la Commission de Valence.*

Du 30 Septembre 1789.

*Extrait des registres du conseil d'état.*

LE ROI s'est fait représenter l'arrêt du conseil du 31 mars 1733, & autres postérieurement rendus, portant établissement dans la ville de Valence d'une commission pour instruire & juger souverainement & en dernier ressort le procès des contrebandiers, faux-sauniers & faux-tabatiers surpris en attroupement dans les provinces dénommées auxdits arrêts : mais sa majesté ayant accordé sa sanction royale au décret de l'assemblée nationale du 23 septembre, qui porte, entr'autres choses, la révocation des commissions extraordinaires établies pour connoître la contrebande, sa majesté ne veut pas différer à effectuer cette suppression, & elle croit en même-temps devoir donner aux magistrats qui composoient cette commission le témoignage de satisfaction qui est dû à leurs services & à leur zèle. A quoi voulant pourvoir : ouï le rapport du sieur Lambert, conseiller d'état ordinaire, contrôleur général des finances ; LE ROI ÉTANT EN SON CONSEIL, a ordonné & ordonne ce qui suit :

## A R T I C L E P R E M I E R.

LA commission extraordinaire établie en la ville de Valence & les subdélégations qui en dépendent sont & demeurent supprimées.

## I I.

LES procès attribués à cette commission seront à l'avenir portés aux juridictions à qui la connoissance en appartenoit avant son établissement, pour être instruits jusqu'à jugement définitif inclusivement, & à la charge de l'appel.

## I I I.

LESDITES juridictions continueront, suivant les derniers errements des procédures, les instructions déjà commencées à cet effet; & à la diligence du procureur de sa majesté en ladite commission, les minutes & pièces de conviction desdites instructions seront envoyées aux greffes desdites juridictions, & les accusés détenus transférés dans les prisons d'icelles.

## I V.

LES minutes, registres & autres documens des procès jugés seront, à la même diligence, & après qu'il en aura été fait inventaire, envoyés au dépôt des minutes du greffe du conseil, pour y avoir recours au besoin.

FAIT au conseil d'état du roi, sa majesté y étant, tenu à Versailles le trente septembre mil sept cent quatre-vingt-neuf.

*Signé* LA TOUR-DU-PIN.

# A R R Ê T

## DU CONSEIL D'ÉTAT DU ROI,

*Qui règle l'ordre & l'administration des Travaux de la clôture de Paris.*

Du 4 Octobre 1789.

*Extrait des registres du conseil d'état.*

**L**E ROI étant informé que l'état actuel des murs construits autour de la nouvelle enceinte de Paris permet l'établissement des bureaux de perception des droits d'entrée aux barrières transportées sur ladite enceinte, & que le surplus des constructions ou autres ouvrages qui ne sont pas parachevés, dont la dépense seroit encore considérable, peut être remis à des circonstances moins difficiles, sans que ce retard soit véritablement préjudiciable à l'accroissement de revenu que sa majesté a eu lieu d'attendre de l'établissement de ladite enceinte; sa majesté a jugé à propos d'ordonner que les travaux demeureront restreints, jusqu'à ce qu'autrement par elle il en ait été ordonné, au seul parachèvement de la partie très-peu considérable des murs ou des bureaux de perception qui ne sont pas encore entièrement terminés, & qu'il fera sur sis à toute autre disposition, même au rétablissement des bâtimens non nécessaires à la perception, qui ont été récemment incendiés ou considérablement endommagés. Cette suspension presque entière des travaux, ne laissant plus d'autre objet actuel aux soins de l'administration, relativement à l'entreprise de la clôture de Paris, qu'une portion très-peu considérable d'ouvrages pressans, & la liquidation du prix des terrains acquis pour la nouvelle enceinte, & des sommes dues aux entrepreneurs & ouvriers

employés aux travaux de cette enceinte les quatre architectes nommés par les arrêts du conseil des 7 septembre & 25 novembre 1787 ont représenté à sa majesté qu'ils croyoient avoir entièrement rempli la mission qui leur avoit été donnée par lesdits arrêts, autant que le permettoient les circonstances actuelles, offrant de remettre entre les mains de tel commissaire qu'il plairoit à sa majesté de nommer, les plans & projets restant à exécuter, d'après la détermination convenue entr'eux, en exécution desdits arrêts, des changemens, réductions & simplifications à apporter dans les constructions originairement projetées : & sa majesté voulant bien décharger lesdits architectes d'une suite de service que l'état des ouvrages & les circonstances n'exigent plus, & qui peut porter préjudice à leurs occupations habituelles, elle auroit jugé devoir, en agréant leur retraite, honorer leurs travaux, leur zèle & leur intelligence d'un témoignage public de satisfaction. Sa majesté auroit jugé en même-temps à propos d'établir une forme d'administration plus relative aux opérations qui restent à faire, en chargeant encore l'ancien desdits architectes seul de continuer à diriger le restant des ouvrages indispensablement & actuellement nécessaires, & en nommant deux architectes-experts en titre d'office, pour procéder au règlement des mémoires, à l'apurement des comptes & aux évaluations de terrain. A quoi voulant pourvoir : oui le rapport du sieur Lambert, conseiller d'état ordinaire au conseil royal, contrôleur général des finances ; le roi étant en son conseil, a ordonné & ordonne que, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné par sa majesté, tous travaux relatifs à la clôture de Paris seront & demeureront suspendus, autres que le parachèvement du mur d'enceinte & de l'établissement, soit définitif, soit provisionnel, des bureaux de recette & des corps-de-garde ; lesquels ouvrages seront très-incessamment terminés ; & quant au parachèvement des bâtimens destinés au logement des employés de la ferme générale & aux réparations des bâtimens qui ont été incendiés, confection de pavés, & généralement à toutes autres parties d'ouvrage, il en fera par sa majesté ordonné quant & ainsi

que

que sa majesté jugera convenable. Veut sa majesté que toutes les fonctions confiées, par les arrêts des 7 septembre & 25 novembre 1787 & 18 juin 1788, auxdits architectes, commissaires, & aux inspecteurs & vérificateurs généraux nommés par lesdits arrêts; comme aussi toutes les commissions par eux données à tous inspecteurs particuliers & autres employés à la suite desdits travaux, ensemble celles d'inspecteur de l'acquisition des terrains, cessent d'avoir lieu à compter du premier octobre dernier; & pour diriger & ordonner l'ensemble & les détails de toutes les opérations relatives à la portion des ouvrages de la clôture de Paris qui ne peut être remise à d'autres circonstances, sa majesté a commis le sieur Antoine, en qualité d'architecte de sa majesté, directeur des travaux de la clôture des murs, auquel, à cet effet, sa majesté veut que les inspecteurs & vérificateurs généraux précédemment nommés, après avoir retiré des mains des inspecteurs particuliers & autres employés, tous les plans, notes, attachemens & renseignemens qui peuvent avoir rapport à ladite clôture, & les avoir mis en ordre, remettent lesdits papiers & pièces généralement quelconques avant la fin du mois d'octobre au plus tard; de laquelle remise il leur fera donné décharge par ledit sieur Antoine. Permet sa majesté audit sieur Antoine, de commettre tels inspecteurs particuliers qu'il estimera convenables pour accélérer, sous ses ordres, les travaux qu'il est instant de terminer. A pareillement sa majesté nommé & commis le sieur Roché, architecte-expert, à l'effet de surveiller, comme contrôleur des ouvrages de la clôture de Paris, l'exécution de tous les ouvrages; transmettre aux inspecteurs particuliers & aux entrepreneurs & ouvriers les instructions nécessaires, & rendre compte des détails audit sieur architecte de sa majesté, directeur des travaux: comme aussi a commis & commet le sieur Villetard & ledit sieur Roché, architectes-experts, pour recevoir, vérifier & régler tous mémoires d'entrepreneurs ou d'ouvriers, fournis jusqu'à présent ou à fournir, ainsi que pour faire à l'amiable les estimations des terrains, si aucuns restent encore à acquérir pour le parachèvement entier de ladite

clôture; & en cas de réclamation sur lesdits réglemens ou évaluations, ledit sieur Antoine, en la qualité susdite d'architecte de sa majesté, directeur des travaux de la clôture de Paris, jugera du mérite desdites réclamations, & y fera droit en la manière accoutumée. Veut sa majesté que par ledit sieur Antoine il soit dressé, d'ici au mois de mars prochain, un état général de situation & de consistance des travaux de la clôture de Paris, faisant mention tant de ceux faits & parfaits, que de ceux restant à faire ou à parfaire ou réparer, pour remplir avec la moindre dépense possible & de la manière la plus convenable les divers objets d'utilité desdits bâtimens & autres ouvrages concernant la clôture de Paris; pour ledit état général mis sous les yeux de sa majesté, avec les plans & devis relatifs, être par sa majesté ordonné ce qu'il appartiendra. Veut sa majesté qu'il soit incessamment pourvu, tant au paiement des appointemens desdits inspecteurs, vérificateurs généraux, inspecteurs particuliers & autres commis, jusqu'au jour de la cessation de leurs fonctions déterminé ci-dessus, qu'au paiement des terrains ou des ouvrages faits jusqu'à ce jour, dont les prix sont liquidés, & successivement au paiement des autres terrains & des mémoires d'entrepreneurs ou ouvriers, à mesure que leur liquidation sera arrêtée en la forme ci-dessus prescrite.

FAIT au conseil d'état du roi, sa majesté y étant, tenu à Versailles le quatre octobre mil sept cent quatre-vingt-neuf.

*Signé* DE SAINT-PRIEST.



# LETTRES-PATENTES DU ROI, EN FORME D'ÉDIT,

*Portant sanction d'un décret de l'Assemblée Nationale,  
concernant la circulation des grains.*

Données à Paris, au mois d'Octobre 1789.

*Registrees en parlement, en vacations, le 26 Octobre audit an.*

**L**OUIS, PAR LA GRACE DE DIEU, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE : A tous présens & à venir ; SALUT. L'assemblée nationale nous a présenté, le vingt-trois du présent mois, le décret dont la teneur suit :

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Nationale, du lundi  
cinq Octobre mil sept cent quatre-vingt-neuf.*

L'ASSEMBLÉE nationale, instruite que plusieurs particuliers, & même quelques municipalités s'opposent à l'exécution des décrets des 29 août & 18 septembre derniers, au préjudice d'autres municipalités & de l'intérêt général du royaume, a décrété & décrète :

Que toutes les municipalités du royaume seront tenues d'exécuter & faire exécuter les décrets des 29 août & 18 septembre derniers, à peine, contre les contrevenans, d'être déclarés perturbateurs de l'ordre public ; en conséquence, autorise toutes personnes, & notamment celles qui sont chargées de commissions de leurs municipalités pour acheter des grains & farines, à réclamer le secours du pouvoir exécutif & la force militaire pour procurer liberté & sûreté dans les

marchés, & pour faciliter le transport des blés & farines achetés, à la charge de faire préalablement constater les refus & contraventions, par le premier officier public sur ce requis.

Ordonne que le comité des recherches fera tenu de faire toutes informations nécessaires contre les auteurs, fauteurs, complices, adhérens & instigateurs, de quelque état & condition qu'ils puissent être, qui ont apporté ou apporteroient quelque obstacle à la libre circulation des grains dans l'intérieur du royaume ou qui favoriseroient l'exportation à l'étranger, pour, sur le rapport qui en sera fait à l'assemblée, être statué ce qu'il appartiendra.

Ordonne en outre, qu'il sera affiché dans tous les marchés du royaume des placards contenant les défenses portées par les décrets de l'assemblée nationale, d'exporter aucuns blés & farines hors du royaume, à peine d'être puni comme perturbateur de l'ordre public, & qu'il sera écrit par le président de l'assemblée nationale une lettre circulaire à toutes les municipalités, pour les inviter à procurer & faciliter la circulation des grains & farines; que M. le président engagera de plus les municipalités des environs de Paris à faire porter du pain dans la capitale par les boulangers de leurs arrondissemens.

L'assemblée a statué de plus, que le roi sera instamment supplié d'envoyer le présent décret, ensemble ceux déjà faits concernant les subsistances, à tous les tribunaux du royaume, pour être inscrits sur les registres, publiés & affichés; comme aussi de prendre toutes les mesures nécessaires pour l'exécution pleine & entière du présent décret.

ET nous ayant fait connoître le désir que ledit décret reçût son exécution, nous avons cru devoir le sanctionner. A ces causes, & autres à ce nous mouvant, & de l'avis de notre conseil, nous avons sanctionné, & par ces présentes signées de notre main, sanctionnons le susdit décret; ordonnons en conséquence qu'il soit exécuté suivant sa forme & teneur. Enjoignons à nos cours & autres nos juges, aux officiers municipaux, aux commandans de nos troupes, à ceux des

maréchauffées, à ceux des milices nationales, chacun en ce qui les concerne, d'y tenir la main. Si donnons en mandement à nos amés & féaux conseillers les gens tenant notre cour de parlement à Paris, que ces présentes ils ayent à enregistrer, même en temps de vacations, & le contenu en icelles faire exécuter suivant sa forme & teneur : car tel est notre plaisir ; & afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre notre scel à cesdites présentes. DONNÉ à Paris au mois d'octobre, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-neuf, & de notre règne le seizième. *Signé LOUIS. Et plus bas, par le roi, DE SAINT-PRIEST. Visa* ✕ *L'ARCHEVÊQUE DE BORDEAUX.* Et scellées du grand sceau de cire verte, en lacs de soie rouge & verte.

*Registrées, ouï, & ce requérant Pierre de Laurenœl, sous-doyen des substituts du procureur général du roi, pour être exécutées selon leur forme & teneur, imprimées, publiées & affichées par-tout où besoin sera ; & copies collationnées desdites lettres patentes en forme d'édit envoyées aux bailliages, seréchauffées & justices du ressort pour y être lues, publiées, registrées & affichées. Enjoint aux substituts du procureur général du roi esdits sièges, & aux procureurs ssi aux esdites justices, de s'y conformer, d'y tenir la main & d'en certifier la cour dans le mois, à la charge de réitérer le présent enregistrement au lendemain de Saint-Martin, suivant l'arrêt de ce jour. A Paris, en vacations, le vingt-six octobre mil sept cent quatre-vingt-neuf.*

*Signé DUFRANC.*

# LETTRES-PATENTES DU ROI, EN FORME D'ÉDIT,

*Portant sanction du décret de l'Assemblée Nationale,  
sur la réformation de quelque points de la juris-  
prudence criminelle.*

Données à Paris, au mois d'Octobre 1789.

*Registrées en parlement, en vacations, le quatorze desdits mois & an.*

**L**OUIS, PAR LA GRACE DE DIEU, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE: A tous présens & à venir: SALUT. L'assemblée nationale s'étant occupée de la réformation de quelques points de la procédure criminelle, elle auroit arrêté, les 8 & 9 du présent mois, le décret dont la teneur suit:

*Extrait des procès-verbaux de l'Assemblée Nationale, des 8  
& 9 Octobre 1789.*

*Décret sur la réformation de quelques points de la jurisprudence  
criminelle.*

L'ASSEMBLÉE nationale, considérant qu'un des principaux droits de l'homme qu'elle a reconnus, est celui de jouir, lorsqu'il est soumis à l'épreuve d'une poursuite criminelle, de toute l'étendue de liberté & sûreté pour sa défense qui peut se concilier avec l'intérêt de la société, qui commande la punition des délits; que l'esprit & les formes de la procédure pratiquée jusqu'à présent en matière criminelle s'éloignent tellement de ce premier principe de l'équité naturelle & de l'association politique, qu'ils nécessitent une réforme entière de l'ordre judiciaire pour la recherche & le jugement des crimes; que si

L'exécution de cette réforme entière exige la lenteur & la maturité des plus profondes méditations, il est cependant possible de faire jouir dès-à-présent la nation de l'avantage de plusieurs dispositions qui, sans subvertir l'ordre de procéder actuellement suivi, rassureront l'innocence & faciliteront la justification des accusés, en même-temps qu'elles honoreront davantage le ministère des juges dans l'opinion publique; a arrêté & décrété les articles qui suivent :

## ARTICLE PREMIER.

DANS tous les lieux où il y a un ou plusieurs tribunaux établis, la municipalité, & au cas qu'il n'y ait pas de municipalité, la communauté des habitans, nommera un nombre suffisant de notables, eu égard à l'étendue du ressort, parmi lesquels seront pris les adjoints qui assisteront à l'instruction des procès criminels, ainsi qu'il va être dit ci-après.

## I I.

CES notables seront choisis parmi les citoyens de bonnes mœurs & de probité reconnue ; ils devront être âgés de vingt-cinq ans au moins & savoir signer. Leur nomination sera renouvelée tous les ans. Ils prêteront serment à la commune, entre les mains des officiers municipaux ou syndic, ou de celui qui la préside, de remplir fidèlement leurs fonctions, & sur-tout de garder un secret inviolable sur le contenu en la plainte & autres actes de la procédure. La liste de leurs noms, qualités & demeures sera déposée, dans les trois jours, aux greffes des tribunaux, par le greffier de la municipalité ou de la communauté.

## I I I.

AUCUNE plainte ne pourra être présentée au juge qu'en présence de deux adjoints amenés par le plaignant, & par lui pris à son choix ; il sera fait mention de leur présence & de leurs noms dans l'ordonnance qui sera rendue sur la plainte, & ils signeront avec le juge, à peine de nullité.

## I V.

LES procureurs généraux & les procureurs du roi ou fiscaux qui accuseront d'office seront tenus de déclarer, par acte séparé de la plainte, s'ils ont un dénonciateur ou non, à peine de nullité; & s'ils ont un dénonciateur, ils déclareront en même-temps son nom, ses qualités & sa demeure, afin qu'il soit connu du juge & des adjoints à l'information, avant qu'elle soit commencée.

## V.

LES procès-verbaux de l'état des personnes blessées ou des corps morts, ainsi que du lieu où le délit aura été commis, & des armes, hardes & effets qui peuvent servir à conviction ou à décharge, seront dressés en présence de deux adjoints appelés par le juge, suivant l'ordre du tableau mentionné en l'article II ci-dessus, qui pourront lui faire leurs observations, dont sera fait mention, & qui signeront ces procès-verbaux, à peine de nullité. Dans le cas où le lieu du délit seroit à une trop grande distance du chef-lieu de la juridiction, les notables nommés dans le chef-lieu pourront être suppléés dans les fonctions d'adjoints aux procès-verbaux par les membres de la municipalité ou de la communauté du lieu du délit, pris en pareil nombre par le juge d'instruction.

## V I.

L'INFORMATION qui précèdera le décret continuera d'être faite secrètement, mais en présence de deux adjoints qui seront également appelés par le juge, & qui assisteront à l'audition des témoins.

## V I I.

LES adjoints seront tenus en leur ame & conscience de faire au juge les observations, tant à charge qu'à décharge, qu'ils trouveront nécessaires pour l'explication des dires des témoins ou l'éclaircissement des faits déposés, & il en sera fait mention dans le procès-verbal d'information, ainsi que des réponses des témoins.

témoins. Le procès-verbal fera coté & signé à toutes les pages par les deux adjoints ainsi que par le juge, à l'instant même & sans désenparer, à peine de nullité; & il en sera également fait une mention exacte, à peine de faux.

## V I I I.

DANS le cas d'une information urgente qui se feroit sur le lieu même pour flagrant délit, les adjoints pourront, en cas de nécessité, être remplacés par deux principaux habitans qui ne seront pas dans le cas d'être entendus comme témoins; & qui prêteront sur-le-champ serment devant le juge d'instruction.

## I X.

LES décrets d'ajournement personnel ou de prise-de-corps ne pourront plus être prononcés que par trois juges au moins, ou par un juge & deux gradués; & les commissaires des cours supérieures qui seront autorisés à décréter dans le cours de leur commission ne pourront le faire qu'en appelant deux juges du tribunal du lieu, ou, à leur défaut, des gradués. Aucun décret de prise-de-corps ne pourra désormais être prononcé contre les domiciliés, que dans le cas où, par la nature de l'accusation & des charges, il pourroit échoir peine corporelle. Pourront néanmoins les juges faire arrêter sur-le-champ, dans le cas de flagrant délit ou de rébellion à justice.

## X.

L'ACCUSÉ décrété de prise-de-corps, pour quelque crime que ce soit, aura le droit de se choisir un ou plusieurs conseils, avec lesquels il pourra conférer librement en tout état de cause, & l'entrée de la prison sera toujours permise auxdits conseils. Dans le cas où l'accusé ne pourroit pas en avoir par lui-même, le juge lui en nommera un d'office, à peine de nullité.

## X I.

AUSSI-TÔT que l'accusé sera constitué prisonnier, ou se fera présenté sur le décret d'assigné pour être ouï ou d'ajournement

personnel, tous les actes de l'instruction seront faits contradictoirement avec lui, publiquement, & les portes de la chambre d'instruction étant ouvertes; dès ce moment l'assistance des adjoints cessera.

### X I I.

DANS les vingt-quatre heures de l'emprisonnement de l'accusé, le juge le fera paroître devant lui, lui fera lire la plainte, la déclaration du nom du dénonciateur, s'il y en a, les procès-verbaux ou rapports & l'information; il lui fera représenter aussi les effets déposés pour servir à l'instruction; il lui demandera s'il a choisi ou s'il entend choisir un conseil, ou s'il veut qu'il lui en soit nommé un d'office: en ce dernier cas, le juge nommera le conseil, & l'interrogatoire ne pourra être commencé que le jour suivant. Pour cet interrogatoire & pour tous les autres, le serment ne sera plus exigé de l'accusé, & il ne le prêtera, pendant tout le cours de l'instruction, que dans le cas où il voudroit alléguer des reproches contre les témoins.

### X I I I.

IL en fera usé de même à l'égard des accusés qui comparoîtront volontairement sur un décret d'assigné pour être oui, ou d'ajournement personnel.

### X I V.

APRÈS l'interrogatoire, la copie de toutes les pièces de la procédure, signée du greffier, sera délivrée sans frais à l'accusé, sur papier libre, s'il la requiert; & son conseil aura le droit de voir les minutes, ainsi que les effets déposés pour servir à l'instruction.

### X V.

LA continuation & les additions de l'information qui auront lieu pendant la détention de l'accusé depuis son décret seront faites publiquement & en sa présence, sans qu'il puisse interrompre le témoin *pendant le cours de sa déposition.*



## X V I.

LORSQUE la déposition sera achevée, l'accusé pourra faire faire au témoin, par l'organe du juge, les observations & interpellations qu'il croira utiles pour l'éclaircissement des faits rapportés, ou pour l'explication de la déposition. La mention, tant des observations de l'accusé que des réponses du témoin, sera faite, ainsi qu'il se pratique, à la confrontation; mais les aveux, variations ou rétractations du témoin, en ce premier instant, ne le feront pas réputer faux témoin.

## X V I I.

LES procès criminels ne pourront plus être réglés à l'extraordinaire que par trois juges au moins. Lorsqu'ils auront été ainsi réglés, il sera, en présence de l'accusé ou des accusés, procédé d'abord au récolement des témoins, & de suite à leur confrontation. Il en sera usé de même par rapport au récolement des accusés sur leur interrogatoire, & à leur affrontation entre eux. Les reproches contre les témoins pourront être proposés & prouvés en tout état de cause, tant après qu'avant la connoissance des charges, & l'accusé sera admis à les prouver, si les juges les trouvent pertinens & admissibles.

## X V I I I.

LE conseil de l'accusé aura le droit d'être présent à tous les actes de l'instruction, sans pouvoir y parler au nom de l'accusé, ni lui suggérer ce qu'il doit dire ou répondre, si ce n'est dans le cas d'une nouvelle visite ou rapport quelconque, lors desquels il pourra faire ses observations, dont mention sera faite dans le procès-verbal.

## X I X.

L'ACCUSÉ aura le droit de proposer, en tout état de cause, ses défenses & faits justificatifs ou d'atténuation; & la preuve sera reçue de tous ceux qui seront jugés pertinens, & même du fait de démence, quoiqu'ils n'aient point été articulés par

l'accusé dans son interrogatoire & autres actes de la procédure. Les témoins que l'accusé voudra produire, sans être tenu de les nommer sur-le-champ, seront entendus publiquement, & pourront l'être en même-temps que ceux de l'accusateur, sur les continuation ou addition d'information.

## X X.

IL sera libre à l'accusé, soit d'appeler ses témoins à sa requête, soit de les indiquer au ministère public pour qu'il les fasse assigner; mais dans l'un ou l'autre cas, il sera tenu de commencer ses diligences ou de fournir l'indication de ses témoins, dans les trois jours de la signification du jugement qui aura admis la preuve.

## X X I.

LE rapport du procès sera fait par un des juges, les conclusions du ministère public données ensuite & motivées, le dernier interrogatoire prêté & le jugement prononcé, le tout à l'audience publique. L'accusé ne comparoîtra à cette audience qu'au moment de l'interrogatoire, après lequel il sera reconduit, s'il est prisonnier; mais son conseil pourra être présent pendant la séance entière, & parler pour sa défense après le rapport fini, les conclusions données & le dernier interrogatoire prêté. Les juges seront tenus de se retirer ensuite à la chambre du conseil, d'y opiner sur délibéré, & de reprendre incontinent leur séance publique pour la prononciation du jugement.

## X X I I.

TOUTE condamnation à peine afflictive ou infamante, en première instance ou en dernier ressort, exprimera les faits pour lesquels l'accusé sera condamné, sans qu'aucun juge puisse jamais employer la formule, *pour les cas résultant du procès.*

## X X I I I.

LES personnes présentes aux actes publics de l'instruction criminelle se tiendront dans le silence & le respect dû au

tribunal, & s'interdiront tout signe d'approbation ou d'impro-  
bation, à peine d'être emprisonnées sur-le-champ par forme de  
correction, pour le temps qui sera fixé par le juge, & qui ne  
pourra cependant excéder huitaine, ou même poursuivies  
extraordinairement, en cas de trouble ou d'indécence grave.

## X X I V.

L'USAGE de la fellette au dernier interrogatoire, & la  
question dans tous les cas, sont abolis.

## X X V.

AUCUNE condamnation à peine afflictive ou infamante ne  
pourra être prononcée qu'aux deux tiers des voix; & la  
condamnation à mort ne pourra être prononcée par les juges  
en dernier ressort qu'aux quatre cinquièmes.

## X X V I.

TOUT ce qui précède fera également observé dans les  
procès poursuivis d'office, & dans ceux qui seront instruits en  
première instance dans les cours supérieures. La même publi-  
cité y aura lieu pour le rapport, les conclusions, le dernier  
interrogatoire, le plaidoyer du défenseur de l'accusé, & le  
jugement, dans les procès criminels qui y seront portés par  
appel.

## X X V I I.

DANS les procès commencés, les procédures déjà faites  
subsisteront; mais il sera procédé au surplus de l'instruction &  
au jugement, suivant les formes prescrites par le présent  
décret, à peine de nullité.

## X X V I I I.

L'ORDONNANCE de 1770 & les édits, déclarations &  
règlemens concernant la manière criminelle, continueront  
d'être observés en tout ce qui n'est pas contraire au présent  
décret, jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné.

Nous avons cru qu'il étoit de notre sagesse, en répondant aux vœux de nos sujets, d'accorder notre sanction au présent décret, & d'en ordonner l'exécution dans notre royaume. A ces causes & autres à ce nous mouvant, de l'avis de notre conseil, nous avons, par ces présentes signées de notre main, sanctionné & sanctionnons le décret de l'assemblée nationale, portant réformation de quelques points de la jurisprudence criminelle, & contenant vingt-huit articles, ainsi qu'ils sont rapportés dans le préambule des présentes. Voulons que ledit décret reçoive sa pleine & entière exécution.

Si donnons en mandement à nos amés & féaux conseillers les gens tenant notre cour de parlement à Paris, que ces présentes ils aient à enregistrer, même en temps de vacations, & le contenu en icelles faire exécuter suivant sa forme & teneur : car tel est notre plaisir ; & afin que ce soit chose fermée & stable à toujours, nous avons fait mettre notre scel à cesdites présentes.

DONNÉ à Paris au mois d'octobre, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-neuf, & de notre règne le seizième. *Signé* LOUIS. *Plus bas*, par le roi, DE SAINT-PRIEST. *Visa* L'ARCHEVÊQUE DE BORDEAUX. Et scellées du grand sceau de cire verte, en lacs de soie rouge & verte.

*Registrées, ouï & ce requérant Pierre de Laurencel, sous-doyen des substituts du procureur général du roi, pour être exécutées selon leur forme & teneur, imprimées, publiées & affichées ; & copies collationnées desdites lettres-patentes envoyées aux bailliages, sénéchaussées & justices du ressort, pour y être lues, publiées, registrées & affichées. Enjoint aux substituts du procureur général du roi esdits sièges, & aux procureurs fiscaux esdites justices de s'y conformer, d'y tenir la main, & d'en certifier la cour dans le mois ; à la charge de réitérer le présent enregistrement au lendemain de Saint-Martin, suivant l'arrêt de ce jour. A Paris, en vacations, le quatorze octobre mil sept cent quatre-vingt-neuf.*

*Signé* Y S A B E A U.

---

# LETTRES-PATENTES DU ROI, EN FORME D'ÉDIT,

*Portant sanction du décret de l'Assemblée Nationale,  
pour l'abolition des droits de Franc-fief ouverts, &  
la cessation absolue de toutes recherches ou pour-  
suites sur cet objet.*

Données à Paris, au mois d'Octobre 1789.

*Registrées en parlement, en vacations, le 6 Novembre audit an.*

**L**OUIS, PAR LA GRACE DE DIEU, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE : à tous présens & à venir ; SALUT. L'assemblée nationale a fait un décret dont la teneur suit :

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Nationale ,  
du 29 Septembre 1789.*

L'ASSEMBLÉE a décrété l'abolition des droits de franc-fief ouverts, & la cessation absolue de toutes recherches ou poursuites sur cet objet. *Signe* MOUNIER, *président*; DÉMEUNIERS, le vicomte DE MIRABEAU, BUREAU DE PUSY, FAYDEL, ✕ A. L. H. l'évêque DE NANCY, l'abbé D'EYMAR, *secrétaires*.

Et nous ayant fait connoître le désir que ledit décret reçût son exécution, nous nous sommes portés à le sanctionner.

A ces causes & autres à ce nous mouvant, de l'avis de notre conseil, nous avons sanctionné, & par ces présentes signées de notre main, sanctionnons le décret inséré dans le

préambule des présentes, pour être exécuté suivant la forme & teneur. Si donnons en mandement à nos amés & féaux conseillers les gens tenant notre cour de parlement à Paris, que ces présentes ils ayent à registrer, même en temps de vacations; & le contenu en icelles garder, observer & faire exécuter suivant leur forme & teneur: car tel est notre plaisir; & afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre notre scel à cesdites présentes. **DONNÉ** à Paris, au mois d'octobre, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-neuf, & de notre règne le seizième. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, par le roi, DE SAINT - PRIEST. *Visa* ✠ L'ARCHEVÊQUE DE BORDEAUX. Et scellées du grand sceau de cire verte, en lacs de soie rouge & verte.

*Registrées, ouï & ce requérant Pierre de Laurencel, sous-doyen des substituts du procureur général du roi, pour être exécutées selon leur forme & teneur, imprimées, publiées & affichées par-tout où besoin sera; & copies collationnées des présentes lettres-patentes envoyées aux bailliages & sénéchaussées du ressort, pour y être lues, publiées, registrées & affichées. Enjoint aux substituts du procureur général du roi esdits sièges de s'y conformer, d'y tenir la main, & d'en certifier la cour dans le mois, à la charge de réitérer le présent enregistrement à la rentrée de la cour, suivant l'arrêt de ce jour. A Paris, en vacations, le six novembre mil sept cent quatre-vingt-neuf.*

*Signé* Y S A B E A U.

## PROCLAMATION DU ROI,

*Du 9 Octobre 1789.*

LE ROI craignant que ses fidèles habitans des provinces n'apprennent avec peine le récit des circonstances qui l'ont déterminé à venir résider à Paris, croit devoir les instruire qu'informé à l'avance de la marche de la milice nationale de Paris, & du désir qu'elle avoit d'obtenir de sa majesté l'honneur de lui servir de garde, il eût été facile au roi de se transporter de Versailles ailleurs qu'à Paris; mais sa majesté a craint que cette détermination de sa part ne fût la cause d'un grand trouble, & se reposant sur les sentimens qu'elle a droit d'attendre de tous ses sujets indistinctement, elle est venue avec confiance vivre dans sa capitale, où elle a reçu les témoignages les plus respectueux de l'amour & de la fidélité des habitans de sa bonne ville de Paris; elle est certaine qu'ils n'entreprendront jamais de gêner en aucune manière la libre détermination de leur souverain; & c'est au milieu d'eux qu'elle annonce à tous les habitans de ses provinces, que lorsque l'assemblée nationale aura terminé le grand ouvrage de la restauration du bonheur public, elle réalisera le plan qu'elle a conçu depuis long-temps, d'aller sans aucun faste visiter ses provinces, pour connoître plus particulièrement le bien qu'elle y peut faire, & pour leur témoigner dans l'effusion de son cœur, qu'elles lui sont toutes également chères. Il se livre d'avance à l'espoir de recevoir d'elles ces marques d'affection & de confiance qui seront toujours l'objet de ses vœux, & la véritable source de son bonheur. Le roi se flatte encore que cette déclaration de sa part engagera tous les habitans de ses provinces à seconder par leurs encouragemens les travaux de l'assemblée nationale, afin qu'à l'abri d'une heureuse constitution, la France jouisse bientôt de ces jours de paix & de tranquillité dont une malheureuse division la prive depuis si long-temps. A Paris, le neuf octobre mil sept cent quatre-vingt-neuf. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, par le roi, DE SAINT-PRIEST, secrétaire d'état.

## PROCLAMATION DU ROI,

*Concernant le Mont-de-piété.*

Du 9 Octobre 1789.

LE ROI est informé qu'un grand nombre de personnes se sont adressées à la reine , afin d'obtenir , par son intervention, la restitution franche des gages qu'elles ont déposés au Mont-de-piété pour recevoir des sommes au-dessous de vingt-quatre francs ; & quoique la reine n'ait répondu à ce vœu que par des témoignages généraux de bonté , on a interprété ces témoignages comme un acquiescement pur & simple à la demande qui lui avoit été faite. Le roi , dont les sentimens de bienfaisance ne sont combattus que par la justice qu'il doit à tous ses sujets , auroit bien voulu satisfaire en son entier à la demande qu'on a formée ; mais sa majesté étant instruite qu'il en résulteroit une dépense de trois millions , & les besoins de ses peuples sollicitant sa bienfaisance de plusieurs manières , elle ne peut faire qu'un usage mesuré & réfléchi des deniers du trésor royal , puisqu'ils proviennent tous des sacrifices de ses peuples. Sa majesté ayant égard à ces considérations , & en même-temps aux motifs qui doivent l'engager à respecter jusqu'aux espérances qu'on a pu concevoir des paroles de bonté de la reine son auguste épouse ; sa majesté , après avoir pris connoissance de la somme à laquelle pourroient s'élever les dépôts au-dessous de vingt-quatre livres , & qui consisteroient uniquement en linges de corps & en vêtemens d'hiver , s'est déterminée à exercer cet acte de bienfaisance , se réservant d'en prendre les fonds sur les deniers destinés à ses dépenses personnelles & à celles de la reine. En conséquence , sa majesté a ordonné & ordonne ce qui suit :



## A R T I C L E P R E M I E R.

LES personnes qui ont engagé au Mont-de-piété des linges de corps & des vêtemens d'hiver, & sur lesquels il leur aura été prêté des sommes au-dessous de vingt-quatre livres, seront tenues, pour en obtenir gratuitement la remise, de s'adresser à leur district, à l'effet d'y faire attester leur domicile & leur bonne conduite.

## I I.

LES commissaires chargés par les districts pour faire des vérifications à cet égard, & pour délivrer les certificats ci-dessus, y désigneront les numéros & les dates des reconnoissances du Mont-de-piété, ainsi que le montant des prêts & la désignation des nantissemens, suivant les modèles imprimés qui leur seront fournis par le directeur général du Mont-de-piété.

## I I I.

IL ne sera rendu aucun nantissement dont l'engagement sera postérieur à la date du 30 septembre dernier.

## I V.

LES personnes qui auront plusieurs reconnoissances du Mont de-piété, dont les prêts réunis monteront à la somme de vingt-quatre livres & au-dessus, ne seront point admises à l'obtention de la remise gratuite d'aucun des nantissemens qui y sont portés.

## V.

LES commissaires de chacun des districts prendront les mesures convenables pour qu'il ne se présente chaque jour au Mont-de-piété que vingt personnes au plus par chaque district, munies de leurs certificats.

A Paris, le neuf octobre mil sept cent quatre-vingt-neuf,  
*Signé* LOUIS. *Et plus bas*, par le roi, DE SAINT-PRIEST.

## DÉCLARATION DU ROI,

*Portant sanction du Décret de l'Assemblée Nationale,  
du mardi 6 Octobre 1789, concernant la Contri-  
bution Patriotique.*

Du 9 Octobre 1789.

**V**U par le roi le décret de l'assemblée nationale, du 6 de ce mois, dont la teneur suit :

L'ASSEMBLÉE nationale , après avoir pris en considération le compte qui lui a été rendu par le premier ministre des finances, de la situation du trésor public, des besoins ordinaires & extraordinaires de cette année & de l'année prochaine, pour fournir à toutes les dépenses courantes & pour satisfaire à tous les engagements de l'état ;

Considérant que le premier objet qui doit occuper l'assemblée, est de rassurer les peuples sur la crainte de voir augmenter leurs charges, & les créanciers de l'état sur la fidélité avec laquelle tous les engagements seront désormais remplis, & que ces deux avantages résulteront nécessairement du parti qu'elle a pris d'anéantir, par des réductions sur les dépenses ou par des bonifications de recettes, toute différence entre les recettes & les dépenses publiques ;

Ayant en conséquence pris la détermination positive d'opérer dès-à-présent, d'ici au premier janvier prochain, & préalablement à un travail plus approfondi, les réductions suivantes sur les dépenses, montant à trente-cinq millions huit cent quatorze mille livres ;

## S A V O I R :

Sur la dépense du département de la guerre . . . . .	20,000,000 liv.
Sur celui des affaires étrangères. . . . .	1,000,000
Sur la maison du roi & des princes ses frères. . . . .	6,000,000
Sur les pensions, indépendamment des réductions ordonnées en 1788. . . . .	8,000,000
La dépense entière des haras. . . . .	814,000
TOTAL. . . . .	35,814,000 liv.

Ayant de plus déterminé la cessation du paiement de deux millions cinq cents mille livres par an, qui devoient être versés encore pendant plusieurs années dans la caisse du clergé, pour aider à ses remboursemens ;

Considérant en outre que les contributions établies à l'avenir sur le bien des privilégiés, & en remplacement de tous les abonnemens particuliers des vingtièmes, mettront les provinces en état d'acquitter, à la charge du trésor public, au moins quinze millions de dépenses ordinaires, détaillées dans le compte du premier ministre des finances, sans rien ajouter à la contribution des peuples ;

Considérant encore, qu'outre les cinquante-trois millions détaillés ci-dessus, & les premières extinctions des rentes viagères, plusieurs autres objets d'économie lui ont été présentés dans les différens discours du premier ministre des finances, tant le 24 septembre dernier, qu'à l'ouverture de l'assemblée nationale, ainsi que dans le rapport du comité des finances, & que le résultat des opérations auxquelles elle va se livrer en conséquence achèvera incessamment de faire disparaître entièrement tout déficit, & d'abaisser les dépenses fixes au-dessous du niveau des recettes ordinaires ;

Et à l'appui de ces dispositions, l'assemblée nationale prend l'engagement solennel de maintenir les revenus publics à la somme nécessaire pour remplir tous les engagements de l'état,

en remplaçant les impôts onéreux qu'elle a réduits & qu'elle se propose de supprimer, par les contributions qui seront jugées nécessaires pour conserver constamment le plus parfait équilibre entre les recettes & les dépenses ;

Considérant enfin que les besoins extraordinaires & ceux du moment exigent encore des dispositions particulières ; que de nouveaux emprunts ne pourroient qu'augmenter le déficit annuel ; que plusieurs citoyens ont déjà manifesté le désir d'aller au secours de l'état par une taxe momentanée, relative à la fortune de chaque particulier ; qu'il est urgent de tirer la patrie du péril dans lequel elle se trouve ; qu'il ne s'agit que d'un dernier effort, & que tout François a un intérêt égal à contribuer au maintien de l'ordre & de la foi publique ;

L'assemblée nationale, en confirmant son décret du 16 septembre dernier, a décrété & décrète ce qui suit :

#### A R T I C L E P R E M I E R.

IL sera demandé à tous les habitans & à toutes les communautés du royaume, aux exceptions près indiquées dans l'un des articles suivans, une contribution extraordinaire & patriotique, qui n'aura lieu qu'une fois, & à laquelle on ne pourra jamais revenir pour quelque cause & par quelque motif que ce soit.

#### I I.

CETTE contribution extraordinaire & momentanée devant être égale & proportionnelle, est fixée par l'assemblée au quart du revenu dont chacun jouit, déduction faite des charges foncières, des impositions, des intérêts par billets ou obligations, des rentes constituées auxquelles il se trouve assujéti ; & de plus, à deux & demi pour cent de l'argenterie ou des bijoux d'or & d'argent dont on sera possesseur, & à deux & demi pour cent de l'or & l'argent monnoyés que l'on garde en réserve.

## I I I.

IL ne fera fait aucune recherche ni inquisition pour découvrir si chacun a fourni une contribution conforme aux proportions ci-dessus indiquées. L'assemblée, pleine de confiance dans les sentimens d'honneur de la nation Françoisse, ordonne que chacun, en annonçant sa contribution, s'exprimera de la manière suivante :

*Je déclare avec vérité que telle somme . . . . . dont je contribuerai aux besoins de l'état, est conforme aux fixations établies par le décret de l'assemblée nationale.*

Ou bien, si cela est :

*Je déclare, &c. . . . . que cette contribution excède la proportion déterminée par le décret de l'assemblée nationale.*

## I V.

CES déclarations se feront devant les municipalités des lieux dans lesquels on a son principal domicile, ou devant tels délégués nommés par ces municipalités.

## V.

LES marchands & autres citoyens qui, dans quelque villes, payent leur capitation en commun, & sont imposés par un rôle particulier, jouiront de la même facilité pour le payement de leur contribution patriotique, & ils feront leur déclaration devant les syndics des communautés.

## V I.

LES personnes absentes du royaume enverront directement leurs déclarations aux municipalités de leur principal domicile, ou donneront leur procuration à telle personne qu'elles jugeront à propos de choisir, pour faire en leur nom cette déclaration.

## V I I.

TOUTES les déclarations devront être faites au plus tard avant le premier janvier de l'année prochaine, & les municipalités appelleront ceux qui seront en retard.

## V I I I.

IL sera dressé, sans perte de temps, un tableau du montant général des déclarations, afin que l'assemblée nationale puisse avoir incessamment connoissance de l'étendue de cette ressource.

## I X.

CHAQUE municipalité aura un registre dans lequel les déclarations seront inscrites, & ce registre contiendra le nom des contribuans, & la somme à laquelle ils auront fixé leurs contributions.

## X.

EN conformité de ce registre, il sera dressé un rôle des diverses sommes à recevoir de chaque particulier, lequel rôle sera remis aux mêmes préposés qui sont chargés de recevoir les vingtièmes ou la capitation, pour en faire le recouvrement sans frais; & les deniers qui en proviendront seront remis aux receveurs des impositions ou au trésorier des provinces, qui les remettront, sans délai & sans frais de perception, au trésor public.

## X I.

LE tiers de cette contribution totale sera payé d'ici au premier avril 1790; le second, du premier avril 1790 au premier avril 1791; le troisième, du premier avril 1791 au premier avril 1792.

## X I I.

Tous ceux qui voudront payer leur contribution comptant, en un seul payement, seront libres de le faire, & ils auront droit, pour leur avance, à la déduction de l'intérêt légal.

## X I I I.

## X I I I.

Tous ceux dont le revenu n'est que de 400 livres, ensemble les hôpitaux & hospices, ne seront assujettis à aucune proportion ; ils sont déclarés libres de fixer cette proportion selon leur volonté.

## X I V.

LES ouvriers & journaliers sans propriétés ne seront obligés à aucune contribution ; mais on ne pourra cependant rejeter l'offrande libre & volontaire d'aucun citoyen, & ceux déclarés exempts par cet article pourront se faire inscrire sur le rôle des contribuans, pour telle modique somme qu'il leur plaira de désigner.

## X V.

Au mois d'avril 1792, & à l'expiration du dernier terme désigné pour l'acquit final de la contribution patriotique, le registre des déclarations réellement acquittées sera clos & scellé par chaque municipalité, & déposé à son greffe, pour n'être ouvert de nouveau qu'à l'époque désignée dans l'article suivant.

## X V I.

A l'époque où le crédit national permettra d'emprunter à quatre pour cent d'intérêt en rentes perpétuelles, circonstance heureuse & qui ouvrira de nouvelles ressources à l'état, il fera procédé successivement, & selon les dispositions qui seront alors déterminées, au remboursement des sommes qui auront été fournies gratuitement pour subvenir à la contribution extraordinaire délibérée par le présent décret.

## X V I I.

LE remboursement ne pourra être fait qu'au contribuant, ou à telle personne qu'il aura désignée dans sa déclaration pour jouir après lui de ses droits. Si cette personne, ainsi que le contribuant, sont décédés à l'époque du remboursement, l'état sera affranchi de ce remboursement.

## X V I I I.

CHAQUE municipalité sera tenue d'informer les administrations de sa province de l'exécution successive des dispositions arrêtées par le présent décret ; & ces administrations en rendront compte à un comité composé du ministre des finances & des commissaires qui seront nommés par l'assemblée nationale pour surveiller avec lui toute la suite des opérations relatives à la rentrée & à l'emploi de la contribution patriotique , ainsi que des avances dont il sera parlé en l'article suivant.

## X I X.

L'ASSEMBLÉE nationale s'en remet au roi du soin de prendre avec la caisse d'escompte ou avec les compagnies de finances tels arrangemens qui lui paroîtront convenables, afin de recevoir d'elles des avances sur le produit de la contribution patriotique , ou sur telles autres valeurs exigibles qui pourront leur être délivrées.

## X X.

L'ASSEMBLÉE nationale approuve que le premier ministre & le comité des finances examinent de concert les projets qui seront présentés pour la conversion de la caisse d'escompte en une banque nationale , & que le résultat de cet examen soit mis sous les yeux de l'assemblée.

## X X I.

L'ASSEMBLÉE nationale invite les particuliers à porter leur argenterie aux hôtels des monnoies, & elle autorise les directeurs de ces monnoies à payer le titre de Paris, à 55 livres le marc , en récépissés à six mois de date, sans intérêt , lesquels récépissés seront reçus comme argent comptant dans la contribution patriotique.



## X X I I.

L'ASSEMBLÉE nationale autorise le trésor public à recevoir dans l'emprunt national l'argenterie au titre de Paris, à 58 liv. le marc, à condition que moyennant cette faveur particulière, on ne jouira pas de la faculté de fournir la moitié de la mise en effets portant cinq pour cent d'intérêts.

*Signé* MOUNIER, *président*; DÉMEUNIERS, le vicomte DE MIRABEAU, l'abbé D'EYMAR, l'évêque DE NANCY, BUREAUX DE PUZY, FAYDEL, *secrétaires*.

LE ROI a sanctionné ledit décret pour être exécuté suivant sa forme & teneur: enjoint en conséquence sa majesté aux officiers municipaux, assemblées municipales & autres assemblées de communautés, aux bureaux intermédiaires de département, aux commissions intermédiaires des assemblées provinciales, aux pays d'états, aux commissaires intermédiaires, élus & syndics généraux & autres administrateurs des différentes provinces du royaume, de concourir, veiller, s'employer & tenir la main à l'exécution du présent décret. Fait à Paris, le neuf octobre mil sept cent quatre-vingt-neuf. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, par le roi, DE SAINT-PRIEST.

---

PROCLAMATION DU ROI.

Nous recommandons de la manière la plus instante à tous nos fidèles sujets de se conformer aux dispositions du présent décret de l'assemblée nationale, revêtu de notre sanction. Ils sentiront tous qu'il importe à la tranquillité publique, qu'il importe au salut de l'état de ne pas réunir aux maux qui affligent notre royaume les funestes effets du désordre des finances. Toute l'Europe est attentive à la conduite que les

François tiendront en cette grande occasion; elle va juger avec sûreté de l'étendue de leur attachement au bien de l'état. Car si le vœu de la première assemblée nationale, si les pressantes invitations du monarque, si la situation des affaires, si le danger imminent des circonstances, ne pouvoient déterminer à un sacrifice d'argent momentané, il faudroit désespérer des ressources qui doivent naître du mouvement généreux des esprits & du résultat de ces vertus publiques auxquelles on met aujourd'hui sa confiance. Sans doute on parviendrait aisément à colorer les motifs de sa tiédeur, en les rapportant à des considérations particulières; mais l'intérêt de l'état doit l'emporter sur tous les sentimens personnels; il doit réunir, au moins pour un temps, les différentes opinions, afin qu'au moment où la paix renaîtra, on retrouve sans altération les principales sources de la prospérité publique. Tous les biens dont la providence a daigné favoriser ce superbe empire sont encore dans leur entier, & nos fidèles sujets, avec un vœu commun, avec un esprit de sagesse, jouiroient en peu de temps de ces précieux avantages d'une manière plus solide & plus étendue que ne l'ont fait jamais leurs ancêtres. Heureux jours que nous demandons au ciel avec les plus vives instances, & que nous ne désespérons point d'obtenir, en arrêtant nos regards sur ce grand nombre de citoyens généreux, vertueux & sensibles, répandus dans tout notre royaume, & qui font encore l'honneur de notre règne & la gloire de leur patrie. DONNÉ à Paris, le onzième d'octobre mil sept cent quatre-vingt-neuf. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*,  
DE SAINT-PRIEST.

## I N S T R U C T I O N

P U B L I É E P A R O R D R E D U R O I ,

*Relativement à la Contribution patriotique.*

P O U R féconder l'empressement des citoyens à se conformer au décret de l'assemblée nationale , concernant la contribution patriotique , en date du 6 octobre 1789 , & sanctionné par sa majesté le 9 du même mois ; & pour obtenir une uniformité propre à accélérer les opérations , il a paru convenable & nécessaire d'indiquer à tous les habitans & communautés du royaume , aux corps municipaux , municipalités & autres assemblées de communautés , aux bureaux & commissions intermédiaires & autres administrateurs , les formules & autres détails qu'il feroit à propos d'observer pour la réception des déclarations , leur rédaction , la confection des rôles & le versement des sommes qui seront recouvrées.

1°. Les officiers municipaux & assemblées municipales des villes & communautés , & à défaut de municipalités rurales dans quelques provinces , les assemblées qui se formeront dans chaque communauté , en exécution de la proclamation du roi du 16 octobre 1789 , pour l'assiette des impositions de 1790 , dresseront , sans délai , une liste de toutes les personnes ayant leur principal domicile dans leur ville ou communauté. Cette liste contiendra seulement les noms & qualités desdites personnes domiciliées & résidentes , & sera intitulée conformément au modèle coté (A) , joint à la présente instruction.

2°. Dans les villes où la population sera nombreuse , cette liste sera formée par paroisses , quartiers , ou tel autre arrondissement , division & subdivision qui seront jugés plus convenables par les officiers municipaux.

3°. Cette liste , ainsi formée , fera affichée pendant huit jours à l'entrée de l'église paroissiale , ou de tous autres bâtimens publics , qui , pour les grandes villes , seront désignés par les officiers municipaux pour chacune des divisions adoptées.

4°. Dans le cours de ces huit jours , seront ajoutés sur la liste les noms des personnes qui y auroient été omises , & de celles qui demanderont à y être inscrites. Enfin , il sera donné un numéro à chacun des articles compris dans cette liste , en commençant par le numéro 1<sup>er</sup>.

5°. Les huit jours expirés , il sera annoncé au prône & par affiche ou cri public , que toutes les personnes qui doivent faire leur déclaration pour la contribution patriotique sont averties de se rendre aux lieux , jours & heures qui leur seront indiqués , pour y inscrire leur déclaration sur le registre à ce destiné.

6°. Ces déclarations seront reçues , dans chaque ville & communauté , par les officiers municipaux ou membres de l'assemblée municipale. Dans les grandes villes , les officiers municipaux pourront déléguer les syndics des corps des marchands & les autres corporations qui auroient des rôles d'imposition séparés , pour recevoir sur un registre particulier les déclarations des membres de ces corporations.

7°. Les déclarations seront toutes inscrites sur le registre l'une après l'autre , à fur & à mesure que les déclarans se présenteront ; & il sera porté un numéro en tête de chacune de ces déclarations , à commencer par le numéro 1<sup>er</sup>.

8°. Les déclarations à fournir par les personnes qui sont dans le cas de déclarer , d'après les proportions fixées par l'article II du décret de l'assemblée nationale , seront rédigées conformément au modèle coté ( B ) , joint à la présente instruction , si leur déclaration est conforme à ces proportions ; ou bien suivant le modèle coté ( C ) , si leur déclaration excède ces proportions.

9°. Ceux qui n'ont qu'un revenu de 400 livres , ensemble les hôpitaux & hospices , qui , suivant l'article XIII du

décret de l'assemblée nationale, n'étant assujettis à aucune proportion, sont libres de fixer la quotité de leur contribution selon leur volonté, fourniront leur déclaration suivant le modèle coté (D).

10°. A l'égard des ouvriers & journaliers sans propriétés, qui, quoique dispensés de contribuer, voudront cependant ne point profiter de cette exemption & fournir, conformément à l'article XIV du décret de l'assemblée nationale, une offrande libre & volontaire, ils feront leur déclaration conformément au modèle ci-après coté (E).

11°. Pour faciliter la confection du rôle dont il sera question ci-après, il pourra être utile de porter en marge de chacune de ces déclarations, pour les distinguer, savoir: le chiffre *I*, pour les personnes qui déclareront au-dessus de la proportion; le chiffre *II*, pour celles qui déclareront conformément à la proportion; le chiffre *III*, pour celles qui dans leur déclaration n'étoient assujetties à aucune proportion; & enfin, le chiffre *IV*, pour celles dont l'offrande est libre & volontaire.

12°. Ceux qui feront dans l'intention de désigner une personne pour être à leurs droits, dans le cas de remboursement prévu par l'art. XVI du décret de l'assemblée nationale, inséreront dans leur déclaration la clause dont la formule, cotée (F), est jointe à la présente instruction.

13°. Les déclarans exprimeront dans leur déclaration, ainsi qu'il est expliqué par les modèles, les époques auxquelles ils feront dans l'intention d'acquitter leur contribution patriotique.

14°. Il sera tenu par les officiers municipaux ou municipalités un double registre sur lequel seront transcrites à fur & à mesure toutes les déclarations portées sur le premier registre, & chacune d'elles sera certifiée conforme à l'original par deux des membres de la municipalité.

15°. Si, dans le délai de trois semaines après le premier avertissement publié, toutes les déclarations n'avoient pas encore été reçues, il sera fait une nouvelle proclamation

pour annoncer que *tel* jour les officiers municipaux ou l'assemblée municipale seront obligés d'envoyer au chef-lieu de la province ou de l'arrondissement le registre des déclarations pour la formation du rôle de la contribution patriotique ; & qu'en conséquence , les citoyens qui n'auroient point encore déclaré sont avertis de se présenter avant ledit jour.

16°. Ce nouveau délai expiré , les officiers municipaux ou assemblée municipale feront la vérification & comparaison des noms portés sur la liste des personnes domiciliées & de ceux des personnes qui auront fourni leur déclaration ; après quoi , à la suite de la dernière déclaration inscrite , ils porteront l'arrêté suivant :

*Nous , officiers municipaux ou membres de l'assemblée municipale de* *déclarons que le présent*  
*registre contient les déclarations qui ont été faites pour la contribution patriotique par toutes les personnes domiciliées & résidant dans ladite ville ou communauté , dont la liste préalablement formée est jointe au présent registre , & en outre par les citoyens qui , sans être tenus à aucune déclaration , ont cependant voulu être inscrits sur la même liste & faire aussi leur offrande à la patrie.*

*Fait à*

*ce*

*17*

17°. La liste originale & le registre aussi original resteront déposés dans les archives de la ville ou communauté ; & les doubles desdites liste & registre seront envoyés , savoir : aux bureaux intermédiaires de département , dans les provinces où il a été formé des assemblées secondaires ;

Aux bureaux de correspondance , dans les provinces de Touraine , Anjou , Maine & Nivernois ;

Aux commissaires des diocèses , dans la province de Languedoc ;

Et enfin , aux syndics généraux , élus & autres représentans intermédiaires des provinces , pays & administrations  
du

du Boulonnois, Marches communes, principauté d'Orange, Flandre, Hainaut, Cambresis, Béarn, Navarre, Bigorre, Soule, Nébouzan, Quatre-vallées, Labour, Mâconnois, Bresse, Bugey, pays de Gex & comté de Foix.

18°. Dans les autres grandes provinces d'assemblées provinciales ou pays d'états où il n'existe point d'assemblées secondaires ni de bureaux de correspondance, les corps municipaux ou assemblées municipales des différentes villes & communautés, adresseront leurs liste & registre de déclarations aux officiers municipaux de la ville qui se trouvera être chef-lieu de la recette particulière des finances, diocèse ou châellenie, suivant la division administrative de la province; lesquels officiers municipaux feront délégués par la commission intermédiaire de la province, pour la confection des rôles de toutes les communautés de leur arrondissement.

Dans les généralités de Bordeaux, Limoges, la Rochelle & Befançon, les officiers municipaux des villes chef-lieux de recette, feront de même chargés de faire former & arrêter les rôles des villes & communautés de leur arrondissement.

19°. A la réception desdites liste & registre de chaque ville & communauté, les bureaux intermédiaires, commissaires de diocèse, commissions intermédiaires, & enfin les officiers municipaux des villes chef-lieux d'arrondissement, secondés par les receveurs particuliers des finances, feront former à fur & à mesure sous leurs yeux, pour chacune de ces villes & communautés, un rôle qui sera intitulé :

*Rôle des sommes à recouvrer dans la ville ou communauté de pour la contribution patriotique, d'après les déclarations faites par les personnes ci-après dénommées ; savoir. ( Voyez le modèle coté G. )*

20°. Ce rôle contiendra quatre chapitres, qui feront intitulés ainsi qu'il suit :

## Chapitre premier.

*Personnes qui ont déclaré au-dessus de la proportion.*

## Deuxième Chapitre.

*Personnes qui ont déclaré conformément à la proportion.*

## Troisième Chapitre.

*Personnes qui, dans leur déclaration, n'étoient assujetties à aucune proportion.*

## Quatrième Chapitre.

*Personnes dont l'offrande est libre & volontaire.*

21°. Les bureaux intermédiaires, commissaires de diocèse, commissions intermédiaires ou officiers municipaux des villes chef-lieux qui auront fait former ces rôles, les arrêteront ainsi qu'il suit :

*Nous avons arrêté le présent rôle des sommes qui doivent être payées pour la contribution patriotique dans la ville ou paroisse de par les personnes dénommées audit rôle, à la somme totale de*  
*dont celle de payable au premier terme;*  
*celle de au second terme, & celle*  
*de au troisième terme; & sera le recouvrement desdites sommes fait par les collecteurs ordinaires de ladite ville ou communauté en exercice pour l'année 1790. Fait*  
*à ce 17*

22°. Les officiers municipaux des villes chef-lieux de recette & arrondissement, feront aussi former & arrêteront eux-mêmes le rôle de leur ville, qu'ils adresseront ensuite pour



qu'il soit visé à la commission intermédiaire, ou à M. l'intendant dans les provinces où il n'a point été établi d'assemblées provinciales ni d'états provinciaux.

23°. Les commissions intermédiaires & autres administrateurs des provinces apporteront la plus grande attention à faire former avec exactitude des bordereaux détaillés par arrondissemens de recettes particulières des finances, du montant des différens rôles qui seront arrêtés, & les adresseront sans perte de temps au premier ministre des finances.

24°. Les personnes qui seront dans l'intention d'acquitter la totalité, la moitié ou le tiers de leur contribution, ainsi qu'ils l'auront déclaré, sans attendre que le rôle des sommes à recouvrer ait été arrêté, pourront effectuer ce paiement entre les mains du collecteur de la paroisse qui, en tiendra note & en donnera quittance. Cette quittance devra d'ailleurs être visée par les officiers ou membres municipaux de la ville ou communauté, qui tiendront pareillement note desdits payemens sur un registre à ce destiné, & veilleront à ce que l'émargement en soit fait sur le rôle des sommes à recouvrer, lorsqu'il aura été renvoyé pour être mis en recouvrement.

25°. Les personnes qui auront déclaré vouloir payer en un seul terme leur contribution patriotique, ou qui après avoir déclaré être dans l'intention de la payer en deux ou trois termes, voudront cependant après la confection du rôle l'acquitter en un seul paiement, auront droit pour leur avance à la déduction de l'intérêt légal. Et pour mettre le collecteur à portée de justifier vis-à-vis du receveur particulier des finances, qu'il aura tenu compte desdits intérêts à telles ou telles personnes, les membres municipaux qui seront nommés pour vérifier le recouvrement, comme il sera expliqué ci-après, lui en donneront des certificats que le receveur particulier des finances recevra pour comptant.

26°. Les personnes qui voudront payer sur-le-champ & directement au trésor royal leur contribution patriotique, y recevront un récépissé de la somme par eux acquittée, &

un duplicata dudit récépissé, qu'elles remettront ensuite pour comptant au collecteur du lieu de leur résidence, attendu que d'après la déclaration qu'elles auront été dans le cas de faire, comme tous leurs concitoyens, audit lieu de leur résidence, elles se trouveront comprises dans le rôle des sommes à y recouvrer pour la contribution patriotique.

27°. Les récépissés donnés aux hôtels des monnoies, en échange des vaisselles, argenterie, bijoux & autres matières d'or & d'argent qui y auront été portées, pourront être fournis pour comptant par les propriétaires desdits récépissés, dans les payemens de la contribution patriotique; & dans ce cas, la réduction en livres, sous & deniers de la valeur du poids des matières énoncées en chaque récépissé, devra préalablement être faite & calculée par les officiers municipaux du lieu, ou par tel expert qu'ils choisiront; & lesdits officiers municipaux donneront ensuite le certificat suivant au pied du récépissé :

*Le présent récépissé bon à recevoir en paiement de la contribution patriotique de M. jusqu'à concurrence de la somme de d'après les proportions réglées par la proclamation du roi, du 12 octobre 1789, pour l'évaluation des vaisselles portées aux hôtels des monnoies.*

28°. Les personnes qui ont déjà fait des dons patriotiques à l'assemblée nationale, en espèces ou en valeurs équivalentes, pourront de même, si elles le désirent, les imputer sur leur contribution patriotique; mais pour constater lesdites valeurs, elles se procureront un récépissé du trésor royal, qu'elles remettront pour comptant au collecteur du lieu de leur domicile, en paiement de leur contribution patriotique, jusqu'à due concurrence.

29°. Deux des officiers municipaux ou membres des assemblées municipales ou autres assemblées, seront choisis pour examiner, une fois par semaine, au jour fixé à cet effet, le rôle de la contribution patriotique étant entre les mains du collecteur; en

conséquence, ils vérifieront , 1°. si les émargemens des payemens sont faits avec exactitude ; 2°. à combien s'élèvent les sommes déjà recouvrées ; 3°. enfin , si lesdites sommes existent entre les mains du collecteur , en deniers ou quittances valables du receveur particulier des finances. A la suite de chacune de ces vérifications , les deux membres municipaux choisis à cet effet , remettront à l'assemblée un bordereau de situation , signé d'eux & du collecteur , dont le modèle est joint à la présente instruction sous la cote ( H ).

30°. Les deniers provenant desdits recouvrements seront versés par les collecteurs entre les mains des receveurs particuliers des finances ; & par ceux-ci , en celles du receveur général des finances ou trésorier de la province en exercice pour 1790 , qui les remettront sans délai & sans frais de perception au trésor public.

31°. Les avances faites par les corps municipaux , assemblées municipales & autres assemblées , pour frais d'écritures de registre , de confection des rôles & frais de voyages des collecteurs au chef-lieu de la recette , seront remboursés auxdites municipalités sur le produit des sommes recouvrées. Mais pour éviter les détails qu'exigeroit l'examen de chacun de ces comptes d'avances & déboursés , les commissions intermédiaires examineront s'il ne seroit pas plus convenable d'allouer à chaque municipalité une somme déterminée & proportionnelle au montant du rôle , & elles soumettront à cet égard leurs propositions à sa majesté.

32°. Il sera rendu compte du produit dudit recouvrement par les receveurs généraux ou trésoriers , pardevant l'administration de chaque province , laquelle en adressera les résultats au comité , composé du ministre des finances & des commissaires nommés par l'assemblée nationale , pour surveiller avec lui toute la suite des opérations relatives à la rentrée ou à l'emploi de la contribution patriotique.

## M O D È L E S

*Jointes à l'Instruction pour la Contribution patriotique.*

(A) M O D È L E de la liste des personnes domiciliées & résidant dans chaque ville & communauté.

## CONTRIBUTION PATRIOTIQUE.

*LISTE de toutes les personnes domiciliées & résidant dans la ville ou communauté*

S A V O I R :

N. <sup>o</sup> 1. <sup>er</sup>
2.
3.
&c.

**M O D È L E S** des différentes déclarations à fournir pour la contribution patriotique, par les hommes mariés, veufs ou célibataires; les femmes veuves, celles séparées de corps ou de biens seulement; les fils de famille ayant un emploi ou exerçant personnellement une profession quelconque; les filles étant à leurs droits; les mineurs émancipés; les personnes en profession religieuse, sur les pensions qu'elles reçoivent de leur famille; les ci-devant religieux sécularisés, sur les pensions qui leur ont été conservées; les couvens & monasteres dotés, de l'un & l'autre sexe, & autres établissemens, &c. &c.

(B) D É C L A R A T I O N conforme aux proportions.

*JE soussigné,*  
*déclare avec vérité que la somme de*  
*dont je contribuerai aux besoins de l'état, est conforme aux*  
*fixations établies par le décret de l'assemblée nationale, du*  
*6 octobre 1789, concernant la contribution patriotique.*

*Et je m'engage à acquitter ladite somme de*  
*en*  $\left\{ \begin{array}{l} \text{un seul,} \\ \text{deux,} \\ \text{trois} \end{array} \right\}$  *paiement, avant l'expiration*  $\left\{ \begin{array}{l} \text{du premier,} \\ \text{des deux premiers,} \\ \text{du troisième} \end{array} \right\}$  *terme*  
*fixé par l'art. XI du décret de l'assemblée nationale.*

A

ce

17

(C) D É C L A R A T I O N excédant la proportion.

*JE soussigné,*  
*déclare avec vérité que la somme de*  
*dont je contribuerai aux besoins de l'état, excède les fixations*  
*établies par le décret de l'assemblée nationale, du 6 octobre*  
*1789, concernant la contribution patriotique.*

*Et je m'engage, &c. (comme au modèle ci-dessus, coté (B).)*

(D) DÉCLARATION à fournir par ceux dont le revenu est inférieur à 400 livres.

*Je soussigné,  
déclare avec vérité que mon revenu n'excède point 400 livres, &  
que je contribuerai aux besoins de l'état de la somme de*

*Et je m'engage, &c. (comme au précédent modèle, coté B.)*

(E) DÉCLARATION pour ceux qui, dispensés de contribuer, ne voudront point cependant profiter de cette exemption.

*Je soussigné,  
déclare que mon vœu étant de contribuer aux besoins de l'état;  
j'offre librement & volontairement la somme de*

*Et je m'engage, &c. (comme au précédent modèle, coté B.)*

(F) MODÈLE de la clause à ajouter à la fin des déclarations, par ceux qui voudront désigner une personne pour être à leurs droits, en cas de remboursement.

*Je soussigné, &c.  
& je m'engage, &c.*

*Je désigne de plus, , pour  
être à mes droits, à l'époque où le remboursement de la contribu-  
tion patriotique pourra s'effectuer, suivant l'article XVI du  
décret de l'assemblée nationale.*

(G) MODÈLE de feuilles de Rôles , telles qu'elles peuvent être imprimées.

Provincied

CONTRIBUTION PATRIOTIQUE.

Département d

Communauté d

*ROLE des sommes à recouvrer dans la  
de pour la Contribution patriotique  
d'après les déclarations faites par les personnes  
ci-après dénommées, SAVOIR:*

NOMS des personnes qui ont déclaré.	TOTAL de la contribution offerte.	ÉPOQUE DES PAYEMENTS.		
		30 Avril 1790.	30 Avril 1791.	30 Avril 1792.

PREMIER CHAPITRE.

*Personnes qui ont déclaré au-dessus de la proportion.*

• Art. 1.<sup>er</sup>

a déclaré  
qu'il payeroit en  
terme la somme de





O C T O B R E 1789.

NOMS des personnes qui ont déclaré.	TOTAL de la contribution offerte.	ÉPOQUE DES PAYEMENTS.		
		30 Avril 1790.	30 Avril 1791.	30 Avril 1792.



O C T O B R E 1789.

(H) *Modèle de vérification du Rôle de la Contribution*

CONTRIBUTION PATRIOT

BORDEREAU DE VÉRIFICATION

Du

17

Montant du rôle ... { 1.<sup>er</sup> Terme.....  
2.<sup>e</sup> Terme.....  
3.<sup>e</sup> Terme.....

Sommes reçues juf- { Suivant les quittances du rece-  
qu'audit jour veur particulier des finances à  
17 nous représentées.....  
En deniers étant entre les mains  
du collecteur.....

Reste à recouvrer audit jour.....

FAIT à

ce

17

## T A R I F

pour l'évaluation des Vaisfelles & Bijoux d'or portés aux  
 Hôtels des Monnoies, rédigé d'après les prix fixés par le  
 décret de l'assemblée nationale, du 6 Octobre 1789, & la  
 Proclamation du roi.

## A R G E N T.

remboursable à six mois, ou pris  
 pour comptant en paiement de la contribution patriotique. Dans l'Emprunt, avec le supplément.

Poinçon de Paris, à 55 <sup>te</sup> le marc.				Poinçon de Paris, à 58 <sup>te</sup> le marc.			
	liv.	sous.	den.		liv.	sous.	den.
Marc . . .	55.	"	"	1 Marc . . .	58.	"	"
Onces. . .	27.	10.	"	4 Onces. . .	29.	"	"
Onces. . .	13.	15.	"	2 Onces. . .	14.	10.	"
Once . . .	6.	17.	6	1 Once . . .	7.	5.	"
Gros . . .	3.	8.	9	4 Gros . . .	3.	12.	6
Gros . . .	1.	14.	4	2 Gros . . .	1.	16.	3
Gros . . .	"	17.	2	1 Gros . . .	"	18.	1
Deniers . . .	5.	3.	1	18 Deniers . . .	5.	8.	9
Deniers . . .	3.	8.	9	12 Deniers . . .	3.	12.	6
Deniers . . .	1.	14.	4	6 Deniers . . .	1.	16.	3
Deniers . . .	"	17.	2	3 Deniers . . .	"	18.	1
Deniers . . .	"	11.	5	2 Deniers . . .	"	12.	1
Denier. . .	"	5.	8	1 Denier. . .	"	6.	"
Grains. . .	"	2.	10	12 Grains. . .	"	3.	"

Poinçon de province, à 53<sup>te</sup> 10<sup>e</sup> le marc. Poinçon de province, à 56<sup>te</sup> 10<sup>e</sup> le marc.

	liv.	sous.	den.		liv.	sous.	den.
1 Marc . . .	53.	10.	"	1 Marc . . .	56.	10.	"
4 Onces. . .	26.	15.	"	4 Onces. . .	28.	5.	"
2 Onces. . .	13.	7.	6	2 Onces. . .	14.	2.	6
1 Once . . .	6.	13.	9	1 Once . . .	7.	1.	3

Suite du poinçon de province , à  
53<sup>tt</sup> 10<sup>f</sup> le marc.

	liv.	sous.	den.
4 Gros . . .	3.	6.	10
2 Gros . . .	1.	13.	5
1 Gros . . .	»	16.	8
18 Deniers . .	5.	»	3
12 Deniers . .	3.	6.	10
6 Deniers . . .	1.	13.	5
3 Deniers . . .	»	16.	8
2 Deniers . . .	»	11.	1
1 Denier . . .	»	5.	6
12 Grains . . .	»	2.	9

Fabrique étrangère dite d'Allemagne,  
à 44<sup>tt</sup> 10<sup>f</sup> le marc.

	liv.	sous.	den.
1 Marc . . .	44.	10.	»
4 Onces . . .	22.	5.	»
2 Onces . . .	11.	2.	6
1 Once . . .	5.	11.	3
4 Gros . . .	2.	15.	7
2 Gros . . .	1.	7.	9
1 Gros . . .	»	13.	10
18 Deniers . .	4.	3.	4
12 Deniers . .	2.	15.	7
6 Deniers . . .	1.	7.	9
3 Deniers . . .	»	13.	10
2 Deniers . . .	»	9.	3
1 Denier . . .	»	4.	7
12 Grains . . .	»	2.	3

## LINGOTS.

ÉVALUATION des deniers de fin,  
sur le pied de 55<sup>tt</sup> le marc d'ar-  
gent, à 12 deniers.

DENIERS.	liv.	sous.	den.
1 vaut . . .	4.	11.	8
2 valent . . .	9.	3.	4

Suite du poinçon de province  
56<sup>tt</sup> 10<sup>f</sup> le marc.

	liv.	sous.
4 Gros . . .	3.	10.
2 Gros . . .	1.	15.
1 Gros . . .	»	17.
18 Deniers . .	5.	5.
12 Deniers . .	3.	10.
6 Deniers . . .	1.	15.
3 Deniers . . .	»	17.
2 Deniers . . .	»	11.
1 Denier . . .	»	5.
12 Grains . . .	»	2.

Fabrique étrangère dite d'Allema<sup>g</sup>  
à 47<sup>tt</sup> 10<sup>f</sup> le marc.

	liv.	sous.
1 Marc . . .	47.	10.
4 Onces . . .	23.	15.
2 Onces . . .	11.	17.
1 Once . . .	5.	18.
4 Gros . . .	2.	19.
2 Gros . . .	1.	9.
1 Gros . . .	»	14.
18 Deniers . .	4.	9.
12 Deniers . .	2.	19.
6 Deniers . . .	1.	9.
3 Deniers . . .	»	14.
2 Deniers . . .	»	9.
1 Denier . . .	»	4.
12 Grains . . .	»	2.

## LINGOTS.

ÉVALUATION des deniers de fin  
sur le pied de 58<sup>tt</sup> le marc d'a-  
gent, à 12 deniers.

DENIERS.	liv.	sous.	den.
1 vaut . . .	4.	16.	
2 valent . . .	9.	13.	

# O C T O B R E 1789.

des évaluat. à 55<sup>th</sup> le marc.

ERS.	liv.	sous.	den.
alent . . .	13.	15.	»
. . .	18.	6.	8
. . .	22.	18.	4
. . .	27.	10.	»
. . .	32.	1.	8
. . .	36.	13.	4
. . .	41.	5.	»
. . .	45.	16.	8
. . .	50.	8.	4
. . .	55.	»	»

Suite des évaluat. à 55<sup>th</sup> le marc.

DENIERS.	liv.	sous.	den.
3 valent . . .	14.	10.	»
4 . . . . .	19.	6.	8
5 . . . . .	24.	3.	4
6 . . . . .	29.	»	»
7 . . . . .	33.	16.	8
8 . . . . .	38.	13.	4
9 . . . . .	43.	10.	»
10 . . . . .	48.	6.	8
11 . . . . .	53.	3.	4
12 . . . . .	58.	»	»

ÉVALUATION des grains de fin, sur  
le pied de 55<sup>th</sup> le marc d'argent,  
à 12 deniers.

	liv.	sous.	den.
vaut . . . »	3.	9.	$\frac{20}{24}$
valent . . . »	7.	7.	$\frac{16}{16}$
. . . . . »	11.	5.	$\frac{12}{24}$
. . . . . »	15.	3.	$\frac{8}{24}$
. . . . . »	19.	1.	$\frac{4}{24}$
. . . . . 1.	2.	11.	»
. . . . . 1.	6.	8.	$\frac{20}{24}$
. . . . . 1.	10.	6.	$\frac{16}{24}$
. . . . . 1.	14.	4.	$\frac{12}{24}$
. . . . . 1.	18.	2.	$\frac{8}{24}$
. . . . . 2.	2.	»	$\frac{4}{24}$
. . . . . 2.	5.	10.	»
. . . . . 2.	9.	7.	$\frac{20}{24}$
. . . . . 2.	13.	5.	$\frac{16}{24}$
. . . . . 2.	17.	3.	$\frac{12}{24}$
. . . . . 3.	1.	1.	$\frac{8}{24}$
. . . . . 3.	4.	11.	$\frac{4}{24}$
. . . . . 3.	8.	9.	»
. . . . . 3.	12.	6.	$\frac{20}{24}$
. . . . . 3.	16.	4.	$\frac{16}{24}$
. . . . . 4.	»	2.	$\frac{12}{24}$

ÉVALUATION des grains de fin, sur  
le pied de 58<sup>th</sup> le marc d'argent,  
à 12 deniers.

	liv.	sous.	den.
1 vaut . . . »	4.	»	$\frac{8}{24}$
2 valent . . . »	8.	»	$\frac{16}{24}$
3 . . . . . »	12.	1.	»
4 . . . . . »	16.	1.	$\frac{8}{24}$
5 . . . . . 1.	»	1.	$\frac{16}{24}$
6 . . . . . 1.	4.	2.	»
7 . . . . . 1.	8.	2.	$\frac{8}{24}$
8 . . . . . 1.	12.	2.	$\frac{16}{24}$
9 . . . . . 1.	16.	3.	»
10 . . . . . 2.	»	3.	$\frac{8}{24}$
11 . . . . . 2.	4.	3.	$\frac{16}{24}$
12 . . . . . 2.	8.	4.	»
13 . . . . . 2.	12.	4.	$\frac{8}{24}$
14 . . . . . 2.	16.	4.	$\frac{16}{24}$
15 . . . . . 3.	1.	5.	»
16 . . . . . 3.	4.	5.	$\frac{8}{24}$
17 . . . . . 3.	8.	5.	$\frac{16}{24}$
18 . . . . . 3.	12.	6.	»
19 . . . . . 3.	16.	6.	$\frac{8}{24}$
20 . . . . . 4.	»	6.	$\frac{16}{24}$
21 . . . . . 4.	4.	7.	»

Suite

*Suite des évaluat. à 55<sup>tt</sup> le marc.*

DENIERS.	liv.	sous.	den.
22 . . . .	4.	4.	» 8
23 . . . .	4.	7.	10. 4
24 . . . .	4.	11.	8. »

*Suite des évaluat. à 58<sup>tt</sup> le marc.*

DENIERS.	liv.	sous.	den.
22 . . . .	4.	8.	7. 8
23 . . . .	4.	12.	7. 16
24 . . . .	4.	16.	8. »

## B I J O U X D' O R.

*Remboursables à six mois, ou pris pour comptant en paiement de la contribution patriotique.**Poinçon de Paris, à 718<sup>tt</sup> le marc.*

	liv.	sous.	den.
1 Marc. . . .	718.	»	»
4 Onces . . .	359.	»	»
2 Onces . . .	179.	10.	»
1 Once. . . .	89.	15.	»
4 Gros . . . .	44.	17.	6
2 Gros . . . .	22.	8.	9
1 Gros . . . .	11.	4.	4
18 Deniers . .	67.	6.	3
12 Deniers . .	44.	17.	6
6 Deniers . . .	22.	8.	9
3 Deniers . . .	11.	4.	4
2 Deniers . . .	7.	9.	7
1 Denier . . . .	3.	14.	9
12 Grains . . .	1.	17.	4
6 Grains . . . .	»	18.	8
3 Grains . . . .	»	9.	4
2 Grains . . . .	»	6.	2
1 Grain. . . . .	»	3.	1

*Poinçon de province, à 672<sup>tt</sup> le marc.*

	liv.	sous.	den.
1 Marc . . . .	672.	»	»
4 Onces . . . .	336.	»	»

Tome I,

*Dans l'emprunt avec le supplément.**Poinçon de Paris, à 740<sup>tt</sup> le marc.*

	liv.	sous.	den.
1 Marc. . . .	740.	»	»
4 Onces . . . .	370.	»	»
2 Onces . . . .	185.	»	»
1 Once. . . . .	92.	10.	»
4 Gros . . . . .	46.	5.	»
2 Gros . . . . .	23.	2.	6
1 Gros . . . . .	11.	11.	3
18 Deniers . . .	69.	7.	6
12 Deniers . . .	46.	5.	»
6 Deniers . . . .	23.	2.	6
3 Deniers . . . .	11.	11.	3
2 Deniers . . . .	7.	14.	2
1 Denier . . . . .	3.	17.	1
12 Grains . . . .	1.	18.	6
6 Grains . . . . .	»	19	3
3 Grains . . . . .	»	9.	7
2 Grains . . . . .	»	6.	5
1 Grain. . . . .	»	3.	2

*Poinçon de province, à 694<sup>tt</sup> le marc.*

	liv.	sous.	den.
1 Marc. . . . .	694.	»	»
4 Onces . . . . .	347.	»	»

Cc

*Suite du poing. de prov. à 672<sup>tt</sup> le m.*

	liv.	fous.	den.
2 Onces . . .	168.	»	»
1 Once. . .	84.	»	»
4 Gros . . .	42.	»	»
3 Gros . . .	21.	»	»
1 Gros . . .	10.	10.	»
18 Deniers . .	63.	»	»
12 Deniers . .	42.	»	»
6 Deniers . .	21.	»	»
3 Deniers . .	10.	10.	»
2 Denier . .	7.	»	»
1 Denier . .	3.	10.	»
12 Grains . .	1.	15.	»
6 Grains . .	»	17.	6
3 Grains . .	»	8.	9
2 Grains . .	»	5.	10
1 Grain. . .	»	2.	11

*Fabrique étrangère, à 602<sup>tt</sup> le marc.*

	liv.	fous.	den.
1 Marc. . .	602.	»	»
4 Onces . . .	301.	»	»
2 Onces . . .	150.	10.	»
1 Once. . .	75.	5.	»
4 Gros . . .	37.	12.	6
2 Gros . . .	18.	16.	3
1 Gros . . .	9.	8.	1
18 Deniers . .	56.	8.	9
12 Deniers . .	37.	12.	6
6 Deniers . .	18.	16.	3
3 Deniers . .	9.	8.	1
2 Deniers . .	6.	5.	5
1 Denier . .	3.	2.	8
12 Grains . .	1.	11.	4
6 Grains . .	»	15.	8
3 Grains . .	»	7.	10
2 Grains . .	»	5.	3
1 Grain. . .	»	2.	7

*Suite du poing. de prov. à 694<sup>tt</sup> le m.*

	liv.	fous.	den.
2 Onces . . .	173.	10.	»
1 Once. . .	86.	15.	»
4 Gros . . .	43.	7.	6
2 Gros . . .	21.	13.	9
1 Gros . . .	10.	16.	10
18 Deniers . .	65.	1.	3
12 Deniers . .	43.	7.	6
6 Deniers . .	21.	13.	9
3 Deniers . .	10.	16.	10
2 Deniers . .	7.	4.	7
1 Denier . .	3.	12.	3
12 Grains . .	1.	16.	1
6 Grains . .	»	18.	»
3 Grains . .	»	9.	»
2 Grains . .	»	6.	»
1 Grain. . .	»	3.	»

*Fabrique étrangère, à 624<sup>tt</sup> le marc.*

	liv.	fous.	den.
1 Marc. . .	624.	»	»
4 Onces . . .	312.	»	»
2 Onces . . .	156.	»	»
1 Once. . .	78.	»	»
4 Gros . . .	39.	»	»
2 Gros . . .	19.	10.	»
1 Gros . . .	9.	15.	»
18 Deniers . .	58.	10.	»
12 Deniers . .	39.	»	»
6 Deniers . .	19.	10.	»
3 Deniers . .	9.	15.	»
2 Deniers . .	6.	10.	»
1 Denier . .	3.	5.	»
12 Grains . .	1.	12.	6
6 Grains . .	»	16.	3
3 Grains . .	»	8.	11
2 Grains . .	»	5.	5
1 Grain. . .	»	2.	8



## LINGOTS.

ÉVALUATION des karats, sur le pied  
de 850<sup>tt</sup> le marc d'or, à 24 karats.

	liv.	sous.	den.
1 vaut . . .	35.	8.	4
2 valent . . .	70.	16.	8
3 . . . . .	106.	5.	»
4 . . . . .	141.	13.	4
5 . . . . .	177.	1.	8
6 . . . . .	212.	10.	»
7 . . . . .	247.	10.	4
8 . . . . .	283.	6.	8
9 . . . . .	318.	15.	»
10 . . . . .	354.	3.	4
11 . . . . .	389.	11.	8
12 . . . . .	425.	»	»
13 . . . . .	460.	8.	4
14 . . . . .	495.	16.	8
15 . . . . .	531.	5.	»
16 . . . . .	566.	13.	4
17 . . . . .	602.	1.	8
18 . . . . .	637.	10.	»
19 . . . . .	672.	18.	4
20 . . . . .	708.	6.	8
21 . . . . .	743.	15.	»
22 . . . . .	779.	3.	4
23 . . . . .	814.	11.	8
24 . . . . .	850.	»	»

ÉVALUATION des 32<sup>èmes</sup> de karats,  
sur le pied de 850<sup>tt</sup> le marc d'or,  
à 24 karats.

	liv.	sous.	den.
1 vaut . . .	1.	2.	1. $\frac{20}{32}$
2 valent . .	2.	4.	3. $\frac{8}{32}$
3 . . . . .	3.	6.	4. $\frac{28}{32}$
4 . . . . .	4.	8.	6. $\frac{16}{32}$

## LINGOTS.

ÉVALUATION des karats, sur le pied  
de 872<sup>tt</sup> le marc d'or, à 24 karats.

	liv.	sous.	den.
1 vaut . . .	36.	6.	8
2 valent . . .	72.	13.	4
3 . . . . .	109.	»	»
4 . . . . .	145.	6.	8
5 . . . . .	181.	13.	4
6 . . . . .	218.	»	»
7 . . . . .	254.	6.	8
8 . . . . .	290.	13.	4
9 . . . . .	327.	»	»
10 . . . . .	363.	6.	8
11 . . . . .	399.	13.	4
12 . . . . .	436.	»	»
13 . . . . .	472.	6.	8
14 . . . . .	508.	13.	4
15 . . . . .	545.	»	»
16 . . . . .	581.	6.	8
17 . . . . .	617.	13.	4
18 . . . . .	654.	»	»
19 . . . . .	690.	6.	8
20 . . . . .	726.	13.	4
21 . . . . .	763.	»	»
22 . . . . .	799.	6.	8
23 . . . . .	835.	13.	4
24 . . . . .	872.	»	»

ÉVALUATION des 32<sup>èmes</sup> de karats,  
sur le pied de 872<sup>tt</sup> le marc d'or,  
à 24 karats.

	liv.	sous.	den.
1 vaut . . .	1.	2.	8. $\frac{16}{32}$
2 valent . .	2.	5.	5. $\frac{16}{32}$
3 . . . . .	3.	8.	1. $\frac{16}{32}$
4 . . . . .	4.	10.	10. $\frac{16}{32}$

Suite des évaluat. des 32<sup>èmes</sup> à 850<sup>tt</sup>.

	liv.	sous.	den.
5 valent. .	5.	10.	8. $\frac{4}{1}$
6. . . .	6.	12.	9. $\frac{2}{2}$
7. . . .	7.	14.	11. $\frac{1}{2}$
8. . . .	8.	17.	1. »
9. . . .	9.	19.	2. $\frac{2}{10}$
10. . . .	11.	1.	4. $\frac{8}{1}$
11. . . .	12.	3.	5. $\frac{2}{8}$
12. . . .	13.	5.	7. $\frac{1}{6}$
13. . . .	14.	7.	9. $\frac{4}{1}$
14. . . .	15.	9.	10. $\frac{2}{4}$
15. . . .	16.	12.	» $\frac{1}{2}$
16. . . .	17.	14.	2. »
17. . . .	18.	16.	3. $\frac{2}{2}$
18. . . .	19.	18.	5. $\frac{5}{1}$
19. . . .	21.	»	6. $\frac{2}{8}$
20. . . .	22.	2.	8. $\frac{1}{1}$
21. . . .	23.	4.	10. $\frac{4}{1}$
22. . . .	24.	6.	11. $\frac{2}{1}$
23. . . .	25.	9.	1. $\frac{1}{2}$
24. . . .	26.	11.	3. »
25. . . .	27.	13.	4. $\frac{2}{10}$
26. . . .	28.	15.	6. $\frac{2}{1}$
27. . . .	29.	17.	7. $\frac{2}{8}$
28. . . .	30.	19.	9. $\frac{1}{6}$
29. . . .	32.	1.	11. $\frac{4}{1}$
30. . . .	33.	4.	» $\frac{2}{4}$
31. . . .	34.	6.	2. $\frac{1}{2}$
32. . . .	35.	8.	4. »

Suite des évaluat. des 32<sup>èmes</sup> à 872<sup>tt</sup>.

	liv.	sous.	den.
5 valent. .	5.	13.	6. $\frac{1}{6}$
6. . . .	6.	16.	3. »
7. . . .	7.	18.	11. $\frac{1}{6}$
8. . . .	9.	1.	8. »
9. . . .	10.	4.	4. $\frac{1}{6}$
10. . . .	11.	7.	1. »
11. . . .	12.	9.	9. $\frac{1}{6}$
12. . . .	13.	12.	6. »
13. . . .	14.	15.	2. $\frac{1}{6}$
14. . . .	15.	17.	11. »
15. . . .	17.	»	7. $\frac{1}{6}$
16. . . .	18.	3.	4. »
17. . . .	19.	6.	» $\frac{1}{6}$
18. . . .	20.	8.	9. »
19. . . .	21.	11.	5. $\frac{1}{6}$
20. . . .	22.	14.	2. »
21. . . .	23.	16.	10. $\frac{1}{6}$
22. . . .	24.	19.	7. »
23. . . .	26.	2.	3. $\frac{1}{6}$
24. . . .	27.	5.	» »
25. . . .	28.	7.	8. $\frac{1}{6}$
26. . . .	29.	10.	5. »
27. . . .	30.	13.	1. $\frac{1}{6}$
28. . . .	31.	15.	10. »
29. . . .	32.	18.	6. $\frac{1}{6}$
30. . . .	34.	1.	3. »
31. . . .	35.	3.	11. $\frac{1}{6}$
32. . . .	36.	6.	8. »

---

HÔTEL-DE-VILLE DE PARIS.

---

---

CONTRIBUTION PATRIOTIQUE.

---

Du 6 Octobre 1789.

LA municipalité de Paris, pour seconder l'empressement de tous les citoyens à se conformer au décret de l'assemblée nationale, en date du 6 octobre 1789, sanctionné par sa majesté le 9 du même mois, concernant la contribution patriotique, & pour obtenir une uniformité propre à en accélérer les opérations, a jugé convenable & même nécessaire d'indiquer à tous les citoyens & habitans de la ville & des faubourgs de Paris, les formes & les détails qu'il seroit à propos d'observer pour la réception des déclarations & leur rédaction, afin de faciliter la confection des rôles à faire pour cet objet, ainsi que le versement des sommes qui seront recouvrées.

1.<sup>o</sup> Les officiers municipaux feront connoître, par des affiches & annonces publiques, les jours & heures auxquels les bureaux à établir seront ouverts à l'effet de recevoir les déclarations des citoyens pour leur contribution patriotique.

2.<sup>o</sup> La ville & les faubourgs de Paris seront partagés en six bureaux ou départemens, dont la division & les arrondissemens sont réglés comme il suit.

*Divisions des départemens.*

Le bureau du premier département, pour la réception des déclarations, sera ouvert au Louvre dans la salle de l'exposition des tableaux, & comprendra les quartiers de la Cité, du Louvre & du Palais-Royal.

*Receveur pour le payement des contributions.*

Le sieur LESTELLE, rue Royale, butte Saint-Roch.

Le bureau du deuxième département pour la réception des déclarations, fera ouvert à la Bibliothèque du roi, & comprendra les quartiers Saint-Eustache, les Halles & les Saints-Innocens.

*Receveur pour le payement des contributions.*

Le fleur BARON, rue du Mail, hôtel Moncenis.

---

Le bureau du troisième département, pour la réception des déclarations, fera ouvert dans le palais du Temple, & comprendra les quartiers Saint-Denys, Saint-Martin & le Marais.

*Receveur pour le payement des contributions.*

Le fleur COZETTE, rue Bourbon-villeneuve, près la rue Saint-Philippe.

---

Le bureau du quatrième département, pour la réception des déclarations, fera ouvert au couvent de la Merci, & comprendra les quartiers de la Place royale, du faubourg Saint-Antoine & de l'Hôtel-de-Ville.

*Receveur pour le payement des contributions.*

Le fleur CHAPELLIER, rue des Prêtres-Saint - Paul.

---

Le bureau du cinquième département, pour la réception des déclarations, fera ouvert dans l'Abbaye de Sainte-Geneviève, & comprendra les quartiers de l'île-Notre-Dame (*dite Saint-Louis*), Saint-Marcel & la Sorbonne.

*Receveur pour le payement des contributions.*

Le fleur GERMAIN, rue de la Vieille-Estrapade.

Le bureau du sixième département, pour la réception des déclarations, sera ouvert aux RR. PP. Grands-Augustins, & comprendra les quartiers du Luxembourg & du faubourg Saint-Germain.

*Receveur pour le payement des contributions.*

Le sieur BERNARD, rue des SS. Pères.

3.<sup>o</sup> Les déclarations pour la contribution patriotique seront reçues en présence des officiers municipaux. Elles seront toutes portées sur le registre dont le modèle, joint à la présente instruction, & coté A, & seront toutes remplies l'une après l'autre, à fur et à mesure que les citoyens se présenteront. Chacune desdites déclarations sera numérotée en tête, à commencer par le n.<sup>o</sup> I, & ainsi de suite jusqu'à la dernière.

4.<sup>o</sup> Les déclarations à fournir par les personnes qui sont dans le cas de déclarer, d'après les proportions fixées par l'article II du décret de l'assemblée nationale, seront rédigées conformément au modèle coté B, en observant que si la déclaration est conforme à la proportion du quart du revenu, on remplira *le blanc* de ces mots *est conforme à*; & si la déclaration excède cette proportion, on remplira *le blanc* du seul mot *excède*.

5.<sup>o</sup> Les citoyens qui n'ont qu'un revenu de *quatre cents livres*, ensemble les hôpitaux & les hospices, qui, suivant l'article XIII du décret de l'assemblée nationale, n'étant assujettis à aucune proportion, sont libres de fixer la quotité de leur contribution selon leur volonté, fourniront leur déclaration suivant le modèle coté C.

6.<sup>o</sup> A l'égard des ouvriers & journaliers sans propriété, qui, quoique dispensés de contribuer, voudront cependant ne point profiter de cette exemption, & fournir, conformément à l'article XII du décret de l'assemblée nationale, une offrande libre

& volontaire, ils feront leur déclaration conformément au modèle ci-après coté D.

7°. Les déclarans qui feront dans l'intention de désigner une personne pour être à leurs droits, dans le cas du remboursement prévu par l'article XVI du décret de l'assemblée nationale, inféreront dans leur déclaration la clause ci-après :

Je désigne de plus M. pour être à  
mes droits, à l'époque où le remboursement de la contribution  
patriotique pourra s'effectuer, suivant l'article XVI du décret de  
l'assemblée nationale.

Ce

17

8°. Les déclarans exprimeront dans leur déclaration, ainsi qu'il est expliqué par les modèles, les époques auxquelles ils font dans l'intention d'acquitter leur contribution patriotique, sans cependant qu'ils puissent excéder les termes qui sont fixés par le décret de l'assemblée nationale.

9°. Tout citoyen qui, pour cause d'absence, maladie, infirmités, ou tout autre motif, ne pourroit pas se rendre au bureau de son département pour y faire lui-même sa déclaration, fera libre de l'envoyer audit bureau, & de l'adresser à celui des officiers municipaux qui le présidera, en observant de la faire dans les termes indiqués, & conformément à celui des modèles joints à la présente instruction qui le concernera.

10°. Il fera pareillement libre à tout citoyen de faire rédiger sa déclaration par son notaire, s'il le juge à propos, à la charge seulement par les notaires qui recevront des déclarations, de suivre les modèles indiqués, & d'envoyer sans retard, au bureau du département dans lequel chaque déclarant sera domicilié, celles qu'ils auront reçues, en échange desquelles on leur remettra les reconnoissances qui reviennent à chaque déclarant, & dont il sera parlé ci-après.

11°. Lesdites déclarations qui seront envoyées, soit par les déclarans, soit par les notaires, après qu'elles auront été

portées

portées sur le registre à ce destiné, seront enliassées & soigneusement conservées par les officiers municipaux, pour, après l'opération consommée, être déposées dans les archives de l'Hôtel-de-ville.

12.<sup>o</sup> Les gardes & syndics des corps & communautés des marchands & artisans de Paris, qui ont des rôles séparés d'impositions, pourront recevoir sur un registre particulier les déclarations des membres de leurs corps & communautés, en observant de ne recevoir & porter sur ledit registre que celles desdits membres qui sont actuellement en activité de commerce, & qui exercent réellement & journellement leur état ou profession. Ceux qui ont quitté ou suspendu leur commerce, ou qui, sans avoir fait aucun acte de renonciation ou de suspension, l'auroient cependant interrompu, ne pourront, sous aucun prétexte, faire leur déclaration ailleurs qu'au bureau du département de leur domicile, ou chez leur notaire, s'ils le jugent à propos, comme les autres citoyens.

13.<sup>o</sup> Indépendamment du registre sur lequel les gardes & syndics porteront les déclarations des membres de leurs corps ou communautés, ils seront obligés d'envoyer, dans les bureaux des départemens où lesdits maîtres seront domiciliés, & à fur & à mesure qu'ils les recevront, une copie des déclarations qui leur auront été faites, certifiées d'eux, pour être délivré des reconnoissances, lesquelles, remises aux contribuables, resteront entre leurs mains pour preuve de leur patriotisme.

14.<sup>o</sup> Avant de clore le registre de chacun des dix départemens, les officiers municipaux feront publier par affiches ou à son de caisse, que les registres étant prêts à être arrêtés, tous les citoyens qui n'auroient pas encore fait leur déclaration sont avertis de les faire ou de les envoyer sans délai, afin qu'il puisse être procédé à la formation des rôles de la contribution patriotique.

15.<sup>o</sup> Le délai qui aura été fixé par lesdites affiches étant expiré, les citoyens absens ou présens qui auroient différé de

faire leur déclaration, seront avertis de nouveau par appel individuel, & par un recensement fait d'après les dénombremens existans, de se conformer au décret de l'assemblée nationale; & la dernière déclaration étant fournie, les officiers municipaux porteront à la suite d'icelle l'arrêté suivant :

Nous, maire & officiers municipaux de la ville & des faubourgs de Paris, déclarons que le présent registre contient les déclarations qui ont été faites pour la contribution patriotique par tous les citoyens domiciliés & résidant dans l'arrondissement du département; & en outre, par les citoyens qui, sans être tenus à aucune déclaration, ont cependant voulu faire aussi leur offrande à la patrie.

A

ce

17

16.° Seront dans le cas de fournir des déclarations pour la contribution patriotique, les hommes mariés, veufs ou célibataires; les femmes veuves, celles séparées de corps ou de biens seulement; les fils de famille ayant un emploi ou exerçant personnellement une profession quelconque; les filles étant à leurs droits; les tuteurs pour leurs mineurs; les mineurs émancipés; tous les ecclésiastiques laïcs; les couvens & monastères dotés, de l'un & l'autre sexe; & en général, tous les citoyens qui ne sont point compris dans l'exception prévue par l'article XI du décret de l'assemblée nationale.

17.° Les officiers municipaux délivreront dans chaque département & à chaque déclarant, une reconnoissance de la déclaration qu'il aura faite, portant un numéro auquel correspondra l'article du rôle, conformément au mode coté E; laquelle reconnoissance sera représentée au receveur du département par le déclarant, lors du paiement de sa contribution, soit qu'il se fasse en un ou plusieurs termes.

18.° Les registres originaux des déclarations qui auront été reçues dans les six départemens seront portés à l'Hôtel-de-ville pour y être déposés dans ses archives, comme un monument du zèle & du patriotisme des citoyens de Paris, immédiatement après que les rôles de recouvrement relatifs à chacun des six départemens auront été formés.



19°. Les rôles de recouvrement seront intitulés comme il suit :

RÔLE des sommes à recouvrer dans le  
département de la ville de Paris pour la contribution patriotique,  
d'après les déclarations faites par les citoyens ci-après nommés.

Chaque rôle de recouvrement contiendra huit colonnes. Dans la première sera le numéro de la déclaration, pareil à celui qui sera placé en tête de la reconnoissance dont il est parlé ci-dessus, art. 17 : dans la deuxième colonne seront placés le nom & la qualité du déclarant ; dans la troisième, celui de la rue où il demeure ; dans la quatrième, celui du propriétaire ou du principal locataire de la maison qu'il habite ; dans la cinquième, le montant total de la contribution ; & dans les sixième, septième & huitième, les trois époques de payemens & leur quotité par époque.

20°. Le rôle de recouvrement de chacun des six départemens sera arrêté & signé par le maire de ville & les officiers municipaux qui auront présidé à la réception des déclarations. Ledit arrêté sera conçu en ces termes :

Nous, maire & officiers municipaux de la ville & faubourgs de Paris, avons arrêté le présent rôle des sommes qui doivent être payées pour la contribution patriotique dans le département, par les personnes dénommées audit rôle, à la somme totale de \_\_\_\_\_ dont celle de \_\_\_\_\_

payable au premier terme ; celle de \_\_\_\_\_ payable au second terme, & celle de \_\_\_\_\_ payable au dernier terme : & sera le recouvrement desdites sommes fait par le sieur \_\_\_\_\_ receveur particulier des finances dudit département, à la charge par lui d'en verser les fonds comme & ainsi qu'il sera ordonné.

FAIT à l'Hôtel-de-ville de Paris, le

17

21°. Les personnes qui seront dans l'intention de payer leur contribution avant la confection des rôles, ou celles qui voudroient anticiper le payement des deux derniers termes,

pourront se présenter au trésor royal, où il leur sera donné quittance des payemens qu'elles désireront y faire, & elles auront droit à la déduction de l'intérêt légal.

22.<sup>o</sup> Les récépissés donnés à l'hôtel des monnoies en échange des bijoux, vaisselle & autres matières d'or & d'argent qui y auront été portées, pourront être fournis pour comptant par les propriétaires desdits récépissés, dans les payemens de la contribution patriotique ; & dans ce cas, la réduction en livres, sous & deniers, de la valeur du poids des matières énoncées en chaque récépissé, devra préalablement être faite & calculée par un officier de la monnaie ou un notaire, au bureau des orfèvres de Paris, dont en conséquence il sera retiré le certificat suivant, au pied dudit récépissé.

Le présent récépissé bon à recevoir en payement de la contribution patriotique de M. \_\_\_\_\_ jusqu'à concurrence de la somme de \_\_\_\_\_ d'après les proportions réglées par la proclamation du roi, du 12 octobre 1789, pour évaluation des matières d'or & d'argent portées aux hôtels des monnoies.

A Paris, ce

17

23.<sup>o</sup> Les personnes qui ont déjà fait des dons patriotiques à l'assemblée nationale, en espèces ou valeurs équivalentes, pourront de même, si elles le jugent à propos, les imputer sur leur contribution patriotique ; mais pour constater lesdites valeurs, elles seront dans le cas de se procurer un récépissé du trésor royal, qu'elles remettront pour comptant au receveur de leur département, en payement de leur contribution, jusqu'à due concurrence.

24.<sup>o</sup> Les deniers provenant des recouvrements seront versés, sans délai & sans frais, par les receveurs des départemens dans le trésor public.

25.<sup>o</sup> Il sera rendu compte du produit dudit recouvrement par les receveurs particuliers des finances à la municipalité, qui en fera passer les résultats au comité composé du ministre des finances, & des commissaires nommés par l'assemblée nationale, pour surveiller avec lui toute la suite des opérations relatives à la rentrée ou à l'emploi de la contribution patriotique.

## (A) M O D È L E du Registre des Déclarations.

Numéros des Déclara- tions.	Noms des rues où demeurent les Déclarans, & leurs qualités.	N O M S des Propriétaires ou principaux Locataires des maisons où ils demeurent.	D É C L A R A T I O N S.
			<p>Je déclare avec vérité que la somme de _____ pour laquelle j m'engage à contribuer aux besoins de l'État, en { un, deux ou trois } payemens, &amp; avan l'expiration des époques fixées, { est con- forme ou excède la proportion déterminée par le décret de l'assemblée nationale, du 6 octobre 1789.</p>

(B) *Modèle de Déclaration conforme aux proportions, ou qui excède les proportions.*

## DÉPARTEMENT

Rue

N° Maison de M.

**J**E déclare avec vérité que la somme de  
pour laquelle je m'engage à contribuer aux besoins de  
l'état en  $\left\{ \begin{smallmatrix} \text{un,} \\ \text{deux} \\ \text{ou} \\ \text{trois} \end{smallmatrix} \right\}$  payemens, & avant l'expiration des époques  
fixées,  $\left\{ \begin{smallmatrix} \text{est conforme à} \\ \text{ou} \\ \text{excède} \end{smallmatrix} \right\}$  la proportion déterminée par le  
décret de l'assemblée nationale du 6 octobre 1789.

A Paris, ce

17

(C) *Modèle de Déclaration de ceux dont le revenu est moindre de 400 livres.*

## DÉPARTEMENT

Rue

N° Maison de M.

**J**E déclare avec vérité que mon revenu n'excède pas  
quatre cents livres, & que je contribuerai aux besoins de  
l'état, de la somme de

que je m'engage à payer en  $\left\{ \begin{smallmatrix} \text{un,} \\ \text{deux} \\ \text{ou} \\ \text{trois} \end{smallmatrix} \right\}$  payemens, & avant l'expi-  
ration des époques fixées par le décret de l'assemblée  
nationale, du 6 octobre 1789.

A Paris, ce

17

(D) *Modèle de la Déclaration de ceux qui étant dispensés, voudront néanmoins contribuer.*

---

## DÉPARTEMENT

N.º            Rue  
                  Maifon de M.

**J**E déclare que mon vœu étant de contribuer aux besoins de l'état , j'offre librement & volontairement la somme de

que je m'engage à payer en  $\left\{ \begin{array}{c} \text{un,} \\ \text{deux} \\ \text{ou} \\ \text{trois} \end{array} \right\}$  payemens, & avant l'ex-

piration des époques fixées par le décret de l'assemblée nationale, du 6 octobre 1789.

A Paris, ce

(E)

DÉPARTEMENT

*Reconnoissance de Déclaration pour la Contribution  
patriotique.*

ar du Dé-  
ent,

Rue

Vous êtes  
rapporter  
sente Re-  
ssance au  
eur, en al-  
ayer votre  
bution pa-  
ue, pour  
la longueur  
cherches de  
article.

Maison de M.

Nous, officiers municipaux, reconnoissons que  
M  
a fait en notre présence la déclaration de sa contribution  
patriotique, montant au total à la somme d  
qu'il a déclaré vouloir payer en terme ,  
conformément au décret de l'assemblée nationale, du 6  
octobre 1789, sanctionné par le roi le 9 du même mois :  
en foi de quoi nous avons délivré la présente reconnois-  
sance, pour servir & valoir ce que de droit.

A Paris, ce

17

## PROCLAMATION DU ROI,

*Pour l'exécution des Articles XXI & XXII du  
Décret de l'Assemblée Nationale, du 6 Octobre  
1789, relatifs aux Vaiselles.*

Du 12 Octobre 1789.

LE ROI ayant sanctionné le décret de l'assemblée nationale, du 6 de ce mois, dont les articles XXI & XXII portent, savoir; l'article XXI, que les directeurs des monnoies sont autorisés à payer les vaiselles au titre de Paris, à cinquante - cinq livres le marc, en récépissés à six mois de date, sans intérêt, lesquels récépissés seront reçus comme argent comptant dans la contribution patriotique; & l'article XXII, que le trésor public est pareillement autorisé à recevoir dans l'emprunt national l'argenterie au titre de Paris, à cinquante-huit livres le marc, à condition que, moyennant cette faveur particulière, on ne jouira pas de la faculté de fournir la moitié de la mise en effets portant cinq pour cent d'intérêt; sa majesté a jugé nécessaire de déterminer, d'après ces dispositions & dans une proportion relative; le prix auquel les vaiselles d'argent aux poinçons des provinces & celles de fabrique étrangère, dites d'Allemagne, seroient payées par le trésor public ou admises dans l'emprunt national. Sa majesté a cru devoir pareillement fixer dans les mêmes proportions les prix des bijoux d'or au poinçon de Paris, de ceux au poinçon des provinces & de ceux de fabrique étrangère, & prescrire différentes mesures qui lui ont paru propres à assurer l'exécution de cette partie du décret de l'assemblée nationale, ainsi qu'à prévenir les difficultés que l'incertitude du titre d'un grand nombre de menus bijoux d'or pourroit faire naître, relativement à la recette & à la comptabilité de ces objets; en conséquence sa majesté a ordonné & ordonne ce qui suit :

## ARTICLE PREMIER.

LE prix des vaisselles d'argent portées aux hôtels des monnoies est fixé, savoir; de celles au poinçon de Paris, à cinquante-cinq livres le marc; de celles au poinçon des provinces, à cinquante-trois livres dix sous le marc, & de celles dites d'Allemagne, à quarante-quatre livres dix sous le marc, sans aucune distinction des vaisselles plates d'avec celles qui sont soudées ou montées.

## I I.

LE prix des bijoux d'or est pareillement fixé, savoir; de ceux au poinçon de Paris, à sept cent dix-huit livres le marc; de ceux au poinçon des provinces, à six cent soixante-douze livres le marc; & de ceux de fabrique étrangère, à six cent deux livres le marc.

## I I I.

LE prix des matières d'or & d'argent en lingots sera déterminé suivant leurs titres, à raison de huit cent cinquante-cinq livres le marc d'or à vingt-quatre karats, & de cinquante-cinq livres le marc d'argent à douze deniers.

## I V.

LES récépissés des bijoux, vaisselles & matières d'or & d'argent seront acquittés dans six mois, à compter du jour de leur date: lesdits récépissés seront reçus comme argent comptant dans la contribution patriotique du quart des revenus.

## V.

CONFORMÉMENT à l'article XXII du décret de l'assemblée nationale, le trésor public tiendra compte d'un supplément de trois livres par marc de vaisselles & matières d'argent, & de vingt-deux-livres par marc de bijoux, vaisselles & matières d'or, aux porteurs des récépissés desdites vaisselles, bijoux & matières, qui voudront les placer dans l'emprunt de quatre-



vingt millions; mais au moyen de cette faveur, on ne jouira point de la faculté de fournir la moitié de la mise en effets portant cinq pour cent d'intérêt.

## V I.

IL ne sera fait aucune retenue aux propriétaires des vaisselles, bijoux & matières, sur les prix fixés par les articles précédens, pour les droits du contrôleur au change de la monnoie de Paris, & des contrôleurs contre-gardes des monnoies des provinces.

## V I I.

LA recette des bijoux d'or exigeant de grand détails, eu égard à leur multiplicité, à la différence de leurs titres & à l'examen des poinçons dont ils portent les empreintes, les directeurs des monnoies ne feront point tenus de recevoir ceux desdits bijoux dont le poids seroit au-dessous de deux onces, jusqu'à ce qu'il ait été pris des arrangemens particuliers relativement à la recette de ces objets.

## V I I I.

SA majesté autorise les directeurs des monnoies à exiger que les bijoux d'or dont le titre paroitra douteux ou les poinçons suspects soient soumis à l'essai; veut en conséquence sa majesté qu'ils ne soient tenus de les recevoir qu'après cette formalité, dont les frais seront, suivant l'usage, à la charge des propriétaires.

## I X.

LES dispositions de l'article premier ne dispenseront pas les directeurs des monnoies de continuer de distinguer, tant dans leurs récépissés que sur leurs registres, les différentes natures & les différens poinçons des vaisselles dont ils feront recette.

## X.

LES directeurs des monnoies feront fondre ensemble tous les bijoux d'or qu'ils auront reçus; le titre des lingots provenant

de ces fontes sera constaté par les essayeurs, & les directeurs seront tenus d'en compter d'après ce titre. Toutes ces opérations seront faites en présence des juges-gardes & contrôleurs contre-gardes, qui en dresseront leurs procès-verbaux, dont expéditions seront jointes aux comptes à rendre par les directeurs, tant de la recette que de l'emploi du fin desdites matières.

### X I.

TOUTES les vaisselles, bijoux & autres ouvrages d'argent doré, seront pareillement fondus ensemble; les lingots provenant de ces fontes seront essayés & paraphés par l'essayeur de chaque monnaie; le départ en sera fait aux frais & pour le compte du roi, & les directeurs seront tenus de se charger en recette de la totalité du fin, tant en or qu'en argent, provenant de cette opération : il en sera dressé procès-verbal par les juges-gardes & contrôleurs contre-gardes, qui en délivreront expédition aux directeurs, pour être jointe à leurs comptes.

### X I I.

Les fabriques, communautés & confrairies, ainsi que les particuliers qui, se trouvant éloignés des villes où sont établis les hôtels des monnoies, voudroient y envoyer leurs vaisselles, pourront les charger aux bureaux des messageries, à l'adresse des directeurs desdites monnoies, en y joignant un certificat des gardes orfèvres du lieu de leur domicile, contenant l'énonciation du nombre de pièces composant chaque envoi, leur nature, leur poids, & les poinçons dont elles porteront les empreintes. Le port en sera payé par les directeurs des monnoies, à raison d'un sou par marc, quelle que soit la distance du lieu d'où ces vaisselles seront parties, & il leur en sera tenu compte en rapportant les certificats des orfèvres joints à chaque envoi, revêtus des récépissés des directeurs des messageries. A Paris, le douze octobre mil sept cent quatre-vingt-neuf. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, par le roi, DE SAINT-PRIEST.

LETTRES-PATENTES DU ROI,  
*Portant Sanction du Décret de l'Assemblée Nationale,  
concernant le Prêt à intérêt.*

Données à Paris, le 12 Octobre 1789.

*Registrées en parlement, en vacations, le 14 desdits mois & an.*

**L**OUIS, PAR LA GRACE DE DIEU, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE : A tous ceux qui ces présentes lettres verront ; salut. L'assemblée nationale s'étant occupée du prêt à intérêt, elle nous a fait présenter le décret dont la teneur suit :

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Nationale, du samedi  
trois Octobre mil sept cent quatre-vingt-neuf.*

L'assemblée nationale a décrété que tous les particuliers, corps, communautés & gens de main - morte, pourront à l'avenir prêter l'argent à terme fixe, avec stipulation d'intérêt, suivant le taux déterminé par la loi, sans entendre rien innover aux usages du commerce.

Nous avons cru qu'il étoit de notre sagesse de l'approuver & d'en ordonner l'exécution dans notre royaume : à ces causes & autres à ce nous mouvant, de l'avis de notre conseil, nous avons par ces présentes signées de notre main, sanctionné & sanctionnons le décret rapporté dans le préambule de ces présentes, pour être exécuté suivant sa forme & teneur. Si donnons en mandement à nos amés & feaux conseillers les gens tenant notre cour de parlement à Paris, que ces présentes ils aient à enregistrer, même en temps de vacations, & le contenu en icelles faire exécuter suivant sa forme & teneur :

car tel est notre plaisir ; en témoin de quoi nous avons fait mettre notre scel à cesdites présentes. DONNÉ à Paris, le douzième jour d'octobre, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-neuf, & de notre règne le seizième. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, par le roi, DE SAINT-PRIEST. Et scellées du grand sceau de cire jaune.

*Registrées, ouï & ce requérant Pierre de Laurencel, sous-doyen des substituts du procureur-général du roi, pour être exécutées selon leur forme & teneur, imprimées, publiées & affichées, & copies collationnées desdites lettres-patentes envoyées aux bailliages, senéchaussées & justices du ressort, pour y être lues, publiées, registrées & affichées. Enjoint aux substituts du procureur-général du roi esdits sièges, & aux procureurs-fiscaux esdites justices de s'y conformer, d'y tenir la main, & d'en certifier la cour dans le mois, à la charge de réitérer le présent enregistrement au lendemain de Saint-Martin, suivant l'arrêt de ce jour. A Paris, en vacations, le quatorze octobre mil sept cent quatre-vingt-neuf.*

Signé Y S A B E A U.

## PROCLAMATION DU ROI,

*Pour la confection des rôles de Supplément sur les ci-devant Privilégiés, pour les six derniers mois 1789, dans les pays ci-devant connus sous la dénomination de pays d'Élection.*

Du 14 Octobre 1789.

LE ROI ayant sanctionné, par sa déclaration du 27 septembre présent mois, le décret de l'assemblée nationale sur les impositions, en date du 26 du même mois, duquel décret les art. I, II & III portent: que les rôles des impositions de la présente année 1789 & des années antérieures arriérées, seront exécutés & acquittés en entier, dans les termes prescrits par les réglemens; que pour les six derniers mois de l'année d'imposition 1789, il sera fait dans chaque communauté un rôle de supplément des impositions ordinaires & directes, autres que les vingtièmes, dans lesquels rôles les noms & les biens de tous les privilégiés qui possèdent des biens en franchise personnelle ou réelle seront compris à raison de leurs propriétés, exploitations & autres facultés, & leur cotisation faite dans la même proportion & dans la même forme qui auront été suivies pour les impositions ordinaires de la même année, vis-à-vis des autres contribuables; & qu'enfin, les sommes provenant de ces rôles de supplément seront destinées à être réparties en moins imposé, sur les anciens contribuables en 1790 dans chaque province; sa majesté a jugé instant d'expliquer & prescrire les dispositions nécessaires pour l'exécution desdits articles I, II & III du susdit décret, dans les provinces ci-devant connues sous la dénomination de *pays d'élection*, se réservant sa majesté d'y pourvoir de même à l'égard des autres provinces dont le régime, sous le rapport de leur

administration intérieure ou du mode de leurs impositions ; présente des variétés qui exigent des mesures & des dispositions différentes. En conséquence , le roi a ordonné & ordonne ce qui suit :

#### A R T I C L E P R E M I E R.

LES rôles des impositions de toute nature de l'année présente 1789 seront exécutés & acquittés en entier , dans les termes prescrits par les réglemens ; & toutes les sommes non encore recouvrées sur les rôles des années antérieures à 1789 , dont les termes sont déjà expirés , seront de même acquittées par les contribuables en retard. Ordonne sa majesté aux collecteurs préposés & receveurs particuliers des finances , de faire à cet effet toutes les diligences & poursuites nécessaires dans la forme prescrite par les réglemens. Fait défenses à toutes personnes de troubler dans leurs fonctions lesdits collecteurs & receveurs particuliers des finances , ainsi que les porteurs de contraintes par eux employés , sous peine de devenir responsables , en leur propre & privé nom , du retardement de la perception , & d'être poursuivies aux termes des ordonnances. Enjoint sa majesté aux officiers municipaux & assemblées municipales , aux commissions & bureaux intermédiaires , aux tribunaux & juges des impositions , de prêter ou faire prêter auxdits collecteurs & receveurs particuliers des finances toute aide , concours , assistance & appui nécessaires.

#### I I.

DANS celles des provinces ci-devant connues sous la dénomination de pays d'élection , où il a été établi , en exécution de l'édit de juin 1787 , des assemblées provinciales & des assemblées municipales , le rôle de supplément à former sur les ci-devant privilégiés , pour les six derniers mois 1789 , sera fait dans chaque communauté par toute l'assemblée municipale , laquelle est composée des ci-devant privilégiés ,  
membres

membres nés, & du syndic & autres membres électifs de la municipalité. Continueront toutefois dans les provinces de l'Isle-de-France & de Champagne, les projets de rôles d'être dressés par les commissaires aux impositions, & ils seront ensuite communiqués par lesdits commissaires à l'assemblée municipale de chaque communauté, avant d'être définitivement expédiés.

## I I I.

DANS les provinces du Berry & haute-Guienne, où il avoit été établi antérieurement des assemblées provinciales, mais sans assemblées municipales; dans la province de Dauphiné, & aussi dans les généralités, de Limoges, Bordeaux & la Rochelle, où les impositions de 1789 ont été réparties comme en Berry, haute-Guienne & Dauphiné, par les consuls & collecteurs, suivant les formes anciennes, ledit rôle de supplément sur les ci-devant privilégiés pour les fix derniers mois 1789, sera formé par une assemblée composée des mêmes ci-devant privilégiés qui sont membres nés dans les assemblées municipales des consuls ou syndic paroissial, & des collecteurs de 1789, dans les provinces où les collecteurs étoient en même-temps asséeurs. Continueront toutefois dans la généralité de Limoges, les projets de rôles d'être dressés par les commissaires aux impositions, & ils seront ensuite communiqués par lesdits commissaires, à la susdite assemblée d'asséeurs, dans chaque communauté, avant d'être définitivement expédiés.

## I V.

A l'égard des villes, ledit rôle de supplément sera formé par les mêmes asséeurs qui auront procédé à la confection des rôles de 1789, ou qui y auront concouru dans les provinces où les rôles sont faits par des commissaires aux impositions; auxquels asséeurs se réuniront le curé, ou le plus ancien des curés dans les villes où il y en auroit deux ou

trois ; ou enfin celui qui aura été choisi dans une assemblée desdits curés , s'ils sont au nombre de quatre & plus.

#### V.

DANS toutes les villes, les ci-devant privilégiés s'assembleront pour députer à la formation dudit rôle de supplément , un d'entr'eux, si leur nombre n'excède pas celui de douze ; deux, si leur nombre est depuis treize jusqu'à trente ; & enfin trois, si leur nombre est de trente-un & au-delà.

#### V I.

POUR les villes archi-épiscopales ou épiscopales, le syndic de la chambre ecclésiastique diocésaine, ou en son absence un autre membre député par ladite chambre, sera de droit un des membres ci-devant privilégiés, appelés à ladite répartition.

#### V I I.

SI parmi les asséeurs qui ont procédé ou concouru à la répartition des impositions de 1789 dans chacune desdites villes, il s'en trouvoit un ou plusieurs qui fussent privilégiés, alors les autres privilégiés ne se choisiront point d'autres représentans à la confection du rôle de supplément des six derniers mois 1789, à moins que le nombre de représentans qu'ils devroient avoir, aux termes de l'article V précédent, ne fût point complet, auquel cas ils n'auroient de nomination à faire que pour compléter ledit nombre.

#### V I I I.

Tous les asséeurs désignés par les articles précédens seront tenus de se réunir pour procéder à la confection du rôle de supplément, au jour qui leur sera indiqué par les officiers municipaux, syndic municipal ou paroissial, ou consuls de communauté, dans les huit jours au plus tard, à partir de



celui où la présente proclamation à eux adressée par le bureau ou commission intermédiaire, ou par le sieur intendant dans les provinces où il n'y a point d'assemblée provinciale, leur sera parvenue.

## I X.

DANS les pays d'impôt personnel où les réglemens en matière de taille ont prescrit de distinguer la cote personnelle & la cote d'exploitation, en procédant aux cotisations individuelles, la cote personnelle des ci-devant privilégiés pour les six derniers mois 1789, ne pourra être faite qu'au seul lieu de leur domicile; mais ils seront imposés particulièrement par une cote d'exploitation seulement, dans le lieu de la situation des domaines, héritages & autres biens-fonds qu'ils auroient fait valoir en privilège, en 1789.

## X.

DANS lesdits pays d'impôt personnel, chacun des articles du rôle de supplément des ci-devant privilégiés, pour les six derniers mois 1789, indiquera les noms, demeure & qualités du cotisé, & les divers détails qui auront servi de base à sa cotisation. A côté desdits articles, le rôle contiendra le nombre de colonnes nécessaires, dans la première desquelles sera portée la contribution de chacun desdits ci-devant privilégiés à l'imposition principale, & dans celles qui suivront, leur cote-part dans les autres impositions ordinaires; enfin, la dernière colonne contiendra le total de leursdites contributions, de manière qu'il ne soit formé pour ledit supplément qu'un seul & même rôle.

## X I.

IL sera aussi formé dans les villes & communautés franches & abonnées des pays d'impôt personnel, un rôle de supplément pour les ci-devant privilégiés y domiciliés, dans lequel rôle lesdits privilégiés seront cotisés proportionnellement

pour les six derniers mois 1789 , à la subvention ou abonnement. Ne seront toutefois dans le cas d'être imposés à la capitation dans ledit rôle de supplément pour les six derniers mois , que ceux qui n'auront point été cotisés à cette imposition pour l'année entière 1789 , dans un des rôles de capitation privilégiée de la province.

### X I I.

A l'égard des villes tarifées qui acquittoient leur taille par des droits perçus aux entrées, il n'y sera formé de rôle de supplément que pour la capitation, dans lequel rôle au surplus ne seront point compris, ainsi qu'il est expliqué par l'article précédent, ceux des ci-devant privilégiés qui se trouveront déjà cotisés à la capitation pour l'année entière, dans un des rôles privilégiés de la province.

### X I I I.

DANS les pays d'impôt réel, où la capitation n'a jamais été un accessoire de la taille, & est répartie par un rôle particulier, il ne sera cependant formé pour le supplément à fournir par les ci-devant privilégiés, pour les six derniers mois 1789, qu'un seul rôle, lequel comprendra également plusieurs colonnes, ainsi qu'il a été expliqué par l'article X précédent, sauf à ne porter aucune somme dans la colonne de la capitation pour les ci-devant privilégiés qui ne seroient point domiciliés dans la communauté. Réciproquement, si un ci-devant privilégié domicilié dans une communauté n'y possédoit aucuns fonds nobles, il y seroit cotisé pour les six derniers mois 1789, dans la colonne de la capitation seulement, à raison de ses facultés, dans le cas toutefois où il ne seroit pas déjà porté dans un des rôles de capitation privilégiée de la province pour l'année entière 1789; mais il ne sera point cotisé dans ledit rôle à l'imposition principale, ni aux impositions accessoires d'icelle qui ne portent que sur les fonds.

## X I V.

CEUX des nobles privilégiés, officiers de justice & employés des fermes, domiciliés dans les pays d'impôt réel, ou dans aucunes villes ou communautés franches, abonnées ou tarifées des pays d'impôt personnel, qui se trouveront avoir été cotisés à la capitation pour l'année entière 1789, dans aucun des rôles particuliers de la province, ci-devant arrêtés au conseil, ne pourront être cotisés une seconde fois à ladite imposition dans le lieu de leur domicile, pour les six derniers mois 1789.

Mais comme ceux desdits nobles, privilégiés, officiers de justice & employés des fermes, domiciliés dans les pays d'impôt personnel, quoique déjà imposés à la capitation pour l'année entière 1789, devront l'être encore dans le rôle de supplément des six derniers mois, attendu que cette imposition est un accessoire nécessaire de l'imposition principale; sa majesté veut & entend que, pour les mettre à l'abri de toute surcharge ou double emploi, les quittances de la capitation par eux payée en vertu d'un rôle privilégié pour l'année entière 1789, ou les certificats de retenue de leur capitation sur les gages employés dans les états des finances pour ladite année 1789, soient reçus pour comptant au lieu de leur domicile & non ailleurs, en déduction de la somme totale à laquelle ils se trouveront cotisés dans le rôle de supplément des six derniers mois de 1789, & ce jusqu'à concurrence de moitié de la somme portée auxdites quittances & certificats.

## X V.

IL sera fait pour chaque ville & communauté trois expéditions du rôle de supplément pour les six derniers mois 1789, sur les ci-devant privilégiés, lesquelles seront toutes trois adressées par les officiers municipaux, syndics d'assemblée municipale, ou consuls & syndics paroissiaux, aux officiers de l'élection.

## X V I.

L'UNE desdites expéditions sera rendue exécutoire par un des officiers dudit siège d'élection, suivant la distribution qu'ils se feront entr'eux des communautés & paroisses de leur ressort ; à laquelle vérification ils seront tenus de procéder dans les trois jours de l'apport desdits rôles, sous peine de radiation de gages, d'interdiction pour trois mois, & de demeurer personnellement responsables du retardement du recouvrement des impositions. Cette expédition du rôle, ainsi vérifiée, sera ensuite remise au receveur ou collecteur ordinaire de chaque ville ou communauté, pour être mise en recouvrement. La seconde expédition sera déposée au greffe pour minute ; la troisième, sur laquelle il sera fait mention de la date de l'apport du rôle & de celle de sa vérification, sera adressée par le procureur du roi en l'élection, à la commission intermédiaire ou au sieur intendant & commissaire départi, dans les provinces où il n'a point été formé d'assemblée provinciale ni d'états provinciaux.

## X V I I.

LES ci-devant privilégiés qui auront des réclamations à former contre leur cotisation dans aucuns desdits rôles de supplément pour les six derniers mois 1789, seront tenus d'adresser préalablement leurs représentations à la commission intermédiaire, dans les provinces où il a été établi des assemblées provinciales & dans le Dauphiné, laquelle commission intermédiaire y pourvoira par voie de conciliation : pourront ensuite lesdits réclamans se pourvoir, s'ils le jugent à propos, par la voie contentieuse devant les officiers de l'élection, en rapportant & joignant à leur requête le délibéré préalable de la commission intermédiaire ; & les officiers d'élection y statueront sommairement, sauf l'appel à la cour des aides.

## X V I I I.

LESDITS rôles de supplément sur les ci-devant privilégiés

pour les fix derniers mois 1789 , feront recouvrés par les collecteurs ordinaires de l'année 1789 , & le produit desdits rôles par eux versé , à la déduction des fix deniers pour livre , dont deux au profit de la municipalité pour frais de rôles , & quatre pour leurs taxations , entre les mains des receveurs particuliers des finances ; & par ceux-ci , à la déduction des taxations ordinaires , en celles du receveur général aussi en exercice pour 1789 , lequel , à la même déduction des taxations ordinaires , tiendra ladite somme à la disposition de la province , pour être employée en 1790 au soulagement des contribuables ordinaires de ladite province.

## X I X.

Enjoint sa majesté aux officiers municipaux , assemblées municipales & autres assemblées d'asléeurs dans les pays ci-devant connus sous la dénomination de pays d'élection ; aux bureaux intermédiaires de département , commissions intermédiaires , intendans & commissaires départis ; aux officiers des élections & aux cours des aides , de concourir , veiller , s'employer & tenir la main à l'exécution de la présente proclamation qui sera imprimée , publiée & affichée par-tout où besoin sera. A Paris , le quatorze octobre mil sept cent quatre-vingt-neuf. *Signé* LOUIS. *Et plus bas* , par le roi ,  
DE SAINT-PRIEST.

## PROCLAMATION DU ROI,

*Pour la répartition des Impositions ordinaires de l'année prochaine 1790, dans les Pays ci devant connus sous la dénomination de Pays d'Élection.*

Du 16 Octobre 1789.

LE ROI, par sa déclaration du 27 septembre dernier, a sanctionné le décret de l'assemblée nationale sur les impositions, en date du 26 du même mois; duquel décret l'article IV porte que dans les rôles de toutes les impositions de 1790, les ci-devant privilégiés seront corisés avec les autres contribuables, dans la même proportion & dans la même forme, à raison de toutes leurs propriétés, exploitations & autres facultés.

Comme il devient de jour en jour plus instant de s'occuper de l'affiette & répartition des impositions de l'année prochaine 1790, sa majesté s'empresse de prescrire les dispositions nécessaires pour l'exécution de l'article IV du susdit décret de l'assemblée nationale, dans les pays ci-devant connus sous la dénomination de *pays d'élection*, se réservant sa majesté de pourvoir de même à son exécution dans toutes les autres provinces du royaume, par des dispositions particulières adaptées au régime, aux formes & aux usages qui avoient subsisté jusqu'à ce jour dans chacune desdites provinces sur l'objet des impositions. En conséquence, le roi a ordonné & ordonne ce qui suit :

## A R T I C L E P R E M I E R.

LES dénominations de taille, subventions, subsistances & abonnement de taille, usitées jusqu'à ce jour dans les pays ci-devant désignés sous le nom de *pays d'élection*, seront supprimées

supprimées pour l'année 1790 ; en conséquence , les trois articles d'impositions compris dans le brevet général arrêté pour ladite année prochaine 1790 , ne seront désignés dans les affiettes de département & dans les mandemens à adresser aux villes & communautés , que sous le titre d'*imposition principale, d'impositions accessoires de l'imposition principale, & de capitation & accessoires d'icelle.*

## I I.

IL ne pourra être formé en 1790 aucuns rôles particuliers & privilégiés de capitation , pour certaines classes de contribuables , toute distinction de rôles pour une seule & même nature d'imposition devant être éteinte & abolie.

## I I I.

IL sera formé & arrêté au conseil un brevet distingué par provinces , des capitations qui étoient retenues dans les états de finances , sur les gages & appointemens d'aucuns officiers de judicature ou finance ; & sera le montant dudit brevet , pour chacune desdites provinces ci-devant connues sous la dénomination de pays d'élection , ajouté à celui de la fixation de leur capitation respective , suivant le brevet général de 1790 , pour ne plus former qu'un seul & même total ; en conséquence , il ne sera fait aucune retenue de capitation pour l'année 1790 , sur les gages qui seront employés dans les états du roi de ladite année , au profit des officiers de judicature ou finance desdites provinces.

## I V.

TOUTE distinction , dans une seule & même province , de lieux tailliables & de villes & communautés franches ou abonnées , sera pareillement supprimée pour 1790 ; en conséquence , toutes les villes & communautés seront comprises dans un seul & même département , & tenues de contribuer à toutes les impositions ordinaires de la province , sous les trois divisions indiquées par l'article premier.

## V.

EN procédant à l'affiette & département des impositions ordinaires pour l'année 1790, avec les délégués du bureau des finances & les officiers des élections, les commissions intermédiaires ou bureaux intermédiaires, enfin les sieurs intendans, dans les provinces où il n'y a point d'assemblée provinciale, régleront en masse la contribution de chaque ville & communauté, dans chacun des trois articles d'impositions contenues dans les commissions, d'après les connoissances qu'ils se feront procurées & se procureront sur les forces & facultés desdites villes & communautés. Ils se feront représenter à cet effet, en procédant audit département des impositions ordinaires, non-seulement les départemens des tailles des années précédentes, mais encore les rôles de capitation privilégiée, ceux des vingtièmes, les départemens des chambres ecclésiastiques diocésaines, & autres renseignemens qu'ils jugeront utiles & nécessaires.

## V I.

AUSSI-TÔT que les mandemens qui fixeront la quote-part de chaque ville & communauté, dans les impositions ordinaires, sous la triple division ci-dessus indiquée, auront été délivrés, il fera, dans chacune desdites villes & communautés, procédé à la répartition des sommes y contenues sur tous les contribuables, sans aucune distinction.

## V I I.

CETTE répartition, dans les paroisses & communautés où il a été formé des assemblées municipales en exécution de l'édit de juin 1787, sera faite par toute l'assemblée municipale, laquelle est composée des ci-devant privilégiés, membres nés, & du syndic & autres membres électifs de la municipalité. Continueront toutefois, dans les provinces de l'Isle-de-France & de Champagne, les projets de rôles d'être dressés par les commissaires aux impositions; & ils feront



ensuite communiqués par lesdits commissaires à l'assemblée municipale de chaque communauté, avant d'être définitivement expédiés.

## V I I I.

DANS les provinces où il n'a point été établi d'assemblées municipales, il sera procédé à la répartition des impositions ordinaires de 1790, par une assemblée qui sera composée des mêmes ci-devant privilégiés, qui sont membres nés dans les assemblées municipales, des consuls ou syndic paroissial, & des collecteurs dans les provinces où ils sont en même-temps asséeurs. Continueront toutefois, dans la généralité de Limoges, les projets de rôles d'être dressés par les commissaires aux impositions, & ils seront ensuite communiqués par lesdits commissaires à la susdite assemblée d'asséeurs dans chaque communauté, avant d'être définitivement expédiés.

## I X.

A l'égard des villes, la répartition y sera faite en 1790, par les officiers municipaux, auxquels se réuniront le curé ou le plus ancien des curés, dans les villes où il y en auroit deux ou trois, ou enfin celui qui aura été choisi dans une assemblée desdits curés, s'ils sont au nombre de quatre & plus.

## X.

A cette assemblée d'asséeurs dans les villes, se réunira en outre un certain nombre d'adjoints, dont moitié sera choisie parmi les ci-devant privilégiés, & moitié parmi les anciens contribuables ordinaires.

## X I.

EN conséquence, lesdits ci-devant privilégiés se réuniront pour nommer un adjoint dans les villes où leur nombre

n'excèdera point celui de douze ; ils en nommeront deux , si leur nombre est depuis treize jusqu'à trente , & trois s'il est de trente-un & au-delà. De leur côté, les anciens contribuables ordinaires choisiront un , deux ou trois adjoints , suivant qu'il en sera nommé un , deux ou trois par les ci-devant privilégiés.

## X I I.

POUR les villes archi-épiscopales ou épiscopales , le syndic de la chambre ecclésiastique diocésaine , ou en son absence un autre membre député par ladite chambre fera , de droit , un des membres ci-devant privilégiés appelés à ladite répartition.

## X I I I.

SI parmi les officiers municipaux des villes , il s'en trouvoit un ou plusieurs qui fussent ci-devant privilégiés , non-compris le curé ou député des curés , alors les autres privilégiés de la ville ne choisiront point d'adjoints , à moins que le nombre de ceux qu'ils doivent avoir , aux termes de l'article XI précédent , ne fût point complet , auquel cas ils n'auroient de nomination à faire que pour compléter ledit nombre.

## X I V.

TOUTES lesdites nominations d'adjoints seront faites avant le 5 novembre prochain au plus tard.

## X V.

DANS les provinces où la taille étoit personnelle , l'imposition principale pour 1790 sera répartie dans chaque ville ou communauté suivant le même mode , par les assésés désignés par les articles précédens : dans celles où la taille étoit réelle , la répartition de l'imposition principale sera

aussi réelle. Seront au surplus, dans les provinces d'impôt personnel, toutes les personnes sans aucune distinction, & dans celles d'impôt réel, tous les fonds aussi indistinctement, imposés dans la même proportion.

## X V I.

EN pays d'impôt personnel, les assesseurs, en réglant les cotisations individuelles dans l'imposition principale, continueront de faire la distinction de la cote personnelle & de la cote d'exploitation.

## X V I I.

LA cote d'exploitation sera faite dans le lieu de la situation des domaines, héritages ou autres biens-fonds; en conséquence, toutes les déclarations qui auront été faites aux greffes des élections, d'après les anciens réglemens, par aucuns contribuables, pour obtenir en 1790 la réunion à l'imposition de leur domicile, des cotes d'exploitation auxquelles ils prévoyaient devoir être imposés dans d'autres communautés, seront regardées comme non avenues; faisant sa majesté très-expresse inhibitions & défenses d'avoir aucun égard auxdites déclarations.

## X V I I I.

LA cote personnelle, qui est relative aux facultés provenant de la propriété des immeubles, des rentes actives, du commerce ou industrie & autres revenus quelconques, ne pourra être faite qu'au seul lieu du domicile des contribuables, & sera réglée pour chacun d'eux d'après des bases uniformes.

## X I X.

DANS les mêmes pays d'impôt personnel, la capitation sera, pour tous les contribuables, comme elle l'avait été

pour les taillables , depuis la déclaration du 13 avril 1761, un accessoire nécessaire de l'imposition principale ; de sorte qu'un contribuable auquel il sera donné , dans une paroisse où il sera valoir sans y être domicilié , une cote d'exploitation dans la répartition de l'imposition ordinaire , contribuera aussi à la capitation en proportion de ladite cote d'exploitation , & contribuera de même à ladite imposition dans le lieu de son domicile , au marc la livre de sa cote personnelle.

### X X.

DANS lesdits pays d'impôt personnel , les articles du rôle indiqueront les noms , demeure & qualités du contribuable , & autant qu'il sera possible , les divers détails qui auront servi de base à sa cotisation. A côté desdits articles , le rôle contiendra cinq colonnes , dans lesquelles sera portée la quote-part de chaque contribuable ; 1.<sup>o</sup> dans l'imposition principale ; 2.<sup>o</sup> dans les impositions accessoires d'icelle ; 3.<sup>o</sup> dans la capitation ; 4.<sup>o</sup> le total desdites trois contributions ; 5.<sup>o</sup> enfin , la quote-part dans la prestation des chemins.

### X X I.

LES villes qui acquittoient leur taille par des droits perçus aux entrées continueront d'acquitter par cette voie , pour 1790 , l'imposition principale ; & seront au surplus lesdits droits de tarif acquittés suivant leur fixation actuelle , par tous les domiciliés dans lesdites villes , sans aucune distinction ni privilège , à compter du jour de l'affiche & publication de la présente proclamation.

### X X I I.

DANS les pays d'impôt réel , tous les biens-fonds généralement quelconques contribueront , par un même rôle & dans une proportion uniforme , à l'imposition principale & aux

impositions accessoiress d'icelle, & ledit rôle contiendra quatre colonnes ; savoir, une pour l'imposition principale ; la seconde, pour les impositions accessoiress d'icelle ; la troisième, pour le total de ces deux impositions ; & la quatrième, enfin, pour la prestation des chemins.

## X X I I I.

DANS celles des communautés desdits pays d'impôt réel où il étoit distrait une partie de la taille pour être répartie sur l'industrie, cabaux & meubles lucratifs, fait défenses sa majesté de distraire, pour être ainsi répartie en 1790, aucune partie de l'imposition principale qui devra être assise en totalité sur les biens-fonds, sauf, dans la répartition de la capitation, à faire contribuer ceux qui jouissent desdits revenus & facultés mobilières & industrielles, pour raison desdits revenus & facultés.

## X X I V.

DANS les pays d'impôt réel, il sera procédé dans chaque ville & communauté, par les mêmes assesseurs qui auront réparti l'imposition principale & les impositions accessoiress d'icelle, à la confection du rôle séparé de la capitation, dans lequel rôle seront compris sans distinction tous les domiciliés dans chacune desdites villes & communautés.

## X X V.

IL sera fait dans chaque ville & communauté trois expéditions des susdits rôles de 1790, lesquelles seront toutes trois adressées, par les officiers municipaux, syndics d'assemblée municipale, ou consuls ou syndics paroissiaux, aux officiers de l'élection.

## X X V I.

L'UNE desdites expéditions sera rendue exécutoire par un

des officiers dudit siège d'élection , suivant la distribution qu'ils se feront entr'eux des communautés & paroisses de leur ressort ; à laquelle vérification ils seront tenus de procéder dans les trois jours de l'apport desdits rôles, sous peine de radiation de gages , d'interdiction pour trois mois , & de demeurer personnellement responsables du retardement du recouvrement des impositions. Cette expédition de rôle , ainsi vérifiée , sera ensuite remise au receveur ou collecteur ordinaire de chaque ville ou communauté , pour être mise en recouvrement. La seconde expédition sera déposée au greffe pour minute ; la troisième, sur laquelle sera fait mention de la date de l'apport du rôle & de celle de sa vérification , sera adressée par le procureur du roi en l'élection , à la commission intermédiaire , ou au sieur intendant & commissaire départi , dans les provinces où il n'a pas été formé d'assemblée provinciale ni d'états provinciaux.

## XXVII.

LES contribuables qui auront des réclamations à former contre leur cottisation , dans aucun desdits rôles des impositions ordinaires de 1790 , seront tenus d'adresser préalablement leurs représentations à la commission intermédiaire dans les provinces où il a été établi des assemblées provinciales , ainsi que dans la province de Dauphiné , laquelle commission intermédiaire y pourvoira par voie de conciliation. Pourront ensuite lesdits réclamans se pourvoir , s'ils le jugent à propos , par la voie contentieuse devant les officiers de l'élection , en rapportant & joignant à leur requête le délibéré préalable de la commission intermédiaire ; & les officiers d'élection y statueront sommairement , sauf l'appel à la cour des aides.

## XXVIII.

LES rôles de toutes les impositions seront recouvrés , pour l'année

l'année 1790, par les collecteurs nommés pour ladite année, ainsi & de la même manière que l'ont été les rôles des impositions correspondantes en 1789.

## X X I X.

ENJOINT sa majesté aux officiers municipaux, assemblées municipales & autres assemblées d'assesseurs, dans les provinces ci-devant connues sous la dénomination de pays d'élection; aux bureaux intermédiaires de département, commissions intermédiaires, intendans, commissaires départis; aux officiers des élections, aux bureaux des finances & aux cours des aides, de concourir, veiller & tenir la main à l'exécution de la présente proclamation, qui sera imprimée, publiée & affichée par-tout où besoin fera. A Paris, ce seize octobre mil sept cent quatre-vingt-neuf. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, par le roi, DE SAINT-PRIEST.

## ORDONNANCE DU ROI,

*Concernant les droits d'Entrée à Paris, sur les consommations du Roi & de la Famille royale.*

Du 18 Octobre 1789.

## D E P A R L E R O I.

**L** E ROI ayant bien voulu se rendre aux desirs de sa bonne ville de Paris, en venant y faire sa demeure, & sa majesté voulant prévenir les difficultés qui peuvent s'élever au sujet des droits d'entrée que les pourvoyeurs, entrepreneurs & autres fournisseurs de sa maison feront dans le cas de payer pendant son séjour à Paris, a cru devoir se faire rendre compte des différens réglemens concernant les droits d'entrée de Paris, publiés par les rois ses prédécesseurs. Elle a reconnu, par les déclarations des 22 septembre 1561 & 1.<sup>er</sup> avril 1568, les lettres patentes du 8 juillet 1573, les ordonnances de juin 1680, juillet 1681, l'édit d'août 1717, les arrêts du conseil des 22 avril 1698, 29 mai 1703, 5 juillet 1715, 15 juillet 1727, 13 février 1748, & autres réglemens, qu'aucunes marchandises, ni denrées, ni boissons, même pour sa bouche, n'ont jamais été exemptées desdits droits d'entrée; & voulant suivre l'exemple des rois ses prédécesseurs, & donner en même-temps des preuves de sa justice à ses pourvoyeurs, fournisseurs & autres qui pourront y avoir quelque droit: vu lesdites déclarations, ordonnances, édit, arrêts du conseil & autres réglemens;

Sa majesté a ordonné & ordonne que les déclarations de 1561 & 1568, les lettres patentes de 1573, les ordonnances de 1680 & 1681, l'édit d'août 1717, les arrêts du conseil des 22 avril 1698, 29 mai 1703, 5 juillet 1715, 15 juillet 1727, 13 février 1748, & autres réglemens y relatifs, seront exécutés



selon leur forme & teneur ; en conséquence, déclare sa majesté qu'aucunes marchandises, denrées ni boissons entrant dans Paris pour son service, celui de la reine, des princes ses frères & autres princes de son sang, ne pourront entrer à Paris sans acquitter les droits d'entrée, lesquels sa majesté, conformément aux vœux de l'assemblée nationale & de sa bonne ville de Paris, ordonne également être acquittés par toutes personnes, de quelque qualité & condition qu'elles soient, sans que, sous quelque prétexte que ce soit, il puisse être prétendu aucune exemption : réservant sa majesté aux fournisseurs des provisions destinées à la consommation de sa maison, de celle de la reine & de celle des princes ses frères, de former telles demandes & indemnités qu'ils aviseront à raison des droits d'entrée qu'il auront payés pour leurs fournitures pendant son séjour à Paris, sur lesquelles il sera statué ce qu'il appartiendra. Fait à Paris, le dix-huit octobre mil sept cent quatre-vingt-neuf. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, par le roi, DE SAINT-PRIEST.

# DÉCLARATION DU ROI,

*Portant sanction d'un Décret de l'Assemblée nationale, du 21 Octobre 1789, pour l'établissement d'une Loi martiale.*

Du 21 Octobre 1789.

**V**U par le roi le décret de l'assemblée nationale de ce jour, dont la teneur suit :

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée nationale.*

Du 21 Octobre 1789.

## LOI MARTIALE CONTRE LES ATTROUPEMENS.

L'ASSEMBLÉE nationale, considérant que la liberté affermit les empires, mais que la licence les détruit ; que loin d'être le droit de tout faire , la liberté n'existe que par l'obéissance aux loix ; que si dans les temps calmes cette obéissance est suffisamment assurée par l'autorité publique ordinaire, il peut survenir des époques difficiles où les peuples, agités par des causes souvent criminelles, deviennent l'instrument d'intrigues qu'ils ignorent ; que ces temps de crise nécessitent momentanément des moyens extraordinaires pour maintenir la tranquillité publique & conserver les droits de tous, a décrété & décrète la présente loi martiale.

### A R T I C L E P R E M I E R.

DANS le cas où la tranquillité publique sera en péril, les officiers municipaux des lieux seront tenus, en vertu du pouvoir qu'ils ont reçu de la commune, de déclarer que la force militaire doit être déployée à l'instant pour rétablir l'ordre public, à peine, par ces officiers, d'être responsables des suites de leur négligence.

## I I.

CETTE déclaration se fera en exposant à la principale fenêtre de la maison de ville, & en portant dans toutes les rues & carrefours un drapeau rouge; & en même-temps les officiers municipaux requerront les chefs des gardes nationales, des troupes réglées & des maréchauffées, de prêter main-forte.

## I I I.

AU signal feul du drapeau rouge, tous attroupemens, avec ou sans armes, deviendront criminels, & devront être dissipés par la force.

## I V.

LES gardes nationales, troupes réglées & maréchauffées requises par les officiers municipaux seront tenues de marcher sur-le-champ, commandées par leurs officiers, précédées d'un drapeau rouge, & accompagnées d'un officier municipal au moins.

## V.

IL sera demandé par un des officiers municipaux, aux personnes attroupées, quelle est la cause de leur réunion, & le grief dont elles demandent le redressement. Elles seront autorisées à nommer fix d'entre elles pour exposer leurs réclamations & présenter leurs pétitions, & tenues de se séparer sur-le-champ & de se retirer paisiblement.

## V I.

FAUTE par les personnes attroupées de se retirer en ce moment, il leur sera fait à haute voix par les officiers municipaux, ou l'un d'eux, trois sommations de se retirer tranquillement dans leur domicile. La première sommation sera exprimée en ces termes: *Avis est donné que la loi*

*martiale est proclamée , que tous attroupemens sont criminels : on va faire feu : que les bons citoyens se retirent.* A la deuxième & troisième sommation , il suffira de répéter ces mots : *On va faire feu : que les bons citoyens se retirent.* L'officier municipal énoncera que c'est ou la première, ou la seconde , ou la dernière.

## V I I.

DANS le cas où , soit avant , soit pendant le prononcé des sommations , l'attroupement commettrait quelques violences , & pareillement dans le cas où , après les sommations faites , les personnes attroupées ne se retireroient pas paisiblement , la force des armes sera à l'instant déployée contre les séditieux , sans que personne soit responsable des événemens qui pourront en résulter.

## V I I I.

DANS le cas où le peuple attroupé n'ayant fait aucune violence , se retireroit paisiblement , soit avant , soit immédiatement après la dernière sommation , les moteurs & instigateurs de la sédition , s'ils sont connus , pourront seuls être poursuivis extraordinairement , & condamnés ; savoir , à une prison de trois ans , si l'attroupement n'étoit pas armé , & à la peine de mort , si l'attroupement étoit en armes. Il ne sera fait aucune poursuite contre les autres.

## I X.

DANS le cas où le peuple attroupé feroit quelque violence , ou ne se retireroit pas après la dernière sommation , ceux qui échapperont aux coups de la force militaire , & qui pourront être arrêtés , seront punis d'un emprisonnement d'un an , s'ils étoient sans armes ; de trois ans , s'ils étoient armés ; & de la peine de mort , s'ils étoient convaincus d'avoir commis des violences. Dans le cas du présent article , les moteurs & instigateurs de la sédition seront de même condamnés à mort.

## X.

Tous chefs, officiers & foldats des gardes nationales, des troupes & des maréchauffées, qui exciteront & fomenteront des attroupemens, émeutes & séditions, seront déclarés rebelles à la nation, au roi & à la loi, & punis de mort; & ceux qui refuseront le service, à la réquisition des officiers municipaux, seront dégradés & punis de trois ans de prison.

## X I.

IL fera dressé par les officiers municipaux procès-verbal qui contiendra le récit des faits.

## X I I.

LORSQUE le calme sera rétabli, les officiers municipaux rendront un décret qui fera cesser la loi martiale, & le drapeau rouge sera retiré & remplacé, pendant huit jours, par un drapeau blanc.

*Signé* FRÉTEAU, *président*; ALEXANDRE DE LAMETH; FAYDEL, BUREAUX DE PUZY, le marquis DE ROSTAING, *secrétaires*.

LE ROI a sanctionné & sanctionne le susdit décret, pour être exécuté dans tout son royaume. Mande & ordonne sa majesté à tous officiers municipaux, commandans de ses troupes, des troupes nationales, des maréchauffées & autres qu'il appartiendra, de le maintenir & observer chacun en ce qui les concerne; & fera la présente déclaration imprimée, publiée & affichée par-tout où besoin sera, & sur icelle expédié routes lettres patentes nécessaires. FAIT à Paris, le ving-un octobre mil sept cent quatre-vingt-neuf. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, DE SAINT-PRIEST.

## PROCLAMATION DU ROI,

*Portant sanction d'un Décret de l'Assemblée nationale , concernant les Passe-ports & les Suppléans des Députés.*

Du 25 Octobre 1789.

**V**U par le roi le décret de l'assemblée nationale de ce jour, dont la teneur suit :

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Nationale.*

Du jeudi 15 Octobre 1789.

L'ASSEMBLÉE nationale décrète qu'il ne fera plus accordé de passe-ports que pour un temps bref & déterminé, & pour affaires urgentes. Quant aux passe-ports illimités pour cas de maladie, ils ne seront accordés à ceux qui les demandent qu'après qu'ils auront été remplacés par leurs suppléans.

Decrète également que les suppléans ne seront nommés à l'avenir que par tous les citoyens réunis ou légalement représentés ; de telle sorte néanmoins que ladite loi n'aura point d'effet rétroactif pour les suppléans déjà nommés.

Decrète enfin que, huit jours après la première séance de l'assemblée nationale à Paris, il sera fait un appel nominal de tous les membres qui la composent ; suris jusqu'à ce jour à délibérer sur l'impression de la liste des absens, & son envoi dans les provinces. *Signé FRÉTEAU, président.* Collationné  
conforme

conforme à l'original, par nous secrétaires de l'assemblée nationale. A Paris, le vingt-trois octobre mil sept cent quatre-vingt-neuf. *Signe* FRÉTEAU, *président*; THIBAUT, curé de Souppes; FAYDEL, ALEXANDRE DE LAMETH, *secrétaires*.

Le roi a sanctionné & sanctionne ledit décret, pour être exécuté suivant sa forme & teneur. FAIT à Paris, le vingt-cinq octobre mil sept cent quatre-vingt-neuf. *Signé* LOUIS.  
*Et plus bas*, par le roi. *Signé* DE SAINT-PRIEST.

## PROCLAMATION DU ROI,

*Sur le décret de l'Assemblée nationale, portant que  
nulle Convocation ou Assemblée par ordre ne  
pourra avoir lieu.*

Du 27 Octobre 1789.

VU par le roi le décret dont la teneur suit :

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée nationale.*

Du 26 Octobre 1789.

L'ASSEMBLÉE nationale décrète que nulle convocation ou assemblée par ordre ne pourra avoir lieu dans le royaume, comme contraire aux décrets de l'assemblée ; & que celui du 15 octobre, qui ordonne que toutes les assemblées des bailliages & sénéchaussées se feront par individus & non par ordre, sera envoyé par le pouvoir exécutif, ainsi que le présent décret, à toutes les provinces, bailliages, sénéchaussées, municipalités & autres corps administratifs du royaume.

Collationné à l'original, par nous président & secrétaires de l'assemblée nationale. A Paris, le vingt-six octobre mil sept cent quatre-vingt-neuf. *Signé* FRÉTEAU, *président*, ALEXANDRE DE LAMETH, TARGET, THOURET, THIBAUT, curé de Souppes, le marquis DE ROSTAING, BARNAVE, *secrétaires*.

LE ROI a ordonné & ordonne que ledit décret sera envoyé à toutes les provinces, bailliages, sénéchaussées, municipalités & autres corps administratifs du royaume. FAIT à Paris, le vingt-sept octobre mil sept cent quatre-vingt-neuf. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, par le roi, DE SAINT-PRIEST.



## PROCLAMATION DU ROI,

*Sur le décret de l'Assemblée nationale , du 26  
Octobre 1789 , qui surseoit à toute Convocation  
de Provinces & États.*

Du 27 Octobre 1789.

VU par le roi le décret dont la teneur suit :

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée nationale.*

Du 26 Octobre 1789.

L'ASSEMBLÉE nationale a décrété qu'il sera sursis à toute convocation de provinces & d'états , jusqu'à ce qu'elle ait déterminé , avec l'acceptation du roi , le mode de ladite convocation dont elle s'occupe présentement.

Décrète , en outre , que M. le président se retirera par-devers le roi , à l'effet de demander à sa majesté si c'est avec son consentement qu'aucune commission intermédiaire a convoqué les états de sa province ; & dans le cas où ils auroient été convoqués sans la permission du roi , que sa majesté sera suppliée de prendre les mesures les plus promptes pour en prévenir le rassemblement.

Décrète , en outre , que copie de la présente délibération sera envoyée par le pouvoir exécutif , sur-le-champ , aux commissions intermédiaires , ainsi qu'aux bailliages , sénéchaussées , municipalités & autres corps administratifs.

Arrête que le présent décret , ainsi que le précédent & celui sur la nomination des suppléans , sera sur-le-champ présenté à l'acceptation du roi.

Collationné à l'original , par nous président & secrétaires de l'assemblée nationale. A Paris , le vingt-six octobre mil sept cent quatre-vingt-neuf. *Signé* FRÉTEAU , *président* ; ALEXANDRE DE LAMETH , TARGET , le marquis DE ROSTAING , BARNAVE , *secrétaires*.

LE ROI, acceptant ledit décret , a ordonné & ordonne qu'il sera envoyé aux commissions intermédiaires , ainsi qu'aux baillages , sénéchaussées , municipalités & autres corps administratifs. FAIT à Paris , le vingt-sept octobre mil sept cent quatre-vingt-neuf. *Signé* LOUIS. *Et plus bas* , par le roi , DE SAINT-PRIEST.

## I N S T R U C T I O N

*Sur la réception des déclarations pour la Contribution patriotique dont les Gardes & Syndics des Corps & Communautés seront chargés, & pour établir leur comptabilité.*

**L**ES gardes & syndics des corps & communautés des marchands & artisans de Paris seront autorisés à recevoir les déclarations de ceux de leurs membres qui jugeront à propos de le faire en leur présence, pour constater leur contribution patriotique, en se conformant à ce qui va être réglé ci-après :

## A R T I C L E P R E M I E R.

LES déclarations faites par les membres des corps & communautés, & reçues par leurs syndics & gardes, seront toutes portées sur des feuilles de registres conformes au modèle, en remplissant exactement les différentes colonnes des objets qu'elles doivent contenir.

## I I.

LA partie gauche desdites feuilles contiendra, 1°. le numéro de la déclaration; 2°. le nom & la profession du déclarant; 3°. le nom de la rue où il demeure, & le nom du propriétaire ou principal locataire de la maison qu'il habite; 4°. la déclaration payable dans les termes fixés par le décret de l'assemblée nationale, ou dans des termes rapprochés, si le déclarant le désire; 5°. la somme totale de sa contribution.

## I I I.

LA partie droite de la même feuille contiendra le tableau des payemens faits sur chacune desdites déclarations : favoir, 1°. le même numéro à chaque article que celui porté à la déclaration; 2°. le reçu de la somme payée à compte ou en totalité de la contribution; 3°. le montant de ce qui aura été payé en effets ou papiers admis dans lesdits payemens; 4°. la somme payée en espèces ou billets de la caisse d'escompte regardés comme comptant; 5°. le total réuni du payement, tant en papiers qu'en espèces.

## I V.

LES gardes & syndics feront signer lesdites déclarations par chacun des déclarans, au bas de leur déclaration.

## V.

ILS remettront au bureau du département qui concerne leurs corps & communautés, tous les samedis de chaque semaine, les feuilles qui se trouveront signées & remplies, après les avoir fait préalablement copier sur un registre qui restera entre leurs mains, pour la suite de leur recouvrement.

## V I.

IL leur sera remis dans leur département des reconnoissances pour chacun des articles portés sur les feuilles qu'ils y apporteront tous les samedis, lesquelles reconnoissances seront ensuite par eux distribuées à ceux de leurs membres auxquels elles reviendront; cette reconnoissance donnée par la municipalité étant pour tous les citoyens un titre de leur zèle & de leur patriotisme.

## V I I.

IL fera pareillement remis auxdits gardes & syndics , par le receveur particulier des finances du département , un récépissé des sommes qu'ils auront reçues & qu'ils verseront le samedi de chaque semaine entre ses mains ; lequel récépissé distinguera la recette en papier & celle faite au comptant , & deviendra pour les gardes & syndics la pièce probante de leur comptabilité , en opérant d'autant leur libération.

## V I I I.

LES gardes & syndics feront en outre un état nominatif de tous leurs membres sans exception , qui comprendra leurs noms & leurs demeures , afin que l'on puisse connoître ceux qui , après les époques fixées , ne se feroient pas présentés , & qu'il soit possible de leur rappeler la nécessité de remplir ce devoir ; comme aussi de vérifier s'ils n'auroient pas déclaré personnellement au bureau du département.

## I X.

IL sera posé dans le bureau de chacun desdits corps & communautés une affiche portant qu'il est libre à tout marchand ou artisan de faire sa déclaration devant les gardes & syndics , ou dans les départemens établis pour les citoyens , sans que pour cet objet aucun d'eux puisse être gêné en façon quelconque ; à la charge seulement par ceux desdits membres qui préféreront de faire leur déclaration au bureau du département , plutôt qu'à celui de leur corps ou communauté , de s'adresser au département duquel dépend leur corps ou communauté , & non ailleurs , afin de faciliter les recherches ultérieures qui serviroient à constater si tous les membres auront satisfait au devoir qui leur est imposé de faire leur déclaration.

## X.

LES gardes & syndics se conformeront au surplus à ce qui est prescrit par le décret de l'assemblée nationale, & notamment à l'article III, qui interdit toute recherche ou inquisition pour découvrir si chacun a fourni une contribution conforme aux proportions indiquées par ledit décret.

## X I.

LES gardes & syndics ne pourront recevoir, en acquit des différentes contributions, que les effets désignés dans l'état annexé à la présente instruction, à peine de répondre personnellement de tous autres qui ne seroient point dénommés & admis par la décision de M. le premier ministre des finances.

## LETTRES PATENTES DU ROI,

*Portant sanction du décret de l'Assemblée nationale,  
concernant l'émission des Vœux, dans tous les  
Monastères de l'un & de l'autre sexe.*

Du premier Novembre 1789.

**L**OUIS, PAR LA GRACE DE DIEU, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE : A tous ceux qui ces présentes lettres verront ; SALUT. L'assemblée nationale nous a fait présenter le décret dont la teneur suit :

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Nationale.*

Du mardi 28 Octobre 1789.

L'ASSEMBLÉE nationale ajourne la question sur les vœux monastiques ; cependant, & par provision, décrète que l'émission des vœux sera suspendue dans tous les monastères de l'un & de l'autre sexe, & que le présent décret sera porté de suite à la sanction royale, & envoyé à tous les tribunaux & à tous les monastères.

Collationné conforme à l'original, par nous président & secrétaire de l'assemblée nationale. A Paris, le vingt-huit octobre mil sept cent quatre-vingt-neuf. *Signé* CAMUS, *président*; THIBAUT, *curé de Souppes, secrétaire.*

ET voulant en assurer l'exécution, nous y avons apposé notre sanction. A ces causes, & autres à ce nous mouvant, & de l'avis de notre conseil, nous avons par ces présentes, signées de notre main, sanctionné & sanctionnons le décret ci-dessus transcrit ; en conséquence, ordonnons qu'il sera exécuté suivant sa forme & teneur. Si donnons en mandement

à nos amis & féaux confeillers les gens tenant nos cours de parlement, que ces présentes ils ayent à enregistrer, même en temps de vacations, & le contenu en icelles faire exécuter fuivant fa forme & teneur : car tel est notre plaisir ; en témoin de quoi nous avons fait mettre notre scel à cefdites présentes.

DONNÉ à Paris, le premier jour de novembre, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-neuf, & de notre règne le feizième. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, par le roi, DE SAINT-PRIEST. Et scellées du grand sceau de cire jaune.



## LETTRES PATENTES DU ROI,

*Qui ordonnent l'envoi aux Tribunaux, Municipalités & autres Corps administratifs, des décrets de l'Assemblée nationale qui ont été acceptés ou sanctionnés par Sa Majesté.*

Données à Paris, le 3 Novembre 1789.

**L**OUIS, PAR LA GRACE DE DIEU, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE : à tous ceux qui ces présentes lettres verront ; salut. L'assemblée nationale nous a fait présenter le décret dont la teneur suit :

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée nationale.*

Du Mardi 20 Octobre 1789.

L'ASSEMBLÉE nationale a décrété que les arrêtés du 4 août & jours suivans, dont le roi a ordonné la publication, ainsi que tous les arrêtés & décrets qui ont été acceptés ou sanctionnés par sa majesté, soient, sans aucune addition, changement ni observation, envoyés aux tribunaux, municipalités & autres corps administratifs, pour y être transcrits sur leurs registres, sans modification ni délai, être lus, publiés & affichés. *Signé FRÉTEAU, président.*

Collationné conforme à l'original, par nous président & secrétaires de l'assemblée nationale. A Paris, le vingt-trois octobre mil sept cent quatre vingt-neuf. *Signé FRÉTEAU, président; FAYDEL, THIBAUT, curé de Souppes, & ALEXANDRE DE LAMETH, secrétaires.*

Suit la teneur desdits décrets.

*Extrait des procès-verbaux de l'Assemblée nationale.*

## DÉCLARATION DES DROITS DE L'HOMME ET DU CITOYEN.

## P R É A M B U L E.

LES représentans du peuple François, constitués en assemblée nationale, considérant que l'ignorance, l'oubli ou le mépris des droits de l'homme, sont les seules causes des malheurs publics & de la corruption des gouvernemens, ont résolu d'exposer dans une déclaration solennelle les droits naturels, inaliénables & sacrés de l'homme, afin que cette déclaration, constamment présente à tous les membres du corps social, leur rappelle sans cesse leurs droits & leurs devoirs; afin que les actes du pouvoir législatif & ceux du pouvoir exécutif, pouvant être à chaque instant comparés avec le but de toute institution politique, en soient plus respectés; afin que les réclamations des citoyens, fondées désormais sur des principes simples & incontestables, tournent toujours au maintien de la constitution & au bonheur de tous.

En conséquence, l'assemblée nationale reconnoît & déclare, en présence & sous les auspices de l'être suprême, les droits suivans de l'homme & du citoyen.

## A R T I C L E P R E M I E R.

LES hommes naissent & demeurent libres & égaux en droits; les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune.

## I I.

LE but de toute association politique est la conservation des droits naturels & imprescriptibles de l'homme; ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté & la résistance à l'oppression.

### III.

LE principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la nation ; nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément.

### I V.

LA liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui ; ainsi l'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres membres de la société la jouissance de ces mêmes droits : ces bornes ne peuvent être déterminées que par la loi.

*Séance à  
Aoi*

### V.

LA loi n'a le droit de défendre que les actions nuisibles à la société. Tout ce qui n'est pas défendu par la loi ne peut être empêché, & nul ne peut être contraint à faire ce qu'elle n'ordonne pas.

### V I.

LA loi est l'expression de la volonté générale ; tous les citoyens ont droit de concourir personnellement ou par leurs représentans à sa formation ; elle doit être la même pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse. Tous les citoyens étant égaux à ses yeux, sont également admissibles à toutes dignités, places & emplois publics, selon leur capacité, & sans autres distinctions que celles de leurs vertus & de leurs talens.

### V I I.

NUL homme ne peut être accusé, arrêté, ni détenu que dans les cas déterminés par la loi, & selon les formes qu'elle a prescrites. Ceux qui sollicitent, expédient, exécutent ou font exécuter des ordres arbitraires, doivent être punis ; mais tout citoyen appelé ou saisi en vertu de la loi doit obéir à l'instant : il se rend coupable par la résistance.

## V I I I.

LA loi ne doit établir que des peines strictement & évidemment nécessaires, & nul ne peut être puni qu'en vertu d'une loi établie & promulguée antérieurement au délit, & légalement appliquée.

## I X.

Tout homme étant présumé innocent, jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable, s'il est jugé indispensable de l'arrêter, toute rigueur qui ne seroit pas nécessaire pour s'assurer de sa personne doit être sévèrement réprimée par la loi.

## X.

*e du 23*  
*août.* NUL ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi.

## X I.

*Août.* LA libre communication des pensées & des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme. Tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté, dans les cas déterminés par la loi.

## X I I.

LA garantie des droits de l'homme & du citoyen nécessite une force publique : cette force est donc instituée pour l'avantage de tous, & non pour l'utilité particulière de ceux à qui elle est confiée.

## X I I I.

POUR l'entretien de la force publique, & pour les dépenses d'administration, une contribution commune est indispensable; elle doit être également répartie entre tous les citoyens, en raison de leurs facultés.

X I V.

LES citoyens ont le droit de constater par eux-mêmes ou par leurs représentans la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi, & d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement & la durée.

X V.

LA société a le droit de demander compte à tout agent public de son administration.

26

X V I.

TOUTE société dans laquelle la garantie des droits n'est pas assurée, ni la séparation des pouvoirs déterminée, n'a point de constitution.

X V I I.

LES propriétés étant un droit inviolable & sacré, nul ne peut en être privé, si ce n'est lorsque la nécessité publique, légalement constatée, l'exige évidemment, & sous la condition d'une juste & préalable indemnité.

Collationné conforme à l'original, par nous président & secrétaires de l'assemblée nationale. A Versailles, le trente septembre mil sept cent quatre-vingt-neuf. *Signé* MOUNIER, *président*; DÉMEUNIER, le vicomte DE MIRABEAU, BUREAUX DE PUSY, FAYDEL, l'évêque de NANCY, l'abbé D'EYMAR, *secrétaires*.

*Extrait des procès-verbaux de l'Assemblée nationale.*

ARTICLES DE CONSTITUTION.

ARTICLE PREMIER.

Tous les pouvoirs émanent essentiellement de la nation, & ne peuvent émaner que d'elle.

*Séance*  
*Sept*  
17

## I I.

*tembre.* LE gouvernement François est monarchique; il n'y a point en France d'autorité supérieure à la loi; le roi ne règne que par elle, & ce n'est qu'en vertu des loix qu'il peut exiger l'obéissance.

## I I I.

*tembre.* L'ASSEMBLÉE nationale a reconnu & déclaré comme points fondamentaux de la monarchie, que la personne du roi est inviolable & sacrée; que le trône est indivisible; que la couronne est héréditaire dans la race régnante, de mâle en mâle, par ordre de primogéniture, à l'exclusion perpétuelle & absolue des femmes & de leurs descendances, sans entendre rien préjuger sur l'effet des renonciations.

## I V.

*tembre.* L'ASSEMBLÉE nationale sera permanente.

## V.

*tembre.* L'ASSEMBLÉE nationale ne sera composée que d'une chambre.

## V I.

*tembre.* CHAQUE législature sera de deux ans.

## V I I.

*tembre.* LE renouvellement des membres de chaque législature sera fait en totalité.

## V I I I.

*tembre.* LE pouvoir législatif réside dans l'assemblée nationale, qui l'exercera ainsi qu'il suit.

## I X.

I X.

AUCUN acte du corps législatif ne pourra être considéré comme loi, s'il n'est fait par les représentans de la nation, librement & légalement élus, & s'il n'est sanctionné par le monarque.

X.

LE roi peut refuser son consentement aux actes du corps législatif. 22 Sept

X I.

Dans le cas où le roi refusera son consentement, ce refus ne fera que suspensif.

X I I.

LE refus suspensif du roi cessera à la seconde des législatures qui suivront celle qui aura proposé la loi. 22 Sept

X I I I.

LE roi peut inviter l'assemblée nationale à prendre un objet en considération ; mais la proposition des loix appartient exclusivement aux représentans de la nation. 3 Sept

X I V.

LA création & la suppression des offices ne pourront avoir lieu qu'en exécution d'un acte du corps législatif, sanctionné par le roi.

X V.

AUCUN impôt ou contribution en nature ou en argent ne peut être levé ; aucun emprunt direct ou indirect ne peut être fait autrement que par un décret exprès de l'assemblée des représentans de la nation. 2.<sup>er</sup> Oct

## X V I.

*Septembre.* LE pouvoir exécutif suprême réside exclusivement dans la main du roi.

## X V I I.

*Septembre.* LE pouvoir exécutif ne peut faire aucunes loix, même provisoires ; mais seulement des proclamations conformes aux loix pour en ordonner ou en rappeler l'observation.

## X V I I I.

*Septembre.* LES ministres & les autres agens du pouvoir exécutif sont responsables de l'emploi des fonds de leur département, ainsi que de toutes les infractions qu'ils pourront commettre envers les loix, quels que soient les ordres qu'ils aient reçus ; mais aucun ordre du roi ne pourra être exécuté, s'il n'a été signé par sa majesté, & contresigné par un secrétaire d'état, ou par l'ordonnateur du département.

## X I X.

*Septembre.* LE pouvoir judiciaire ne pourra en aucun cas être exercé par le roi, ni par le corps législatif ; mais la justice sera administrée au nom du roi, par les seuls tribunaux établis par la loi, suivant les principes de la constitution, & selon les formes déterminées par la loi.

Collationné conforme à l'original, par nous, président & secrétaires de l'assemblée nationale. A Versailles, le premier octobre mil sept cent quatre vingt-neuf. *Signé* MOUNIER, *président* ; le vicomte DE MIRABEAU, DÉMEUNIER, BUREAU DE PUSY, FAYDEL, l'évêque de NANCY, l'abbé D'EYMAR, *secrétaires*.



*Décrets de l'Assemblée nationale ,*

Des 4, 6, 7, 8 &amp; 11 Août 1789.

## A R T I C L E P R E M I E R.

L'ASSEMBLÉE nationale détruit entièrement le régime féodal, & décrète que dans les droits tant féodaux que censuels, ceux qui tiennent à la main-morte réelle ou personnelle, & à la servitude personnelle, & ceux qui les représentent, sont abolis sans indemnité, & tous les autres déclarés rachetables; & le prix & le mode du rachat seront fixés par l'assemblée nationale. Ceux desdits droits qui ne sont point supprimés par ce décret continueront néanmoins à être perçus jusqu'au remboursement.

## I I.

LE droit exclusif des fuies & colombiers est aboli : les pigeons seront enfermés aux époques fixées par les communautés; & durant ce temps, ils seront regardés comme gibier, & chacun aura le droit de les tuer sur son terrain.

## I I I.

LE droit exclusif de la chasse & des garennes ouvertes est pareillement aboli; & tout propriétaire a le droit de détruire & faire détruire, seulement sur ses possessions, toute espèce de gibier, sauf à se conformer aux loix de police qui pourront être faites relativement à la sûreté publique. Toutes capitaineries, même royales, & toute réserve de chasse, sous quelque dénomination que ce soit, sont pareillement abolies; & il sera pourvu, par des moyens compatibles avec le respect dû aux propriétés & à la liberté, à la conservation des plaisirs personnels du roi.

M. le président sera chargé de demander au roi le rappel

des galériens & des bannis pour simple fait de chasse ; l'élargissement des prisonniers actuellement détenus , & l'abolition des procédures existantes à cet égard.

#### I V.

TOUTES les justices seigneuriales sont supprimées sans aucune indemnité ; & néanmoins les officiers de ces justices continueront leurs fonctions jusqu'à ce qu'il ait été pourvu par l'assemblée nationale à l'établissement d'un nouvel ordre judiciaire.

#### V.

LES dîmes de toute nature & les redevances qui en tiennent lieu , sous quelque dénomination qu'elles soient connues & perçues , même par abonnement , possédées par des corps séculiers & réguliers , par les bénéficiers , les fabriques & tous gens de main-morte , même par l'ordre de Malte & autres ordres religieux & militaires , même celles qui auroient été abandonnées à des laïcs en remplacement & pour option de portion congrue , sont abolis ; sauf à aviser aux moyens de subvenir d'une autre manière à la dépense du culte divin , à l'entretien des ministres des autels , au soulagement des pauvres , aux réparations & reconstructions des églises & presbytères , & à tous les établissemens , séminaires , écoles , collèges , hôpitaux , communautés & autres , à l'entretien desquels elles sont actuellement affectées.

Et cependant , jusqu'à ce qu'il y ait été pourvu , & que les anciens possesseurs soient entrés en jouissance de leur remplacement , l'assemblée nationale ordonne que lesdites dîmes continueront d'être perçues suivant les loix & en la manière accoutumée.

Quant aux autres dîmes , de quelque nature qu'elles soient ; elles seront rachetables de la manière qui sera réglée par l'assemblée ; & jusqu'au règlement à faire à ce sujet , l'assemblée nationale ordonne que la perception en sera aussi continuée.

## V I.

TOUTES les rentes foncières perpétuelles, soit en nature, soit en argent, de quelque espèce qu'elles soient, quelle que soit leur origine, à quelques personnes qu'elles soient dues, gens de main-morte, domaines, apanagistes, ordre de Malte, seront rachetables; les champarts de toute espèce, & sous toute dénomination, le seront pareillement au taux qui sera fixé par l'assemblée. Défenses sont faites de plus à l'avenir créer aucune redevance non remboursable.

## V I I.

LA vénalité des offices de judicature & de municipalité est supprimée dès cet instant. La justice sera rendue gratuitement; & néanmoins les officiers pourvus de ces offices continueront d'exercer leurs fonctions & d'en percevoir les émolumens, jusqu'à ce qu'il ait été pourvu par l'assemblée aux moyens de leur procurer leur remboursement.

## V I I I.

LES droits casuels des curés de campagne sont supprimés, & cesseront d'être payés aussi-tôt qu'il aura été pourvu à l'augmentation des portions congrues & à la pension des vicaires; & il sera fait un règlement pour fixer le sort des curés des villes.

## I X.

LES privilèges pécuniaires, personnels ou réels, en matière de subside, sont abolis à jamais. La perception se fera sur tous les citoyens & sur tous les biens, de la même manière & dans la même forme; & il va être avisé aux moyens d'effectuer le paiement proportionnel de toutes les contributions, même pour les six derniers mois de l'année d'impositions courante.

## X.

UNE constitution nationale & la liberté publique étant plus avantageuses aux provinces que les privilèges dont quelques-unes jouissoient, & dont le sacrifice est nécessaire à l'union intime de toutes les parties de l'empire, il est déclaré que tous les privilèges particuliers des provinces, principautés, pays, cantons, villes & communautés d'habitans, soit pécuniaires, soit de toute autre nature, sont abolis sans retour, & demeureront confondus dans le droit commun de tous les François.

## X I.

Tous les citoyens, sans distinction de naissance, pourront être admis à tous les emplois & dignités ecclésiastiques, civils & militaires, & nulle profession utile n'emportera dérogeance.

## X I I.

A l'avenir il ne sera envoyé en cour de Rome, en la vice-légation d'Avignon, en la nonciature de Lucerne, aucuns deniers pour annates ou pour quelque autre cause que ce soit; mais les diocésains s'adresseront à leurs évêques pour toutes les provisions de bénéfices & dispenses, lesquelles seront accordées gratuitement, nonobstant toutes réserves, expectatives & partages de mois, toutes les églises de France devant jouir de la même liberté.

## X I I I.

LES dépôts, droits de cote-morte, dépouilles, *vacat*, droits censaux, deniers de Saint-Pierre, & autres de même genre, établis en faveur des évêques, archidiacres, archiprêtres, chapitres, curés primitifs & tous autres, sous quelque nom que ce soit, sont abolis, sauf à pourvoir ainsi qu'il appartiendra à la dotation des archidiaconés & des archiprêtres qui ne seroient pas suffisamment dotés.

. X I V.

LA pluralité des bénéfices n'aura plus lieu à l'avenir, lorsque les revenus des bénéfices dont on sera titulaire excéderont la somme de 3000 livres; il ne sera pas permis non plus de posséder plusieurs pensions sur bénéfices, ou une pension & un bénéfice, si le produit des objets de ce genre que l'on possède déjà excède la même somme de 3000 livres.

X V.

SUR le compte qui sera rendu à l'assemblée nationale, de l'état des pensions, grâces & traitemens, elle s'occupera, de concert avec le roi, de la suppression de celles qui n'auroient pas été méritées, & de la réduction de celles qui seroient excessives, sauf à déterminer pour l'avenir une somme dont le roi pourra disposer pour cet objet.

X V I.

L'ASSEMBLÉE nationale décrète qu'en mémoire des grandes & importantes délibérations qui viennent d'être prises pour le bonheur de la France, une médaille sera frappée, & qu'il sera chanté en action de grâces un *Te Deum* dans toutes les paroisses & églises du royaume.

X V I I.

L'ASSEMBLÉE nationale proclame solennellement le roi Louis XVI, *restaurateur de la liberté Française*.

X V I I I.

L'ASSEMBLÉE nationale se rendra en corps auprès du roi, pour présenter à sa majesté l'arrêté qu'elle vient de prendre, lui porter l'hommage de sa plus respectueuse reconnoissance, & la supplier de permettre que le *Te Deum* soit chanté dans sa chapelle, & d'y assister elle-même.

## X I X.

L'ASSEMBLÉE nationale s'occupera , immédiatement après la constitution , de la rédaction des loix nécessaires pour le développement des principes qu'elle a fixés par le présent arrêté , qui sera incessamment envoyé par MM. les députés dans toutes les provinces , avec le décret du 10 de ce mois , pour l'un & l'autre y être imprimés , publiés , même aux prônes des paroisses , & affichés par-tout où besoin fera. *Signé* LE CHAPELIER , *président* ; l'abbé SYEYES , le comte de LALLY-TOLLENDAL , FRÉTEAU , PÉTION-DE-VILLENEUVE , l'abbé de MONTESQUIOU , EMMERY , *secrétaires*.

Collationné & certifié conforme aux originaux , par nous secrétaires de l'assemblée nationale. A Versailles , le quinze septembre mil sept cent quatre-vingt-neuf. *Signé* HENRY DE LONGUEVE , RÉDON , l'abbé D'EYMAR , DÉMEUNIER , DESCHAMPS , le vicomte DE MIRABEAU , *secrétaires*. STANISLAS DE CLERMONT-TONNERRE , *président*.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée nationale.*

Du 10 Août 1790.

L'ASSEMBLÉE nationale considérant que les ennemis de la nation , ayant perdu l'espoir d'empêcher par la violence du despotisme la régénération publique & l'établissement de la liberté , paroissent avoir conçu le projet criminel de ramener au même but par la voie du désordre & de l'anarchie ; qu'en traîtres moyens , ils ont , à la même époque & presque le même jour , fait semer de fausses alarmes dans les différentes provinces du royaume , & qu'en annonçant des incursions & des brigandages qui n'existoient pas , ils ont donné lieu à des excès & des crimes qui attaquent également les biens & les personnes , & qui , troublant l'ordre universel de la société , méritent les peines les plus sévères ; que ces hommes ont porté l'audace jusqu'à répandre de faux ordres & même de faux édits

du

du roi , qui ont armé une portion de la nation contre l'autre , & de couvrir ainsi du nom de sa majesté des forfaits inouis , dans le moment même où l'assemblée nationale portoit les décrets les plus favorables à l'intérêt du peuple ;

Considérant que dans l'effervescence générale , les propriétés les plus sacrées & les moissons mêmes , seul espoir du peuple dans ces temps de disette , n'ont pas été respectées ;

Considérant enfin que l'union de toutes les forces , l'influence de tous les pouvoirs , l'action de tous les moyens , & le zèle de tous les bons citoyens doivent concourir à réprimer de pareils désordres ;

Arrête & décrète :

Que toutes les municipalités du royaume , tant dans les villes que dans les campagnes , veilleront au maintien de la tranquillité générale , & que sur leur simple réquisition , les milices nationales ainsi que , les maréchaussées , seront assistées des troupes , à l'effet de poursuivre & d'arrêter les perturbateurs du repos public , de quelque état qu'ils puissent être ;

Que les personnes arrêtées seront remises aux tribunaux de justice & interrogées incontinent , & que le procès leur sera fait ; mais qu'il sera sursis au jugement & à l'exécution , à l'égard de ceux qui seront prévenus d'être les auteurs de fausses alarmes , & les instigateurs des pillages & violences , soit sur les biens , soit sur les personnes ; & que cependant copies des informations , des interrogatoires & autres procédures seront successivement adressées à l'assemblée nationale , afin que , sur l'examen & la comparaison des preuves rassemblées des différens lieux du royaume , elle puisse remonter à la source des désordres , & pourvoir à ce que les chefs de ces complots soient soumis à des peines exemplaires qui répriment efficacement de pareils attentats ;

Que tous attroupemens séditieux , soit dans les villes , soit dans les campagnes , même sous prétexte de chasse , seront incontinent dissipés par les milices nationales , les maréchaussées & les troupes , sur la simple réquisition des municipalités ;

Que dans les villes & municipalités de la campagne, ainsi que dans chaque district des grandes villes, il sera dressé un rôle des hommes sans aveu, sans métier ni profession, & sans domicile constant, lesquels seront désarmés, & que les milices nationales, les maréchaussées & les troupes veilleront particulièrement sur leur conduite;

Que toutes les milices nationales prêteront serment entre les mains de leurs commandans, de bien & fidèlement servir pour le maintien de la paix, pour la défense des citoyens, & contre les perturbateurs du repos public; & que toutes les troupes, savoir: les officiers de tout grade & soldats, prêteront serment à la nation & au roi, chef de la nation, avec la solennité la plus auguste; que les soldats jureront, en présence du régiment entier sous les armes, de ne jamais abandonner leurs drapeaux, d'être fidèles à la nation, au roi & à la loi, & de se conformer aux règles de la discipline militaire.

Que les officiers jureront es mains des officiers municipaux, en présence de leurs troupes, de rester fidèles à la nation, au roi & à la loi, & de ne jamais employer ceux qui seront sous leurs ordres contre les citoyens, si ce n'est sur la réquisition des officiers civils & municipaux, laquelle réquisition sera toujours lue aux troupes assemblées;

Que les curés des villes & des campagnes feront lecture du présent arrêté à leurs paroissiens réunis dans l'église, & qu'ils emploieront, avec tout le zèle dont ils ont constamment donné des preuves, l'influence de leur ministère pour rétablir la paix & la tranquillité publique, & pour ramener tous les citoyens à l'ordre & à l'obéissance qu'ils doivent aux autorités légitimes.

Sa majesté sera suppliée de donner les ordres nécessaires pour la pleine & entière exécution de ce décret, lequel sera adressé à toutes les villes, municipalités & paroisses du royaume, ainsi qu'à tous les tribunaux, pour y être lu, publié, affiché & inscrit dans les registres. *Signé* LE CHAPELIER, *président de l'assemblée nationale*; EMMERY, *secrétaire de l'assemblée nationale*; FRÉTEAU.



*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée nationale.*

Du dimanche 9 Août 1789.

L'ASSEMBLÉE nationale, informée des besoins urgens de l'état, décrète un emprunt de trente millions, aux conditions suivantes.

A R T I C L E P R E M I E R.

L'INTÉRÊT sera à quatre & demi pour cent, sans aucune retenue.

I I.

LA jouissance de l'intérêt appartiendra aux prêteurs, à commencer du jour auquel ils auront porté leurs deniers.

I I I.

LE premier payement des intérêts se fera le premier janvier 1790, & les autres payemens se feront ensuite tous les six mois par l'administrateur du trésor public.

I V.

IL sera délivré à chaque prêteur des quittances de finance au porteur, avec promesse de passer contrat conformément au modèle ci-après.

V.

AUCUNE quittance ne pourra être passée au-dessous de mille livres.

*Signé* LE CHAPELIER, *président*; le comte de LALLY-TOLLENDAL, l'abbé SYEYES, FRÉTEAU, l'abbé DE MONTESQUIOU, PÉTION DE VILLENEUVE, EMMERY, *secrétaires de l'assemblée nationale*.

Collationné conforme à la minute du procès-verbal du neuf août mil sept cent quatre-vingt-neuf, *Signé* EMMERY, *secrétaire de l'assemblée nationale*.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée nationale.*

Du jeudi 27 Août 1789.

L'ASSEMBLÉE nationale délibérant sur les propositions qui lui ont été faites au nom du roi par le premier ministre des finances, déclare l'emprunt de trente millions fermé; décrète l'emprunt de quatre-vingt millions, moitié en argent, moitié en effets publics, tel qu'il a été proposé par le premier ministre des finances; elle en laisse le mode au pouvoir exécutif. L'assemblée renouvelle & confirme ses arrêtés des 17 juin & 13 juillet, par lesquels elle a mis les créanciers de l'état sous la sauvegarde de l'honneur & de la loyauté Française; en conséquence, elle déclare que dans aucun cas & sous aucun prétexte, il ne pourra être fait de nouvelles retenues ni réductions quelconques sur aucune partie de la dette publique.

*Signé* STANISLAS DE CLERMONT-TONNERRE, *président*; FRÉTEAU, PÉTION DE VILLENEUVE, EMMERY, l'évêque d'AUTUN, le comte DE MONTMORENCY, l'abbé DE BARMOND, *secrétaires*.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée nationale.*

Du mardi 6 Octobre 1789.

L'ASSEMBLÉE nationale, après avoir pris en considération le compte qui lui a été rendu par le premier ministre des finances, de la situation du trésor public, des besoins ordinaires & extraordinaires de cette année & de l'année prochaine, pour fournir à toutes les dépenses courantes, & pour satisfaire à tous les engagements de l'état;

Considérant que le premier objet qui doit occuper l'assemblée, est de rassurer les peuples sur la crainte de voir augmenter leurs charges, & les créanciers de l'état sur la fidélité avec laquelle tous les engagements seront désormais remplis, & que

ces deux avantages résulteront nécessairement du parti qu'elle a pris d'anéantir, par des réductions sur les dépenses ou par des bonifications de recettes, toute différence entre les recettes & les dépenses fixes;

Ayant en conséquence pris la détermination positive d'opérer, dès-à-présent, d'ici au premier de janvier prochain, & préalablement à un travail plus approfondi, les réductions suivantes sur les dépenses montant, à trente-cinq millions huit cent quatorze mille livres;

S A V O I R :

Sur la dépense du département de la guerre	20,000,000 liv.
Sur celui des affaires étrangères . . . . .	1,000,000
Sur la maison du roi & des princes ses frères	8,000,000
Sur les pensions, indépendamment des réductions ordonnées en 1788 . . . . .	6,000,000
La dépense entière des haras . . . . .	814,000
<b>TOTAL . . . . .</b>	<b>35,814,000 liv.</b>

Ayant de plus déterminé la cessation du paiement de deux millions cinq cent mille livres par an, qui devroient être versés encore pendant plusieurs années dans la caisse du clergé, pour aider à ses remboursemens ;

Considérant, en outre, que les contributions établies à l'avenir sur les biens des privilégiés, & en remplacement de tous les abonnemens particuliers des vingtièmes, mettront les provinces en état d'aquitter à la charge du trésor public, au moins quinze millions de dépenses ordinaires, détaillées dans le compte du premier ministre des finances, sans rien ajouter à la contribution des peuples ;

Considérant encore, qu'outre les cinquante-trois millions détaillés ci-dessus & les premières extinctions des rentes viagères, plusieurs autres objets d'économie lui ont été présentés dans les différens discours du premier ministre des finances, tant le 24 de septembre dernier, qu'à l'ouverture de l'assemblée

nationale, ainsi que dans le rapport du comité des finances, & que le résultat des opérations auxquelles elle va se livrer en conséquence achèvera incessamment de faire disparaître entièrement tout déficit, d'abaisser les dépenses fixes au-dessous du niveau des recettes ordinaires ;

Et à l'appui de ces dispositions, l'assemblée nationale prend l'engagement solennel de maintenir les revenus publics à la somme nécessaire pour remplir tous les engagements de l'état, en remplaçant les impôts onéreux qu'elle a réduits & qu'elle se propose de supprimer, par les contributions qui seront jugées nécessaires pour conserver constamment le plus parfait équilibre entre les recettes & les dépenses ;

Considérant, enfin, que les besoins extraordinaires & ceux du moment exigent encore des dispositions particulières ; que de nouveaux emprunts ne pourroient qu'augmenter le déficit annuel ; que plusieurs citoyens ont déjà manifesté le désir d'aller au secours de l'état par une taxe momentanée, relative à la fortune de chaque particulier ; qu'il est urgent de tirer la patrie du péril dans lequel elle se trouve ; qu'il ne s'agit que d'un dernier effort, & que tout François a un intérêt égal à contribuer au maintien de l'ordre & de la foi publique ;

L'assemblée nationale, en confirmant son décret du 26 septembre dernier, a décrété & décrète ce qui suit :

## A R T I C L E P R E M I E R.

IL sera demandé à tous les habitans & à toutes les communautés du royaume, aux exceptions près indiquées dans l'un des articles suivans, une contribution extraordinaire & patriotique qui n'aura lieu qu'une fois, & à laquelle on ne pourra jamais revenir, pour quelque cause & par quelque motif que ce soit.

### I I.

CETTE contribution extraordinaire & momentanée, devant être égale & proportionnelle, est fixée par l'assemblée au quart

du revenu dont chacun jouit , déduction faite des charges foncières, des impositions , des intérêts par billets ou obligations, des rentes constituées auxquelles il se trouve assujetti ; & de plus à deux & demi pour cent de l'argenterie, ou des bijoux d'or & d'argent dont on sera possesseur , & à deux & demi pour cent de l'or & l'argent monnoyés que l'on garde en réserve.

### I I I.

IL ne sera fait aucune recherche ni inquisition pour découvrir si chacun a fourni une contribution conforme aux proportions ci-dessus indiquées. L'assemblée, pleine de confiance dans les sentimens d'honneur de la nation Françoisse, ordonne que chacun , en annonçant sa contribution , s'exprimera de la manière suivante :

*Je déclare avec vérité que telle somme dont je  
contribuerai aux besoins de l'état, est conforme aux fixations  
établies par le décret de l'assemblée nationale.*

Ou bien si cela est :

*Je déclare , &c..... que cette contribution excède la proportion  
déterminée par le décret de l'assemblée nationale.*

### I V.

CES déclarations se feront devant les municipalités des lieux dans lesquels on a son principal domicile , ou devant tels délégués nommés par ces municipalités.

### V.

LES marchands & autres citoyens qui , dans quelques villes, payent leur capitation en commun , & sont imposés par un rôle particulier , jouiront de la même facilité pour le payement de leur contribution patriotique , & ils feront leur déclaration devant les syndics des communautés.

## V I.

LES personnes absentes du royaume enverront directement leurs déclarations aux municipalités de leur principal domicile, ou donneront leur procuration à telle personne qu'elles jugeront à propos de choisir pour faire en leur nom cette déclaration.

## V I I.

TOUTES les déclarations devront être faites au plus tard avant le premier janvier de l'année prochaine, & les municipalités appelleront ceux qui seront en retard.

## V I I I.

IL fera dressé, sans perte de temps, un tableau du montant général des déclarations, afin que l'assemblée nationale puisse avoir connoissance incessamment de l'étendue de cette ressource.

## I X.

CHAQUE municipalité aura un registre dans lequel les déclarations seront inscrites, & ce registre contiendra le nom des contribuans, & la somme à laquelle ils auront fixé leurs contributions.

## X.

EN conformité de ce registre, il sera dressé un rôle des diverses sommes à recevoir de chaque particulier, lequel rôle sera remis aux mêmes préposés qui sont chargés de recevoir les vingtièmes ou la capitation pour en faire le recouvrement sans frais; & les deniers qui en proviendront seront remis aux receveurs des impositions, ou au trésorier des provinces, qui les remettront, sans délai & sans frais de perception, au trésor public.

## X I.

## X I.

LE tiers de cette contribution totale sera payé d'ici au premier avril 1790 ; le second, du premier avril 1790 au premier avril 1791 ; le troisième, du premier avril 1791 au premier avril 1792.

## X I I.

Tous ceux qui voudront payer leur contribution comptant, en un seul payement, - seront libres de le faire, & ils auront droit pour leur avance à la déduction de l'intérêt légal.

## X I I I.

Tous ceux dont le revenu n'est que de 400 liv. ensemble les hôpitaux & hospices, ne seront assujétis à aucune proportion ; ils sont déclarés libres de fixer cette proportion selon leur volonté.

## X I V.

LES ouvriers & journaliers sans propriétés ne seront obligés à aucune contribution ; mais on ne pourra cependant rejeter l'offrande libre & volontaire d'aucun citoyen, & ceux déclarés exempts par cet article pourront se faire inscrire sur le rôle des contribuans, pour telle modique somme qu'il leur plaira désigner.

## X V.

AU mois d'avril 1792, & à l'expiration du dernier terme désigné pour l'acquit final de la contribution patriotique, le registre des déclarations réellement acquittées sera clos & scellé par chaque municipalité, & déposé à son greffe, pour n'être ouvert de nouveau qu'à l'époque désignée dans l'article suivant.

## X V I.

A l'époque où le crédit national permettra d'emprunter à quatre pour cent d'intérêt en rentes perpétuelles, circonstance heureuse & qui ouvrira de nouvelles ressources à l'état, il sera procédé successivement, & selon les dispositions qui seront alors détermininées, au remboursement des sommes qui auront été fournies gratuitement pour subvenir à la contribution extraordinaire délibérée par le présent décret.

## X V I I.

LE remboursement ne pourra être fait qu'au contribuant ou à telle personne qu'il aura désignée dans sa déclaration pour jouir après lui de ses droits. Si cette personne, ainsi que le contribuant, sont décédés à l'époque du remboursement, l'état sera affranchi de ce remboursement.

## X V I I I.

CHAQUE municipalité fera tenue d'informer les administrations de sa province de l'exécution successive des dispositions arrêtées par le présent décret, & ces administrations en rendront compte à un comité composé du ministre des finances, & des commissaires qui seront nommés par l'assemblée nationale pour surveiller avec lui toute la suite des opérations relatives à la rentrée & à l'emploi de la contribution patriotique, ainsi que des avances dont il sera parlé en l'article suivant.

## X I X.

L'ASSEMBLÉE nationale s'en remet au roi du soin de prendre avec la caisse d'escompte, ou avec des compagnies de finance, tels arrangemens qui lui paroîtront convenables, afin de recevoir d'elles des avances sur le produit de la contribution patriotique, ou sur telles autres valeurs exigibles qui pourront leur être délivrées.



## X X.

L'ASSEMBLÉE nationale approuve que le premier ministre & le comité des finances examinent de concert les projets qui seront présentés pour la conversion de la caisse d'escompte en une banque nationale, & que le résultat de cet examen soit mis sous les yeux de l'assemblée.

## X X I.

L'ASSEMBLÉE nationale invite les particuliers à porter leur argenterie aux hôtels des monnoies, & elle autorise les directeurs de ces monnoies à payer le titre de Paris 55 liv. le marc, en récépissés à fix mois de date sans intérêt, lesquels récépissés seront reçus comme argent comptant dans la contribution patriotique.

## X X I I.

L'ASSEMBLÉE nationale autorise le trésor public à recevoir dans l'emprunt national l'argenterie au titre de Paris, à 58 liv. le marc, à condition que moyennant cette faveur particulière, on ne jouira pas de la faculté de fournir la moitié de la mise en effets portant cinq pour cent d'intérêt.

*Signé* MOUNIER, *président* ; DÈMEUNIER, le comte DE MIRABEAU, l'abbé D'EYMAR, l'évêque de NANCY, BUREAUX DE PUSY, FAYDEI, *secrétaires*.

*Décret de l'Assemblée nationale.*

Du 29 Août 1789.

L'ASSEMBLÉE nationale a décrété que la vente & circulation des grains & farines seront libres dans toute l'étendue du royaume ;

Que ceux qui feront transporter des grains ou farines par mer seront tenus de faire leur déclaration exacte pardevant la municipalité du lieu du départ & du chargement, & de justifier de leur arrivée & de leur déchargement au lieu de leur destination, par un certificat de la municipalité desdits lieux ;

Que l'exportation à l'étranger est & demeurera provisoirement défendue.

*Signé* STANISLAS DE CLERMONT-TONNERRE , *président* ;  
EMMERY , PÉTION DE VILLENEUVE , FRÉTEAU , l'abbé  
DE BARMOND , l'évêque D'AUTUN , le comte DE MONT-  
MORENCY , *secrétaires*.

Collationné & certifié conforme à l'original , par nous secrétaires de l'assemblée nationale. A Versailles, le quinze septembre mil sept cent quatre-vingt-neuf. *Signé* l'abbé D'EYMAR ,  
DESCHAMPS. HENRY de LONGUEVE , le vicomte DE  
MIRABEAU, RÉDON, DÉMEUNIER, *secrétaires*. STANISLAS DE  
CLERMONT-TONNERRE , *président*.

### *Extrait du procès-verbal de l'Assemblée nationale.*

Du vendredi 18 Septembre 1789 , à la séance du soir.

L'ASSEMBLÉE nationale convaincue , d'après le rapport qui lui a été fait par le comité des subsistances , que la sûreté du peuple , relativement aux besoins de première nécessité , & sa sécurité à cet égard , si nécessaire à l'entier rétablissement de la tranquillité publique , sont essentiellement attachées en ce moment à une exécution rigoureuse de son décret du vingt-neuf août dernier , a décrété & décrète :

1<sup>o</sup>. Que toute exportation de grains & farines à l'étranger , & toute opposition à leur vente & libre circulation dans l'intérieur du royaume , seront considérées comme des attentats contre la sûreté & la sécurité du peuple , & qu'en conséquence , ceux qui s'en rendront coupables seront poursuivis extraordinairement devant les juges ordinaires des lieux , comme perturbateurs de l'ordre public ;

2°. Que ceux qui feront transporter des grains & farines dans l'étendue de trois lieues des frontières du royaume , autres néanmoins que les frontières maritimes , seront assujétis aux formalités prescrites pour les transporter par mer par l'article II du décret du vingt-neuf août dernier ;

3°. Que dans l'un & l'autre cas , on sera tenu de donner bonne & suffisante caution devant les officiers municipaux du lieu du départ , de rapporter le certificat de déclaration , signé & visé des officiers municipaux des lieux de la destination & déchargement , lesquels certificats & déclarations seront délivrés sans frais ; & que faute de rapporter lesdits certificats & déclarations dans tel délai qui sera fixé par les officiers municipaux des lieux du départ , suivant l'éloignement des lieux du déchargement , il sera prononcé contre les contrevenans , par les juges ordinaires , une amende égale à la valeur des grains & farines déclarés ;

4°. Que ceux qui contreviendront à l'article II du décret du 29 août , & à l'article III ci-dessus , encourront la peine de la saisie des grains & farines & de leur confiscation , les frais de saisie & de vente prélevés au profit des hôpitaux des lieux ; & fera , au surplus , la connoissance des contraventions prévues par les deux articles ci - dessus attribuée aux juges ordinaires , lesquels y statueront sommairement & sans frais ;

5°. Que néanmoins ceux qui auront importé dans le royaume des blés venant de l'étranger , & qui en auront fait constater l'introduction , la quantité , la qualité & le dépôt , par les municipalités des lieux , auront la liberté de les exporter , si bon leur semble , en se conformant aux règles & formalités établies pour les entrepôts.

Sera sa majesté suppliée de donner les ordres nécessaires pour la pleine & entière exécution du présent décret & de celui du 29 août dernier , dans toutes les villes & municipalités , paroisses & tribunaux du royaume , & d'enjoindre très-expressement à tous les officiers de police , municipaux & autres , de prendre toutes les mesures nécessaires pour

assurer au commerce intérieur des grains & farines la liberté, sûreté & protection, & de requérir les milices nationales, les maréchauffées, & même, au besoin, les autres troupes militaires pour prêter main-forte à l'exécution de ces mesures.

L'assemblée a chargé son président de présenter incessamment au roi ce décret, en le suppliant de le revêtir de sa sanction.

*Signé* STANISLAS DE CLERMONT-TONNERRE, *président* ;  
l'abbé D'EYMAR, DESCHAMPS, le vicomte DE MIRABEAU,  
RÉDON, HENRY DE LONGUÈVE, DÉMEUNIER, *secrétaires*.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée nationale.*

Du lundi 5 Octobre 1789.

L'ASSEMBLÉE nationale, instruite que plusieurs particuliers & même quelques municipalités s'opposent à l'exécution des décrets des 29 août & 18 septembre derniers, au préjudice d'autres municipalités & de l'intérêt général du royaume, a décrété & décrète :

Que toutes les municipalités du royaume seront tenues d'exécuter & faire exécuter les décrets des 29 août & 18 septembre derniers, à peine contre les contrevenans d'être déclarés perturbateurs de l'ordre public ; en conséquence, autorise toutes personnes, & notamment celles qui sont chargées de commissions de leurs municipalités pour acheter des grains & farines, à réclamer le secours du pouvoir exécutif & la force militaire pour procurer liberté & sûreté dans les marchés, & pour faciliter le transport des blés & farines achetés, à la charge de faire préalablement constater les refus & contraventions par le premier officier public sur ce requis.

Ordonne que le comité des recherches fera tenu de faire toutes informations nécessaires contre les auteurs, fauteurs, complices, adhérens & instigateurs, de quelque état & con-

dition qu'ils puissent être, qui ont apporté ou apporteroient quelque obstacle à la libre circulation des grains dans l'intérieur du royaume, ou qui favoriseroient l'exportation à l'étranger, pour, sur le rapport qui en sera fait à l'assemblée, être statué ce qu'il appartiendra.

Ordonne en outre qu'il sera affiché dans tous les marchés du royaume des placards contenant les défenses portées par les décrets de l'assemblée nationale, d'exporter aucuns blés & farines hors du royaume, à peine d'être punis comme perturbateurs de l'ordre public; & qu'il sera écrit par le président de l'assemblée nationale une lettre circulaire à toutes les municipalités, pour les inviter à procurer & faciliter la circulation des grains & farines; que M. le président engagera de plus les municipalités des environs de Paris à faire porter du pain dans la capitale par les boulangers de leurs arrondissemens.

L'assemblée a statué de plus que le roi sera instamment supplié d'envoyer le présent décret, ensemble ceux déjà faits concernant les subsistances, à tous les tribunaux du royaume, pour être inscrits sur les registres, publiés & affichés; comme aussi de prendre toutes les mesures nécessaires pour l'exécution pleine & entière du présent décret.

Collationné conforme à l'original, par nous secrétaire de l'assemblée nationale. A Versailles, le six octobre mil sept cent quatre-vingt-neuf. Signé DÉMEUNIER, secrétaire.

### *Extrait du procès-verbal de l'Assemblée nationale.*

Du 23 Septembre 1789.

L'ASSEMBLÉE nationale prenant en considération les circonstances publiques relatives à la gabelle & aux autres impôts, & les propositions du roi énoncées dans le discours du premier ministre des finances, du 27 août dernier; considérant que par son décret du 17 juin dernier, elle a

maintenu la perception dans la forme ordinaire de toutes impositions qui existent jusqu'au jour de la séparation de l'assemblée, *ou jusqu'à ce qu'il y ait été autrement pourvu*; considérant que l'exécution de ce décret importe essentiellement au maintien de l'ordre public & à la fidélité des engagemens que la nation a pris sous sa sauve-garde; voulant néanmoins venir, autant qu'il est en elle, au secours des contribuables, en adoucissant dès-à-présent le régime des gabelles, elle a décrété & décrète ce qui suit :

#### A R T I C L E P R E M I E R.

LES administrations provinciales, les juridictions & les municipalités du royaume, tant dans les villes que dans les campagnes, veilleront aux moyens d'assurer les recouvrements des droits subsistans, que tous les citoyens seront tenus d'acquitter avec la plus grande exactitude; & le roi fera supplié de donner des ordres les plus exprès pour le rétablissement des barrières & des employés, & pour le maintien de toutes les perceptions.

#### I I.

LA gabelle sera supprimée aussi-tôt que le remplacement en aura été concerté & assuré avec les assemblées provinciales.

#### I I I.

PROVISOIREMENT, & à compter du premier octobre prochain, le sel ne sera plus payé que trente livres par quintal, poids de marc, ou six sous la livre de seize onces, dans les greniers de grande & petite gabelle.

Les provinces qui payent le sel un moindre prix n'éprouveront aucune augmentation.

#### I V.

LES réglemens qui, dans plusieurs villes, bourgs & paroisses

paroisses des provinces de grande gabelle , ont établi le fel d'impôt , n'auront plus lieu à compter du 1.<sup>er</sup> janvier prochain.

V.

LES réglemens qui , dans les mêmes provinces , ont fournis les contribuables imposés à plus de trois livres de taille ou de capitation ; à lever annuellement dans les greniers de leur ressort une quantité déterminée de fel , & qui leur ont défendu de faire de grosses salaisons sans déclaration , n'auront plus lieu , également à compter du 1.<sup>er</sup> janvier prochain.

V I.

TOUT habitant des provinces de grande gabelle jouira , comme il en est usé dans celles de petite gabelle , & dans celles de gabelles locales , de la liberté des approvisionnemens du fel nécessaire à sa consommation , dans tels greniers ou magasins de sa province qu'il voudra choisir.

V I I.

TOUT habitant pourra appliquer à tel emploi que bon lui semblera , soit de menues , soit de grosses salaisons , le fel qu'il aura ainsi levé ; il pourra même faire à son choix les levées , soit aux greniers , soit chez les regrattiers : il se conformera , pour le transport , aux dispositions du règlement qui ont été suivies jusqu'à présent.

V I I I.

LES saisies domiciliaires sont abolies & supprimées ; il est défendu aux employés & commis des fermes de s'introduire dans les maisons & lieux fermés , & d'y faire aucunes recherches ni perquisitions.

I X.

LES amendes prononcées contre les faux-sauniers coupables du premier faux-saunage , & non payées par eux ,

ne pourront plus être converties en peines afflictives : & quant aux faux-fauniers en récidivé, les loix qui les soumettent à une procédure criminelle & à des peines afflictives sont également révoquées ; ils ne pourront être condamnés qu'à des amendes doubles de celles encourues pour le premier faux-faunage.

## X.

LES commissiions extraordinaires & leurs délégations, en quelque lieu qu'elles soient établies, pour connoître de la contrebande, sont dès-à-présent révoquées ; en conséquence, les contêstations dont lefdites commissiions connoissent seront portées pardevant les tribunaux qui en doivent connoître.

*Signé* STANISLAS DE CLERMONT-TONNERRE, *président* ;  
l'abbé d'EYMAR, HENRY DE LONGUÈVE, RÉDON,  
DESCHAMPS, DÉMEUNIER, le vicomte DE MIRABEAU,  
*secrétaires.*

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée nationale.*

Du 26 Septembre 1789.

L'ASSEMBLÉE nationale considérant combien il importe à la sûreté de l'état, au maintien de l'ordre & au rétablissement du crédit, que le recouvrement des deniers publics ne soit interrompu sous aucun prétexte ; persistant dans son décret du 17 juin dernier, par lequel elle a déclaré que les impôts & contributions continueroient d'être levés, pendant la présente session, de la même manière qu'ils l'ont été précédemment, & reconnoissant la nécessité de faire travailler promptement aux rôles de 1790, dans la même forme que ci-devant, jusqu'à ce qu'elle puisse faire jouir les contribuables du nouveau mode d'imposition qu'elle ordonnera pour 1791, & dont elle veut avec maturité combiner la répartition ; persistant également dans son décret du 11 août dernier,



dont l'article IX a ordonné qu'il feroit avisé aux moyens d'effectuer le payement proportionnel de toutes les contributions, même pour les six derniers mois de l'année courante, qui, pour ce qui concerne les impositions ordinaires, finit au 30 septembre 1789, elle a ordonné & décrété, ordonne & décrète ce qui suit :

A R T I C L E P R E M I E R.

LES rôles des impositions de l'année 1789 & des années antérieures arriérées seront exécutés & acquittés en leur entier, dans les termes prescrits par les réglemens.

I I.

IL sera fait dans chaque communauté un rôle de supplément des impositions ordinaires & directes, autres que les vingtièmes, pour les six derniers mois de l'année 1789, à compter du 1.<sup>er</sup> avril dernier jusqu'au 30 septembre suivant, dans lequel seront compris les noms & les biens de tous les privilégiés qui possèdent des biens en franchise personnelle ou réelle, à raison de leurs propriétés, exploitations & autres facultés; & leur cotisation sera faite dans la même proportion & dans la même forme qui auront été suivies pour les impositions ordinaires de la même année, vis-à-vis des autres contribuables.

I I I.

LES sommes provenant de ces rôles de supplément seront destinées à être réparties en moins imposé sur les anciens contribuables, en 1790, dans chaque province.

I V.

DANS les rôles de toutes les impositions de 1790, les ci-devant privilégiés seront cotisés avec les autres contribuables, dans la même proportion & la même forme, à raison de toutes leurs propriétés, exploitations & autres facultés.

## V.

A commencer du premier janvier 1790, tous les abonnemens sur les vingtièmes, accordés à divers particuliers, seront révoqués, & aucun contribuable ne pourra se soustraire, sous quelque prétexte que ce soit, à cette imposition.

## V I.

L'ASSEMBLÉE nationale fera connoître dans le courant de 1790 la forme qu'elle aura définitivement adoptée pour la conversion & la répartition générale des impositions de 1791, afin qu'il n'y ait plus à l'avenir qu'un seul & même rôle d'impositions pour tous les contribuables, sans aucune distinction ni pour les personnes, ni pour les biens.

*Signé* STANISLAS DE CLERMONT-TONNERRE, *président*; l'abbé D'EYMAR, le vicomte DE MIRABEAU, DÉMEUNIER, RÉDON, DESCHAMPS, HENRY DE LONGUÈVE, *secrétaires*.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée nationale.*

Du 29 Septembre 1789.

L'ASSEMBLÉE a décrété *l'abolition des droits de franc-fief ouverts, & la cessation absolue de toutes recherches ou poursuites sur cet objet.*

*Signé* MOUNIER, *président*; DÉMEUNIER, le vicomte DE MIRABEAU, BUREAUX DE PUSY, FAYDEL, ✕ A. L. H. évêque de Nancy, l'abbé D'EYMAR, *secrétaires*.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée nationale.*

Du samedi 3 Octobre 1789.

L'ASSEMBLÉE nationale a décrété que tous les particuliers, corps, communautés & gens de main-morte, pourront à

l'avenir prêter l'argent à terme fixe , avec stipulation d'intérêt suivant le taux déterminé par la loi , sans entendre rien innover aux usages du commerce.

L'assemblée a arrêté que M. le président se retirera devers le roi , à l'effet de présenter à sa sanction le présent décret. Collationné. *Signé MOUNIER , président.*

### *DÉCRET sur la réformation de quelques points de la Jurisprudence criminelle.*

*Extrait des procès-verbaux de l'Assemblée nationale.*

Des 8 & 9 octobre 1789.

L'ASSEMBLÉE nationale, considérant qu'un des principaux droits de l'homme qu'elle a reconnus , est celui de jouir , lorsqu'il est soumis à l'épreuve d'une poursuite criminelle , de toute l'étendue de liberté & de sûreté pour sa défense qui peut se concilier avec l'intérêt de la société qui commande la punition des délits ; que l'esprit & les formes de la procédure pratiquée jusqu'à présent en matière criminelle s'éloignent tellement de ce premier principe de l'équité naturelle & de l'association politique , qu'ils nécessitent une réforme entière de l'ordre judiciaire , pour la recherche & le jugement des crimes ; que si l'exécution de cette réforme entière exige la lenteur & la maturité des plus profondes méditations , il est cependant possible de faire jouir dès-à-présent la nation de l'avantage de plusieurs dispositions qui , sans subvertir l'ordre de procéder actuellement suivi , rassureront l'innocence & faciliteront la justification des accusés , en même-temps qu'elles honoreront davantage le ministère des juges dans l'opinion publique , a arrêté & décrété les articles qui suivent.

## ARTICLE PREMIER.

DANS tous les lieux où il y a un ou plusieurs tribunaux établis , la municipalité , & en cas qu'il n'y ait pas de municipalité , la communauté des habitans , nommera un nombre suffisant de notables , eu égard à l'étendue du ressort , parmi lesquels seront pris les adjoints qui assisteront à l'instruction des procès criminels , ainsi qu'il va être dit ci-après.

## I I.

CES notables seront choisis parmi les citoyens de bonnes mœurs & de probité reconnue ; ils devront être âgés de vingt-cinq ans au moins & savoir signer. Leur nomination sera renouvelée tous les ans. Ils prêteront serment à la commune entre les mains des officiers municipaux ou du syndic , ou de celui qui la préside , de remplir fidèlement leurs fonctions , & sur-tout de garder un secret inviolable sur le contenu en la plainte & aux autres actes de la procédure. La liste de leurs noms , qualités & demeures sera déposée dans les trois jours aux greffes des tribunaux par le greffier de la municipalité ou de la communauté.

## I I I.

AUCUNE plainte ne pourra être présentée au juge qu'en présence des deux adjoints amenés par le plaignant & par lui pris à son choix ; il sera fait mention de leur présence & de leurs noms dans l'ordonnance qui sera rendue sur la plainte , & ils signeront avec le juge , à peine de nullité.

## I V.

LES procureurs-généraux & procureurs du roi ou fiscaux qui accuseront d'office seront tenus de déclarer , par acte séparé de la plainte , s'ils ont un dénonciateur ou non , à peine de nullité ; & s'ils ont un dénonciateur , ils déclareront

en même-temps son nom, ses qualités & sa demeure, afin qu'il soit connu du juge & des adjoints à l'information, avant qu'elle soit commencée.

## V.

LES procès-verbaux de l'état des personnes blessées ou du corps mort, ainsi que du lieu où le délit aura été commis, & des armes, hardes & effets qui peuvent servir à conviction ou à décharge, seront dressés en présence de deux adjoints appelés par le juge, suivant l'ordre du tableau mentionné en l'article II ci-dessus, qui pourront lui faire leurs observations, dont sera fait mention, & qui signeront ces procès-verbaux, à peine de nullité. Dans le cas où le lieu du délit seroit à une trop grande distance du chef-lieu de la juridiction, les notables nommés dans le chef-lieu pourront être suppléés dans la fonction d'adjoints aux procès-verbaux par les membres de la municipalité ou de la communauté du lieu du délit, pris en pareil nombre par le juge d'instruction.

## V I.

L'INFORMATION qui précèdera le décret continuera d'être faite secrètement, mais en présence de deux adjoints qui seront également appelés par le juge, & qui assisteront à l'audition des témoins.

## V I I.

LES adjoints seront tenus, en leur ame & conscience, de faire au juge les observations, tant à charge qu'à décharge, qu'ils trouveront nécessaires pour l'explication des dires des témoins ou l'éclaircissement des faits déposés, & il en fera fait mention dans le procès-verbal d'information, ainsi que des réponses des témoins. Le procès verbal sera coté & signé à toutes les pages par les deux adjoints, ainsi que par le juge, à l'instant même & sans déssemparer, à peine de nullité, & il en sera également fait une mention exacte à peine de faux.

## V I I I.

DANS le cas d'une information urgente qui se feroit sur le lieu même pour flagrant délit, les adjoints pourront, en cas de nécessité, être remplacés par deux principaux habitans qui ne feront pas dans le cas d'être entendus comme témoins, & qui prêteront sur-le-champ serment devant le juge d'instruction.

## I X.

LES décrets d'ajournement personnel ou de prise-de-corps ne pourront plus être prononcés que par trois juges au moins, ou par un juge & deux gradués; & les commissaires des cours supérieures qui seront autorisés à décréter dans le cours de leur commission ne pourront le faire qu'en appelant deux juges du tribunal du lieu, ou à leur défaut des gradués. Aucun décret de prise-de-corps ne pourra désormais être prononcé contre les domiciliés que dans le cas où, par la nature de l'accusation & des charges, il pourroit échoir peine corporelle: pourront néanmoins les juges faire arrêter sur-le-champ, dans le cas de flagrant délit ou de rébellion à la justice.

## X.

L'ACCUSÉ décrété de prise-de-corps, pour quelque crime que ce soit, aura le droit de se choisir un ou plusieurs conseils, avec lesquels il pourra conférer librement en tout état de cause, & l'entrée de la prison sera toujours permise auxdits conseils. Dans le cas où l'accusé ne pourroit pas en avoir par lui-même, le juge lui en nommera un d'office, à peine de nullité.

## X I.

AUSSI-TÔT que l'accusé sera constitué prisonnier, ou se fera présenté sur les décrets d'assigné pour être oui ou d'ajournement personnel, tous les actes de l'instruction seront faits  
contradictoirement

contradictoirement avec lui publiquement , & les portes de la chambre d'instruction étant ouvertes : dès ce moment l'assistance des adjoints cessera.

## X I I.

DANS les vingt-quatre heures de l'emprisonnement de l'accusé , le juge le fera paroître devant lui , lui fera lire la plainte , la déclaration du nom du dénonciateur , s'il y en a , les procès-verbaux ou rapports & l'information. Il lui fera représenter aussi les effets déposés pour servir à l'instruction ; il lui demandera s'il a choisi ou s'il entend choisir un conseil , ou s'il veut qu'il lui en soit nommé un d'office : en ce dernier cas , le juge nommera le conseil , & l'interrogatoire ne pourra être commencé que le jour suivant. Pour cet interrogatoire & pour tous les autres , le serment ne sera plus exigé de l'accusé , & il ne le prêtera pendant tout le cours de l'instruction , que dans le cas où il voudroit alléguer des reproches contre les témoins.

## X I I I.

IL en fera usé de même à l'égard des accusés qui comparoîtront volontairement sur un décret d'assigné pour être ouïs , ou d'ajournement personnel.

## X I V.

APRÈS l'interrogatoire , la copie de toutes les pièces de la procédure , signée du greffier , sera délivrée sans frais à l'accusé sur papier libre , s'il la requiert , & son conseil aura le droit de voir les minutes , ainsi que les effets déposés pour servir à l'instruction.

## X V.

LA continuation & les additions de l'information qui auront lieu pendant la détention de l'accusé depuis son décret seront faites publiquement & en sa présence , sans qu'il puisse interrompre le témoin *pendant le cours de sa déposition.*

## X V I.

LORSQUE la déposition sera achevée , l'accusé pourra faire faire au témoin , par l'organe du juge , les observations & interpellations qu'il croira utiles pour l'éclaircissement des faits rapportés , ou pour l'explication de la déposition. La mention tant des observations de l'accusé que des réponses du témoin sera faite , ainsi qu'il se pratique , à la confrontation ; mais les aveux , variations ou rétractations du témoin en ce premier instant ne le feront pas réputer faux témoin.

## X V I I.

LES procès criminels ne pourront plus être réglés à l'extraordinaire que par trois juges au moins. Lorsqu'ils auront été ainsi réglés , il sera , en présence de l'accusé ou des accusés , procédé d'abord au récollement des témoins , & de suite à leur confrontation. Il en sera usé de même par rapport au récollement des accusés sur leur interrogatoire , & à leur affrontation entr'eux. Les reproches contre les témoins pourront être proposés & prouvés en tout état de cause , tant après qu'avant la connoissance des charges , & l'accusé sera admis à les prouver , si les juges les trouvent pertinens & admissibles.

## X V I I I.

LE conseil de l'accusé aura le droit d'être présent à tous les actes de l'instruction , sans pouvoir y parler au nom de l'accusé , ni lui suggérer ce qu'il doit dire ou répondre , si ce n'est dans le cas d'une nouvelle visite ou rapport quelconque , lors desquels il pourra faire ses observations , dont mention sera faite dans le procès-verbal.

## X I X.

L'ACCUSÉ aura le droit de proposer , en tout état de cause , ses défenses & faits justificatifs ou d'atténuation , &



la preuve fera reçue de tous ceux qui seront jugés pertinens, & même du fait de démence, quoiqu'ils n'aient point été articulés par l'accusé dans son interrogatoire & autres actes de la procédure. Les témoins que l'accusé voudra produire, sans être tenu de les nommer sur-le-champ, seront entendus publiquement, & pourront l'être en même-temps que ceux de l'accusateur, sur la continuation ou addition d'information.

X X.

IL fera libre à l'accusé, soit d'appeler ses témoins à sa requête, soit de les indiquer au ministère public, pour qu'il les fasse assigner; mais dans l'un ou l'autre cas, il sera tenu de commencer ses diligences ou de fournir l'indication de ses témoins dans les trois jours de la signification du jugement qui aura admis la preuve.

X X I.

LE rapport du procès sera fait par un des juges, les conclusions du ministère public données ensuite & motivées, le dernier interrogatoire prêté & le jugement prononcé, le tout à l'audience publique. L'accusé ne comparoîtra à cette audience qu'au moment de l'interrogatoire, après lequel il sera reconduit, s'il est prisonnier; mais son conseil pourra être présent pendant la séance entière, & parler pour sa défense après le rapport fini, les conclusions données & le dernier interrogatoire prêté. Les juges seront tenus de se retirer ensuite à la chambre du conseil, d'y opiner sur délibéré, & de reprendre incontinent leur séance publique pour la prononciation du jugement.

X X I I.

TOUTE condamnation à peine afflictive ou infamante, en première instance ou en dernier ressort, exprimera les faits pour lesquels l'accusé sera condamné, sans qu'aucun juge puisse jamais employer la formule *pour les cas résultant du procès.*

## X X I I I.

LES personnes présentes aux actes publics de l'instruction criminelle se tiendront dans le silence & le respect dû au tribunal, & s'interdiront tout signe d'approbation ou d'improbation, à peine d'être emprisonnées sur-le-champ, par forme de correction, pour le temps qui sera fixé par le juge, & qui ne pourra cependant excéder huitaine, ou même poursuivies extraordinairement, en cas de trouble ou d'indécence grave.

## X X I V.

L'USAGE de la fellette au dernier interrogatoire, & la question dans tous les cas sont abolis.

## X X V.

AUCUNE condamnation à peine afflictive ou infamante ne pourra être prononcée qu'aux deux tiers des voix, & la condamnation à mort ne pourra être prononcée par les juges en dernier ressort qu'aux quatre cinquièmes.

## X X V I.

TOUT ce qui précède sera également observé dans les procès poursuivis d'office, & dans ceux qui seront instruits en première instance dans les cours supérieures. La même publicité y aura lieu pour le rapport, les conclusions, le dernier interrogatoire, le plaidoyer du défenseur de l'accusé & le jugement, dans les procès criminels qui y seront portés par appel.

## X X V I I.

DANS les procès commencés, les procédures déjà faites subsisteront, mais il sera procédé au surplus de l'instruction & au jugement suivant les formes prescrites par le présent décret, à peine de nullité.

X X V I I I.

L'ORDONNANCE de 1670 & les édits, déclarations & réglemens concernant la matière criminelle, continueront d'être observés en tout ce qui n'est pas contraire au présent décret, jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné.

Collationné conforme à l'original, par nous président & secrétaires de l'assemblée nationale. A Versailles, le dix octobre mil sept cent quatre-vingt-neuf. *Signé* LE CHAPELIER, ancien & vice-président en exercice; FAYDEL, DÉMEUNIER & l'abbé D'EYMAR, secrétaires.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée nationale.*

Du 21 Octobre 1789.

LOI MARTIALE CONTRE LES ATTROUEMENS.

L'ASSEMBLÉE nationale, considérant que la liberté affermit les empires, mais que la licence les détruit; que loin d'être le droit de tout faire, la liberté n'existe que par l'obéissance aux loix; que si dans les temps calmes cette obéissance est suffisamment assurée par l'autorité publique ordinaire, il peut survenir des époques difficiles où les peuples, agités par des causes souvent criminelles, deviennent l'instrument d'intrigues qu'ils ignorent; que ces temps de crise nécessitent momentanément des moyens extraordinaires pour maintenir la tranquillité publique & conserver les droits de tous, a décrété & décrète la présente loi martiale.

A R T I C L E P R E M I E R.

DANS le cas où la tranquillité publique sera en péril, les officiers municipaux des lieux seront tenus, en vertu du pouvoir qu'ils ont reçu de la commune, de déclarer que la force militaire doit être déployée à l'instant pour rétablir l'ordre public, à peine par ces officiers d'être responsables des suites de leur négligence.

## I I.

CETTE déclaration se fera en exposant à la principale fenêtre de la maison-de-ville , & en portant dans toutes les rues & carrefours un drapeau rouge ; & en même-temps les officiers municipaux requerront les chefs des gardes nationales , des troupes réglées & des maréchauffées , de prêter main-forte.

## I I I.

AU signal du drapeau rouge , tous attroupemens avec ou sans armes deviendront criminels , & devront être dissipés par la force.

## I V.

LES gardes nationales , troupes réglées & maréchauffées requises par les officiers municipaux , seront tenues de marcher sur-le-champ , commandées par leurs officiers , précédées d'un drapeau rouge , & accompagnées d'un officier municipal au moins.

## V.

IL sera demandé par un des officiers municipaux aux personnes attroupées , quelle est la cause de leur réunion , & le grief dont elles demandent le redressement. Elles seront autorisées à nommer six d'entre elles pour exposer leurs réclamations & présenter leurs pétitions , & tenues de se séparer sur-le-champ & de se retirer paisiblement.

## V I.

FAUTE par les personnes attroupées de se retirer en ce moment , il leur sera fait à haute voix , par les officiers municipaux ou l'un d'eux , trois sommations de se retirer tranquillement dans leur domicile. La première sommation sera exprimée en ces termes : *Avis est donné que la loi martiale est proclamée , que tous attroupemens sont criminels ; on va faire feu , que les bons citoyens se retirent.* A la deuxième

& troisième sommation, il suffira de répéter ces mots : *On va faire feu, que les bons citoyens se retirent.* L'officier municipal énoncera que c'est ou la première, ou la seconde, ou la dernière.

## V I I.

DANS le cas où, soit avant, soit pendant le prononcé des sommations, l'attroupement commettrait quelques violences, & pareillement dans le cas où, après les sommations faites, les personnes attroupées ne se retireroient pas paisiblement, la force des armes sera à l'instant déployée contre les séditieux, sans que personne soit responsable des événemens qui pourront en résulter.

## V I I I.

DANS le cas où le peuple attroupé n'ayant fait aucune violence se retireroit paisiblement, soit avant, soit immédiatement après la dernière sommation, les moteurs & instigateurs de la sédition, s'ils sont connus, pourront seuls être poursuivis extraordinairement, & condamnés; savoir, à une prison de trois ans si l'attroupement n'étoit pas armé, & à la peine de mort si l'attroupement étoit en armes. Il ne sera fait aucune poursuite contre les autres.

## I X.

DANS le cas où le peuple attroupé feroit quelque violence, ou ne se retireroit pas après la dernière sommation, ceux qui échapperont aux coups de la force militaire, & qui pourront être arrêtés, seront punis d'un emprisonnement d'un an s'ils étoient sans armes; de trois ans s'ils étoient armés; & de la peine de mort s'ils étoient convaincus d'avoir commis des violences. Dans le cas du présent article, les moteurs & instigateurs de la sédition seront de même condamnés à mort.

## X.

Tous chefs , officiers & soldats des gardes nationales , des troupes & des maréchaussées , qui exciteront ou fomenteront des attroupemens , émeutes & séditions , seront déclarés rebelles à la nation , au roi & à la loi , & punis de mort ; & ceux qui refuseront le service , à la réquisition des officiers municipaux , seront dégradés & punis de trois ans de prison.

## X I.

IL fera dressé , par les officiers municipaux , procès-verbal qui contiendra le récit des faits.

## X I I.

LORSQUE le calme sera rétabli , les officiers municipaux rendront un décret qui fera cesser la loi martiale , & le drapeau rouge sera retiré , & remplacé , pendant huit jours , par un drapeau blanc. *Signé* FRÉTEAU , *président* ; ALEXANDRE DE LAMETH , FAYDEL , BUREAUX DE PUSY , le marquis DE ROSTAING , *secrétaires*.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée nationale.*

Du 21 Octobre 1789.

L'ASSEMBLÉE nationale arrête que le comité de constitution proposera , lundi prochain , à l'assemblée un plan pour l'établissement d'un tribunal chargé de juger les crimes de lèse-nation ; & que provisoirement , & jusqu'à ce que le tribunal ait été établi par l'assemblée nationale , le châtelet de Paris est autorisé à juger en dernier ressort les prévenus & accusés de crimes de lèse-nation , & que le présent décret qui lui donne cette commission sera aussi présenté à la sanction royale. *Signé* FRÉTEAU , *président*.

Collationné à l'original , par nous secrétaires de l'assemblée nationale. A Paris , le vingt-deux octobre mil sept cent quatre-vingt-neuf. *Signé* FAYDEL , ALEXANDRE DE LAMETH , le marquis DE ROSTAING , le curé de Souppes , BUREAUX DE PUSY , *secrétaires*.

*Extrait*

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée nationale.*

Du jeudi 15 Octobre.

L'ASSEMBLÉE nationale décrète qu'il ne sera plus accordé de passe-ports que pour un temps bref & déterminé, & pour affaires urgentes ; quant aux passe-ports illimités pour cas de maladie, ils ne seront accordés à ceux qui les demandent qu'après qu'ils auront été remplacés par leurs suppléans.

Décrète également que les suppléans ne seront nommés à l'avenir que par tous les citoyens réunis ou légalement représentés ; de telle sorte néanmoins que ladite loi n'aura point d'effet rétroactif pour les suppléans déjà nommés.

Décrète enfin, que huit jours après la première séance de l'assemblée nationale à Paris, il sera fait un appel nominal de tous les membres qui la composent. Surfis jusqu'à ce jour à délibérer sur l'impression de la liste des absens, & son envoi dans les provinces. *Signé FRÉTEAU, président.*

Collationné conforme à l'original, par nous président & secrétaires de l'assemblée nationale. A Paris, le vingt-trois octobre mil sept cent quatre-vingt-neuf. *Signé FRÉTEAU, président ; FAYDEL, THIBAUT, curé de Souppes, ALEXANDRE DE LAMETH, secrétaires.*

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée nationale.*

Du lundi 26 Octobre 1789.

L'ASSEMBLÉE nationale décrète que nulle convocation ou assemblée par ordre ne pourra avoir lieu dans le royaume, comme contraire aux décrets de l'assemblée ; & que celui du quinze octobre, qui ordonne que toutes les assemblées des bailliages & sénéchaussées se feroient par individus & non par ordre, sera envoyé par le pouvoir exécutif, ainsi que le présent

décret, à toutes les provinces, bailliages, sénéchaussées, municipalités & autres corps administratifs du royaume.

Collationné à l'original, par nous président & secrétaires de l'Assemblée nationale. A Paris, le vingt-six octobre mil sept cent quatre-vingt-neuf. *Signé* FRÉTEAU, *président*; ALEXANDRE DE LAMETH, THIBAUT, curé de Souppes, TARGET, le marquis DE ROSTAING, BARNAVE, THOURET, *secrétaires*.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée nationale.*

Du 26 Octobre 1789.

L'ASSEMBLÉE nationale a décrété qu'il sera sursis à toute convocation de provinces & d'états, jusqu'à ce qu'elle ait déterminé, avec l'acceptation du roi, le mode de ladite convocation, dont elle s'occupe présentement.

Décète en outre que M. le président se retirera pardevant le roi, à l'effet de demander à sa majesté si c'est avec son contentement qu'aucune commission intermédiaire a convoqué les états de sa province; & dans le cas où ils auroient été convoqués sans la permission du roi, que sa majesté fera suppliée de prendre les mesures les plus promptes pour en prévenir le rassemblement:

Décète en outre que copie de la présente délibération sera envoyée par le pouvoir exécutif, sur-le-champ, aux commissions intermédiaires, ainsi qu'aux bailliages, sénéchaussées, municipalités & autres corps administratifs.

Arrête que le présent décret, ainsi que le précédent & celui sur la nomination des suppléans, sera sur-le-champ présenté à l'acceptation du roi.

Collationné à l'original, par nous président & secrétaires de l'Assemblée nationale. A Paris, le vingt-six octobre mil sept cent quatre-vingt-neuf. *Signé* FRÉTEAU, *président*; ALEXANDRE DE LAMETH, TARGET, le marquis DE ROSTAING, BARNAVE, *secrétaires*.



*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée nationale.*

Du mardi 28 Octobre 1789.

L'ASSEMBLÉE nationale ajourne la question sur les vœux monastiques; cependant, & par provision, décrète que l'émission des vœux sera suspendue dans tous les monastères de l'un & de l'autre sexe, & que le présent décret sera porté de suite à la sanction royale, & envoyé à tous les tribunaux & à tous les monastères.

Collationné conforme à l'original, par nous président & secrétaires de l'Assemblée nationale. A Paris, le vingt-huit octobre mil sept cent quatre-vingt-neuf. *Signé* CAMUS, *président*; THIBAUT, curé de Souppes, *secrétaire*.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée nationale.*

Du lundi 2 novembre 1789.

L'ASSEMBLÉE nationale décrète, 1°. que tous les biens ecclésiastiques sont à la disposition de la nation, à la charge de pourvoir d'une manière convenable aux frais du culte, à l'entretien de ses ministres, & au soulagement des pauvres, sous la surveillance & d'après les instructions des provinces.

2°. Que dans les dispositions à faire pour subvenir à l'entretien des ministres de la religion, il ne pourra être assuré à la dotation d'aucune cure moins de *douze cents livres par année*, non compris le logement & les jardins en dépendant.

Collationné à l'original, par nous président & secrétaires de l'Assemblée nationale. A Paris, le trois novembre mil sept cent quatre-vingt-neuf. *Signé* CAMUS, *président*; THIBAUT, curé de Souppes, le marquis DE ROSTAING, THOURET, TARGET, ALEXANDRE DE LAMETH, *secrétaires*.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée nationale.*

Du mardi 3 Novembre 1789.

L'ASSEMBLÉE nationale décrète, en attendant l'époque peu éloignée où elle s'occupera de la nouvelle organisation du pouvoir judiciaire, 1.<sup>o</sup> que tous les parlemens du royaume continueront de rester en vacance, & que ceux qui seroient rentrés reprendront l'état de vacance; que les chambres des vacations continueront ou reprendront leurs fonctions, & connoîtront de toutes causes, instances & procès, nonobstant toutes loix & réglemens à ce contraires, jusqu'à ce qu'il ait été autrement statué à cet égard, & que tous autres tribunaux continueront à rendre la justice en la manière accoutumée; 2.<sup>o</sup> que M. le président se retirera pardevers le roi, pour lui demander sa sanction sur ce décret, & le supplier de faire expédier toutes lettres & ordres à ce nécessaires.

Collationné à l'original, par nous président & secrétaires de l'Assemblée nationale. A Paris, le trois novembre mil sept cent quatre-vingt-neuf. *Signé* CAMUS, *président*, THIBAUT, curé du Souppes, le marquis DE ROSTAING, TARGET, ALEXANDRE DE LAMETH, BARNAVE, *secrétaires*.

A CES CAUSES & autres à ce nous mouvant, de l'avis de notre conseil, nous avons par ces présentes, signées de notre main, ordonné & ordonnons l'envoi des décrets ci-inclus, conformément à celui du vingt du mois d'octobre, & qui nous a été présenté le vingt-trois. Si donnons en mandement à nos amés & féaux conseillers, les gens tenant notre que ces présentes ils ayent à faire transcrire sur leurs registres, sans modification ni délai, & à les envoyer, faire lire, publier & afficher par-tout où besoin sera: car tel est notre plaisir; en témoin de quoi nous avons fait mettre notre scel à cesdites présentes. DONNÉ à Paris, le troisième jour de novembre, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-neuf, & de notre règne le seizième. *Signé* LOUIS *Et plus bas*, par le roi, DE SAINT-PRIEST Et scellées du grand sceau de cire jaune.

## PROCLAMATION DU ROI,

*Pour la conservation des Forêts & Bois.*

Du 3 Novembre 1789.

LE ROI, sur le compte qui lui a été rendu par le contrôleur général de ses finances, & sur le vu de divers procès-verbaux, considérant qu'au mépris des ordonnances & réglemens rendus pour la police & conservation des forêts & bois, les habitans des villes & villages qui les avoisinent se permettent d'y entrer journellement, & le plus souvent armés & par attroupemens, pour y commettre les plus grands délits; que ces habitans se permettent aussi de vendre publiquement dans les villes & villages les bois qui proviennent de ces délits, & qu'ils enlèvent par toutes sortes de moyens; & sa majesté voulant réprimer un désordre dont les suites deviendroient si préjudiciables, & mettre en vigueur les dispositions de l'ordonnance des eaux & forêts du mois d'août 1669, pour la police & conservation des forêts & bois, elle a résolu de faire sur ce connoître ses intentions.

En conséquence, sa majesté fait très-expresses inhibitions & défenses à toutes personnes de ne plus à l'avenir entrer dans les forêts & bois, par attroupemens ou particulièrement, pour y commettre aucuns délits, sous peine d'être poursuivies suivant la rigueur des ordonnances. Permet sa majesté aux usagers d'y enlever le bois sec & gisant, sans se servir d'aucune espèce de ferrement, même de crochets, à peine d'amende & de confiscation d'iceux. Enjoint sa majesté aux municipalités des villes & villages qui avoisinent ces forêts & bois d'y empêcher l'entrée & la vente d'aucuns bois de délits, sous les peines portées par les ordonnances & les réglemens, & de prêter main-forte aux officiers chargés de les faire exécuter,

toutes les fois qu'ils en feront requis par eux. Fait pareillement défenses sa majesté à toutes personnes, de quelque qualité & condition qu'elles soient, de ne plus entrer dans les bois, forêts & terres de son domaine, pour y chasser, sous peine d'être poursuivies par les voies de droit; comme aussi d'y introduire aucunes vaches ni chevaux, à peine de confiscation & d'amende, à moins qu'elles n'y soient autorisées par des usages anciens & légalement reconnus. Enjoint sa majesté à ses officiers de tenir exactement la main à l'exécution de la présente proclamation, qui sera imprimée, publiée & affichée par-tout où besoin sera, afin que personne n'en puisse prétendre cause d'ignorance. FAIT à Paris, le trois novembre mil sept cent quatre-vingt-neuf. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, par le roi, DE SAINT-PRIEST.

## DÉCLARATION DU ROI,

*Contenant sanction du Décret de l'Assemblée nationale, portant que tous les Parlemens du Royaume continueront de rester en vacance.*

Donnée à Paris, le 3 Novembre 1789.

*Registrée en parlement, en vacations, le 5 Novembre audit an.*

**L**OUIS, PAR LA GRACE DE DIEU, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE: à tous ceux qui ces présentes lettres verront; SALUT. L'assemblée nationale nous a présenté le décret dont la teneur suit :

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée nationale, du mardi  
3 Novembre 1789.*

L'ASSEMBLÉE nationale décrète, en attendant l'époque peu éloignée où elle s'occupera de la nouvelle organisation du pouvoir judiciaire; 1°. que tous les parlemens du royaume continueront de rester en vacance, & que ceux qui seroient rentrés reprendront l'état de vacance; que les chambres des vacations continueront ou reprendront leurs fonctions, & connoîtront de toutes causes, instances & procès, nonobstant toutes loix & réglemens à ce contraires, jusqu'à ce qu'il ait été autrement statué à cet égard; & que tous autres tribunaux continueront à rendre la justice en la manière accoutumée; 2°. que M. le président se retirera pardevers le roi, pour lui demander sa sanction sur ce décret, & le supplier de faire expédier toutes lettres & ordres à ce nécessaires.

Collationné à l'original, par nous président & secrétaires de l'assemblée nationale. Paris, ce trois novembre mil sept cent quatre-vingt-neuf. *Signé* CAMUS, *président*; THIBAUT, curé de Souppes, le marquis de ROSTAING, TARGET, ALEXANDRE DE LAMETH, BARNAVE, *secrétaires*.

A CES CAUSES, de l'avis de notre conseil, nous avons sanctionné, & par ces présentes, signées de notre main, sanctionnons le susdit décret; ordonnons, en conséquence, qu'il sera exécuté suivant sa forme & teneur. Si donnons en mandement à nos amés & féaux conseillers les gens tenant notre cour de parlement, à Paris, que ces présentes ils aient à enregistrer, même en temps de vacations, & le contenu en icelles faire exécuter suivant sa forme & teneur: car tel est notre plaisir; en témoin de quoi nous avons fait mettre notre scel à cesdites présentes. DONNÉ à Paris, le troisième jour de novembre, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-neuf, & de notre règne le seizième. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, par le roi, DE SAINT-PRIEST. Et scellées du grand sceau de cire jaune.

*Registrée, ouï & ce requérant Pierre de Laurencel, sous-doyen des substitués du procureur général du roi, pour être exécutée selon sa forme & teneur, imprimée, publiée & affichée, & copies collationnées de la présente déclaration envoyées aux bailliages & sénéchaussées du ressort, pour y être lues, publiées, registrées & affichées. Enjoint aux substitués du procureur général du roi esdits sièges de s'y conformer, d'y tenir la main, & d'en certifier la cour dans le mois; à la charge de réitérer le présent enregistrement à la rentrée de la cour. Et délibérant ladite chambre sur la manière d'exécuter autant qu'il est en elle ladite déclaration, persistant dans les sentimens qui ont toujours animé les magistrats de la cour, & qu'ils ont exprimés en toute occasion, & notamment dans les remontrances en date du 7 mai 1784, a arrêté que, dès ce moment, elle rendra gratuitement la justice aux sujets du roi, en redoublant de zèle & d'efforts pour que le cours n'en soit pas interrompu, suivant l'arrêt de ce jour. A Paris, en vacations, le cinq novembre mil sept cent quatre-vingt-neuf.*

*Signé* Y S A B E A U.

## PROCLAMATION DU ROI,

*Portant acceptation du Décret de l'Assemblée nationale, du 2 de ce mois, concernant les biens Ecclésiastiques.*

Du 4 Novembre 1789.

Vu par le roi le décret de l'assemblée nationale, du 2 de ce mois, dont la teneur suit :

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée nationale.*

Du Lundi 2 Novembre 1789.

L'ASSEMBLÉE nationale décrète, 1<sup>o</sup>. que tous les biens ecclésiastiques sont à la disposition de la nation, à la charge de pourvoir d'une manière convenable aux frais du culte, à l'entretien de ses ministres, & au soulagement des pauvres, sous la surveillance, & d'après les instructions des provinces.

2<sup>o</sup>. Que dans les dispositions à faire pour subvenir à l'entretien des ministres de la religion, il ne pourra être assuré à la dotation d'aucune cure *moins de douze cents livres par année*, non compris le logement & les jardins en dépendant.

COLLATIONNÉ à l'original, par nous président & secrétaires de l'assemblée nationale. A Paris, le trois novembre mil sept cent quatre-vingt-neuf. *Signé* CAMUS, *président*; THIBAUT, curé de Souppes, THOURET, le marquis DE ROSTAING, TARGET, ALEXANDRE DE LAMETH, *secrétaires*.

LE ROI a accepté & accepte ledit décret; ordonne en conséquence qu'il sera publié dans tout le royaume, & envoyé aux tribunaux & municipalités. FAIT à Paris, le quatre novembre mil sept cent quatre-vingt-neuf. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, par le roi, DE SAINT-PRIEST.

## PROCLAMATION DU ROI,

*Pour accorder des Primes en faveur de l'importation  
des Grains.*

Du 5 Novembre 1789.

LE ROI étant instruit que dans plusieurs ports de son royaume, des négocians seroient disposés à faire des demandes de grains à l'étranger, s'ils pouvoient espérer de recevoir les mêmes primes qui ont eu lieu jusqu'au premier septembre de cette année; sa majesté, désirant déterminer le commerce à se livrer à des opérations aussi utiles pour l'approvisionnement de ses peuples, a cru devoir lui accorder cet encouragement; en conséquence, sa majesté a ordonné & ordonne ce qui suit :

## A R T I C L E P R E M I E R.

IL sera payé à tous négocians François & étrangers, qui, à compter du premier décembre 1789 jusqu'au premier juillet 1790, introduiront des fromens, seigles & orges, & des farines provenant desdits grains, venant des divers ports de l'Europe ou de ceux des États-Unis de l'Amérique, les primes ci-après; savoir, *trente sous* par quintal de froment, *quarante sous* par quintal de farine de froment, *vingt-quatre sous* par quintal de seigle, *trente-deux sous* par quintal de farine de seigle, *vingt sous* par quintal d'orge, & *vingt-sept sous* par quintal de farine d'orge.

## I I.

LES DITES primes seront payées par les receveurs des droits des fermes, dans les ports du royaume où lesdits grains &



farines seront arrivés, sur les déclarations fournies par les capitaines de navires, qui seront tenus d'y joindre une copie légale du connoissement de leur chargement.

## I I I.

Tous les navires indistinctement qui, pendant l'espace de temps ci-dessus énoncé, importeront dans le royaume des blés & des farines provenant des divers ports de l'Europe & de ceux des États-Unis de l'Amérique, seront exempts du droit de fret pour raison desdites importations. Enjoint sa majesté aux employés des fermes de se conformer & tenir la main à l'exécution de la présente proclamation, laquelle sera lue, publiée & affichée par-tout où besoin sera. FAIT à Paris, le cinq novembre mil sept cent quatre-vingt-neuf. *Signé* DE SAINT-PRIEST.

## LETTRES PATENTES DU ROI,

*Sur le décret de l'Assemblée nationale concernant l'envoi & la transcription des décrets sur les registres des Cours, Tribunaux, Corps administratifs & Municipalités.*

Du 6 Novembre 1789.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir ;  
SALUT. L'assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 5 novembre 1789.*

L'ASSEMBLÉE nationale a décrété :

1°. Qu'il sera demandé à M. le garde des sceaux & aux secrétaires d'état de représenter les certificats ou accusés de réception des décrets de l'assemblée nationale, spécialement du décret concernant la réformation de la procédure criminelle, qu'ils ont dû recevoir des dépositaires du pouvoir judiciaire & des commissaires départis dans les généralités, auxquels l'envoi en a été fait ; & qu'il sera provisoirement sursis à l'exécution de tout jugement en dernier ressort, & arrêt rendu dans la forme ancienne, par quelque tribunal ou cour de justice que ce soit, postérieurement à l'époque où le décret a dû parvenir à chaque tribunal.

2°. Que toute cour, même en vacation, tribunal, municipalité & corps administratif, qui n'auront pas inscrit sur leurs registres, dans les trois jours après la réception, & fait publier dans la huitaine les loix faites par les représentans de

la nation , sanctionnées ou acceptées & envoyées par le roi , feront pourfuivis comme prévaricateurs dans leurs fonctions & coupables de forfaiture.

3°. Que les dénonciations faites contre les tribunaux qui auroient refusé d'exécuter les décrets de l'assemblée soient remises au comité des recherches , avec les pièces jointes auxdites dénonciations , pour en être incessamment rendu compte à l'assemblée nationale.

COLLATIONNÉ à l'original par nous président & secrétaires de l'assemblée nationale. A Paris , le 5 novembre 1789. *Signé* CAMUS , *président* ; TARGET , le marquis DE ROSTAING , *secrétaires*.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux , corps administratifs & municipalités , que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres , lire , publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs , & exécuter comme loi du royaume ; en foi de quoi nous avons signé & fait contresigner ces présentes , auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'état. A Paris , le sixième jour de novembre , l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-neuf , & de notre règne le sixième. *Signé* LOUIS. *Et plus bas* , par le roi , DE SAINT-PRIEST. Et scellées du sceau de l'état.

## LOI CONSTITUTIONNELLE.

Donnée à Paris, le 6 Novembre 1789.

LOUIS, par la grâce de Dieu, & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS; A tous présens & à venir;  
SALUT. L'assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit:

*Extrait des procès-verbaux de l'Assemblée nationale, des 5,  
8, 10 octobre & 5 novembre 1789.*

## ARTICLES DE CONSTITUTION.

## ARTICLE PREMIER.

N C E S.

Octobre.

TOUTES les contributions & charges publiques, de quelque nature qu'elles soient, seront supportées proportionnellement par tous les citoyens & par tous les propriétaires, à raison de leurs biens & facultés.

## I I.

Octobre.

AUCUN impôt ne sera accordé que pour le temps qui s'écoulera jusqu'au dernier jour de la session suivante : toute contribution cessera de droit à cette époque, si elle n'est pas renouvelée; mais chaque législature votera, de la manière qui lui paraîtra la plus convenable, les sommes destinées, soit à l'acquittement des intérêts de la dette publique, soit au paiement de la liste civile.

## I I I.

Octobre.

LE corps législatif présentera ses décrets au roi, ou séparément à mesure qu'ils seront rendus, ou ensemble à la fin de chaque session.

I V.

LE consentement royal sera exprimé sur chaque décret, par cette formule signée du roi : *Le roi consent & sera exécuter.* Le refus suspensif sera exprimé par celle-ci : *Le roi examinera.*

V.

LA promulgation des loix se fera suivant cette formule :

*LOUIS, par la grâce de Dieu, & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS: A tous presens & à venir; SALUT. L'assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :*

Ici sera la copie littérale du décret, sans addition ni observation.

*MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons signé & fait contresigner ces présentes, auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'état. A* *le*

Les signatures, contrescings & sceau seront uniformes par tout le royaume.

V I.

LA loi étant sanctionnée, il en sera envoyé à l'assemblée nationale une expédition signée & scellée, pour être déposée aux archives.

V I I.

LES décrets sanctionnés par le roi porteront le nom & l'intitulé de loix. Elles seront scellées & expédiées aussitôt après que le consentement du roi aura été apposé au décret.

## V I I I.

ELLES seront directement adressées à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités.

## I X.

LA transcription sur les registres, lecture, publication & affiches seront faites sans délai, aussi-tôt que les loix seront parvenues aux tribunaux, corps administratifs & municipalités; & elles seront mises à exécution dans le ressort de chaque tribunal, à compter du jour où ces formalités y auront été remplies.

Nous avons accepté, & par ces présentes signées de notre main, acceptons les articles de constitution ci-dessus.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons signé & fait contresigner cesdites présentes, auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'état. A Paris, le sixième jour du mois de novembre, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-neuf, & de notre règne le seizième. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, ✠ L'ARCHEVÊQUE DE BORDEAUX. Et scellées du sceau de l'état.

# LETTRES PATENTES DU ROI,

*Sur le décret de l'Assemblée nationale portant  
Règlement provisoire pour la Police de la ville  
de Paris.*

Données à Paris, le 6 Novembre 1789.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu, & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS ; A tous présens & à venir ;  
SALUT. L'assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale du 5 Novembre 1789.*

L'ASSEMBLÉE nationale, vu le projet de règlement qui lui a été présenté par les maire, lieutenans de maire, conseillers-assesseurs & administrateurs de la ville de Paris, & les observations faites par le comité de constitution; considérant que la nature des circonstances exige impérieusement que l'action de la police soit rétablie, & qu'il est important de donner dès-à-présent un moyen provisoire d'activité à cette partie essentielle de l'ordre public, en attendant qu'elle puisse recevoir une organisation régulière, a décrété & décrète ce qui suit :

## A R T I C L E P R E M I E R.

CHAQUE comité de district remplira provisoirement dans son arrondissement, sous l'autorité du corps municipal, les fonctions de police ci-après désignées.

### I I.

LES comités des districts veilleront, chacun dans son

arrondissement, aux objets de police journalière, conformément aux ordres & instructions qui seront donnés par la municipalité.

### III.

IL y aura nuit & jour au comité au moins un des membres, qui sera spécialement chargé d'entendre & interroger les gens arrêtés pour faits de police, avec pouvoir de les faire relaxer après une simple réprimande, ou de les faire déposer dans les prisons de l'hôtel de la Force. Le secrétaire-greffier dont il va être parlé enverra tous les matins les procès-verbaux qui auront été dressés au maire ou à son lieutenant ayant le département de la police.

### IV.

UN secrétaire-greffier assistera le commissaire de service, & il fera par lui tenu un registre de tout ce qui se fera de relatif à l'exercice de la police. Ledit registre sera paraphé par le président du comité du district.

### V.

LES particuliers arrêtés, prévenus de vols ou d'autres crimes, seront conduits sur-le-champ & directement par les patrouilles devant un commissaire au Châtelet, avec les effets pouvant servir à charge & à décharge; & dans le cas où ces particuliers auroient été conduits d'abord aux comités des districts, ils seront renvoyés à l'instant devant un commissaire au Châtelet, à l'effet de commencer la procédure suivant les formes judiciaires.

### VI.

LE commissaire au Châtelet qui aura interrogé les prévenus de vols ou autres crimes enverra dans le jour une expédition de son procès-verbal au maire ou au lieutenant de maire au département de la police.



V I I.

LE lieutenant de maire au département de la police , ou l'un de ses conseillers-administrateurs, visitera chaque jour les prisons de l'hôtel de la Force , interrogera les prisonniers arrêtés la veille & envoyés dans cette prison par les comités de districts : seront à cette visite invités deux adjoints notables, pris alternativement dans chaque district.

V I I I.

LE lieutenant de maire ou le conseiller-administrateur qui le remplacera pourra mettre les prisonniers en liberté s'il y a lieu ; ou , selon la nature des circonstances , les condamner , soit à garder prison pendant trois jours au plus , soit à une amende qui ne pourra excéder la somme de cinquante livres ; & dans le cas où ils mériteroient une plus longue détention , ou une amende plus forte , il en fera référé au tribunal de police.

L'amende sera payable à l'instant où elle aura été prononcée, entre les mains du greffier des prisons, qui en comptera au trésorier de la ville ; & le produit de ces amendes sera employé à la propreté & à la salubrité des prisons. A défaut de payement , le condamné gardera prison , à moins qu'il ne donne bonne & valable caution ; le tout sauf l'appel au tribunal.

I X.

LES prisonniers ci-devant arrêtés & actuellement détenus dans les prisons de police seront interrogés & jugés le plus promptement qu'il sera possible , en ayant égard au temps qui se sera écoulé depuis le jour de leur détention.

X.

IL sera établi un tribunal de police composé de huit notables-adjoints , élus dans la forme qui sera indiquée par le bureau de ville ; il sera présidé par le maire ou par son lieutenant au département de la police , & à leur

défaut , par le plus âgé des conseillers - administrateurs du département. Les fonctions du ministère public y seront exercées par l'un des adjoints du procureur - syndic de la commune , & les causes jugées sommairement & sans frais.

## X I.

LE tribunal de police jugera en dernier ressort jusqu'à concurrence de cent livres d'amende , ou d'un mois de prison.

## X I I.

LE présent décret ne sera exécuté que provisoirement ; & jusqu'à ce qu'il ait été statué par l'assemblée nationale sur l'organisation définitive , tant des municipalités que de l'ordre judiciaire.

COLLATIONNÉ à l'original , par nous président & secrétaires de l'assemblée nationale. A Paris , le 5 novembre mil sept cent quatre vingt-neuf. *Signé* CAMUS , *président* ; TARGET ; THIBAUT , curé de Souppes , ALEXANDRE DE LAMETH , le marquis DE ROSTAING , *secrétaires*.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux & à la municipalité de Paris , que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres , lire , publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs , & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons signé & fait contresigner ces présentes , auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'état. A Paris , le sixième jour de novembre , l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-neuf , & de notre règne le seizième. *Signé* LOUIS. *Et plus bas* , par le roi , DE SAINT-PRIEST. Et scellées du sceau de l'état.

# LETTRES PATENTES DU ROI,

*Sur le décret de l'Assemblée nationale concernant  
la nomination des Suppléans.*

Données à Paris, le 7 Noven bre 1789.

**L**OUIS, par le grâce de Dieu, & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS; A tous présens & à venir; SALUT. L' fsemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 5 Novembre 1789.*

IL n'y a plus en France aucune distinction d'ordres; en conséquence, lorsque, dans les bailliages qui n'ont point nommé de suppléans, il s'agira d'en élire à caufe de la mort ou de la démission des députés à l'assemblée nationale actuelle, tous lescitoyens qui, aux termes du règlement du 24 janvier & autres subséquens, ont le droit de voter aux assemblées élémentaires seront rassemblés, de quelqu'état & condition qu'ils soient, pour faire ensemble la nomination médiate ou immédiate de leurs représentans, soit en qualité de députés, soit en qualité de suppléans.

Les électeurs auront la liberté d'élire leurs présidens & autres officiers.

Le présent décret sera porté sur-le-champ par le président à l'acceptation royale.

COLLATIONNÉ à l'original, par nous président & secrétaires de l'assemblée nationale. A Paris, le cinq novembre mil sept cent quatre vingt-neuf. *Signé* CAMUS, *président*; ALEXANDRE DE LAMETH, *secrétaire*; THIBAUT, curé de Souppes, *secrétaire*; THOURET, *secrétaire*; BARNAVE *secrétaire*; TARGET, *secrétaire*.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux , corps administratifs & municipalités , que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres , lire , publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs , & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons signé & fait contresigner ces présentes , auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'état. A Paris , le septième jour de novembre , l'an de grace mil sept cent quatre-vingt-neuf , & de notre règne le seizième. *Signé* LOUIS. *Et plus bas* , par le roi , DE SAINT-PRIEST. Et scellées du sceau de l'état.

## PROCLAMATION DU ROI,

*Qui subroge la Municipalité de la ville de Paris  
aux pouvoirs relatifs aux Rentes.*

Du 11 Novembre 1789.

**L**E ROI étant informé que par les édits de création des rentes perpétuelles & viagères assignées sur les revenus publics, ainsi que par la déclaration concernant la reconstitution des rentes perpétuelles, les prévôt des marchands & échevins de la ville de Paris avoient été commis à l'effet de passer les contrats de constitution & de reconstitution de toutes les natures de rentes, avec attribution d'une juridiction en première instance, pour juger les contestations que le paiement de leurs arrérages peut occasionner; & voulant sa majesté que l'exercice de ces pouvoirs ne puisse être plus long-temps suspendu, elle a jugé convenable de subroger l'administration municipale actuelle de la ville aux fonctions non-seulement des anciens officiers municipaux, mais encore des commissaires de son conseil, auxquels une partie de ces fonctions se trouve attribuée.

En conséquence, sa majesté a ordonné & ordonne ce qui suit :

### A R T I C L E P R E M I E R.

LES maire, lieutenans de maire & membres de la municipalité actuelle de la ville de Paris passeront & signeront, au nom de sa majesté, les contrats de constitution & reconstitution de toutes les rentes perpétuelles & viagères créées & à créer par la suite, assignées sur les revenus de sa majesté, ou ayant tout autre assignat public que ce soit; à l'effet de quoi sa majesté a conféré & confère aux maire, lieutenans de maire & membres de la municipalité tous les mêmes pou-

voirs que ceux qui avoient été donnés, soit aux commissaires du conseil, soit aux prévôt des marchands & échevins, à tous lesquels la municipalité est & demeure entièrement subrogée.

## I I.

ILS passeront & signeront pareillement les contrats de constitution & reconstitution de toutes les rentes perpétuelles, tant assignées sur le domaine de la ville, que provenant de l'emprunt ouvert pour achever la construction du monument de Sainte-Geneviève, par lettres patentes du 6 juin 1784; sa majesté réitérant à ce sujet toutes les autorisations accordées aux officiers municipaux, & subrogeant la municipalité à celles portées auxdites lettres patentes.

## I I I.

LES contrats de constitution & reconstitution, soit sur les revenus de sa majesté, soit sur le domaine de la ville & autres, ne seront néanmoins signés que par le maire de Paris, ou par le lieutenant de maire au département du domaine de la ville, & par deux conseillers-administrateurs au même département.

## I V.

POUR donner aux propriétaires de rentes la satisfaction qui leur est due, l'intention de sa majesté est que les signatures des trois officiers désignés en l'article ci-dessus soient apposées dans les vingt-quatre heures de la remise desdits contrats au greffe de la ville où ils seront enregistrés.

## V.

QUANT aux tirages des loteries, tant de remboursement de toutes lesdites rentes que d'effets au porteur, & de lots ou de primes, ils continueront d'être faits dans la grand'salle  
de

de l'hôtel-de-ville, ou en tel autre lieu qui sera jugé convenable, en présence du maire, lieutenant de maire & membres de la municipalité ci-dessus indiqués, & conformément aux édits, déclarations & autres réglemens concernant les rentes & les loteries créées ou autorisées par sa majesté.

## V I.

DEMEURE pareillement la municipalité subrogée à tous les pouvoirs donnés aux prévôt des marchands & échevins, relativement aux contestations qui peuvent survenir, tant au paiement des arrérages de toutes les rentes perpétuelles & viagères payables à l'hôtel-de-ville, que sur la forme & validité des acquits fournis par les rentiers, & au sujet des tirages de remboursemens de capitaux, lots ou primes, & leur paiement. Et à cet effet, sa majesté a attribué & attribue aux maire, lieutenant de maire & membres de la municipalité, toute connoissance & juridiction nécessaire pour juger par le maire & lesdits lieutenant & conseillers au département du domaine, lesdites contestations sommairement & sans frais.

A Paris le onze novembre mil sept cent quatre-vingt-neuf.  
*Signé* DE SAINT-PRIEST.

## PROCLAMATION DU ROI,

*Qui pourvoit au payement des Intérêts des remboursemens suspendus.*

Du 11 Novembre 1789.

**L**E ROI s'étant fait représenter l'arrêt rendu en son conseil le 16 août 1788, portant suspension de tous remboursemens en capitaux & primes, résultant des tirages faits ou à faire, ou de telle autre cause que ce soit, par l'art. IX duquel il a été statué que les intérêts des objets ainsi suspendus continueroient d'être payés sur le même pied que par le passé ; & sa majesté considérant que cette disposition générale nécessite une interprétation, elle a jugé indispensable, en attendant que le cours des remboursemens puisse être rétabli, de prescrire les formes dans lesquelles le payement de leurs intérêts doit être effectué.

En conséquence, sa majesté a ordonné & ordonne ce qui suit :

## ARTICLE PREMIER.

LES quittances de finance au porteur ou portant les noms des propriétaires, ainsi que celles sur lesquelles il a été passé des contrats provenant des emprunts de cent millions, de l'édit du mois de décembre 1782, & de quatre-vingt millions, de l'édit de décembre 1785 ; les contrats de rentes ci-devant dues par l'ordre du Saint-Esprit, & actuellement payables à l'hôtel-de-ville de Paris, & les contrats de rentes assignées sur le domaine de ladite ville, sortis en remboursement par les tirages antérieurs audit arrêt du conseil du 16 août 1788, même les quittances de finance & contrats sortis par les tirages faits depuis, & qui sortiront par ceux à faire, ont



continué & continueront de produire des intérêts ou arrérages sur le pied & de la même manière que si leurs numéros n'étoient point échus par lesdits tirages. En conséquence, le trésor royal, les payeurs de rentes & le trésorier de la ville en acquitteront les coupons & en payeront les arrérages échus & à échoir, comme par le passé, & jusqu'à leur remboursement effectif. Et comme les quittances de finance dudit emprunt de décembre 1782, sorties par les tirages antérieurs au premier janvier 1788, n'ont plus de coupons d'intérêts ou arrérages, il leur en sera fourni comme à celles non encore remboursables.

### I I.

IL en fera de même des contrats provenant de conversion de billets de l'emprunt de cent vingt-cinq millions, créés par l'édit de décembre 1784, & sortis en remboursement avec accroissement de capital; les arrérages desquels contrats continueront d'être payés, pour le passé & à l'avenir, sur le pied seulement porté auxdits contrats, les intérêts de l'accroissement du capital devant être acquittés comme il sera ordonné art. VII ci-après.

### I I I.

POUR l'exécution des précédens articles, les payeurs des rentes & le trésorier de la ville seront tenus de rétablir sur leurs registres celles des parties qu'ils en ont rejetées, en exécution des listes des tirages, & dont le rejet n'a point été suivi d'une quittance de remboursement. A l'égard des parties dont les quittances de remboursement ont été fournies aux payeurs, & qui n'ont cependant pas été remboursées, il sera pourvu à leur rétablissement par des arrêts du conseil, dans la forme ordinaire.

### I V.

TOUTES lesdites rentes pourront être reconstituées comme par le passé; mais dans les nouvelles quittances de finance

ou nouveaux contrats, il fera fait mention du tirage par lequel la partie devoit être remboursée.

## V.

LES effets au porteur sortis & à sortir en remboursement, ont pareillement continué & continueront à produire des intérêts. Mais attendu qu'au moyen des tirages, plusieurs de ces effets montent à des sommes différentes de celles y énoncées, & que d'autres n'ont point de coupons d'intérêts, tous lesdits effets sortis & à sortir seront rapportés au sieur Savalette de Langes, administrateur du trésor royal, pour être échangés en reconnoissances du montant de ce qui sera dû, garnies de coupons d'intérêts commençant à courir du terme à compter duquel ils auroient dû être remboursés.

## V I.

CONSÉQUEMMENT, ces reconnoissances seront, 1<sup>o</sup>. de 200 l. composant le billet annuel de remboursement de chaque billet levé pour 1200 l.v. dans la loterie ouverte par l'arrêt du conseil du 29 octobre 1780, en y cumulant la prime qui pourra être échue à ce billet de remboursement, & avec la jouissance des intérêts du tout à cinq pour cent, à compter du premier janvier de l'année portée audit billet de remboursement; 2<sup>o</sup>. des lots comprenant le remboursement échéant à chaque billet de 600 liv. de la loterie établie par arrêt du conseil du 5 avril 1783, avec la jouissance aussi à cinq pour cent, à compter du premier avril de l'année qui aura suivi le tirage; 3<sup>o</sup>. du lot comprenant remboursement, échéant à chaque billet de 400 liv. de la loterie ouverte par l'arrêt du conseil du 4 octobre 1783, avec la jouissance sur le même pied, du premier octobre de l'année du tirage; 4<sup>o</sup>. des 1000 liv. portées en chaque billet de l'emprunt de cent vingt-cinq millions, créé par édit de décembre 1784, en y joignant l'augmentation de capital y attribuée & conforme au tirage, & avec la jouissance du tout, à compter du premier avril de l'année du tirage;

5.<sup>o</sup> du montant de la prime résultant du bulletin délivré pour chaque somme de 1000 liv. employée à l'acquisition des rentes créées par édit de décembre 1785, pareillement avec la jouissance du premier avril de l'année du tirage de dites primes.; 6.<sup>o</sup> des lots comprenant remboursement & des primes échus à aucuns des billets & portions de billets de la loterie de douze millions en faveur des hôpitaux, établie par arrêt du conseil du 13 octobre 1787, déduction faite du dixième sur ces lots & primes, dont les intérêts ont commencé au premier décembre 1788; 7.<sup>o</sup> & du montant des actions & portions d'actions de l'ancienne compagnie des Indes, avec la jouissance, en conformité de l'arrêt du conseil du 28 février 1771, du premier jour du mois dans lequel le remboursement se trouvera indiqué par les listes des tirages.

## V I I.

A l'égard de l'accroissement ou augmentation du capital appartenant aux parties constituées dans l'emprunt de cent vingt-cinq millions de l'édit de décembre 1784, & forties en remboursement, les propriétaires en passeront quittance à l'administration du trésor royal, dont il sera fait mention sur les minutes & grosses de contrats; & pour valeur de ladite quittance, il sera délivré une reconnoissance garnie de coupons, comme il est prescrit au précédent article.

## V I I I.

EN faisant par les propriétaires le rapport au trésor royal de leurs quittances de finance & effets au porteur, auxquels sont attribués des coupons d'intérêts, ils seront tenus d'y joindre les coupons à écheoir; & s'ils en manquoient, le montant en sera déduit sur le capital.

## I X.

SERONT les reconnoissances dont il est parlé ci-dessus, articles VI & VII, ainsi que leurs coupons, payables de

fix mois en fix mois , jufques & compris le premier janvier 1792 , fignées par les perfonnes qui feront désignées à cet effet.

## X.

LES intérêts des affignations fur les domaines qui fe trouvent fufpendues , & ceux des billets des adminiftrateurs defdits domaines , continueront d'être payés comme précédemment , lors de leur renouvellement.

## X I.

QUANT aux propriétaires d'autres remboursemens à prendre au trésor royal , & qui fe trouvent pareillement fufpendus , ils rapporteront au confeil les arrêts faifant leurs titres de créance , pour y être pouvu au payement de leurs intérêts , s'il y a lieu.

A Paris , le onze novembre mil fept cent quatre-vingt-neuf.  
*Signé* DE SAINT-PRIEST.

## PROCLAMATION DU ROI,

*Qui autorise les Municipalités à recevoir les Bijoux  
& Vaisselles d'or & d'argent, pour les transmettre  
aux Directeurs des Monnoies.*

Du 15 Novembre 1789.

**L**E ROI étant informé qu'un grand nombre de citoyens se trouvent, par leur éloignement des hôtels des monnoies, dans l'impossibilité d'y porter les bijoux & vaisselles dont ils seroient disposés à faire le sacrifice, soit pour concourir à l'augmentation du numéraire, soit pour satisfaire au paiement de la contribution patriotique du quart de leur revenu; que plusieurs municipalités se sont déjà volontairement chargées de recevoir ces objets & de les faire transporter aux hôtels des monnoies; qu'à leur exemple, d'autres municipalités ont manifesté le vœu de seconder le patriotisme de leurs concitoyens, en se chargeant pareillement, aussi-tôt qu'elles y seront autorisées, des dépôts de cette nature qui leur seroient confiés; sa majesté a ordonné & ordonne ce qui suit :

## ARTICLE PREMIER.

LES municipalités des villes où il n'existe point d'hôtels des monnoies sont autorisées à recevoir à titre de dépôt les bijoux & vaisselles d'or & d'argent, les argenteries des églises dont les propriétaires désireroient faire le sacrifice, soit pour concourir à l'augmentation du numéraire, soit pour en employer le produit au paiement de la contribution patriotique du quart de leur revenu.

## I I.

LES municipalités des villes où il existe des hôtels des

monnoies sont également autorisées à établir de pareils dépôts ; mais à la charge de ne recevoir que les objets dont le poids n'excèdera pas deux onces pour l'or , & deux marcs pour l'argent.

### I I I.

LES bijoux , vaisselles & argenterie qui seront apportés aux dépôts établis en exécution des deux articles précédens , ne pourront être reçus qu'en présence de trois officiers municipaux ou autres citoyens à ce préposés par la municipalité , & d'un maître orfèvre , lequel sera chargé d'examiner les poinçons dont ces bijoux , vaisselles & argenteries porteront les empreintes , afin de les classer conformément aux distinctions portées par les articles I & II de la proclamation du 12 octobre , & aux instructions particulières qui seront imprimées & jointes à la présente.

### I V.

IL fera , par les officiers ou citoyens chargés de la recette desdits bijoux , vaisselles & argenteries , délivré à chacun des propriétaires de ces objets un récépissé qui énoncera leur poids , leur espèce , & le poinçon dont ils porteront l'empreinte. Ces récépissés seront signés tant par lesdits officiers que par l'orfèvre vérificateur ; ils seront portés sur un double registre par ordre de numéro , & ce numéro sera énoncé en toutes lettres sur chaque récépissé. L'un des registres restera au greffe de la municipalité , & l'autre sera remis par elle à l'administration générale des finances.

### V.

AUSSI-TÔT que la totalité des dépôts s'élèvera à vingt-cinq marcs , l'envoi en sera fait , par les officiers préposés à la recette , au directeur de la monnoie la plus voisine , ou de celle avec laquelle il y aura une communication plus directe ou plus facile ,

facile, & ce par la voie des messageries. Cet envoi sera accompagné d'un extrait du registre certifié véritable, lequel énoncera tous les objets composant ledit envoi, avec les mêmes détails & dans le même ordre où ils auront été enregistrés. Le directeur de la monnoie auquel ils seront remis en payera le port conformément à l'art. XII de la proclamation du 12 octobre; il fera faire une copie du procès-verbal joint audit envoi; il revêtira cette copie de son récépissé, & il la fera passer aux officiers municipaux qui le lui auront adressé pour leur servir de décharge.

## V I.

LES officiers municipaux enverront au contrôleur général des finances des copies certifiées d'eux, des procès-verbaux qui, en exécution de l'article précédent, accompagneront chacun des envois.

## V I I.

LES récépissés expédiés par les officiers municipaux dans la forme prescrite par l'article IV seront reçus en payement de la contribution patriotique du quart des revenus, par les receveurs chargés de cette perception, dans la ville où lesdits bijoux, vaisselles & argenteries auront été déposés, & non ailleurs; & le remboursement de ceux desdits récépissés qui n'auroient pas été employés au payement de ladite contribution, se fera aux époques fixées par le décret de l'assemblée nationale, du 6 octobre, par les officiers municipaux qui auront reçu lesdits dépôts.

FAIT à Paris, le quinze novembre mil sept cent quatre-vingt-neuf. *Signé* DE SAINT-PRIEST.

## I N S T R U C T I O N

*Sur la manière de procéder à la recette des Bijoux & Vaisseilles , rédigée en exécution de l'article III de la Proclamation du Roi , du 15 Novembre 1789.*

L'EXAMEN des poinçons dont les bijoux & vaisseilles portent les empreintes exige la plus grande attention.

Le titre des chaînes de montre en or étant presque toujours inférieur au titre commun des autres bijoux , on ne peut les recevoir qu'au prix fixé pour les bijoux de fabrique étrangère.

Les menus bijoux connus sous le nom de *breloques* n'étant souvent que d'argent doré , ou fabriqués avec de l'or à très-bas titre , on ne peut les examiner avec trop de soin ; il convient de refuser tous ceux qui paroîtront suspects , & surtout ceux qui ne seront marqués d'aucun poinçon.

Les chaînes , les tabatières à charnières , les boîtes de montre les bonbonnières & les boîtes à mouches , contiennent des goupilles de fer & de cuivre dont le poids doit être évalué & déduit du poids total de chacun de ces bijoux ; le poids des émaux dont ils sont ornés doit être pareillement évalué & déduit. Les ors de couleur étant chargés d'une forte partie d'argent , il est également juste de faire , sur le poids des bijoux dans la fabrication desquels il est entré une certaine quantité de ces ors mélangés , une déduction relative.

Les bijoux ou vaisseilles d'argent doré ne doivent être reçus & payés que comme *argent* , parce que la dépense qu'exige le départ absorbe communément la plus grande partie de l'or dont ces objets sont recouverts.



Avant de procéder à la pesée des bijoux, vaisselles & argenteries, il faut faire démonter toutes celles qui sont susceptibles de l'être, en détacher tous les métaux étrangers employés à leur monture, fonder celles dont la forme annonce un vide intérieur, faire enlever le mastic qui remplit souvent ce vide, prendre enfin toutes les mesures nécessaires pour éviter de comprendre dans les pesées d'autres matières que celles qui doivent en être l'objet.

Les lingots d'or ou d'argent ne peuvent être reçus qu'en raison de leur titre, conformément aux dispositions de l'article III de la proclamation du 12 octobre. Ce titre doit être constaté par des essais faits, soit par les essayeurs des monnoies, soit par les gardes orfèvres ; & la prudence exige que les lingots soient rompus ou fondés, à l'effet de vérifier s'ils ne sont pas fourrés, c'est-à-dire, s'il n'existe pas dans leur intérieur des matières étrangères.

On distinguera dans chaque récépissé les différentes natures de bijoux & vaisselles, & on les classera ; savoir : les bijoux d'or, en bijoux *au poinçon de Paris*, en bijoux *aux poinçons de province*, en bijoux *de fabrique étrangère*. Les premiers seront reçus à raison de 718 livres le marc ; les seconds, à raison de 672 livres le marc ; & les derniers, à raison de 602 livres le marc.

Les jetons, médailles, vaisselles & argenteries, seront divisés en sept classes.

Les jetons & médailles formeront la première.

La seconde sera composée de la vaisselle plate au poinçon de Paris (1).

Dans la troisième classe sera comprise toute la vaisselle plate soudée, au poinçon de Paris.

---

(1) On entend par vaisselle plate, les couverts, les gobelets en forme de timbale, les assiettes & plats dont les bords étant tournés ne contiennent point de soudure, & généralement tous les ouvrages d'argent dont aucune partie n'a été soudée.

La quatrième classe sera composée des vaiselles. & argenteries montées, au même poinçon.

La cinquième classe sera formée de toute la vaiselle plate, aux poinçons des provinces.

Dans la sixième classe seront comprises toutes les vaiselles & argenteries soudées & montées, aux poinçons des provinces.

Enfin, la septième classe sera composée de toutes les vaiselles & argenteries de fabrique étrangère, de quelque nature qu'elles soient, & de toutes celles qui ne seront revêtues d'aucuns poinçons : il sera convenable de rompre une portion de ces dernières, pour s'assurer si elles sont bien réellement d'*argent*.

On pèsera & on enregistrera séparément la vaiselle ou argenterie de chaque classe, cette distinction étant absolument nécessaire pour la comptabilité des directeurs des monnoies envers sa majesté.

Les jetons, médailles, vaiselles & argenteries qui composent les quatre premières classes seront reçus à raison de 55 livres le marc.

Les vaiselles & argenteries qui forment la cinquième & la sixième seront reçues sur le pied de 53 livres 10 sous le marc ; & toutes celles qui composent la septième le seront à raison de 44 livres 10 sous le marc.

S'il s'élevoit quelques difficultés sur le titre des bijoux & vaiselles, il sera facile de les lever, en les faisant essayer par les gardes orfèvres ; les frais de ces essais seront à la charge des propriétaires des objets qui y seront soumis.

**LETTRES PATENTES DU ROI,**

*Sur le décret de l'Assemblée nationale, portant que tous Titulaires de Bénéfices, & tous Supérieurs de Maisons & Établissmens ecclésiastiques seront tenus de faire dans deux mois la déclaration de tous les biens dépendant desdits Bénéfices, Maisons & Établissmens.*

Données à Paris, le 18 Novembre 1789.

*Transcrites en la chambre des comptes, le 2 Décembre 1789.*

**L**OUIS, par la grâce de Dieu, & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS; A tous ceux qui ces présentes lettres verront; SALUT. L'assemblée nationale a décrété le 13 de ce mois, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

Tous titulaires de bénéfices, de quelque nature qu'ils soient, & tous supérieurs de maisons & établissemens ecclésiastiques, sans aucune exception, seront tenus de faire, sur papier libre & sans frais, dans deux mois pour tout délai, à compter de la publication du présent décret, pardevant les juges royaux ou les officiers municipaux, une déclaration détaillée de tous les biens mobiliers & immobiliers dépendant desdits bénéfices, maisons & établissemens, ainsi que de leurs revenus, & de fournir dans le même délai un état détaillé des charges dont lesdits biens peuvent être grevés; lesquels déclaration & état seront par eux affirmés véritables devant lesdits juges ou officiers, & seront publiés & affichés à la porte principale des églises de chaque paroisse où les biens sont situés, & envoyés à l'assemblée nationale par lesdits juges & officiers.

Lesdits titulaires & supérieurs d'établissémens ecclésiastiques seront tenus d'affirmer qu'ils n'ont aucune connoissance qu'il ait été fait directement ou indirectement quelques soustractions des titres, papiers & mobiliers desdit bénéfices & établissemens; & ceux qui auront fait des déclarations frauduleuses seront poursuivis devant les tribunaux, & déclarés déchus de tout droit à tous bénéfices & pensions ecclésiastiques. Pourra néanmoins le délai de deux mois être prorogé, s'il y a lieu, pour les ecclésiastiques membres de l'assemblée seulement, & sur leur réquisition, sans que des déclarations qui seront faites il puisse résulter aucune action de la part des agens du fisc.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons signé & fait contresigner ces présentes, auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'état. A Paris, le dix-huitième jour de novembre, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-neuf, & de notre règne le seizième. *Signé LOUIS. Et plus bas, par le roi, DE SAINT-PRIEST.* Et scellées du sceau de l'état.

*Transcrites sur les registres de la chambre des comptes, où & ce requérant le procureur général du roi, imprimées, publiées & affichées. A Paris, le deux décembre mil sept cent quatre-vingt-neuf. Signé MARSOLAN.*

## PROCLAMATION DU ROI,

*Qui autorise les Comités des Districts de la ville de Paris à recevoir les bijoux d'or & d'argent pour les transmettre aux Directeurs de la Monnoie.*

Du 25 Novembre 1789.

LE ROI étant informé de l'empressement que témoignent plusieurs habitans de la ville de Paris à renoncer à l'usage de différens bijoux d'or & d'argent, tels que des boucles & autres effets de peu de volume; & sa majesté voulant prévenir les embarras & les retards que le concours de tous ces objets pourroit occasionner à l'hôtel des monnoies, sa majesté a pensé que l'offre déjà faite par plusieurs districts, de se charger de recevoir les bijoux & autres articles de cette nature, présentoit un moyen propre à éviter tous les inconvéniens, & à procurer aux citoyens de chaque district une plus prompte expédition & de plus grandes facilités. En conséquence, le roi a autorisé & autorise les comités de district de la ville de Paris à recevoir jusqu'au 1.<sup>er</sup> janvier prochain les bijoux & autres effets d'or & d'argent jusqu'à la concurrence, pour chaque article, de deux onces d'or & de cinq marcs d'argent. L'examen en sera fait en présence de trois commissaires du comité du district, & d'un maître orfèvre qui en reconnoîtra les poinçons; il en sera ensuite délivré au propriétaire un récépissé au porteur, signé par lesdits commissaires & par le maître orfèvre, & il y sera fait mention du poids & de la nature de chaque article. Les récépissés seront reçus dans l'emprunt national, ou en paiement de la contribution patriotique, comme le sont ceux délivrés par le directeur de la monnoie, & ils seront également remboursés aux époques fixées par le décret de l'assemblée nationale, du 6 octobre dernier, lorsqu'ils n'auront pas été destinés à l'un

ou à l'autre de ces deux emplois. Ordonne sa majesté que lorsque la totalité des dépôts s'élèvera dans chaque district à vingt-cinq marcs, l'envoi en soit fait au directeur de la monnoie, qui en délivrera un récépissé énonciatif de chaque article, lequel récépissé servira de décharge au comité du district. Se réserve au surplus sa majesté de faire remettre aux comités des districts une instruction particulière concernant les différens détails de cette opération.

FAIT à Paris, le vingt-cinq novembre mil sept cent quatre-vingt-neuf. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, DE SAINT-PRIEST.

## LETTRES PATENTES DU ROI,

*Par lesquelles Sa Majesté ordonne l'exécution de deux décrets de l'Assemblée nationale, des 7 & 14 Novembre, relatifs à la conservation des biens ecclésiastiques, & celle des Archives & Bibliothèques des Monastères & Chapitres.*

Données à Paris, le 27 Novembre 1789.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu, & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous ceux qui ces présentes lettres verront; SALUT. L'assemblée nationale a décrété, le 7 de ce mois, pour la conservation des biens ecclésiastiques, & le 14, pour celle des archives & bibliothèques des monastères & chapitres, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

LES biens ecclésiastiques, les produits, récoltes, & notamment les bois, sont placés sous la fauve-garde du roi, des tribunaux, assemblées administratives, municipalités, communes & gardes nationales, que l'assemblée déclare conservateurs de ces objets, sans préjudicier aux jouissances des titulaires; & tous pillages, dégâts & vols, particulièrement dans les bois, seront poursuivis contre les prévenus, & punis sur les coupables des peines portées par l'ordonnance des eaux & forêts, & autres loix du royaume.

Les personnes de toute qualité, coupables de divertissement, soit d'effets, soit de titres attachés aux établissemens ecclésiastiques, seront punies des peines établies par les ordonnances contre le vol, suivant la nature des circonstances & l'exigence des cas.

Sans préjudice des poursuites qui seront faites par les officiers des maîtrises dans les matières de leur compétence, les juges ordinaires seront tenus de poursuivre, par prévention avec les maîtrises, les personnes prévenues de ces délits, & donneront, ainsi que les procureurs du roi des maîtrises, connoissance à l'assemblée nationale des dénonciations qui leur seront apportées, des poursuites qu'ils feront à cet égard.

Il sera pareillement veillé par les officiers des maîtrises à ce qu'il ne soit fait aucune coupe de bois contraire aux réglemens, à peine d'être responsables à la nation de leur négligence.

Dans tous les monastères & chapitres où il existe des bibliothèques & archives, lesdits monastères & chapitres seront tenus de déposer aux greffes des juges royaux ou des municipalités les plus voisines, des états & catalogues des livres qui se trouveront dans lesdites bibliothèques & archives; d'y désigner particulièrement les manuscrits, d'affirmer lesdits états véritables, de se constituer gardiens des livres & manuscrits compris auxdits états; enfin, d'affirmer qu'ils n'ont point soustrait & n'ont point connoissance qu'il ait été soustrait aucuns des livres & manuscrits qui étoient dans lesdites bibliothèques & archives.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons signé & fait contresigner cesdites présentes, auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'état. A Paris, le vingt-septième jour du mois de novembre, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-neuf, & de notre règne le seizième. *Signé.* LOUIS. *Et plus bas*, par le roi, DE SAINT-PRIEST. Et scellées du sceau de l'état.



## LETTRES PATENTES DU ROI,

*Par lesquelles Sa Majesté ordonne l'exécution du décret de l'Assemblée nationale, du 16 de ce mois, concernant la confiscation des Grains & Farines saisis en contravention.*

Données à Paris, le 27 Novembre 1789.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu, & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS: A tous ceux qui ces présentes lettres verront; SALUT. L'assemblée nationale, persistant dans ses décrets des 29 août, 18 septembre & 5 octobre derniers, concernant la libre circulation des grains & farines dans l'intérieur du royaume, & la défense d'en exporter hors du royaume, a décrété, le 16 de ce mois, & nous voulons & ordonnons ce qui suit:

DANS les cas où il y aura lieu à la confiscation portée par l'article IV de son décret du 18 septembre, des grains & farines saisis en contravention, le produit de la confiscation appartiendra, pour les deux tiers, à ceux qui auront fait la saisie & la dénonciation, ou à ceux qui auront saisi & arrêté les grains & farines, s'il n'y a point de dénonciateur, les frais de saisie & vente prélevés; le surplus sera appliqué au profit des hôpitaux ou des pauvres des lieux où la saisie aura été faite.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, municipalités & corps administratifs, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons signé & fait contresigner cesdites présentes, auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'état. A Paris, le vingt-septième jour du mois de novembre, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-neuf, & de notre règne le seizième. Signé LOUIS. Et plus bas, DE SAINT-PRIEST. Et scellées du sceau de l'état.

## LETTRES PATENTES DU ROI ,

*Sur le décret de l'Assemblée nationale , du 9 de ce mois , qui prohibe la disposition de tous Bénéfices , à l'exception des Cures.*

Données à Paris , le 27 Novembre 1789.

**L**OUIS , par la grâce de Dieu , & par la loi constitutionnelle de l'état , ROI DES FRANÇOIS : A tous ceux qui ces présentes lettres verront ; SALUT. L'assemblée nationale , après avoir arrêté de nous supplier de surseoir à toute nomination de bénéfices , excepté toutefois les cures , a décrété le 9 de ce mois , & nous voulons & ordonnons qu'il soit pareillement sursis à toute nomination & disposition , de quelque nature qu'elle puisse être , de tous titres à collation ou patronage ecclésiastique qui ne sont pas à charge d'ames.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux , corps administratifs & municipalités , que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres , lire , publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs , & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons signé & fait contresigner cesdites présentes , auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'état. A Paris , le vingt-septième jour du mois de novembre , l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-neuf , & de notre règne le seizième. *Signé* LOUIS. *Et plus bas* , DE SAINT-PRIEST. Et scellées du sceau de l'état.

LETTRES PATENTES DU ROI,

*Sur le décret de l'Assemblée nationale, portant que les ci-devant Privilégiés seront imposés, pour les six derniers mois 1789 & pour 1790, en raison de leurs biens, non dans le lieu où ils ont leur domicile, mais dans celui où lesdits biens sont situés.*

Données à Paris, le 29 Novembre 1789.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu, & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous ceux qui ces présentes lettres verront; SALUT. L'assemblée nationale a décrété, le 28 de ce mois, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

L'ARTICLE II du décret du 26 septembre dernier sera exécuté selon sa forme & teneur; en conséquence, les ci-devant privilégiés seront imposés, pour les six derniers mois de 1789 & pour 1790, en raison de leurs biens, non dans le lieu où ils ont leur domicile, mais dans celui où lesdits biens sont situés.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons signé & fait contresigner cesdites présentes, auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'état. A Paris, le vingt-neuvième jour du mois de novembre, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-neuf, & de notre règne le feizième. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, par le roi, DE SAINT-PRIEST. Et scellées du sceau de l'état.

## LETTRES PATENTES DU ROI,

*Sur le décret de l'Assemblée nationale, du 27 Novembre 1789, portant qu'il ne sera plus permis à aucun Agent de l'Administration, ni à ceux qui exercent quelques fonctions publiques, de rien recevoir à titre d'étrennes, gratifications, vin de ville, ou sous quelque autre dénomination que ce soit.*

Données à Paris, le 29 Novembre 1789.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu, & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir ; SALUT. L'assemblée nationale, considérant que toute fonction publique est un devoir ; que tous les agens de l'administration, salariés par la nation, doivent à la chose publique leurs travaux & leurs soins ; que, ministres nécessaires, ils n'ont ni faveur ni préférence à accorder, par conséquent aucun droit à une reconnoissance particulière ; considérant encore qu'il importe à la régénération des mœurs, autant qu'à l'économie des finances & des revenus particuliers des provinces, villes, communautés & corporations, d'anéantir le trafic de corruption & de vénalité qui se faisoit autrefois sous le nom d'étrennes, vin de ville, gratifications, &c. a décrété, le 27 de ce mois, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

A compter du premier décembre prochain, il ne sera permis à aucun agent de l'administration, ni à aucun de ceux qui, en chef ou en sous-ordre, exercent quelque fonction publique, de rien recevoir à titre d'étrennes, gratifications, vin de ville,

ou sous quelque autre dénomination que ce soit, des compagnies, administrations des provinces, villes, communautés, corporations ou particuliers, sous peine de concussion ; aucune dépense de cette nature ne pourra être allouée dans le compte desdites compagnies, administrations, villes, communautés, corporations.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons signé & fait contresigner cesdites présentes, auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'état. A Paris, le vingt-neuvième jour du mois de novembre, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-neuf, & de notre règne le seizième. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, par le roi, DE SAINT-PRIEST. Et scellées du sceau de l'état.

## LETTRES PATENTES DU ROI ,

*Sur le décret de l'Assemblée nationale , du 16 Novembre 1789 , portant qu'il ne sera plus expédié de Provisions d'offices de Judicature , sauf à être provisoirement expédié des Commissions dans les cas de nécessité.*

Données à Paris, le 29 Novembre 1789.

**L**OUIS , par la grâce de Dieu , & par la loi constitutionnelle de l'état , ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir ; SALUT. L'assemblée nationale , considérant que d'après la suppression de la vénalité des offices de judicature , qu'elle a prononcée par son décret du 4 août , toutes résignations ou traités des offices de judicature ne doivent être regardés que comme un simple transport ou cession de la finance, sur lequel il ne peut être accordé aucune provision ;

Considérant en outre qu'il seroit contraire aux règles de la justice de laisser les titulaires ou propriétaires desdits offices de judicature assujétis plus long-temps aux droits de mutation ou de centième denier , puisqu'ils n'ont été introduits qu'en considération de la transmissibilité , laquelle n'existe plus , a décrété le 16 de ce mois , & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

## A R T I C L E P R E M I E R .

A compter du jour de la promulgation du présent décret , il ne sera plus expédié ni scellé aucune provision sur résignation , vente ou autre genre de vacance des offices de judicature  
compris

compris au décret du 4 août, sauf à être provisoirement expédié des commissions pour l'exercice des fonctions de magistrature, & ce, dans le cas de nécessité seulement.

## I I.

Il ne fera plus payé aucun droit de mutation, d'annuel, de centième denier, pour raison desdits offices de judicature.

## I I I.

LES offices dépendant des apanages des princes sont compris dans le présent décret, ainsi que les offices des engagistes & des échangeistes qui perçoivent un centième denier.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons signé & fait contresigner cesdites présentes, auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'état. A Paris, le vingt-neuvième jour du mois de novembre, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-neuf, & de notre règne le seizième. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, DE SAINT-PRIEST. Et scellées du sceau de l'état.

## LETTRES PATENTES DU ROI,

*Sur un décret de l'Assemblée nationale, pour la  
Constitution des Municipalités.*

Données à Paris, au mois de Décembre 1789.

LOUIS, par la grâce de Dieu, & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS; A tous présens & à venir: SALUT. L'assemblée nationale a décrété, le 14 de ce mois, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

## A R T I C L E P R E M I E R.

LES municipalités actuellement subsistant en chaque ville, bourg, paroisse ou communauté, sous le titre d'hôtels-de-ville, mairies, échevinats, consulats, & généralement sous quelque titre & qualification que ce soit, sont supprimées & abolies; & cependant les officiers municipaux actuellement en exercice continueront leurs fonctions jusqu'à ce qu'ils aient été remplacés.

## I I.

LES officiers & membres des municipalités actuelles seront remplacés par voie d'élection.

## I I I.

LES droits de présentation, nomination ou confirmation, & les droits de présidence ou de présence aux assemblées municipales prétendus ou exercés comme attachés à la possession de certaines terres, aux fonctions de commandans de province ou de ville, aux évêchés ou archevêchés, & généralement à tel autre titre que ce puisse être, sont abolis.



I V.

LE chef de tout corps municipal portera le nom de maire.

V.

Tous les citoyens actifs de chaque ville , bourg , paroisse ou communauté , pourront concourir à l'élection des membres du corps municipal.

V I.

LES citoyens actifs se réuniront en une seule assemblée, dans les communautés où il y a moins de quatre mille habitans; en deux assemblées, dans les communautés de quatre mille à huit mille habitans; en trois assemblées, dans les communautés de huit mille à douze mille habitans, & ainsi de suite.

V I I.

LES assemblées ne pourront se former par métiers , professions ou corporations , mais par quartiers où arrondissemens.

V I I I.

LES assemblées de citoyens actifs seront convoquées par le corps municipal, huit jours avant celui où elles devront avoir lieu. La séance sera ouverte en présence d'un citoyen, chargé par le corps municipal d'expliquer l'objet de la convocation.

I X.

TOUTES les assemblées particulières dans la même ville ou communauté seront indiquées pour le même jour & à la même heure.

X.

CHAQUE assemblée procédera , dès qu'elle sera formée, à la nomination d'un président & d'un secrétaire; il ne faudra pour

cette nomination que la simple pluralité relative des suffrages, en un seul scrutin recueilli & dépouillé par les trois plus anciens d'âge.

### X I.

CHACQUE assemblée nommera ensuite, à la pluralité relative des suffrages, trois scrutateurs qui seront chargés d'ouvrir les scrutins subséquens, de les dépouiller, de compter les voix & de proclamer les résultats. Ces trois scrutateurs seront nommés par un seul scrutin recueilli & dépouillé, comme le précédent, par les trois plus anciens d'âge.

### X I I.

LES conditions de l'éligibilité pour les administrations municipales seront les mêmes que pour les administrations de département & de district; néanmoins les parens & alliés aux degrés de père & de fils, de beau-père & de gendre, de frères & de beau-frères, d'oncle & de neveu, ne pourront être en même-temps membres du même corps municipal.

### X I I I.

LES officiers municipaux & les notables dont il sera parlé ci-après ne pourront être nommés que parmi les citoyens éligibles de la commune.

### X I V.

LES citoyens qui occupent des places de judicature ne peuvent être en même-temps membres des corps municipaux.

### X V.

CEUX qui sont chargés de la perception des impôts indirects, tant que ces impôts subsisteront, ne peuvent être admis en même-temps aux fonctions municipales.

## X V I.

LES maires feront toujours élus à la pluralité absolue des voix. Si le premier scrutin ne donne pas cette pluralité, il fera procédé à un second; si celui-ci ne la donne point encore, il fera procédé à un troisième, dans lequel le choix ne pourra plus se faire qu'entre les deux citoyens qui auront réuni le plus de voix au scrutin précédent. Enfin, s'il y avoit égalité de suffrages entr'eux, à ce troisième scrutin, le plus âgé seroit préféré.

## X V I I.

LA nomination des autres membres du corps municipal sera faite au scrutin de liste double.

## X V I I I.

DANS les villes ou communautés où il y aura plusieurs assemblées particulières des citoyens actifs, ces assemblées ne seront regardées que comme des sections de l'assemblée générale de ville ou communauté.

## X I X.

EN conséquence, chaque section de l'assemblée générale des citoyens actifs fera parvenir à la maison commune ou maison de ville le recensement de son scrutin particulier, contenant la mention du nombre de suffrages que chaque citoyen nommé aura réunis en sa faveur; & le résultat général de tous ces recensemens sera formé dans la maison commune.

## X X.

CHAQUE section particulière de l'assemblée générale des citoyens actifs pourra envoyer à la maison commune un commissaire pour assister au recensement du scrutin.

## X X I.

CEUX qui , dès le premier scrutin , réuniront la pluralité absolue , c'est-à-dire , la moitié des suffrages & un en sus , seront définitivement élus.

Si au premier tour de scrutin il n'y a pas un nombre suffisant de citoyens élus à la pluralité absolue des voix , on procédera à un second scrutin ; & ceux qui obtiendront cette seconde fois la pluralité absolue seront de même élus définitivement.

Enfin , si le nombre nécessaire n'est pas rempli par les deux premiers scrutins , il en sera fait un troisième & dernier ; & à celui-ci , il suffira pour être élu d'obtenir la pluralité relative des suffrages.

## X X I I.

LES citoyens qui par l'événement du scrutin auront été nommés membres du corps municipal seront proclamés par les officiers municipaux en exercice.

## X X I I I.

DANS les villes où l'assemblée générale des citoyens actifs sera divisée en plusieurs sections , les scrutins de ces diverses sections seront recensés à la maison commune , le plus promptement qu'il sera possible ; en sorte que les scrutins ultérieurs , s'ils se trouvent nécessaires , puissent se faire dès le jour même , & au plus tard le lendemain.

## X X I V.

APRÈS les élections , les citoyens actifs de la communauté ne pourront ni rester assemblés , ni s'assembler de nouveau en corps de commune , sans une convocation expresse ordonnée par le conseil général de la commune , dont il va être parlé ci-après. Ce conseil ne pourra la refuser , si elle est requise par le sixième des citoyens actifs dans les communautés au-dessous de 4,000 âmes , & par 150 citoyens actifs dans toutes les autres communautés.

## X X V.

Les membres des corps municipaux des villes , bourgs , paroisses ou communautés seront au nombre de trois , y compris le maire , lorsque la population sera au-dessous de 500 ames ;

De six , y compris le maire , depuis 500 ames jusqu'à 3,000 ;

De neuf , depuis 3,000 ames jusqu'à 10,000 ;

De douze , depuis 10,000 ames jusqu'à 25,000 ;

De quinze , depuis 25,000 ames jusqu'à 50,000 ;

De dix-huit , depuis 50,000 ames jusqu'à 100,000 ;

De vingt-un , au-dessus de 100,000 ames.

Quant à la ville de Paris , attendu son immense population , elle sera gouvernée par un règlement particulier , qui sera donné par l'assemblée nationale , sur les mêmes bases & d'après les mêmes principes que le règlement général de toutes les municipalités du royaume.

## X X V I.

IL y aura dans chaque municipalité un procureur de la commune , sans voix délibérative ; il sera chargé de défendre les intérêts , & de poursuivre les affaires de la communauté.

## X X V I I.

DANS les villes au-dessus de 10,000 ames , il y aura en outre un substitut du procureur de la commune , lequel , à défaut de celui-ci , exercera ses fonctions.

## X X V I I I.

LE procureur de la commune sera nommé par les citoyens actifs , au scrutin & à la pluralité absolue des suffrages , dans la forme & selon les règles prescrites par l'article XV ci-dessus , pour l'élection du maire.

## X X I X.

LE substitut du procureur de la commune, lorsqu'il y aura lieu d'en nommer un, fera élu de la même manière.

## X X X.

LES citoyens actifs de chaque communauté nommeront par un seul scrutin de liste, & à la pluralité relative des suffrages, un nombre de notables double de celui des membres du corps municipal.

## X X X I.

CES notables formeront avec les membres du corps municipal le conseil général de la commune, & ne seront appelés que pour les affaires importantes, ainsi qu'il sera dit ci-après.

## X X X I I.

IL y aura en chaque municipalité un secrétaire-greffier nommé par le conseil général de la commune. Il prêtera serment de remplir fidèlement ses fonctions, & pourra être changé lorsque le conseil général convoqué à cet effet, l'aura jugé convenable à la majorité des voix.

## X X X I I I.

LE conseil général de la commune pourra aussi, suivant les circonstances, nommer un trésorier, en prenant les précautions nécessaires pour la sûreté des fonds de la communauté. Ce trésorier pourra être changé comme le secrétaire-greffier.

## X X X I V.

CHACQUE corps municipal composé de plus de trois membres fera divisé en conseil & en bureau.

## X X X V.

## X X X V.

LE bureau fera composé du tiers des officiers municipaux , y compris le maire , qui en fera toujours partie ; les deux autres tiers formeront le conseil.

## X X X V I.

LES membres du bureau seront choisis par le corps municipal tous les ans , & pourront être réélus pour une seconde année.

## X X X V I I.

LE bureau fera chargé de tous les soins de l'exécution , & borné à la simple régie. Dans les municipalités réduites à trois membres , l'exécution sera confiée au maire seul.

## X X X V I I I.

LE conseil municipal s'assemblera au moins une fois par mois ; il commencera par arrêter les comptes du bureau , lorsqu'il y aura lieu ; & après cette opération faite , les membres du bureau auront séance & voix délibérative avec ceux du conseil.

## X X X I X.

TOUTES les délibérations nécessaires à l'exercice des fonctions du corps municipal seront prises dans l'assemblée des membres du conseil & du bureau réunis , à l'exception des délibérations relatives à l'arrêté des comptes , qui , comme il vient d'être dit , seront prises par le conseil seul.

## X L.

LA présence des deux tiers au moins des membres du conseil sera nécessaire pour recevoir les comptes du bureau ; & celle de la moitié , plus un , des membres du corps municipal , pour prendre les autres délibérations.

## X L I.

DANS les villes au-dessus de 25,000 ames , l'administration municipale pourra se diviser en sections , à raison de la diversité des matières.

## X L I I.

LES officiers municipaux & les notables seront élus pour deux ans , & renouvelés par moitié chaque année. Le sort déterminera ceux qui devront sortir à l'époque de l'élection qui suivra la première. Quand le nombre sera impair , il sortira alternativement un membre de plus ou un membre de moins.

## X L I I I.

LE maire restera en exercice pendant deux ans ; il pourra être réélu pour deux autres années , mais ensuite il ne sera permis de l'élire de nouveau qu'après un intervalle de deux ans.

## X L I V.

LE procureur de la commune & son substitut conserveront leurs places pendant deux ans , & pourront également être réélus pour deux autres années ; néanmoins à la suite de la première élection , le substitut du procureur de la commune n'exercera ses fonctions qu'une année ; & dans toutes les élections suivantes , le procureur de la commune & son substitut seront remplacés ou réélus alternativement chaque année.

## X L V.

LES assemblées d'élection pour les renouvellemens annuels se tiendront , dans tout le royaume , le dimanche d'après la Saint-Martin , sur la convocation des officiers municipaux.

## X L V I.

Si la place de maire ou de procureur de la commune ,



ou de son substitut, devient vacante par mort, démission ou autrement, il sera convoqué une assemblée extraordinaire des citoyens actifs, pour procéder à une nouvelle élection.

#### X L V I I.

LORSQU'UN membre du conseil municipal viendra à mourir ou donnera sa démission, ou sera destitué ou suspendu de sa place, ou passera dans le bureau municipal, il sera remplacé de droit, pour le temps qui lui restoit à remplir, par celui des notables qui aura réuni le plus de suffrages.

#### X L V I I I.

AVANT d'entrer en exercice, le maire & les autres membres du corps municipal, le procureur de la commune & son substitut, s'il y en a un, prêteront le serment *de maintenir de tout leur pouvoir la constitution du royaume, d'être fidèles à la nation, à la loi & au roi, & de bien remplir leurs fonctions.* Ce serment sera prêté à la prochaine élection devant la commune, & devant le corps municipal aux élections suivantes.

#### X L I X.

LES corps municipaux auront deux espèces de fonctions à remplir : les unes, propres au pouvoir municipal ; les autres, propres à l'administration générale de l'état, & déléguées par elle aux municipalités.

#### L.

LES fonctions propres au pouvoir municipal, sous la surveillance & l'inspection des assemblées administratives, sont :

De régir les biens & revenus communs des villes, bourgs, paroisses & communautés ;

De régler & d'acquitter celles des dépenses locales qui doivent être payées des deniers communs ;

De diriger & faire exécuter les travaux publics qui sont à la charge de la communauté ;

D'administrer les établissemens qui appartiennent à la commune , qui sont entretenus de ses deniers , ou qui sont particulièrement destinés à l'usage des citoyens dont elle est composée ;

De faire jouir les habitans des avantages d'une bonne police , notamment de la propreté , de la salubrité , de la sûreté & de la tranquillité dans les rues , lieux & édifices publics.

### L I.

LES fonctions propres à l'administration générale , qui peuvent être déléguées aux corps municipaux pour les exercer sous l'autorité des assemblées administratives , sont :

La répartition des contributions directes entre les citoyens dont la communauté est composée ;

La perception de ces contributions ;

Le versement de ces contributions dans les caisses de district ou du département ;

La direction immédiate des travaux publics dans le ressort de la municipalité ;

La régie immédiate des établissemens publics destinés à l'utilité générale ;

La surveillance & l'agence nécessaires à la conservation des propriétés publiques ;

L'inspection directe des travaux de réparation ou de reconstruction des églises , presbytères & autres objets relatifs au service du culte religieux.

### L I I.

POUR l'exercice des fonctions propres ou déléguées aux corps municipaux , ils auront le droit de requérir les secours nécessaires des gardes nationales & autres forces publiques , ainsi qu'il sera plus amplement expliqué.

## L I I I.

LE maire & les autres membres du corps municipal, le procureur de la commune & son substitut, ne pourront exercer en même-temps les fonctions municipales & celles de la garde nationale.

## L I V.

LE conseil général de la commune, composé tant des membres du corps municipal que des notables, sera convoqué toutes les fois que l'administration municipale le jugera convenable. Elle ne pourra se dispenser de le convoquer lorsqu'il s'agira de délibérer :

Sur des acquisitions ou aliénations d'immeubles ;

Sur des impositions extraordinaires pour dépenses locales ;

Sur des emprunts ;

Sur des travaux à entreprendre ;

Sur l'emploi du prix des ventes, des remboursemens ou recouvrements ;

Sur les procès à intenter ;

Même sur les procès à soutenir, dans le cas où le fonds du droit sera contesté.

## L V.

LES corps municipaux feront entièrement subordonnés aux administrations de département & de district, pour tout ce qui concernera les fonctions qu'ils auront à exercer par délégation de l'administration générale.

## L V I.

QUANT à l'exercice des fonctions propres au pouvoir municipal, toutes les délibérations pour lesquelles la convocation du conseil général de la commune est nécessaire, suivant l'article LIV ci-dessus, ne pourront être exécutées qu'avec l'approbation de l'administration ou du directoire de département, qui sera donnée, s'il y a lieu, sur l'avis de l'administration ou du directoire de district.

## L V I I.

Tous les comptes de la régie des bureaux municipaux, après qu'ils auront été reçus par le conseil municipal, seront vérifiés par l'administration ou le directoire de district, & arrêtés définitivement par l'administration ou le directoire de département, sur l'avis de celle de district ou de son directoire.

## L V I I I.

DANS toutes les villes au-dessous de 4,000 âmes, les comptes de l'administration municipale, en recette & en dépense, seront imprimés chaque année.

## L I X.

DANS toutes les communautés sans distinction, les citoyens actifs pourront prendre au greffe de la municipalité, sans déplacer & sans frais, communication des comptes, des pièces justificatives & des délibérations du corps municipal, toutes les fois qu'ils le requerront.

## L X.

Si un citoyen croit être personnellement lésé par quelque acte du corps municipal, il pourra exposer ses sujets de plainte à l'administration ou au directoire de département, qui y fera droit sur l'avis de l'administration de district, qui sera chargée de vérifier les faits.

## L X I.

TOUT citoyen actif pourra signer & présenter contre les officiers municipaux la dénonciation des délits d'administration dont il prétendra qu'ils se feroient rendus coupables; mais avant de porter cette dénonciation dans les tribunaux, il sera tenu de la soumettre à l'administration ou au directoire de département, qui, après avoir pris l'avis de l'administration de district ou de son directoire, renverra la dénonciation, s'il y a lieu, devant les juges qui en devront connoître,

## L X I I.

LES citoyens actifs ont le droit de se réunir paisiblement & sans armes en assemblées particulières, pour rédiger des adresses & pétitions, soit au corps municipal, soit aux administrations de département & district, soit au corps législatif, soit au roi, sous la condition de donner avis aux officiers municipaux du temps & du lieu de ces assemblées, & de ne pouvoir députer que dix citoyens pour apporter & présenter ces adresses & pétitions.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes, sous le contre-scel desquelles est attachée une instruction par nous approuvée, ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons signé & fait contresigner cesdites présentes auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'état. A Paris, au mois de décembre, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-neuf, & de notre règne le seizième. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, par le roi, DE SAINT-PRIEST. *Viz* ✕ l'archevêque DE BORDEAUX. Et scellées du sceau de l'état.

---

I N S T R U C T I O N  
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE,  
*Sur la formation des nouvelles Municipalités dans  
toute l'étendue du Royaume.*

Du 14 Décembre 1789.

L'ASSEMBLÉE nationale a décrété, le 12 novembre dernier, qu'il y aura une municipalité dans chaque ville, bourg, paroisse ou communauté de campagne. Elle a arrêté ensuite

des articles qu'elle a réunis dans son décret de ce jour , pour régler la formation & les fonctions de ces municipalités.

Il y a trois parties à distinguer dans ce décret de l'assemblée nationale sur l'organisation des municipalités.

La première concerne la forme d'élire les officiers municipaux.

La seconde concerne la composition des corps municipaux.

La troisième est relative à leurs fonctions.

### §. I.

#### *De la formation des élections.*

Tous les citoyens actifs de chaque lieu ont le droit d'élire.

Les décrets de l'assemblée nationale ont fixé les conditions nécessaires pour être citoyen actif ; celles de ces conditions qui peuvent être exigées pour les prochaines élections sont les suivantes :

- 1°. D'être François ou devenu François ;
- 2°. D'être majeur de vingt-cinq ans ;
- 3°. D'être domicilié de fait dans le lieu au moins depuis un an ;
- 4°. De payer une contribution directe de la valeur locale de trois journées de travail ;
- 5°. De n'être point dans l'état de domesticité, c'est-à-dire, de serviteur à gages.

Les mêmes décrets excluent, outre ceux qui n'ont pas les conditions ci-dessus, les banqueroutiers, les faillis & les débiteurs insolvables.

Ils excluent encore les enfans qui ont reçu & qui retiennent, à quelque titre que ce soit, une portion des biens de leur père mort insolvable, sans avoir payé leur part virile de ses dettes, excepté seulement les enfans mariés qui ont reçu des dots avant la faillite ou l'insolvabilité de leur père notoirement connue.

La part virile des dettes est la portion contributive que chaque enfant auroit été tenu de payer s'il se fût rendu héritier de son père.

Dans tous les lieux où il y a moins de quatre mille habitans, en comptant la population totale en hommes, femmes & enfans, tous les citoyens actifs se réuniront en une seule assemblée, parce que les citoyens actifs ne forment qu'environ le sixième de la population totale; & qu'ainsi sur moins de quatre mille habitans, l'assemblée des citoyens actifs ne s'élèveroit qu'à environ six cent cinquante votans, supposé que tous fussent présens.

Dans les lieux où il y a plus de quatre mille habitans, il faudra former plusieurs assemblées; savoir: deux assemblées depuis quatre mille habitans jusqu'à huit mille; trois depuis huit mille jusqu'à douze mille habitans, & ainsi de suite.

Les inconvéniens des assemblées par métiers, professions ou corporations, ont déterminé l'assemblée nationale à proscrire ces sortes d'assemblées: celles qui vont avoir lieu doivent se faire par quartiers ou arrondissemens. Le premier soin des officiers municipaux actuels doit être de former sans délai ces quartiers ou arrondissemens en nombre égal à celui des assemblées que la population de leur ville obligera d'y former.

Les citoyens actifs de chaque quartier ou arrondissement se réuniront au jour & au lieu indiqués par la convocation. La convocation sera faite huit jours d'avance, tant par publication au prône que par affiches aux portes des églises & aux autres lieux accoutumés. Les assemblées se formeront sous l'inspection d'un citoyen que le corps municipal aura chargé de ce soin pour chaque assemblée.

Aussi-tôt que l'assemblée sera formée, elle nommera son président & son secrétaire au scrutin; il ne sera pas nécessaire, pour consommer cette élection, que la majorité absolue des suffrages soit acquise, c'est-à-dire, qu'un sujet réunisse la moitié des voix, plus une; il suffira de la simple pluralité

relative, c'est-à-dire, que celui-là fera élu qui aura le plus de suffrages comparativement aux autres. Les trois plus anciens d'âge recevront, ouvriront & dépouilleront ces premiers scrutins.

Après la nomination du président & du secrétaire, l'assemblée nommera à-la-fois, & par un seul scrutin, trois scrutateurs chargés d'ouvrir tous les scrutins subséquens, de les dépouiller, de compter les voix & de proclamer les résultats. Les trois plus anciens d'âge recevront encore, ouvriront & dépouilleront le scrutin pour la nomination des trois scrutateurs.

Ce scrutin, pour lequel chaque votant écrira à-la-fois & dans le même billet les noms de trois personnes qu'il nommera pour être scrutateurs, est celui qu'on appelle *scrutin de liste*, par opposition au scrutin appelé *individuel*, par lequel on vote sur chaque sujet séparément, en recommençant autant de scrutins qu'il y a de sujets à élire.

Quand les trois scrutateurs auront été nommés, l'assemblée procédera à la nomination des membres qui devront composer le corps municipal.

Cette nomination sera faite par la voie du *scrutin de liste double*, c'est-à-dire, que les votans écriront à-la-fois & dans un même billet, non-seulement autant de noms qu'il y a de membres à nommer, suivant la population du lieu, mais qu'ils voteront pour un nombre de sujets double de celui des membres à élire, & écriront tous ces noms ensemble dans leur billet.

Les scrutateurs de l'assemblée feront le dépouillement du scrutin, en inscrivant de suite par forme de liste tous les noms sur lesquels les suffrages auront porté, à mesure qu'ils se présenteront par l'ouverture des billets, & en notant à la suite de chaque le nombre de voix que ce nom recevra par chaque nouveau billet dans lequel il se trouvera inscrit.

Quand il n'y aura qu'une seule assemblée dans le lieu, le résultat du scrutin de cette assemblée consommera l'élection.



mais dans les communautés plus nombreuses, où il y aura plusieurs assemblées, l'élection ne sera faite que par le résultat général & additionné de tous les suffrages portés sur chaque nom par tous les scrutins des différentes assemblées. La raison en est que toutes les assemblées particulières de chaque ville ou communauté ne sont que des sections de l'assemblée générale des citoyens de cette ville ou communauté.

Pour connoître ce résultat général de tous les scrutins, chaque assemblée particulière formera dans son sein le dépouillement & le recensement de son scrutin, contenant la mention du nombre de suffrages que chaque citoyen aura obtenus en cette assemblée, & elle fera parvenir ce recensement à la maison commune ou maison de ville. Là, le recensement général de tous les scrutins des assemblées particulières sera fait par les officiers municipaux en exercice, en présence d'un commissaire de chaque assemblée particulière, si elle juge à-propos d'y en envoyer un, comme elle en a le droit; & c'est le résultat général de ce recensement de tous les scrutins particuliers qui déterminera l'élection.

Il y a une différence à remarquer entre la forme d'élire le maire, & celle de nommer les autres officiers municipaux.

Le maire, chef de toute municipalité, soit de ville, soit de campagne, est nommé au scrutin individuel, & ne peut jamais être élu que par la *pluralité absolue* des voix, c'est-à-dire, par la moitié, plus une. Si, lorsqu'on aura été obligé de passer au second tour de scrutin, ce second tour n'a pas encore produit la pluralité absolue en faveur d'un sujet; en ce cas, il faut faire un troisième tour de scrutin, pour voter seulement entre les deux citoyens qui seront nommés & déclarés à l'assemblée avoir réuni le plus de suffrages par le dernier scrutin; & si, à ce troisième scrutin, les suffrages se trouvoient partagés entre les deux citoyens sur lesquels on a voté, alors le plus ancien d'âge sera préféré.

Il n'en est pas de même pour la nomination des autres

officiers municipaux, qui sont élus par scrutin de liste double.

Ceux qui ont obtenu la pluralité absolue au premier tour de scrutin sont définitivement élus.

S'il reste des places à remplir pour lesquelles aucun sujet n'a eu la pluralité absolue, on fait un second tour de scrutin par liste double, du nombre seulement des places qui restent à remplir, & l'élection n'a encore lieu cette seconde fois qu'en faveur de ceux qui obtiennent la pluralité absolue.

Enfin, s'il est nécessaire de passer à un troisième scrutin pour compléter le nombre des membres à élire, ce dernier scrutin se fait de même par une liste double du nombre des places qui restent à remplir; mais la simple pluralité relative des suffrages suffit, cette troisième fois, pour déterminer l'élection.

Aussi-tôt que le résultat du scrutin aura été constaté, les citoyens élus seront proclamés par les officiers municipaux en exercice. Le rang de proclamation sera réglé entre tous les membres élus, à raison du plus ou moins grand nombre de suffrages que chacun d'eux aura obtenus; & en cas d'égalité de suffrages, par l'ancienneté d'âge.

Les citoyens votant en chaque assemblée auront soin de ne porter leurs suffrages que sur des sujets éligibles.

Pour être éligible à l'administration municipale, il faut :

1°. Être membre de la commune à qui la municipalité appartient.

2°. Réunir aux qualités de citoyen actif détaillées ci-dessus la condition de payer une contribution directe plus forte, & qui monte au moins à la valeur locale de dix journées de travail.

Les parens & alliés aux degrés de père & de fils, de beau-père & de gendre, de frère & de beau-frère, d'oncle & de neveu, ne peuvent être en même-temps membres du même corps municipal.

Les citoyens qui occupent des places de judicature, & ceux qui sont chargés de la perception des impôts indirects,

ne sont point éligibles , tant qu'ils exercent ces fonctions réputées incompatibles avec celles de la municipalité.

Ceux des officiers municipaux actuels que leurs concitoyens jugeront dignes de la continuation de leur confiance pourront être nommés à la prochaine élection.

Il sera bien essentiel d'observer exactement les deux dispositions suivantes , indispensables pour garantir la sûreté & la fidélité des élections.

La première est que , dans toutes les communautés où il y aura plusieurs assemblées particulières , elles soient toutes convoquées pour le même jour & à la même heure.

La seconde est que , les scrutins de ces assemblées particulières soient recensés à la maison commune , sans aucun délai ; de manière que s'il devient nécessaire de passer à un nouveau tour de scrutin , il puisse y être procédé par les assemblées particulières dès le jour même , ou au plus tard le lendemain.

L'unique objet des assemblées convoquées pour élire étant de faire les élections , les citoyens actifs ne peuvent point rester assemblés après les élections finies. Le président de chaque assemblée particulière doit la dissoudre & déclarer la séance levée , aussi-tôt que toutes les nominations auront été faites & proclamées.

Les citoyens actifs ne pourront point s'assembler de nouveau en corps de commune , dans l'intervalle d'une élection à l'autre , sans une convocation expresse ordonnée par le conseil général de la commune ; mais cette convocation extraordinaire ne pourra pas être refusée lorsqu'elle sera requise par le sixième des citoyens actifs dans les communautés au-dessus de quatre mille âmes , & par cent cinquante citoyens actifs dans toutes les autres communautés.

Ces dispositions concilient par un juste tempérament ce que la constitution doit d'une part à la liberté des individus & au légitime exercice de leurs droits , avec ce qu'elle doit d'autre part au maintien de l'ordre & de la tranquillité publique.

## §. I I.

*De la composition des Corps municipaux.*

TOUTES les municipalités du royaume, soit de ville, soit de campagne, étant de même nature & sur la même ligne dans l'ordre de la constitution, porteront le titre commun de *municipalité*, & le chef de chacune d'elles, celui de *maire*. Toute autre dénomination, soit pour les corps municipaux, soit pour leurs chefs, est abolie.

Le nombre des membres dont chaque municipalité doit être composée a été réglé, par le décret de l'assemblée nationale, à raison de la population des lieux. Il sera toujours facile de s'y conformer exactement, après que le nombre des habitans de chaque ville, bourg & paroisse ou commune, aura été soigneusement constaté.

C'est la population totale en hommes, femmes & enfans, & non pas les seuls citoyens actifs qu'il faut compter pour reconnoître le nombre des officiers municipaux qui doivent composer la municipalité de chaque lieu.

Il y aura un procureur de la commune en chaque municipalité, soit de ville, soit de campagne, & de plus un substitut du procureur de la commune dans tous les lieux où la population excèdera dix mille ames.

Le procureur de la commune sera nommé en même-temps que les autres officiers municipaux, & par les mêmes assemblées de citoyens actifs. Son élection sera faite par la voie du scrutin individuel, dans la même forme & suivant les mêmes règles établies pour l'élection du maire.

Le substitut du procureur de la commune sera élu de même.

Il sera encore nécessaire de nommer en chaque municipalité un nombre de notables double de celui des membres du corps municipal; de manière qu'où il y aura trois officiers municipaux, c'est-à-dire, trois membres du corps municipal, il faudra six notables; qu'il en faudra douze où il y aura six officiers municipaux, & ainsi de suite.

L'élection des notables sera faite par un seul scrutin de liste, & à la simple pluralité relative des suffrages.

Ces notables, lorsqu'ils seront réunis aux membres du corps municipal, dans les cas fixés par le décret de l'assemblée nationale, formeront le conseil général de la commune.

Il y aura en chaque municipalité un secrétaire-greffier, qui sera choisi & nommé à la majorité des voix, non par les assemblées des citoyens actifs, mais par le conseil général de la commune.

Le secrétaire-greffier pourra être changé lorsque le conseil général de la commune le jugera convenable.

Enfin, il pourra être nommé un trésorier si le conseil général de la commune le trouve nécessaire. Cette nomination sera faite par le conseil général, dans la même forme que celle du secrétaire-greffier; le trésorier pourra être également changé.

Le maire présidera les assemblées, tant du conseil général de la commune que du corps municipal & du bureau. Les autres officiers municipaux auront rang & séance selon l'ordre dans lequel ils auront été proclamés lors de leur élection. Dans le cas d'absence du maire, celui des autres officiers municipaux qui aura été proclamé le premier le remplacera & présidera à sa place.

Le procureur de la commune aura séance à toutes les assemblées, tant du conseil général de la commune que du corps municipal & du bureau, & sera entendu sur tous les objets mis en délibération, quoiqu'il n'ait pas voix délibérative. Il sera placé à un bureau particulier.

Dans les municipalités où il y aura un substitut du procureur de la commune, ce substitut aura le même droit de séance à toutes les assemblées municipales. Il se placera au même bureau particulier, soit que le procureur de la commune soit présent, soit qu'il soit absent; mais le substitut ne pourra parler qu'en l'absence du procureur de la commune.

Le maire, les autres membres du corps municipal, les notables, le procureur de la commune & son substitut seront élus pour deux ans, mais avec les distinctions suivantes.

Le maire restera en fonctions pendant les deux premières années ; il pourra être continué, mais par une nouvelle élection, pour deux autres années seulement.

Le procureur de la commune restera aussi en fonctions pendant les deux premières années ; mais le substitut qui sera nommé à la prochaine élection n'exercera ses fonctions qu'une seule année ; ensuite ils seront remplacés alternativement chaque année, & pourront être réélus de même chacun pour deux autres années seulement.

Enfin, les autres membres du corps municipal & les notables seront renouvelés tous les ans par moitié ; la première fois au sort, à la fin de la première année, ensuite à tour d'ancienneté : ainsi, une partie des officiers municipaux & des notables nommés à la prochaine élection n'aura qu'une année d'exercice ; cette année d'exercice ne sera pas même complète pour ceux qui sortiront au premier renouvellement, puisqu'il aura lieu le premier dimanche d'après la Saint-Martin 1790.

Comme il est nécessaire, lorsque le nombre sera impair, qu'il sorte alternativement un membre de plus & un de moins chaque année, il faudra faire sortir un membre de moins à la fin de la première année.

Il faut remarquer encore les différences suivantes dans les remplacements.

Aussi-tôt que les places de maire, de procureur de la commune & de substitut de ce dernier viendront à vaquer dans le cours de l'année, par quelque cause que ce soit, il sera nécessaire de convoquer extraordinairement les citoyens actifs pour procéder à une nouvelle élection.

Si c'est une place de membre du conseil municipal qui devient vacante, il sera inutile de convoquer les citoyens actifs ;

actifs ; mais celui des notables qui aura réuni le plus de suffrages remplacera le membre manquant du conseil municipal.

Enfin , s'il vaque une place de notable , elle ne sera remplie qu'à l'époque de l'élection annuelle pour les renouvellemens ordinaires.

### §. I I I.

#### *Des fonctions des Corps municipaux.*

LE maire , les autres membres du corps municipal , le procureur de la commune & son substitut , dans les lieux où il y en aura un , ne pourront entrer en exercice de leurs places qu'après avoir prêté le serment de *maintenir de tout leur pouvoir la constitution du royaume , d'être fidèles à la nation , à la loi & au roi , & de bien remplir leurs fonctions.*

C'est devant la commune elle-même que ce serment doit être prêté la première fois , c'est-à-dire , par les officiers municipaux qui vont être nommés à la prochaine élection. Les citoyens actifs seront avertis à cet effet , par les présidens des assemblées d'élection , de se rendre à la maison commune après l'élection finie.

A l'avenir , le même serment sera prêté devant le corps municipal.

Les membres des corps municipaux auront soin de se bien pénétrer de la distinction des deux espèces de fonctions appartenant à des pouvoirs de nature très-différente qu'ils auront à remplir.

C'est par leur exactitude à se renfermer dans les bornes de ces fonctions , & à reconnoître la subordination qui leur est prescrite pour celles de chaque espèce , qu'ils prouveront leur attachement à la constitution & leur zèle pour le bien du service. L'objet essentiel de la constitution étant de définir & de séparer les différens pouvoirs , l'atteinte la plus

funeste qui puisse être portée à l'ordre constitutionnel seroit celle de la confusion des fonctions, qui détruiroit l'harmonie des pouvoirs.

Les officiers municipaux se convaincront aisément que toutes les fonctions détaillées dans l'article LI, intéressant la nation en corps & l'uniformité du régime général, excèdent les droits & les intérêts particuliers de leur commune ; qu'ils ne peuvent pas exercer ces fonctions en qualité de simples représentans de leur commune, mais seulement en celle de préposés & d'agens de l'administration générale ; & qu'ainsi, pour toutes ces fonctions qui leur seront déléguées par un pouvoir différent & supérieur, il est juste qu'ils soient entièrement subordonnés à l'autorité des administrations de département & de district.

Il n'en est pas de même des autres fonctions énoncées en l'article L. Ces fonctions sont propres au pouvoir municipal, parce qu'elles intéressent directement & particulièrement chaque commune que la municipalité représente. Les membres des municipalités ont le droit propre & personnel de délibérer & d'agir en tout ce qui concerne ces fonctions vraiment municipales. La constitution les soumet, seulement dans cette partie, à la surveillance & à l'inspection des corps administratifs, parce qu'il importe à la grande communauté nationale que toutes les communes particulières qui en sont les élémens soient bien administrées ; qu'aucun dépositaire de pouvoirs n'abuse de ce dépôt, & que tous les particuliers qui se prétendent lésés par l'administration municipale puissent obtenir le redressement des griefs dont ils se plaindront.

La surveillance des corps administratifs sur les municipalités aura lieu principalement dans les quatre cas suivans.

Premièrement, pour la vérification des comptes de la régie des bureaux municipaux. Ces comptes, lorsqu'ils auront été reçus par le conseil municipal, seront soumis à l'administration ou au directoire de district qui les vérifiera, & les fera parvenir ensuite avec son avis à l'administration de département ou à son directoire : celle-ci ou son directoire les arrêtera définitivement.



Secondement , pour l'autorisation des délibérations qui feront prises sur les objets d'une importance majeure , détaillés en l'article LIV , & pour lesquels la convocation du conseil général de la commune est nécessaire , ces délibérations ne pourront être exécutées qu'après qu'elles auront reçu l'approbation de l'administration de département , ou de son directoire , qui la donnera , s'il y a lieu , sur l'avis de l'administration ou du directoire de district.

Troisièmement , lorsqu'un citoyen se croira fondé à se plaindre personnellement de quelques actes du corps municipal , l'administration du département ou son directoire fera droit sur sa plainte , après avoir pris l'avis de l'administration ou du directoire de district , qu'elle chargera de vérifier les faits exposés.

Quatrièmement , lorsqu'un citoyen actif , sans articuler des griefs qui lui soient personnels , voudra dénoncer les officiers municipaux comme coupables de délits d'administration ; en ce cas , la dénonciation devra être préalablement soumise à l'administration ou au directoire de département , qui , après avoir fait vérifier les faits par l'administration de district , & avoir pris l'avis de cette dernière , renverra la poursuite , s'il y a lieu , devant les juges qui en devront connoître.

Les corps municipaux composés de plus de trois membres seront divisés en *conseil* & en *bureau*. Le bureau sera formé du tiers des officiers municipaux , y compris le maire , qui en fera toujours partie ; les deux autres tiers formeront le conseil.

Le bureau seul sera chargé de tous les détails d'exécution & des actes de simple régie.

Le conseil seul formera la séance , lorsqu'il s'agira d'examiner & de recevoir les comptes de la gestion du bureau. La présence des deux tiers au moins des membres du conseil sera nécessaire pour la réception de ces comptes.

Le conseil & le bureau se réuniront pour prendre toutes les autres délibérations relatives à l'exercice des fonctions

du corps municipal; & la présence de la moitié, plus un; des officiers municipaux, sera nécessaire pour former un arrêté.

Enfin, le corps municipal se formera en conseil général de la commune, par l'adjonction des notables, toutes les fois qu'il le jugera convenable, & nécessairement lorsqu'il s'agira de délibérer sur les objets détaillés en l'article LIV.

Les officiers municipaux devront être attentifs à discerner, entre ces diverses espèces d'assemblées ou de séances, celle à laquelle chaque nature d'affaire doit être traitée; car leurs opérations seroient défectueuses & nulles, s'ils avoient arrêté en simple bureau ce qui devoit l'être en conseil ou corps municipal, ou s'ils délibéroient en simple conseil municipal, lorsqu'ils doivent se former en conseil général de la commune.

Dans les municipalités qui ne sont composées que de trois membres, le maire sera chargé seul des détails de simple exécution, & tous les membres se réuniront pour les actes de régie. Le compte de cette régie commune des officiers municipaux sera rendu aux notables, vérifié ensuite par l'administration ou le directoire de district, & arrêté définitivement par l'assemblée ou le directoire de département.

Lorsque les municipalités seront composées de plus de trois membres, c'est le corps municipal qui élira lui-même le tiers de ses membres destiné à former le bureau. Cette élection sera renouvelée tous les ans, mais les membres du bureau pourront être réélus une fois pour une seconde année.

Enfin, dans les villes dont la population excèdera vingt-cinq mille âmes, le corps municipal pourra se diviser en sections, à raison de la diversité des parties d'administration, afin que chaque section puisse être chargée plus particulièrement du soin de sa partie; mais elle sera toujours tenue de soumettre les objets de délibération à l'assemblée générale du corps municipal.

Tous les citoyens actifs du royaume sont appelés à poser dans leurs municipalités les fondemens de la régénération de l'empire. En recueillant ce premier fruit de la constitution,

ils se prépareront à l'établissement des assemblées administratives de département & de district, qui suivra immédiatement. La nation reconnoîtra que ses représentans se sont attachés à consacrer tous les principes qui peuvent assurer l'exercice le plus étendu du droit de cité, l'égalité entre les électeurs, la sûreté & la liberté des choix, la prompte transmission des places & des fonctions, principes sur lesquels reposent la liberté publique & l'égalité politique des citoyens. Tous sentiront que la jouissance de ces biens précieux est attachée à l'esprit de concorde, & aux sentimens patriotiques nécessaires pour accélérer l'exécution des décrets constitutionnels. Ces sentimens, exprimés d'une manière si touchante dans toutes les adresses des villes & des communes du royaume à l'assemblée nationale, sont ceux d'un peuple raisonnable & bon, qui sent le prix de la liberté & qui, digne d'en jouir, n'a plus d'efforts pénibles à faire pour s'en assurer la possession; il ne lui reste qu'à consommer avec courage & tranquillité ce que son roi & ses représentans, unis par les mêmes vues & tendant au même but, lui présentent pour base de la prospérité nationale & du bonheur des particuliers.

*Approuvé par le roi.*

*Signé LOUIS. Et plus bas, DE SAINT-PRIEST.*

## LETTRES PATENTES DU ROI,

*Sur un décret de l'Assemblée nationale, concernant  
les Délits qui se commettent dans les Forêts &  
Bois.*

Données à Paris , au mois de Décembre 1789.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir ; SALUT. L'assemblée nationale, considérant qu'il importe non-seulement à l'état, mais à tous les habitans du royaume, de veiller à la conservation & de maintenir le respect dû à toutes les propriétés, & notamment celle des bois, objet de premier soin ; avertie par l'administration des eaux & forêts, des délits multipliés qui se commettent jour & nuit par des particuliers, & même avec armes & par attroupemens, soit dans les forêts royales, soit dans les bois des ecclésiastiques, des communautés d'habitans, & de tous les particuliers du royaume, ainsi que sur les arbres plantés sur les bords des chemins ; justement effrayée des suites funestes que de tels délits doivent nécessairement entraîner pour la génération actuelle & pour celles à venir, par la disette des bois que des siècles peuvent à peine régénérer, a décrété, le 11 de ce mois, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

1°. Les forêts, bois & arbres sont mis sous la sauvegarde de la nation & de la loi, comme sous la nôtre & sous celle des tribunaux, des assemblées administratives, municipalités, communes & gardes nationales, qui sont expressément déclarés conservateurs desdits objets, sans préjudice

des titres, droits & usages des communautés & des particuliers, ainsi que des dispositions des ordonnances sur le fait des eaux & forêts.

2°. Défenses sont faites à toutes communautés d'habitans, sous prétexte de droit de propriété, d'usurpation, & sous autre quelconque, de se mettre en possession par voie de fait d'aucuns des bois, pâturages, terres vagues & vaines dont elles n'auroient pas la possession réelle au 4 août dernier, sauf auxdites communautés à se pourvoir par les voies de droit contre les usurpations dont elles croiroient avoir droit de se plaindre.

3°. Toutes coupes, dégâts, vols & délits commis dans lesdits bois, forêts, sur les arbres des chemins & lieux publics, dans les plantations & pépinières, seront poursuivis contre les prévenus, & punis sur les coupables des peines portées par l'ordonnance des eaux & forêts & autres loix du royaume.

4°. Défenses sont faites à toute personne de débiter, vendre ou acheter en fraude des bois coupés en délit, sous peine, contre les vendeurs & acheteurs frauduleux, d'être poursuivis suivant la rigueur des ordonnances. Voulons que par les gardes des bois, maréchaussées & huissiers sur ce requis, la faisie desdits bois coupés en délit soit faite; mais la perquisition desdits bois ne pourra l'être qu'en présence d'un officier municipal, qui ne pourra s'y refuser.

5°. Enjoignons au ministère public de poursuivre les délits; aurifons en conséquence les maîtrises des eaux & forêts, & tous autres juges, à se faire prêter main-forte pour l'exécution de leurs ordonnances, jugemens & saisies, par les municipalités, gardes nationales & autres troupes, pour arrêter, désarmer & repousser les délinquans dans lesdites forêts & bois, à peine, en cas de refus desdites municipalités requises, d'en répondre en leur propre & privé nom.

6°. Autorifons tous lefdits juges & municipalités à faire constituer prifonniers tous ceux qui feront trouvés *en flagrant délit*, tant de jour que de nuit.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux ordinaires, corps adminiftratifs, maîtrifes des eaux & forêts & municipalités, que les présentes ils faffent transcrire fur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs refforts & départemens refpectifs, notamment dans les lieux qui avoifinent les forêts & bois, & exécuter comme loi du royaume. Ordonnons pareillement que ces présentes feront lues au prône de toutes les paroiffes dans toute l'étendue du royaume. En foi de quoi nous avons figné & fait contrefigner cefdites présentes, auxquelles nous avons fait appofer le fceau de l'état. A Paris, au mois de décembre, l'an de grâce mil fept cent quatre-vingt-neuf, & de notre règne le feizième. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, par le roi, DE SAINT-PRIEST. Et fcellées du fceau de l'état.

## LETTRES PATENTES DU ROI;

*Sur le décret de l'Assemblée nationale, pour l'admission des non-Catholiques dans l'Administration & dans tous les Emplois civils & militaires.*

Données à Paris, au mois de Décembre 1789.

LOUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir ; SALUT. L'assemblée nationale, sans entendre rien préjuger relativement aux Juifs, sur l'état desquels elle se réserve de prononcer, & sans qu'il puisse être opposé à l'éligibilité d'aucun citoyen d'autres motifs d'exclusion que ceux qui résultent des décrets constitutionnels, a décrété le 24 de ce mois, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

1.<sup>o</sup> Les non-catholiques qui auront d'ailleurs rempli toutes les conditions prescrites dans les précédens décrets de l'assemblée nationale que nous avons acceptés, pour être électeurs & éligibles, pourront être élus dans tous les degrés d'administration, sans exception.

2.<sup>o</sup> Les non-catholiques sont capables de tous les emplois civils & militaires, comme les autres citoyens.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons signé & fait contresigner cesdites présentes, auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'état. A Paris, au mois de décembre, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-neuf, & de notre règne le seizième. Signé LOUIS. Et plus bas, par le roi, DE SAINT-PRIEST. Visa, ✕ L'ARCHEVÊQUE DE BORDEAUX. Et scellées du sceau de l'état.

## LETTRES PATENTES DU ROI,

*Sur le décret de l'Assemblée nationale concernant les  
Corfés fugitifs.*

Données à Paris, le 2 Décembre 1789.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir ;  
SALUT. L'assemblée nationale a décrété, le 30 novembre 1789, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

Les Corfés qui, après avoir combattu pour la défense de leur liberté, se sont expatriés par l'effet & les suites de la conquête de l'île de Corfée, & qui cependant ne sont coupables d'aucuns délits déterminés par la loi, ne pourront être troublés dans la faculté de rentrer dans leur pays pour y exercer tous leurs droits de citoyens François.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que ces présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons signé & fait contresigner cesdites présentes, auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'état. A Paris, le deuxième jour du mois de décembre, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-neuf, & de notre règne le seizième. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, par le roi, LA TOUR-DU-PIN. Et scellées du sceau de l'état.



## LETTRES PATENTES DU ROI,

*Sur un décret provisoire de l'Assemblée nationale,  
concernant les Municipalités.*

Données à Paris, le 3 Décembre 1789.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous ceux qui ces présentes lettres verront; SALUT. L'assemblée nationale a décrété par provision, le 2 de ce mois, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

LES officiers municipaux actuellement en exercice dans toutes les villes & communautés du royaume, & même les corps, bureaux ou comités qui ont été établis par les communes ou les municipalités, pour administrer seuls ou conjointement avec les officiers municipaux, continueront d'exercer les fonctions dont ils sont en possession; & il ne sera, nonobstant tout usage ou règlement contraire, procédé à aucune élection nouvelle, jusqu'à l'établissement qui va se faire incessamment des municipalités, dont l'organisation est presque achevée.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons signé & fait contresigner cesdites présentes, auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'état. A Paris, le troisième jour du mois de décembre, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-neuf, & de notre règne le seizième. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, par le roi, DE SAINT-PRIEST. Et scellées du sceau de l'état.

## LETTRES PATENTES DU ROI,

*Qui prorogent jusqu'au premier Janvier 1791 le délai prescrit par l'article XXI de l'édit du mois de Novembre 1787.*

Données à Paris, le 13 Décembre 1789.

*Registrées en parlement, en vacations, le 29 Décembre audit an.*

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous ceux qui ces présentes lettres verront ; SALUT. Par les articles XXI, XXII & XXIII de notre édit du mois de novembre 1787, nous avons accordé à aucuns de nos sujets, ou étrangers habitans de notre royaume, & qui ne professent pas la religion catholique, le terme & espace d'une année, à compter du jour de la publication & enregistrement de notre dit édit dans les cours dans le ressort desquelles ils seroient domiciliés, pour se conformer en ce qui les concerne aux formalités qui y sont prescrites, & jouir en conséquence du bénéfice résultant des dispositions y contenues; mais ayant été avertis qu'un grand nombre d'entr'eux n'avoit pu y satisfaire, nous avons, par notre déclaration du 21 janvier de la présente année, prorogé jusqu'au premier janvier 1790 le terme précédemment fixé; nous sommes informés qu'il en reste encore plusieurs qui sont alarmés de voir arriver l'époque déterminée par ladite déclaration, & nous avons cru qu'il étoit de notre justice d'y pourvoir. A CES CAUSES, & autres à ce nous mouvant, de l'avis de notre conseil, nous avons prorogé, & par ces présentes signées de notre main, prorogeons jusqu'au premier janvier 1791 le délai prescrit par l'article XXI de notre dit édit du mois de novembre 1787.

Mandons à nos amés & féaux conseillers les gens tenant notre cour de parlement à Paris, de faire lire les présentes, publier & registrer, même en temps de vacations, & le contenu en icelles garder, observer & exécuter selon leur forme & teneur. En foi de quoi nous avons signé & fait contresigner ces présentes, auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'état. A Paris, le treizième jour de décembre, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-neuf, & de notre règne le seizième. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, par le roi, DE SAINT-PRIEST. Et scellées du sceau de l'état.

*Registrées, ouï, & ce requérant Pierre de Laurencel, sous-doyen des substituts du procureur général du roi, pour être exécutées selon leur forme & teneur, imprimées, lues, publiées & affichées par-tout où besoin sera; & copies collationnées desdites lettres patentes envoyées aux bailliages & sénéchaussées du ressort, pour y être pareillement enregistrées, lues, publiées & affichées. Enjoint aux substituts du procureur général du roi esdits sièges d'y tenir la main & d'en certifier la cour dans le mois, à la charge de réitérer le présent enregistrement à la rentrée de la cour, suivant l'arrêt de ce jour. A Paris, en vacations, le vingt-neuf décembre mil sept cent quatre-vingt-neuf.*

Signé DUFRAINC,

## LETTRES PATENTES DU ROI,

*Sur le décret de l'Assemblée nationale , du 12  
Décembre 1789 , concernant la perception en  
Bretagne des impositions & des droits connus  
dans cette province sous le nom de Devoirs ,  
Impôts, Billots & droits y joints.*

Données à Paris , le 16 Décembre 1789.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous ceux qui ces présentes lettres verront ; SALUT. L'assemblée nationale, instruite que les anciens états de Bretagne ont donné aux commissions intermédiaires, pour l'administration de la province, des pouvoirs qui doivent expirer le 31 décembre présent mois, & n'ont prorogé que jusqu'à cette époque la régie des impôts connus en Bretagne sous le nom de *devoirs, impôts, billots & droits y joints* ; considérant que le travail de l'organisation des municipalités & des assemblées de département sera incessamment terminé ; que néanmoins il est presque impossible que les assemblées de département soient réunies & en activité le 31 de ce mois ;

Qu'il est par conséquent nécessaire de veiller à ce que la province de Bretagne ne soit pas sans administration, & à ce que la perception de ses impôts ne soit pas interrompue, a décrété le 12 de ce mois, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

## A R T I C L E P R E M I E R.

LES commissaires intermédiaires nommés par les anciens états de Bretagne continueront leurs fonctions jusqu'à ce que

les assemblées administratives soient réunies , & qu'elles puissent établir le régime d'administration fixé par la constitution ; les commissaires veilleront aux affaires de la province de Bretagne : leur continuons à cet égard tous les pouvoirs nécessaires.

I I.

LES commissaires additionnels nommés par la délibération du 16 février pour concourir à l'administration , sous notre bon plaisir , se réuniront dans tous les évêchés aux autres commissaires actuellement en exercice ; & comme il n'y a plus de distinction d'ordres en France , les ordonnances des commissions seront valables , & auront leur exécution dès qu'elles auront été prises en commissions , & seront souscrites de trois commissaires indistinctement , tous réglemens contraires demeurant abrogés.

I I I.

LES DITS commissaires intermédiaires procéderont à la confection des rôles d'impositions de 1790 , par un seul & même rôle , sur toutes personnes indistinctement pour les impôts personnels , & de même sur tous les biens-fonds pour les impositions réelles ; ils procéderont pareillement à la confection du rôle supplétif sur les ci-devant privilégiés , ordonné par nos déclaration & lettres patentes des 27 septembre & 29 novembre derniers , pour les six derniers mois de 1789.

I V.

LE trésorier des états de la province de Bretagne payera , comme au passé , les arrérages des rentes constituées sur les états , les appointemens & même les gratifications ordinaires accordées aux commis de leur administration & à leurs ingénieurs , les ordonnances pour paiement des travaux faits & à faire en la présente année pour le compte de la province ; & tous autres payemens pour traitemens , pensions & gratifications , demeureront suspendus jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné.

## V.

Tous les octrois des villes de Bretagne continueront d'être perçus comme au passé, jusqu'à ce qu'il ait été par nous statué à cet égard, en conséquence du décret de l'assemblée nationale, mais sans aucun privilège, exemption ni distinction.

## V I.

La régie des impôts connus sous le nom de *devoirs, impôts, billots & autres y joints*, sera prorogée pour un an, à compter du premier janvier prochain, pour être faite ainsi & de la même manière qu'en 1789, par les régisseurs actuels, suivant le renouvellement de leur soumission, sans nouvelle prestation de serment des commis, aux exceptions seulement ci-après :

1.<sup>o</sup> L'eau-de-vie sera distribuée à toutes personnes indistinctement au bureau de la régie, & en telle quantité qu'elles le désireront, à raison de cinquante sous le pot, faisant deux pintes *mesure du roi* ; personne ne pourra acheter de l'eau-de-vie ni en pièces, ni en bouteilles, ailleurs qu'auxdits bureaux de la régie, ni en introduire en Bretagne, *si ce n'est* pour le commerce maritime ou *en transit*. Ceux qui fabriquent des eaux-de-vie pourront en destiner à leur usage les quantités qu'ils jugeront convenables en les déclarant aux bureaux de la régie, & en payant, lors de leurs déclarations, le droit de vingt sous par pot. Payeront également les marchands grossiers le droit de vingt sous par pot d'eau-de-vie employée à leur consommation seulement ; & en cas qu'ils veuillent cesser le commerce d'eau-de-vie, sera tenu le régisseur de prendre leurs reliquats au prix marchand, au moment qu'ils auront fait leurs déclarations.

2.<sup>o</sup> Sans rien changer aux dispositions de l'article LXI du bail des anciens états de Bretagne, les liqueurs étrangères introduites dans la province pour y être consommées seront assujetties à un droit unique de quarante sous par pot, lors de leur entrée en cette province. Il n'en sera introduit qu'en vertu des permis des directeurs, qui les délivreront sans frais, & ne pourront en refuser à personne.

3.<sup>o</sup> L'article LXXIX du bail des anciens états de Bretagne est supprimé, en ce qu'il a de contraire aux précédens décrets de l'assemblée nationale que nous avons sanctionnés.

4.<sup>o</sup> Aucun individu, aucune ville ou communauté ne pourront à l'avenir prétendre droit de banc & étanche; ce privilège demeure supprimé sans exception, sauf indemnité, s'il y a lieu, & ainsi qu'il sera vu appartenir.

5.<sup>o</sup> Les exemptions de devoir, ci-devant accordées par l'article XXXIII du bail, aux concierges & buvriers de divers tribunaux & de la chancellerie, sont également supprimées.

MANDONS à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités de notre province de Bretagne, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons signé & fait contresigner cesdites présentes, auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'état. A Paris, le seizième jour du mois de décembre, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-neuf, & de notre règne le seizième. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, par le roi, DE SAINT-PRIEST. Et scellées du sceau de l'état.

## LETTRES PATENTES DU ROI,

*Sur le décret de l'Assemblée nationale, du 17 décembre 1789; concernant les formes & modes de répartition à l'égard des Taillables de la province de Champagne, pour les Impositions ordinaires de 1790, & de ceux des Provinces de Taille personnelle & mixte, où les départemens de ladite année 1790 ne sont pas encore faits.*

Données à Paris, le 19 Décembre 1789.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous ceux qui ces présentes lettres verront ; SALUT. L'assemblée nationale a décrété, le 17 de ce mois, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

Tous les taillables de la province de Champagne où les rôles ne sont pas faits seront assujettis, pour l'année 1790, aux mêmes formes & aux mêmes modes de répartition fixés pour les ci-devant privilégiés, par le décret du 28 novembre dernier, concernant les impositions à asséoir au lieu de la situation des biens.

Cette disposition aura lieu pour toutes les provinces de taille personnelle & mixte où les départemens ne sont pas encore faits.

**M**ANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent



transcrire sur leurs registres , lire , publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs , & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons signé & fait contresigner cesdites présentes , auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'état. A Paris , le dix-neuvième jour du mois de décembre , l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-dix , & de notre règne le seizième. *Signé* LOUIS. *Et plus bas* , par le roi , DE SAINT-PRIEST. Vu au conseil , LAMBERT. Et scellées du sceau de l'état.

## PROCLAMATION DU ROI,

*Sur l'imposition des Biens privilégiés en Languedoc.*

Du 27 Décembre 1789.

LE Roi ayant sanctionné, par sa déclaration du 27 septembre dernier, le décret de l'assemblée nationale du 26 du même mois, portant, entre autres dispositions, que les rôles des impositions de la présente année 1789 & des années antérieures arriérées seront acquittés en entier, & que pour les six derniers mois de 1789 il sera fait dans chaque communauté un rôle de supplément sur tous les privilégiés qui possèdent des biens en franchise réelle ou personnelle; sa majesté s'est en même-temps réservé de faire, pour l'exécution dudit décret, les dispositions nécessaires relativement aux divers régimes & modes d'imposition suivis jusqu'à ce jour dans les différentes provinces du royaume. Et sa majesté étant informée que, pour procéder en Languedoc à l'imposition des biens ci-devant privilégiés, il faudroit ajouter au compoix de chaque communauté lesdits biens privilégiés, en les faisant arpenter & estimer par des experts, pour régler la mesure de l'imposition par un allivrement proportionné à celui des autres fonds de chaque communauté; mais que la procédure pour parvenir à l'allivrement par experts entraîneroit des lenteurs & des frais considérables qu'il importe d'éviter, autant pour l'intérêt des communautés que pour la célérité des recouvrements; sa majesté considérant, d'un autre côté, que le vœu énoncé le 30 janvier dernier par les membres réunis du clergé & de la noblesse, de contribuer à toutes les impositions de la province sans aucune différence dans la quotité de l'imposition proportionnelle des biens nobles, ecclésiastiques & laïques, donnoit l'assurance qu'on pouvoit s'en rapporter aux

déclarations des détenteurs desdits biens nobles & ecclésiastiques, sans recourir à la voie dispendieuse de l'arpentage & estimation par experts, le roi, en conséquence, a ordonné & ordonne ce qui suit :

#### A R T I C L E P R E M I E R.

LES rôles des impositions de toute nature de l'année présente 1789 seront exécutés & acquittés en entier dans les termes prescrits par les réglemens, & toutes les sommes non encore recouvrées sur les rôles des années antérieures à 1789, dont les termes sont déjà expirés, seront de même acquittées par les contribuables en retard. Ordonne sa majesté aux collecteurs préposés & receveurs particuliers des tailles de faire à cet effet toutes les diligences & poursuites nécessaires, dans la forme prescrite par les réglemens ; fait défenses à toutes personnes de troubler dans leurs fonctions lesdits collecteurs & receveurs particuliers des tailles, ainsi que les porteurs de contraintes par eux employés, sous peine de devenir responsables en leur propre & privé nom du retard de la perception ; & d'être poursuivies aux termes des ordonnances. Enjoint sa majesté aux commissaires & syndics des diocèses, aux officiers municipaux, aux tribunaux & juges des impositions de la province, de prêter ou faire prêter auxdits collecteurs & receveurs particuliers des tailles toute aide, concours & assistance nécessaire, même de requérir mainforte s'il en est besoin.

#### I I.

POUR établir en Languedoc l'imposition proportionnelle des biens ci-devant privilégiés, tant pour les six derniers mois 1789 que pour l'année 1790, tous les propriétaires & détenteurs desdits biens seront tenus provisoirement, avant le premier mars prochain, de faire & remettre aux consuls de leur communauté une déclaration exacte & sincère de la quantité & qualité desdits biens, & de leur produit annuel en

cens , rentes , champarts , dixmes seigneuriales ou ecclésiastiques, & autres droits dépendant desdits biens, en rapportant à l'appui de leur déclaration les baux , terriers , levoirs & autres titres justificatifs.

## I I I.

FAUTE par les détenteurs des biens privilégiés de faire leur déclaration dans le délai prescrit , ou s'ils refusoient de rapporter les titres justificatifs de leur déclaration , il sera procédé à l'arpentage & à l'estimation par experts desdits biens , en la forme usitée dans la province , & aux frais desdits détenteurs , contre lesquels il sera délivré exécutoire pour le payement desdits frais.

## I V.

LORSQUE les détenteurs des biens privilégiés auront fait & remis leur déclaration , le conseil politique de chaque communauté nommera des commissaires en nombre suffisant , pour , conjointement avec les consuls , le procureur du roi , le syndic & le greffier consulaire , lesquels pourront se faire assister , s'il en est besoin , d'un expert calculateur , fixer l'allivrement que devra supporter chaque nature de biens , au prorata de l'allivrement des biens non privilégiés de même nature & produit , compris au compoix de la communauté.

## V.

LADITE fixation servira à former le rôle de supplément pour les six derniers mois 1789 , sur les biens privilégiés de chaque communauté , lequel sera envoyé , avec les déclarations des propriétaires & les estimations des commissaires & experts calculateurs , aux syndics de chaque diocèse , à l'effet d'être par eux rédigé de nouveaux rôles adressés aux syndics généraux de la province , qui les remettront à la commission des vingtièmes , pour être arrêté par elle un rôle général de moins

imposé pour 1790, sur les seuls biens ruraux & au *pro rata* de la contribution desdits biens; en défalquant néanmoins sur la masse qui doit former le moins imposé la portion des vingtièmes qui, suivant l'usage de la province a été rejetée sur la taille, & imposée avec elle sur les biens ruraux pour les six derniers mois 1789.

## V I.

SERA au surplus la déclaration du roi, du 27 septembre dernier, portant sanction du décret de l'assemblée nationale, exécutée selon sa forme & teneur, pour les rôles des impositions de 1790, dans lesquels les ci-devant privilégiés seront cotisés avec les autres contribuables dans la même proportion & la même forme, à raison de toutes leurs propriétés, exploitations & autres facultés. A Paris, le vingt-sept décembre mil sept cent quatre-vingt-neuf. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*,  
DE SAINT-PRIEST.

## LETTRES PATENTES DU ROI,

*Sur un décret de l'Assemblée nationale, portant que les Officiers municipaux qui vont être élus exerceront par provision les fonctions de la Juridiction contentieuse & volontaire, dans les Provinces où ils étoient en possession de les exercer.*

Données à Paris, le 30 Décembre 1789.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous ceux qui ces présentes lettres verront; SALUT. L'assemblée nationale a décrété le 28 de ce mois, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

DANS les provinces où les officiers municipaux sont en possession d'exercer des fonctions de la juridiction contentieuse ou volontaire, ceux qui vont être élus exerceront par provision les mêmes fonctions comme par le passé, jusqu'à la nouvelle organisation de l'ordre judiciaire.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons signé & fait contresigner cesdites présentes, auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'état. A Paris, le trentième jour du mois de décembre, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-neuf, & de notre règne le seizième. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, par le roi, DE SAINT-PRIEST. Et scellées du sceau de l'état.

## LETTRES PATENTES DU ROI,

*Sur le décret de l'Assemblée nationale, du 26, Décembre 1789, portant qu'il sera accordé un délai de deux mois pour faire les déclarations prescrites par le décret du 6 Octobre dernier, concernant la Contribution patriotique, & que la liste des noms des Contribuables patriotes, & des sommes qu'ils se seront soumis à payer sera imprimée.*

Données à Paris, le 30 Décembre 1789.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous ceux qui ces présentes lettres verront ; SALUT. L'assemblée nationale, considérant que les circonstances publiques & particulières, les variations que doit opérer dans les revenus l'heureuse révolution qui va réunir & régénérer les François, l'inaction de la plupart des municipalités, les doutes qui ont pu s'élever sur l'esprit & sur l'extension de la loi, ont dû retarder les déclarations prescrites par son décret du 6 octobre dernier ; qu'un nouveau délai est sollicité par les raisons les plus légitimes ; qu'il importe sur-tout que les premiers actes de ces municipalités, qui vont être pour les peuples les gages & les garans de la liberté, de la sécurité, de toutes les prospérités publiques & particulières, ne soient pas des actes de rigueur, mais de confiance & de patriotisme, a décrété le 26 de ce mois, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

## A R T I C L E P R E M I E R.

IL sera accordé un délai de deux mois, à dater du jour de la publication du présent décret, pour faire les déclarations prescrites par le décret du 6 octobre dernier ; & ce nouveau délai expiré, les municipalités appelleront tous ceux qui seront en retard.

## I I.

LA liste des noms des contribuables patriotes sera imprimée, avec la liste des sommes qu'ils se seront soumis à payer.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons signé & fait contresigner celdites présentes, auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'état. A Paris, le trentième jour du mois de décembre, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-neuf, & de notre règne le treizième. *Signe* LOUIS. *Et plus bas*, par le roi, DE SAINT-PRIEST. Et scellées du sceau de l'état.



## LETTRES PATENTES DU ROI,

*Sur le décret de l'Assemblée nationale, concernant le Jugement des contestations relatives à la perception ou au recouvrement des Impositions de la ville de Paris, de 1789 & années antérieures.*

Données à Paris, le 31 Décembre 1789.

LOUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle, de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous ceux qui ces présentes lettres verront ; SALUT. L'assemblée nationale, d'après le rapport fait au nom de son comité des finances, d'une demande formée par le maire & les officiers municipaux de la ville de Paris, au nom de la commune, relativement à la perception des impositions de 1789, & à la répartition prochaine de 1790, a jugé convenable de ne prononcer dans ce moment que sur la connoissance des contestations relatives à la répartition ou au recouvrement de 1789 & années antérieures; en conséquence, elle a décrété, le 15 de ce mois, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

Les contestations qui ont pu ou pourront s'élever sur les impositions de 1789 ou années antérieures seront jugées provisoirement & sans frais par le comité composé des conseillers-administrateurs de la ville de Paris au département des impositions, présidé par le maire de Paris, ou, en son absence, par le lieutenant de maire; & ce même comité surveillera le recouvrement des impositions de ladite année 1789, ainsi que des années antérieures.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux & à la muni-

cipalité de Paris, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons signé & fait contresigner ces présentes, auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'état. A Paris, le trente unième jour du mois de décembre, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-neuf, & de notre règne le seizième. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, par le roi, DE SAINT-PRIEST. Vu au conseil, LAMBERT. Et scellées du sceau de l'état.

## LETTRES PATENTES DU ROI,

*Sur un décret de l'Assemblée nationale, pour la constitution des Assemblées primaires & des Assemblées administratives.*

Données à Paris, au mois de Janvier 1790.

LOUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir ; SALUT. L'assemblée nationale a décrété le 22 du mois dernier, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

## A R T I C L E P R E M I E R.

IL fera fait une nouvelle division du royaume en *départemens*, tant pour la représentation que pour l'administration. Ces départemens seront au nombre de soixante - quinze à quatre-vingt-cinq.

## I I.

CHAQUE département sera divisé en *districts*, dont le nombre, qui ne pourra être ni au-dessous de trois, ni au-dessus de neuf, sera réglé par l'assemblée nationale, suivant le besoin & la convenance du département, après avoir entendu les députés des provinces.

## I I I.

CHAQUE district sera partagé en divisions appelées *cantons*, d'environ quatre lieues carrées (lieues communes de France).

## I V.

LA nomination des repréſentans à l'Assemblée nationale ſera faite par départemens.

## V.

IL ſera établi au chef-lieu de chaque département une aſſemblée administrative ſupérieure, ſous le titre d'*administration de département*.

## V I.

IL ſera également établi au chef-lieu de chaque diſtrict une aſſemblée administrative inférieure, ſous le titre d'*administration de diſtrict*.

## V I I.

IL y aura une municipalité en chaque ville, bourg, paroiſſe ou communauté de campagne.

## V I I I.

LES repréſentans nommés à l'*aſſemblée nationale* par les départemens ne pourront pas être regardés comme les repréſentans d'un département particulier, mais comme les repréſentans de la totalité des départemens, c'eſt-à-dire, de la nation entière.

## I X.

LES membres nommés à l'*administration de département* ne pourront être regardés que comme les repréſentans du département entier, & non d'aucun diſtrict en particulier.

## X.

LES membres nommés à l'*administration de diſtrict* ne pourront être regardés que comme les repréſentans de la totalité du diſtrict, & non d'aucun canton en particulier.

## X I.

AINSI, les membres des administrations de district & de département, & les représentans à l'assemblée nationale, ne pourront jamais être révoqués, & leur destitution ne pourra être que la suite d'une forfaiture jugée.

## X I I.

LES assemblées primaires, dont il va être parlé, celles des électeurs des administrations de département, des administrations de district & des municipalités, seront juges de la validité des titres de ceux qui prétendront y être admis.

## S E C T I O N P R E M I È R E.

*De la formation des Assemblées pour l'élection des Représentans à l'Assemblée nationale.*

## A R T I C L E P R E M I E R.

Tous les citoyens qui auront le droit de voter se réuniront, non en assemblées de paroisse ou de communauté, mais en assemblées primaires par cantons.

## I I.

LES citoyens actifs, c'est-à-dire, ceux qui réuniront les qualités qui vont être détaillées ci-après, auront seuls le droit de voter, & de se réunir pour former dans les cantons des assemblées primaires.

## I I I.

LES qualités nécessaires pour être citoyen actif sont, 1.<sup>o</sup> d'être François ou devenu François; 2.<sup>o</sup> d'être majeur de vingt-cinq ans accomplis; 3.<sup>o</sup> d'être domicilié de fait dans le canton au moins depuis un an; 4.<sup>o</sup> de payer une contribution

directe de la valeur locale de trois journées de travail ; 5.<sup>o</sup> de notre point dans l'état de domesticité, c'est-à-dire, de serviteur à gages.

#### I V.

LES assemblées primaires formeront un tableau des citoyens de chaque canton, & y inscriront chaque année, dans un jour marqué, tous ceux qui auront atteint l'âge de vingt-un ans, après leur avoir fait prêter serment de fidélité à la constitution, aux loix de l'état & au roi : nul ne pourra être électeur & ne sera éligible dans les assemblées primaires, lorsqu'il aura accompli sa vingt-cinquième année, s'il n'a été inscrit sur ce tableau civique.

#### V.

AUCUN banqueroutier, failli ou débiteur insolvable ne pourra être admis dans les assemblées primaires, ni devenir ou rester membre, soit de l'assemblée nationale, soit des assemblées administratives, soit des municipalités.

#### V I.

IL en fera de même des enfans qui auront reçu & qui retiendront, à quelque titre que ce soit, une portion des biens de leur père mort insolvable, sans payer leur part virile de ses dettes ; excepté seulement les enfans mariés & qui auront reçu des dots avant la faillite de leur père, ou avant son insolvabilité entièrement connue.

#### V I I.

CEUX qui, étant dans l'un des cas d'exclusion ci-dessus, seront cessés la cause de cette exclusion en payant leurs créanciers, ou en acquittant leur portion virile des dettes de leur père, rentreront dans les droits de citoyen actif, pourront être électeurs, & seront éligibles, s'ils réunissent les conditions prescrites.

#### V I I I.

## V I I I.

IL sera dressé en chaque municipalité un tableau des citoyens actifs, avec désignation des éligibles. Ce tableau ne comprendra que les citoyens qui réuniront les conditions ci-dessus prescrites, qui rapporteront l'acte de leur inscription civique, aux termes de l'article IV, & qui depuis l'âge de vingt-cinq ans auront prêté publiquement à l'administration de district, entre les mains de celui qui présidera, le serment *de maintenir de tout leur pouvoir la constitution du royaume, d'être fidèles à la nation, à la loi & au roi, & de remplir avec zèle & courage les fonctions civiles & politiques qui leur seront confiées.*

## I X.

NUL citoyen ne pourra exercer son droit de citoyen actif dans plus d'un endroit; & dans aucune assemblée, personne ne pourra se faire représenter par un autre.

## X.

IL n'y a plus en France de distinction d'ordre; en conséquence, pour la formation des assemblées primaires, les citoyens actifs se réuniront sans aucune distinction, de quelque état & condition qu'ils soient.

## X I.

IL y aura au moins une assemblée primaire en chaque canton.

## X I I.

LORSQUE le nombre des citoyens actifs d'un canton ne s'élèvera pas à neuf cents, il n'y aura qu'une assemblée en ce canton; mais dès le nombre de neuf cents, il s'en formera deux de quatre cent cinquante chacune au moins.

## X I I I.

CHAQUE assemblée tendra toujours à se former, autant qu'il sera possible, au nombre de six cents, de telle sorte néanmoins que s'il y a plusieurs assemblées dans ce canton, la moins nombreuse soit au moins de quatre cent cinquante.

Ainsi, au-delà de neuf cents, mais avant mille cinquante, il ne pourra y avoir une assemblée complete de six cents, puisque la seconde auròit moins de quatre cent cinquante.

Dès le nombre de mille cinquante & au-delà, la première assemblée fera de six cents, & la deuxième de quatre cent cinquante ou plus.

Si le nombre s'élève à quatorze cents, il n'y en aura que deux, une de six cents & l'autre de huit cents; mais à quinze cents il s'en formera trois, une de six cents & deux de quatre cent cinquante, ainsi de suite, suivant le nombre de citoyens actifs de chaque canton.

## X I V.

DANS les villes de quatre mille ames & au-dessous, il n'y aura qu'une assemblée primaire; il y en aura deux dans celles qui auront quatre mille ames jusqu'à huit mille; trois dans celles de huit mille ames jusqu'à douze mille, & ainsi de suite. Ces assemblées seront formées par quartiers ou arrondissemens.

## X V.

CHAQUE assemblée primaire, aussi-tôt qu'elle sera formée, élira son président & son secrétaire au scrutin individuel & à la pluralité absolue des voix; jusque-là, le doyen d'âge tiendra la séance; les trois plus anciens d'âge après le doyen recueilleront & dépouilleront le scrutin en présence de l'assemblée.



## X V I.

IL fera procédé ensuite en un seul scrutin de liste simple à la nomination de trois scrutateurs, qui recevront & dépouilleront les scrutins subséquens : celui-ci fera encore recueilli & dépouillé par les trois plus anciens d'âge.

## X V I I.

LES assemblées primaires nommeront un électeur à raison de cent citoyens actifs, présens ou non présens à l'assemblée, mais ayant droit d'y voter ; en sorte que jusqu'à cent cinquante citoyens actifs, il sera nommé un électeur, & qu'il en sera nommé deux depuis cent cinquante-un citoyens actifs jusqu'à deux cent cinquante, & ainsi de suite.

## X V I I I.

CHAQUE assemblée primaire choisira les électeurs qu'elle aura droit de nommer, dans tous les citoyens éligibles du canton.

## X I X.

POUR être éligible dans les assemblées primaires, il faudra réunir aux qualités de citoyen actif ci-dessus détaillées la condition de payer une contribution directe plus forte, & qui se monte au moins à la valeur locale de dix journées de travail.

## X X.

LES électeurs seront choisis par les assemblées primaires, en un seul scrutin de liste double du nombre des électeurs qu'il s'agira de nommer.

## X X I.

IL n'y aura qu'un seul degré d'élection intermédiaire entre les assemblées primaires & l'assemblée nationale.

## X X I I.

Tous les électeurs nommés par les assemblées primaires de chaque département se réuniront, sans distinction d'état ni de condition, en une seule assemblée, pour élire ensemble les représentans à l'assemblée nationale.

## X X I I I.

CETTE assemblée de tous les électeurs de département se tiendra alternativement dans les chef-lieux des différens districts de chaque département.

## X X I V.

AUSSI-TÔT que l'assemblée des électeurs sera formée, elle élira son président, son secrétaire & trois scrutateurs, en la forme prescrite par les articles XVII & XVIII ci-dessus pour les assemblées primaires.

## X X V.

LES représentans à l'assemblée nationale seront élus au scrutin individuel, & à la pluralité absolue des suffrages.

Si le premier scrutin recueilli pour chaque représentant qu'il s'agit de nommer ne détermine pas l'élection par la pluralité absolue, il sera procédé à un second scrutin.

Si ce second scrutin ne donne pas encore la pluralité absolue, il sera procédé à un troisième entre les deux citoyens seulement qui seront reconnus par les scrutateurs, & annoncés à l'assemblée avoir obtenu le plus grand nombre de suffrages.

Enfin, si à ce troisième scrutin les suffrages étoient partagés, le plus ancien d'âge seroit préféré.

## X X V I.

LE nombre des représentans qui composeront l'assemblée nationale sera égal au nombre des départemens du royaume multipliés par neuf.

## X X V I I.

LE nombre de représentans à nommer à l'assemblée nationale sera distribué entre tous les départemens du royaume, selon les trois proportions du territoire, de la population & de la contribution directe.

## X X V I I I.

LE premier tiers du nombre total des représentans formant l'assemblée nationale sera attaché au territoire, & chaque département nommera également trois représentans de cette classe.

## X X I X.

LE second tiers sera attribué à la population. La somme totale de la population du royaume sera divisée en autant de parts que ce second tiers donnera de représentans ; & chaque département nommera autant de représentans de cette seconde classe qu'il contiendra de parts de population.

## X X X.

LE dernier tiers sera attribué à la contribution directe. La masse entière de la contribution directe du royaume sera divisée en autant de parts qu'il y aura de représentans dans ce dernier tiers ; & chaque département nommera autant de représentans de cette troisième classe qu'il payera de parts de contribution directe.

## X X X I.

LES représentans à l'assemblée nationale, élus par chaque assemblée de département, ne pourront être choisis que parmi les citoyens éligibles du département.

## X X X I I.

POUR être éligible à l'assemblée nationale, il faudra payer

une contribution directe équivalente à la valeur d'un marc d'argent, & en outre avoir une propriété foncière quelconque.

### XXXIII.

LES électeurs nommeront par scrutin de liste double, à la pluralité relative des suffrages, un nombre de suppléans égal au tiers de celui des représentans à l'assemblée nationale, pour remplacer ceux-ci, en cas de mort ou de démission.

### XXXIV.

L'ACTE d'élection sera le seul titre des fonctions des représentans de la nation ; la liberté de leurs suffrages ne pouvant être gênée par aucun mandat particulier, les assemblées primaires & celles des électeurs adresseront directement au corps législatif les pétitions & instructions qu'elles voudront lui faire parvenir.

### XXXV.

LES assemblées primaires & les assemblées d'élection ne pourront, après les élections finies, ni continuer leurs séances, ni les reprendre jusqu'à l'époque des élections suivantes.

## S E C T I O N I I.

### *De la formation & de l'organisation des Assemblées administratives.*

#### A R T I C L E P R E M I E R.

IL n'y aura qu'un seul degré d'élection intermédiaire entre les assemblées primaires & les assemblées administratives.

### I I.

APRÈS avoir nommé les représentans à l'assemblée nationale, les mêmes électeurs éliront en chaque département

les membres qui , au nombre de trente-six, composeront l'*administration de département*.

## I I I.

LES électeurs de chaque district se réuniront ensuite au chef-lieu de leur district, & y nommeront les membres qui, au nombre de douze, composeront l'*administration de district*.

## I V.

LES membres de l'*administration de département* seront choisis parmi les citoyens éligibles de tous les districts du département, de manière cependant qu'il y ait toujours dans cette administration deux membres au moins de chaque district.

## V.

LES membres de l'*administration de district* seront choisis parmi les citoyens éligibles de tous les cantons du district.

## V I.

POUR être éligible aux administrations de département & de district, il faudra réunir aux conditions requises pour être citoyens actif celle de payer une contribution directe plus forte, & qui se monte au moins à la valeur locale de dix journées de travail.

## V I I.

CEUX qui seront employés à la levée des impositions indirectes, tant qu'elles subsisteront, ne pourront être en même-temps membres des administrations de département & de district.

## V I I I.

LES membres des corps municipaux ne pourront être en même temps membres des administrations de département & de district.

## I X.

LES membres des administrations de district ne pourront être en même - temps membres des administrations de département.

## X.

LES citoyens qui rempliront les places de judicature & qui auront les conditions d'éligibilité prescrites pourront être membres des administrations de département & de district , mais ne pourront être nommés aux directoires dont il sera parlé ci-après.

## X I.

LES membres des administrations de département & de district seront choisis par les électeurs, en trois scrutins de liste double. A chaque scrutin , ceux qui auront la pluralité absolue seront élus définitivement , & le nombre de ceux qui resteront à nommer au troisième scrutin sera rempli à la pluralité relative.

## X I I.

CHAQUE administration , soit de département , soit de district , sera permanente , & les membres en seront renouvelés par moitié tous les deux ans ; la première fois au sort , après les deux premières années d'exercice , & ensuite à tour d'ancienneté.

## X I I I.

LES membres des administrations seront ainsi en fonctions pendant quatre ans , à l'exception de ceux qui sortiront par le premier renouvellement au sort , après les deux premières années.

## X I V.

EN chaque administration de département il y aura un procureur-

procureur-général-syndic, & en chaque administration de district un procureur-syndic. Ils seront nommés au scrutin individuel & à la pluralité absolue des suffrages, en même-temps que les membres de chaque administration, & par les mêmes électeurs.

## X V.

LE procureur-général-syndic de département & les procureurs-syndics des districts, seront quatre ans en place, & pourront être continués par une nouvelle élection pour quatre autres années; mais ensuite ils ne pourront être réélus qu'après un intervalle de quatre années.

## X V I.

LES membres des administrations de département & de district en nommant ceux des directoires, comme il sera dit ci-après, choisiront & désigneront celui des membres des directoires qui devra remplacer momentanément le procureur-général-syndic, ou le procureur-syndic, en cas d'absence, de maladie ou autre empêchement.

## X V I I.

LES procureurs-généraux-syndics & les procureurs-syndics auront séance aux assemblées générales des administrations sans voix délibérative; mais il ne pourra y être fait aucuns rapports sans qu'ils en aient eu communication, ni être pris aucune délibération sur ces rapports sans qu'ils aient été entendus.

## X V I I I.

ILS auront de même séance aux directoires avec voix consultative, & seront au surplus chargés de la suite de toutes les affaires.

## X I X.

LES administrations, soit de département, soit de district ; nommeront leur président & leur secrétaire au scrutin individuel & à la pluralité absolue des suffrages. Le secrétaire pourra être changé, lorsque l'administration le trouvera convenable.

## X X.

CHAQUE administration de département sera divisée en deux sections ; l'une, sous le titre de *conseil de département* ; l'autre, sous celui de *directoire de département*.

## X X I.

LE conseil de département tiendra annuellement une session, pour fixer les règles de chaque partie de l'administration, ordonner les travaux & les dépenses générales du département, & recevoir le compte de la gestion du directoire. La première session pourra être de six semaines, & celle des années suivantes d'un mois au plus.

## X X I I.

LE directoire de département sera toujours en activité pour l'expédition des affaires, & rendra tous les ans au conseil de département le compte de sa gestion, qui sera publié par la voie de l'impression.

## X X I I I.

LES membres de chaque administration de département éliront, à la fin de leur première session, huit d'entr'eux pour composer le directoire ; ils les renouvelleront tous les deux ans par moitié. Le président de l'administration de département pourra assister & aura droit de présider à toutes les séances du directoire, qui pourra néanmoins se choisir un vice-président.



## X X I V.

A l'ouverture de chaque session annuelle, le conseil de département commencera par entendre, recevoir & arrêter le compte de la gestion du directoire; ensuite les membres du directoire prendront séance & auront voix délibérative avec ceux du conseil.

## X X V.

CHAQUE administration de district sera divisée de même en deux sections; l'une, sous le titre de *conseil de district*; l'autre, sous celui de *directoire de district*; & ce directoire sera composé de quatre membres.

## X X V I.

LE président de l'administration de district pourra de même assister, & aura droit de présider au directoire de district. Ce directoire pourra également se choisir un vice-président.

## X X V I I.

TOUT ce qui est prescrit par les articles XXII, XXIII & XXIV ci-dessus, pour les fonctions, la forme d'élection & de renouvellement, le droit de séance & de voix délibérative des membres du directoire de département, aura lieu de même pour ceux des directoires de district.

## X X V I I I.

LES administrations & les directoires de district seront entièrement subordonnés aux administrations & directoires de département.

## X X I X.

LES conseils de district ne pourront tenir leur session annuelle que pendant quinze jours au plus, & l'ouverture de cette session précédera d'un mois celle du conseil de département.

## X X X.

LES conseils de district ne pourront s'occuper que de préparer les demandes à faire & les matières à soumettre à l'administration de département pour l'intérêt du district, de disposer les moyens d'exécution, & de recevoir les comptes de la gestion de leur directoire.

## X X X I.

LES directoires de district seront chargés de l'exécution dans le ressort de leur district, sous la direction & l'autorité de l'administration de département & de son directoire, & ils ne pourront faire exécuter aucuns arrêtés du conseil de district, en matière d'administration générale, s'ils n'ont été approuvés par l'administration de département.

## S E C T I O N I I I.

*Des fonctions des Assemblées administratives.*

## A R T I C L E P R E M I E R.

LES administrations de département seront chargées, sous l'inspection du corps législatif, & en vertu de ses décrets:

1.<sup>o</sup> De répartir toutes les contributions directes imposées à chaque département. Cette répartition sera faite par les administrations de département entre les districts de leur ressort, & par les administrations de district entre les municipalités.

2.<sup>o</sup> D'ordonner & de faire faire suivant les formes qui seront établies les rôles d'assiette & de cotisation entre les contribuables de chaque municipalité.

3.<sup>o</sup> De régler & de surveiller tout ce qui concerne, tant la perception & le versement du produit de ces contributions, que le service & les fonctions des agens qui en seront chargés.

4.<sup>o</sup> D'ordonner & de faire exécuter le payement des dépenses qui seront assignées en chaque département sur le produit des mêmes contributions.

## II.

LES administrations de département seront encore chargées, sous l'autorité & l'inspection du roi, comme chef suprême de la nation & de l'administration générale du royaume, de toutes les parties de cette administration, notamment de celles qui sont relatives :

1.<sup>o</sup> Au soulagement des pauvres & à la police des mendiants & vagabonds.

2.<sup>o</sup> A l'inspection & à l'amélioration du régime des hôpitaux, hôtels-dieu, établissemens & ateliers de charité, prisons, maisons d'arrêt & de correction.

3.<sup>o</sup> A la surveillance de l'éducation publique & de l'enseignement politique & moral.

4.<sup>o</sup> A la manutention & à l'emploi des fonds destinés en chaque département, à l'encouragement de l'agriculture, de l'industrie, & à toute espèce de bienfaisance publique.

5.<sup>o</sup> A la conservation des propriétés publiques.

6.<sup>o</sup> A celle des forêts, rivières, chemins & autres choses communes.

7.<sup>o</sup> A la direction & confection des travaux pour la confection des routes, canaux & autres ouvrages publics autorisés dans le département.

8.<sup>o</sup> A l'entretien, réparation & reconstruction des églises, presbytères & autres objets nécessaires au service du culte religieux.

9.<sup>o</sup> Au maintien de la salubrité, de la sûreté & de la tranquillité publiques.

10.<sup>o</sup> Enfin, au service & à l'emploi des milices ou gardes nationales, ainsi qu'il sera réglé par des décrets particuliers par nous sanctionnés ou acceptés.

## I I I.

LES administrations de district ne participeront à toutes ces fonctions, dans le ressort de chaque district, que sous l'autorité interposée des administrations de département.

## I V.

LES administrations de département & de district feront toujours tenues de se conformer, dans l'exercice de toutes ces fonctions, aux règles établies par la constitution, & aux décrets des législatures par nous sanctionnés.

## V.

LES délibérations des assemblées administratives de département, sur tous les objets qui intéresseront le régime de l'administration générale du royaume, ou sur des entreprises nouvelles & des travaux extraordinaires, ne pourront être exécutées qu'après avoir reçu notre approbation. Quant à l'expédition des affaires particulières & de tout ce qui s'exécute en vertu de délibérations déjà approuvées, notre autorisation spéciale ne fera pas nécessaire.

## V I.

LES administrations de département & de district ne pourront établir aucun impôt, pour quelque cause & sous quelque dénomination que ce soit, en répartir aucun au-delà des sommes & du temps fixés par le corps législatif, ni faire aucun emprunt sans y être autorisées par lui, sauf à pourvoir à l'établissement des moyens propres à leur procurer les fonds nécessaires au paiement des dettes & des dépenses locales, & aux besoins imprévus & urgens.

## V I I.

ELLES ne pourront être troublées dans l'exercice de leurs fonctions administratives par aucun acte du pouvoir judiciaire.

## VIII.

Du jour où les administrations de département & de district seront formées, les états provinciaux, les assemblées provinciales & les assemblées inférieures qui existent actuellement demeureront supprimés & cesseront entièrement leurs fonctions.

## IX.

IL n'y aura aucun intermédiaire entre les administrations de département & le pouvoir exécutif suprême. Les commissaires départis, intendans & leurs subdélégués, cesseront toutes fonctions aussi-tôt que les administrations de département seront entrées en activité.

## X.

DANS les provinces qui ont eu jusqu'à présent une administration commune, & qui sont divisées en plusieurs départemens, chaque administration de département nommera deux commissaires qui se réuniront pour faire ensemble la liquidation des dettes contractées sous le régime précédent, pour établir la répartition de ces dettes entre les différentes parties de la province, & pour mettre à fin les anciennes affaires. Le compte en sera rendu à une assemblée formée de quatre autres commissaires nommés, par chaque administration de département.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes, sous le contre-scel desquelles est attachée une instruction par nous approuvée, ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons signé & fait contresigner cesdites présentes, auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'état. A Paris, au mois de janvier, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-dix, & de notre règne le seizième. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, par le roi, DE SAINT-PRIEST. *Visa* ✠ L'ARCHEVÊQUE DE BORDEAUX. Et scellées du sceau de l'état.

# INSTRUCTION

## DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE;

*Sur la formation des Assemblées représentatives & des Corps administratifs.*

Du 8 Janvier 1790.

LE décret de l'assemblée nationale, du 22 décembre 1789, sur la formation des assemblées représentatives & des corps administratifs est divisé en quatre parties.

Les douze premiers articles contiennent les dispositions fondamentales de la nouvelle organisation du royaume en départemens, en districts & en cantons, & quelques règles communes à la double représentation élevée sur cette nouvelle organisation; savoir, la représentation nationale dans le corps législatif, & la représentation des citoyens de chaque département dans les corps administratifs.

La première section du décret établit les principes & les formes des élections. Les assemblées d'élection sont de deux espèces: les premières, appelées primaires; sont celles dans lesquelles tous les citoyens actifs se réuniront pour nommer des électeurs; les secondes sont celles des électeurs qui auront été nommés par les assemblées primaires.

Les vingt-un premiers articles de cette section traitent des assemblées primaires, qui sont les mêmes, c'est-à-dire, qui sont formées de la même manière & qui servent également pour parvenir à la nomination, soit des représentans dans le corps législatif, soit des administrateurs de département & de district.

Les quatorze articles suivans de la même section ne concernent que les assemblées des électeurs, lorsqu'il s'agit de nommer les représentans au corps législatif, & prescrivent les formes à suivre pour l'élection de ces représentans.

La seconde section du décret traite de la formation & de l'organisation des corps administratifs dans les départemens & dans les districts.

Les onze premiers articles de cette section sont relatifs aux assemblées des électeurs, lorsqu'il s'agit de nommer les membres de ces corps administratifs.

Les vingt derniers articles expliquent de quelle manière les corps administratifs doivent être composés, organisés & renouvelés.

Enfin, la troisième section du décret traite de la nature des pouvoirs & de l'étendue des fonctions des corps administratifs.

## §. I.

### *Observations sur les premiers articles du Décret.*

Tous les François sont frères & ne composent qu'une famille; ils vont concourir de toutes les parties du royaume à la formation de leurs loix: les règles & les effets de leur gouvernement vont être les mêmes dans tous les lieux. La nouvelle division du territoire commun détruit toute disproportion sensible dans la représentation, & toute inégalité d'avantages & de désavantages politiques. Cette division étoit désirable sous plusieurs rapports civils & moraux; mais surtout elle est nécessaire pour fonder solidement la constitution & pour en garantir la stabilité: que de motifs pour tous les bons citoyens d'en accélérer l'exécution!

Les élections à faire pour composer la prochaine législature qui remplacera l'assemblée nationale actuelle, & celles qui sont nécessaires en ce moment même pour la formation des corps administratifs, qui feront disparaître les derniers

vestiges du régime ancien, dépendent absolument de la prompte organisation des départemens en districts, & des districts en cantons.

L'assemblée nationale a fait à cet égard tout ce qui étoit nécessaire pour faciliter les opérations locales & pour en hâter le succès. Elle a fixé les chef-lieux des départemens & des districts, avec cette modification, que l'assemblée des électeurs qui nommeront les représentans au corps législatif sera tenue alternativement dans les chef-lieux de tous les districts : elle a même laissé la faculté d'alterner ainsi entre certaines villes du même département pour la session du corps administratif, si les citoyens du département le trouvent convenable.

L'assemblée nationale a encore tracé les limites de chaque département & de chaque district, telles qu'elles ont paru convenables au premier apperçu. Si les détails de l'exécution font découvrir le besoin ou la convenance de quelques changemens à cette démarcation, il est difficile que les motifs en soient assez pressans pour que les divisions indiquées par l'assemblée nationale ne puissent pas être suivies, au moins instantanément, pour la première tenue des assemblées qui vont être convoquées, & dont rien ne pourroit autoriser un plus long retardement.

Cette exécution préalable ne nuira point aux représentations de ceux qui se croiront fondés à en faire. Les corps administratifs, une fois formés & établis en chaque département et en chaque district, deviendront les juges naturels de ces convenances locales. Ils feront, de concert entr'eux, toutes les rectifications dont leurs limites respectives se trouveront susceptibles pour concilier l'intérêt des particuliers avec le bien général; & s'il arrivoit qu'ils ne pussent pas s'accorder sur quelques-unes, l'assemblée nationale les règlera sur les mémoires qu'ils lui feront parvenir.

Il seroit bien désirable que la division des cantons pût se faire incessamment en chaque district; mais elle n'est pas essentiellement nécessaire à la formation des prochaines assemblées. Dans les départemens où cette division n'aura pu être



fixée par l'assemblée nationale, après avoir entendu les députés du pays, elle sera provisoirement suivie pour les premières élections seulement. Dans les départemens où elle n'aura pas pu être faite par l'assemblée nationale, il suffira de former des réunions de paroisses voisines, en composant chaque aggrégation d'un plus ou moins grand nombre de paroisses, suivant les forces de leur population, de manière que chaque aggrégation fournisse un nombre de citoyens actifs suffisant pour former une assemblée primaire, & approchant le plus près qu'il sera possible du nombre de six cents.

L'assemblée nationale invite les membres des municipalités de chaque paroisse à seconder de tout leur zèle cette réunion des communautés contiguës, que le voisinage, l'état de la population & les autres convenances locales, appelleront à s'aggréger pour composer ensemble une assemblée primaire.

### §. II.

#### *Eclaircissemens sur les vingt-un premiers articles de la section première du Décret concernant les Assemblées primaires.*

LORSQU'IL s'agira de nommer des représentans à l'assemblée nationale, ou lorsqu'il s'agira de composer & de renouveler les corps administratifs, les citoyens ne se réuniront pas par assemblées de paroisse ou de communauté, comme celles qui ont lieu pour la formation des municipalités, mais par assemblées primaires dans les cantons, ou de la manière qui vient d'être expliquée pour les prochaines élections dans les districts où les cantons ne seront pas encore formés. Les véritables élémens de la représentation nationale ne seront pas ainsi dans les municipalités, mais dans les assemblées primaires des cantons.

La principale raison qui a déterminé l'assemblée nationale à préférer les assemblées primaires par cantons aux simples assemblées par paroisse ou communauté, est que les premières, étant plus nombreuses, déconcertent mieux les intrigues,

détruisent l'esprit de corporation , affoiblissent l'influence du crédit local , & par-là assurent davantage la liberté des élections. Les citoyens des campagnes ne regretteront pas la peine légère d'un très-petit déplacement , en considérant qu'ils acquièrent à ce prix une plus grande indépendance dans l'exercice de leur droit de voter.

Les citoyens actifs auront seuls le droit de se réunir pour former dans les cantons les assemblées primaires.

Chaque assemblée aura le droit de vérifier & de juger la validité des titres de ceux qui se présenteront pour y être admis , & n'y recevra que les personnes qui réuniront toutes les conditions requises pour être citoyen actif.

Ces conditions , détaillées dans l'article III de la première section du décret , sont :

- 1°. D'être François ou devenu François.
- 2°. D'être majeur de vingt-cinq ans accomplis.
- 3°. D'être domicilié de fait dans le canton , au moins depuis un an.
- 4°. De payer une contribution directe de la valeur locale de trois journées de travail.
- 5°. De n'être point dans l'état de domesticité , c'est-à-dire , de serviteur à gages.

Les expressions ou *devenu François* , employées dans la rédaction de la première condition , ont pour objet de n'exclure pour l'avenir aucuns des moyens d'acquérir le titre & les droits de citoyen en France , que les législatures pourront établir , autres que les lettres de naturalisation , qui jusqu'à présent ont été pour nous la seule voie de conférer la qualité de citoyen aux étrangers.

La *contribution directe* dont il est parlé dans la quatrième condition s'entend de toute imposition foncière ou personnelle , c'est-à-dire , assise directement sur les fonds de terre ou assise directement sur les personnes , qui se lève par les voies du cadastre ou des rôles de cottisation , & qui passe immédiatement du contribuable cottisé au percepteur chargé d'en recevoir le produit. Les vingtièmes , la taille , la capitation &

l'imposition en rachat de corvée, telle qu'elle a lieu maintenant, sont des contributions directes. Les contributions indirectes, au contraire, sont tous les impôts assis sur la fabrication, la vente, le transport & l'introduction de plusieurs objets de commerce & de consommation; impôt dont le produit, ordinairement avancé par le fabricant, le marchand ou le voiturier, est supporté & indirectement payé par le consommateur.

Les contribuables qui étoient cottisés dans les derniers rôles de 1789 au taux prescrit pour rendre citoyen actif ou éligible, & qui, par l'effet de la nouvelle imposition des personnes & des biens ci-devant privilégiés, payeroient maintenant une cote moindre que ce taux, seront néanmoins admis aux prochaines élections, sans tirer à conséquence pour les suivantes.

Ces autres expressions, *de la valeur locale de trois journées de travail*, signifient que la cote des contributions directes qu'il faut payer pour être citoyen actif doit varier dans les différentes parties du royaume, à proportion de la valeur des salaires que les journaliers y gagnent communément pour chaque journée de travail; mais qu'elle doit toujours se monter par-tout au triple de la valeur d'une journée de travail, ou, ce qui revient au même, être égale à la valeur des salaires qu'un journalier gagne en trois jours.

Les banqueroutiers, les faillis & les débiteurs insolubles sont exclus des assemblées primaires. Les enfans qui auront reçu & qui retiendront à titre gratuit, quel qu'il soit, une portion des biens de leur père mort insolvable, sans payer leur part virile de ses dettes, sont exclus de même. Il faut cependant excepter les enfans mariés qui auront reçu des dots avant la faillite de leur père, ou avant son insolvabilité notoirement reconnue. L'exclusion du débiteur cessera lorsqu'il aura payé ses créanciers; & celle de l'enfant, lorsqu'il aura payé sa portion virile des dettes de son père.

La *portion virile* est pour chaque enfant la part des dettes qu'il auroit été tenu de payer, s'il eût hérité de son père.

A l'avenir , il y aura plusieurs autres conditions à remplir pour être admis aux assemblées primaires ; savoir : celle de l'inscription au tableau civique dont il est parlé à l'article IV, pour ceux qui auront atteint l'âge de vingt-un ans ; la prestation publique après l'âge de vingt-cinq ans , entre les mains du président de l'administration de district , du serment patriotique prescrit par l'article VIII , & l'inscription au tableau des citoyens actifs , qui sera dressé en chaque municipalité , aux termes du même article VIII.

Ces conditions ne peuvent pas avoir lieu pour les prochaines élections , mais le décret que l'assemblée nationale a rendu le 28 décembre dernier ordonne qu'il y sera suppléé de la manière suivante. Aussi-tôt que les prochaines assemblées primaires seront formées & auront nommé leur président & leur secrétaire , comme il sera expliqué ci-après , le président & le secrétaire prêteront , en présence de l'assemblée , le serment de *maintenir de tout leur pouvoir la constitution du royaume , d'être fidèles à la nation , à la loi & au roi , de choisir en leur ame & conscience les plus dignes de la confiance publique , & de remplir avec zèle & courage les fonctions civiles & politiques qui leur seront confiées*. Ensuite , tous les membres de l'assemblée feront le même serment entre les mains du président. Ceux qui s'y refuseroient seroient incapables d'élire & d'être élus.

Les citoyens qui auront exercé leur droit de citoyens actifs dans une des assemblées primaires ne pourront ni en répéter l'exercice , ni même assister à une autre assemblée.

Tout citoyen actif doit se présenter en personne , & les assemblées doivent être exactes à n'en admettre aucun , de quelque état & condition qu'il soit , à voter par procureur. L'article IX de la première section du décret a consacré cette règle constitutionnelle , que dans aucune assemblée , personne ne pourra se faire représenter par un autre.

L'abolition des ordres étant une des bases fondamentales de la constitution , aucune assemblée ne peut plus être convoquée ni tenue par ordres ; mais tous les citoyens de chaque

canton , sans aucune distinction de rang , d'état ni de condition , se réuniront dans les mêmes assemblées primaires , & voteront ensemble pour les élections que chaque assemblée aura droit de faire.

Dans tout canton il y aura toujours une assemblée primaire , & il pourra y en avoir plusieurs dans le même canton.

Il y aura une assemblée primaire dans le canton , quoique le nombre des citoyens actifs s'y trouve moindre de cent ; & il n'y en aura qu'une , tant que le nombre des citoyens actifs ne s'y élèvera pas à neuf cents.

Dès que la population d'un canton fournira neuf cents citoyens actifs , il sera nécessaire d'y former plusieurs assemblées primaires , en observant ; 1<sup>o</sup>. que chaque assemblée approche toujours le plus près qu'il sera possible du nombre de six cents ; 2<sup>o</sup>. qu'aucune assemblée ne soit jamais au-dessous de quatre cent cinquante. C'est par ces deux principes qu'il faudra se régler constamment pour déterminer le nombre des assemblées nécessaires à former en chaque canton , & la force de chacune d'elles. L'article XIII de la première section du décret présente plusieurs exemples de l'application de ces principes , qui doivent suffire pour guider dans tous les autres cas.

Il sera facile , aussi-tôt que la division des cantons sera fixée , de reconnoître combien chaque canton renfermera de citoyens actifs , combien d'assemblées primaires devront se former dans ce canton , & qu'elle portion de la population du canton devra être attachée à chaque assemblée primaire. Il suffira pour cela , que les corps municipaux dressent le tableau des citoyens actifs de chaque paroisse ou communauté. Le résultat général de tous ces tableaux réunis donnera pour chaque canton tous les éclaircissemens qu'on peut désirer.

Le nombre des assemblées primaires sera déterminé dans chaque canton par celui des citoyens actifs domiciliés dans le canton , & qui auront le droit de se présenter aux assemblées , quoiqu'il puisse arriver que tous ne s'y rendent pas en effet.

Les villes auront particulièrement leurs assemblées primaires. Celles de quatre mille âmes & au-dessous n'en auront qu'une; il y en aura deux dans celles de quatre mille âmes jusqu'à huit mille; trois dans celles de huit mille âmes jusqu'à douze mille, & ainsi de suite. Ces assemblées ne se formeront pas par métiers, professions ou corporations, mais par quartiers ou arrondissemens.

Le premier acte de chaque assemblée primaire, après qu'elle sera formée, sera d'élire un président & un secrétaire. Le doyen d'âge tiendra la séance, un des membres de l'assemblée fera les fonctions de secrétaire, jusqu'à ce que ces premières élections soient faites. On y procédera par voie *du scrutin individuel & à la pluralité absolue* des suffrages: les trois plus anciens d'âge après le doyen feront provisoirement l'office de scrutateurs en présence de l'assemblée.

Le président & le secrétaire élus prêteront aussi-tôt à l'assemblée le serment patriotique dont il a été parlé ci-dessus, & le président recevra ensuite celui de l'assemblée, avant qu'il puisse être fait aucune autre opération.

Après ces sermens prêtés, l'assemblée procédera, par un seul *scrutin de liste simple*, à la nomination des trois scrutateurs. Les trois plus anciens d'âge en feront encore la fonction pour cette élection.

Enfin, l'assemblée nommera les électeurs qui seront chargés d'élire les représentans à l'assemblée nationale, & le choix en sera fait en un *seul scrutin de liste double* du nombre des électeurs que l'assemblée aura droit de nommer.

Il est nécessaire de bien entendre les différences qui se trouvent entre les diverses manières d'élire, soit à la *pluralité absolue des suffrages*, ou à la *pluralité relative*, soit au *scrutin individuel*, ou de *liste simple*, ou de *liste double*.

L'élection à la *pluralité absolue* des suffrages est celle pour laquelle il faut réunir la moitié de toutes les voix, plus une.

L'élection à la *pluralité relative* des suffrages, est celle pour laquelle il suffit d'avoir obtenu plus de voix que ses compétiteurs,

compétiteurs, quoique ce plus grand nombre de voix obtenues ne s'élève pas à la moitié du nombre total des suffrages. Ainsi, de douze électeurs, cinq nomment *A*, quatre nomment *B*, les trois autres nomment *C*; il faudroit sept voix réunies sur *A* pour qu'il fût élu à la *pluralité absolue*; mais il est élu par cinq voix à la *pluralité relative*, parce qu'il en a une plus que *B*, deux plus que *C*.

Le *scrutin individuel* est celui par lequel on vote séparément sur chacun des sujets à élire, en recommençant autant de scrutins particuliers qu'il y a de nominations à faire.

Le scrutin de *liste simple* est celui par lequel on vote-à-la-fois sur tous les sujets à élire, en écrivant autant de noms dans le même billet qu'il y a de nominations à faire.

Le scrutin de *liste double* est celui par lequel non-seulement chaque électeur vote à-la-fois sur tous les sujets à élire, mais encore désigne un nombre de sujets double de celui des places à remplir, en écrivant dans le même billet un nombre de noms double de celui des nominations à faire.

Ces différens scrutins ont chacun des avantages & des inconvéniens particuliers. L'assemblée nationale en a varié l'application, suivant le degré d'importance que l'objet de chaque élection lui a paru mériter.

Lorsqu'on élit *au scrutin individuel & à la pluralité absolue des suffrages*, ainsi qu'il est dit dans l'article XV de la première section du décret, il faut obtenir cette pluralité absolue, même au troisième tour de scrutin, lorsque les deux premiers tours ne l'ont pas produite. C'est par cette raison qu'après le second tour de scrutin, les noms des deux candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix sont proclamés à l'assemblée, & qu'il n'est permis de voter qu'entr'eux seulement au troisième tour. Le cas du partage des voix à ce troisième tour fait alors une nécessité de terminer l'élection par un autre moyen que celui de la pluralité absolue des suffrages, qui devient impossible à obtenir. Le décret détermine, en ce cas, la préférence par l'ancienneté d'âge.

Il n'en est pas de même lorsque l'élection se fait au scrutin

de *liste simple* ou de *liste double*, ainsi qu'il est dit dans les articles XVI & XX de la première section du décret. Ceux qui ont obtenu la pluralité des suffrages au premier tour de scrutin sont élus. S'il reste des places à remplir, on fait un second tour de scrutin, & l'élection n'a encore lieu cette seconde fois qu'en faveur de ceux qui ont obtenu la pluralité absolue: mais s'il faut passer au troisième tour de scrutin pour compléter le nombre des sujets à élire, il n'est pas nécessaire de proclamer les noms des deux candidats qui ont eu le plus de voix au second tour. Les suffrages des électeurs peuvent encore se porter librement sur tous les sujets, & c'est la simple pluralité relative des voix qui suffit cette troisième fois pour déterminer l'élection.

Il ne faut pas oublier, lorsqu'il s'agit d'un scrutin de *liste double*, qu'au second & au troisième tour, les noms inscrits dans la liste ou le bulletin de chaque électeur ne doivent être doubles que du nombre seulement des sujets qui restent à élire. C'est par ce scrutin de *liste double* que l'article XX de la première section du décret prescrit aux assemblées primaires de nommer les électeurs.

Le nombre d'électeurs que chaque assemblée a le droit de nommer est fixé par l'article XVII à un électeur par cent citoyens actifs; en sorte que jusqu'à cent cinquante citoyens actifs, il ne peut être nommé qu'un électeur; qu'il en doit être nommé deux depuis cent cinquante-un citoyens actifs jusqu'à deux cent cinquante, & ainsi de suite. Mais il faut observer que le nombre ne se règle pas par les seuls votans présens à l'assemblée: on doit compter tous les citoyens actifs qui existent dans le ressort de l'assemblée primaire, & qui pourroient se présenter & voter.

Les assemblées primaires doivent choisir les électeurs qu'elles auront le droit de nommer dans le nombre des citoyens éligibles du canton; & pour être éligible, il faudra réunir aux qualités de citoyen actif détaillées ci-dessus la condition de payer une contribution directe plus forte, que l'article XIX a fixée pour le moins à la valeur locale de dix journées de travail.



## §. III.

*Développement des quatorze derniers articles de la Section première du décret, concernant les assemblées des Électeurs, nommant au Corps législatif.*

LORSQUE les assemblées primaires auront fait leurs élections dans tous les cantons d'un même département, tous les électeurs nommés se réuniront, de quelque état & condition qu'ils soient, en une seule assemblée qui élira les représentans à l'assemblée nationale.

Si cependant une assemblée d'électeurs se trouvoit tellement nombreuse, qu'elle ne pût ni être réunie ni délibérer commodément dans le même lieu, elle pourroit se diviser en deux sections, & le recensement des scrutins particuliers de chaque section se feroit en commun entre leurs scrutateurs réunis, & en présence des commissaires que chaque section pourroit nommer pour y assister.

Ainsi, la subdivision des départemens en districts n'est d'aucune utilité, & n'a point d'application au mode des élections pour le corps législatif. Tel est le résultat de la disposition portée dans l'article XXI de la première section du décret, qu'il n'y aura qu'un seul degré d'élection intermédiaire entre les assemblées primaires & l'assemblée nationale. L'esprit qui a dicté cette disposition a été de conserver davantage la fidélité & la pureté de la représentation, en rendant plus directe & plus immédiate l'influence des représentés sur le choix de leurs représentans.

C'est dans le même esprit, & pour prévenir la prépondérance qu'un chef-lieu d'élection permanent auroit pu acquérir à la longue, qu'il a été décidé par l'art. XXIII que l'assemblée des électeurs tiendra alternativement dans les chef-lieux de différens districts de chaque département.

Lorsque les électeurs d'un département réunis auront formé leur assemblée, ils procèderont, dans le même ordre

& dans les mêmes formes que les assemblées primaires, d'abord à la nomination d'un président & d'un secrétaire ; ensuite à la prestation du serment patriotique , puis au choix de trois scrutateurs , & enfin à l'élection des représentans que ce département aura le droit de nommer à l'assemblée nationale.

La nomination des représentans à l'assemblée nationale doit toujours être faite au *scrutin individuel & à la pluralité absolue des suffrages*. L'article XXV contient , sur la manière de procéder à cette élection , des explications détaillées dont il ne sera permis sous aucun prétexte de s'écarter.

Les électeurs de chaque département observeront de ne choisir les représentans qu'ils nommeront à l'assemblée nationale que dans le nombre des citoyens éligibles du département ; & pour être éligible , il faudra réunir aux qualités de citoyen actif précédemment expliquées les deux conditions suivantes : 1°. de payer une contribution directe équivalente à la valeur d'un marc d'argent ; 2°. d'avoir , en outre , une propriété foncière quelconque.

Les électeurs ne perdront pas de vue les dispositions du décret que l'assemblée nationale a rendu le 24 décembre dernier , & que le roi s'est empressé de sanctionner , qui statue :

1°. Que les non-catholiques qui auront rempli toutes les conditions prescrites pour être électeurs & éligibles pourront être élus dans tous les degrés d'administration sans exception ;

2°. Qu'ils sont capables de tous les emplois civils & militaires comme les autres citoyens ;

3°. Que l'assemblée nationale n'a entendu rien préjuger relativement aux Juifs , sur l'état desquels elle se réserve de prononcer ;

4°. Qu'au surplus , il ne pourra être opposé à l'éligibilité d'aucun citoyen d'autres motifs d'exclusion que ceux qui résultent des décrets constitutionnels.

Tous les départemens doivent participer proportionnellement à la représentation nationale dans le corps législatif.

Ils doivent donc envoyer un nombre de représentans : proportionné non-seulement aux forces relatives de leur population, mais encore à tous leurs autres rapports de valeurs politiques.

Le respect de l'assemblée nationale pour ce principe fondamental l'a déterminée à distribuer le nombre des représentans entre tous les départemens du royaume, en prenant pour bases de cette distribution les trois élémens du territoire, de la population & de la contribution directe, qui peuvent être combinés avec autant de justice dans les résultats que de facilité dans le procédé.

La base territoriale est invariable ; elle est à-peu-près égale entre tous les départemens établis par la nouvelle division du royaume. On peut donc équitablement attribuer à chacun des départemens une part de députation égale (a) & fixe à raison de leur territoire.

Les bases de la population & de la contribution directe sont variables, & d'un effet inégal entre les divers départemens ; mais il est un moyen sûr d'atteindre toujours à l'égalité proportionnelle & de la rendre invariable, malgré la variabilité de la population & des contributions. L'assemblée nationale a saisi ce moyen, qui consiste à attacher les deux autres parts de députation, l'une à la population totale du royaume, l'autre à la masse entière des contributions directes, & de faire participer chaque département à ces deux dernières parts de députation, à proportion de ce qu'il aura de population à l'époque de chaque élection, & de ce qu'il payera de contribution directe.

Le principe constitutionnel sur cette matière & le mode de le pratiquer sont fixés par les articles XXVII, XXVIII, XXIX & XXX de la première section du décret.

Le nombre des départemens du royaume est fixé à quatre-vingt-trois, & celui des représentans à l'assemblée nationale

---

(a) Paris seul fait exception à cette règle, comme on le verra à la page 438

fera de sept cent quarante-cinq : la composition particulière du département de Paris nécessite cette modification à l'article XXVI.

De ces sept cent quarante-cinq représentans , deux cent quarante-sept seront attachés au territoire , & les quatre-vingt-deux départemens autres que Paris en nommeront deux cent quarante-six par nombre égal entr'eux , de manière que chacun de ces départemens députera trois représentans de cette première classe. Celui de Paris, beaucoup moindre en étendue , nommera le deux cent quarante-septième.

Des quatre cent quatre-vingt-dix-huit autres représentans , la première moitié , formant deux cent quarante-neuf représentans , sera envoyée par les quatre-vingt-trois départemens à raison de la population active de chaque département. Pour y parvenir , la population totale du royaume sera divisée en deux cent quarante-neuf parts , & chaque département aura le droit de nommer autant de représentans de cette seconde classe qu'il contiendra de ces deux cent quarante-neuvièmes.

La seconde moitié , formant deux cent quarante-neuf représentans , se distribuera par une semblable opération entre les quatre-vingt-trois départemens , à raison de la somme respective des contributions directes de chaque département.

La masse entière de la contribution directe du royaume sera de même divisée en deux cent quarante-neuf parts , & chaque département nommera autant de députés de cette troisième classe qu'il payera de ces deux cent quarante-neuvièmes.

La somme de la population active de chaque département sera facilement connue , puisque chaque assemblée primaire nommera un électeur par cent citoyens actifs : ainsi le nombre des électeurs envoyés par chaque canton indiquera celui des citoyens actifs du canton ; & le nombre total des électeurs nommés en chaque département constatera le taux de la population active du département.

Les assemblées d'électeurs , qui vont être incessamment convoquées en chaque département pour la formation des corps administratifs , auront soin de dresser un tableau de la population active de leur département , en prenant pour base le nombre des électeurs nommés par les assemblées primaires , multiplié par cent. Elles feront deux doubles de ce tableau , dont un sera envoyé sans retard au président de l'assemblée nationale , & l'autre sera remis & déposé aux archives de l'administration de département. Le résultat de tous ces tableaux particuliers , remis par les quatre-vingt-trois départemens , donnera l'état général de la population active de tout le royaume , & l'état comparé de la population relative des départemens entr'eux. Ces états seront publiés & adressés aux administrations de département , pour être conservés dans leurs archives.

La somme de contribution directe qui sera payée par chaque département sera de même aisément connue , puisque les administrations de département & de district présideront au régime & à la répartition de ces contributions. L'état de leur montant total levé actuellement dans toute l'étendue du royaume sera incessamment dressé , publié & adressé aux administrations de département , aussi-tôt qu'elles seront établies.

Ces renseignemens généraux , joints à ceux que les corps administratifs & les électeurs eux-mêmes seront à portée d'acquérir sur les lieux , mettront les assemblées d'électeurs de chaque département en état de reconnoître sans embarras , dès les premières élections pour la prochaine législature , le nombre de représentans qu'elles devront nommer , suivant les articles XXIX & XXX , à raison tant de la population que de la contribution directe de leur département. Les élections subséquentes éprouveront encore moins de difficulté , parce que la méthode de combiner les trois bases constitutionnelles de la représentation nationale , reconnue très-simple dès la première épreuve , se simplifiera de plus en plus par l'expérience , & deviendra bientôt familière

par l'habitude. La constitution de la France offrira à toutes les nations un modèle de la représentation la plus exacte, par la réunion de tous les élémens qui doivent équitablement concourir à la composer.

Après que chaque assemblée d'électeurs aura nommé les représentans à l'assemblée nationale, elle procédera à la nomination des suppléans destinés à remplacer les représentans qui pourroient devenir, après leur élection, hors d'état d'en remplir l'objet.

L'article XXXIII de la première section du décret n'autorise la substitution des suppléans aux représentans élus que dans deux cas : celui de la mort de ces derniers, ou celui de leur démission. Par cette raison, il a paru suffisant de réduire le nombre des suppléans que chaque assemblée pourra nommer au tiers de celui des représentans qu'elle aura eu le droit d'élire.

Les suppléans seront nommés au scrutin de *liste double* ; & à la simple *pluralité relative* des suffrages. Cette nomination finira ainsi en un seul tour de scrutin, puisque dès le premier tour, tous ceux jusqu'au nombre prescrit qui auront obtenu le plus de voix seront définitivement élus, sans qu'il soit nécessaire qu'ils aient réuni plus de la moitié des suffrages.

Le premier élu des suppléans sera le premier appelé en remplacement ; le second le sera après lui, & ainsi de suite. Quand le nombre des représentans sera impair, le tiers des suppléans sera fixé par la fraction la plus forte ; de manière qu'on élira deux suppléans pour cinq représentans, trois pour sept & pour huit, & de même progressivement.

Le procès-verbal de l'élection est le seul acte qui pourra être remis par les électeurs aux représentans. Il est aussi le seul titre à considérer pour l'exercice des fonctions des représentans à l'assemblée nationale. Les mandats impératifs étant contraires à la nature du corps législatif qui est essentiellement délibérant, à la liberté de suffrage dont chacun de ses membres doit jouir pour l'intérêt général, au caractère de ces membres

qui ne sont point les représentans du département qui les a envoyés , mais les représentans de la nation ; enfin , à la nécessité de la subordination politique des différentes sections de la nation au corps de la nation entière , aucune assemblée d'électeurs ne pourra ni inférer dans le procès-verbal de l'élection , ni rédiger séparément aucuns mandats impératifs ; elle ne pourra pas même charger les représentans qu'elle aura nommés d'aucuns cahiers ou mandats particuliers. Les électeurs & les assemblées primaires auront cependant la faculté de rédiger des pétitions & des instructions pour les faire parvenir au corps législatif ; mais ils seront tenus de les lui adresser directement.

Ces dispositions , consacrées par l'article XXXIV & celle de l'article XXXV qui défend tant aux assemblées d'électeurs qu'aux assemblées primaires de continuer leurs séances après les élections finies , & de les reprendre avant l'époque des élections suivantes , doivent être respectées comme des maximes essentielles à la stabilité de la constitution , à la pureté de son esprit & au maintien de l'ordre qu'elle a établi dans l'exercice du plus important de tous les devoirs : elles doivent être observées à la rigueur dans tous les cas.

#### §. I V.

#### *Observations sur les onze premiers articles de la Section II du décret concernant les assemblées des Électeurs nommant aux Corps administratifs.*

LA seconde section du décret ne traite plus du corps législatif , mais de la formation & de l'organisation des administrations de département & de district.

Cette partie du décret est celle dont il faut se pénétrer spécialement pour diriger ou suivre les premières opérations qui vont se faire dans les départemens , au moment très-prochain de l'établissement des corps administratifs.

Il n'y a aussi qu'un seul degré d'élection intermédiaire entre les assemblées primaires & les assemblées administratives, suivant l'article premier de la section II, comme il a été dit plus haut qu'il n'y en a qu'un entre les assemblées primaires & l'assemblée nationale.

L'article II ajoute, qu'après avoir nommé les députés à l'*assemblée nationale*, les *mêmes électeurs* éliront les administrateurs du département. Il est évident par-là que tout ce qui est prescrit par la première section du décret, & tout ce qui est expliqué dans le §. II de cette instruction, touchant les assemblées primaires & la nomination des électeurs pour l'assemblée nationale, sert en même-temps & s'applique aux élections relatives à la nomination des corps administratifs.

Si l'intérêt du royaume permettoit d'attendre, pour l'établissement de ces corps, l'époque des élections à la prochaine législature, les électeurs qui auroient été choisis pour nommer les membres de cette législature feroient les mêmes qui, après avoir fait cette nomination, éliroient les membres des administrations de département & de district. Mais la formation de ces administrations n'admettant aucun délai, il faut en ce moment procéder aux élections, en commençant par les assemblées primaires, comme s'il s'agissoit de choisir des électeurs pour une législature, & en observant les formes établies par les vingt-un premiers articles de la section première du décret.

Les renouvellemens de la moitié des membres des corps administratifs, qui auront lieu par la suite tous les deux ans, seront faits, aux termes des articles II & III de la section II, par les électeurs qui auront élu les représentans au corps législatif.

A la prochaine convocation, les assemblées primaires se formeront comme il a été dit au §. II de la présente instruction. Elles éliront leur président, leur secrétaire & trois scrutateurs; elles nommeront ensuite les électeurs au



scrutin de *liste double*, & à raison d'un électeur sur cent citoyens actifs.

Les électeurs nommés par toutes les assemblées primaires de chaque département se réuniront en une seule assemblée au chef-lieu de département, c'est-à-dire, dans la ville désignée pour être le siège de l'administration. Si cependant le nombre des électeurs se trouvoit trop considérable, ils pourroient diviser leur assemblée en deux sections, comme il a été dit à la page 435.

Aussi-tôt que l'assemblée des électeurs sera formée, elle nommera son président & son secrétaire, qui prêteront à l'assemblée le serment patriotique, & le président recevra celui de l'assemblée. Il sera procédé ensuite à la nomination de trois scrutateurs.

Toutes ces opérations seront faites de la même manière & dans les mêmes formes que s'il s'agissoit d'une assemblée d'électeurs nommant au corps législatif. Il faut recourir sur tous ces points aux développemens contenus au §. II de cette instruction.

Les électeurs nommeront trente-six membres pour composer l'administration de département.

Ces trente-six membres de l'administration de département seront élus au scrutin de *liste double* & à la pluralité absolue des suffrages, aux termes de l'article II de la seconde section du décret, c'est-à-dire, que ceux qui auront obtenu la pluralité absolue au premier tour de scrutin seront définitivement élus, & qu'il en sera de même au second tour, s'il a été nécessaire d'y passer; mais s'il faut faire un troisième tour de scrutin, la pluralité relative des suffrages suffira cette troisième fois pour compléter l'élection.

Après la nomination des trente-six membres de l'administration de département, les électeurs procéderont de suite à l'élection d'un procureur-général-syndic. Cette élection sera faite au scrutin individuel & à la pluralité absolue des suffrages.

Le procureur-général-syndic doit être choisi dans le nombre

des citoyens résidant habituellement dans le département, & n'ayant aucun service ou emploi qui puisse le distraire des fonctions assidues du syndicat.

Les électeurs pourront choisir les membres de l'administration de département & le procureur-général-syndic parmi les citoyens éligibles de tous les districts du département; mais en observant néanmoins que dans le nombre des trente-six membres, ils en aient toujours deux au moins de chaque district.

Cette nécessité, d'élire toujours deux membres au moins de chaque district, pourroit souvent ne pas se trouver remplie, si les électeurs votoient à-la-fois & indistinctement pour l'élection des trente-six membres de l'administration; car il arriveroit fréquemment que dans un aussi grand nombre de sujets entre lesquels les suffrages se feroient distribués, la pluralité ne se trouveroit pas réunie sur deux de chaque district. Il est donc nécessaire de faire d'abord autant de scrutins particuliers qu'il y a de districts dans le département, & de voter séparément pour l'élection des deux administrateurs qui devront être tirés de chaque district, par liste double de ce nombre deux; ensuite les électeurs pourront voter par un même scrutin sur tous les membres qui resteront à élire, & qui pourront être pris dans l'étendue de tous les districts indistinctement, en faisant une liste double du nombre de ces membres restant à élire.

Les conditions de l'éligibilité à l'administration de département sont : 1<sup>o</sup>. d'être citoyen actif du département; 2<sup>o</sup>. de réunir à toutes les qualités de citoyen actif, expliquées ci-dessus, la condition de payer une contribution directe plus forte, & qui se monte au moins à la valeur locale de dix journées de travail.

Il y a incompatibilité entre les fonctions d'administrateur de département & celles,

1<sup>o</sup>. D'administrateur de district; 2<sup>o</sup>. de membre d'un corps municipal; 3<sup>o</sup>. de percepteur des impositions indirectes. Si

ceux qui rempliront quelqu'une de ces trois dernières fonctions se trouvoient élus à l'administration de département, ils seroient tenus d'opter incontinent.

Lorsque l'assemblée des électeurs aura composé l'administration de département & clos le procès-verbal de ses élections, elle en remettra un double au roi, & en adressera un autre au président de l'assemblée nationale, ensuite elle se désunira. Les électeurs de chaque district, c'est-à-dire, tous ceux qui auront été nommés par les assemblées primaires du ressort du même district, se rendront de suite au chef-lieu du district, & s'y réuniront pour nommer les membres qui composeront l'administration de ce district. Ainsi, la première assemblée générale de tous les électeurs de département se divisera en autant d'assemblées particulières qu'il y aura de districts dans l'étendue du département.

Chaque assemblée des électeurs de district nommera son président, son secrétaire & trois scrutateurs, ainsi qu'il a été dit pour les assemblées primaires & pour l'assemblée générale des électeurs de département.

Elle élira ensuite douze membres pour composer l'administration de district.

Ces douze membres de l'administration de district seront élus au scrutin *de liste double & à la pluralité absolue des suffrages*, de la même manière que les membres des administrations de département.

Après la nomination des douze membres de l'administration de district, les électeurs procéderont à l'élection d'un procureur-syndic. Cette élection sera faite comme celle du procureur-général-syndic de département, *au scrutin individuel & à la pluralité absolue des suffrages*.

Les électeurs pourront choisir les membres de l'administration de district & le procureur-syndic parmi les citoyens éligibles de tous les cantons du district.

Les conditions de l'éligibilité pour l'administration de district

sont : 1<sup>o</sup>. d'être citoyen actif du district; 2<sup>o</sup>. de payer la même somme de contribution directe que pour l'administration de département.

L'incompatibilité a lieu également contre les percepteurs des impositions indirectes, les membres des corps municipaux, & réciproquement contre les membres de l'administration de département.

§. V.

*Éclaircissemens sur les vingt derniers articles de la Section II  
du décret concernant l'organisation des Corps administratifs.*

LES administrations de département & de district sont permanentes suivant l'article XII, non dans le sens que leurs sessions puissent être continues & sans intervalle, mais parce que les membres qui composeront les corps administratifs conserveront leur caractère pendant tout le temps pour lequel ils seront élus; que ces corps périodiquement renouvelés ne cesseront pas un instant d'exister, & que l'administration de département sera faite chaque jour sous leur influence & par l'autorité qui leur sera confiée.

Les membres des administrations de département & de district seront élus pour quatre ans, & resteront en fonctions pendant ce temps. Ils seront renouvelés tous les deux ans par moitié, c'est-à-dire, que tous les deux ans il sortira dix-huit membres de l'administration de département, & six de celle de district, qui seront remplacés par un égal nombre de membres nouvellement élus. Il sera procédé à ces remplacements dans les mêmes formes qui sont établies pour la nomination des premiers membres de ces administrations.

Le sort déterminera la première fois, après les deux premières années d'exercice, quels membres devront sortir; les autres cesseront ensuite leurs fonctions tous les deux ans, par moitié, à tour d'ancienneté. A ce moyen, les membres qui se

trouveront en 1792 dans la première moitié dont le sort décidera la sortie n'auront eu que deux ans d'exercice.

En procédant à ces renouvellemens pour l'administration de département, les électeurs seront attentifs à maintenir toujours dans cette administration deux membres au moins de chaque district ; & par conséquent, lorsqu'un district n'aura fourni que deux membres à l'administration, ces membres sortant d'exercice ne pourront être remplacés que par de nouveaux membres élus parmi les citoyens du même district.

Le procureur-général-syndic du département & les procureurs-syndics des districts seront également élus pour quatre ans, après lesquels ils pourront être continués, par une nouvelle élection, pour quatre autres années; mais ensuite ils ne pourront plus être réélus, si ce n'est après un intervalle de quatre ans.

Lorsque les membres qui vont être nommés pour composer les administrations, soit de département, soit de district, seront réunis pour tenir leur prochaine session, ils procéderont dès la première séance à la nomination d'un d'entr'eux pour président. Jusques-là le doyen d'âge présidera ; les trois plus anciens après lui feront les fonctions de scrutateurs, & un des membres remplira provisoirement celle de secrétaire.

La nomination du président sera faite au *scrutin individuel & à la pluralité absolue des suffrages*.

L'élection du président sera suivie immédiatement de celle d'un secrétaire, qui sera nommé de même par les membres de chaque administration, mais pris hors de leur sein. Il sera élu aussi au *scrutin individuel & à la pluralité absolue des suffrages*; mais il pourra être changé, lorsque les membres de l'administration l'auront jugé convenable, à la majorité des voix.

L'administration de département sera divisée en deux sections : la première portera le titre de *conseil de département*; & l'autre, celui de *directoire de département*.

Le directoire sera composé de huit des membres de l'administration; les vingt-huit autres formeront le conseil.

Pour opérer cette division , les trente-fix membres de chaque administration de département éliront à la fin de leur première session , *au scrutin individuel & à la pluralité absolue des suffrages* , les huit d'entr'eux qui composeront le directoire.

Les membres du directoire seront en fonctions pendant quatre ans , & seront renouvelés tous les deux ans par moitié ; la première fois au sort , après les deux premières années d'exercice , ensuite à tour d'ancienneté. Il arrivera ainsi que la moitié des membres qui seront élus la première fois au directoire n'y pourra rester que deux ans.

Il faut observer , par rapport aux directoires , que si les citoyens qui rempliront des places de judicature , & qui réuniront les conditions d'éligibilité prescrites , ne sont pas exclus des administrations de département & de district , suivant l'article X de la seconde section du décret , ils ne peuvent pas cependant être nommés membres des directoires , aux termes du même article , à cause de l'incompatibilité qui résulte de l'assiduité des fonctions que les directoires , d'une part , & les places de judicature , de l'autre , imposent également.

Les directoires doivent être en tout temps , & sur-tout en ce premier moment , composés de citoyens sages , intelligens , laborieux , attachés à la constitution , & qui n'ayent aucun autre service ou emploi qui puisse les distraire des fonctions du directoire.

C'est au conseil de département qu'il appartiendra de fixer les règles de chaque partie importante de l'administration du département , & d'ordonner les travaux & les dépenses générales. Il tiendra pour cet effet une session annuelle pendant un mois au plus , excepté la première , qui pourra être de six semaines.

Le directoire , au contraire , sera toujours en activité & s'occupera sans discontinuation , pendant l'intervalle des sessions annuelles , de l'exécution des arrêtés pris par le conseil & de l'expédition des affaires particulières.

Le président de l'administration de département, quoiqu'il ne soit pas compris dans les huit membres dont le directoire sera composé, aura le droit d'assister & de présider à toutes les séances du directoire, qui pourra néanmoins se choisir un vice-président.

Tous les ans le directoire rendra au conseil de département le compte de sa gestion, & ce compte sera publié par la voie de l'impression. C'est à l'ouverture de chacune des sessions annuelles, que le conseil de département recevra & arrêtera le compte de la gestion du directoire; il sera même tenu de commencer par-là le travail de chaque session. Les membres du directoire se réuniront ensuite à ceux du conseil, prendront séance & auront voix délibérative avec eux, de manière qu'à partir du compte rendu, la distinction du conseil & du directoire demeurera suspendue pendant la durée de la session, & tous les membres de l'administration siégeront ensemble en assemblée générale.

Pendant la session du conseil, les membres éliront toutes les semaines, *au scrutin individuel & à la majorité absolue*, celui d'entr'eux qui aura la voix prépondérante, dans le cas où les suffrages seroient partagés.

La même élection sera faite tous les mois pour le directoire, par les membres qui le composeront.

Tout ce qui vient d'être dit pour les administrations de département aura lieu de la même manière pour les administrations de district.

Celles-ci seront aussi divisées en deux sections; l'une, sous le titre de *conseil de district*; l'autre, sous celui de *directoire de district*.

Le directoire de district sera composé de quatre membres.

Les douze membres de l'administration de district éliront à la fin de leur première session, *au scrutin individuel & à la pluralité absolue des suffrages*, les quatre d'entr'eux qui composeront le directoire. Ceux-ci seront renouvelés tous les deux ans par moitié.

Le conseil de district ne tiendra qu'une session tous les ans, pendant quinze jours au plus; & comme la principale utilité des administrations de district est d'éclairer celles de département sur les besoins de chaque district, l'ouverture de cette session annuelle des conseils de district précèdera d'un mois celle du conseil de leur département.

Les directoires de district seront toujours en activité comme ceux de département, soit pour l'exécution des arrêtés de l'administration du district, approuvés par celle de département, soit pour l'exécution des arrêtés de l'administration de département & des ordres qu'ils recevront de cette administration & de son directoire.

Enfin, les directoires de district rendront tous les ans le compte de leur gestion aux conseils de district à l'ouverture de la session annuelle, & auront ensuite séance & voix délibérative en assemblée générale avec les membres des conseils.

Un des points essentiels de la constitution en cette partie est l'entière & absolue subordination des administrations & des directoires de district aux administrations & aux directoires de département, établie par l'article XXVIII de la seconde section du décret. Sans l'observation exacte & rigoureuse de cette subordination, l'administration cesseroit d'être régulière & uniforme dans chaque département. Les efforts des différentes parties pourroient bientôt ne plus concourir au plus grand bien du tout; les districts, au lieu d'être des sections d'une administration commune, deviendroient des administrations en chef, indépendantes & rivales, & l'autorité administrative dans le département n'appartiendrait plus au corps supérieur à qui la constitution l'a conférée pour tout le département.

Le principe constitutionnel sur la distribution des pouvoirs administratifs, est que l'autorité descende du roi aux administrations de département, de celles-ci aux administrations de district, & de ces dernières aux municipalités, à qui certaines fonctions relatives à l'administration générale pourront être déléguées.

Les conseils de district ne pourront ainsi rien décider ni faire rien exécuter en vertu de leurs seuls arrêtés, dans tout



ce qui intéressera le régime de l'administration générale. Ils pourront seulement, suivant la disposition de l'article XXX, s'occuper de préparer les demandes qui seront à faire à l'administration du département, & les matières qu'ils trouveront utiles de lui soumettre pour les intérêts du district. Ils prépareront encore & indiqueront à leurs directoires les moyens d'exécution, & recevront les comptes.

Les directoires de district, chargés dans leurs ressorts respectifs de l'exécution des arrêtés de l'administration de département, n'y pourront faire exécuter ceux que les conseils du district se seroient permis de prendre en matière d'administration générale, qu'après que ces arrêtés des conseils de district auront été approuvés par l'administration de département.

Les procureurs-généraux-syndics de département & les procureurs-syndics de district auront droit d'assister à toutes les séances, tant du conseil que du directoire de l'administration dont ils feront partie; ils y auront séance à un bureau placé au milieu de la salle, & en avant de celui du président.

Ils n'auront point de voix délibérative, mais il ne pourra être fait à ces séances aucuns rapports sans qu'ils en aient eu communication, ni être pris aucuns arrêtés sans qu'ils aient été entendus, soit verbalement, soit par écrit.

Ils veilleront & agiront pour les intérêts du département ou du district; ils seront chargés de la suite de toutes les affaires; mais ils ne pourront intervenir dans aucune instance litigieuse qu'en vertu d'une délibération du corps administratif. Ils n'agiront d'ailleurs sur aucun objet relatif aux intérêts & à l'administration du département ou du district, que de concert avec le directoire.

Il sera pourvu à l'interruption du service des procureurs-généraux-syndics & des procureurs-syndics, qui pourroit arriver pour cause de maladie, d'absence légitime ou de tout autre empêchement, par la précaution que les membres des administrations de département & de district seront tenus de prendre, après avoir nommé les membres qui composeront

les directoires, d'élire de suite & de désigner un de ces membres pour remplacer momentanément, dans le cas ci-dessus, le procureur-général-syndic ou le procureur-syndic.

§. V I.

*Explications sur la Section III du décret concernant les fonctions des Corps administratifs.*

LE principe général dont les corps administratifs doivent se pénétrer est que si, d'une part, ils sont subordonnés au roi, comme chef suprême de la nation & de l'administration du royaume, de l'autre, ils doivent rester religieusement attachés à la constitution & aux loix de l'état, de manière à ne s'écarter jamais, dans l'exercice de leurs fonctions, des règles constitutionnelles ni des décrets des législatures, lorsqu'ils auront été sanctionnés par le roi.

L'article I.<sup>er</sup> de la section III du décret établit & définit les pouvoirs qui sont confiés aux corps administratifs pour la répartition des contributions directes, la perception & le versement du produit de ces contributions, la surveillance du service & des fonctions des préposés à la perception & au versement.

Le même article établit les corps administratifs ordonnateurs des payemens pour les dépenses qui seront assignées en chaque département sur le produit des contributions directes.

L'article II détermine la nature & l'étendue des pouvoirs conférés aux corps administratifs dans toutes les autres parties de l'administration générale, & il en expose les objets principaux.

Il n'appartient pas à la constitution d'expliquer en détail les règles particulières par lesquelles l'ordre du service & les fonctions-pratiques doivent être dirigés dans chaque branche de l'administration. Les usages & les formes réglementaires ont varié pour chaque partie du service, & pourront encore être changés & perfectionnés. Ces accessoires étant hors de la constitution, pourront faire la matière de décrets séparés.

ou d'instructions particulières à mesure que l'assemblée nationale avancera dans son travail ; & ce qu'elle n'aura pas pu régler restera utilement soumis aux conseils de l'expérience, aux découvertes de l'esprit public , & à la vigilance du roi & des législatures.

Ce qui suffit en ce moment est que les différens pouvoirs soient constitués, séparés, caractérisés, & que l'origine & la nature de ceux qui sont conférés aux corps administratifs ne puissent être ni méconnues ni obscurcies. Il est nécessaire d'observer à cet égard, que l'énumération des différentes fonctions des corps administratifs qui se trouve dans l'article II de la troisième section n'est pas exclusive ni limitative de manière qu'il fût inconstitutionnel de confier par la suite à ces corps quelque autre objet d'administration non exprimé dans l'article. Cette énumération n'est que désignative des fonctions principales qui entrent plus spécialement dans l'institution des administrations de département & de district.

L'État est un ; les départemens ne sont que des sections du même tout : une administration uniforme doit donc les embrasser tous dans un régime commun. Si les corps administratifs, indépendans, & en quelque sorte souverains dans l'exercice de leurs fonctions, avoient le droit de varier à leur gré les principes & les formes de l'administration, la contrariété de leurs mouvemens partiels, détruisant bientôt la régularité du mouvement général, produiroit la plus fâcheuse anarchie. La disposition de l'article V a prévenu ce désordre , en statuant que les arrêtés qui seront pris par les administrations de département sur tous les objets qui intéresseront le régime de l'administration générale du royaume, ou même sur des entreprises nouvelles & des travaux extraordinaires , ne pourront être exécutés qu'après avoir reçu l'approbation du roi.

Le même motif n'existe plus , lorsqu'il ne s'agit que de l'expédition des affaires particulières, ou des détails de l'exécution à donner aux arrêtés déjà approuvés par le roi ; & par cette raison , le même article V décide que , pour tous les objets de :

cette seconde classe, l'approbation royale n'est pas nécessaire aux actes des corps administratifs.

Le fondement essentiel de cette importante partie de la constitution est que le pouvoir administratif soit toujours maintenu très-distinct & de la puissance législative à laquelle il est soumis, & du pouvoir judiciaire dont il est indépendant.

La constitution seroit violée si les administrations de département pouvoient ou se soustraire à l'autorité législative, ou usurper aucune partie de ses fonctions, ou enfreindre ses décrets, & résister aux ordres du roi qui leur en recommanderoit l'exécution; toute entreprise de cette nature seroit de leur part une forfaiture.

Le droit d'accorder l'impôt & d'en fixer tant la quotité que la durée appartenant exclusivement au corps législatif, les administrations de département & de district n'en peuvent établir aucun, pour quelque cause ni sous quelque dénomination que ce soit. Elles n'en peuvent répartir aucun au-delà des sommes & du temps que le corps législatif aura fixés; elles ne peuvent de même faire aucuns emprunts sans son autorisation. Il sera incessamment pourvu à l'établissement des moyens propres à leur procurer les fonds nécessaires au paiement des dettes & des dépenses locales, & aux besoins urgents & imprévus de leur département.

La constitution ne seroit pas moins violée, si le pouvoir judiciaire pouvoit se mêler des choses d'administration, & troubler, de quelque manière que ce fût, les corps administratifs dans l'exercice de leurs fonctions. La maxime qui doit prévenir cette autre espèce de désordre politique est consacrée par l'article VII. Tout acte des tribunaux & des cours de justice tendant à contrarier ou à suspendre le mouvement de l'administration étant inconstitutionnel, demeurera sans effet, & ne devra pas arrêter les corps administratifs dans l'exécution de leurs opérations.

Les administrations de département & de district qui vont être établies, succédant aux états provinciaux, aux assemblées

provinciales & aux intendans & commissaires départis dans les généralités, dont les fonctions cesseront aux termes des articles VIII & IX, prendront immédiatement la suite des affaires.

Il sera pourvu à ce que tous les papiers & renseignemens nécessaires leur soient remis, & à ce que le compte de la situation de leurs départemens respectifs leur soit rendu.

Elles recevront, à l'ouverture ou pendant le cours de leur première session, la notice des objets dont il paroîtra nécessaire qu'elles s'occupent provisoirement & sans délai.

Il étoit juste de prévenir l'embarras qu'auroient éprouvé les provinces qui ont eu jusqu'à présent une seule administration, & qui se trouvent divisées maintenant en plusieurs départemens, pour terminer les affaires communes procédant de l'unité de leur administration précédente. Ce cas a été prévu & décidé par le dernier article de la section III du décret. Chacune des nouvelles administrations de département établies dans la même province nommera parmi ses membres, autres que ceux du directoire, deux commissaires. Les commissaires de tous les départemens de la province se réuniront & tiendront leurs séances dans la ville où étoit le siège de la précédente administration. Ce commissariat, composé des représentans de toutes les parties de la province, s'occupera de liquider les dettes contractées sous l'ancien régime, d'en établir la répartition entre les divers départemens, & de mettre à fin les anciennes affaires. Il cessera aussi-tôt que la liquidation & le partage auront été faits, & rendra compte de sa gestion lorsqu'elle sera finie, ou même pendant sa durée, s'il en est requis, à une nouvelle assemblée, composée de quatre autres commissaires nommés par chaque administration de département.

L'organisation du royaume la plus propre à remplir les deux plus grands objets de la constitution: la jouissance, dès la prochaine législature, de la meilleure combinaison de représentation proportionnelle qui ait encore été connue, & l'établissement, dès le moment actuel, des corps administratifs les

plus dignes de la confiance publique, sont les nouveaux fruits que la nation va recueillir des travaux de ses représentans. Elle continuera d'y reconnoître leur respect soutenu pour tous les principes qui assurent la liberté nationale & l'égalité politique des individus. L'attention de tous les citoyens doit se porter en cet instant sur la formation très-prochaine des administrations de département & de district. L'importance de leur bonne composition doit rallier, pour obtenir les meilleurs choix, les efforts du patriotisme qui veille pour la chose publique, & ceux de l'intérêt particulier qui se confond sur ce point avec l'intérêt général. Le régime électif est sans doute la source du bonheur & de la plus haute prospérité pour le peuple qui sait en faire un bon usage; mais il tromperoit les espérances de celui qui ne porteroit pas dans son exécution cet esprit public qui en est l'âme, & qui commande dans les élections le sacrifice des prétentions personnelles, des liaisons du sang & des affections de l'amitié, au devoir inflexible de ne confier qu'au mérite & à la capacité les fonctions administratives qui influent continûment sur le sort des particuliers & sur la fortune de l'état.

*Approuvé par le Roi.*

*Signé LOUIS. Et plus bas, DE SAINT-PRIEST.*

## LETTRES PATENTES DU ROI,

*Sur décrets de l'Assemblée nationale, qui affranchissent de la formalité du Contrôle & des droits de Timbre tous les actes relatifs à la constitution des Municipalités & autres Corps administratifs, & qui déterminent l'état des Villes & Communautés mi-parties entre différentes Provinces.*

Données à Paris, au mois de Janvier 1790.

**L**OUIS, par le grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir ;  
SALUT. L'assemblée nationale a décrété, les 18 & 20 de ce mois, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

1.<sup>o</sup> Tous les actes relatifs aux élections faites en conformité des lettres patentes par lesquelles nous avons ordonné l'exécution des décrets de l'assemblée nationale, & les délibérations qui seront prises pour la constitution des municipalités & autres corps administratifs, ainsi que pour toutes les opérations administratives, seront exempts de la formalité du contrôle & des droits de papier timbré, par quelques personnes que lesdits actes ou délibérations soient reçus.

2.<sup>o</sup> Lesdits actes & délibérations seront transcrits de suite & sans intervalle sur le registre à ce destiné, coté par pages, & paraphé par première & dernière feuilles, par le président de l'assemblée.

3.<sup>o</sup> Lesdits actes & délibérations seront faits doubles, & une expédition en sera envoyée au district pour y être transcrite.

4.<sup>o</sup> Les villes, villages, paroisses & communautés qui ont été jusqu'aujourd'hui mi-parties entre différentes provinces se réuniront pour ne former qu'une seule & même municipalité, dont l'assemblée se tiendra dans le lieu où est situé le clocher.

5.<sup>o</sup> Dans ces communautés mi-parties, la convocation se fera par les deux municipalités anciennes, chacune pour la partie qui la concernera ; & l'assemblée générale sera présidée par celui des deux chefs municipaux qui sera le plus avancé en âge.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons signé & fait contresigner cesdites présentes, auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'état. A Paris, au mois de janvier, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-dix, & de notre règne le seizième. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, par le roi, DE SAINT-PRIEST. *Visa* ✠ L'ARCHEVÊQUE DE BORDEAUX. Et scellées du sceau de l'état.



## LETTRES PATENTES DU ROI,

*Sur un décret de l'Assemblée nationale, portant que les Juifs connus en France sous le nom de Juifs Portugais, Espagnols & Avignonois, y jouiront des droits de Citoyens actifs.*

Données à Paris, au mois de Janvier 1790.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir ; SALUT. L'assemblée nationale a décrété, le 28 janvier présent mois, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

Tous les Juifs connus en France sous le nom de *Juifs Portugais, Espagnols & Avignonois*, continueront de jouir des droits dont ils ont joui jusqu'à présent, & qui leur avoient été accordés par des lettres patentes. En conséquence, ils jouiront des droits de citoyens actifs, lorsqu'ils réuniront d'ailleurs les conditions requises par les décrets de l'assemblée nationale dont nous avons ordonné l'exécution.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons signé & fait contresigner cesdites présentes, auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'état. A Paris, au mois de janvier, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-dix, & de notre règne le seizième. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, par le roi, DE SAINT-PRIEST. *Visé* L'ARCHEVÊQUE DE BORDEAUX. Et scellées du sceau de l'état.

## LETTRES PATENTES DU ROI,

*Sur les décrets de l'Assemblée nationale, des 19 & 21 Décembre 1789, concernant la Caisse d'Escompte, & portant établissement d'une Caisse de l'Extraordinaire.*

Données à Paris, au mois de Janvier 1790.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir ; SALUT. L'assemblée nationale a décrété, les 19 & 21 décembre 1789, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

## A R T I C L E P R E M I E R.

LES billets de la caisse d'escompte continueront d'être reçus en payement dans toutes les caisses publiques & particulières jusqu'au premier juillet 1790 ; elle fera tenue d'effectuer ses payemens à bureau ouvert à cette époque.

## I I.

LA caisse d'escompte fournira au trésor public, d'ici au premier juillet prochain, quatre-vingt millions en ses billets.]

## I I I.

LES soixante-dix millions déposés par la caisse d'escompte au trésor royal en 1787 lui seront remboursés en annuités portant cinq pour cent d'intérêt, & trois pour cent pour le remboursement du capital en vingt années.

## I V.

IL sera donné à la caisse d'escompte, pour les avances de l'année 1789 & des six premiers mois 1790, cent soixante-dix millions en assignats sur la caisse de l'extraordinaire, ou billets d'achats sur les biens-fonds qui seront mis en vente, portant intérêt à cinq pour cent, & payables à raison de dix millions par mois, depuis le premier janvier 1791.

## V.

LA caisse d'escompte sera autorisée à créer vingt-cinq mille actions nouvelles, payables par sixièmes de mois en mois, à compter du premier janvier présent mois, moitié en argent ou en billets de caisse, & moitié en effets qui seront désignés.

## V I.

LE dividende sera fixé invariablement à six pour cent ; le surplus des bénéfices restera en caisse ou dans la circulation de la caisse pour former un fonds d'accumulation.

## V I I.

LORSQUE le fonds d'accumulation sera de six pour cent sur le capital de la caisse, il en fera retranché cinq pour être ajoutés au capital existant alors, & le dividende sera payé à six pour cent sur ce nouveau capital.

## V I I I.

LA caisse d'escompte sera tenue de rembourser à ses actionnaires deux mille livres par action, en quatre payemens de cinq cents livres chacun, qui seront effectués le premier janvier 1791, le premier juillet de la même année, le premier janvier 1792 & le premier juillet 1792. Ce remboursement toutefois ne pourra avoir lieu qu'autant qu'il restera à la

caisse un fonds libre en circulation de cinquante millions au moins.

### I X.

IL sera formé une caisse de l'extraordinaire, dans laquelle seront versés les fonds provenant de la contribution patriotique, ceux des ventes qui seront ci-après ordonnées, & toutes les autres recettes extraordinaires de l'état. Les deniers de cette caisse seront destinés à payer les créances exigibles & arriérées, & à rembourser les capitaux de toutes les dettes dont l'assemblée nationale aura décrété l'extinction.

### X.

LES domaines de la couronne, à l'exception des forêts & des maisons royales dont nous voudrions nous réserver la jouissance, seront mis en vente, ainsi qu'une quantité de domaines ecclésiastiques suffisante pour former ensemble la valeur de quatre cent millions.

### X I.

L'ASSEMBLÉE nationale se réserve de désigner incessamment lesdits objets, ainsi que de régler la forme & les conditions de leur vente, après avoir reçu les renseignemens qui lui seront donnés par les assemblées de département, conformément au décret du 2 novembre.

### X I I.

IL sera créé sur la caisse de l'extraordinaire des assignats portant intérêt à cinq pour cent, jusqu'à concurrence de la valeur desdits biens à vendre, lesquels assignats seront admis de préférence dans l'achat desdits biens. Il sera éteint desdits assignats, soit par lesdites ventes, soit par les rentrées de la contribution patriotique, & par toutes les autres recettes extraordinaires qui pourront avoir lieu, cent vingt millions

en 1791, cent millions en 1792, quatre-vingt millions en 1793, quatre-vingt millions en 1794, & le surplus en 1795.

MANDONS & ordonnons aux tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons signé & fait contresigner cesdites présentes, auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'état. A Paris, au mois de janvier, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-dix, & de notre règne le seizième. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, par le roi, DE SAINT-PRIEST. Et scellées du sceau de l'état.

# LETTRES PATENTES DU ROI,

*Sur un décret de l'Assemblée nationale, contenant  
diverses dispositions relatives aux Municipalités.*

Données à Paris, au mois de Janvier 1790.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS: A tous présens & à venir; SALUT. L'assemblée nationale a décrété, les 29 & 30 décembre dernier, & nous voulons & ordonnons ce qui suit:

## A R T I C L E P R E M I E R.

NUL citoyen ne pourra exercer en même-temps, dans la même ville ou communauté, les fonctions municipales & les fonctions militaires.

## I I.

Aux prochaines élections, lorsque les assemblées primaires des citoyens actifs de chaque canton, ou les assemblées particulières de communauté auront été formées, & aussi-tôt après que le président & le secrétaire auront été nommés, il fera, avant de procéder à aucune autre élection, prêté par le président & le secrétaire, en présence de l'assemblée, & ensuite par les membres de l'assemblée, entre les mains du président, le serment de *maintenir de tout leur pouvoir la constitution du royaume; d'être fidèles à la nation à la loi & au roi; de choisir en leur ame & conscience les plus dignes de la confiance publique, & de remplir avec zèle & courage les fonctions*  
civiles

*civiles & politiques qui pourront leur être confiées. Ceux qui refuseront de prêter ce serment seront incapables d'élire & d'être élus.*

## I I I.

LE premier élu des suppléans sera le premier appelé en remplacement ; le second après lui, & ainsi de suite.

## I V.

LES citoyens qui seront élus pour remplir avec le maire les places de la municipalité porteront dans tout le royaume le seul nom d'*officiers municipaux*.

## V.

LES administrations de département & de district, & les corps municipaux, auront chacun dans leur territoire, en toute cérémonie publique, la prééance sur les officiers & les corps civils & militaires.

## V I.

LE conseil municipal, lorsqu'il recevra les comptes des bureaux, sera présidé par le premier élu des membres qui composeront le conseil.

## V I I.

LES juges & les officiers de justice, tant des sièges royaux, même de ceux d'exception, que des juridictions seigneuriales, pourront, aux prochaines élections, être choisis pour les places des municipalités & des administrations de département & de district ; mais s'ils restent juges ou officiers de justice, par l'effet de la nouvelle organisation de l'ordre judiciaire, ils seront tenus d'opter.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons signé & fait contre-signer cesdites présentes, auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'état. A Paris, au mois de janvier, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-dix, & de notre règne le seizième.  
*Signé* LOUIS. *Et plus bas*, DE SAINT-PRIEST. Et scellées du sceau de l'état.



## LETTRES PATENTES DU ROI,

*Sur un décret de l'Assemblée nationale, portant que l'Isle de Corse fait partie de l'empire François.*

Données à Paris , au mois de Janvier 1790.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir ; SALUT. L'assemblée nationale a décrété, le 30 de novembre dernier, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

L'ISLE de Corse fait partie de l'empire François : ses habitans seront régis par la même constitution que les autres François.

- MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités de l'Isle de Corse, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons signé & fait contresigner cesdites présentes, auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'état. A Paris, au mois de janvier, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-dix, & de notre règne le seizième. *Signé LOUIS. Et plus bas*, par le roi, LA TOUR-DU-PIN. Et scellées du sceau de l'état.

## LETTRES PATENTES DU ROI ;

*Sur un décret de l'Assemblée nationale , concernant  
les Condamnations prononcées pour raison des  
délits & des crimes.*

Données à Paris , au mois de Janvier 1790.

**L**OUIS , par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état , ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir ; SALUT. L'assemblée nationale a décrété , le 21 de ce mois , & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

## ARTICLE PREMIER.

LES délits du même genre seront punis par le même genre de peines , quels que soient le rang & l'état des coupables.

## I I.

LES délits & les crimes étant personnels , le supplice d'un coupable & les condamnations infamantes quelconques n'impriment aucune flétrissure à sa famille ; l'honneur de ceux qui lui appartiennent n'est nullement entaché , & tous continueront d'être admissibles à toutes sortes de professions , d'emplois & de dignités.

## I I I.

LA confiscation des biens des condamnés ne pourra jamais être prononcée en aucun cas.

## I V.

LE corps du supplicié sera délivré à sa famille , si elle le

demande. Dans tous les cas , il fera admis à la sépulture ordinaire , & il ne sera fait sur le registre aucune mention du genre de mort.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux , corps administratifs & municipalités , que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres , lire , publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs , & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons signé & fait contresigner cesdites présentes , auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'état. A Paris , au mois de janvier , l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-dix , & de notre règne le seizième. *Signé* LOUIS. *Et plus bas* , par le roi , DE SAINT-PRIEST. *Visa* ✕ L'ARCHEVÊQUE DE BORDEAUX. Et scellées du sceau de l'état.

## LETTRES PATENTES DU ROI,

*Sur un décret de l'Assemblée nationale, qui ordonnent la Convocation des Assemblées pour la composition des Municipalités.*

Données à Paris, le 6 Janvier 1790.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous ceux qui ces présentes lettres verront ; SALUT. L'assemblée nationale a décrété, le 29 décembre dernier, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

HUIT jours après la publication des lettres patentes du mois dernier & du présent mois, par lesquelles nous avons ordonné l'exécution des décrets relatifs aux municipalités, laquelle publication sera faite sans délai, il sera procédé à cette exécution ; & en conséquence, les citoyens actifs de chaque communauté s'assembleront pour composer les municipalités, conformément aux règles prescrites par nosdites lettres patentes ; à l'effet de quoi les anciens officiers, les syndics, ou ceux qui sont actuellement en possession d'en exercer les fonctions, seront tenus de faire la convocation. Leur enjoignons au surplus de nous rendre compte exactement de l'exécution de nos susdites lettres patentes.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons signé & fait contresigner cesdites présentes, auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'état. A Paris, le sixième jour du mois de janvier, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-dix, & de notre règne le seizième. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, par le roi, DE SAINT-PRIEST, Et scellées du sceau de l'état.

## PROCLAMATION DU ROI,

*Concernant les Déclarations pour la Contribution Patriotique.*

Du 14 Janvier 1790.

SA majesté étant informée que dans les différentes provinces du royaume, plusieurs citoyens ont différé jusqu'à présent de faire leurs déclarations pour la contribution patriotique, à cause de l'incertitude qu'apportent à leur détermination les interprétations diverses données à quelques dispositions du décret de l'assemblée nationale, du 6 octobre dernier, sa majesté a jugé qu'il étoit indispensable, pour la pleine & entière exécution dudit décret & de celui du 26 décembre dernier, de faire cesser les doutes qui ont pu s'élever à ce sujet; en conséquence, le roi a ordonné & ordonne ce qui suit:

## ARTICLE PREMIER.

L'ARTICLE II du décret de l'assemblée nationale ayant fixé la contribution patriotique au quart du revenu dont chacun jouit, & en outre à deux & demi pour cent de l'argenterie ou des bijoux dont on sera possesseur, & à deux & demi pour cent de l'or & de l'argent monnoyé que l'on garde en réserve; chaque citoyen doit, en conséquence, réunir dans l'évaluation de son revenu tout ce dont il jouit, soit en produit de biens-fonds situés en France ou hors du royaume, soit en rentes foncières ou constituées, perpétuelles ou viagères; en bénéfices ecclésiastiques, appointemens & traitemens militaires; gages, émolumens ou autres charges & offices; honoraires, appointemens ou traitemens de places ou emplois; pensions,

de quelque nature qu'elles soient; ou enfin en profits de commerce ou d'industrie, dans quelque art & profession que ce puisse être.

## I I.

CEUX qui pourroient craindre de perdre quelques places, offices ou emplois, ou de voir réduire leur revenu, soit par la suppression ou réduction de quelque traitement ou pension, soit par l'effet de toute autre opération décrétée par l'assemblée nationale, ou ordonnée par le roi, soit enfin par l'extinction de quelque rente viagère payée par le trésor royal, & placée sur une autre tête que la leur, seront néanmoins tenus de faire dans le délai de deux mois, prescrit par le décret de l'assemblée nationale, du 26 décembre dernier, leur déclaration pour la contribution patriotique sur le pied de leur revenu actuel, sauf la modération qui aura lieu sur les payemens de leur contribution, à proportion des réductions ou suppressions qu'à chacune des trois époques de paiement ils se trouveroient avoir éprouvées, de sorte qu'ils n'aient jamais à acquitter à chacune desdites trois époques qu'un douzième du revenu annuel dont ils jouiront réellement au moment du paiement à effectuer.

## I I I.

LES déclarans auront la faculté d'insérer dans leurs déclarations les réserves exprimées dans l'article précédent; mais, soit que lesdites réserves aient été exprimées dans les déclarations déjà faites ou qui le feront dans le nouveau délai prescrit, soit qu'elles y aient été omises, la modération de paiement ordonnée par l'article II précédent aura généralement lieu pour toutes les personnes qui se trouveront avoir éprouvé dans leurs revenus les suppressions ou réductions prévues audit article.

## I V.

TOUT citoyen étant autorisé, par l'article II du décret de l'assemblée nationale, à déduire sur le revenu dont il jouit les *charges foncières*, les impositions, les intérêts par billets ou obligations, & les rentes constituées auxquelles il se trouve assujetti, les déclarans peuvent comprendre parmi les charges foncières dont la déduction est ainsi autorisée les frais d'entretien & réparation des biens-fonds qu'ils seront dans le cas d'évaluer, ainsi qu'il est réglé pour l'imposition des vingtièmes, au douzième du revenu desdits biens-fonds pour les biens de campagne exigeant des bâtimens; au quinzième pour les maisons des villes, & au quart pour les étangs, moulins, forges & autres usines. Les possesseurs de biens-fonds qui font valoir par eux-mêmes pourront aussi faire la déduction des frais de culture.

## V.

TOUTE autre dépense, ne pouvant être considérée comme charge, mais seulement comme emploi & consommation du revenu, ne doit pas être déduite.

## V I.

UN grand nombre des ci-devant privilégiés ne connoissant point encore la quotité des impositions qu'ils auront à acquitter sur leurs revenus actuels, & ne pouvant dès-lors déterminer dès-à-présent avec précision le montant de la déduction desdites impositions, autorisée par le décret du 6 octobre dernier, lesdits ci-devant privilégiés seront tenus néanmoins de faire leur déclaration dans le délai de deux mois prescrit par le décret du 26 décembre dernier, sans faire aucune déduction pour raison desdites impositions, ce dont ils feront mention dans leur dite déclaration; mais à chacune des époques du paiement de la contribution patriotique, il leur sera tenu compte, s'ils acquittent leur contribution

en un feul terme au mois d'avril 1790, du quart des impositions qu'ils justifieront avoir payées, tant en vertu des rôles de l'année entière 1789, que des rôles de supplément des fix derniers mois de ladite année. S'ils acquittent leur contribution en deux termes, il leur fera déduit fur le fecond & dernier payement le quart des impositions qu'ils justifieront avoir payées pour l'année 1790. Enfin, s'ils l'acquittent en trois termes, il leur fera tenu compte fur le fecond payement du huitième des impositions qu'ils auront acquittées pour 1790, & fur le troifième & dernier payement, du huitième des impositions par eux acquittées pour 1791.

## V I I.

LES ambassadeurs, consuls & autres François employés en pays étrangers avec un caractère public, ou chargés d'une mission quelconque, feront tenus de faire auffi leur déclaration pour la contribution patriotique, au lieu de leur domicile en France.

## V I I I.

LES mineurs émancipés feront tenus de faire leur déclaration, affiftés ou non de leurs curateurs; & les personnes à qui les tribunaux ont nommé des confeils pour l'adminiftration de leurs revenus la feront affiftées defdits confeils.

## I X.

LES tuteurs des mineurs non émancipés, & les curateurs des interdits ou des abfens, feront tenus de faire, en leurdite qualité, la déclaration de la contribution patriotique defdits mineurs interdits ou abfens, dans les proportions fixées par l'assemblée nationale; & les fommes par eux acquittées en conféquence defdites déclarations leur feront allouées dans leurs comptes fans aucune difficulté, par - tout où il appartiendra.



## X.

LES personnes dont le revenu n'est que de quatre cents livres & au-dessous n'étant assujetties, d'après l'article XIII du décret du 16 octobre, à aucune proportion dans les déclarations qu'elles sont tenues de faire, & étant libres de fixer cette proportion suivant leur volonté, celles qui, par la déclaration exacte du quart de leur revenu, se trouveroient ne pas conserver une somme nette de quatre cents livres pour les trois quarts restant, pourront réduire leur contribution de manière que ladite somme de quatre cents livres leur reste en totalité, en ajoutant toutefois à la somme qu'elles auront ainsi à acquitter celle qu'elles jugeront à propos d'offrir, à raison desdites quatre cents livres.

Ainsi, dans le cas où un particulier jouiroit d'un revenu de 520 liv., comme, prélèvement fait du quart de ce revenu, lequel quart est de 130 liv., il ne lui resteroit plus, en payant cette contribution, que la somme de 390 liv., il ne sera tenu de déclarer pour sa contribution patriotique que la somme de 120 liv., en ajoutant au surplus à ces 120 liv. telle offrande libre & volontaire qu'il lui sera loisible de déterminer pour raison des 400 liv. restant.

A Paris, ce quatorzième jour de janvier mil sept cent quatre-vingt-dix. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, par le roi, DE SAINT-PRIEST.

## LETTRES PATENTES DU ROI,

*Sur les décrets de l'Assemblée nationale, des 4 & 5 Janvier 1790, concernant les Pensions, Traitemens conservés, &c. la suspension de tout payement, même provisoire, desdites pensions, & de tous appointemens & traitemens à l'égard des François actuellement absens sans mission expresse du Gouvernement; & enfin le séquestre des revenus des Bénéfices dont les titulaires François, également absens du royaume, le seront encore trois mois après la publication desdites Lettres patentes.*

Données à Paris, le 14 Janvier 1790.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : À tous présens & à venir ;  
SALUT. L'assemblée nationale a décrété, les 4 & 5 de janvier présent mois, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

## ARTICLE PREMIER.

LES arrérages échus jusqu'au premier janvier présent mois, de toute pension, traitement conservé, don & gratification annuelle, qui n'excéderont point la somme de trois mille livres seront payés conformément aux réglemens existans; & sur celles desdites pensions & autres grâces qui, toutes réunies & rassemblées sur une même tête, excéderaient ladite somme de trois mille livres, il sera payé provisoirement pareille somme de trois mille livres seulement, & par année,

excepté toutefois à l'égard des septuagénaires, dont les pensions, traitemens conservés, dons & gratifications annuelles, seront payés provisoirement jusqu'à concurrence de douze mille livres ; & le premier ministre de nos finances se fera représenter l'état desdites pensions, dons & gratifications annuelles, au-dessus de trois mille ou de douze mille livres, qui auroient pu être payés dans l'intervalle du premier janvier jusqu'à cejourd'hui, pour arrêter définitivement ledit état.

## I I.

A compter du premier janvier 1790, le payement de toutes pensions, traitemens conservés, dons & gratifications annuelles à échoir en la présente année sera différé jusqu'au premier juillet prochain, pour être payés à ladite époque, d'après ce qui aura été décrété par l'assemblée nationale.

## I I I.

IL fera nommé un comité de douze personnes, qui présentera incessamment à l'assemblée nationale un plan d'après lequel les pensions, traitemens, dons & gratifications actuellement existant devront être réduits, supprimés ou augmentés, & proposera les règles d'après lesquelles les pensions devront être accordées à l'avenir.

## I V.

IL ne fera payé, même provisoirement, aucune pension, don, gratification, appointemens & traitemens attribués à quelques fonctions publiques, aux François habituellement domiciliés dans le royaume, & actuellement absens sans mission expresse de notre part antérieure à ce jour.

## V.

LES revenus des bénéfices dont les titulaires François sont

absens du royaume , & le feront encore trois mois après la publication des présentes sans une mission de notre part antérieure à ce jour , seront mis en sequestre.

ENJOIGNONS à tous ordonnateurs , ainsi qu'aux administrateurs du trésor royal , de se conformer aux présentes , que nous voulons être exécutées comme loi du royaume. Mandons & ordonnons à tous les tribunaux , corps administratifs & municipalités , que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres , lire , publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs. En foi de quoi nous avons signé & fait contresigner cesdites présentes , auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'état. A Paris , le quatorzième jour de janvier , l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-dix , & de notre règne le seizième. *Signé* LOUIS. *Et plus bas* , par le roi , DE SAINT - PRIEST. Et scellées du sceau de l'état.

## PROCLAMATION DU ROI,

*Sur un décret de l'Assemblée nationale, concernant les  
Prisonniers détenus en vertu d'ordres particuliers.*

Du 15 Janvier 1790.

V U par le roi le décret dont la teneur suit :

*ETRAIT du procès-verbal de l'Assemblée nationale, du 12  
Janvier 1790.*

L'ASSEMBLÉE nationale, considérant qu'il est de son devoir de prendre les informations les plus exactes pour connoître la totalité des prisonniers qui sont illégalement détenus ;

Que, malgré les états qui ont été remis à ses commissaires par les ministres du roi, plusieurs détentions anciennes peuvent être ignorées des ministres mêmes, sur-tout si elles ont eu lieu en vertu d'ordres des commandans, intendans ou autres agens du pouvoir exécutif, décrète :

Que huit jours après la réception du présent décret, tous gouverneurs, lieutenans de roi, commandans de prisons d'état, supérieurs de maisons de force, supérieurs de maisons religieuses, & toutes autres personnes chargées de la garde des prisonniers détenus par lettres de cachet ou par ordres quelconques des agens du pouvoir exécutif, seront tenus, à peine d'en demeurer responsables, d'envoyer à l'assemblée nationale un état certifié véritable, contenant les âges, noms & surnoms des différens prisonniers, avec les causes & la date de leur détention, & l'extrait des ordres en vertu desquels ils ont été emprisonnés.

LE roi a sanctionné & sanctionne ledit décret, pour être envoyé aux municipalités du royaume, auxquelles sa majesté ordonne de le faire exécuter chacune dans son ressort.

FAIT à Paris, le quinze janvier mil sept cent quatre-vingt-dix. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, par le roi, DE SAINT-PRIEST.

## LETTRES PATENTES DU ROI,

*Sur un décret de l'Assemblée nationale, relatif aux conditions exigées pour être Citoyen actif.*

Données à Paris, le 16 Janvier 1790.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous ceux qui ces présentes lettres verront ; **SALUT.** L'assemblée nationale, considérant que, forcée d'imposer quelques conditions à la qualité de citoyen actif, elle a dû rendre au peuple ces conditions aussi faciles à remplir qu'il est possible ; que le prix des trois journées de travail exigées pour être citoyen actif ne doit pas être fixé sur les journées d'industrie, susceptibles de beaucoup de variations, mais sur celles employées au travail de la terre, a décrété provisoirement, le 15 janvier présent mois, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

1°. Dans la fixation du prix des journées de travail pour être citoyen actif, l'on ne pourra excéder la somme de vingt sous, sans que cette fixation, qui n'a pour objet que de régler une des conditions des citoyens actifs, puisse rien changer ni préjuger relativement au prix effectif plus fort qu'on a coutume de payer les journées dans les divers lieux.

2.° L'on ne pourra recommencer les élections déjà faites, sous prétexte que la fixation du prix de la journée de travail auroit été trop forte.

**MANDONS** & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens

départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons signé & fait contresigner cesdites présentes, auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'état. A Paris, le seizième jour du mois de janvier, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-dix, & de notre règne le seizième. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, DE SAINT-PRIEST. Et scellées du sceau de l'état.

## LETTRES PATENTES DU ROI,

*Sur un décret de l'Assemblée nationale, portant que nonobstant toute attribution, tous Juges ordinaires peuvent & doivent informer de tous crimes.*

Données à Paris, le 16 Janvier 1790.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous ceux qui ces présentes lettres verront ; SALUT. L'assemblée nationale a déclaré, le 12 janvier présent mois, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

Nonobstant toute attribution, tous juges ordinaires peuvent & doivent informer de tous crimes, de quelque nature qu'ils soient, & quelle que soit la qualité des accusés ou prévenus, même décréter sur l'information & interroger les accusés, sauf ensuite le renvoi au Châtelet de ceux dont la connoissance lui est particulièrement & provisoirement attribuée.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons signé & fait contresigner cesdites présentes, auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'état. A Paris, le seizième jour du mois de janvier, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-neuf, & de notre règne le seizième.  
*Signé* LOUIS. *Et plus bas*, DE SAINT-PRIEST.



## PROCLAMATION DU ROI,

*Qui nomme les personnes qui doivent signer les Reconnoissances données en exécution de sa Proclamation du 11 Novembre 1789, & les Coupons d'intérêts attribués auxdites reconnoissances.*

Du 17 Janvier 1790.

**L** E ROI, par sa proclamation du 11 novembre 1789, ayant ordonné que les effets au porteur sortis & à sortir en remboursement seroient rapportés au sieur Savalette de Langes, administrateur du trésor royal, pour être échangés en reconnoissances garnies de coupons d'intérêts, payables de six mois en six mois jusqu'au premier janvier 1792, à compter de l'époque à laquelle ils auroient dû être remboursés, & s'agissant de pourvoir à la signature, tant desdites reconnoissances que de leurs coupons;

Sa majesté a commis & commet le sieur Savalette de Langes pour signer lesdites reconnoissances; le sieur Jean-Louis Griois, pour signer le coupon qui comprendra les intérêts échus au premier janvier 1790; le sieur Etienne-Olivier Picot, pour signer le coupon des six premiers mois 1790; le sieur Etienne-Vincent-de-Paule Maubach, pour signer le coupon des six derniers mois 1790; le sieur Alexandre-Henri-Simon Cornu de la Fontaine, pour signer le coupon des six premiers mois 1791; le sieur Michel Beljambe, pour signer le coupon des six derniers mois 1791, sans que lesdits sieurs Griois, Picot, Maubach, Cornu de la Fontaine & Beljambe soient tenus d'aucuns comptes envers sa majesté, attendu qu'ils ne feront à ce sujet aucune recette ni dépense.

FAIT à Paris, le dix-sept janvier mil sept cent quatre-vingt-dix. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, DE SAINT-PRIEST.

## LETTRES PATENTES DU ROI,

*Sur le décret de l'Assemblée nationale, du 12 Janvier 1790, portant que les Commissions intermédiaires des pays d'États sont autorisées à rendre exécutoires les rôles d'Impositions.*

Données à Paris, le 21 Janvier 1790.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS: A tous ceux qui ces présentes lettres verront; SALUT. L'assemblée nationale a décrété, le 12 du présent mois, & nous voulons & ordonnons ce qui suit:

Les commissions intermédiaires des pays d'états sont autorisées à rendre exécutoires les rôles d'impositions.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons signé & fait contresigner cesdites présentes, auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'état. A Paris, le vingt-unième jour de janvier, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-dix, & de notre règne le seizième. *Signé LOUIS. Et plus bas*, par le roi, DE SAINT-PRIEST. Et scellées du sceau de l'état.

## LETTRES PATENTES DU ROI,

*Sur un décret de l'Assemblée nationale, qui proroge jusqu'au premier Mars prochain le délai pour la déclaration des Biens ecclésiastiques.*

Données à Paris, le 24 Janvier 1790.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS: A tous ceux qui ces présentes lettres verront; SALUT. L'assemblée nationale a décrété, le 16 de ce mois, & nous voulons & ordonnons ce qui suit:

LE délai de deux mois pour la déclaration des biens ecclésiastiques, prescrite par nos lettres patentes du 18 novembre dernier, qui ordonnent l'exécution du décret du 13 du même mois, sera prorogé jusqu'au premier mars prochain; & même les ecclésiastiques membres de l'assemblée seront tenus de satisfaire à nosdites lettres patentes dans ledit délai.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons signé & fait contresigner cesdites présentes, auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'état. A Paris, le vingt-quatrième jour du mois de janvier, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-dix, & de notre règne le seizième. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, par le roi, DE SAINT-PRIEST. Et scellées du sceau de l'état.

## PROCLAMATION DU ROI,

*Sur le décret de l'Assemblée nationale, portant que le droit de Péage perçu à l'île Barbe sur la Saone continuera de l'être.*

Du 24 Janvier 1790.

**V**U par le roi le décret dont la teneur suit :

*EXTRAIT du procès-verbal de l'Assemblée Nationale.*

Du 30 Décembre 1789.

L'ASSEMBLÉE nationale décrète que le droit de péage perçu à l'île Barbe sur la Saone, près Lyon, continuera de l'être jusqu'à ce qu'il y ait été autrement pourvu, d'après le vœu de l'administration du département.

COLLATIONNÉ par nous, président & secrétaires de l'Assemblée nationale. A Paris, le trente décembre mil sept cent quatre-vingt-neuf. *Signé* DÉMEUNIER, *président*; CHARLES DE LAMETH, *secrétaire*; CHASSET, *secrétaire*; DUPORT, *secrétaire*; le baron DE MENOU, *secrétaire*; TREILHARD, *secrétaire*; MASSIEU, *cure de Sergy, secrétaire*.

LE roi a ordonné & ordonne que ledit décret sera exécuté suivant sa forme & teneur; en conséquence, que ledit droit de péage continuera d'être perçu par Joseph-Bazile Poinsignon, administrateur général des domaines, ainsi qu'il l'a été par le passé, & que ledit Poinsignon continuera de verser annuellement au trésor royal, en deux payemens égaux, de six mois en six mois, le montant dudit droit en principal seulement, à la déduction toutefois des quatre pour cent de remise accordés aux cautions dudit Poinsignon, pour être la somme provenant dudit versement employée ainsi qu'il a été ordonné par l'arrêt du conseil du 24 juillet 1783.

FAIT à Paris, le vingt-quatre janvier mil sept cent quatre-vingt-dix. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, par le roi, DE SAINT-PRIEST.

## LETTRES PATENTES DU ROI,

*Sur le décret de l'Assemblée nationale, du 23 Janvier 1790, concernant la compensation des quittances des Décimes payées par les contribuables auxdites Décimes, pour les six derniers mois 1789, avec les sommes auxquelles ils se trouveront imposés dans les rôles de supplément des Impositions ordinaires, sur les ci-devant Privilégiés, pour les mêmes six derniers mois 1789.*

Données à Paris, le 27 Janvier 1790.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS: A tous ceux qui ces présentes lettres verront; SALUT. Sur les représentations qui ont été faites à l'assemblée nationale par le receveur général, chargé ci-devant du recouvrement des décimes & autres impositions du clergé de France, qu'un grand nombre d'ecclésiastiques se refusent au paiement des six derniers mois de leurs décimes de l'année 1789, sur le fondement qu'ils sont compris pour les six derniers mois de ladite année dans les rôles de supplément des impositions ordinaires, en vertu du décret du 26 septembre dernier & des décrets subséquens; l'assemblée nationale, pour faire cesser toutes difficultés à cet égard, à décrété le 23 de ce mois, & nous voulons & ordonnons ce qui suit:

## ARTICLE PREMIER.

LES contribuables aux décimes pour l'année 1789 les acquitteront en entier entre les mains des receveurs des décimes.

## I I.

LES collecteurs ou autres préposés à la perception des impositions ordinaires de 1789 seront tenus de recevoir pour comptant les quittances des sommes payées par les contribuables aux décimes, pour la moitié desdites décimes de l'année 1789.

## I I I.

SI le montant de la moitié des décimes de 1789 excédoit le montant de l'imposition ordinaire des six derniers mois de ladite année, les quittances de cette moitié desdites décimes ne seront reçues que jusqu'à concurrence dudit montant de l'imposition.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons signé & fait contre-signer cesdites présentes, auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'état. A Paris, le vingt-septième jour du mois de janvier mil sept cent quatre-vingt-dix, & de notre règne le seizième. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, par le roi, DE SAINT-PRIEST.

## LETTRES PATENTES DU ROI,

*Sur le décret de l'Assemblée nationale , du 28 Janvier 1790 , concernant le payement des Octrois, droits d'Aides de toute nature, & autres droits y réunis, sans aucun privilège, exemption ni distinction personnelles quelconques.*

Données à Paris, le 13 Janvier 1790.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous ceux qui ces présentes lettres verront ; SALUT. L'assemblée nationale a décrété, le 28 de ce mois, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

Tous les octrois, droits d'aides de toute nature, & autres droits y réunis, sous quelque dénomination qu'ils soient connus dans les villes & autres lieux du royaume où ils sont établis, continueront d'être perçus dans la même forme & sous le même régime précédemment établi, jusqu'à ce qu'il ait été autrement statué, néanmoins sans aucun privilège, exemption ni distinction personnelles quelconques, n'entendant rien innover, quant à présent, aux usages concernant les consommations de nos troupes, tant Françaises qu'étrangères, ainsi que des hôpitaux.

Les fermiers ou régisseurs des droits appartenant aux villes seront tenus d'exhiber les registres de leur perception aux officiers municipaux, sur leur simple réquisition, & les sommes provenant de l'augmentation résultant de la suppression des

exemptions & privilèges seront versées dans les caisses du receveur des municipalités, sans préjudice de la partie de ces droits qui peut appartenir au trésor public.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loix du royaume. En foi de quoi nous avons signé & fait contre-signer cesdites présentes, auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'état. A Paris, le trente-unième jour du mois de janvier, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-dix, & de notre règne le seizième. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, par le roi, DE SAINT-PRIEST. Vu au conseil, LAMBERT. Et scellées du sceau de l'état.



## LETTRES PATENTES DU ROI,

*Sur un décret de l'Assemblée nationale, contenant diverses dispositions relatives aux Assemblées de communautés & aux Assemblées primaires.*

Données à Paris, le 3 Février 1790.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir ; SALUT. L'assemblée nationale a décrété, le 2 de ce mois, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

## ARTICLE PREMIER.

DANS les assemblées de communautés & dans les assemblées primaires, les trois plus anciens d'entre ceux qui savent écrire pourront seuls écrire au premier scrutin, en présence les uns des autres, le bulletin de tout citoyen actif qui ne pourroit l'écrire lui-même ; & lorsqu'on aura nommé des scrutateurs, ces scrutateurs pourront seuls, après avoir prêté le serment de bien remplir leurs fonctions & de garder le secret, écrire, pour le scrutin postérieur, les bulletins de ceux qui ne sauront pas écrire.

Il ne pourra être reçu aucun autre bulletin que ceux qui auront été écrits, ou par les citoyens actifs, ou par les trois plus anciens d'âge, ou par les trois scrutateurs, dans l'assemblée même sur le bureau.

## II.

POUR être citoyen actif ou éligible, il n'est pas besoin de payer dans le lieu même la quotité de contribution directe exigée par les décrets antérieurs par nous sanctionnés ou acceptés ; il suffit de la payer dans quelque partie du royaume que ce soit.

## I I I.

LES membres des assemblées de communautés & des assemblées primaires prêteront individuellement le serment patriotique ; le président prononcera la formule , & les citoyens actifs, appelés l'un après l'autre, répondront en levant la main : *je le jure.*

## I V.

DANS tous les lieux où des comités élus librement par la commune remplissent les fonctions municipales conjointement avec les anciennes municipalités , les opérations relatives à l'exécution du décret de l'assemblée sur la formation des municipalités nouvelles, par nous accepté , seront faites par les officiers municipaux & les comités conjointement. Dans les lieux où d'anciennes municipalités électives ou non électives sont restées en possession des fonctions municipales , quoique des comités élus librement s'y soient établis, elles procéderont aussi à l'exécution de nos lettres patentes concernant les nouvelles municipalités , conjointement avec les comités librement élus. Dans tout autre cas , les comités élus librement seront chargés seuls de l'exécution de nos lettres patentes relatives aux municipalités.

## V.

LORSQUE les nouvelles municipalités seront formées , les comités permanens , électoraux & autres , sous quelque dénomination que ce soit , ne pourront plus continuer aucune fonction municipale ; les compagnies armées , sous le titre de *milice bourgeoise* , *garde nationale* , *volontaires* ou sous toute autre dénomination , ne se mêleront ni directement ni indirectement de l'administration municipale , mais obéiront aux réquisitions des officiers municipaux , en conformité des décrets de l'assemblée nationale , par nous sanctionnés ou acceptés.

## V I.

DANS les lieux où il n'y a que des contributions territoriales, dans ceux où l'on ne perçoit aucune contribution directe, soit parce qu'elle a été convertie en impositions indirectes, soit par toute autre cause, il est décrété & par nous ordonné, jusqu'à la nouvelle organisation de l'impôt, que tous les citoyens qui réuniront d'ailleurs les autres conditions prescrites par les décrets de l'assemblée, dont nous avons ordonné l'exécution, seront réputés citoyens actifs & éligibles; excepté dans les villes ceux qui, n'ayant ni propriétés ni facultés connues, n'auront d'ailleurs ni profession ni métier; & dans les campagnes, ceux qui n'auront aucune propriété foncière, ou qui ne tiendront pas une ferme ou métairie de trente livres de bail.

## V I I.

IL ne pourra, sous prétexte de l'inobservation des articles ci-dessus, être procédé à de nouvelles élections, dans les lieux où elles se trouveront faites.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons signé & fait contre-signer cesdites présentes, auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'état. A Paris, le troisième jour du mois de février, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-dix, & de notre règne le seizième. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, par le roi, DE SAINT-PRIEST. *Visa* ✕ l'archevêque DE BORDEAUX. Et scellées du sceau de l'état.

## LETTRES PATENTES DU ROI,

*Sur le décret de l'Assemblée nationale , du 28 Janvier 1790 , concernant les recouvrements & versements , dans la forme existante , des Impositions ordinaires & directes de l'exercice 1790 & des exercices antérieurs.*

Données à Paris, le 3 Février 1790.

**L**OUIS , par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état , ROI DES FRANÇOIS : A tous ceux qui ces présentes lettres verront ; SALUT. L'assemblée nationale, considérant qu'après avoir prescrit , par son décret du 26 septembre dernier & par ses décrets subséquens, la forme de répartition des impositions ordinaires & directes de l'année 1790, il est indispensable d'en assurer également la perception; que la forme de cette perception pour l'exercice entier de 1790 se trouve nécessairement déterminée par les anticipations tirées à époque fixe sur cet exercice; qu'il est important d'acquitter le montant de ces anticipations aux époques de leur échéance , & d'empêcher qu'aucune anticipation nouvelle n'entame les revenus de 1791 ; qu'il est par conséquent utile de bien distinguer l'exercice de 1790 de celui de 1791 , dont les futures assemblées de département ne peuvent avec trop de maturité & de précaution régler la perception par des principes simples & des formes économiques , & qu'il est convenable d'indiquer, dès-à-présent, cette distinction des deux exercices aux municipalités qui vont être établies, afin que les recouvrements n'éprouvent aucune interruption, a décrété, le 30 du mois dernier, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

## A R T I C L E P R E M I E R.

LES préposés aux recouvremens des impositions ordinaires & directes dans les différentes municipalités du royaume seront tenus verser entre les mains des receveurs ordinaires de l'ancienne division des provinces, chargés dans les années précédentes de la perception de ces impositions, le montant entier desdites impositions de l'exercice de 1790 & des exercices antérieurs, dans la forme & dans les termes précédemment prescrits par les anciens réglemens.

## I I.

ATTENDU que les contribuables seront soulagés dans l'année présente, par la contribution des ci-devant privilégiés qui tourné à leur décharge, les trésoriers ou receveurs généraux entre les mains desquels lesdits receveurs ordinaires verseront le montant de leurs recettes seront tenus de faire, de leur côté, toutes diligences pour que les impositions de l'année 1790 & des années antérieures soient acquittées entièrement dans les six premiers mois de 1791 au plus tard.

## I I I.

LES contraintes ne pourront être décernées que sur le *visa* des directoires de district lorsqu'ils seront établis.

## I V.

Tous les receveurs particuliers seront tenus d'envoyer, mois par mois, l'état de leur recette & de ce qui reste dû, aux directoires des districts de leur arrondissement, lesquels seront tenus de les envoyer au plutôt au directoire du département.

## V.

LESDITS trésoriers ou receveurs généraux & particuliers ne pourront faire compensation des fonds de leur recette avec ceux de leur cautionnement ou finance.

## V I.

ILs remettront dans les six premiers mois de 1791, aux administrateurs des différens départemens, un état au vrai de la situation des recouvremens. Quant aux comptes définitifs, tant de l'exercice de 1790 que des années antérieures, ils seront présentés par eux à la vérification dans le courant de l'année 1792 au plus tard, devant qui & ainsi qu'il sera ordonné.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons signé & fait contre-signer cesdites présentes, auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'état. A Paris, le troisieme jour du mois de février, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-dix, & de notre règne le seizieme. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, par le roi, DE SAINT-PRIEST. Et scellées du sceau de l'état.

## LETTRES PATENTES DU ROI,

*Sur un décret de l'Assemblée nationale, portant  
établissement d'une Cour supérieure provisoire à  
Rennes.*

Du 4 Février 1790.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS: A tous ceux qui ces présentes lettres verront; SALUT. L'assemblée nationale instruite de la défobéissance de la nouvelle chambre des vacations du parlement de Rennes, a décrété le trois de ce mois, & nous voulons & ordonnons ce qui suit:

## ARTICLE PREMIER.

POUR former un tribunal provisoire qui remplace ladite chambre des vacations, il sera adjoint au sieur président de Talhouet, ci-devant nommé président de cette chambre, deux juges de chacun des quatre présidiaux de Bretagne, quatre jurisconsultes parmi ceux du barreau de Rennes, & deux de chaque ville où les trois autres présidiaux sont établis.

## II.

LESDITS membres se réuniront & se mettront en activité le plutôt possible: en cas de refus ou d'absence de partie d'entr'eux, ceux qui se trouveront réunis commenceront néanmoins sans délai l'exercice de leurs fonctions, appelant à cet effet, provisoirement & à leur choix, des avocats pour asseffeurs.

## I I I.

DANS l'absence du sieur président de Talhouet, la chambre sera présidée par le plus anciennement admis au serment d'avocat.

## I V.

LE même ordre d'ancienneté sera observé pour la préséance entre les autres juges, & ils pourront se diviser en deux sections pour la plus prompte expédition des affaires.

## V.

LA cour supérieure provisoire ainsi formée tiendra ses séances tous les jours, même pendant ceux de *fêtes de palais*, qui ne sont pas gardés par l'église.

## V I.

LES trois substitués de notre procureur-général feront, tant à l'audience qu'à la chambre du conseil, & dans l'instruction des procès criminels, toutes les fonctions du ministère public, concurremment & sans aucune préséance entr'eux; ils se distribueront également les affaires nouvelles, & conserveront celles dont ils sont saisis.

## V I I.

ENJOIGNONS aux greffiers, huissiers & à tous officiers ministériels attachés au parlement de Bretagne, de continuer leurs fonctions auprès de ladite cour supérieure provisoire.

## V I I I.

LES ci-devant juges composant les deux chambres des vacations successivement nommés, & tous autres juges du parlement de Bretagne, le sieur président de Talhouet excepté, remettront au greffe, dans huit jours après l'entrée



en exercice de ladite cour, les procès & pièces qu'ils peuvent avoir; & faute à eux de le faire, ils seront poursuivis à cet effet à la requête d'un des substituts & condamnés par corps à faire cette remise, & aux dommages & intérêts des parties.

## I X.

LADITE cour supérieure provisoire aura pour l'exercice du pouvoir judiciaire toute l'autorité dont le parlement de Bretagne étoit revêtu, à l'effet de juger toutes affaires, tant criminelles que civiles, à quelques sommes qu'elles puissent monter, ainsi & de la même manière que les chambres des vacations avoient reçu cette autorité par le décret du 3 novembre dernier, par nous sanctionné.

## X.

A l'exception du président de Talhouet, qui conservera ses gages, les honoraires des juges appelés à composer la cour supérieure provisoire seront de douze livres par jour, à compter, pour ceux de Nantes, Vannes & Quimper, du jour de leur départ; & pour ceux de Rennes, du jour de leur entrée en fonctions: autorisons le trésorier de la province de Bretagne à payer chaque mois lesdits honoraires, sur un mandat du président & d'un des substituts de ladite cour. En conséquence, lesdits juges ne percevront aucuns droits ni épices, sous quelque dénomination que ce soit.

## X I.

LES substituts, greffiers & autres officiers ministériels, n'étant point compris dans la fixation des honoraires, continueront de percevoir les émolumens qui leur sont attribués par le titre de leurs offices ou par les réglemens.

## X I I.

LES ci-devant juges composant la chambre des vacations dernièrement nommée seront privés de leurs gages depuis le

jour qu'appelés par nos lettres patentes pour rendre la justice, ils se sont assemblés sans remplir cette obligation, jusqu'au jour où la cour supérieure provisoire cessera ses fonctions, & où les juges qui seront établis d'après le nouvel ordre judiciaire commenceront les leurs.

### X I I I.

LESDITS gages seront payés au trésorier de la province de Bretagne, & serviront à remplacer d'autant dans sa caisse la somme qu'il payera pour les honoraires de la cour supérieure provisoire.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités de la province de Bretagne, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter. En foi de quoi nous avons signé & fait contresigner lesdites présentes, auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'état. A Paris, le quatrième jour du mois de février, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-dix, & de notre règne le seizième. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, par le roi, DE SAINT - PRIEST. Et scellées du sceau de l'état.

## LETTRES PATENTES DU ROI,

*Sur un décret de l'Assemblée nationale, portant que tous possesseurs de Bénéfices ou de Pensions sur Bénéfices, ou sur des Biens ecclésiastiques quelconques, seront tenus d'en faire leurs déclarations; & en outre suppression de Maisons religieuses de chaque Ordre.*

Données à Paris, le 12 Février 1790.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir ; SALUT. L'assemblée nationale a décrété, le 5 de ce mois, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

## A R T I C L E P R E M I E R.

Tous possesseurs de bénéfices ou de pensions sur bénéfices, sur les économats, sur le clergé général, sur celui des diocèses ou sur des biens ecclésiastiques quelconques, à quelque titre que ce soit, même les chevaliers de Malte, de Saint-Lazare & autres, les chanoinesses, & toutes personnes enfin, sans exception, seront tenus, dans le mois de la publication des présentes, de déclarer devant les officiers municipaux de la ville où ils se trouveront ou de la ville la plus prochaine, le nombre, le titre des bénéfices qu'ils possèdent, & le lieu de leur situation, ainsi que toutes les pensions dont ils peuvent jouir, soit sur d'autres bénéfices, soit sur les économats, soit sur le clergé ; sinon & faute par eux de faire ladite déclaration, ils seront déchus des bénéfices & pensions qu'ils auront omis de déclarer.

## I I.

LES officiers municipaux devant qui lesdites déclarations seront faites seront tenus d'en tenir registre , & de les envoyer à l'assemblée nationale, dans la huitaine du jour où elles auront été reçues.

## I I I.

LES membres de l'assemblée nationale, possesseurs de bénéfices ou pensions , pourront faire leurs déclarations au comité ecclésiastique; & au surplus, elles seront toutes faites sur papier libre & sans frais.

## I V.

IL est en outre décrété, & nous ordonnons, en attendant des suppressions plus considérables, la suppression d'une maison de religieux de chaque ordre dans toute municipalité où il en existe deux; de deux maisons dans toute municipalité où il en existe trois; de trois dans toute municipalité où il en existe quatre: en conséquence, la municipalité de Paris indiquera dans la huitaine, & les assemblées de département indiqueront aussi-tôt après leur formation, celles desdites maisons qu'elles préfèrent de supprimer en vertu des présentes, pour les emplacements en être aussi-tôt mis en vente, en exécution & conformément au décret du 19 décembre dernier par nous sanctionné.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons signé & fait contre-signer cesdites présentes, auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'état. A Paris, le douzième jour du mois de février, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-dix, & de notre règne le seizième. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, par le roi, DE SAINT-PRIEST. *Visa* ✠ l'archevêque DE BORDEAUX. Et scellées du sceau de l'état.

## LETTRES PATENTES DU ROI,

*Sur un décret de l'Assemblée nationale, du 11  
Février 1790, concernant la détermination de la  
valeur locale de la Journée de travail d'après  
laquelle doit se former la liste des Citoyens actifs.*

Données à Paris, le 12 Février 1790.

LOUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS: A tous ceux qui ces présentes lettres verront; SALUT. L'assemblée nationale a déclaré, le 11 de ce mois, en conformité de l'article IV du décret du 2 dudit mois, par nous accepté, & nous déclarons & ordonnons ce qui suit:

LA détermination de la valeur locale de la journée de travail d'après laquelle doit se former la liste des citoyens actifs a dû & doit être faite définitivement, dans les lieux où les anciens officiers municipaux sont restés en possession des fonctions municipales, par ces officiers, conjointement avec les comités librement élus; & par-tout ailleurs par les seuls comités librement élus, sans que qui que ce soit puisse élever aucune réclamation contre cette détermination, pourvu néanmoins qu'aux termes du décret du 15 janvier dernier, par nous accepté, elle n'excède pas vingt sous pour chaque journée de travail.

A l'égard des communautés où il n'y a point d'officiers municipaux ni de comités, l'évaluation de la journée de travail sera faite par les syndics, collecteurs, consuls, trésoriers, ou autres faisant les fonctions municipales, sous quelque dénomination que ce soit, sans qu'on puisse induire des pré-

sentes qu'il y ait lieu de recommencer aucune des élections qui se trouveront faites.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux , corps administratifs & municipalités , que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres , lire , publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs , & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons signé & fait contresigner cesdites présentes , auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'état. A Paris, le douzième jour du mois de février, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-dix , & de notre règne le seizième. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, par le roi , DE SAINT-PRIEST. Et scellées du sceau de l'état.

## LETTRES PATENTES DU ROI,

*Sur un décret de l'Assemblée nationale , du 13  
Février , qui prohibent en France les Vœux  
monastiques de l'un & l'autre sexe.*

Données à Paris , le 19 Février 1790.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir ;  
SALUT. L'assemblée nationale a décrété, le 13 de ce mois ,  
& nous voulons & ordonnons ce qui suit :

## A R T I C L E P R E M I E R.

LA loi constitutionnelle du royaume ne reconnoitra plus de vœux monastiques solennels de personnes de l'un ni de l'autre sexe : déclarons en conséquence que les ordres & congrégations réguliers dans lesquels on fait de pareils vœux sont & demeureront supprimés en France, sans qu'il puisse en être établi de semblables à l'avenir.

## I I.

Tous les individus de l'un & l'autre sexe, existant dans les monastères & maisons religieuses , pourront en sortir en faisant leur déclaration devant la municipalité du lieu , & il sera pourvu incessamment à leur sort par une pension convenable. Il sera indiqué des maisons où seront tenus de se retirer les religieux qui ne voudront pas profiter de la disposition des présentes.

Déclarons , au surplus , qu'il ne sera rien changé , quant à présent , à l'égard des maisons chargées de l'éducation publique,

& des établissemens de charité , & ce jusqu'à ce qu'il ait été pris un parti sur ces objets.

## III.

LES religieuses pourront rester dans les maisons où elles sont aujourd'hui , les exceptant expressement de l'article qui oblige les religieux de réunir plusieurs maisons dans une seule.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons signé & fait contresigner cesdites présentes, auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'état. A Paris, le dix-neuvième jour du mois de février, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-dix, & de notre règne le seizième. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, par le roi, DE SAINT-PRIEST. *Visa* ✠ l'archevêque DE BORDEAUX. Et scellées du sceau de l'état.



## LETTRES PATENTES DU ROI,

*Sur décrets de l'Assemblée nationale, qui fixent le traitement des Religieux qui sortiront de leurs maisons.*

Données à Paris, le 26 Février 1790.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous ceux qui ces présentes lettres verront; SALUT. L'assemblée nationale a décrété les 19 & 20 de ce mois, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

## ARTICLE PREMIER.

IL ne sera point fait de distinction, quant au traitement des religieux qui sortiront du cloître, entre les religieux pourvus de bénéfices & ceux qui n'en seront point pourvus; mais le sort de tous sera le même, si ce n'est à l'égard des religieux curés, qui seront traités comme les curés séculiers. Il pourra cependant être accordé aux généraux d'ordre & aux abbés réguliers ayant juridiction une somme plus forte qu'aux simples religieux.

## II.

IL fera payé à chaque religieux qui aura fait sa déclaration de vouloir fortir de sa maison, par quartier & d'avance, à compter du jour qui sera incessamment réglé, savoir : aux mendiants sept cents livres jusqu'à cinquante ans, huit cents livres jusqu'à soixante-dix ans, & mille livres après soixante-dix ans. Et à l'égard des religieux non mendiants, neuf cents livres jusqu'à cinquante ans, mille livres jusqu'à soixante-dix

ans, & douze ceuts livres après foixante-dix ans. Les ci-devant Jésuites résidant en France, & qui ne possèdent pas en bénéfice ou en pension sur l'état un revenu égal à celui qui est accordé aux autres religieux de la même classe, recevront le complément de ladite somme.

## I I I.

LES frères lais ou convers qui auront fait des vœux solennels, & les frères donnés qui rapporteront un engagement contracté en bonne forme entre eux & leur monastère, jouiront annuellement, quand ils sortiront de leurs maisons, à compter du jour qui sera incessamment réglé, de trois cents livres jusqu'à cinquante ans, quatre cents livres jusqu'à foixante-dix ans, & cinq cents livres après foixante-dix ans; lesquelles sommes leur seront payées par quartier & d'avance.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons signé & fait contresigner cesdites présentes, auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'état. A Paris, le vingt-sixième jour du mois de février, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-dix, & de notre règne le seizième. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, par le roi, DE SAINT-PRIEST. Et scellées du sceau de l'état.

## LETTRES PATENTES DU ROI,

*Sur un décret de l'Assemblée nationale, du 11  
Février, relatif aux délibérations des Assemblées  
représentatives, municipales & administratives.*

Du 26 Février 1790.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous ceux qui ces présentes lettres verront; SALUT. L'assemblée nationale a décrété le 11 de ce mois, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

TOUTES les délibérations des assemblées représentatives, municipales & administratives, seront rédigées & signées, assemblées ou conseils tenant, & contiendront les noms de tous les délibérans.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons signé & fait contre-signer cesdites présentes, auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'état. A Paris, le vingt-sixième jour du mois de février, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-dix, & de notre règne le seizième. *Signé LOUIS. Et plus bas*, par le roi, **DE SAINT-PRIEST.** Et scellées du sceau de l'état.

## LETTRES PATENTES DU ROI,

*Sur un décret de l'Assemblée nationale, concernant la sûreté des Personnes, des Propriétés, & la perception des Impôts.*

Données à Paris, le 26 Février 1790.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous ceux qui ces présentes lettres verront ; SALUT. L'assemblée nationale a décrété le 23 de ce mois, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

## A R T I C L E B R E M I E R.

NUL ne pourra, sous peine d'être puni comme perturbateur du repos public, se prévaloir d'aucun acte prétendu émané de nous ou de l'assemblée nationale, s'il n'est revêtu des formes prescrites par la constitution, & s'il n'a été publié par les officiers chargés de cette fonction.

## I I.

VOULONS que le discours que nous avons prononcé dans l'assemblée nationale, le 4 de ce mois, & l'adresse de l'assemblée nationale aux François, soient incessamment envoyés à toutes les municipalités du royaume, ainsi que tous les décrets, à mesure qu'ils seront par nous acceptés ou sanctionnés. Ordonnons aux officiers municipaux de faire publier & afficher les décrets sans frais ; & aux curés ou vicaires desservant les paroisses d'en faire lecture au prône.

## I I I.

LES officiers municipaux emploieront tous les moyens que la confiance publique met à leur disposition, pour la protection efficace des propriétés publiques & particulières, & des

personnes, & pour prévenir & dissiper tous les obstacles qui seroient apportés à la perception des impôts ; & si la sûreté des personnes , des propriétés , & la perception des impôts étoient mises en danger par des attroupemens séditieux , ils feront publier la loi martiale.

## I V.

TOUTES les municipalités se prêteront mutuellement main-forte à leur réquisition respective ; quand elles s'y refuseront, elles seront responsables des suites du refus.

## V.

LORSQU'IL aura été causé quelques dommages par un attroupement, la commune en répondra, si elle a été requise & si elle a pu l'empêcher, sauf le recours contre les auteurs de l'attroupement, & la responsabilité sera jugée par les tribunaux des lieux, sur la réquisition du directoire de district.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons signé & fait contre-signer cesdites présentes, auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'état. A Paris, le vingt-sixième jour du mois de février, l'an de grâce mil sept cent quatrevingt-dix, & de notre règne le seizième. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, par le roi, DE SAINT - PRIEST. Et scellées du sceau de l'état.

## DISCOURS

*Prononcé par LE ROI à l'Assemblée nationale, le  
4 Février.*

MESSEIERS, la gravité des circonstances où se trouve la France m'attire au milieu de vous. Le relâchement progressif de tous les liens de l'ordre & de la subordination, la suspension ou l'inactivité de la justice, les mécontentemens qui naissent des privations particulières, les oppositions, les haines malheureuses qui sont la suite inévitable des longues dissensions, la situation critique des finances & les incertitudes sur la fortune publique; enfin l'agitation générale des esprits, tout semble se réunir pour entretenir l'inquiétude des véritables amis de la prospérité & du bonheur du royaume.

Un grand but se présente à vos regards, mais il faut y atteindre sans accroissement de troubles & sans nouvelles convulsions. C'étoit, je dois le dire, d'une manière plus douce & plus tranquille que j'espérois vous y conduire, lorsque je formai le dessein de vous rassembler, & de réunir pour la félicité publique les lumières & les volontés des représentans de la nation; mais mon bonheur & ma gloire ne sont pas moins étroitement liés au succès de vos travaux.

Je les ai garantis par une continuelle vigilance, de l'influence funeste que pouvoient avoir sur eux les circonstances malheureuses au milieu desquelles vous vous trouviez placés. Les horreurs de la disette que la France avoit à redouter l'année dernière ont été éloignées par des soins multipliés & des approvisionnemens immenses. Le désordre que l'état ancien des finances, le discrédit, l'excessive rareté du numéraire & le dépérissement graduel des revenus devoient naturellement amener, ce désordre, au moins dans son éclat & dans ses excès, a été jusqu'à présent écarté. J'ai adouci par-

tout,

tout, & principalement dans la capitale, les dangereuses conséquences du défaut de travail; & nonobstant l'affoiblissement de tous les moyens d'autorité, j'ai maintenu le royaume, non pas, il s'en faut bien, dans le calme que j'eusse désiré, mais dans un état de tranquillité suffisant pour recevoir le bienfait d'une liberté sage & bien ordonnée; enfin, malgré notre situation intérieure généralement connue, & malgré les orages politiques qui agitent d'autres nations, j'ai conservé la paix au dehors, & j'ai entretenu avec toutes les puissances de l'Europe les rapports d'égards & d'amitié qui peuvent rendre cette paix durable.

Après vous avoir ainsi préservé des grandes contrariétés qui pouvoient si aisément traverser vos soins & vos travaux, je crois le moment arrivé où il importe à l'intérêt de l'état que je m'associe d'une manière encore plus expresse & plus manifeste à l'exécution & à la réussite de tout ce que vous avez concerté pour l'avantage de la France. Je ne puis saisir une plus grande occasion que celle où vous présentez à mon acceptation des décrets destinés à établir dans le royaume une organisation nouvelle, qui doit avoir une influence si importante & si propice sur le bonheur de mes sujets & sur la prospérité de cet empire.

Vous savez, messieurs, qu'il y a plus de dix ans, & dans un temps où le vœu de la nation ne s'étoit pas encore expliqué sur les assemblées provinciales, j'avois commencé à substituer ce genre d'administration à celui qu'une ancienne & longue habitude avoit consacré. L'expérience m'ayant fait connoître que je ne m'étois point trompé dans l'opinion que j'avois conçue de l'utilité de ces établissemens, j'ai cherché à faire jouir du même bienfait toutes les provinces de mon royaume; & pour assurer aux nouvelles administrations la confiance générale, j'ai voulu que les membres dont elles devoient être composées fussent nommés librement par tous les citoyens. Vous avez amélioré ces vues de plusieurs manières, & la plus essentielle, sans doute, est cette subdivision égale & sagement motivée, qui, en affoiblissant les anciennes

séparations de province à province, & en établissant un système général & complet d'équilibre, réunit davantage à un même esprit & à un même intérêt toutes les parties du royaume. Cette grande idée, ce salutaire dessein vous sont entièrement dus; il ne falloit pas moins qu'une réunion de volontés de la part des représentans de la nation; il ne falloit pas moins que leur juste ascendant sur l'opinion générale pour entreprendre avec confiance un changement d'une si grande importance, & pour vaincre au nom de la raison les résistances de l'habitude & des intérêts particuliers.

Je favoriserai, je seconderai par tous les moyens qui sont en mon pouvoir le succès de cette vaste organisation, d'où dépend à mes yeux le salut de la France; & je crois nécessaire de le dire, je suis trop occupé de la situation intérieure du royaume, j'ai les yeux trop ouverts sur les dangers de tout genre dont nous sommes environnés, pour ne pas sentir fortement que, dans la disposition présente des esprits, & en considérant l'état où se trouvent les affaires publiques, il faut qu'un nouvel ordre de choses s'établisse avec calme & avec tranquillité, ou que le royaume soit exposé à toutes les calamités de l'anarchie.

Que les vrais citoyens y réfléchissent, ainsi que je l'ai fait, en fixant uniquement leur attention sur le bien de l'état, & ils verront que même avec des opinions différentes, un intérêt éminent doit les réunir tous aujourd'hui. Le temps reformera ce qui pourra rester de défectueux dans la collection des loix qui auront été l'ouvrage de cette assemblée; mais toute entreprise qui tendroit à ébranler les principes de la constitution même, tout concert qui auroit pour but de les renverser ou d'en affoiblir l'heureuse influence, ne serviroient qu'à introduire au milieu de nous les maux effrayans de la discorde; & en supposant le succès partiel ou momentané d'une semblable tentative contre mon peuple & moi, le résultat nous priveroit sans remplacement des divers biens dont un nouvel ordre de choses nous offre la perspective.

Livrons-nous donc de bonne foi aux espérances que nous



pouvons concevoir, & ne songeons qu'à les réaliser par un accord unanime. Que par-tout on sache que le monarque & les représentans de la nation sont unis du même intérêt & d'un même vœu, afin que cette opinion, cette ferme croyance répandent dans les provinces un esprit de paix & de bonne volonté, & que tous les citoyens recommandables par leur honnêteté, tous ceux qui peuvent servir l'état essentiellement par leur zèle & par leurs lumières, s'empressent de prendre part aux différentes subdivisions de l'administration générale, dont l'enchaînement & l'ensemble doivent concourir efficacement au rétablissement de l'ordre & à la prospérité du royaume.

Nous ne devons point nous le dissimuler, il y a beaucoup à faire pour arriver à ce but. Une volonté suivie, un effort général & commun sont absolument nécessaires pour obtenir un succès véritable. Continuez donc vos travaux sans autre passion que celle du bien; fixez toujours votre première attention sur le sort du peuple & sur la liberté publique; mais occupez-vous aussi d'adoucir, de calmer toutes les défiances, & mettez fin, le plutôt possible, aux différentes inquiétudes qui éloignent de la France un si grand nombre de ses citoyens, & dont l'effet contraste avec les loix de sûreté & de liberté que vous voulez établir. La prospérité ne reviendra qu'avec le contentement général. Nous appercevons par-tout des espérances, soyons impatiens de voir aussi par-tout le bonheur.

Un jour, j'aime à le croire, tous les François indistinctement reconnoîtront l'avantage de l'entière suppression des différences d'ordre & d'état, lorsqu'il est question de travailler en commun au bien public, à cette prospérité de la patrie qui intéresse également tous les citoyens; & chacun doit voir sans peine que pour être appelé dorénavant à servir l'état de quelque manière, il suffira de s'être rendu remarquable par ses talens ou par ses vertus.

En même-temps, néanmoins, tout ce qui rappelle à une nation l'ancienneté & la continuité des services d'une race

honorée est une distinction que rien ne peut détruire ; & comme elle s'unit aux devoirs de la reconnoissance , ceux qui , dans toutes les classes de la société , aspirent à servir efficacement leur patrie , & ceux qui ont eu déjà le bonheur d'y réussir , ont un intérêt à respecter cette transmission de titres ou de souvenirs , le plus beau de tous les héritages qu'on puisse faire passer à ses enfans.

Le respect dû aux ministres de la religion ne pourra non plus s'effacer ; & lorsque leur considération sera principalement unie aux saintes vérités qui sont la sauve-garde de l'ordre & de la morale , tous les citoyens honnêtes & éclairés auront un égal intérêt à la maintenir & à la défendre.

Sans doute ceux qui ont abandonné leurs privilèges pécuniaires , ceux qui ne formeront plus comme autrefois un ordre politique dans l'état , se trouvent soumis à des sacrifices dont je connois toute l'importance ; mais j'en ai la persuasion , ils auront assez de générosité pour chercher un dédommagement dans tous les avantages publics dont l'établissement des assemblées nationales présente l'espérance.

J'aurois bien aussi des pertes à compter , si , au milieu des plus grands intérêts de l'état , je m'arrêtois à des calculs personnels ; mais je trouve une compensation qui me suffit , une compensation pleine & entière dans l'accroissement du bonheur de la nation , & c'est du fond de mon cœur que j'exprime ici ce sentiment

Je défendrai donc , je maintiendrai la liberté constitutionnelle dont le vœu général , d'accord avec le mien , a consacré les principes. Je ferai davantage , & de concert avec la reine , qui partage tous mes sentimens , je préparerai de bonne heure l'esprit & le cœur de mon fils au nouvel ordre de choses que les circonstances ont amené. Je l'habituerai dès ses premiers ans à être heureux du bonheur des François , & à reconnoître toujours , malgré le langage des flatteurs , qu'une sage constitution le préservera des dangers de l'inexpérience , & qu'une juste liberté ajoute un nouveau prix aux sentimens

d'amour & de fidélité dont la nation, depuis tant de siècles, donne à ses rois des preuves si touchantes.

Je ne dois point le mettre en doute; en achevant votre ouvrage, vous vous occuperez sûrement avec sagesse & avec candeur de l'affermissement du pouvoir exécutif, cette condition sans laquelle il ne sauroit exister aucun ordre durable au-dedans ni aucune considération au-dehors. Nulle défiance ne peut raisonnablement vous rester; ainsi il est de votre devoir, comme citoyens & comme fidèles représentans de la nation, d'assurer au bien de l'état & à la liberté publique cette stabilité qui ne peut dériver que d'une autorité active & tutélaire. Vous aurez sûrement présent à l'esprit que sans une telle autorité toutes les parties de votre système de constitution resteroient à-la-fois sans lien & sans correspondance; & en vous occupant de la liberté que vous aimez & que j'aime aussi, vous ne perdrez pas de vue que le désordre en administration, en amenant la confusion des pouvoirs, dégénère souvent, par d'aveugles violences, dans la plus dangereuse & la plus alarmante de toutes les tyrannies.

Ainsi, non pas pour moi, messieurs, qui ne compte point ce qui m'est personnel près des loix & des institutions qui doivent régler le destin de l'empire, mais pour le bonheur même de notre patrie, pour sa prospérité, pour sa puissance, je vous invite à vous affranchir de toutes les impressions du moment qui pourroient vous détourner de considérer dans son ensemble ce qu'exige un royaume tel que la France, & par sa vaste étendue, & par son immense population, & par ses relations inévitables au-dehors.

Vous ne négligerez point non plus de fixer votre attention sur ce qu'exigent encore des législateurs, les mœurs, le caractère & les habitudes d'une nation devenue trop célèbre en Europe par la nature de son esprit & de son génie, pour qu'il puisse paroître indifférent d'entretenir ou d'altérer en elle les sentimens de douceur, de confiance & de bonté qui lui ont valu tant de renommée.

Donnez-lui l'exemple aussi de cet esprit de justice qui sert de fauve-garde à la propriété, à ce droit respecté de toutes les nations, qui n'est pas l'ouvrage du hasard, qui ne dérive point des privilèges d'opinion, mais qui se lie étroitement aux rapports les plus essentiels de l'ordre public & aux premières conditions de l'harmonie sociale.

Par quelle fatalité, lorsque le calme commençoit à naître, de nouvelles inquiétudes se sont-elles répandues dans les provinces ? par quelle fatalité s'y livre-t-on à de nouveaux excès ? Joignez-vous à moi pour les arrêter, & empêchons de tous nos efforts, que des violences criminelles ne viennent fouiller ces jours où le bonheur de la nation se prépare. Vous qui pouvez influencer par tant de moyens sur la confiance publique, éclairez sur ses véritables intérêts le peuple qu'on égare, ce bon peuple qui m'est si cher, & dont on m'assure que je suis aimé quand on veut me consoler de mes peines. Ah ! s'il savoit à quel point je suis malheureux à la nouvelle d'un injuste attentat contre les fortunes, ou d'un acte de violence contre les personnes, peut-être il m'épargneroit cette douloureuse amertume !

Je ne puis vous entretenir des grands intérêts de l'état, sans vous presser de vous occuper d'une manière instante & définitive de tout ce qui tient au rétablissement de l'ordre dans les finances, & à la tranquillité de la multitude innombrable de citoyens qui sont unis par quelque lien à la fortune publique. Il est temps d'apaiser toutes les inquiétudes ; il est temps de rendre à ce royaume la force de crédit à laquelle il a droit de prétendre. Vous ne pouvez pas tout entreprendre à-la-fois ; aussi je vous invite à réserver pour d'autres temps une partie des biens dont la réunion de vos lumières vous présente le tableau : mais quand vous aurez ajouté à ce que vous avez déjà fait un plan sage & raisonnable pour l'exercice de la justice ; quand vous aurez assuré les bases d'un équilibre parfait entre les revenus & les dépenses de l'état ; enfin, quand vous aurez achevé l'ouvrage de la constitution, vous aurez acquis de grands droits à la reconnaissance publique ; & dans la

continuation successive des assemblées nationales, continuation fondée dorénavant sur cette constitution même, il n'y aura plus qu'à ajouter d'année en année de nouveaux moyens de prospérité à tous ceux que vous avez déjà préparés. Puisse cette journée, où votre monarque vient s'unir à vous de la manière la plus franche & la plus intime, être une époque mémorable dans l'histoire de cet empire! elle le fera, je l'espère, si mes vœux ardens, si mes instantes exhortations peuvent être un signal de paix & de rapprochement entre vous. Que ceux qui s'éloigneroient encore d'un esprit de concorde, devenu si nécessaire, me fassent le sacrifice de tous les souvenirs qui les affligent, je les payerai par ma reconnaissance & mon affection. Ne professons tous, à compter de ce jour, ne professons tous, je vous en donne l'exemple, qu'une seule opinion, qu'un seul intérêt, qu'une seule volonté, l'attachement à la constitution nouvelle & le désir ardent de la paix, du bonheur & de la prospérité de la France.

## E X T R A I T

DU PROCÈS-VERBAL.

DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE,

*Du 11 Février 1790.*

## L'ASSEMBLÉE NATIONALE AUX FRANÇOIS.

**L'**ASSEMBLÉE nationale, s'avancant dans la carrière de ses travaux, reçoit de toutes parts les félicitations des provinces, des villes, des communautés, les témoignages de la joie publique, les acclamations de la reconnoissance; mais elle entend aussi les murmures, les clameurs de ceux que blessent ou qu'affligent les coups portés à tant d'abus, à tant d'intérêts, à tant de préjugés. En s'occupant du bonheur de tous, elle s'inquiète des maux particuliers: elle pardonne à la prévention, à l'aigreur, à l'injustice; mais elle regarde comme un de ses devoirs de vous prémunir contre les influences de la calomnie, & de détruire les vaines terreurs dont on chercheroit à vous surprendre. Eh! que n'a-t-on pas tenté pour vous égarer, pour ébranler votre confiance? On a feint d'ignorer quel bien avoit fait l'assemblée nationale: nous allons vous le rappeler. On a élevé des difficultés contre ce qu'elle a fait: nous allons y répondre. On a répandu des doutes, on a fait naître des inquiétudes sur ce qu'elle fera: nous allons vous l'apprendre.

Qu'a fait l'assemblée?

Elle a tracé d'une main ferme, au milieu des orages, les principes de la constitution qui assure à jamais votre liberté.

Les

Les droits des hommes étoient méconnus, insultés depuis des siècles ; ils ont été rétablis pour l'humanité entière, dans cette déclaration qui fera à jamais le cri de ralliement contre les oppresseurs , & la loi des législateurs eux-mêmes.

La nation avoit perdu le droit de décréter & les loix & les impôts ; ce droit lui a été restitué , & en même temps ont été consacrés les vrais principes de la monarchie, l'inviolabilité du chef auguste de la nation , & l'hérédité du trône dans une famille si chère à tous les François.

Nous n'avions que des états-généraux : vous avez maintenant une assemblée nationale , & elle ne peut plus vous être ravie.

Des ordres , nécessairement divisés & asservis à d'antiques prétentions , y dictoient les décrets & pouvoient y arrêter l'effort de la volonté nationale. Ces ordres n'existent plus : tout a disparu devant l'honorable qualité de citoyen.

Tout étant devenu citoyen , il vous falloit des défenseurs citoyens , & au premier signal on a vu cette garde nationale qui , rassemblée par le patriotisme , commandée par l'honneur , par-tout maintient ou ramène l'ordre , & veille avec un zèle infatigable à la sûreté de chacun pour l'intérêt de tous.

Des privilèges sans nombre, ennemis irréconciliables de tout bien, composoient tout notre droit public ; ils sont détruits , & à la voix de votre assemblée , les provinces les plus jalouses des leurs ont applaudi à leur chute ; elles ont senti qu'elles s'enrichissoient de leur perte.

Une féodalité vexatoire , si puissante encore dans ses derniers débris , couvroit la France entière ; elle a disparu sans retour.

Vous étiez soumis dans les provinces au régime d'une administration inquiétante ; vous en êtes affranchis.

Des ordres arbitraires attentoient à la liberté des citoyens ; ils sont anéantis.

Vous vouliez une organisation complète des municipalités, elle vient de vous être donnée; & la création de tous ces corps formés par vos suffrages présente en ce moment, dans toute la France, le spectacle le plus imposant.

En même-temps l'assemblée nationale a consommé l'ouvrage de la nouvelle division du royaume, qui seule pouvoit effacer jusqu'aux dernières traces des anciens préjugés; substituer à l'amour-propre des provinces l'amour véritable de la patrie; asséoir les bases d'une bonne représentation, & fixer à-la-fois les droits de chaque homme & de chaque canton, en raison de leurs rapports avec la chose publique: problème difficile, dont la solution étoit restée inconnue jusqu'à nos jours.

Dès long-temps vous désiriez l'abolition de la vénalité des charges de magistrature; elle a été prononcée. Vous éprouviez le besoin d'une réforme, du moins provisoire, des principaux vices du code criminel; elle a été décrétée en attendant une réforme générale. De toutes les parties du royaume nous ont été adressées des plaintes, des demandes, des réclamations; nous y avons satisfait autant qu'il étoit en notre pouvoir. La multitude des engagemens publics effrayoit; nous avons consacré les principes sur la foi qui leur est due. Vous redoutiez le pouvoir des ministres; nous leur avons imposé la loi rassurante de la responsabilité.

L'impôt de la gabelle vous étoit odieux; nous l'avons adouci d'abord, & nous vous en avons promis l'entière destruction: car il ne nous suffit pas que les impôts soient indispensables pour les besoins publics, il faut encore qu'ils soient justifiés par leur égalité, leur sagesse, leur douceur.

Des pensions immodérées, prodiguées souvent à l'insu de votre roi, vous ravissoient le fruit de vos labeurs; nous avons jeté sur elles un premier regard sévère, & nous allons les renfermer dans les limites étroites d'une stricte justice.

Enfin, les finances demandoient d'immenses réformes: secondés par le ministre qui a obtenu votre confiance, nous y avons travaillé sans relâche, & bientôt vous allez en jouir.



Voilà notre ouvrage, François, ou plutôt voilà le vôtre ; car nous ne sommes que vos organes, & c'est vous qui nous avez éclairés, encouragés, soutenus dans nos travaux. Quelle époque que celle à laquelle nous sommes enfin parvenus ! quel honorable héritage vous allez transmettre à votre postérité ! Élevés au rang de citoyens, admissibles à tous les emplois, censeurs éclairés de l'administration, quand vous n'en ferez pas les dépositaires, sûrs que tout se fait & par vous & pour vous, égaux devant la loi, libres d'agir, de parler, d'écrire, ne devant jamais compte aux hommes, toujours à la volonté commune ; quelle plus belle condition ? pourroit-il être encor un seul citoyen vraiment digne de ce nom, qui osât tourner ses regards en arrière, qui voulût relever les débris dont nous sommes environnés pour en recomposer l'ancien édifice ?

Et pourtant, que n'a-t-on pas dit, que n'a-t-on pas fait pour affaiblir en vous l'impression naturelle que tant de biens devoient produire ?

Nous avons tout détruit, a-t-on dit : c'est qu'il falloit tout reconstruire. Et qu'y a-t-il donc tant à regretter ? Veut-on le savoir ? que sur tous les objets réformés ou détruits, l'on interroge des hommes qui n'en profitoient pas ; qu'on interroge même la bonne foi des hommes qui en profitoient ; qu'on écarte ceux-là qui, pour ennoblir les afflictions de l'intérêt personnel, prennent aujourd'hui pour objet de leur commisération le sort de ceux qui, dans d'autres temps, leur furent si indifférens, & l'on verra si la réforme de chacun de ces objets ne réunit pas tous les suffrages faits pour être comptés.

Nous avons agi avec trop de précipitation . . . . & tant d'autres nous ont reproché d'agir avec trop de lenteur ! Trop de précipitation ! ignore-t-on que c'est en attaquant, en renversant tous les abus à-la-fois, qu'on peut espérer de s'en voir délivrer sans retour ; qu'alors, & alors seulement, chacun se trouve intéressé à l'établissement de l'ordre ; que les réformes lentes & partielles ont toujours fini par ne rien réformer ; enfin, que l'abus que l'on conserve devient l'appui, & bientôt le restaurateur de tous ceux qu'on croyoit avoir détruits ?

Nos assemblées sont tumultueuses . . . & qu'importe, si les décrets qui en émanent sont sages ? Nous sommes au reste loin de vouloir présenter à votre admiration les détails de tous nos débats ; plus d'une fois nous avons été affligés nous-mêmes ; mais nous avons senti en même-temps qu'il étoit trop injuste de chercher à s'en prévaloir , & qu'après tout , cette impétuosité étoit l'effet presque inévitable du premier combat qui se soit peut-être jamais livré entre tous les principes & toutes les erreurs.

On nous accuse d'avoir aspiré à une perfection chimérique ; reproche bizarre, qui n'est, on le voit bien , qu'un vœu mal déguisé pour la perpétuité des abus. L'assemblée nationale ne s'est point arrêtée à ces motifs servilement intéressés ou pusillanimes ; elle a eu le courage , ou plutôt la raison de croire que les idées utiles , nécessaires au genre humain n'étoient pas exclusivement destinées à orner les pages d'un livre , & que l'Être suprême en donnant à l'homme la perfectibilité, apanage particulier de sa nature, ne lui avoit pas défendu de l'appliquer à l'ordre social, devenu le plus universel de ses intérêts, & presque le premier de ses besoins.

Il est impossible, a-t-on dit, de régénérer un nation vieille & corrompue . . . Que l'on apprenne qu'il n'y a de corrompu que ceux qui veulent perpétuer des abus corrupteurs, & qu'une nation se rajeunit, le jour où elle a résolu de renaître à la liberté. Voyez la génération nouvelle ; comme déjà son cœur palpite de joie & d'espérance ! comme ses sentimens sont purs, nobles, patriotiques ! avec quel enthousiasme on la voit chaque jour briguer l'honneur d'être admise à prêter le serment de citoyen ! . . . Mais pourquoi répondre à un aussi misérable reproche ? l'assemblée nationale seroit-elle donc réduite à s'excuser de n'avoir pas désespéré du peuple François ?

On n'a encore rien fait pour le peuple, a-t-on osé dire . . . & c'est la cause qui triomphe par-tout. Rien fait pour le peuple ! & chaque abus que l'on a détruit ne lui prépare-t-il pas, ne lui assure-t-il pas un soulagement ? étoit-il un seul abus qui ne pesât sur le peuple ?

Il ne se plaignoit pas . . . . . c'est que l'excès de ses maux étouffoit ses plaintes. . . . Maintenant il est malheureux . . . . dites plutôt, il est encore malheureux . . . . mais il ne le sera pas long-temps, nous en faisons le serment.

Nous avons détruit le pouvoir exécutif . . . . non : dites le pouvoir ministériel ; & c'est lui qui détruisoit, qui souvent dégradoit le pouvoir exécutif. Le pouvoir exécutif, nous l'avons éclairé en lui montrant ses véritables droits ; sur-tout nous l'avons ennobli en le faisant remonter à la véritable source de sa puissance, la puissance du peuple.

Il est maintenant sans force . . . . . contre la constitution & la loi, cela est vrai ; mais en leur faveur, il sera plus puissant qu'il ne le fut jamais.

Le peuple s'est armé . . . . . oui, pour sa défense ; il en avoit besoin. . . . . Mais dans plusieurs endroits il en est résulté des malheurs . . . peut-on les reprocher à l'assemblée nationale ? peut-on lui imputer des désastres dont elle gémit ; qu'elle a voulu prévenir, arrêter par toute la force de ses décrets, & que va faire cesser sans doute l'union désormais indissoluble entre les deux pouvoirs, & l'action irrésistible de toutes les forces nationales ?

Nous avons passé nos pouvoirs : la réponse est simple. Nous étions incontestablement envoyés pour faire une constitution ; c'étoit le vœu, c'étoit le besoin de la France entière. Or, étoit-il possible de la créer cette constitution, de former un ensemble même imparfait de décrets constitutionnels, sans la plénitude des pouvoirs que nous avons exercés ? Disons plus, sans l'assemblée nationale, la France étoit perdue : sans le principe qui soumet tout à la pluralité des suffrages libres, & qui a fait tous nos décrets, il est impossible de concevoir une assemblée nationale ; il est impossible de concevoir, nous ne disons pas une constitution, mais même l'espoir de détruire irrévocablement le moindre des abus. Ce principe est d'éternelle vérité ; il a été reconnu dans toute la France ; il s'est reproduit de mille manières dans ces nombreuses adresses d'adhésion qui rencontroient sur toutes les routes cette foule

de libelles où l'on nous reproche d'avoir excédé nos pouvoirs. Ces adresses, ces félicitations, ces hommages, ces sermens patriotiques, quelle confirmation des pouvoirs que l'on vouloit nous contester!

Tels sont, François, les reproches que l'on fait à vos représentans dans cette foule d'écrits coupables, où l'on affecte le ton d'une douleur citoyenne. Ah! vainement on s'y flatte de nous décourager: notre courage redouble, vous ne tarderez pas à en ressentir les effets.

L'assemblée va vous donner une constitution militaire qui, composant l'armée de soldats citoyens, réunira la valeur qui défend la patrie, & les vertus civiques qui la protègent sans l'effrayer.

Bientôt elle vous présentera un système d'impositions qui ménagera l'agriculture & l'industrie, qui respectera enfin la liberté du commerce; un système qui, simple, clair, aisément conçu de tous ceux qui payent, déterminera la part qu'ils doivent, rendra facile la connoissance si nécessaire de l'emploi des revenus publics, & mettra sous les yeux de tous les François le véritable état des finances, jusqu'à présent labyrinthe obscur, où l'œil n'a pu suivre la trace des trésors de l'état.

Bientôt un clergé citoyen, soustrait à la pauvreté comme à la richesse, modèle à-la-fois du riche & du pauvre, pardonnant les expressions injurieuses d'un délire passager, inspirera une confiance vraie, pure, universelle, que n'altérera ni l'envie qui outrage, ni cette sorte de pitié qui humilie; il fera chérir encore davantage la religion; il en accroîtra l'heureuse influence par des rapports plus doux & plus intimes entre les peuples & les pasteurs; & il n'offrira plus le spectacle que le patriotisme du clergé lui-même a plus d'une fois dénoncé dans cette assemblée, de l'oïveté opulente & de l'activité sans récompense.

Bientôt un système de loix criminelles & pénales, dictées par la raison, la justice, l'humanité, montrera, jusque dans

la personne des victimes des loix, le respect dû à la qualité d'homme, respect sans lequel on n'a pas le droit de parler de morale.

Un code de loix civiles confié à des juges désignés par votre suffrage, & rendant gratuitement la justice, fera disparaître toutes ces loix obscures, compliquées, contradictoires, dont l'incohérence & la multitude sembloient laisser même au juge intègre le droit d'appeler justice, sa volonté, son erreur, quelquefois son ignorance; mais jusqu'à ce moment vous obéirez religieusement à ces mêmes loix, parce que vous savez que le respect pour toute loi non encore révoquée est la marque distinctive du vrai citoyen.

Enfin, nous terminerons nos travaux par un code d'instruction & d'éducation nationale, qui mettra la constitution sous la sauve-garde des générations naissantes; & faisant passer l'instruction civique par tous les degrés de la représentation, nous transmettrons dans toutes les classes de la société les connoissances nécessaires au bonheur de chacune de ces classes, en même-temps qu'à celui de la société entière.

Voyez, François, la perspective de bonheur & de gloire qui s'ouvre devant vous! Il reste encore quelques pas à faire, & c'est où vous attendent les détracteurs de la révolution. Défiez-vous d'une impétueuse vivacité, redoutez sur-tout les violences; car tout désordre peut devenir funeste à la liberté. Vous chérissez cette liberté, vous la possédez maintenant; montrez-vous dignes de la conserver. Soyez fidèles à l'esprit, à la lettre des décrets de vos représentans, acceptés ou sanctionnés par le roi; distinguez soigneusement les droits abolis sans rachat & les droits rachetables, mais encore existans. Que les premiers ne soient plus exigés, mais que les seconds ne soient point refusés. Songez aux trois mots sacrés qui garantissent ces décrets : *la nation, la loi, le roi*. La nation, c'est vous; la loi, c'est encore vous, c'est votre volonté; le roi, c'est le gardien de la loi. Quels que soient les mensonges qu'on prodigue, comptez sur cette union. C'est le roi qu'on trompoit; c'est vous qu'on trompe maintenant, & la bonté du

roi s'en afflige ; il veut préserver son peuple des flatteurs qu'il a éloignés du trône ; il en défendra le berceau de son fils : car , au milieu de vos représentans , il a déclaré qu'il faisoit de l'héritier de la couronne le gardien de la constitution.

Qu'on ne nous parle plus de deux partis ; il n'en est qu'un , nous l'avons tous juré , c'est celui de la liberté : la victoire est sûre , attestée par les conquêtes qui se multiplient tous les jours. Laissez d'obscurs blasphémateurs prodiguer contre nous les injures , les calomnies ; pensez seulement que s'ils nous louoient , la France seroit perdue. Gardez-vous sur-tout de réveiller leurs espérances par des fautes , par des désordres , par l'oubli de la loi. Voyez comme ils triomphent de quelques délais dans la perception de l'impôt. Ah ! ne leur préparez pas une joie cruelle ! songez que cette dette..... non , ce n'est plus une dette , c'est un tribut sacré , & c'est la patrie maintenant qui le reçoit pour vous , pour vos enfans ; elle ne le laissera plus prodiguer aux déprédateurs qui voudroient voir tarir pour l'état le trésor public maintenant tari pour eux. Ils aspireroient à des malheurs qu'a prévenus , qu'a rendus impossibles la bonté magnanime du roi. François , secondez votre roi ; par un saint & immuable respect pour la loi , défendez contre eux son bonheur , ses vertus , sa véritable gloire ; montrez qu'il n'eût jamais d'autres ennemis que ceux de la liberté ; montrez que pour elle & pour lui votre constance égalera votre courage ; que pour la liberté , dont il est le garant , on ne se lasse point , on est infatigable. Votre lassitude étoit le dernier espoir des ennemis de la révolution ; ils le perdent : pardonnez-leur d'en gémir , & déplorez , sans les haïr , ce reste de foiblesse , toutes ces misères de l'humanité. Cherchons , disons même ce qui les excuse. Voyez quel concours de causes a dû prolonger , entretenir , presque éterniser leur illusion. Eh ! ne faut-il pas quelque temps pour chasser de sa mémoire les fantômes d'un long rêve , les rêves d'une longue vie ? qui peut triompher en un moment des habitudes de l'esprit , des opinions inculquées dans l'enfance , entretenues par les formes extérieures de la

société, long-temps favorisées par la servitude publique qu'on croyoit éternelle, chères à un genre d'orgueil qu'on imposoit comme un devoir, enfin mises sous la protection de l'intérêt personnel qu'elles flattoient de tant de manières? Perdre à-la-fois ses illusions, ses espérances, ses idées les plus chéries, une partie de sa fortune; est-il donné à beaucoup d'hommes de le pouvoir sans quelques regrets, sans des efforts, sans des résistances d'abord naturelles, & qu'ensuite un faux point d'honneur s'impose quelquefois à lui-même? Eh! si dans cette classe, n'aguère si favorisée, il s'en trouve quelques-uns qui ne peuvent se faire à tant de pertes à-la-fois, soyez généreux; songez que dans cette même classe il s'est trouvé des hommes qui ont osé s'élever à la dignité de citoyen, intrépides défenseurs de vos droits, & dans le sein même de leur famille, opposant à leurs sentimens les plus tendres le noble enthousiasme de la liberté.

Plaignez, François, les victimes aveugles de tant de déplorables préjugés; mais sous l'empire des loix, que le mot de vengeance ne soit plus prononcé. Courage, persévérance, générosité, les vertus de la liberté, nous vous les demandons au nom de cette liberté sacrée, seule conquête digne de l'homme, digne de vous. Par les efforts, par les sacrifices que vous avez faits pour elle, par les vertus qui se sont mêlées aux malheurs inséparables d'une grande révolution, ne retardez point, ne déshonorez point le plus bel ouvrage dont les annales du monde nous aient transmis la mémoire. Qu'avez-vous à craindre? rien, non rien qu'une funeste impatience: encore quelques momens.... c'est pour la liberté. Vous avez donné tant de siècles au despotisme! Amis, citoyens, une patience généreuse au lieu d'une patience servile. Au nom de la patrie, vous en avez une maintenant; au nom de votre roi, vous avez un roi, il est à vous; non plus le roi de quelques milliers d'hommes, mais le roi des François.... de tous les François. Qu'il doit mépriser maintenant le despotisme! qu'il doit le haïr! *Roi d'un peuple libre*, comme il doit reconnoître l'erreur de ces illusions mensongères qu'entretenoit sa cour qui se disoit

son peuple ! prestiges répandus autour de son berceau, enfermés comme à dessein dans l'éducation royale, & dont on a cherché dans tous les temps à composer l'entendement des rois, pour faire des erreurs de leurs pensées le patrimoine des cours. Il est à vous : qu'il nous est cher ! ah ! depuis que son peuple est devenu sa cour, lui refuserez-vous la tranquillité, le bonheur qu'il mérite ? Désormais qu'il n'apprenne plus aucune de ces scènes violentes qui ont tant affligé son cœur ; qu'il apprenne, au contraire, que l'ordre renaît, que par-tout les propriétés sont respectées, défendues ; que vous recevez, que vous placez sous l'égide des loix l'innocent, le coupable. . . . De coupable, il n'en est point, si la loi ne l'a prononcé ; ou plutôt, qu'il apprenne encore, votre vertueux monarque, quelques-uns de ces traits généreux, de ces nobles exemples qui déjà ont illustré le berceau de la liberté Française. . . . Étonnez-le de vos vertus, pour lui donner plutôt le prix des siennes, en avançant pour lui le moment de la tranquillité publique & le spectacle de votre félicité.

Pour nous, poursuivant notre tâche laborieuse, voués, consacrés au grand travail de la constitution, votre ouvrage autant que le nôtre, nous le terminerons, aidés de toutes les lumières de la France ; & vainqueurs de tous les obstacles, satisfaits de notre conscience, convaincus & d'avance heureux de votre prochain bonheur, nous placerons entre vos mains ce dépôt sacré de la constitution, sous la garde des vertus nouvelles, dont le germe enfermé dans vos ames vient d'éclore aux premiers jours de la liberté.

*L'assemblée a adopté cette adresse, en a ordonné l'impression & l'envoi aux provinces, pour être affichée & pour être lue au prône dans toutes les paroisses, & expliquée, au besoin, par les curés.*

COLLATIONNÉ à l'original, par nous président & secrétaires de l'assemblée nationale. A Paris, le vingt-quatre février mil sept cent quatre-vingt-dix. *Signé* l'évêque D'AUTUN, *président* ; NOMPÈRE DE CHAMPAGNY, le baron DE MARGUERITES, GAUTIER DE BIOZAT, le marquis DE LA COSTE, CASTELLANE, GUILLOTIN, *secrétaires*.



## LETTRES PATENTES DU ROI,

*Sur le décret de l'Assemblée nationale, du 26 Février 1790, qui, en interprétant en tant que de besoin celui du 23 Janvier précédent, porte que dans le Dauphiné & dans les autres provinces sujettes au même régime, les quittances de la moitié des Décimes de 1789 ne seront reçues qu'en compensation de la Capitation personnelle & de la Taille & impositions accessoires auxquelles les Contribuables aux décimes auront été cotisés dans les rôles des supplémens des six derniers mois 1789, pour leurs fonds nobles précédemment exempts.*

Données à Paris, le 3 Mars 1790.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous ceux qui ces présentes lettres verront ; SALUT. L'assemblée nationale, instruite que son décret du 23 janvier, par nous sanctionné le 27, est mal interprété dans quelques provinces, a décrété le 26 février, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

L'ARTICLE II de nos lettres patentes du 27 janvier ne peut s'appliquer, ni en Dauphiné, ni dans les provinces sujettes au même régime, à la portion de la taille que les

contribuables aux décimes payent pour des fonds roturiers qu'ils possèdent, ni aux accessoirs de cette taille, ni à la prestation représentative de la corvée, ni aux dons gratuits qui se perçoivent dans les villes & dans les communautés qui y sont sujettes par voie d'imposition directe: en conséquence, les quittances de la moitié des décimes de 1789 ne seront reçues qu'en compensation de la capitation personnelle, & de la portion de la taille que lesdits contribuables aux décimes payeront pour les fonds nobles dont ils jouissent.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons signé & fait contre-signer cesdites présentes, auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'état. A Paris, le troisième jour du mois de mars, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-dix, & de notre règne le seizième. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, par le roi, DE SAINT-PRIEST. Et scellées du sceau de l'état.

## LETTRES PATENTES DU ROI,

*Sur un décret de l'Assemblée nationale, des 15 Janvier, 16 & 26 Février 1790, qui ordonnent la Division de la France en quatre-vingt-trois Départemens.*

Données à Paris, le 4 Mars 1790.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS; A tous présens & à venir; SALUT. L'assemblée nationale, après avoir entendu les députés de toutes les provinces du royaume, a décrété les 15 janvier, 16 & 26 février derniers, & nous voulons & ordonnons ce qui suit:

La France sera divisée en quatre-vingt-trois départemens.

## S A V O I R :

Provence . . . . .	3
Dauphiné . . . . .	3
Franche-Comté . . . . .	3
Alsace . . . . .	2
Lorraine, trois Évêchés & Barrois. . . . .	4
Champagne, principauté de Sedan, Carignan & Mousson, Philippeville, Mariembourg, Givet & Charlemont. . . . .	4
Les deux Flandres, Hainaut, Cambrésis, Artois, Boulonnois, Calaisis, Ardrésis . . . . .	2
Isle de France, Paris, Soissonnois, Beauvoisis, Amiénois, Vexin-François . . . . .	6
Normandie & Perche. . . . .	5
Bretagne, & partie des Marches communes. . . . .	5
Haut & bas Maine, Anjou, Touraine & Saumurois . . . . .	4
Poitou & partie des Marches communes. . . . .	3
Orléanois, Blaisois & pays Chartrain . . . . .	3

---

Berry. . . . .	2
Nivernois . . . . .	1
Bourgogne, Auxerrois & Sénonois, Bresse, Bugey & Valromey, Dombes & pays de Gex . . . . .	4
Lyonnois, Forez & Beaujolois. . . . .	1
Bourbonnois. . . . .	1
Marche, Dorat, haut & bas Limosin. . . . .	3
Angoumois. . . . .	1
Aunis & Saintonge. . . . .	1
Périgord. . . . .	1
Bordelois, Bazadois, Agénois, Condomois, Armagnac, Chalosse, pays de Marfan & Landes. . . . .	4
Quercy . . . . .	1
Rouergue . . . . .	1
Basques & Béarn. . . . .	1
Bigorre & Quatre-Vallées. . . . .	1
Couferans & Foix. . . . .	1
Roussillon. . . . .	3
Languedoc, Comminges, Nebouzan, & Rivière-Verdun. . . . .	7
Velay, haute & basse Auvergne. . . . .	3
Corse . . . . .	1

---

TOTAL des départemens. . . . 83.

---

## TITRE PREMIER.

### ARTICLES GÉNÉRAUX.

---

#### ARTICLE PREMIER.

LA liberté réservée aux électeurs de plusieurs départemens ou districts, par différens décrets de l'assemblée nationale que nous avons sanctionnés, pour le choix des chef-lieux &

l'emplacement de divers établissemens, est celle d'en délibérer & de proposer à l'assemblée nationale, ou aux législatures qui suivront, ce qui paroîtra le plus conforme à l'intérêt général des administrés & des juridiciales.

## I I.

DANS toutes les démarcations fixées entre les départemens & les districts, il est entendu que les villes emportent le territoire soumis à l'administration directe de leurs municipalités, & que les communautés de campagne comprennent de même tout le territoire, tous les hameaux, toutes les maisons isolées dont les habitans sont cotisés sur les rôles d'imposition du chef-lieu.

## I I I.

LORSQU'UNE rivière est indiquée comme limite entre deux départemens ou deux districts, il est entendu que les deux départemens ou les deux districts ne sont bornés que par le milieu du lit de la rivière, & que les deux directoires doivent concourir à l'administration de la rivière.

## I V.

LA division du royaume en départemens & en districts n'est décrétée, quant à présent, que pour l'exercice du pouvoir administratif; & les anciennes divisions relatives à la perception des impôts & au pouvoir judiciaire subsisteront jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné. Les dispositions relatives aux villes qui ont été désignées comme pouvant être sièges des tribunaux sont subordonnées à ce qui sera décrété pour l'ordre judiciaire.

## TITRE SECOND.

## DIVISION DU ROYAUME.

## DÉPARTEMENTS.

*Département de l'AIN.*

L'ASSEMBLÉE de ce département se tiendra dans la ville de Bourg.

Il est divisé en neuf districts, dont les chef-lieux sont :

Bourg.	Belley.
Trévoux.	Saint-Rambert.
Mont-Luet.	Nantua.
Pont-de-Vaux.	Gex.
Châtillon.	

Les tribunaux qui pourront être créés dans les districts de Saint-Rambert & de Châtillon seront placés dans les villes d'Amberieux & Pont-de-Vesse.

Bey ou Saint-Trivier seront admis à partager les établissemens de leurs districts.

*Département de l'AISNE.*

LA première assemblée des électeurs de ce département se tiendra à Chauny, & ils proposeront l'une des deux villes de Laon ou Soissons pour être chef-lieu du département.

Ce département est divisé en six districts, dont les chef-lieux sont :

Soissons.	Château-Thierry.
Laon.	Guise, provisoirement.
Saint-Quentin.	Chauny, provisoirement.

Les électeurs du district de Guise délibéreront lors de leur première assemblée dans cette ville sur la fixation du chef-lieu, & sur la réunion ou le partage entre Guise & Vervins, des établissemens résultant de la constitution.

Les électeurs du district de Chauny proposeront la fixation des différens établissemens en les partageant entre Chauny, Coucy & la Fère.

### *Département de l'ALLIER.*

L'ASSEMBLÉE de ce département se tiendra en la ville de Moulins.

Il est divisé en sept districts, dont les chef-lieux sont :

Moulins.	Montmaraut.
Le Donjon.	Monluçon.
Cusset.	Cerilly.
Gannat.	

L'assemblée du département proposera, si elle juge à-propos, à la première législature la réduction à six districts.

### *Département des hautes ALPES.*

LA première assemblée des électeurs de ce département se tiendra à Chorges.

Ils y délibéreront sur le choix des villes dans lesquelles l'assemblée du département doit alterner, sur l'ordre de cet alternat, & sur la fixation du directoire qui ne doit point alterner.

Ce département est divisé en quatre districts, dont les chef-lieux sont :

Gap.	Briançon.
Embrun.	Serres.

*Département des basses ALPES.*

L'ASSEMBLÉE de ce département se tiendra provisoirement à Digne.

Il est divisé en cinq districts, dont les chef-lieux sont :

Digne.  
Forcalquier.  
Sisteron.

Castellane.  
Barcelonnette.

La ville de Manosque pourra concourir avec Forcalquier, pour les établissemens qui seront fixés dans ce district.

*Département de l'ARDÈCHE.*

LA première assemblée de ce département se tiendra à Privas, & pourra alterner dans les villes d'Annonay, Tournon, Aubenas, Privas & le Bourg. Ce département est divisé provisoirement en sept districts, dont les chef-lieux sont :

Privas.  
Annonay.  
Tournon.  
Aubenas.

Vernoux.  
Villeneuve-de-Berg.  
L'Argentière.

Les séances des assemblées des districts de Tournon, Vernoux, Privas, Aubenas & l'Argentière, alterneront entre Saint-Peray, de Saignes, la Voûte, Montpezat, Joyeuse.

Les électeurs du département délibéreront sur la division des établissemens de ces districts entre les villes ci-dessus énoncées.

L'assemblée autorise l'exécution provisoire de la convention des députés de la province, déposée au comité de constitution.



*Département des ARDENNES.*

LA première assemblée des électeurs de ce département se tiendra à Mézières ; ils y délibéreront sur la fixation du chef-lieu de ce département.

Il est divisé en six districts , dont les chef-lieux sont :

Charleville.

Sédan.

Rhétel.

Rocroy.

Vouziers.

Grandpré.

La fixation des assemblées de district à Charleville & à Grandpré est provisoire. Les électeurs proposeront le partage des établissemens avec Mézières & Buzancy.

*Département de L'ARRIÈGE.*

LA première assemblée de ce département se tiendra à Foix , & pourra alterner entre les villes de Foix , Saint-Giron & Pamiers.

Ce département est divisé en trois districts , dont les chef-lieux sont :

Tarascon.

Saint-Girons.

Mirepoix.

Les tribunaux qui pourront être créés seront placés à Foix , Saint-Lisier & Pamiers.

*Département de l'AUBE.*

L'ASSEMBLÉE de ce département se tiendra dans la ville de Troyes.

Il est divisé en six districts , dont les chef-lieux sont :

Troyes.

Nogent-sur-Seine.

Arcis-sur-Aube.

Bar-sur-Aube.

Bar-sur-Seine.

Ervy.

Les électeurs du département délibéreront si la ville de Merry doit partager avec celle d'Arcis-sur-Aube les établissemens de ce district.

### *Département de l'AUDE.*

L'ASSEMBLÉE de ce département se tiendra provisoirement à Carcassonne, & les électeurs délibéreront si elle doit alterner, & entre quelles villes cet alternat aura lieu.

Ce département est divisé en six districts, dont les chefs-lieux sont :

Carcassonne.  
Castelnaudary.  
La Grasse.

Limoux.  
Narbonne.  
Quillan.

### *Département de l'AVEIRON.*

L'ASSEMBLÉE de ce département se tiendra provisoirement à Rhodès, & les électeurs délibéreront sur sa fixation.

Ce département est divisé en neuf districts, dont les chefs-lieux sont :

Rhodès.  
Villefranche.  
Aubin.  
Mures-de-Barrès.  
Séverac-le-Château.

Milhau.  
Saint-Affrique.  
Saint-Geniez.  
Sauveterre.

Espalion aura le tribunal, s'il en est établi dans le district de Saint-Geniez.

### *Département des BOUCHES DU RHÔNE.*

L'ASSEMBLÉE de ce département se tiendra dans la ville d'Aix.

Il sera divisé en six districts, dont les chef-lieux sont :

Aix.	Tarascon.
Arles.	Apt.
Marseille.	Salon.

L'assemblée & le directoire de Tarascon alterneront entre cette ville & Saint-Remy.

Les électeurs du département délibéreront s'il y a lieu de faire alterner entre Pertuis & Apt l'assemblée de district provisoirement indiquée à Apt.

L'assemblée & le directoire de Salon alterneront entre Martigues & Salon.

En tous les cas, la première assemblée sera à Tarascon, Apt & Salon.

### *Département du CALVADOS.*

L'ASSEMBLÉE de ce département se tiendra dans la ville de Caen.

Il est divisé en six districts, dont les chef-lieux sont :

Caen.	Lisieux.
Bayeux.	Pont-l'Evêque.
Falaise.	Vire.

S'il y a un établissement de justice dans le district de Lisieux, il sera placé à Orbec.

La ville de Pont-l'Évêque réunira les établissemens de son district.

Si les principes qui seront décrétés sur l'ordre judiciaire permettent d'établir plusieurs tribunaux dans le même district, l'assemblée nationale déterminera s'il en doit être placé un dans la ville de Honfleur.

*Département du CANTAL.*

LA première assemblée de ce département se tiendra à Saint-Flour, & ses séances alterneront successivement entre Aurillac & Saint-Flour.

Il est divisé en quatre districts, dont les chef-lieux sont :

Saint-Flour.  
Aurillac.

{ Mauriac.  
Murat.

L'administration de ce département pourra proposer à la prochaine législature la suppression du district de Murat, dont le territoire, dans ce cas, se réuniroit à celui de Saint-Flour.

L'établissement d'un tribunal supérieur, s'il a lieu dans ce département, sera fixé à Aurillac.

La ville de Salers obtiendra le siège de la juridiction, s'il en est créé dans le district de Mauriac.

*Département de la CHARENTE.*

L'ASSEMBLÉE de ce département se tiendra à Angoulême.

Il est divisé en six districts, dont les chef-lieux sont :

Angoulême.  
La Rochefoucault.  
Confolens,

{ Ruffec.  
Cognac.  
Barbesieux.

*Département de la CHARENTE inférieure.*

LA première assemblée de ce département se tiendra à Saintes, & alternera ensuite entre les villes de la Rochelle, Saint-Jean-d'Angely & Saintes, à moins que dans le cours de la première session l'assemblée du département ne propose une autre disposition définitive.

Dans le cas où l'alternat n'auroit plus lieu , la ville de la Rochelle obtiendra ceux des établissemens publics qui seront le plus avantageux à son commerce, sauf à avoir égard aux conventions des députés du département, relativement à l'emplacement des tribunaux.

Ce département est divisé en sept districts, dont les chefs-lieux sont :

Saintes.	Rochefort.
La Rochelle.	Marennnes.
Saint-Jean-d'Angely.	Pons.

Les électeurs du septième district, assemblés à Montlieu, y délibéreront sur la fixation du chef-lieu.

L'isle de Rhé est du district de la Rochelle.

L'isle d'Aix est du district de Rochefort.

L'isle d'Oléron est du district de Marennnes.

### *Département du C H E R.*

L'ASSEMBLÉE de ce département se tiendra à Bourges.

Il est divisé en sept districts, dont les chefs-lieux sont :

Bourges.	Château-Meillant.
Vierzon.	Sancoins.
Sancerre.	Aubigny.
Saint-Amand.	

S'il est créé des tribunaux dans les districts de Château-Meillant, Sancoins & Aubigny, ils seront placés dans les villes de Lignière, Dun-le-Roi & Henrichemond.

### *Département de la C O R R E Z E.*

L'ASSEMBLÉE de ce département se tiendra à Tulle.

Il est divisé en quatre districts, dont les chefs-lieux sont :

Tulle.	Uzerches.
Brive.	Ussel.

*Département de CORSE.*

L'ISLE de Corse ne formera provisoirement qu'un seul département. L'assemblée des électeurs se tiendra dans la Pieve-Dorezza. Ils y délibéreront s'il est avantageux à la Corse d'être partagée en deux départemens; & dans le cas où ils croiroient que la Corse ne doit pas être divisée, ils indiqueront le lieu où l'assemblée de département doit se tenir.

Ce département est divisé en neuf districts, dont les chefs-lieux sont:

Bastia.	Cervionne.
Oletta.	Ajaccio.
Pile-Rouffe.	Vico.
La Porta d'Ampugnani.	Tallano.
Corté.	

*Département de la CÔTE-D'OR.*

L'ASSEMBLÉE de ce département se tiendra à Dijon.

Il est divisé en sept districts, dont les chefs-lieux sont:

Dijon.	Is-sur-Tille.
Saint-Jean-de-Lône.	Arnay-le-Duc.
Châtillon-sur-Seine.	Beaune.
Sémur-en-Auxois.	

Sauf à placer à Auxonne un tribunal, s'il en est créé dans le district.

*Département des CÔTES DU NORD.*

L'ASSEMBLÉE de ce département se tiendra dans la ville de Saint-Brieux.

Il est divisé en neuf districts, dont les chef-lieux sont :

Saint-Brieux.	Loudeac.
Dinant.	Broon.
Lamballe.	Poutrieu.
Quingant.	Rosternen.
Lannion.	

### *Département de la CREUSE.*

L'ASSEMBLÉE de ce département se tiendra provisoirement dans la ville de Guéret, sauf l'alternative en faveur d'Aubusson.

Cet alternat n'aura lieu que dans le cas où la ville de Guéret auroit obtenu un tribunal supérieur aux autres tribunaux du département.

Ce département est divisé en sept districts, dont les chef-lieux sont :

Guéret.	La Souterraine.
Aubusson.	Bourganeuf.
Felletin.	Évaux.
Bouffac.	

Les électeurs du département délibéreront s'il est plus convenable de placer le district, désigné provisoirement pour Évaux, à Chambon, & partageront entre ces villes les établissemens de justice & d'administration.

### *Département de la DORDOGNE.*

L'ASSEMBLÉE de ce département se tiendra à Périgueux, & pourra alterner ensuite à Sarlat & à Bergerac.

Il est divisé en neuf districts, dont les chef-lieux sont :

Périgueux.	Montignac.
Sarlat.	Riberac.
Bergerac.	Belvez.
Nontron.	Montpont.
Exideuil.	

Montpaziez obtiendra le tribunal, s'il en est créé dans le district de Belvez.

Les électeurs délibéreront sur la division des établissemens d'administration & de justice entre les villes de Montpont & Mucidan; chacune d'elles ne pourra obtenir que l'un des établissemens.

### *Département du DOUBS.*

L'ASSEMBLÉE des électeurs, celle du département & son directoire, se tiendront toujours dans la ville de Besançon.

Ce département est divisé en six districts, dont les chefs-lieux sont :

Besançon.  
Quingey.  
Ornans.

Pontarlier.  
Saint-Hippolite.  
Baume.

### *Département de la DROME.*

LA première assemblée des électeurs de ce département se tiendra à Chabeuil.

Ils y délibéreront sur le choix des villes dans lesquelles l'assemblée de département doit alterner, sur l'ordre de cet alternat, & sur la fixation du directoire, qui ne doit point alterner.

Ce département est divisé en six districts, dont les chefs-lieux sont :

Romans.  
Valence.  
Le Crest.

Die.  
Montelimart.  
Le Buis.

La principauté d'Orange forme provisoirement un district sous l'administration de ce département; elle pourra opter son union à un autre département.



*Département de l'EURE.*

L'ASSEMBLÉE de ce département se tiendra dans la ville d'Évreux.

Il est divisé en six districts, dont les chef-lieux sont :

Évreux.	Louviers.
Bernay.	Les Andelys.
Pont-Audemer.	Verneuil.

Les électeurs du département délibéreront s'il est nécessaire de faire un plus grand nombre de districts.

La ville de Gisors obtiendra l'établissement du tribunal qui pourra être fixé dans le district des Andelys.

*Département d'EURE & LOIRE.*

L'ASSEMBLÉE de ce département se tiendra dans la ville de Chartres.

Il est divisé en six districts, dont les chef-lieux sont :

Chartres.	Nogent-le-Rotrou.
Dreux.	Châteaudun.
Châteauneuf-en-Thimerais.	Janville.

*Département du FINISTÈRE.*

L'ASSEMBLÉE de ce département se tiendra provisoirement à Quimper, & l'assemblée des électeurs délibérera si cette disposition doit demeurer définitive.

Ce département est divisé en neuf districts, dont les chef-lieux sont :

Brest.	Châteaulin.
Landernau.	Quimper.
Lefneven.	Quimperlé.
Morlaix.	Pont-Croix.
Carhaix.	

*Département du G A R D.*

LA première assemblée de ce département se tiendra à Nîmes, & les séances alterneront successivement entre Alais, Uzès & Nîmes.

Ce département est divisé en huit districts, dont les chefs-lieux sont :

Beaucaire.	Sainte-Hippolite.
Uzès.	Alais.
Nîmes.	Le Viguan.
Sommières.	Le Pont-Saint-Esprit.

Les assemblées des districts, fixées provisoirement au Pont-Saint-Esprit, à Beaucaire & à Saint-Hippolite, alterneront ensuite entre ces villes & celles de Bagnols, Villeneuve & Sauve.

Les électeurs de ces deux premiers districts délibéreront sur la fixation de leurs assemblées & la suppression de leur alternat.

L'importance de la ville de Nîmes sera prise en considération lors de l'établissement des tribunaux.

*Département de la haute G A R O N N E.*

L'ASSEMBLÉE de ce département se tiendra à Toulouse.

Il est divisé en huit districts, dont les chefs-lieux sont :

Toulouse.	Muret.
Rieux.	Saint-Gaudens.
Villefranche-de-Lauragais.	Revel.
Castel-Sarrafain.	Grenade.

La ville de Beaumont-de-Lomagne aura le tribunal, s'il en est établi dans le district de Grenade.

---

M A R S 1790.

---

*Département du GERS.*

L'ASSEMBLÉE de ce département se tiendra à Auch.

Il est divisé en six districts, dont les chef-lieux sont :

Auch.  
Lezour.  
Condom.

Nogaro.  
L'île-en-Jourdain.  
Mirande.

L'assemblée de ce département délibérera s'il conviendrait d'établir en faveur de Vic-Fézensac un septième district.

*Département de la GIRONDE.*

L'ASSEMBLÉE de ce département se tiendra dans la ville de Bordeaux : il sera divisé en sept districts, dont les chef-lieux sont :

Bordeaux.  
Libourne.  
La Réole.  
Bazas.

Cadillac.  
Bourg ou Blaye.  
Lesparre.

L'assemblée de ce département proposera de fixer quelque établissement dans la ville de Sainte-Foy & dans celle de Castelmoron-d'Albret. Les électeurs du district dont le chef-lieu est indiqué à Bourg ou Blaye s'assembleront à Bordeaux & y délibéreront sur la fixation du chef-lieu de ce district à Bourg ou à Blaye, & sur le partage des autres établissements entre ces deux villes.

Les électeurs des paroisses du Fronsadois ne seront point admis à cette délibération, & ces paroisses ont l'option de s'unir au district de Libourne, ou de rester à celui de Bourg ou de Blaye.

---

M A R S 1790.

---

*Département de L'HÉRAULT.*

La première assemblée de ce département se tiendra à Montpellier, & alternera entre Béziers, Lodève, Saint-Pons & Montpellier.

Ce département est divisé en quatre districts, dont les chefs-lieux sont :

Montpellier.	Lodève.
Béziers.	Saint-Pons.

*Département de l'ILLE & VILAINE.*

L'ASSEMBLÉE de ce département se tiendra dans la ville de Rennes.

Ce département est divisé en neuf districts, dont les chefs-lieux sont :

Rennes.	La Guerche.
Saint-Malo.	Bain.
Dol.	Redon.
Fougères.	Montfort.
Vitré.	

*Département de L'INDRE.*

L'ASSEMBLÉE de ce département se tiendra provisoirement à Châteauroux, & elle délibérera si elle doit rester à Châteauroux ou être transférée à Issoudun.

Ce département est divisé en six districts, dont les chefs-lieux sont :

Issoudun.	Argenton.
Châteauroux.	Le Blanc.
La Châtre.	Châtillon-sur-Indre.

Les villes de Vatan, Valencey, Buzançois, Levron, Saint-Moît-du-Saut, Saint-Gauthier, Aigurande & autres, pourront obtenir le partage des établissemens de leurs districts respectifs.

*Département d'INDRE & LOIRE.*

L'ASSEMBLÉE de ce département se tiendra à Tours.

Il est divisé en sept districts, dont les chef lieux sont :

Tours.	Chinon.
Ambroise.	PieUILly.
Château-Renaud.	Langeais.
Loches.	

S'il est établi un tribunal dans le district de Langeais, il sera placé à Bourgueil.

Richelieu sera aussi le siège d'un des établissemens, si l'assemblée nationale le juge convenable.

*Département de l'ISÈRE.*

LA première assemblée des électeurs de ce département se tiendra à Moirans.

Ils y délibéreront sur le choix des villes dans lesquelles l'assemblée de département doit alterner, sur l'ordre de cet alternat, & sur la fixation du directoire, qui ne doit point alterner.

Ce département est divisé en quatre districts, dont les chef lieux sont :

Grenoble.	Saint-Marcelin.
Vienne.	La Four-du-Pin.

*Département du JURA.*

L'ASSEMBLÉE & le directoire de ce département se tiendront alternativement dans les villes de

Lons-le-Saunier.	Salins.
Dôle.	Poligny.

L'assemblée des électeurs se tiendra toujours dans la ville d'Arbois.

Ce département est divisé en six districts, dont les chefs lieux sont :

Dôle.	Lons-le-Saunier.
Salins.	Orgelet.
Poligny.	Saint-Claude.

### *Département des LANDES.*

L'ASSEMBLÉE de ce département se tiendra provisoirement à Mont-de-Marsan.

Les électeurs proposeront un alternat, s'ils le jugent convenable aux intérêts du département.

Ce département est divisé en quatre districts, dont les chefs lieux sont :

Mont-de-Marsan.	Tartas.
Saint-Sever.	Dax.

S'il est établi un tribunal dans ce département, il sera placé à Dax.

### *Département du LOIR & du CHER.*

L'ASSEMBLÉE de ce département se tiendra dans la ville de Blois.

Il est divisé en six districts, dont les chefs lieux sont :

Blois.	Mont-Doubleau.
Vendôme.	Mers.
Romorantin.	Saint-Aignan.

Le tribunal qui pourra être établi dans le district de Saint-Aignan sera fixé à Montrichard.

*Département de la haute LOIRE.*

L'ASSEMBLÉE de ce département se tiendra dans la ville du Puy.

Il est divisé en trois districts, dont les chef-lieux sont:

Le Puy.	Yssengeaux.
Brioude.	

La première assemblée délibérera si Yssengeaux doit être définitivement chef-lieu du district, & pourra proposer la division des établissemens de ce district entre les différentes villes qui y sont situées.

*Département de la LOIRE INFÉRIEURE.*

L'ASSEMBLÉE de ce département se tiendra à Nantes.

Il est divisé en neuf districts, dont les chef-lieux sont:

Nantes.	Clisson.
Ancenis.	Guerande.
Châteaubriant.	Paimbœuf.
Blain.	Machecoul.
Savenay.	

*Département du LOIRET.*

L'ASSEMBLÉE de ce département se tiendra à Orléans.

Il est divisé en sept districts, dont les chef-lieux sont:

Orléans.	Montargis.
Beaugency.	Gien.
Neuville.	Bois-Commun.
Péthiviers.	

Les électeurs du département examineront s'il est plus avantageux de placer le district de Bois-Commun dans la ville

de Lorris, ou de faire partager les établissemens à cette dernière, en la détachant du district de Montargis. Ils délibèreront aussi sur le partage des établissemens dans le district de Péthiviers, & sur la distribution de ceux qui seront déterminés par la constitution dans les différentes villes du département.

### *Département du LOT.*

L'ASSEMBLÉE de ce département se tiendra à Cahors.

Il est divisé en six districts, dont les chef-lieux sont :

Cahors.	Gordon.
Montauban.	Martel.
Lauzerte.	Figeac.

Les électeurs délibèreront sur l'utilité ou les inconvéniens de la division de ce département en un plus grand nombre de districts.

Les établissemens du district de Lauzerte seront partagés avec Moissac ; les électeurs indiqueront celle des deux villes dans laquelle il sera fixé, de manière que Moissac soit le chef-lieu du district ou le siège de la juridiction.

### *Département du LOT & GARONNE.*

LA première assemblée de ce département se tiendra à Agen, & alternera dans les villes qui en seront jugées susceptibles par les électeurs, qui pourront néanmoins proposer la fixation du chef-lieu.

Ce département est divisé en neuf districts, dont les chef-lieux sont :

Agen.	Villeneuve.
Nérac.	Valence.
Castel-Jaloux.	Montflanquin.
Tonneins.	Lauzun.
Marmande.	



*Département de la L O Z È R E.*

LA première assemblée de département se tiendra à Mende, & pourra alterner avec Marvejols.

Ce département est provisoirement divisé en sept districts, dont les chef-lieux sont :

Mende.  
Marvejols.  
Florac.  
Langogne.

Vittefort.  
Meirveys.  
Saint-Chely.

Les électeurs délibéreront si l'établissement du district indiqué à Saint-Chely sera placé à Malzieu.

*Département de M A I N E & L O I R E.*

LA première assemblée de ce département se tiendra à Angers ; ensuite alternativement à Saumur & à Angers , à moins qu'elle ne juge l'alternat contraire à l'intérêt de ce département.

Il est divisé en huit districts, dont les chef-lieux sont :

Angers.  
Saumur.  
Baugé.  
Châteauneuf.

Ségré.  
Saint-Florent.  
Cholet.  
Vihiers.

*Département de la M A N C H E.*

L'ASSEMBLÉE de ce département se tiendra provisoirement dans la ville de Coutances : les électeurs délibéreront si l'assemblée de département doit alterner , & si Coutances doit définitivement en demeurer le chef-lieu.

Ce département est divisé en sept districts, dont les chefs-lieux sont :

Avranches.  
Coutances.  
Cherbourg.  
Valognes.

Carentan.  
Saint-Lô.  
Mortain.

Ces établissemens sont fixés provisoirement à Carentan. Les habitans de ce district auront la faculté de demander d'autres chef-lieux d'administration, & de proposer le partage de l'administration & de la justice.

### *Département de la M A R N E.*

L'ASSEMBLÉE de ce département se tiendra provisoirement dans la ville de Châlons-sur-Marne, & les électeurs délibéreront si elle doit alterner.

Ce département est divisé en six districts, dont les chefs-lieux sont :

Châlons.  
Reims.  
Sainte-Ménéhould.

Vitry-le-François.  
Epernay.  
Sezanne.

### *Département de la haute M A R N E.*

La première assemblée de ce département se tiendra dans la ville de Chaumont.

Les électeurs délibéreront si, pour les sessions suivantes, l'assemblée doit alterner entre Chaumont & Langres, & si elle doit définitivement être fixée à Chaumont.

Il est divisé en six districts, dont les chefs-lieux sont :-

Chaumont.  
Langres.  
Bourbonne.

Bourmont.  
Joinville.  
Saint-Dizier.

La ville de Vassy aura le tribunal, s'il en est créé dans le district de Saint-Dizier.

*Département de la MAYENNE.*

L'ASSEMBLÉE de ce département se tiendra à Laval, sauf à placer, s'il y a lieu, les autres établissemens qui pourront être décrétés par l'assemblée nationale, dans les villes de Mayenne & Château-Gontier.

Ce département est divisé en sept districts, dont les chefs lieux sont :

Ernée.	}	Laval.
Mayenne.		Craon.
Laffay.		Château-Gontier.
Sainte-Sufanne.		

La ville de Villaine pourra partager les établissemens avec Laffay ; mais Laffay conservera l'option.

La ville d'Evron partagera aussi avec celle de Sainte-Sufanne, & aura l'option.

*Département de la MEURTE.*

LA première assemblée de ce département se tiendra à Nancy, & ensuite les séances alterneront avec Lunéville.

Cet alternat n'est décrété que provisoirement.

Il est divisé en neuf districts, dont les chefs lieux sont :

Nancy.	}	Vic.
Lunéville.		Pont-à-Mousson.
Blamont.		Toul.
Saarbourg.		Vézelize.
Dieuze.		

L'assemblée de district n'est que provisoirement à Vic.

L'assemblée du département proposera des dispositions définitives telles que Vic ne réunisse pas deux établissemens.

*Département de la MEUSE.*

L'ASSEMBLÉE & le directoire de ce département se tiendront pour la première fois dans la ville de Bar. Ils alterneront de quatre en quatre ans avec Saint-Mihel ; & dans le cas où il seroit établi un tribunal suprême de judicature dans ce département , la ville de Bar aura l'option : l'alternat cessera en abandonnant l'un des deux établissemens à la ville de Saint-Mihel.

Ce département est divisé en huit districts , dont les chefs-lieux sont :

Bar-le Duc.	Verdun.
Gondrecourt.	Clermont.
Commerci.	Érain.
Saint-Mihel.	Stenay.

Ces districts pourront être réduits à quatre , à la prochaine législature , sur la demande du département. Les établissemens seront partagés entre Gondrecourt & Vaucouleurs , Clermont & Varenne , Montmédy & Stenay ; l'option réservée à Gondrecourt , Varenne & Stenay.

*Département du MORBIHAN.*

L'ASSEMBLÉE de ce département se tiendra à Vannes.

Il est divisé en neuf districts , dont les chefs-lieux sont :

Vannes.	Josselin.
Auray.	Ploermel.
Hennebon.	Roche fort.
Le Faouet.	La Roche-Bernard.
Pontivy.	

Le district est établi provisoirement à Auray.

L'assemblée de département proposera celle des deux villes , d'Hennebon ou l'Orient , qu'elle croira devoir être chef-lieu de ce district.

*Département de la M O S E L L E.*

L'ASSEMBLÉE de ce département se tiendra dans la ville de Metz.

Il est divisé en neuf districts, dont les chef-lieux sont :

Metz.	Boulay.
Longwy, provisoirement.	Sarreguemines.
Briey.	Birche.
Thionville.	Morhange.
Sarlouis, provisoirement.	

Bouzonville, Villers-la-Montagne & Longuyon pourront obtenir les tribunaux, s'il en est fixé dans les districts de Sarlouis & Longwy.

*Département de la N I È V R E.*

L'ASSEMBLÉE de ce département se tiendra à Nevers.

Il est divisé en neuf districts, dont les chef-lieux sont :

Nevers.	Corbigny.
Saint Pierre-le-Moutier.	Clameci.
Décize.	Cosne.
Moulins-en-Gilbert.	La Charité.
Château-Chinon.	

*Département du N O R D.*

L'ASSEMBLÉE de ce département se tiendra dans la ville de Douay.

Il est divisé en huit districts, dont les chef-lieux sont :

Valenciennes.	Douay.
Le Quesnoy.	Lille.
Avesnes.	Hazebrouck.
Cambray.	Bergues.

Les villes de Valenciennes, Avesnes, le Quesnoy, Cambray, Lille & Douay, réuniront l'administration & la justice.

Bailleul sera le siège de justice, s'il en est établi dans le district d'Hazebrouck.

Les électeurs du district de Bergues délibéreront si le siège de la justice doit être placé à Bergues ou à Dunkerque.

### *Département de l'OISE.*

LA première assemblée de ce département se tiendra dans la ville de Beauvais, & pourra proposer dans le cours de sa session le lieu où seront convoquées les suivantes, si elle ne juge pas qu'elles doivent être continuées à Beauvais.

Ce département est divisé en neuf districts, dont les chefs-lieux sont :

Beauvais.  
Chaumont.  
Grandvilliers.  
Breteuil.  
Clermont.

Senlis.  
Noyon.  
Compiègne.  
Crépy.

### *Département de l'ORNE.*

L'ASSEMBLÉE de ce département se tiendra dans la ville d'Alençon.

Il est divisé en six districts, dont les chefs-lieux sont :

Alençon.  
Domfront.  
Argentan.

L'Aigle.  
Belleme.  
Montagne.

### *Département de PARIS.*

L'ASSEMBLÉE de ce département se tiendra dans la ville de Paris.

Il est divisé en trois districts, dont les chef-lieux sont :

Paris.		Le Bourg-la-Reine.
Saint-Denis.		

Les districts de Saint-Denis & du Bourg-la-Reine feront seulement administratifs.

### *Département du PAS-DE-CALAIS.*

LES électeurs de ce département se réuniront dans la ville d'Aire. Ils délibéreront sur le lieu de leurs assemblées subséquentes, & si l'établissement de l'assemblée de département, fixée provisoirement à Arras, sera définitif.

Il est divisé en huit districts, dont les chef-lieux sont :

Arras.		Bapaume.
Calais.		Saint-Pol.
Saint-Omer.		Boulogne.
Béthune.		Montreuil.

Réserve à Hesdin l'établissement du tribunal, s'il en est placé dans le district de Montreuil.

### *Département du PUY-DE-DÔME.*

LA première assemblée de ce département se tiendra dans la ville de Clermont; & dans le cas où il seroit établi un tribunal supérieur dans ce département, il sera délibéré par les électeurs du département s'il convient de le placer dans la ville de Clermont par préférence à celle de Riom, auquel cas l'administration seroit fixée dans la ville de Riom.

Ce département est divisé en huit districts, dont les chef-lieux sont :

Clermont.		Issoire.
Riom.		Besse.
Ambert.		Billom.
Thiers.		Montaigu.

Les électeurs du département détermineront si l'assemblée du district, indiquée provisoirement à Bessè, doit y être fixée par préférence à la Tour ou à Tauve.

La demande de la ville d'Aigue-perse sera prise en considération lors de l'établissement des tribunaux.

### *Département des hautes P Y R É N É E S.*

L'ASSEMBLÉE de ce département se tiendra à Tarbes.

Il est divisé en cinq districts, dont les chef-lieux sont :

Tarbes.  
Vic.  
Bagnières.  
Argelès.

| { La Barthe-de-Nestes,  
                  ou  
                  Les Quatre-Vallées.

Argelès sera seulement siége d'administration du district de la Montagne; tous les autres établissemens seront à Lourde.

L'assemblée des électeurs du district des Quatre-Vallées se tiendra à la Barthe-de-Nestes, & y délibérera sur la division des établissemens.

L'assemblée de département délibérera s'il est convenable de former un sixième district à Tric ou dans toute autre ville.

### *Département des basses P Y R É N É E S.*

LA première assemblée des électeurs du département se réunira dans la ville de Navarreins, & ils délibéreront sur le choix de la ville dans laquelle se tiendra la première assemblée de ce département, & s'il y a lieu à l'alternat.

Ce département est divisé en six districts, dont les chef-lieux sont :

Pau.  
Orthez.  
Oléron.

| Mauléon.  
Saint-Palais.  
Ustaritz.



*Département des PYRÉNÉES ORIENTALES.*

L'ASSEMBLÉE de ce département se tiendra à Perpignan.

Il est divisé en trois districts, dont les chef-lieux sont :

Perpignan.  
Ceret.

| Prades.

*Département du haut R H I N.*

L'ASSEMBLÉE de ce département se tiendra à Colmar.

Il est divisé en trois districts, dont les chef-lieux sont :

Colmar.  
Altkirck.

| Beisfort.

*Département du bas R H I N.*

L'ASSEMBLÉE de ce département se tiendra à Strasbourg.

Il est divisé en quatre districts, dont les chef-lieux sont :

Strasbourg.  
Hagueneau.

| Wissembourg.  
Benfeld.

L'établissement de district dans la ville de Benfeld est provisoire.

*Département de R H Ô N E & L O I R E.*

L'ASSEMBLÉE de ce département se tiendra provisoirement dans la ville de Lyon, & alternera dans les villes de Saint-Etienne, Montbrison, Roanne & Villefranche, à moins que les électeurs ne préfèrent d'en fixer définitivement la résidence.

Ce département est divisé en six districts, dont les chefs-lieux sont :

La ville de Lyon.	Montbrison.
La campagne de Lyon.	Roanne.
Saint-Etienne.	Villefranche.

L'assemblée du district de la campagne se tiendra dans la ville de Lyon.

### *Département de la haute S A Ô N E.*

L'ASSEMBLÉE des électeurs, celle du département & son directoire, se tiendront alternativement dans les villes de Véfoul & Gray, de manière cependant que lesdites assemblées & directoires feront deux fois de suite dans la ville de Véfoul, la troisième fois dans celle de Gray.

Ce département est divisé en six districts, dont les chefs-lieux sont :

Véfoul.	Luxeuil.
Gray.	Jussy.
Lure.	Champlitte.

### *Département de S A Ô N E & L O I R E.*

LES électeurs de ce département se réuniront à Mâcon pour y nommer les membres de l'assemblée de département. Ils se retireront ensuite dans le chef-lieu de l'un des districts, autres que ceux de Mâcon & de Châlons, pour y délibérer sur le lieu des séances des assemblées subséquentes.

La première assemblée se tiendra provisoirement à Mâcon.

Ce département est divisé en sept districts, dont les chefs-lieux sont :

Mâcon.	Bourbon-Lancy.
Châlons.	Charolles.
Louhans.	Sémur en Brionnois, provisoirement.
Autun.	

LES électeurs proposeront celle des deux villes de Sémur & Marcigny dans laquelle le district doit être fixé ; & dans le cas où Sémur conserveroit le district , Marcigny aura le tribunal.

*Département de la SARTHE.*

L'ASSEMBLÉE de ce département se tiendra dans la ville du Mans.

Il est divisé en neuf districts , dont les chef-lieux sont :

Le Mans.	Sillé-le-Guillaume.
Saint-Calais.	Frenay-le-Vicomte.
Château-du-Loir.	Mamers.
La Flèche.	La Ferté-Bernard.
Sablé.	

L'assemblée nationale prendra en considération la demande des députés du haut Maine , relativement au nombre & à l'emplacement des tribunaux de justice.

*Département de la SEINE & de l'OISE.*

L'ASSEMBLÉE de ce département se tiendra dans la ville de Versailles.

Il est divisé en neuf districts , dont les chef-lieux sont provisoirement :

Versailles.	Montfort.
Saint-Germain.	Étampes.
Mantes.	Corbeil.
Pontoise.	Gonesse.
Dourdan.	

Rambouillet fera le siège de la juridiction du district de Dourdan.

*Département de la SEINE INFÉRIEURE.*

L'ASSEMBLÉE de ce département se tiendra dans la ville de Rouen.

Il est divisé en six districts, dont les chef-lieux sont :

Rouen.  
Caudebec.  
Montivilliers.  
Cany.

Dieppe.  
Neufchâtel.  
Gournay.

Les villes de Fécamp, d'Eu & Aumale présenteront à l'assemblée des électeurs de ce département leurs réclamations. & les électeurs proposeront à l'assemblée nationale les changemens ou modifications qu'ils jugeront convenables.

Les électeurs du district de Montivilliers délibéreront sur la fixation du chef-lieu de district, entre les villes du Hâvre & Montivilliers.

Les villes de ce département pourront prétendre à la répartition des établissemens qui seront déterminés par la constitution.

*Département de SEINE & MARNE.*

La première assemblée de ce département se tiendra à Melun ; il y sera délibéré si les suivantes continueront d'y avoir lieu, ou si elles seront tenues dans d'autres villes.

Ce département est divisé en cinq districts, dont les chef-lieux sont :

Melun.  
Meaux.  
Provins.

Nemours.  
Rosoy.

Coulommiers aura le tribunal de justice, s'il en est fixé un dans le district de Rosoy.

*Département des deux SÈVRES.*

L'ASSEMBLÉE de ce département se tiendra alternativement dans les villes de Niort, Saint-Maixant & Parthenay, en commençant par Niort.

La première assemblée de département pourra proposer de la fixer dans l'une de ces trois villes ou dans toute autre.

Ce département est divisé en six districts, dont les chefs-lieux sont :

Niort.	Thouars.
Saint-Maixant.	Melle.
Parthenay.	Châtillon.

S'il est créé un siège de justice dans le district de Châtillon, il sera placé à Bressuire.

*Département de la S O M M E.*

L'ASSEMBLÉE de ce département se tiendra à Amiens.

Il est divisé en cinq districts, dont les chefs-lieux sont :

Amiens.	Doulens.
Abbeville.	Montdidier.
Péronne.	

Sauf, à l'égard de cette dernière ville, à partager, s'il y a lieu, avec la ville de Roye les établissemens qui pourront être créés dans ce district.

*Département du T A R N.*

L'ASSEMBLÉE de ce département se tiendra provisoirement à Castres, & pourra alterner entre Alby & Castres.

Ce département est divisé en cinq districts, dont les chefs-lieux sont :

Castres.	Gaillac.
Lavaur.	La Caune.
Alby.	

*Département du V A R.*

LA première assemblée de ce département se tiendra à Toulon, & pourra alterner ensuite entre toutes les villes désignées pour chef-lieu des districts, en suivant l'ordre des plus affouagés & imposés.

Les électeurs, assemblés à Toulon, délibéreront si le directoire doit être fixé dans un des chef-lieux, & indiqueront celui qui leur paroîtra le plus convenable.

Ce département est divisé en neuf districts, dont les chef-lieux sont :

Toulon.	Brignolles.
Graffe.	Fréjus.
Hyères.	Saint-Paul-lès-Vence.
Draguignan.	Barjols.
Saint-Maximin.	

La ville de Fréjus n'est que provisoirement le chef-lieu de son district, & le département pourra proposer un autre chef-lieu.

*Département de la V E N D É E.*

L'ASSEMBLÉE de ce département se tiendra à Fontenay-le-Comte.

Il est divisé en six districts, dont les chef-lieux sont :

Fontenay-le-Comte.	Challans.
La Châtaigneraye.	Les Sables d'Olonne.
Montaigu.	La Roche-sur-Yon.

Les électeurs examineront s'il est utile de placer dans la ville de Poussanges le tribunal qui pourra être créé dans le district de la Châtaigneraye.

*Département de la V I E N N E.*

- L'ASSEMBLÉE de ce département se tiendra à Poitiers.  
Il est divisé en six districts, dont les chef-lieux sont :

Poitiers.	Montmorillon.
Châtellerault.	Lusignan.
Loudun.	Civray.

La ville de Mirebeau a la faculté d'opter sa réunion avec Loudun ou avec Poitiers, & elle obtiendra un des établissemens qui pourront être créés dans le district auquel elle fera unie.

*Département de la haute V I E N N E. -*

- L'ASSEMBLÉE de ce département se tiendra à Limoges.  
Il est divisé en six districts, dont les chef-lieux sont :

Limoges.	Saint-Junien.
Le Dorat.	Saint-Yriex.
Bellac.	Saint-Léonard.

Réservé à la ville de Rochechouart un tribunal, s'il en est établi un dans le district.

*Département des V O S G E S.*

Les électeurs de ce département s'assembleront à Épinal. Ils délibéreront sur la division des établissemens principaux de ce département entre Mirecourt & Épinal; & celle des deux villes qui aura obtenu l'assemblée de département ne pourra prétendre au tribunal de justice.

Ce département est divisé en neuf districts, dont les chef-lieux sont :

Épinal.	Bruyères.
Mirecourt.	Darney.
Saint-Dié.	Neuf-Château.
Rambervillers.	La Marche.
Remiremont.	

*Département de l'Yonne.*

L'ASSEMBLÉE de ce département se tiendra dans la ville d'Auxerre.

Il est divisé en sept districts, dont les chef-lieux sont :

Auxerre.	Avallon.
Sens.	Tonnerre.
Joigny.	Saint-Florentin.
Saint-Fargeau.	

L'assemblée de département délibérera si le chef-lieu de district, désigné à Saint-Florentin, ne seroit pas plus convenablement placé à Villeneuve-le-Roi.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons signé & fait contresigner cesdites présentes, auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'état. A Paris, le quatrième jour du mois de mars, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-dix, & de notre règne le seizième. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, par le roi, DE SAINT-PRIEST. *Visa*, ✠ L'ARCHEVÊQUE DE BORDEAUX. Et scellées du sceau de l'état.



## LETTRES PATENTES DU ROI,

*Portant qu'il sera sursis à l'exécution de tous Jugemens définitifs rendus par les Juridictions prévôtales.*

Données à Paris , le 7 Mars 1790.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous ceux qui ces présentes lettres verront ; SALUT.

L'ASSEMBLÉE nationale nous ayant fait supplier de donner les ordres convenables pour qu'il soit sursis à l'exécution de tous jugemens définitifs rendus par les tribunaux de justice prévôtale, nous avons ordonné & ordonnons qu'il sera sursis à l'exécution de tous jugemens définitifs rendus par lesdits tribunaux.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités , que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher & exécuter dans leurs ressorts & départemens respectifs. En foi de quoi nous avons signé & fait contresigner cesdites présentes, auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'état. A Paris, le septième jour du mois de mars, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-dix, & de notre règne le seizième. Signé LOUIS. Et plus bas, par le roi, DE SAINT-PRIEST. Et scellées du sceau de l'état.

## LETTRES PATENTES DU ROI ,

*Sur un décret de l'Assemblée nationale , qui autorise les Comités de ladite Assemblée à demander dans les dépôts des Départemens , ceux des Cours. & autres dépôts publics , toutes les pièces qu'ils jugeront nécessaires à leurs travaux.*

Données à Paris , le 7 Mars 1790.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous ceux qui ces présentes lettres verront; SALUT. L'assemblée nationale a décrété le 18 du mois dernier, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

LES différens comités établis par l'assemblée nationale feront autorisés à demander dans les dépôts des départemens , ceux des cours & autres dépôts publics, toutes les pièces qu'ils jugeront nécessaires à leurs travaux, desquelles pièces il leur sera délivré des copies certifiées, sur papier timbré ou non timbré & sans frais; même dans les cas où lesdits comités jugeront nécessaire de voir les minutes, elles seront représentées aux commissaires qu'ils nommeront à cet effet.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons signé & fait contresigner cesdites présentes, auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'état. A Paris, le septième jour du mois de mars, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-dix, & de notre règne le seizième. Signé LOUIS. Et plus bas, par le roi, DE SAINT-PRIEST. Et scellées du sceau de l'état.

## PROCLAMATION DU ROI,

*Portant sanction du décret de l'Assemblée nationale,  
du 10 Février 1790.*

Du 10 Mars 1790.

V U par le roi le décret dont la teneur suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 10 Février 1790.*

L'ASSEMBLÉE nationale, délibérant sur la conduite des juges désignés pour composer la chambre des vacations dernièrement nommée parmi les membres du parlement de Bretagne, déclare que dans le moment où le roi est venu se réunir si intimement aux représentans de la nation, elle ne veut se rappeler que les sentimens patriotiques qui ont animé tous les François; mais attendu que ceux qui ont résisté à la souveraineté de la nation & aux ordres du roi ne peuvent exercer les droits de citoyen actif jusqu'à ce que, sur leur requête, le corps législatif les ait relevés de l'incapacité qu'ils ont encourue;

Elle décrète que les ci-devant juges appelés pour composer la chambre des vacations dernièrement nommée en Bretagne ne seront admis à exercer les droits de citoyen actif que lorsque, sur leur requête présentée au corps législatif, ils en auront obtenu la permission.

LE roi a sanctionné & sanctionne ledit décret; en conséquence, sa majesté mande & ordonne à tous les corps administratifs & municipalités de la province de Bretagne de s'y conformer, & de le faire exécuter suivant sa forme & teneur. FAIT à Paris, le dix mars mil sept cent quatre-vingt-dix. Signé LOUIS. Et plus bas, par le roi, DE SAINT-PRIEST.

## PROCLAMATION DU ROI,

*Sur le décret de l'Assemblée nationale, concernant  
les Colonies.*

Du 10 Mars 1790.

**V**U par le roi le décret dont la teneur suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du lundi 8 Mars 1790.*

L'ASSEMBLÉE nationale, délibérant sur les adresses & pétitions des villes de commerce & de manufactures, sur les pièces nouvellement arrivées de Saint-Domingue & de la Martinique, à elle adressées par le ministre de la marine, & sur les représentations des députés des colonies ;

Déclare que, considérant les colonies comme une partie de l'empire François, & désirant les faire jouir des fruits de l'heureuse régénération qui s'y est opérée, elle n'a cependant jamais entendu les comprendre dans la constitution qu'elle a décrétée pour le royaume, & les assujettir à des loix qui pourroient être incompatibles avec leurs convenances locales & particulières.

En conséquence, elle a décrété & décrète ce qui suit :

### A R T I C L E P R E M I E R.

CHAQUE colonie est autorisée à faire connoître son vœu sur la constitution, la législation & l'administration qui conviennent à sa prospérité & au bonheur de ses habitans, à la charge de se conformer aux principes généraux qui lient les colonies à la métropole, & qui assurent la conservation de leurs intérêts respectifs.

## I I.

DANS les colonies où il existe des assemblées coloniales librement élues par les citoyens, & avouées par eux, ces assemblées seront admises à exprimer le vœu de la colonie. Dans celles où il n'existe pas d'assemblées semblables, il en sera formé incessamment pour remplir les mêmes fonctions.

## I I I.

LE roi fera supplié de faire parvenir dans chaque colonie une instruction de l'assemblée nationale, renfermant, 1°. les moyens de parvenir à la formation des assemblées coloniales dans les colonies où il n'en existe pas; 2°. les bases générales auxquelles les assemblées coloniales devront se conformer, dans les plans de constitution qu'elles présenteront.

## I V.

LES plans préparés dans lesdites assemblées coloniales seront soumis à l'assemblée nationale, pour être examinés, décrétés par elle, & présentés à l'acceptation & à la sanction du roi.

## V.

LES décrets de l'assemblée nationale sur l'organisation des municipalités & des assemblées administratives seront envoyés auxdites assemblées coloniales, avec pouvoir de mettre à exécution la partie desdits décrets qui peut s'adapter aux convenances locales, sauf la décision définitive de l'assemblée nationale & du roi sur les modifications qui auroient pu y être apportées, & la sanction provisoire du gouverneur pour l'exécution des arrêtés qui seront pris par les assemblées administratives.

## V I.

LES mêmes assemblées coloniales énonceront leur vœu sur les modifications qui pourroient être apportées au régime prohi-

bitif du commerce entre les colonies & la métropole, pour être, sur leurs pétitions, & après avoir entendu les représentations du commerce François, statué par l'assemblée nationale ainsi qu'il appartiendra.

Au surplus, l'assemblée nationale déclare qu'elle n'a entendu rien innover dans aucune des branches du commerce, soit direct, soit indirect, de la France avec ses colonies; met les colons & leurs propriétés sous la sauve-garde spéciale de la nation; déclare criminel envers la nation quiconque travailleroit à exciter des soulèvemens contre eux. Jugeant favorablement des motifs qui ont animé les citoyens desdites colonies, elle déclare qu'il n'y a lieu contre eux à aucune inculpation; elle attend de leur patriotisme le maintien de la tranquillité & une fidélité inviolable à la nation, à la loi & au roi.

LE roi a accepté & accepte ledit décret, pour être exécuté suivant sa forme & teneur; en conséquence, mande & ordonne aux gouverneurs établis par sa majesté dans chacune des colonies, & à tous autres, de l'observer & exécuter en ce qui les concerne. FAIT à Paris, le dix mars mil sept cent quatre-vingt-dix. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, par le roi, LA REINE.

## L E T T R E D U R O I.

*A nos bons & amés Sujets , les Colons des îles  
sous le Vent.*

MES bons & amés sujets, ne doutez pas que malgré l'éloignement où vous êtes du lieu de ma résidence, je n'aye été constamment occupé de votre bonheur. J'aurois voulu connoître avec certitude tout ce qui pouvoit y contribuer davantage, & vous auriez éprouvé plus sensiblement encore l'effet de mes bonnes intentions; mais aujourd'hui que j'ai appelé à mon aide les lumières & les conseils de toute la nation, j'aurai plus de moyens pour assurer votre contentement d'une manière solide & invariable. Le décret de l'assemblée nationale, que je vous envoie après l'avoir approuvé & sanctionné, vous est un premier gage des espérances que je conçois.

Il est de toute justice que vous participiez aux avantages de la constitution dont mes sujets d'Europe vont jouir, puisque vous n'êtes séparés d'eux ni par la nature de vos droits, ni par les degrés de mon affection. Vous cultivez avec intelligence & avec succès une colonie dont les productions font une partie essentielle des richesses de l'empire François; ainsi, vous concurrez au bien général en vous occupant, comme vous y êtes invités, à faire connoître les dispositions qui peuvent établir le meilleur ordre au milieu de vous, & réunir tous les habitans de Saint-Domingue par les liens du bonheur & de la confiance. Vous n'oublierez point que ne faisant qu'un avec nous, vous devez soigner attentivement les intérêts du commerce de France, comme il doit par réciprocité s'occuper des moyens propres à encourager vos utiles travaux. C'est par une pareille union,

l'objet de mes vœux , que je verrai mes sujets de l'un & de l'autre hémisphère ne former qu'une même famille , & déconcerter les projets de tous ceux qui ont le malheur de se plaire dans les divisions. Je n'ai jamais douté un moment de votre fidélité , car vous êtes François , & vous en avez manifesté le généreux patriotisme dans les plus grandes occasions. J'ai donc trouvé du plaisir à vous donner directement un témoignage de mes sentimens , & vous pouvez , vous devez y compter en tous les temps *Signé* LOUIS.



## L E T T R E D U R O I.

*A nos bons & amés Sujets, les Colons des îles  
du Vent.*

MES bons & amés fujets, ne doutez pas que malgré l'éloignement où vous êtes du lieu de ma résidence, je n'aye été constamment occupé de votre bonheur. J'aurois voulu connoître avec certitude tout ce qui pouvoit y contribuer davantage, & vous auriez éprouvé plus sensiblement encore l'effet de mes bonnes intentions; mais aujourd'hui que j'ai appelé à mon aide les lumières & les conseils de toute la nation, j'aurai plus de moyens pour assurer votre contentement d'une manière solide & invariable. Le décret de l'assemblée nationale, que je vous envoie après l'avoir approuvé & sanctionné, vous est un premier gage des espérances que je conçois.

Il est de toute justice que vous participiez aux avantages de la constitution dont mes fujets d'Europe vont jouir, puisque vous n'êtes séparés d'eux ni par la nature de vos droits, ni par les degrés de mon affection. Vous cultivez avec intelligence & avec succès une colonie dont les productions font une partie essentielle de richesses de l'empire François; ainsi, vous concurrez au bien général en vous occupant, comme vous y êtes invités, à faire connoître les dispositions qui peuvent établir le meilleur ordre au milieu de vous, & y consolider les liens du bonheur & de la confiance. Vous n'oublierez point que ne faisant qu'un avec nous, vous devez soigner attentivement les intérêts du commerce de France, comme il doit par réciprocité s'occuper des moyens propres à encourager vos utiles travaux. C'est par une pareille

union, l'objet de mes vœux, que je verrai mes sujets de l'un & de l'autre hémisphère ne former qu'une famille, & concerter les projets de tous ceux qui ont le malheur de se plaire dans les divisions. Je n'ai jamais douté un moment de votre fidélité, car vous êtes François, & vous en avez manifesté le généreux patriotisme dans les plus grandes occasions. J'ai donc trouvé du plaisir à vous donner directement un témoignage de mes sentimens, & vous pouvez, vous devez y compter en tous les temps. *Signé* LOUIS.

## LETTRES PATENTES DU ROI,

*Portant qu'il sera établi dans la ville d'Abbeville, sur tous les Citoyens payant deux livres de Capitation & plus, une taxe égale à celle de leur Capitation, pour le soulagement des Ouvriers indigens de cette ville.*

Données à Paris, le 11 Mars 1790.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous ceux qui ces présentes lettres verront ; SALUT. L'assemblée nationale, après avoir entendu le rapport qui lui a été fait de la demande de la commune d'Abbeville, à l'effet d'être autorisée à subvenir, par la voie d'une contribution, au soulagement des ouvriers indigens de cette ville, a décrété, le 4 de ce mois, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

## A R T I C L E P R E M I E R.

IL fera levé dans la ville d'Abbeville, sur tous les citoyens payant deux livres de capitation & plus, une taxe égale à celle de leur capitation, payable en quatre termes, de mois en mois & par avance.

## I I.

LA taxe des ecclésiastiques, des maisons religieuses & autres anciens privilégiés, sera égale à celle qu'ils payeront pour la présente année.

## I I I.

LES officiers municipaux feront, si besoin est, les rôles en la forme ordinaire & accoutumée.

## I V.

POUR rendre lesdits rôles exécutoires, on attendra que l'administration du département soit établie. L'administration du département prononcera seule provisoirement sur les réclamations & contestations qui pourroient s'élever à l'occasion de cette imposition.

## V.

LA recette de cette contribution fera faite par le receveur de la capitation, mais sans frais.

## V I.

IL sera formé un bureau d'administration, conformément à la délibération de ladite commune, en date du 14 du mois dernier, lequel bureau recevra toutes les sommes provenant desdites contributions, & en donnera toutes les décharges nécessaires aux receveurs de la capitation & à la compagnie.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons signé & fait contresigner cesdites présentes, auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'état. A Paris, le onzième jour du mois de mars, l'an de grâce mil sept cent quatre vingt-dix, & de notre règne le seizième. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, par le roi, DE SAINT-PRIEST. Vu au conseil, LAMBERT. Et scellées du sceau de l'état.

## LETTRES PATENTES DU ROI,

*Qui ordonnent que l'exportation des Bois continuera d'avoir lieu dans la province de Lorraine Allemande.*

Du 14 Mars 1790.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS: A tous ceux qui ces présentes lettres verront; SALUT. L'assemblée nationale, instruite que quelques adjudicataires de bois situés dans la Lorraine Allemande éprouvoient des difficultés pour l'exportation de ces bois à l'étranger, quoique la faculté leur en eût été assurée par leurs adjudications, a décrété, le 27 février dernier, & nous voulons & ordonnons ce qui suit:

JUSQU'A ce qu'il ait été statué sur la liberté ou la défense de l'exportation, d'après les demandes & les renseignemens des assemblées administratives de la province, la liberté de l'exportation doit continuer d'avoir lieu dans la Lorraine Allemande.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités de la province de Lorraine, que ces présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons signé & fait contresigner cesdites présentes, auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'état. A Paris, le quatorzième jour du mois de mars, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-dix, & de notre règne le seizième. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, par le roi, DE SAINT-PRIEST. Vu au conseil, LAMBERT. Et scellées du sceau de l'état.

## PROCLAMATION DU ROI,

*Sur le décret de l'Assemblée nationale, concernant le Serment à prêter par les Gardes nationales.*

Du 16 Mars 1790.

**V**U par le roi, le décret dont voici la teneur :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 7 Janvier 1790.*

L'ASSEMBLÉE nationale a décrété & décrète ce qui suit :

JUSQU'À l'époque où l'assemblée nationale aura déterminé par ses décrets l'organisation définitive des milice & gardes nationales, les citoyens qui remplissent actuellement les fonctions d'officiers ou de soldats dans les gardes nationales, même ceux qui se sont formés sous le titre & dénomination de *volontaires*, prêteront par provision, & aussi-tôt après que les municipalités seront établies, entre les mains du maire & des officiers municipaux, en présence de la commune assemblée, le serment d'être fidèles à la nation, à la loi & au roi; de maintenir de tout leur pouvoir, sur la réquisition des corps administratifs & municipaux, la constitution du royaume; & de prêter, pareillement sur les mêmes réquisitions, main-forte à l'exécution des ordonnances de justice & à celle des décrets de l'assemblée nationale, acceptés & sanctionnés par le roi.

SA majesté a sanctionné & sanctionne ledit décret; en conséquence, mande & ordonne à tous les citoyens qui remplissent actuellement les fonctions d'officiers ou de soldats dans les gardes nationales, même à ceux qui se sont formés sous le titre & dénomination de *volontaires*, de s'y conformer. Enjoint sa majesté aux municipalités & corps administratifs du royaume de veiller à son exécution. FAIT à Paris, le seize mars mil sept cent quatre-ving-dix. Signé LOUIS. Et plus bas, par le roi, de SAINT-PRIEST.

LETTRES

## LETTRES PATENTES DU ROI ,

*Sur le décret de l'Assemblée nationale , du 13 Mars 1790 , qui autorisent la ville de Poitiers à imposer sur les habitans qui payent un écu d'imposition & au-dessus , la somme de 12,000 livres , pour ladite somme être employée au payement des Pauvres valides occupés aux travaux de charité , & à la subsistance des Mendians invalides.*

Données à Paris , le 19 Mars 1790.

**L**OUIS , par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état , ROI DES FRANÇOIS : A tous ceux qui ces présentes lettres verront ; SALUT. L'assemblée nationale a décrété , le 13 mars 1790 , & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

LA ville de Poitiers imposera sur les habitans qui payent un écu d'imposition & au-dessus , la somme de douze mille livres , pour ladite somme être employée au payement des pauvres valides occupés aux travaux de charité , & à la subsistance des mendians invalides ; & le rôle sera rendu exécutoire par l'assemblée de département.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux , corps administratifs & municipalités , que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres , lire , publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs , & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons signé & fait contresigner cesdites présentes , auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'état. A Paris , le dix-neuvième jour du mois de mars , l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-dix , & de notre règne le seizième. Signé LOUIS. Et plus bas , par le roi , DE SAINT-PRIEST. Vu au conseil , LAMBERT. Et scellées du sceau de l'état.

# PROCLAMATION DU ROI,

*Sur un décret de l'Assemblée nationale, concernant  
l'Armée.*

Du 28 Mars 1790.

**V**U par le roi le décret dont voici la teneur :

*D É C R E T D E L' A S S E M B L É E N A T I O N A L E ,  
du dimanche 28 février 1790.*

L'ASSEMBLÉE nationale a décrété & décrète ce qui suit :

## A R T I C L E P R E M I E R .

Le roi est le chef suprême de l'armée.

### I I .

L'ARMÉE est essentiellement destinée à défendre la patrie contre les ennemis extérieurs.

### I I I .

IL ne peut être introduit dans le royaume, ni admis au service de l'état, aucun corps de troupes étrangères, qu'en vertu d'un acte du corps législatif, sanctionné par le roi.

### I V .

LES sommes nécessaires à l'entretien de l'armée & aux autres dépenses militaires seront votées annuellement par les législatures.



## V.

LES législatures ni le pouvoir exécutif ne peuvent porter aucune atteinte au droit appartenant à chaque citoyen , d'être admissible à tous emplois & grades militaires.

## V I.

TOUT militaire en activité conserve son domicile , nonobstant les absences nécessitées par son service , & peut exercer les fonctions de citoyen actif , s'il a d'ailleurs les qualités exigées par le décret de l'assemblée nationale , & si , lors des assemblées où doivent se faire les élections , il n'est pas en garnison dans le canton où est situé son domicile.

## V I I.

TOUT militaire qui aura servi l'espace de seize ans , sans interruption & sans reproche , jouira de la plénitude des droits de citoyen actif , & est dispensé des conditions relatives à la propriété & à la contribution , sous la réserve exprimée dans l'article précédent , qu'il ne peut exercer ses droits s'il est en garnison dans le canton où est situé son domicile.

## V I I I.

CHAQUE année, le 14 juillet , il sera prêté individuellement dans les lieux où les troupes seront en garnison , en présence des officiers municipaux , des citoyens rassemblés , & de la troupe entière sous les armes, le serment qui suit :

Savoir , par les officiers , de rester fidèles à la nation , à la loi , au roi , à la constitution décrétée par l'assemblée nationale , & acceptée par le roi ; de prêter la main-forte requise par les corps administratifs & les officiers civils & municipaux , & de n'employer jamais ceux qui sont sous leurs

ordres contre aucun citoyen , si ce n'est sur cette réquisition , laquelle sera toujours lue aux troupes assemblées.

Et par les foldats , entre les mains de leurs officiers , d'être fidèles à la nation , à la loi , au roi & à la constitution ; de n'abandonner jamais leurs drapeaux , & d'observer exactement les règles de la discipline militaire.

Les formules de ces fermens seront lues à haute voix par le commandant qui jurera le premier , & recevra le serment que chaque officier , & ensuite chaque foldat prononcera en levant la main & disant : *Je le jure.*

#### I X.

TOUTE vénalité des emplois & charges militaires est supprimée.

#### X.

LE ministre ayant le département de la guerre , & tous les agens militaires , quels qu'ils soient , sont sujets à la responsabilité , dans les cas & de la manière qui sont & seront déterminés par la constitution.

#### X I.

A chaque législature appartient le droit de statuer ,

- 1°. Sur les sommes à voter annuellement pour l'entretien de l'armée & autres dépenses militaires ;
- 2°. Sur le nombre d'hommes dont l'armée sera composée ;
- 3°. Sur la solde de chaque grade ;
- 4°. Sur les règles d'admission au service & d'avancement dans les grades ;
- 5°. Sur la forme des enrôlemens & les conditions du dégage ment ;

6°. Sur l'admission des troupes étrangères au service de la nation ;

7°. Sur les loix relatives aux délits & aux peines militaires ;

8°. Sur le traitement des troupes , dans le cas où elles seroient licenciées.

LE roi acceptant ledit décret , a ordonné & ordonne qu'il sera publié dans tout le royaume , & envoyé aux corps administratifs & municipalités , auxquels sa majesté mande & ordonne de l'observer , exécuter & faire exécuter. Mande & ordonne pareillement aux officiers généraux & autres ayant autorité sur les troupes , ainsi qu'à tous ceux qu'il appartiendra , de s'y conformer , & de tenir la main à son exécution. FAIT à Paris , le vingt-un mars mil sept cent quatre-vingt-dix. *Signé* LOUIS. *Et plus bas* , par le roi , LA TOUR-DU-PIN.

## E X P L I C A T I O N S

DONNÉES PAR LE COMITÉ DE CONSTITUTION ;

*Sur quelques articles du décret concernant les  
Municipalités.*

**L**E comité de constitution, auquel on a proposé différentes questions, a répondu :

1<sup>o</sup>. Que les contrôleurs des actes, les entreposeurs de tabac & les regrattiers, ne doivent pas être regardés comme des percepteurs d'impôts indirects, parce que les raisons qui ont déterminé à exclure ceux-ci ne leur sont point applicables ;

2<sup>o</sup>. Que les cautions des adjudicataires des octrois de villes ne sont pas non plus dans le cas de l'exclusion, lorsqu'ils ne sont pas associés ;

3<sup>o</sup>. Que le domicile de fait d'une année n'est pas nécessaire pour les curés ou pour les évêques ;

4<sup>o</sup>. Que les frères communiers, les fils de famille à qui le père a donné ou une propriété, ou une dot par le contrat de mariage d'un seul ou de plusieurs d'entr'eux, sont censés payer une partie de l'imposition directe qui se trouve sur les rôles, au nom du père, de l'aîné des enfans, de l'usufruitier ou du chef quelconque de la communion ;

5<sup>o</sup>. Que les petites irrégularités dans les scrutins ou les autres formes de l'élection peuvent être regardées comme couvertes, si ceux qui ont fait des protestations après coup ont pris part à l'élection ;

6<sup>o</sup>. Que les officiers municipaux qui demandent à être instruits trois jours à l'avance de l'objet de délibération que le maire veut porter au conseil n'ont pas tort ;

7°. Que le maire ne doit point regarder les officiers municipaux comme ses subordonnés ;

8°. Que la séparation de biens ne prouvant pas par elle-même la faillite, la banqueroute ou l'insolvabilité, il faut toujours, lorsqu'on présente ce motif d'exclusion, donner une preuve de la faillite, de la banqueroute ou de l'insolvabilité ;

9°. Que les religieux ayant renoncé au monde & à l'état civil, ne paroissent pas devoir être reçus à exercer les droits de citoyens actifs ;

10°. Qu'en général, les nouvelles municipalités ne doivent point se hâter de toucher au régime des hôpitaux ; qu'il faut distinguer soigneusement les établissemens de ce genre fondés & entretenus des deniers de la commune ou réservés exclusivement à ses citoyens, & ceux qui ne se trouvent pas dans le même cas ; & qu'en presque toutes les occasions il faut attendre l'administration de département, qui, conformément au décret, délèguera cette partie des pouvoirs publics, ou en règlera l'usage ;

11°. Qu'on doit étudier l'esprit de l'article concernant le domicile de fait, & ne pas lui donner une interprétation trop rigoureuse, lorsque l'unanimité ou la presque totalité des citoyens est d'accord : qu'un nouvel article du 19 mars peut éclairer sur cet objet ;

12°. Qu'il faut distinguer dans le décret les dispositions essentielles & celles qui n'entraînent pas de nullité ; que, par exemple, le remplacement momentané d'un scrutateur obligé de sortir est peu important & même de droit, si ce remplacement a été fait en public & sans réclamations ;

13°. Qu'un décret postérieur au décret général a pour but de réunir les communautés en une seule municipalité, lorsque les circonstances le demanderont, & qu'en général le bon ordre & la tranquillité publique recommandent de rendre sans cesse vers ce but ;

14°. Que pour le remplacement d'un citoyen qui refuse dans le cours des élections, ou peu de jours après la séparation de la commune, on doit d'abord se conformer au principe général qui ordonne de terminer les élections au troisième tour de scrutin ; que ce principe bien approfondi résout un très-grand nombre de questions ;

15°. Que les nouveaux officiers municipaux doivent surveiller les fabriques dès-à-présent ; qu'on ne leur a pas encore délégué le droit de les régir , & que vraisemblablement ils n'en feront pas investis ;

16°. Qu'on a demandé plusieurs fois si un ingénieur chargé dans une ville du soin des fortifications, où il est éloigné de son corps, doit être regardé comme exerçant des fonctions militaires, & comme pouvant exercer en même-temps des fonctions municipales ; & que le comité n'a pas osé répondre ;

17°. Que les vingtièmes retenus par le débiteur d'une rente sont censés une imposition directe au nom du créancier ; qu'il en est de même du centième denier payé par les titulaires d'offices ;

18°. Que les procès-verbaux ne sont pas nuls pour n'avoir pas été clos ou signés le jour même, & qu'en général il ne faut pour leur validité d'autre signature que celles du président & du secrétaire ;

19°. Qu'une assemblée convoquée publiquement & dans les formes ordinaires n'est pas illégale, parce que des circonstances ont déterminé à la tenir le cinquième, le sixième & le septième jour après la convocation ;

20°. Que les prétentions des forains (1) seront examinées

---

(1) Ceux qui ont des propriétés dans le ressort des municipalités, mais qui n'y demeurent pas.

par les administrations de département; & qu'en général ils ne doivent pas craindre d'être surchargés ou lésés, puisque les districts & les départemens leur offrent un recours assuré.

21°. Que le citoyen qui, dans un troisième tour de scrutin de 101 votans, a obtenu 50 voix, tandis que son compétiteur n'en a obtenu que 49 (un billet blanc), est censé avoir la pluralité absolue des suffrages; qu'ainsi l'article qui demande la moitié des voix & une en sus n'ordonne (après la déduction des billets blancs) qu'un suffrage de plus pour l'un des compétiteurs.

## SUR LA PREMIÈRE QUESTION.

## PREMIÈRE QUESTION.

1°. *LES commissaires doivent exiger qu'on suive, pour les assemblées primaires, l'évaluation faite pour les élections des municipalités.*

2°. *Le décret ayant laissé cette fixation aux officiers municipaux, il y aura nécessairement de la différence. Les commissaires la supporteront, à moins que les preuves de la mauvaise foi ne soient évidentes; si des municipalités avoient fixé la valeur de la journée de travail au-dessous de dix sous, il faudroit en rendre compte à l'assemblée.*

3°. *Sur les plaintes arrivées au comité de constitution, relativement à cet objet, il se déter-*

UNE des conditions requises pour être citoyen actif est le paiement d'une contribution directe de la valeur de trois journées locales de travail. Pour être éligible, il faut payer la valeur de dix journées. Les municipalités ont été autorisées à faire l'évaluation, qu'il leur a été défendu de porter au-dessus de vingt sous, mais rien ne les empêche de la fixer au-dessous.

Parmi les différentes municipalités du même département, du même district, du même canton, il peut exister de très-grandes différences sur les évaluations. Quelques-unes, pour augmenter leur influence, en augmentant le nombre de leurs citoyens actifs & des

*minera peut-être à demander un décret à l'assemblée nationale.*

éligibles, pourroient fixer la journée à une valeur ridiculement basse; les communautés voisines qui auroient fait une évaluation plus juste pourroient se plaindre au commissaire; & dans ce cas, quelle décision conviendrait-il de donner?

#### SECONDE QUESTION.

*LE même citoyen étant nommé électeur par deux assemblées primaires, il en résulteroit du désavantage pour le canton. Afin de prévenir cet inconvénient, on observera d'abord que les commissaires peuvent indiquer deux assemblées primaires du même canton en deux lieux différens; ensuite, l'assemblée qui aura terminé la première la nomination de ses électeurs en instruira la seconde, afin que celle-ci, s'il en est temps, ne les choisisse pas. Dans le cas où deux assemblées auroient nommé le même citoyen pour électeur, l'assemblée qui aura terminé son élection la dernière procédera à la nomination d'un autre électeur, si toutefois elle le demande.*

*Mais il est important de ne pas se mettre dans le cas de rassembler une assemblée primaire après sa séparation; & si*

DANS la même ville, dans le même canton, il peut y avoir plusieurs assemblées primaires, suivant le nombre de citoyens actifs. Si, dans ces différentes assemblées primaires, le même citoyen étoit élu, le canton se trouveroit privé d'un des électeurs qu'il devoit avoir; si on fait recommencer une des élections, laquelle des assemblées fera tenue de procéder à un nouveau scrutin? Pour éviter cette double élection, pourroit-on indiquer les assemblées primaires dans les cantons ou les villes où il doit en avoir plusieurs, à des époques successives? Ce parti présente des inconvéniens; il donne des facilités à la brigue, à la cabale, il paroît contraire à l'esprit des décrets de l'assemblée nationale. Ne feroit-il pas plus simple d'inviter les assemblées primaires de la même ville ou du



*les commissaires placent en des lieux différens les assemblées primaires du même canton, il faut veiller à ce que l'assemblée qui aura achevé ses scrutins instruisse du résultat l'autre assemblée, ou les autres assemblées.*

*LA troisième question relève avec justesse une faute de rédaction. L'identité des expressions de l'art. 16 & de l'art. 20 induira en erreur ceux mêmes qui examineront l'instruction avec soin.*

*L'art. 20 ordonne trois tours de scrutin pour la nomination des électeurs, à moins qu'ils n'obtiennent la pluralité absolue dès les deux premiers tours.*

*Par ces mots de l'article 16 un seul scrutin de liste double, on a voulu dire que dès le premier tour de scrutin, chaque votant écrirait sur son bulletin six noms.*

*Au comité de constitution, ce vingt-un mars mil sept cent quatre-vingt-dix.*

même canton à communiquer entr'elles pour éviter les doubles élections ?

### TROISIÈME QUESTION.

SUIVANT l'art. 20 de la première section des décrets pour la constitution des assemblées primaires & des assemblées administratives, les assemblées primaires doivent nommer les électeurs *en un seul scrutin de liste double*. A consulter cet article, il semble qu'il ne doit y avoir qu'un seul tour de scrutin, & que les électeurs, pour être nommés, n'ont besoin que d'une pluralité relative. Ce sens paroît encore plus clair, lorsqu'on voit que dans l'art. 11 de la seconde section, où il est question du choix des membres des administrations de département & de district, il est dit qu'ils seront choisis en trois scrutins de liste double & à majorité absolue.

Cependant si l'on consulte l'instruction à la fin de la page 11, & sur-tout au milieu de la page 12, l'art. 20 est cité comme un de ces cas où il faut trois tours de scrutin & majorité absolue. Enfin, si l'on décide qu'il faut majorité absolue dans le cas de l'art. 20 de la première section, la même décision doit-elle aussi s'appliquer à l'art. 16 de la même section, dans laquelle il est question de l'élection des scrutateurs ?

# LETTRES PATENTES DU ROI,

*Sur le décret de l'Assemblée nationale, du 22 Mars 1790, concernant la suppression du droit de marque des Fers à la fabrication & au transport dans l'intérieur du royaume, à compter du premier Avril 1790., & à l'abonnement dudit droit, provisoirement & pour la présente année 1790 seulement.*

Données à Paris, le 24 Mars 1790.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous ceux qui ces présentes lettres verront ; SALUT. L'assemblée nationale a décrété, le 22 de ce mois, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

## A R T I C L E P R E M I E R.

L'EXERCICE du droit de marque des fers à la fabrication & au transport dans l'intérieur du royaume sera supprimé, à compter du premier avril prochain.

## I I.

LES maîtres de forges & de fonderies dans les départemens où les droits avoient lieu à la fabrication seront tenus d'acquitter en fix mois & en fix payemens égaux les droits qui peuvent être dus par leurs fers déjà fabriqués.

Et à compter du premier octobre prochain, ceux qui ont des marchés à termes bonifieront à leurs acquéreurs, pendant le cours desdits marchés, la valeur du droit dont leurs fers sont déchargés à la fabrication, par le décret de l'assemblée nationale & par ces présentes.

## I I I.

L'ABONNEMENT dudit droit de fabrication & desdits droits de traite sur les fers & ouvrages de fer & acier sera rendu général, à compter dudit jour premier avril prochain, provisoirement & pour la présente année seulement, au moyen d'une contribution réglée sur le pied d'un million par année sur les départemens & districts qui formoient le ressort des parlemens de Paris, de Dijon, de Metz, à l'exception des districts faisant partie du ressort desdites cours, où le droit à la fabrication n'avoit été établi ni perçu, & d'une contribution de cinq cent mille livres sur tout le reste du royaume.

Lesdites contributions seront établies en proportion des impositions réelles & personnelles de tous les départemens où elles doivent avoir lieu, & des droits d'entrées des villes dans ces mêmes départemens; savoir: quant aux impositions directes, au marc la livre & par simple émargement sur les rôles; & quant aux droits d'entrées des villes, en la forme qui sera décrétée en particulier par l'assemblée nationale, & par nous ordonnée.

## I V.

IL sera établi à toutes les entrées du royaume un droit uniforme égal à celui qui avoit déjà lieu dans les provinces ou départemens où se percevoit le droit de marque des fers.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons signé & fait contresigner cesdites présentes, auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'état. A Paris, le vingt-quatre mars mil sept cent quatre-vingt-dix, & de notre règne le seizième. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, par le roi, DE SAINT-PRIEST. Et scellées du sceau de l'état.

## LETTRES PATENTES DU ROI,

*Sur le décret de l'Assemblée nationale , du 22 Mars 1790, concernant la suppression du droit sur la fabrication des Amidons , à compter du premier Avril 1790 , & l'établissement d'une contribution sur toutes les villes du royaume , provisoirement & pour la présente année 1790 seulement.*

Données à Paris , le 24 Mars 1790.

**L**OUIS , par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état , ROI DES FRANÇOIS : A tous ceux qui ces présentes lettres verront ; SALUT. L'assemblée nationale a décrété, le 22 de ce mois, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

## A R T I C L E P R E M I E R.

LE droit sur la fabrication des amidons sera supprimé , à compter du premier avril prochain.

## I I.

LES abonnemens relatifs au même droit cesseront , à compter du même jour.

## I I I.

IL sera établi provisoirement & pour la présente année seulement , à compter aussi du même jour , une contribution sur le pied d'un million par année sur toutes les villes du royaume, en proportion de toutes leurs impositions directes & de leurs droits d'entrées ; savoir : quant aux impositions directes , au

marc la livre & par fime le déchargement sur les rôles; & quant aux droits d'entrées, en la forme qui sera décrétée en particulier par l'assemblée nationale, & par nous ordonnée.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons signé & fait contre-signer cesdites présentes, auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'état. A Paris, le vingt-quatre mars mil sept cent quatre-vingt-dix, & de notre règne le seizième. *Signé* LOUIS.  
*Et plus bas*, par le roi, DE SAINT-PRIEST. Et scellées du sceau de l'état.

## LETTRES PATENTES DU ROI,

*Sur le décret de l'Assemblée nationale, du 22 Mars 1790, concernant l'abonnement général des droits sur les Huiles à la fabrication, & sur les Huiles & Savons au passage d'une province dans une autre du royaume, provisoirement & pour la présente année 1790 seulement.*

Données à Paris, le 24 Mars 1790.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous ceux qui ces présentes lettres verront ; SALUT. L'assemblée nationale a décrété, le 22 de ce mois, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

## ARTICLE PREMIER.

LES abonnemens du droit de fabrication des huiles qui ont eu lieu en différentes provinces continueront, provisoirement & pour la présente année seulement, dans les départemens & districts qui formoient autrefois ces provinces.

## I I.

LES droits de traites que payoient les huiles & savons de ces mêmes provinces, lorsqu'ils en sortoient pour entrer dans la consommation du reste du royaume, seront pareillement abonnés, provisoirement & pour la présente année seulement, par une contribution, à raison de cinq cent mille francs par année,

année, sur les départemens & districts qui n'ont abonné que le droit de fabrication.

## I I I.

L'ABONNEMENT sera rendu général par une contribution sur le pied d'un million par année, établie provisoirement & pour la présente année seulement, sur les départemens & districts où la perception du droit à la fabrication des huiles avoit lieu.

## I V.

LESDITES contributions seront proportionnées à toutes les impositions réelles ou personnelles, à tous les droits d'entrées des villes, & réparties; savoir: quant aux impositions directes, au marc la livre & par simple émargement sur les rôles; & quant aux droits d'entrées des villes, en la forme qui sera décrétée en particulier par l'assemblée nationale, & par nous ordonnée.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons signé & fait contresigner lesdites présentes, auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'état. A Paris, le vingt-quatre mars mil sept cent quatre-vingt-dix, & de notre règne le seizième. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, par le roi, DE SAINT-PRIEST. Et scellées du sceau de l'état.

## LETTRES PATENTES DU ROI,

*Sur le décret de l'Assemblée nationale, du 22 Mars 1790, concernant la suppression de l'exercice du droit de marque des Cuirs, à compter du premier Avril 1790, & l'abonnement général du droit, provisoirement & pour la présente année 1790 seulement.*

Données à Paris, le 24 Mars 1790.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous ceux qui ces présentes lettres verront ; SALUT. L'assemblée nationale a décrété, le 22 de ce mois, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

## ARTICLE PREMIER.

L'EXERCICE du droit de marque des cuirs sera supprimé dans toute l'étendue du royaume, à compter du premier avril prochain, à la charge par les tanneurs & autres fabricans de cuirs & de peaux, d'acquitter en douze payemens & dans l'espace de douze mois la valeur des droits dus par les marchandises qu'ils ont en charge, sur le pied d'une estimation moyenne qui sera décrétée en particulier par l'assemblée nationale, & par nous ordonnée.

## II.

L'ABONNEMENT du droit de marque des cuirs & peaux, pour toutes les marchandises de cette espèce qui seront mises en fabrication & fabriquées à l'avenir, sera rendu général au moyen d'une contribution sur le pied de six millions par année,



qui sera répartie provisoirement & pour la présente année seulement, à compter du premier avril prochain, sur tous les propriétaires & habitans du royaume, en proportion de toutes les impositions directes & de tous les droits d'entrées des villes; laquelle répartition aura lieu, quant aux impositions directes, au marc la livre par simple émargement sur les rôles; & quant aux droits d'entrées des villes, en la forme qui sera décrétée en particulier par l'assemblée nationale, & par nous ordonnée.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons signé & fait contresigner cesdites présentes, auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'état. A Paris, le vingt-quatrième jour du mois de mars, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-dix, & de notre règne le seizième. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, par le roi, DE SAINT-PRIEST. Et scellées du sceau de l'état.

## LETTRES PATENTES DU ROI,

*Sur le décret de l'Assemblée nationale, du 17 Mars 1790, concernant l'aliénation à la municipalité de Paris & à celles du royaume, de quatre cent millions de biens domaniaux & ecclésiastiques.*

Données à Paris, le 24 Mars 1790.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous ceux qui ces présentes lettres verront ; SALUT. L'assemblée nationale a décrété, le 17 de ce mois, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

1°. Que les biens domaniaux & ecclésiastiques dont l'assemblée nationale a précédemment ordonné la vente, par son décret du 19 décembre, jusqu'à la concurrence de quatre cent millions, seront incessamment vendus & aliénés à la municipalité de Paris & aux municipalités du royaume auxquelles il pourroit convenir d'en faire l'acquisition ;

2°. Qu'il sera nommé à cet effet, par l'assemblée nationale, douze commissaires pris dans toute l'assemblée, pour aviser, contradictoirement avec les membres élus par la municipalité de Paris, au choix & à l'estimation desdits biens, jusqu'à la concurrence de deux cent millions demandés par ladite municipalité ; que l'aliénation définitive desdits deux cent millions de biens sera faite aux clauses & conditions qui seront définitivement arrêtées ; & en outre, à la charge par la municipalité de Paris de transporter au susdit prix de l'estimation telle portion desdits biens qui pourroit convenir aux autres municipalités, aux mêmes clauses & conditions accordées à celle de la capitale ;

3°. Qu'il sera rendu compte préalablement par les commissaires à l'assemblée nationale du résultat de leur travail & de l'estimation des experts, dans le moindre délai possible ;

4°. Que les commissaires de l'assemblée nationale s'occuperont des moyens de rapprocher le plus possible les échéances de remboursement de la liquidation générale des biens domaniaux & ecclésiastiques dont la vente a été décrétée ; & pour y parvenir plus efficacement, l'assemblée nationale ordonne que sous l'inspection desdits commissaires, les municipalités qui acquerront lesdits biens domaniaux & ecclésiastiques seront tenues de remettre sans retard lesdits biens en vente au plus offrant & dernier enchérisseur dans les délais prescrits, dès le moment qu'il se présentera quelque acquéreur qui les portera au prix fixé par l'estimation des experts.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons signé & fait contresigner cesdites présentes, auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'état. A Paris, le vingt-quatrième jour du mois de mars, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-dix, & de notre règne le seizième. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, par le roi, DE SAINT-PRIEST. Vu au conseil. LAMBERT. Et scellées du sceau de l'état.

## LETTRES PATENTES DU ROI,

*Sur un décret de l'Assemblée nationale, concernant  
les Religieux.*

Données à Paris, le 26 Mars 1790.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS: A tous ceux qui ces présentes lettres verront; SALUT. L'assemblée nationale a décrété, les 20 février, & 19 & 20 de ce mois, & nous voulons & ordonnons ce qui suit:

## A R T I C L E P R E M I E R.

LES religieux qui sortiront de leurs maisons demeureront incapables de successions, & ne pourront recevoir par donation entre-vifs & testamentaires que des pensions ou rentes viagères.

## I I.

NÉANMOINS, lorsqu'ils ne se trouveront en concours qu'avec le fisc, ils hériteront dans ce cas préféablement à lui.

## I I I.

ILS pourront disposer par donations entre-vifs ou testamentaires des biens meubles & immeubles acquis depuis la sortie du cloître; & à défaut de dispositions de leur part, lesdits biens passeront aux parens les plus proches.

## I V.

LES religieux qui préféreront de se retirer dans les maisons qui leur seront indiquées jouiront dans les villes des bâtimens à leur usage, & jardins potagers en dépendant; & dans les

campagnes, ils jouiront encore des enclos y attenant, jusqu'à concurrence de six arpens, mesure de Paris, le tout à la charge des réparations locatives & des frais du culte, excepté toutefois lorsque les églises seront paroissiales. Il sera encore assigné audites maisons un traitement annuel, à raison du nombre des religieux qui y résideront; ce traitement sera proportionné à l'âge des religieux, & en tout conforme aux traitemens décrétés pour ceux qui sortiront de leurs maisons.

Il est réservé de fixer l'époque & de déterminer la manière d'acquitter lesdits traitemens; & la quête demeurera alors interdite à tous les religieux.

## V.

LES officiers municipaux se transporteront, dans la huitaine de la publication des présentes, dans toutes les maisons des religieux de leur territoire, s'y feront représenter tous les registres & comptes de régie, les arrêteront, & formeront un résultat des revenus & des époques de leur échéance. Ils dresseront sur papier libre & sans frais un état & description sommaire de l'argenterie, argent monnoyé, des effets de la sacristie, bibliothèque, livres manuscrits, médailles, & du mobilier le plus précieux de la maison, en présence de tous les religieux, à la charge & garde desquels ils laisseront lesdits objets, & dont ils recevront les déclarations sur l'état actuel de leurs maisons, de leurs dettes mobilières & immobilières, & des titres qui les constatent.

Les officiers municipaux dresseront aussi un état des religieux profès de chaque maison, & de ceux qui y sont affiliés, avec leur nom, leur âge & les places qu'ils occupent. Ils recevront la déclaration de ceux qui voudront s'expliquer sur leur intention de sortir des maisons de leur ordre ou d'y rester, & ils vérifieront le nombre de sujets que chaque maison pourroit contenir.

Dans le cas où une maison religieuse ne dépendroit d'aucune municipalité, & formeroit seule un territoire séparé, toutes les

opérations ci-dessus y feront faites par les officiers municipaux de la ville la plus prochaine.

## V I.

HUITAINE après, lesdits officiers municipaux enverront à l'assemblée nationale une expédition des procès-verbaux & des états mentionnés en l'article précédent; il sera réglé ensuite l'époque & les caisses où commenceront à être acquittés les traitemens fixés, tant pour les religieux qui sortiront que pour les maisons dans lesquelles seront tenus de se retirer ceux qui ne voudront pas sortir. En attendant, tant qu'ils resteront dans leurs maisons, ils y vivront comme par le passé; & seront les officiers desdites maisons tenus de donner aux différentes natures de biens qu'ils exploiteront les soins nécessaires pour leur conservation, & pour préparer la prochaine récolte; & en cas de négligence de leur part, les municipalités y pourvoiront aux frais desdites maisons.

MANDONS & ordonnons aux tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons signé & fait contresigner cesdites présentes, auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'état. A Paris, le vingt-sixième jour du mois de mars, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-dix, & de notre règne le seizième. *Signé LOUIS. Et plus bas*, par le roi, DE SAINT-PRIEST. Et scellées du sceau de l'état.

## LETTRES PATENTES DU ROI,

*Sur un décret de l'Assemblée nationale , concernant les Personnes détenues en vertu d'ordres particuliers.*

Données à Paris, le 26 Mars 1790.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état , ROI DES FRANÇOIS : A tous ceux qui ces présentes lettres verront ; SALUT. L'assemblée nationale ayant , par diverses considérations énoncées dans le préambule de son décret du 16 de ce mois , décrété les dispositions suivantes , nous en avons ordonné & ordonnons l'exécution , ainsi qu'il suit :

## A R T I C L E P R E M I E R.

DANS l'espace de six semaines après la publication des présentes , toutes les personnes détenues dans les châteaux , maisons religieuses , maisons de force , maisons de police ou autres prisons quelconques , par lettres de cachet , ou par ordre des agens du pouvoir exécutif , à moins qu'elles ne soient légalement condamnées ou décrétées de prise-de-corps , qu'il n'y ait eu plainte en justice portée contre elles , pour raison de crimes emportant peine afflictive , ou que leurs père , mère , aïeul ou aïeule , ou autres parens réunis n'aient sollicité & obtenu leur détention , d'après des mémoires & demandes appuyés sur des faits très-graves , ou enfin qu'elles ne soient renfermées pour cause de folie , seront remises en liberté.

## I I.

N'ENTENDONS comprendre dans la disposition du précédent article les mendiants & vagabonds enfermés à temps , en

vertu de sentence d'un juge, ou sur l'ordre des officiers de police & autres ayant caractère pour l'exécution des réglemens relatifs à la mendicité & à la sûreté publique, à l'égard desquels il n'est rien innové quant à présent.

## I I I.

CEUX qui, sans avoir été jugés en dernier ressort, auroient été condamnés en première instance, ou seulement décrétés de prise-de-corps, comme prévenus de crimes capitaux, seront conduits dans les prisons des tribunaux désignés par la loi, pour y recevoir leur jugement définitif.

## I V.

A l'égard des personnes non décrétées contre lesquelles il y aura eu plainte rendue en justice, d'après une procédure tendant à constater un corps de délit, elles seront également jugées, mais dans le cas seulement où elles le demanderoient; & alors elles ne pourront sortir de prison qu'en vertu d'une sentence d'élargissement. Dans le cas où elles renonceroient à se faire juger, l'ordre de leur détention sera exécuté pour le temps qui en reste à courir, de manière toutefois que sa durée n'excède pas six années.

## V.

LES prisonniers qui devront être jugés en vertu des deux articles précédens, & qui seront condamnés comme coupables de crimes, ne pourront subir une peine plus sévère que quinze années de prison, excepté dans le cas d'assassinat, de poison ou d'incendie, où la détention à perpétuité pourra être prononcée; mais dans ces cas mêmes, les juges ne pourront prononcer la peine de mort ni celle des galères perpétuelles.

Dans les quinze années de prison seront comptées celles que les prisonniers ont déjà passées dans les maisons où ils sont détenus.



## V I.

QUANT à ceux qui ont été enfermés sur la demande de leur famille, sans qu'aucun corps de délit ait été constaté juridiquement, sans même qu'il y ait eu plainte portée contr'eux en justice, ils obtiendront leur liberté, si dans le délai de trois mois aucune demande n'est présentée aux tribunaux, pour raison des cas à eux imputés.

## V I I.

LES prisonniers qui ont été légalement condamnés à une peine afflictive, autre toutefois que la mort, les galères perpétuelles, ou le banissement à vie, & qui, n'ayant point obtenu de lettres de commutation de peine, se trouvent renfermés en vertu d'un ordre illégal, garderont prison pendant le temps fixé par l'ordre de leur détention, à moins qu'ils ne demandent eux-mêmes à subir la peine à laquelle ils avoient été condamnés par jugement en dernier ressort; & cependant aucune détention ne pourra jamais, dans le cas exprimé au présent article, excéder le terme de dix années, y compris le temps qui s'est déjà écoulé depuis l'exécution de l'ordre illégal.

## V I I I.

CEUX qui seront déchargés d'accusation recouvreront sur-le-champ leur liberté, sans qu'il soit besoin d'aucun ordre nouveau, & sans qu'il puisse être permis de les retenir, sous quelque prétexte que ce soit.

## I X.

LES personnes détenues pour cause de démence seront, pendant l'espace de trois mois, à compter du jour de la publication des présentes, à la diligence de nos procureurs, interrogées par les juges dans les formes usitées; & en vertu de leurs ordonnances, visitées par les médecins, qui, sous la surveillance des directoires des districts, s'expliqueront sur la véritable situation des malades, afin que d'après la sentence qui aura statué sur leur état, ils soient élargis, ou soignés dans les hôpitaux qui seront indiqués à cet effet.

## X.

LES ordres arbitraires emportant exil, & tous autres de la même nature, ainsi que toutes lettres de cachet, sont abolis, & il n'en sera plus donné à l'avenir. Ceux qui en ont été frappés sont libres de se transporter par-tout où ils jugeront à-propos.

## X I.

LES ministres seront tenus de donner aux citoyens ci-devant enfermés ou exilés la communication des mémoires & instructions sur lesquels auront été décernés contr'eux les ordres illégaux qui cessent par l'effet des présentes.

## X I I.

LES mineurs seront remis ou renvoyés à leurs pères & mères, tuteurs ou curateurs, au moment de leur sortie de prison.

Les assemblées de district pourvoient à ce que les religieuses ou autres personnes qui, à raison de leur sexe de leur âge ou de leurs infirmités, ne pourroient se rendre sans dépense à leur domicile ou auprès de leurs parens, reçoivent en avance, sur les deniers appartenant au régime de la maison où elles étoient renfermées, ou sur les caisses publiques du district, la somme qui sera jugée nécessaire & indispensable pour leur voyage, sauf à répéter ladite somme sur le couvent dont les religieuses étoient professes, ou sur les familles, ou sur les fonds du domaine.

## X I I I.

LES officiers municipaux veilleront à ce que les personnes mises en liberté, qui se trouveroient sans aucune ressource, puissent obtenir du travail dans les ateliers de charité déjà établis ou qui seront établis à l'avenir.

## X I V.

DANS le délai de trois mois, il sera dressé par les commandans de chaque fort ou prison d'état, supérieurs de

maisons de force où maisons religieuses, & par tous détenteurs de prisonniers en vertu d'ordres arbitraires, un état de ceux qui auront été élargis, interrogés & visités, renvoyés pardevant les tribunaux, ou qui garderont encore prison en vertu des présentes : ledit état sera dressé sans frais & certifié.

## X V.

CET état sera déposé aux archives du district, & il en sera envoyé des doubles en forme, signés du président & du secrétaire aux archives du département, d'où ils seront adressés à nos secrétaires d'état, pour être communiqués à l'assemblée nationale.

## X V I.

RENDONS les commandans des prisons d'état, les supérieurs des maisons de force & maisons religieuses, & tous les détenteurs de prisonniers enfermés par ordre illégal, responsables, chacun en ce qui les touche, de l'exécution des présentes, & nous chargeons spécialement les tribunaux de justice, les assemblées administratives de département & district, & les municipalités, d'y tenir la main chacun en ce qui les concerne.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons signé & fait contresigner cesdites présentes, auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'état. A Paris, le vingt - fixième jour du mois de mars, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-dix, & de notre règne le seizième. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, par le roi, DE SAINT-PRIEST. Et scellées du sceau de l'état.

## LETTRES PATENTES DU ROI,

*Sur le décret de l'Assemblée nationale, du 18 du présent mois de Mars, comprenant les dispositions pour prévenir & arrêter les abus relatifs aux Bois & Forêts domaniaux, & dépendant d'établissmens ecclésiastiques.*

Données à Paris, le 26 Mars 1790.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS: A tous ceux qui ces présentes lettres verront; SALUT. L'assemblée nationale, après avoir entendu le rapport fait sur le décret du 11 de ce mois, voulant comprendre dans une seule & même loi les dispositions nécessaires pour prévenir & arrêter les abus relatifs aux bois & forêts dans la possession desquels la nation peut être dans le cas de rentrer, ou dont elle pourroit avoir à disposer, a décrété, le 18 de ce mois, & nous voulons & ordonnons ce qui suit:

## ARTICLE PREMIER.

IL sera provisoirement surfis par les apanagistes, engagistes, donataires, concessionnaires, & tous détenteurs, à quelque titre que ce soit, des bois & forêts domaniaux, & par tous échangeistes dont les échanges ne sont pas consommés, à toute coupe de futaie dans lesdits bois & forêts, à peine de confiscation des bois coupés, & de mille livres d'amende pour toute coupe au-dessous d'un arpent, & de mille livres par arpent pour toute coupe excédante, sans préjudice néanmoins à la pleine & entière exécution des coupes extraordinaires, autorisées

& adjudgées dans les formes légales , jusqu'au jour de la publication des présentes.

## I I.

IL fera pareillement surfis à toute permission , adjudication , exploitation des coupes extraordinaires des bois dépendant d'établissmens ecclésiastiques , sans préjudice à la pleine & entière exécution des coupes extraordinaires autorisées & adjudgées dans les formes légales , jusqu'au jour de la publication des présentes ; à la charge aux adjudicataires de verser dans la caisse de l'administration des domaines le prix des adjudications , dont il ne fera disposé que d'après l'avis des assemblées de district , de département ou de leurs directoires , ou pour le payement des dépenses extraordinaires faites avant la publication des présentes , conformément aux arrêts & lettres patentes qui les ont autorisées.

## I I I.

LES apanagistes , engagistes , concessionnaires des bois & forêts domaniaux , à quelque titre que ce soit , & les échangeistes dont les échanges ne sont point consommés , ainsi que tous bénéficiers ou autres possesseurs ou administrateurs des bois & forêts ecclésiastiques , ne pourront faire des coupes de taillis dans les bois & forêts conformément aux aménagemens ; & à défaut des procès-verbaux d'aménagemens , lesdits taillis ne pourront être coupés qu'à l'âge auquel ils ont accoutumé de l'être.

## I V.

LES personnes désignées en l'article précédent ne pourront commencer l'exploitation desdites coupes qu'après en avoir obtenu la permission des maîtrises ou autres juges compétens ; & cette permission ne sera délivrée qu'après la communication de la demande au district de la situation des bois , ou à son directoire , à la municipalité ou aux municipalités des lieux ,

en attendant l'établissement des districts, à peine de confiscation des bois coupés, & de cinq cents livres d'amende pour toute coupe au-dessous d'un arpent, & de cinq cents livres par arpent pour toute coupe excédante.

## V.

TOUTE exploitation des taillis ci-dessus désignés, actuellement commencée & non conforme aux procès-verbaux d'aménagement, ou, à défaut des procès-verbaux d'aménagement, au-dessous de l'âge ordinaire des coupes précédentes, sera suspendue aussi-tôt après la publication des présentes, sous les peines portées en l'article précédent, & les bois actuellement coupés en contravention seront saisis & vendus à la diligence des officiers des maîtrises ou autres juges compétens, & les deniers versés dans la caisse de l'administration des domaines.

## V I.

IL ne pourra être abattu aucuns arbres épars sur les biens domaniaux ni sur les biens ecclésiastiques, qu'autant que lesdits arbres seront sur le retour & dépérissans, & après avoir obtenu la permission prescrite en l'article quatrième, à peine de confiscation des arbres coupés, & d'une amende qui ne pourra être moindre que le double de la valeur desdits arbres.

## V I I.

LES apanagistes, engagistes, concessionnaires des bois & forêts domaniaux, les échangeistes de ces mêmes bois dont les échanges ne sont pas consommés, tous détenteurs des bois domaniaux, à quelque titre que ce soit, les administrateurs des bois & forêts dépendant d'établissemens ecclésiastiques, ne pourront arracher lesdits bois, ni faire aucun défrichement, ni en changer la nature, sous peine de quinze cents livres d'amende par arpent.

## V I I I.

## V I I I.

TOUTES les dispositions ci-dessus seront exécutées dans les provinces Beligiques comme dans toutes les autres parties du royaume, & les officiers des maîtrises des eaux & forêts de ces provinces sont autorisés provisoirement à exercer, concurremment avec les juges ordinaires, toute juridiction sur les bois ecclésiastiques, sans préjudice des poursuites auxquelles les gens de main-morte desdites provinces pourroient être sujets pour ventes ou abattis de bois non parvenus à maturité, qu'ils pourroient avoir ci-devant faits, en contravention à la loi qui leur ordonnoit d'exploiter leurs bois en bons pères de famille.

## I X.

LES municipalités sont chargées de veiller à l'exécution des présentes, & les procureurs des communes de dénoncer les contraventions aux tribunaux qui doivent en connoître.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs, maîtrises des eaux & forêts, & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons signé & fait contresigner cesdites présentes, auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'état. A Paris, le vingt-sixième jour du mois de mars, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-dix, & de notre règne le seizième.  
*Signé* LOUIS. *Et plus bas*, par le roi, DE SAINT-PRIEST.  
Vu au conseil, LAMBERT. Et scellées du sceau de l'état.

## LETTRES PATENTES DU ROI,

*Sur le décret de l'Assemblée nationale, du 23 du même mois, portant établissement d'une Administration provisoire dans la province de Languedoc, afin d'y assurer la perception & le recouvrement des Impositions.*

Données à Paris, le 26 Mars 1790.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS: A tous ceux qui ces présentes lettres verront; SALUT. L'assemblée nationale, considérant que les états & les administrations secondaires de la province de Languedoc sont supprimés; qu'il n'y a point de commission intermédiaire dans cette province, & qu'enfin une administration provisoire est nécessaire pour assurer l'exécution des décrets des 12 décembre 1789 & 30 janvier dernier, par nous sanctionnés, qui prescrivent la forme de la perception & du recouvrement des impositions de la présente année dans les pays d'états, a décrété, le 23 de ce mois, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

## ARTICLE PREMIER.

IL sera établi dans la province de Languedoc une commission provisoire, composée de huit personnes domiciliées dans la province & par nous nommées: nous en choisirons une dans chacun des départemens dont les chef-lieux sont dans ladite province.

## I I.

IL sera formé dans chaque ville où sont les archives des diocèses, une commission secondaire & provisoire,



composée du maire, de deux officiers municipaux & de deux notables qui seront nommés par le conseil général de la même ville.

## I I I.

LES commissions établies par les articles précédens procéderont, en la forme accoutumée & sans déplacer, à la répartition des impositions de la présente année, dans lesquelles impositions ne seront point compris les traitemens, pensions de retraite, gratifications & autres émolumens accordés par les anciens états & par les administrations des diocèses.

## I V.

LESDITES commissions pourvoiront à l'entretien des ouvrages publics & à la continuation de ceux qui ne doivent pas être suspendus; elles pourvoiront aussi au payement des rentes, capitaux exigibles, sans néanmoins qu'elles puissent recevoir les ouvrages ordonnés par les anciens états ou par les administrations des diocèses, ni procéder à la vérification ou clôture des comptes des trésoriers, receveurs, administrateurs ou autres comptables.

## V.

LE bail à ferme de l'équivalent, & le règlement relatif à cet impôt, seront exécutés selon leur forme & teneur.

## V I.

LES syndics, trésoriers, greffiers, gardes des archives, receveurs & autres officiers, agens & préposés, tant des anciens états de la province que des administrations des diocèses, seront tenus de reconnoître les commissions établies par l'article premier de nos présentes, & de leur communiquer tous les titres, registres, comptes & autres documens qui sont ou doivent être en leur pouvoir.

## V I I.

LADITE commission établie par l'article premier des présentes prendra ses séances le premier mai prochain dans l'hôtel-de-ville de Montpellier, mais dans le cas seulement où, à la même époque, le commissariat établi dans les pays d'états par l'article dernier de nos lettres patentes du mois de janvier dernier, concernant les assemblées administratives, ne seroit pas en activité, lequel commissariat fera subrogé à ladite commission.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités de la province du Languedoc, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier, afficher & exécuter dans leurs ressorts & départemens respectifs. En foi de quoi nous avons signé & fait contresigner cesdites présentes, auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'état. A Paris, le vingt-sixième jour du mois de mars, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-dix, & de notre règne le seizième. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, par le roi, DE SAINT-PRIEST. Et scellées du sceau de l'état.

---

# LETTRES PATENTES DU ROI,

*Sur les décrets de l'Assemblée nationale des 22 Janvier dernier & 25 de ce mois, portant que les Dépenses ordinaires de l'année courante seront acquittées mois par mois, & qu'il sera sursis au payement des Créances arriérées*

Données à Paris, le 28 Mars 1790.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS: A tous ceux qui ces présentes lettres verront; SALUT. L'assemblée nationale, considérant qu'il importe essentiellement à l'ordre & à l'économie dans les finances, de liquider la dette de chaque département; qu'on ne peut y parvenir si on ne sépare pas la dépense courante de la dépense arriérée, a décrété, les 22 janvier dernier & 25 de ce mois, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

## A R T I C L E P R E M I E R.

A compter du premier janvier 1790, le trésor public acquittera exactement, mois par mois, sans aucun retard, les dépenses ordinaires de l'année courante.

## I I.

SERA pareillement acquitté tout ce qui fera dû de la solde des troupes de terre & de mer.

## I I I.

LES arrérages des rentes continueront d'être payés dans

l'ordre de leurs échéances, & les payemens seront rapprochés par tous les moyens possibles.

I V.

SERONT également payés les intérêts de toutes les créances reconnues auxquelles il en est dû, les obligations contractées par achat de grains, les assignations, les rescriptions sur les revenus 1790, & les dépenses relatives à l'assemblée nationale.

V.

IL fera surfis au payement des autres créances arriérées, jusqu'à ce qu'elles soient liquidées.

V I.

ET pour procéder à cette liquidation, il sera nommé un comité de douze membres dans le comité des finances.

V I I.

DANS un mois, au plus tard, les administrateurs de chaque département, & les ordonnateurs de toutes espèces de dépenses, remettront à ce comité un état certifié véritable de toutes les dépenses arriérées dans leurs départemens.

V I I I.

LES fournisseurs & entrepreneurs qui auront des titres de créances seront tenus de les représenter.

I X.

LE comité rendra compte à l'assemblée de chaque partie de la dette, à mesure qu'elle aura été vérifiée, & lui soumettra le jugement de celles qui pourroient être contestées.

X.

IL sera avisé aux moyens les plus prompts & les plus convenables d'acquitter les créances dont la légitimité aura été reconnue.

## X I.

LES lettres de change expédiées pour le service de la marine & des colonies seront exceptées de la disposition de l'article V des présentes.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres; lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons signé & fait contresigner cesdites présentes, auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'état. A Paris, le vingt-huitième jour du mois de mars, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-dix, & de notre règne le seizième. *Signe* LOUIS. *Et plus bas*, par le roi, DE SAINT-PRIEST. Vu au conseil, LAMBERT. Et scellées du sceau de l'état.

## LETTRES PATENTES DU ROI,

*Sur le décret de l'Assemblée nationale, du 15 du présent mois de Mars, concernant les Droits féodaux.*

Données à Paris, le 28 Mars 1790.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir; SALUT. L'assemblée nationale, considérant qu'aux termes de l'article premier de ses décrets des 4, 6, 7, 8 & 11 août 1789, dont nous avons ordonné la publication & l'envoi, le régime féodal est entièrement détruit; qu'à l'égard des droits & devoirs féodaux ou censuels, ceux qui dépendoient ou étoient représentatifs, soit de la main-morte personnelle ou réelle, soit de la servitude personnelle, sont abolis sans indemnité; qu'en même-temps tous les autres droits sont maintenus jusqu'au rachat par lequel il a été permis aux personnes qui en sont grevées de s'en affranchir, & qu'il a été réservé de développer par une loi particulière les effets de la destruction du régime féodal, ainsi que la distinction des droits abolis d'avec les droits rachetables, a décrété, le 15 de ce mois, & nous voulons & ordonnons ce qui suit.

## TITRE PREMIER.

*Des effets généraux de destruction du Régime féodal.*

## ARTICLE PREMIER.

TOUTES distinctions honorifiques, supériorité & puissance résultant du régime féodal sont abolies; quant à ceux des droits utiles qui subsisteront jusqu'au rachat, ils sont entièrement assimilés aux simples rentes & charges foncières.

## I I.

LA foi hommage, & tout autre service purement personnel auquel les vassaux censitaires & tenanciers ont été assujettis jusqu'à présent, sont abolis.

## I I I.

LES fiefs qui ne devoient que la bouche & les mains ne sont plus soumis à aucun aveu ni reconnoissance.

## I V.

QUANT aux fiefs qui sont grevés de devoirs utiles ou de profits rachetables, & aux censives, il en sera fourni par les redevables de simples reconnoissances passées à leurs frais pardevant tels notaires qu'ils voudront choisir, avec déclaration expresse des confins & de la contenance; & ce, aux mêmes époques, en la même forme & de la même manière que sont reconnus, dans les différentes provinces & lieux du royaume, les autres droits fonciers par les personnes qui en sont chargées.

## V.

EN conséquence, les formes ci-devant usitées des reconnoissances par aveux & dénombremens, déclarations à terrier, gages-pleiges, plaids & assises, sont abolis; & est défendu à tout propriétaire de fiefs de continuer aucuns terriers, gages-pleiges ou plaids & assises commencés avant la publication des présentes.

## V I.

EN attendant qu'il ait été prononcé sur les droits de contrôle, il ne pourra être perçu pour le contrôle des reconnoissances mentionnées dans l'article IV de plus forts droits que ceux auxquels étoient soumis les déclarations à terrier & autres actes abolis par l'article V.

## V I I.

TOUTES saisies féodales & censuelles & droits de commise sont abolis ; mais les propriétaires des droits féodaux & censuels, non supprimés sans indemnité, pourront exercer les actions, contraintes, exécutions, privilèges & préférences qui, par le droit commun, les différentes coutumes & statuts des lieux, appartiennent à tous premiers bailleurs de fonds.

## V I I I.

Tous les droits féodaux & censuels, ensemble toutes les rentes, redevances & autres droits qui sont rachetables par leur nature ou par l'effet des décrets du 4 août 1789 & jours suivans, dont nous avons ordonné la publication & l'envoi, seront jusqu'à leur rachat, & à compter de l'époque qui sera déterminée par l'article XXXIII du titre II des présentes, soumis pour le principal à la prescription que les différentes loix & coutumes du royaume ont établie, relativement aux immeubles réels ; sans rien innover, quant à présent, à la prescription des arrérages.

## I X.

LES lettres de ratification établies par l'édit du mois de juin 1771 continueront de n'avoir d'autre effet sur les droits féodaux & censuels, que d'en purger les arrérages jusqu'à ce qu'il ait été pourvu par une nouvelle loi à un régime uniforme & commun à toutes les rentes & charges foncières pour la conservation des privilèges & hypothèques.

## X.

LE retrait féodal, le retrait censuel, le droit de prélation féodale ou censuelle, & le droit de retenue seigneuriale, sont abolis.

## X I.

Tous privilèges, toute féodalité & nobilité de biens étant



détruits, les droits d'aînesse & de masculinité à l'égard des fiefs, domaines & à eux nobles, & les partages inégaux, à raison de la qualité des personnes, sont abolis. En conséquence, ordonnons que toutes les successions, tant directes que collatérales, tant mobilières qu'immobilières qui échoiront, à compter du jour de la publication des présentes, seront, sans égard à l'ancienne qualité noble des biens & des personnes, partagées entre les héritiers, suivant les loix, statuts & coutumes qui règlent les partages entre tous les citoyens; abrogeons & détruisons toutes loix & coutumes à ce contraires.

Exceptons des présentes ceux qui sont actuellement mariés ou veufs avec enfans, lesquels, dans les partages à faire entr'eux & leurs cohéritiers de toutes les successions mobilières & immobilières, directes & collatérales qui pourront leur échoir, jouiront de tous les avantages que leur attribuent les anciennes loix.

Déclarons en outre que les puînés & les filles, dans les coutumes où ils ont eu jusqu'à présent sur les biens tenus en fiefs plus d'avantage que sur les biens non féodaux, continueront de prendre dans les ci-devant fiefs les parts à eux assignées par lesdites coutumes, jusqu'à ce qu'il ait été déterminé un mode définitif & uniforme de succession pour tout le royaume.

## X I I.

LA garde royale, la garde seigneuriale & le déport de minorité sont abolis.

## X I I I.

SONT pareillement abolis tous les effets que les coutumes, statuts & usages avoient fait résulter de la qualité féodale ou censuelle des biens, soit par rapport au douaire, soit pour la forme d'estimer les fonds, & généralement pour tout autre objet, quel qu'il soit, sans néanmoins comprendre dans la présente disposition, en ce qui concerne le douaire, les femmes

actuellement mariées ou veuves, & fans rien innover, quant à présent, aux dispositions des coutumes de nantissement, relativement à la manière d'hypothéquer & aliéner les héritages; lesquelles continueront, ainsi que les édits & déclarations qui les ont expliquées, étendues ou modifiées, d'être exécutées suivant leur forme & teneur, jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné.

## TITRE II.

*Des droits seigneuriaux qui sont supprimés sans indemnité.*

### ARTICLE PREMIER.

LA main-morte personnelle, réelle ou mixte, la servitude d'origine, la servitude personnelle du possesseur des héritages tenus en main-morte réelle, celle de corps & de poursuite, les droits de taille personnelle, de corvées personnelles, d'échute, de vide main; le droit prohibitif des aliénations & dispositions à titre de vente, donation entre-vifs ou testamentaire, & tous les autres effets de la main-morte réelle, personnelle ou mixte, qui s'étendoient sur les personnes ou les biens, sont abolis sans indemnité.

### II.

NÉANMOINS tous les fonds ci-devant tenus en main-morte réelle ou mixte continueront d'être assujettis aux autres charges, redevances, tailles ou corvées réelles dont ils étoient précédemment grevés.

### III.

LESDITS héritages demeureront pareillement assujettis aux droits dont ils pouvoient être tenus en cas de mutation par vente, pourvu néanmoins que lesdits droits ne fussent pas des compositions à la volonté du propriétaire du fief dont ils étoient mouvans, & n'excédassent point ceux qui ont accoutumé être

du par les héritages non main-mortables tenus en censive dans la même seigneurie, ou suivant la coutume.

## I V.

Tous les actes d'affranchissement par lesquels la main-morte réelle ou mixte aura été convertie sur les fonds ci-devant affectés de cette servitude, en redevances foncières & en droits de lods aux mutations, seront exécutés selon leur forme & teneur, à moins que lesdites charges & droits de mutation ne se trouvaient excéder les charges & droits usités dans la même seigneurie ou établis par la coutume ou l'usage générale de la province, relativement aux fonds non main-mortables tenus en censive.

## V.

DANS le cas où les droits & charges réelles mentionnés dans les deux articles précédens se trouveroient excéder le taux qui est indiqué, ils y seront réduits; & sont entièrement supprimés les droits & charges qui ne sont représentatifs que des servitudes purement personnelles.

## V I.

SERONT néanmoins les actes d'affranchissement faits avant l'époque fixée par l'art. XXXIII ci-après, moyennant une somme de deniers, ou pour l'abandon d'un corps d'héritage certain, soit par les communautés, soit par les particuliers, exécutés suivant leur forme & teneur.

## V I I.

TOUTES les dispositions ci-dessus concernant la main-morte auront également lieu en Bourbonnois & en Nivernois pour les tenures en bordelage, & en Bretagne pour les tenures en mote & en quevaife: à l'égard des tenures en domaines congéables, il y sera statué par une loi particulière.

## V I I I.

LES droits de meilleur-cattel ou morte-main, de taille à volonté, de taille ou d'indire aux quatre cas, de cas impérieux & d'aide seigneuriale, sont supprimés sans indemnité.

## I X.

Tous droits qui, sous la dénomination de feu, cheminée, feux allumans, feu mort, fouage, monéage, bourgeoisie, congé, chiennage, gîte aux chiens, ou autre quelconque, sont perçus par les seigneurs sur les personnes, sur les bestiaux, ou à cause de la résidence, sans qu'il soit justifié qu'il sont dus, soit par les fonds invariablement, soit pour raison de concessions d'usages ou autres objets, sont abolis sans indemnité.

## X.

SONT pareillement abolis sans indemnité les droits de guet & de garde, de chassipolence, ensemble les droits qui ont pour objet l'entretien des clôtures & fortifications des bourgs & des châteaux, ainsi que les rentes ou redevances qui en sont représentatives, quoiqu'affectées sur des fonds, s'il n'est pas prouvé que ces fonds ont été concédés pour cause de ces rentes ou redevances ;

Les droits de pulvérage levés sur les troupeaux passant dans les chemins publics des seigneuries ;

Les droits qui, sous la dénomination de banvin, vet-du-vin, étanche ou autre quelconque, emportoient pour un seigneur la faculté de vendre seul & exclusivement aux habitans de sa seigneurie, pendant un certain temps de l'année, ses vins ou autres boissons & denrées quelconques.

## X I.

LES droits connus en Auvergne & autres provinces sous le nom de *cens en commande* ; en Flandre, en Artois & en Cam-

bréfis, sous celui de *gave*, *gavenne* ou *gaule*; en Hainaut, sous celui de *poursoin*; en Lorraine, sous celui de *sauvement* ou *sauve-garde*; en Alsace, sous celui d'*avouerie*, & généralement tous les droits qui se payoient ci-devant en quelque lieu du royaume, & sous quelque dénomination que ce fût, en reconnoissance & pour prix de la protection des seigneurs, sont abolis sans indemnité, sans préjudice des droits qui, quoique perçus sous les mêmes dénominations, seroient justifiés avoir pour cause des concessions de fonds.

## X I I.

LES droits sur les achats, ventes, importations & exportations des biens-meubles, de denrées & de marchandises, tels que les droits de cinquantième, centième, ou autre denier du prix des meubles ou bestiaux vendus, les lods & ventes, treizième, & autres droits sur les vaisseaux, sur les bois & arbres futaies, tétards & fruitiers, coupés ou vendus pour être coupés, sur les matériaux des bâtimens démolis ou vendus pour être démolis; les droits d'accise sur les comestibles, le droit de leyde ou dîme sur les poissons, les droits de bourellage, de wingeld ou autres sur les vins & autres boissons, les impôts & billots seigneuriaux & autres de même nature, sont abolis sans indemnité.

## X I I I.

LES droits de péage, de long & de travers, passage, hallage, pontonnage, barrage, châtage, grande & petite coutume, tonlieu, & tous autres droits de ce genre, ou qui en seroient représentatifs, de quelque nature qu'ils soient, & sous quelque dénomination qu'ils puissent être perçus, par terre ou par eau, soit en matière, soit en argent, sont supprimés sans indemnité; en conséquence, les possesseurs desdits droits sont déchargés des prestations pécuniaires, & autres obligations auxquelles ils pouvoient être assujettis pour raison de ces droits.

## X I V.

IL sera pourvu par les assemblées administratives à l'entretien des ouvrages dont quelques-uns desdits droits sont grevés.

## X V.

SONT exceptés, quant à présent, de la suppression prononcée par l'art. XIII :

1°. Les octrois autorisés qui se perçoivent sous aucune des dénominations comprises dans ledit article, soit au profit du trésor public, soit au profit des provinces, villes, communautés d'habitans ou hôpitaux ;

2°. Les droits de bac & de voiture d'eau ;

3°. Ceux des droits énoncés dans ledit article qui ont été concédés pour dédommagement de frais de construction de canaux, & autres travaux ou ouvrages d'art construits sous cette condition ;

4°. Les péages accordés à titre d'indemnité à des propriétaires légitimes de moulins, usines ou bâtimens & établissemens quelconques, supprimés pour raison de l'utilité publique.

## X V I.

Tous les droits exceptés par l'article précédent continueront provisoirement d'être perçus suivant les titres & les tarifs de leur création primitive reconnus & vérifiés par les départemens des lieux où ils se perçoivent, jusqu'à ce que sur leurs avis il ait été statué définitivement à cet égard ; & à cet effet, les possesseurs desdits droits seront tenus dans l'année, à compter de la publication des présentes, de représenter leurs titres auxdits départemens ; à défaut de quoi les perceptions demeureront suspendues.

## X V I I.

LES droits d'étalonnage, minage, muyage, menage, leude, leyde, puginère, bichenage, levage, petite coutume, sexterage, coponage

coponage, copel, coupe, cartelage, stelage, sciage, palette, aunage, étale, étalage, quintalage, poids & mesures, & autres droits qui en tiennent lieu, & généralement tous droits, soit en nature, soit en argent, perçus sous le prétexte de poids, mesures, marque, fourniture ou inspection de mesure, ou mesurage de grains, grenailles, sel, & toutes autres denrées ou marchandises, ainsi que sur leur étalage, vente ou transport dans l'intérieur du royaume, de quelque espèce qu'ils soient, ensemble tous les droits qui en seroient représentatifs, sont supprimés sans indemnité; sans préjudice néanmoins des droits qui, quoique perçus sous les mêmes dénominations, seroient justifiés avoir pour cause des concessions de fonds.

## X V I I I.

LES éralons, matrices & poinçons qui servoient à l'établissement des poids & mesures seront remis aux municipalités des lieux, qui en payeront la valeur, & pourvoiront à l'avenir gratuitement à l'établissement & vérification des poids & mesures.

## X I X.

LES droits connus sous le nom de coutume, hallage, havage, cohue, & généralement tous ceux qui étoient perçus en nature ou en argent, à raison de l'apport ou du dépôt des grains, viandes, bestiaux, poissons, & autres denrées & marchandises dans les foires, marchés, places ou halles, de quelque nature qu'ils soient, ainsi que les droits qui en seroient représentatifs, sont aussi supprimés sans indemnité; mais les bâtimens & halles continueront d'appartenir à leurs propriétaires, sauf à eux à s'arranger à l'amiable, soit pour le loyer, soit pour l'aliénation avec les municipalités des lieux; & les difficultés qui pourroient s'élever à ce sujet seront soumises à l'arbitrage des assemblées administratives.

## X X.

N'ENTENDONS comprendre, quant à présent, dans la

suppression prononcée par l'article précédent les droits de la caisse des marchés de Sceaux & de Poissy.

## X X I.

EN conséquence des dispositions des articles XVIII & XIX, le mesurage & poids des farines, grains, denrées & marchandises dans les maisons particulières, sera libre dans toute l'étendue du royaume, à la charge de ne pouvoir se servir que des poids & mesures étalonnés & légaux; & quant au service des places & marchés publics, il y sera pourvu par les municipalités des lieux, qui, sous l'autorisation des assemblées administratives, fixeront la rétribution juste & modérée des personnes employées au pesage & mesurage.

## X X I I.

Tous droits qui, sous prétexte de permissions données par les seigneurs pour exercer des professions, arts ou commerces, ou pour des actes qui, par le droit naturel & commun, sont libres à tout le monde, sont supprimés sans indemnité.

## X X I I I.

Tous les droits de banalité de fours, moulins, pressoirs, boucheries, taureaux, verrats, forges & autres, ensemble les sujétions qui y sont accessoires, ainsi que les droits de verte moute & de vent, le droit prohibitif de la quête-mouture, ou chasse-des-meüniers, soit qu'ils soient fondés sur la coutume ou sur un titre acquis par prescription, ou confirmés par des jugemens, sont abolis & supprimés sans indemnité, sous les seules exceptions ci-après.

## X X I V.

SONT exceptées de la suppression ci-dessus, & seront rachetables :

1°. Les banalités qui seront prouvées avoir été établies par



une convention fouscrite entre une communauté d'habitans & un particulier non feigneur.

2°. Les banalités qui feront prouvées avoir été établies par une convention fouscrite entre une communauté d'habitans & fon feigneur, & par laquelle le feigneur aura fait à la communauté quelque avantage de plus que de s'obliger à tenir perpétuellement en état les moulins, fours ou autres objets banaux.

3°. Celles qui feront prouvées avoir eu pour caufe une concession faite par le feigneur à la communauté des habitans, de droits d'usage dans fes bois ou prés, ou de communes en propriété.

#### X X V.

TOUTE redevance ci-devant payée par les habitans, à titre d'abonnement des banalités, de la nature de celles ci-dessus fupprimées fans indemnité, & qui n'étoient point dans le cas des exceptions portées par l'article précédent, est abolie & fupprimée fans indemnité.

#### X X V I.

IL est fait défenses aux ci-devant baniers d'attenter à la propriété des moulins, preffoirs, fours & autres objets de la banalité, defquels ils font affranchis par l'article XXIII; mettons ladite propriété fous la fauve-garde de la loi, & enjoignons aux municipalités de tenir la main à ce qu'elle foit respectée.

#### X X V I I.

TOUTES les corvées, à la feule exception des réelles, font fupprimées fans indemnité; & ne feront réputées corvées réelles que celles qui feront prouvées être dues pour prix de la concession de la propriété d'un fonds ou d'un droit réel.

## XXVII.

TOUTES sujétions qui, par leur nature, ne peuvent apporter à celui auquel elles font dues aucune utilité réelle, sont abolies & supprimées sans indemnité.

## XXIX.

LORSQUE les possesseurs des droits conservés par les articles IX, X, XI, XV, XVII, XXIV & XXVII ci-dessus, ne seront pas en état de représenter de titre primitif, ils pourront y suppléer par deux reconnoissances conformes, énonciatives d'une plus ancienne, non contredites par des reconnoissances antérieures données par la communauté des habitans, lorsqu'il s'agira des droits généraux, & par les individus intéressés, lorsqu'elles concerneront des droits particuliers, pourvu qu'elles soient soutenues d'une possession actuelle qui remonte sans interruption à quarante ans, & qu'elles rappellent, soit les conventions, soit les concessions mentionnées dans les articles.

## XXX.

LE droit de triage, établi par l'article IV du titre XXV de l'ordonnance des eaux & forêts de 1669, est aboli pour l'avenir.

## XXXI.

Tous édits, déclarations, arrêts du conseil & lettres patentes, rendus depuis trente ans, tant à l'égard de la Flandre & de l'Artois, qu'à l'égard de toutes les autres provinces du royaume, qui ont autorisé le triage hors des cas permis par l'ordonnance de 1669, demeureront à cet égard comme non venus, & tous les jugemens rendus & actes faits en conséquence sont révoqués. Et pour rentrer en possession des portions de leurs biens communaux dont elles ont été privées par l'effet desdits édits, déclarations, arrêts & lettres patentes,

les communautés seront tenues de se pourvoir dans l'espace de cinq ans pardevant les tribunaux, sans pouvoir prétendre aucune restitution de fruits perçus, sauf à les faire entrer en compensation, dans le cas où il y auroit lieu à des indemnités pour cause d'impenses.

## X X X I I.

LE droit de tiers-denier est aboli dans les provinces de Lorraine, du Barrois, du Clermontois & autres où il pourroit avoir lieu, à l'égard des bois & autres biens qui sont possédés en propriété par les communautés; mais il continuera d'être perçu sur le prix des ventes des bois & autres biens dont les communautés ne sont qu'usagères.

Les arrêts du conseil & lettres patentes, qui depuis trente ans ont distrait, au profit de certains seigneurs desdites provinces, des portions des bois & autres biens dont les communautés jouissent à titre de propriété ou d'usage, sont révoqués, & les communautés pourront dans le temps, & par les voies indiquées par l'article précédent, rentrer dans la jouissance desdites portions sans aucune répétition des fruits perçus, sauf aux seigneurs à percevoir le droit de tiers-denier dans le cas ci-dessus exprimé.

## X X X I I I.

TOUTES les dispositions ci-dessus, à l'exception de celles de l'article XI du titre premier, & des articles XIII, XVII & XIX du présent titre qui ne seront exécutées que du jour de la publication des présentes, auront leur effet à compter du jour de la publication de nos lettres patentes du 3 novembre 1789.

## X X X I V.

Tous procès intentés & non décidés par jugement en dernier ressort avant les époques respectives fixées par l'article précédent, relativement à des droits abolis sans indemnité

par ces présentes, ne pourront être jugés que pour les frais des procédures faites & les arrérages échus antérieurement à ces époques.

### XXXV.

N'ENTENDONS au surplus préjudicier aux actions intentées ou à intenter par les communautés d'habitans pour raison des biens communaux non compris dans les articles XXXI & XXXII du présent titre, lesquelles seront décidées, même sur instance en cassation d'arrêts, conformément aux loix antérieures aux présentes lettres patentes.

### XXXVI.

IL ne pourra être prétendu par les personnes qui ont ci-devant acquis de particuliers, par vente ou autre titre équipolent à vente, des droits abolis par ces présentes, aucune indemnité ni restitution de prix; & à l'égard de ceux desdits droits qui ont été acquis du domaine de l'état, il ne pourra être exigé par les acquéreurs d'autre indemnité que la restitution, soit des finances par eux avancées, soit des autres objets ou biens par eux cédés à l'état.

### XXXVII.

IL sera libre aux fermiers qui ont ci-devant pris à bail aucuns des mêmes droits, sans mélange d'autres biens ou de droits conservés jusqu'au rachat, de remettre leurs baux; & dans ce cas, ils ne pourront prétendre d'autre indemnité que la restitution des pots-de-vin & la décharge des loyers ou fermages, au *pro rata* de la non-jouissance causée par la suppression desdits droits.

Quant à ceux qui ont pris à bail aucuns droits abolis conjointement avec d'autres biens ou avec des droits rachetables, ils pourront seulement demander une réduction de leurs pots-de-vin & fermages proportionnée à la quotité des objets frappés de suppression.

## X X X V I I I.

LES preneurs à rente d'aucuns droits abolis ne pourront pareillement demander qu'une réduction proportionnelle de redevances dont ils sont chargés, lorsque les baux contiendront, outre les droits abolis, des bâtimens, immeubles ou autres droits dont la propriété est conservée, ou qui sont simplement rachetables; & dans le cas où les baux à rente ne comprendroient que des droits abolis, les preneurs seront seulement déchargés des rentes, sans pouvoir prétendre aucune indemnité ni restitution de deniers d'entrée.

## X X X I X.

IL est réservé de prononcer, s'il y a lieu :

1°. Sur ceux des droits féodaux maritimes à l'égard desquels il n'a pas été statué par les articles précédens ;

2°. Sur les droits de voierie, déshérence, bâtardise, épaves, amendes, afforage, taverne, tabellionage & autres dépendant de celui de justice ;

3°. Sur les indemnités dont la nation pourroit être chargée envers les propriétaires de certains fiefs d'Alsace, d'après les traités qui ont réuni cette province à la France.

---

T I T R E I I I.

*Des droits seigneuriaux rachetables.*

## A R T I C L E P R E M I E R.

SERONT simplement rachetables, & continueront d'être payés jusqu'au rachat effectué, tous les droits & devoirs féodaux ou censuels utiles, qui sont le prix & la condition d'une concession primitive de fonds.

## I I.

ET sont présumés tels, sauf la preuve contraire :

1°. Toutes les redevances seigneuriales annuelles en argent, grains, volailles, cire, denrées ou fruits de la terre, servis sous la dénomination de cens, censives, sur-cens, capcaval, rentes féodales, seigneuriales & emphytéotiques, champart, tasque, terrage, arrage, agrier, comptant, foëté, dixmes inféodées, ou sous toute autre dénomination quelconque, qui ne se payent & ne sont dues que par le propriétaire ou possesseur d'un fonds, tant qu'il est propriétaire ou possesseur, & à raison de la durée de sa possession.

2°. Tous les droits casuels qui, sous les noms de quint, requint, treizième, lods & traizains, lods & ventes, ventes & issues, mi-lods, rachats, venterolles, reliefs, relevoison, plaids & autres dénominations quelconques, sont dus à cause des mutations survenues dans la propriété ou la possession d'un fonds, par le vendeur, l'acheteur, les donataires, les héritiers, & tous autres ayant-causes du précédent propriétaire ou possesseur.

3°. Les droits d'accapte, arrière-accapte & autres semblables, dus tant à la mutation des ci-devant seigneurs qu'à celle des propriétaires ou possesseurs.

### I I I.

LES contestations sur l'existence ou la quotité des droits énoncés dans l'article précédent seront décidées d'après les preuves autorisées par les statuts, coutumes & règles observées jusqu'à présent; sans néanmoins que, hors de coutumes qui en disposent autrement, l'enclave puisse servir de prétexte pour assujettir un héritage à des prestations qui ne sont point énoncées dans les titres directement applicables à cet héritage, quoiqu'elles le soient dans les titres relatifs aux héritages dont il est environné & circonscrit.

### I V.

LORSQU'IL y aura pour raison d'une même héritage plusieurs titres ou reconnoissances, le moins onéreux au tenancier sera préféré,

préféré, sans avoir égard au plus ou moins d'ancienneté de leur date, sauf l'action en blâme ou réformation de la part du ci-devant seigneur contre celles desdites reconnoissances qui n'en seront pas encore garanties par la prescription, lorsqu'il n'y aura été partie ni en personne, ni par un fondé de procuration.

## V.

AUCUNE municipalité ; aucune administration de district ou de département ne pourront, à peine de nullité, de prise à partie & de dommages-intérêts, prohiber la perception d'aucun des droits seigneuriaux dont le paiement sera réclamé, sous prétexte qu'ils se trouveroient implicitement ou explicitement supprimés sans indemnité, sauf aux parties intéressées à se pourvoir par les voies de droit ordinaires devant les juges qui doivent en connoître.

## V I,

LES propriétaires de fiefs dont les archives & les titres auroient été brûlés ou pillés, à l'occasion des troubles survenus depuis le commencement de l'année 1789, pourront, en faisant preuve du fait, tant par titres que par témoins, dans les trois années de la publication des présentes, être admis à établir, soit par acte, soit par la preuve testimoniale d'une possession de trente ans antérieure à l'incendie ou pillage, la nature & la quotité de ceux des droits non supprimés sans indemnité qui leur appartenoient.

## V I I.

LA preuve testimoniale dont il vient d'être parlé ne pourra être acquise que par dix témoins, lorsqu'il s'agira d'un droit général, & par six témoins dans les autres cas.

## V I I I.

LES propriétaires des fiefs qui auroient, depuis l'époque énoncée dans l'article VI, renoncé par contrainte ou violence

à la totalité ou à une partie de leurs droits non supprimés par les présentes, pourront, en se pourvoyant également dans les trois années, demander la nullité de leur renonciation, sans qu'il soit besoin de lettres de rescision, & après ce terme, ils n'y feront plus reçus, même en prenant des lettres de rescision.

## I X.

IL fera incessamment pris une détermination relativement au mode & au prix du rachat des droits conservés, sans préjudice du payement qui sera fait des rentes, redevances & droits échus & à échoir jusqu'au jour du rachat.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons signé & fait contresigner cesdites présentes, auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'état. A Paris, le vingt-huitième jour du mois de mars, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-dix, & de notre règne le seizième. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, par le Roi, DE SAINT-PRIEST. Vu au conseil LAMBERT. Et scellées du sceau de l'état.



## LETTRES PATENTES DU ROI,

*Sur un décret de l'Assemblée nationale, qui annulle les Procès commencés à raison de la perception de différens Droits.*

Données à Paris , le 30 Mars 1790.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir ; SALUT. L'assemblée nationale a décrété le 22 de ce mois, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

Les procès commencés à raison de la perception des droits de marque des cuirs , de marque des fers , sur la fabrication & le transport des huiles & savons , sont annulés sans frais.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux , corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres , lire , publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs , & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons signé & fait contresigner cesdites présentes , auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'état. A Paris , le trentième jour du mois de mars , l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-dix , & de notre règne le seizième. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, DE SAINT-PRIEST. *Visa* ✠ L'ARCHEVÊQUE DE BORDEAUX. Et scellées du sceau de l'état.

## LETTRES PATENTES DU ROI,

*Interprétatives de celles du 7 Mars 1790, concernant les jugemens définitifs émanés des Juridictions prévôtales.*

Données à Paris, le 30 Mars 1790.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous ceux qui ces présentes lettres verront ; SALUT. L'assemblée nationale a déclaré , le 18 de ce mois, & nous déclarons ce qui suit :

Nous n'avons pas entendu comprendre dans la disposition de nos lettres patentes du 7 du présent mois, concernant le sursis des jugemens définitifs émanés des juridictions prévôtales, les jugemens d'absolution & ceux qui prononcent un plus ample informé, avec la clause de liberté & élargissement provisoire.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons signé & fait contre-signer cesdites présentes, auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'état. A Paris, le trentième jour du mois de mars, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-dix, & de notre règne le seizième. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, par le roi, DE SAINT PRIEST. Et scellées du sceau de l'état.

## PROCLAMATION DU ROI,

*Sur un décret de l'Assemblée nationale , concernant les pouvoirs des Commissaires nommés par Sa Majesté , pour la formation des Assemblées primaires & administratives.*

Du 30 Mars 1796.

VU par le roi le décret dont la teneur suit :

*DÉCRET de l'Assemblée nationale , du lundi 29 Mars 1790.*

L'ASSEMBLÉE nationale , après avoir entendu la lecture de la commission & de l'instruction données par le roi aux commissaires nommés par sa majesté pour la formation des assemblées primaires & administratives , & sur le rapport à elle fait par son comité de constitution , décrète :

1°. Que les pouvoirs des commissaires chargés par le roi de surveiller & de diriger pour cette première fois seulement , conformément au décret du 8 janvier dernier , la formation des administrations de département & de district , expireront le jour de la clôture du dernier procès-verbal d'élection des citoyens qui composeront lesdites administrations ;

2°. Que les commissaires , devant décider provisoirement les difficultés qui surviendront dans le cours de la formation des assemblées primaires & administratives , renverront à l'assemblée nationale les difficultés majeures qui pourroient survenir , & dont la décision ne pourroit être dirigée ni par le texte ni par les conséquences nécessaires des décrets de l'assemblée nationale ;

3°. Que le comité de constitution ayant été autorisé à donner son avis sur plusieurs difficultés relatives à la formation des municipalités, & à renvoyer aux assemblées de département les difficultés qui tiennent à des connoissances locales, ce seront ces assemblées qui prononceront sur toutes les questions survenues à cet égard ou qui pourront survenir; les commissaires du roi ne pourront en connoître sous aucun prétexte;

4°. Que les commissaires, avant de commencer leurs fonctions, prêteront le serment civique devant la municipalité du lieu où se tiendra l'assemblée des électeurs du département.

LE ROI a sanctionné & sanctionne ledit décret, pour être exécuté suivant sa forme & teneur. Fait à Paris, le trente mars mil sept cent quatre-vingt-dix. *Sigé* LOUIS. *Et plus bas*, DE SAINT-PRIEST.

## LETTRES PATENTES DU ROI,

*Sur les décrets de l'Assemblée nationale, des 14, 15, 18, 20 & 21 Mars 1790, concernant la suppression de la Gabelle, du quart-bouillon, & autres droits relatifs à la vente des Sels, à compter du premier Avril 1790; le remplacement au marc la livre des impositions réelles & personnelles de la présente année, tant de la somme de quarante millions formant les deux tiers du revenu net de la Gabelle, que de celle de deux millions, faisant les deux tiers du produit net des droits de Traite, perçus sur le transport des Sels destinés à la consommation des provinces franches & rédimées; l'extinction des procès criminels, & autres dispositions relatives à la suppression de la Gabelle.*

Données à Paris, le 30 Mars 1790.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir ; SALUT. L'assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

## A R T I C L E P R E M I E R.

La gabelle ou la vente exclusive du fel dans les départemens qui formoient autrefois les provinces de grandes ga-

belles, de petites gabelles & de gabelles locales; le droit de quart-bouillon dans les départemens de la Manche, de l'Orne & de l'Orne inférieure, & les droits de traite sur les sels destinés à la consommation des départemens anciennement connus sous le nom de provinces franches & de provinces rédimées, seront supprimés à compter du premier avril prochain,

## I I.

UNE contribution réglée sur le pied de quarante millions par année, & formant les deux tiers seulement du revenu net que le trésor national retiroit de la vente exclusive du sel & du droit de quart-bouillon, sera répartie provisoirement & pour la présente année seulement, sur les départemens & les districts qui ont formé les provinces & les pays de grandes gabelles, de petites gabelles & de gabelles locales, & de quart-bouillon, en raison de la quantité du sel qui se consommait dans les provinces, & du prix auquel il y étoit débité avant le décret du 23 septembre dernier.

## I I I.

UNE contribution sur le pied de deux millions par année, formant les deux tiers seulement du revenu que le trésor national retiroit des droits de traite de toute espèce, sur le transport du sel destiné à la consommation des provinces franches & rédimées, sera, provisoirement aussi & pour la présente année seulement, répartie sur les départemens & les districts qui formoient ces provinces, & payoient ces droits en raison de la consommation que chacun de ces départemens & districts faisoit du sel soumis à ces droits, & de la somme dont il contribuoit pour chacun de ces droits, lesquels seront supprimés, ainsi que tous autres droits qui se perçoivent sur les sels à leur extraction des marais salans, sauf à ceux qui auroient acquis ces droits du roi à poursuivre le recouvrement de leurs finances.

## IV.

## I V.

LA contribution ordonnée par les articles II & III fera répartie dans lesdites provinces selon l'ancienne division du royaume, sur les contribuables, par addition à toutes les impositions réelles & personnelles, tant des villes que des campagnes, & aux droits sur les consommations dans les villes; & elle fera, quant aux impositions directes, établie au marc la livre, & perçue en vertu d'un simple émargement en tête des rôles de la présente année, & quant à la portion qui devra compléter la contribution des villes, en raison du sel qui se consommoit dans chacune d'elles, & du prix auquel il s'y vendoit, sur l'affiette duquel il sera plus particulièrement décrété par l'assemblée nationale, & par nous ordonné ce qu'il appartiendra.

## V.

LA contribution établie par les articles II & III, pour le remplacement du produit des deux tiers de ce que le trésor national retiroit de la vente exclusive du sel, aura lieu dans le ressort des greniers par lesquels ce remplacement est dû, à compter de l'époque où ils ont été affranchis de fait des gabelles, & où l'état a cessé d'en retirer un revenu.

## V I.

LE sel qui se trouve actuellement dans les greniers, magasins & dépôts de la ferme générale, & dont environ un tiers appartient à l'état & les deux autres tiers à cette compagnie, sera débité librement sans aucun privilège, à compter du premier avril prochain, au prix indiqué par la concurrence du commerce, sans cependant que dans les lieux les plus éloignés de la mer, la ferme générale puisse être autorisée à vendre le sel plus de trois sous la livre, poids de marc. Les quantités actuelles de sel qui sont dans les greniers, magasins & dépôts, seront constatées par les municipalités des

lieux, & les transports seront faits sur les réquisitions des municipalités des lieux où il faudra faire passer l'approvisionnement, & avec l'attache des municipalités des lieux d'où se fera le transport.

Il sera rendu compte tous les mois à l'administration des finances, de la manutention & du produit de ce débit, pour lequel seront attribuées aux fermiers généraux des remises proportionnées à leurs peines.

Jusqu'à l'épuisement de ce sel, il sera enjoint aux fermiers généraux d'assurer, sous l'inspection des directoires de département & de district, l'approvisionnement des lieux que le commerce négligeroit de fournir, & de prévenir les renchérissemens subits & trop considérables auxquels la variété des combinaisons du commerce pourroit donner lieu.

La portion de ce sel qui appartient à la nation sera vendue la première, & le produit en sera versé de mois en mois dans le trésor national, & appliqué aux dépenses de l'année courante. La valeur du surplus sera employée à rembourser d'autant les fonds & avances des fermiers généraux, & continuera de faire partie du gage de leurs bailleurs de fonds.

## V I I.

LES revendeurs autorisés par la ferme générale à débiter du sel, & qui n'auroient pu vendre la totalité de celui qu'ils ont levé aux greniers de l'état, seront admis à l'y remettre, d'après les inventaires qui en seront faits, & la valeur leur en sera restituée, sans qu'en aucun cas ils puissent rapporter plus de sel qu'il ne leur en a été délivré lors de leur dernière levée; & pour jouir du bénéfice du présent article, lesdits revendeurs seront tenus de faire, dans les vingt-quatre heures de la publication des présentes, à la municipalité du lieu de leur résidence, la déclaration de la quantité de sel de la ferme qu'ils pourroient avoir entre les mains : ladite quantité sera vérifiée dans le même délai par la municipalité, qui prendra échantillon de la qualité.



## V I I I.

LES procès criminels commencés pour fait de gabelle seront annullés sans frais. Permettons le retour des bannis pour fait de gabelles seulement ; ordonnons que les détenus en prison ou aux galères, qui n'y ont été envoyés que pour la même cause, seront mis en liberté ; & toutes précautions nécessaires seront prises pour assurer leur retour à leur domicile, conformément à ce qui a été précédemment réglé au sujet des détenus pour fait de chasse.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons signé & fait contresigner cesdites présentes, auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'état. A Paris, le trentième jour du mois de mars, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-dix, & de notre règne le seizième. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, par le roi, DE SAINT-PRIEST. Vu au conseil, LAMBERT. Et scellées du sceau de l'état.

*Fin de la première Partie du Tome premier.*

